

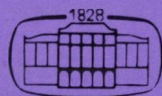
Acta Historica

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

Membres du Comité de Rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef), V. BÁCSKAI,
L. BENCZÉDI, I. DIÓSZEGI, J. JEMNITZ, GY. MÉREI,
F. MUCSI (rédacteur), E. NIEDERHAUSER, M. ORMOS, E. PALOTÁS,
GY. SZABAD, D. SZABÓ, G. SZÉKELY, J. SZŰCS, J. VARGA,
I. WELLMANN
secrétaire de Rédaction: A. PÓK, assistante de Rédaction: K. PERLUSZ

TOME 33

Nº 1



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

1987

ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

Acta Historica paraît en français, anglais, allemand et russe et publie des travaux dans le domaine des sciences historiques.

Acta Historica est publié sous forme de fascicules qui forment un volume de 400–500 pages par an et est édité par

AKADÉMIAI KIADÓ

Maison d'édition de l'Académie des Sciences de Hongrie
H-1054 Budapest, Alkotmány u. 21.

Adresse de la Rédaction:
H-1014 Budapest, Uri u. 53.

Abonnement:
s'adresser à l'Entreprise de Commerce Extérieur «KULTURA»
H-1389 Budapest 62. POB. 149

ou chez les représentants à l'étranger

Acta Historica is abstracted/indexed in American Historical Review, Biological Abstracts, Current Contents–Arts and Humanities

© Akadémiai Kiadó, Budapest

SOMMAIRE

ETUDE

<i>Ambros Miskolczy</i> : Questions de société, nationalité, opposition dans le mouvement réformiste hongrois en Transylvanie (1830–1843)	1
---	---

VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Rapports et interventions hongrois choisis, tenus lors du 16^e Congrès International des Sciences Historiques. Stuttgart, 25 Août – 1^{er} Septembre 1985

<i>Tibor Klaniczay</i> : Nouvelles recherches sur l'infrastructure sociologique de la Renaissance: cours, académies, universités	35
<i>István N. Kiss</i> : Die Geschichte der Maßpolitik im Königreich Ungarn im 15–19. Jahrhundert	45
<i>Zsigmond Pál Pach</i> : Levantine Trade Routes to Hungary, 15th–17th Centuries	57
<i>Ferenc Mucsi</i> : К венгерской историографии Великой Октябрьской Социалистической Революции	67
<i>Domokos Kosáry</i> : Small States in the Modern World	77
<i>Gyula Rázsó</i> : Söldnerheer und Kriegspolitik von Matthias Corvinus	81
<i>Imre Wellmann</i> : Zur Frage der Arbeitsteilung zwischen Stadt und Land (16–18. Jh.)	83
<i>István N. Kiss</i> : Flächenausdehnung der Landwirtschaft in Ungarn (Ende des 18. Jahrhunderts)	85
<i>Ágnes Várkonyi</i> : Absolute Monarchy in Hungary 1526–1711	89
<i>Ágnes Várkonyi</i> : Connections between Elite Culture and Mass Culture in Hungary.	91
<i>Gyula Rázsó</i> : Some Aspects of Royal Absolutism in Western Europe	93
<i>György Spira</i> : Über den Habsburg-Absolutismus	95
<i>Tibor Hajdú</i> : Hungarian and West European Parliamentarism before 1914	97
<i>Károly Vörös</i> : Anfänge der Verbürgerlichung des ungarischen Staates	99
<i>János Jemnitz</i> : On Belgium in the 19th Century	105
<i>László Szögi</i> : Quellen zur Geschichte der Universitäten in Ungarn	107
<i>József Antall</i> : Die Hochschulpolitik des nationalen Liberalismus und die Ärzteausbildung in Ungarn (1825–1876)	113
<i>Tibor Hajdú</i> : To the New Aspects and New Methods in the Historiography of the October Revolution	119
<i>Lóránd Dombrády</i> : The Hungarian War Economy and Industry during the Second World War	123

ETUDE

Questions de société, nationalité, opposition dans le mouvement réformiste hongrois en Transylvanie (1830–1843)

(Luites de l'opposition libérale hongroise pour l'évolution bourgeoise en Transylvanie*)

AMBRUS MISKOLCZY

«Les trois dernières décennies de la première moitié du siècle dernier, de 1819 à 1848, peuvent être appelées, en Transylvanie, l'ère des luites.» C'est dans le tome 51 (intitulé Petit Miroir) de son Journal Intime que le comte Lajos Gyulay,¹ libéral également tenté par les idées du socialisme utopique, se penche ainsi sur le passé. Dans les années 1860, pour le comte Imre Mikó, conservateur libéral — qui, à cette époque-là, méritait déjà largement le nom et le «titre» de «Széchenyi de Transylvanie» —, «cette période apparaît comme un drame sublime ou le déroulement des événements (1819–1833) et leur développement (1834–1848), les deux aspects essentiels et les personnes et les partis qui ont une action déterminée d'opposition et de modération, ou encore les progressistes et les conservateurs, apparaissent dans des sphères d'activités nettement circonscrites».² L'année 1819 paraissait être une date mémorable, le début d'une ère, car le gouvernement viennois, enfreignant gravement la constitution des Ordres sans consulter la Diète, ordonna la *conscriptio urbarialis*, c'est-à-dire un recensement des terres et des obligations des paysans dépendant de leurs seigneurs afin de pouvoir introduire également en Transylvanie sur le modèle en vigueur en Hongrie, une régulation générale de la condition paysanne et séparer les terres domaniales et paysannes. Vienne cherchait par ce biais à augmenter la capacité fiscale, mesure qui provoqua bien évidemment une vaste résistance de la noblesse. Bien des têtes de cette résistance eurent un rôle de poids dans les luites pour les réformes engagées quelques décennies plus tard, mais ce mouvement réformiste n'était pas né du renouveau de la résistance nobiliaire. De plus, «en ce qui concerne ses origines» — et le délateur devait en grande partie avoir raison, — «il existait déjà, à Enyed et à Kolozsvár, à la fin du siècle dernier»,³ et, ajoutons-le, à Marosvásárhely

*La présente étude est une partie légèrement modifiée, de l'étude intitulée *La Transylvanie à l'époque des Réformes et en 1848–49*, où les problèmes des mouvements nationaux roumain et saxon sont traités dans des chapitres particuliers à la base des œuvres y ayant trait.

¹ *Gróf Gyulay Lajos naplótöredékeiből (1815–1834)* (Fragments de journal intime du comte Lajos Gyulay (1815–1934). Publié par Géza Kuun, Budapest 1875. 36. L'original de ce tome du journal intime se trouve aux archives nationales de Kolozsvár (Cluj-Napoca, Arhivele Statului).

² Mikó, Imre: *Gróf Kendeffi Ádám*. Cluj-Napoca, Biblioteca Centrală Universitară, Ms 2212.

³ Wien, Haus-, Hof-, und Staatsarchiv (dans la suite. HHStAW), Österreichisch-Estensisches Hausarchiv Präsidialakten in Siebenbürgen. Fasc. 52. Varia, Propositions au gouvernement.

MISKOLCZY AMBRUS, Université des Sciences Eötvös Loránd Faculté des Lettres 1054 Budapest, Pestí Barnabás u. 1.

ainsi que, plus partiellement, à Székelyudvarhely, dans les célèbres collèges calvinistes des professeurs dont les activités s'inspiraient des idées des Lumières. On trouvait les mêmes sources de réflexion dans les milieux d'intellectuels érudits réunis au sein de la Société Transylvanienne pour la Défense de la Langue Hongroise. Ceci mis à part, au milieu des années 1820, le jeune Miklós Wesselényi pouvait écrire avec amertume, dans son journal intime, que «tout désir d'agir, toute idée et activité meilleures sont étouffés, dans l'atmosphère servile de l'oppression, par notre impuissant calme sépulcral». ⁴ Mais bientôt, une attente inquiète de quelque chose de neuf et d'authentique renouvellement s'empara des esprits.

En observant les activités des assemblées nationales en Hongrie, on commença, en Transylvanie aussi à exiger la convocation de la diète. ⁵ La «modernisation nobiliaire» et les tendances qui la dépassaient peu à peu étaient si bien accueillies qu'en 1829 par exemple, les livres d'István Széchenyi et de Miklós Wesselényi sur l'élevage des chevaux «étaient lus même dans des maisons où l'on n'avait jamais lu aucune oeuvre hongroise en dehors des livres de prières et de contrats». ⁶

Pour que puisse naître le mouvement réformiste, il y fallait une impulsion fondamentalement «extérieure» qui fasse prendre conscience de la crise du féodalisme et de la possibilité de la recherche d'une issue. Ce «coups de pouce» fut fourni par la vague de révolutions bourgeoises de 1830 qui marquait admirablement le «défi» de l'Europe en route vers l'évolution bourgeoise, avant tout par les «journées de juillet» à Paris qui «comme une incendie de nuit, traversaient également la nuit qui couvrit depuis si longtemps les sommets des montagnes transylvaniennes pour faire parler les apôtres de la nouvelle foi afin d'annoncer au peuple la venue de ce Rédempteur qui est la Liberté». ⁷

Qui pourrait nier que c'était l'exigence d'une réforme sociale qui comporterait un maximum de liberté et d'humanisme qui mit les mouvements nationaux au service de l'évolution bourgeoise. La mise en valeur des exigences de cette évolution, exigences suffisamment mûries pour devenir un mouvement politique, fournit l'étalon à la base duquel on pouvait juger du caractère des changements survenus dans les mouvements nationaux. C'est pourquoi nous datons l'apparition de l'ère des Réformes en Transylvanie

⁴ Journal intime de Miklós Wesselényi, 14 octobre 1824. Magyar Országos Levéltár (Archives Nationales Hongroises) (ANH dans la suite) Filmthèque, 5495.

⁵ A sa session du 25 février 1833, le comitat de Kolozs demanda l'intercession de la diète de Pozsony dans l'intérêt de la convocation de la diète transylvanienne et souligna que la Transylvanie étant plongée dans un rêve profond depuis 1827, les Ordres du comitat avaient déjà demandé cinq fois au gouverneur de prendre des mesures énergiques. ANH. Archivcs des Services Gouvernementaux, Cista Diplomatica Procès-verbaux des sessions 22, 332-334. Le discours prononcé par Dániel Zeyk à l'assemblée du comitat de 1829 peut véritablement être considéré comme une pierre d'achoppement. Ibid. 121-126.

⁶ Jakab, Elek: *Böloni Farkas Sándor és kora* (Böloni Farkas, Sándor et son époque). *Keresztény Magvető* 1870. 275. Ces lignes de la lettre de Böloni adressée à Gedő József sont de l'autre côté confirmées par une requête anonyme adressée à Ferdinand d'Este, dont l'auteur, probablement Miklós Cserei, attribue l'esprit précisément d'opposition des livres à la mode (Modebücher), en premier lieu au Stadium (de Széchenyi) que «la masse des Hongrois, qui en général ne lisent pas, dévorent avec ferveur.» HHSJAW Öst. - Estensisches Hausarchiv Präs. 51. Propositionen über eine anonym beantragte Belegung einzelnen Beschwerde des Landes Siebenbürgen.

⁷ Discours commémoratif de Gábor Kazinczy sur Dénes Kemény. *Közlöny* du 5 avril 1849 No 71.

au début des années 1830. En ce qui concerne le niveau des forces productrices, les rapports entre la structure sociale et la production marchande étaient marqués à la fois par la crise et par l'évolution⁸ quand, dans le même temps, c'était fondamentalement «le contenu des mentalités, des consciences qui avait changé».⁹

Crise et évolution avaient, jusqu'ici également, marqué le destin des peuples de Transylvanie mais, à partir du début des années 1830, elles ont généré une nouvelle ère historique. L'exigence et la possibilité de l'évolution bourgeoise étaient posées moins pour savoir si les conditions transylvaniennes en offraient ou non la possibilité, mais plutôt comme une réflexion permettant de déterminer si la réforme ou la révolution bourgeoises mettraient fin au régime féodal dans cette région européenne et si la Transylvanie aussi devait s'engager sur la voie de l'évolution bourgeoise. C'était par contre un enjeu de la lutte sociale-politique de savoir dans quelles directions et selon quelles proportions évoluerait la stratification sociale, quelles chances pourraient avoir les différents groupes et classes sociaux engagés dans l'évolution bourgeoise et dans quelle mesure l'individu pourrait se sentir à même de forger son propre destin et celui de son peuple. Nous entrons dans un monde où ceux qui sentaient que «la vocation et le devoir du citoyen, tout comme du soldat, est la lutte et le combat que, s'il remplit véritablement son devoir, la victoire ou la défaite ne dépendent que du destin»¹⁰ étaient de plus en plus nombreux. C'est en effet cette confrontation avec le destin, la lutte déterminée par des conditions objectives extrêmement défavorables, souvent par des facteurs imprévisibles, qui prête un dynamisme particulier au réformisme transylvanien. Il s'agit d'entreprendre une lutte authentique et non de prendre position pour faire valoir ses propres intérêts, en adaptant ceux-ci à la soi-disant «nécessité historique».

Dans ce qui suit, nous tentons de montrer comment naquit, comme partie et branche spécifique du mouvement national libéral hongrois, le mouvement réformiste transylvanien, comment il répondit au «défi» de l'Europe moderne, et réunit les traditions de l'esprit des Lumières et de l'esprit constitutionnel de la noblesse, comment il s'épanouit d'une manière si prometteuse, profondément pénétré de libéralisme et comment enfin il s'intégrait, en tant que branche spécifique, dans le mouvement national-libéral de toute la Hongrie.

1. Formation de l'opposition réformiste hongroise de Transylvanie; chefs et sa base sociale

Dans les deux «patries-sœurs» de la couronne royale hongroise, les tendances réformistes-nationales hongroises étaient tout à fait unies dans leurs objectifs, mais différaient dans les modalités de l'exigence de changements et dans le rythme de la réalisation de ces objectifs.

Cette unité et cette différence se font peut-être avec le plus de relief dans les activités, déployées dans les deux «patries» par Miklós Wesselényi, dans les divergences de ses

⁸ Miskolczy, Ambrus. Népeesség, társadalom és gazdaság a reformkori Erdélyben (Population, société et économie dans la Transylvanie de l'époque des Réformes). *Történelmi Szemle* 1980. No 3.

⁹ Csetri, Elek - Imreh, István: *Erdély változó társadalma 1767-1821* (La société en mutation de Transylvanie 1767-1821) Bucarest 1980. 70.

¹⁰ Lettre de Miklós Wesselényi à Pál Csapody. 16 janvier 1845. ANH. Filmothèque 7590.

objectifs. Nous savons que cette grande personnalité organisatrice des efforts politiques du mouvement national hongrois moderne, dans son vaste œuvre sur les *préjugés* — interdite par la censure — donc parue à l'étranger en 1833, dans son radicalisme dépassant ses contemporains, allait au-delà de l'exigence du rachat volontaire des services féodaux, adoptée par plusieurs comitats de Hongrie proprement dite c'est-à-dire sans la Transylvanie et proposait une réglementation valable pour le pays dans son ensemble à savoir la fixation des conditions selon lesquelles le serf peut racheter ses redevances et recevoir ses terres à caractère «urbarial» en propriété civique. Wesselényi joua, en Hongrie proprement dite, un rôle décisif dans la stratégie de création d'une nation évoluée, dans l'élaboration et la mise en valeur d'une politique destinée à créer l'harmonie entre les intérêts des serfs et ceux des gentilshommes propriétaires fonciers, intérêts qui, à long terme, se contredisaient sous plusieurs aspects mais étaient provisoirement communs, dans la situation donnée. En Transylvanie, par contre, il ne jugea réaliste que le programme garantissant la constitution des Ordres, les libertés des Ordres, comprises dans le Diploma Leopoldinum, et ne voulut pas, dans un premier temps améliorer la situation des serfs autrement qu'en réduisant les charges imposées par l'Etat. A Pozsony (Presbourg, aujourd'hui, Bratislava), au début de la diète de 1832–36, il se montra un vrai chef de premier plan qui dirigeait les événements dans le sens de la préparation de l'affranchissement des serfs. En Transylvanie, par contre, il se plaçait parmi les dirigeants et les chefs du courant de la politique dite des récriminations (*politica gravaminalis* en latin).¹¹ Un de ses compagnons de lutte, Dénes Kemény, connaisseur incomparable du droit et des lois, dit à propos de ceux-ci, en 1834 «on nous appelle très incorrectement des libéraux: nous n'en sommes pas encore à l'état de pouvoir être libéraux; nous devons exiger, et c'est ma profession de foi, que la loi existante soit mise en vigueur (ce qui n'est pas autre chose que la sauvegarde de ce qui existe), et cela ne s'appelle nulle part libéralisme, pas même opposition, mais seulement juste milieu».¹²

Tout cela pose plusieurs questions. Comment expliquer la stratégie du mouvement libéral transylvanien? A-t-on en effet le droit de parler d'un mouvement libéral et dans quelle mesure peut-on dire que le mouvement des nobles libéraux transylvaniens est en-dessous de «l'échelle de l'époque» comme l'affirme un manuel.¹³ Prenons comme point de départ l'idée selon laquelle «toute évolution culturelle (. . .) a une «société de classes» telle qu'avait été le système des Ordres».¹⁴ Il s'en suit que les formes de la lutte pour une société bourgeoise sont rigoureusement déterminées par les formes que l'organisation sociale et politique ont mises en place.

Un système des Ordres (la démocratie nobiliaire) plus faible, moins mûr ainsi que des conditions plus archaïques fournirent à l'évolution bourgeoise une base plus fragile

¹¹ Trócsányi, Zsolt: *Wesselényi Miklós*. Budapest, 1965. 59–294.

¹² Kemény le souligna à la séance du 18 décembre 1834 de la diète de Kolozsvár de 1834/35. *Erdély nagyfejedelemség 1834-ik esztendőben* (Le grand-duché de Transylvanie en 1834). Procès-verbal de la diète convoquée le 26 mai dans la ville royale libre de Kolozsvár. Kolozsvár 1834. 210.

¹³ Antal, Árpád: *A magyar irodalom kezdetei a reformkorban és 1848–49-ben* (Les débuts de la littérature hongroise à l'époque des Réformes et en 1848–49). Bucarest, 1979. 180.

¹⁴ Hajnal, István: *Az osztálytársadalom* (La société de classes) Magyar Művelődéstörténet (Histoire de la culture hongroise) réd. Sándor Domanovszky Budapest. Sans date. t.V. 165.

en Transylvanie qu'en Hongrie. «Notre patrie n'a guère de noblesse moyenne* qui, dans l'intérêt des réformes bourgeoises, «pourrait partout créer mouvement, vie et progrès». ¹⁵ De plus, une partie considérable de cette noblesse «vu la situation sans fortune et, dans la majorité des cas, endettée, ne pouvait s'assurer une position importante qu'en se rangeant parmi les bureaucrates», ¹⁶ et ce pour une rémunération bien plus basse qu'en Hongrie, ¹⁷ une rémunération qui n'était même pas versée par la caisse du comitat, mais par la caisse centrale de la province, car les comitats de Transylvanie, à l'opposé de ceux de Hongrie, n'étaient pas autorisés à prélever des impôts pour couvrir leurs propres dépenses.

Les possibilités d'élection des fonctionnaires étaient également réduites. Il fallait présenter 3x3 candidats des confessions légales et le souverain choisissait tout à fait librement le fonctionnaire parmi eux. ¹⁸ Le comitat, école de la vie politique, était donc encore davantage assujéti au pouvoir central. A défaut d'une «noblesse moyenne» forte et consciente, l'initiative revenait à l'aristocratie. Elle était, certes, bien plus pauvre que celle de Hongrie mais la situation et le moment historique transformèrent pour ainsi dire la nécessité en vertu. Car, «en ce qui concerne tout particulièrement la Transylvanie, la force de l'aristocratie était précisément son manque de pouvoir économique.» L'aristocratie transylvanienne ne s'était jamais juridiquement détachée de la noblesse moyenne et de la petite noblesse; dans sa vie familiale, la haute noblesse et la noblesse moyenne étaient toujours liées par des mariages et, même aujourd'hui, on peut presque dire ce qu'a dit jadis le comte István Apor: «Celui qui n'a pas dans son cousinage de grands seigneurs et d'hommes à chasses bleues n'est même pas un «gentilhomme». Ce sont ces liens familiaux, sociaux, politiques qui procurèrent à l'aristocratie transylvanienne une position politique stable grâce à ses contacts avec la petite et la moyenne noblesse, cette position stable étant en Hongrie procurée par des propriétés foncières plus étendues.» ¹⁹ Ce n'est pas un servilisme snob, mais l'expérience de quelques dizaines d'années qui fit dire à László Kőváry qui, en 1848, tenta d'introduire, dans son journal, l'orientation radicale de gauche, et ensuite, dans les années 1860, quand il écrivit ces lignes, qu'il fallait créer une ligne politique indépendante de l'aristocratie, qui s'appuie sur les citoyens urbains. En raison de la cohérence intérieure de la société nobiliaire, des possibilités de mise en valeur des intérêts et de mobilité sociale et, en considération de la situation, le souvenir et la fonction des liens de parenté représentaient un sérieux élément de cohésion même entre la noblesse campagnarde pauvre et l'aristocratie. Par exemple, pour se soustraire au service de soldat des frontières militaires (Militärgrenze), les familles roumaines des comitats de Hunyad, Nopcsa, Gola, Makra et autres, qui ne possédaient que quelques

*Expression courante du vocabulaire politique hongrois inventée par analogie avec «middle class».

¹⁵ Kemény, Zsigmond: Érintések (Touches). *Erdélyi Híradó* (dans la suite EH) 1845, No 10.

¹⁶ Lettre de János Bethlen père à Miklós Wesselényi, 2 mai 1847. ANH. Filmothèque, 8367.

¹⁷ Miskolczy, Ambrus: Adatok az erdélyi reformkori hivatalnokértelmiség életformájához (Données relatives au mode de vie des intellectuels-fonctionnaires à l'époque des Réformes en Transylvanie). *Agrártörténeti Szemle* 1977. No. 3-4. 412-418.

¹⁸ Dans son étude polémique adressée à Kossuth, János Pálffy le souligne également: *Visszhang* (Echo) mai 1842 No 36.

¹⁹ Note de la rédaction à l'article emprunté à la presse saxonne. A nemesség és a magyar kérdés (La noblesse et la question hongroise). *Korunk* 1863. No 2.

arpents de terre, insistèrent, lors du recensement de leurs biens (en 1847), pour apporter la preuve de leur noblesse, et pas seulement à la base de l'unité de la famille, et donc de leur parenté avec les Nopcsa aristocrates et les Gola et Makra propriétaires moyens, mais aussi, à l'étonnement des recenseurs, dans beaucoup de villages, «ils affirment, certes, être d'origine hongroise, mais tous, à peu d'exceptions près, parlent roumain. Quant à leur religion, ils suivent soit le rite orthodoxe soit le rite gréco-catholique».²⁰ Ils vivaient donc selon «la loi roumaine», comme on disait à cette époque-là.

Même si ce n'était pas le cas dans le comitat de Hunyad, le mouvement avait en général à sa tête des aristocrates, des magnats, selon l'expression de l'époque, et qui plus est, «les meilleures têtes du pays»²¹ qui revivaient et faisant beaucoup raviver les contradictions de leur situation et de leur rôle.²² Propriétaires et intellectuels nobiliaires, qui tentaient souvent de représenter une ligne plus indépendante et plus radicale se joignirent à eux. Selon le rapport d'un délateur de l'époque, ils voyaient leur situation ainsi: «En Hongrie, la noblesse est très cultivée, l'Ordre des magnats reste derrière elle; en Transylvanie, c'est le contraire: là, les magnats sont cultivés et libéraux et c'est la noblesse qui reste en arrière».²³ C'était ainsi que les gens à la solde du pouvoir attaquaient toujours le mouvement de réformes libérales en la taxant d'initiative d'aristocrates.

Au moment de la formation du mouvement, l'opposition put même y profiter de sa faiblesse numérique, car elle était plus centralisée que celle de la Hongrie. La douzaine de chefs de file, d'une renommée générale, pouvaient fonctionner en un état-major fortement uni. Puisque tel ou tel chef de l'opposition avait des propriétés dans plusieurs comitats, ils pouvaient, comme «patriotes ambulants», comme on disait à l'époque, aller assister aux assemblées d'un comitat à l'autre et y déployer une propagande bien coordonnée.²⁴

Ils mobilisaient la société des Ordres avec l'exigence et la promesse de restituer la légalité et la constitution féodales. Afin de renforcer l'autonomie des comitats, ils proposèrent la simplification de l'élection des fonctionnaires des comitats, notamment qu'au lieu de 9 (3x3 des confessions légales) candidats, on n'y en envoyât que trois, sans égard à leur confession. Cette question, pendant une quinzaine d'années, de «trois ou neuf» causa des remous dans l'opinion nobiliaire d'autant plus que le comitat d'Alsó-Fehér tenta plusieurs fois de réaliser de fait cette exigence.²⁵ La mise à l'ordre du jour de l'élection des fonctionnaires ne pouvait mobiliser que les membres relégués au second plan, mais fermes de caractère, de la noblesse et de l'aristocratie, ces membres qui voulaient obtenir une fonction. L'effet exercé sur la petite noblesse en était d'autant plus grand, surtout quand fut posée l'exigence de reconquérir le privilège d'exemption de l'impôt. Grâce à une large propagande – souvent appelée «à la O'Connell», – la petite noblesse tant hongroise

²⁰ ANH. Archivum Fiscale No X, 52 fasc. M.

²¹ Requête de Cserei citée dans la note 6.

²² Barla, Gyula: Életrajz és alkotás a Hirlapszerkesztő Naplója című regényben (Biographie et création dans le roman intitulé Journal Intime d'un Rédacteur de Presse). *Irodalomtörténet* 1978, No 2.

²³ Voir note 3.

²⁴ Teleki, Domokos. Báró Wesselényi Miklós. *Budapesti Szemle* 1860. t. 10. 443–454.

²⁵ Kemény, Zsigmond: *Erdély közéleté 1791–1848* (La vie publique en Transylvanie 1791–1848). Etudes de Zsigmond Kemény, publiées par Pál Gyulai. Pest, 1870 II. 46–47. ANH Cancellaria Aulica Transylvanica, Praesidialia 1843. 197.

que roumaine devint la base de la politique hongroise d'opposition. S'il s'agissait d'élection de fonctionnaires, une assemblée avait jusqu'à 500—800 participants et le nombre s'élevait même jusqu'à 2 000—3 000 s'il fallait élire les députés.

C'est l'opposition qui exerçait la plus grande influence sur la couche sociale la plus mécontente, sur la petite noblesse sicule astreinte à l'impôt, et sur les éléments encadrés dans les trois régiments sicules des frontières militaires, en insistant énergiquement sur les atteintes aux anciennes libertés sicules. La société sicule, cette société de type «démocratie militaire»; fut prise d'effervescence. En apparence, il s'agissait de mettre en valeur l'idée de l'égalité des nobles mais, en fait, c'était déjà faire un pas vers la réalisation de la liberté civique quand, en 1834, sur proposition d'un magnat, Udvarhelyszék recommanda aux comitats et districts de liquider les titres et les rangs.²⁶

Si les Sicules, membres des ordres des *primipili* et des *pixidarii*, enrôlés dans la cavalerie et l'infanterie garde-frontières, s'attachaient si fort à l'idée de liberté et égalité sicules, c'est parce qu'en défendant leurs intérêts, ils se servaient de cet argument tant face aux «primores» qu'à l'état-major des régiments des frontières militaires. Ils invoquèrent leurs droits quand ils tentèrent de s'affranchir pour toujours du service militaire régulier ou quand ils exigèrent les mêmes droits que les «primores», à élire les fonctionnaires, ainsi que lorsqu'ils voulurent avoir une part égale des propriétés communes, par tête et non selon la taille de la propriété, car — comme on l'écrivit de Háromszék à Wesselényi — «à la première occupation, personne n'avait de propriété» et ce que «les ancêtres avaient acquis avec leur sabre, ils le partageaient par tête».²⁷ Ils haïssaient les «primores» qui s'assimilaient complètement à la société des propriétaires nobles (et aristocrates) des comitats, ils les tenaient pour des traîtres. Ils déclaraient fréquemment que le mieux serait d'en finir avec eux. Malgré cela, ils s'allièrent à eux contre l'organisation des frontières militaires et même au cours des luttes les plus envenimées, il y en eut parmi eux qui attribuaient aux primores le mérite de sauvegarder la conscience et les institutions nationales. Comme dans ces institutions administratives-judiciaires des districts on pouvait, sans prendre trop de risques, s'élever contre le régime militaire, les officiers des frontières militaires accusaient les primores des troubles toujours renouvelés et affirmaient que les primores s'attaquaient aux frontières militaires uniquement dans le but de priver les soldats de la protection du régime militaire et afin de s'assurer, face à elle, une influence moins limitée. Encore que les trois Ordres n'eussent pas tenu pour Sicules les paysans c'est à dire les colons (*jobagii*) et les salariés agricoles (*inquilini*), l'idéologie de la liberté sicule ne manquait pas de les influencer, surtout les éléments éliminés des Ordres. Ceux-ci aussi se réclamaient des libertés sicules et voulaient se débarrasser de la dépendance des propriétaires fonciers. Tantôt les soldats sicules voulaient s'allier avec les paysans contre les primores, tantôt ceux-ci s'alliaient avec les paysans quand il s'agissait d'allouer les terres communales. Mais les trois Ordres se tournaient souvent contre les serfs quand ceux-ci voulaient se faire garde-frontière afin de jouir, à ce titre, des droits assurés par les libertés sicules.

Cette lutte offrait souvent une apparence de *bellum omnium contra omnes*. Mais, comme elle était menée sous l'égide de la même idéologie centrée sur les libertés, l'unité

²⁶ ANH Gyűlési jegyzőkönyvek. Procès verbaux de séances des assemblées nobiliaires t. 62.

²⁷ Vienne, Kriegsarchiv, Hofkriegsrat, 1840. C. 59/8.

de la communauté sicule était cependant maintenue, précisément par ses différents internes. Les événements de Madéfalva leur avaient été d'un grand enseignement et, lorsque c'était possible, ils ne permettaient pas que les officiers des frontières militaires jouent à leur égard le rôle de justicier, fondé sur des principes différents des valeurs traditionnelles.²⁸

Les Sicules se considéraient toujours comme partie intégrante du peuple hongrois et étaient tout au plus à l'écart de la nation hongroise du point de vue des Ordres, en tant que nation des Ordres. Leurs efforts s'unirent à nouveau et ainsi commença l'intégration intérieure du mouvement national hongrois, pour le moment sous la forme de la présence des «patriotes ambulants aux assemblées». Miklós Wesselényi devint chez les Sicules, l'homme politique le plus populaire, «le héros des Sicules» dont le portrait apparaissait sur les poteries vernissées des murs des maisons.²⁹

L'opposition transylvanienne n'osait pas encore soulever la question des réformes devant améliorer la situation sociale des serfs, craignant que cela ne lui fasse perdre le soutien de la société féodale, qu'elle n'ait plus prise sur la paysannerie asservie, qu'elle ne puisse jeter un pont sur l'abîme profond entre le palais, la gentilhommière et la cabane et ce à cause des différences en matière de confession, de langue, de coutumes qui caractérisaient la majeure partie des serfs, tout cela à un moment où il était indéniable que les tensions étaient intensifiées par la modernisation même de la propriété seigneuriale. En 1831, on commençait à craindre, en Transylvanie, l'éclatement d'une insurrection paysanne semblable à celle de la Haute-Hongrie.³⁰ Les paysans tantôt parlaient du livre terrien ordonnant la réduction de leurs redevances, disaient tantôt que le temps était venu d'exterminer la noblesse. Une partie de la noblesse provinciale se retira donc dans les villes et, dans le même temps, plusieurs de ces nobles commencèrent à mûrir l'idée d'organiser une insurrection de la noblesse. L'opposition voulait gagner la sympathie des paysans en ressuscitant les formes traditionnelles de défense de la paysannerie, sous la bannière de la liberté des cultes, elle exigea d'abandonner les tentatives visant à forcer les orthodoxes à passer à la confession gréco-catholique.³¹ Elle mit ainsi fin à la vague de prosélytisme reprise dans les années 1820 qui, malgré sa lenteur, avait été très efficace car, en 150 ans, l'Eglise gréco-catholique s'était acquise la moitié de la population roumaine.³²

²⁸ Imreh, István: *A rendtartó székely falu* (Le village sicule observant l'ordre). Bucarest, 1973. 20–32.

²⁹ A. de Gerando: *La Transylvanie et ses habitants*. Paris, t. II. 169; Etédi Gedő, János: *Székely szokások* (Coutumes sicules). *Regelő* 1843, II. No 39.

³⁰ Trócsányi, Zsolt: *Az erdélyi parasztság története 1790–1849* (Histoire de la paysannerie transylvanienne 1790–1849). Budapest, 1956, 192–194.

³¹ Quant à la cause de la liberté religieuse, c'est surtout le comitat de Belső-Szolnok qui se faisait remarquer par ses adresses au gouverneur. Torma József megyegyűlési iratai (Ecrits de József Torma aux assemblées du comitat) Bibliothèque Nationale Széchényi, Fol. Hung. 1235. Les milieux gouvernementaux de Transylvanie voulaient se servir de la diffusion de la confession gréco-catholique non seulement pour élever le niveau culturel du peuple roumain, mais aussi pour créer un contre-poids à l'éventuelle influence du tsar. ANH Cancellaria Aulica Transilvanica, Praesidialia. 1827:113. 1835:269.

³² C'est précisément pour neutraliser l'opposition que le commissaire royal Ferenc Vlasits recommande au souverain de légaliser la confession orthodoxe. ANH Cancellaria Vlasits-iratok, Actes du commissaire royal Vlasits, 1833:21. Tóth, I. Zoltán: *Az erdélyi és magyarországi román nemzeti mozgalom 1790–1848* (Le mouvement national roumain en Transylvanie et en Hongrie 1790–1848). Budapest, 1959. 65–66.

Au printemps 1831, Wesselényi interdit sur ses propres terres le recrutement, c'est-à-dire le fait d'enrôler qui que ce soit dans l'armée par la force.³³ Les comitats en opposition suivirent son exemple. C'est que le serf — nous citons là les propos tenus par les représentants du comitat de Kolozs à l'intention du gouverneur — «est pris par la force, contre la Loi . . . humilié dans sa dignité humaine».³⁴

Une exigence de l'opposition, que tout le monde pouvait tenir pour vitale, était la réduction du prix du sel. Les dernières lignes du livre de Wesselényi sont devenues un proverbe: «le pasteur (. . .) mange son pain assis sur un sac de sel, mais malheur à lui s'il ose en mettre un morceau dans sa besace.»³⁵

C'est ainsi, en attendant, que les «hommes de réforme» essayaient de «bercer même les paysans de l'espoir de droits et de libertés» — au grand scandale du délateur contemporain.³⁶ En même temps, ces prétentions dépassaient tellement les formes traditionnelles de défense des paysans qu'un couplet satirique de l'époque n'était pas sans fondement quand il prédisait à l'aristocratie qu'elle pétrirait par la force en une masse le gentilhomme et le paysan.³⁷ Pourtant, sur le plan de la politique nationale et provinciale, les chefs de file de l'opposition ne mettaient pas au premier plan les tendances aux réformes sociales. L'adaptation aux règles du jeu des activités politiques publiques et à la base sociale possible prêtait un caractère d'apparence féodale aux luttes réformistes engagées. Les partisans de la réforme acquièrent donc une grande force suggestive en exigeant la garantie de la constitution des Ordres, ce qui leur attacha même ceux qui, en effet, ne voulaient rien de plus et qui n'étaient libéraux que pour être à la mode. Ce faisant, les plus avancés comptaient la possibilité de créer, tôt ou tard, une situation facilitant le passage «de la démocratie nobiliaire à la démocratie libérale bourgeoise».³⁸

Quand, par contre, la nécessité de s'adapter aux conditions extrêmement défavorables ne se faisait pas valoir avec tant de force, les idées progressistes trouvaient un sol fertile même au niveau public. Quand, par exemple, le gouverneur ordonna, dans le comitat de Alsó-Fehér, une enquête hâtive pour éclaircir «le bruit alarmiste» selon lequel le Crédit (Hitel) œuvre de Széchenyi, avait vraiment été publiée en roumain à Balázsfalva,³⁹ l'assemblée du comitat envoya à l'auteur une plume d'or, car, en entendant son nom, «en Transylvanie, on a tout d'un coup devant les yeux le fondateur de la nation hongroise, le père du salut de la nation, l'écrivain hongrois classique, ou autrement dit, la plus grande personnalité des deux patries hongroises».⁴⁰ Ce n'était pas pour suivre la mode générale, mais parce qu'il réveillait la conscience «de notre Nation Hongroise, souffrant depuis des siècles dans les haines meurtrières du féodalisme». Car, «à la lumière (de ses œuvres), les Hongrois commencent à voir que ce ne sont pas les privilèges,

³³ Trócsányi: *Wesselényi*. 103–106.

³⁴ ANH. Procès-verbaux de séances. t. 22. 196.

³⁵ Kővári, László: *Erdély történelme* (Histoire de la Transylvanie) Kolozsvár, 1866. t. VI. 199. Wesselényi, Miklós: *Balítéletekről* (Préventions) (Leipzig) 1833, 323.

³⁶ Voir note 3.

³⁷ Bibliothèque de l'Académie des Sciences de Hongrie. Ms 354/5.

³⁸ Trócsányi: *Wesselényi*. 211.

³⁹ ANH. Gubernium Transylvanicum, Praesidialia 1831: 297, 356, 477.

⁴⁰ Le discours de Sándor Bölöni Farkas adressé à István Széchenyi est publié dans: Paszlavszky, Sándor: Gr. Széchenyi István aranytolla (La plume d'or du comte István Széchenyi). *Hazánk* 1888. X. 78–79.

l'égoïsme, la pression, mais la liberté de tous, l'effort pour créer le bien public embrassant le peuple entier avec fraternité, l'intelligence commune qui peuvent seuls garantir la nationalité, le bien-être et le bonheur durable». ⁴¹

Nous pouvons donc dresser un tableau réel du caractère et de la complexité du mouvement de réforme en Transylvanie en accordant une attention particulière aux organisations sous-jacentes à la vie politique mais de grande importance politique, aux mouvements sociaux, et en tâchant de décrire brièvement les idées qui ont déterminé la position politique de certaines personnalités de premier plan.

La première tentative pour organiser la communauté plus démocratiquement, dans l'esprit des temps, fut faite lors de la réorganisation de l'Eglise réformée commencée en 1827 et réalisée en deux étapes. ⁴² Vu que la majorité de la noblesse exclue des fonctions était protestante, l'opposition, à sa tête avec János Bethlen père appelé le «vieux renard» en raison de sa ruse et «le premier citoyen de Transylvanie» en raison de son libéralisme, prit comme une de ses bases l'Eglise réformée. Le consistoire qui était à la tête de l'Eglise fut réorganisé – «avec une large prise en compte de la constitution de l'Amérique du Nord» à ce qu'on disait – ⁴³ de manière à accorder le droit de vote à tous les chefs de famille et à permettre d'élire aussi des roturiers par des élections à deux tours. Ainsi, en 1833, fut créée, même si ce n'était que pour quelques années, la première instance démocratique de représentation, ce qui causait de grandes angoisses à ceux qui étaient au pouvoir, et qui craignaient que l'opposition, en cas de victoire, modifiât dans cet esprit le droit public en vigueur en Transylvanie.

La nouvelle direction de l'Eglise accorda une large place aux intellectuels ecclésiastiques progressistes. Les prédicateurs proposaient, dans leurs sermons un «mélange» d'idées sociales sur l'enseignement religieux et sur le culte de la liberté, de l'égalité, de l'idéologie libérale-nationale. ⁴⁴ Certains proposaient que la paysannerie soit attachée à la patrie par «les mêmes intérêts». ⁴⁵ Les sermons complétaient ainsi la propagande des publicistes.

La nouvelle direction de l'Eglise patronnait également les professeurs de collèges qui diffusaient les nouvelles idées libérales et que leurs collègues délateurs dénonçaient régulièrement et avec application, à seule fin de prouver leur droit à l'existence. Ainsi la vie des collèges reflétait pour ainsi dire le modèle national. Dans le même temps, dans les écoles supérieures – dans les quatre collèges réformés et dans le collège des unitariens, et partiellement du lycée royal catholique de Kolozsvár (Klausenburg, Cluj-Napoca) –

⁴¹ Requête du comitat de Alsó Fehér à Széchenyi. ANH. Procès verbaux de séances des assemblées nobiliaires. t. 4. 50.

⁴² Dósa, Elek: *Az erdélyhoni evangelico-reformatusok egyházi jogtana* (Droit canonique des réformés luthériens de Transylvanie). Pest, 1863, 27–28. Szilágyi, Ferenc: *Egy lap Erdély legújabb történelméből* (Une page de la plus récente histoire de la Transylvanie) Pest, 1867, 52–54. Pokoly, József: *Az erdélyi református egyház története* (Histoire de l'Eglise réformée transylvanienne). Budapest 1904. t. III. 183–188. Trócsányi: op. cit. 88–89.

⁴³ Kemény: op. cit. 67.

⁴⁴ Benkő, Samu: *A helyzettudat változásai* (Les changements dans la conscience de sa situation). Bucarest, 1977. 149–197.

⁴⁵ Herepei, Károly: Oskola alapítástra buzdító beszéd (Discours poussant à fonder des écoles). (Kolozsvár, 6 mai 1832) *Erdélyi Prédikátori Tár*, 1834, t. II. 141

les étudiants, fortement différenciés, formaient un micro-univers indépendant où les droits et obligations étaient exempts de tout privilège.⁴⁶ Cela n'explique pas seulement le comportement démocratique bien connu des étudiants et des premières personnalités qui s'en dégagèrent — appelées, par les dénonciateurs stupides, des «spirituels» — mais renforce également le rôle premier joué par l'aristocratie. On a l'impression de lire Ferenc Pulszky lorsqu'il réproche le système éducatif de l'aristocratie hongroise et glorifie le système éducatif des collèges anglais;⁴⁷ car, en Transylvanie, à cette époque, «il était encore indispensable que le jeune aristocrate fasse ses études dans une institution d'éducation publique et fasse réellement connaissance de la jeunesse provenant des milieux populaires ou lui même devait choisir ses amis et ses compagnons de lutte dans la vie politique».⁴⁸ Ensuite, ils partaient ensemble pour des voyages d'étude à l'étranger et, enfin, la coexistence et le sort réciproquement tributaires donnaient naissance à la répartition du travail dans laquelle «la lutte contre le féodalisme est menée par une force sociale qui, conformément à son état, cherche plutôt les compromis et laisse aux intellectuels, se chargeant en toute conscience du service du peuple, l'élaboration de sa propre idéologie encore incertaine».⁴⁹ Encore que l'initiative fut certainement le mérite de Miklós Wesselényi, dont les activités réunissent organiquement l'idéologue et l'homme politique. Pourtant, poser les bases philosophiques, voire partiellement politiques, de la lutte était inévitablement confié aux professeurs. Ainsi, tel ou tel professeur de collège, «intellectuel plébéien dans son mode de vie, devenait pour la première fois chez nous, en public aussi, une personnalité consciente»⁵⁰ et, naturellement, en tant qu'ami de tel ou tel aristocrate libéral.

Ce n'est pas un hasard si c'est à cette époque-là que fit son apparition dans le langage quotidien le mot *intelligentsia* si répandu par la suite. Ce mot désignait aussi bien le public nobiliaire hongrois progressiste des assemblées des comitats que les patriciens et lettrés saxons, jugés aptes à contribuer à la cause de progrès, ainsi que, chez les Roumains, l'ensemble des gens cultivés engagés à la cause nationale. Une formation analogue à l'*intelligentsia* dite classique, qui a joué un si grand rôle dans l'évolution polonaise et russe, s'était, certes, esquissée sans pour autant se créer. L'*intelligentsia* peut être considérée comme un produit social caractéristique de la transition du féodalisme au capitalisme qui, à défaut de participation à la vie publique politique et aux entreprises économiques, était parfois réduite à une situation de ghetto. Dans le même temps, tandis que le mouvement polonais trouvait sa voie dans le maintien en éveil des idéaux de la liberté nationale, le mouvement russe était marqué d'une attitude critique face aux conditions existantes, attitude, qui n'était souvent qu'une contemplation inerte.⁵¹ En Transylvanie, par contre les intellectuels ne formaient pas une caste isolée, ils n'étaient pas dans un

⁴⁶ Jakó, Zsigmond, Juhász, István: *Nagyenyedi diákok* (Étudiants de Nagyenyed) 1662–1848. Bucarest. 1979. 10–37.

⁴⁷ Pulszky, Ferenc: *Életem és korom* (Ma vie et mon époque). Budapest. 1958. I. 389–390.

⁴⁸ Voir note 2.

⁴⁹ Bretter, György: *Könyv Brassairól* (Livre sur Brassai) *Korunk* 1972. No 3. 467.

⁵⁰ Id.: op. cit. 465–466.

⁵¹ Gella, A.: *An Introduction to the Sociology of the Intelligentsia*. The Intelligentsia and the Intellectuals. ed. Gella, A. New York, 1976. 9–25. Leskiewicz, Janina: L'Intelligentsia, une couche dans les sociétés arriérées. *Nuova Rivista Storica*. 1977. V–VI. 599–612.

ghetto mais, attirés par les possibilités de la vie surtout politique mais aussi économique, ils pouvaient intervenir publiquement dans les importantes luttes qui visaient des transformations bourgeoises-nationales et qui excluaient en toute conscience dans le mouvement libéral hongrois, jusqu'à l'éventualité de la formation d'une intelligentsia qui se présenterait comme une élite au-dessus de la société. «La seule aristocratie respectable c'est la nôtre» à Nagyenyed (Aiud), s'adressait à ses condisciples en ces termes Károly Szász, professeur de droit.⁵⁴ Son ami, le baron Dénes Kemény — qui appartenait à ceux, originaires d'une famille de haute naissance, dont l'éducation était, certes, négligée par les parents, mais qui, grâce à la vie au collège, «pouvaient pallier par leur propre force à ce handicap»⁵³ — ne tarda pas à souligner, à l'encontre de cette tentation élitiste, que «l'aristocratie, en raison des abus, n'est pas autre chose qu'une classe d'hommes séparée qui se crée des intérêts spéciaux séparés de l'intérêt public». Par suite de quoi «on voit bien qu'en conséquence de cet état de fait, on trouve aussi bien des militaires, citoyens, artistes, prêtres, savants, etc. aristocrates que des aristocrates-gentilhommes.»⁵⁴ En même temps, Szász, à l'unisson avec les critiques à son encontre, se déclarait en toute conscience membre «de la classe des nobles, des fonctionnaires, des savants et enseignants» «pour qui les circonstances objectives défavorables ont, certes, élevé des barrières au développement des facultés spirituelles, mais sans pour autant créer de différences entre nous en ce qui concerne notre mission.»⁵⁵ Mais il avait toujours condamné la noblesse et l'aristocratie qui s'opposait à l'évolution bourgeoise.⁵⁶

L'activité de Károly Szász offre le meilleur exemple de possibilité de résoudre temporairement «l'antagonisme entre les activités pratiques et les aspirations».⁵⁷ Riche d'une culture étendue, il appartenait «aux personnalités compétentes de l'opinion publique.»⁵⁸ Favorable à l'exigence de mise en valeur de la dignité humaine, il joignit au libéralisme moderne le droit naturel des Lumières.⁵⁹ Il semble parler le langage du XVIII^e siècle quand il souligne qu'«entre la justice et l'injustice, le bon sens naturel à lui seul peut établir la différence, qu'il considère comme juste tout ce qui peut servir de loi commune et contribue en cela à faire avancer l'humanité vers son destin».⁶⁰ Dès l'âge de 24 ans, en 1822, quand la Sainte Alliance semblait encore puissante il posa devant ses

⁵³ Biblioteca Academiei Republicii Socialiste România, Filiala Cluj-Napoca, Ms. u. 953.

⁵⁴ Kemény, Zsigmond: Kemény Dénes. *Ujabb kori Ismeretek Tára*. Pest, 1853. V. 51.

⁵⁴ ANH. Filmothèque, 10125.

⁵⁵ Szász, Károly: *Oskolákról*. (Sur les écoles). Introduction, choix des textes et notes par Géza Kiss et Sándor Turnowsky. Bucarest, 1955. 239.

⁵⁶ Vita, Zsigmond: *Tudománnyal és cselekedettel* (Avec de la science et des actes). Bucarest, 1968. 220. Legidősebb Szász Károly befejezetlen lapalapítási terve 1850-ből (Le projet non abouti de Károly Szász fonder un journal en 1850.) Publié par Miskolczy, Ambrus *Confessio* 1980. No. 3 111–113.

⁵⁷ Bretter: op. cit. 467.

⁵⁸ Jakab, Elek: Szemeriai id. Szász Károly. *Törvénykezési Lapok*. 1959. No 83. Kemény, Zsigmond: *Id. Szász Károly*. Kemény Zsigmond tanulmányai (Szász K. père. Etudes de Zs. K.). 299–336.

⁵⁹ Varga, Zoltán: Szász Károly és Péterfi Albert. *A Debreceni Református Kollégium Tanárképző Intézetének Dolgozatai*. Értekezések az 1943. évről. Szász, Károly, introduction, op. cit. 15–58. Trócsányi Zsolt: *A nagyenyedi kollégium történetéhez (1831–1841)* Budapest, 1957. 17–21. Pándi, Pál: „Kisérletjárás” Magyarországon (Revenants en Hongrie). Budapest, 1972. I. 58–59. Miskolczy, Ambrus: Szász Károly, az erdélyi reformkori politikus (Károly Szász l'homme politique transylvanien de l'époque des Réformes). *Confessio* 1980, No 3. 39–45.

⁶⁰ Szász, Károly: *Erdélyi polgári törvényeinek tudománya* (Science des lois civiles de Transylvanie). Bibl. Széchényi Oct. Hung. 1059. 81.

étudiants, à l'occasion de sa nomination de professeur à Nagyenyed, la constitution anglaise en modèle de la société bourgeoise, du fait qu'elle comprend plusieurs parties traitant d'intérêts différents, réalité qui a pour conséquence que «les jeux des passions, qui donnent de la vie à l'ensemble» s'équilibrent.⁶¹ Il dit alors son regret, un peu maniéré, que ce soit chez le seul Plutarque qu'on puisse trouver «quelques beaux caractères qui, avec renoncement à eux-mêmes, peuvent se sacrifier à la patrie et à l'humanité».⁶² Une décennie plus tard, il présenta dans la presse les événements de 1831 comme un chaînon d'un grand changement à l'échelle mondiale, chaînon qui cachait à peine que des bouleversements sociaux semblables au soulèvement des ouvriers se Lyon ne peuvent être résolus dans le cadre des conceptions bourgeoises de l'époque, sinon dans un esprit d'équité et de libéralisme. Et il visait certainement ces propres buts quand il traitait avec sympathie des orientations, de l'insurrection polonaise à l'affranchissement des serfs, orientations selon lesquelles ils devaient non seulement être affranchis dans leurs personnes, mais devaient également accéder à la propriété de la terre, comme ce fut ensuite fait, en 1848, en Hongrie et en Transylvanie.⁶³

Dans le même temps, il ne niait pas que «dans les conditions en présence», dont il parlait avec beaucoup d'amertume, «nous ne pouvons approcher que par étapes le destin de notre race humaine. Celui qui quitte les rangs pour courir au loin ne pourra pas mettre les masses en mouvement et lui-même sera victime de sa hardiesse inconsidérée. Celui qui reste dans les rangs pourra du moins accélérer l'avance de ses camarades en les stimulant.»⁶⁴ Ainsi lui, qui avait tellement de confiance dans l'effet bienfaisant de la «baguette magique» de l'éducation, qu'il considérait que «l'Esquimau ignorant, le nourrisson du Patagen sauvage», s'il est entouré de conditions favorables, «pourrait être le rival de Newton à l'Académie de Cambridge»,⁶⁵ représentait, en politique l'opposition gravaminale (terme courant qui vient du mot latin *gravamen*) atteinte portée à la constitution et aux lois et qui devait être récriminée. Il professait aussi que «la théorie politique ne crée que des constructions en l'air si elle ne puise ses données dans l'histoire et dans les lois existantes».⁶⁶ Il publia un gros volume contenant les sources documentaires relatives à la naissance du *Diploma Leopoldinum*, afin que l'opposition pût, sur la base du «contrat de fond» de 1690, intervenir avec davantage d'assurance contre l'absolutisme bureaucratique. Car droit et politique au quotidien étaient si étroitement liés que – selon le rapport d'un des fervents délateurs – dans le comitat d'Alsó-Fehér par exemple, la modification déjà citée l'élection des fonctionnaires était fondée sur la thèse de Károly Szász, professée à sa chaire, selon laquelle ce qui n'est pas réglé par la loi «est une chose libre» et le souverain lui-même n'a pas le droit d'intervenir dans une procédure où l'on a rompu avec les coutumes antérieures du comitat.⁶⁷

⁶¹ Discours inaugural de Károly Szász à sa chaire de professeur. Szász: op. cit. (note 55) 274.

⁶² Ibid. 268.

⁶³ Az 1831-ik esztendő története (Histoires de l'année 1831). Szász, op. cit. 182-184.

⁶⁴ Szász: op. cit. 237.

⁶⁵ Voir note 52.

⁶⁶ Szász. Károly: *Sylogae Tractatum*. Claudiopolis, 1833. L'exemplaire de la Bibliothèque Széchényi provient de la bibliothèque de Ferenc Kölesy qui est l'auteur des articles relatifs à l'union.

⁶⁷ ANH Cancellaria Miscellanea praesidialia cancellarii aulici Noptsa, liasse 3. Demissae Reflexiones in opus ejus Titulus est: Az Erdelyi Nagyfejedelemség polgári igazgatásának törvényei (Lois de l'administration civile du grand duché de Transylvanie).

Pour l'opposition gravaminale, il était facile de mobiliser, en Transylvanie, la société «civile», nobiliaire. Mais comment mobiliser les citadins, de toute façon assez méfiants envers les magnats? En effet, cette bourgeoisie n'avait pas de doléances semblables à celles de la noblesse, pas davantage que de groupes relégués à l'arrière-plan comme en avait par exemple l'aristocratie protestante.

Non seulement le besoin d'une évolution saine poussait à combler le fossé social entre la bourgeoisie et la noblesse, mais aussi les exigences de la politique quotidienne. Car les villes franches royales, (liberale regiale civitates), et beaucoup de bourgs agraires, oppida, en tant que localités perceptrices de taxes (dont Szék, Illyefalva, Oláhfalva, qui étaient plutôt des villages que des villes) avaient le droit d'envoyer des délégués à la diète transylvanienne et, quand les délégués des deux villes arméniennes qui avaient solennellement déclaré leur appartenance à la nation hongroise, s'y présentèrent également, le nombre (38) des délégués des villes dépassait de deux celui des délégués des comitats.⁶⁸ (Le souverain invitait à la diète environ 150 à 160 «regalistes», originaires de «la noblesse plus distinguée», non seulement des magnats, mais aussi des fonctionnaires faciles à diriger les principaux fonctionnaires (supremi comites) des comitats, les membres de la Table royale et ceux du conseil gouvernemental qui donnaient leur avis sur les propositions de loi étaient automatiquement membres de l'Assemblée nationale.) Les municipalités saxonnes ne pouvaient envoyer que 22 délégués. L'union de plusieurs forces était par conséquent une question vitale pour la politique quotidienne mais aussi une épreuve pour la perception des exigences de l'évolution bourgeoise.

C'est la collaboration dans la création des conditions de l'évolution bourgeoise-nationale qui rapprochait la bourgeoisie des principales forces de l'opposition réformiste. C'est que, à cette époque-là, la bourgeoisie hongroise — à la différence de la bourgeoisie saxonne — était fort peu apte à intervenir en tant que force autonome. Il y a tout de même comme un symbole dans l'acte de Miklós Wesselényi par lequel il légua par testament à ses enfants illégitimes non seulement le nom de Versényi, mais aussi dix-mille forints d'argent ainsi qu'une épée à chacun de ses trois fils afin qu'en «tant que citoyens libres des villes», ils puissent s'en servir «pour défendre leur patrie et leur honneur».⁶⁹ Ce n'était pas le bourgeois qui défendait ses privilèges, mais la ville même qui était dépositaire des perspectives plus modernes de l'évolution bourgeoise, et ce, même si la place occupée par les villes hongroises et sicules dans la division du travail économique leur était en tout premier lieu garantie par leur marché hebdomadaire et annuel. Le caractère à l'origine différencié de leur artisanat ressort bien du fait que le plus important métier était celui de bottier, comme si le critère économique de la ville était le nombre de bottiers au-dessus

⁶⁸ La presse transylvanienne traitait souvent de la composition de la diète et de l'ordre des débats. Szilágyi, Ferenc: Statisztikai adatok az erdélyi országgyűlésről (Données statistiques relatives à la diète transylvanienne) *Hon és Külföld* 1841 No. 4. Visszatekintés a lefolyt országgyűlésre (Revue rétrospective de la dernière diète) *EH* 1843 No 17. En dehors de la série d'articles dans les numéros 89, 90, 93, 100 de *EH* 1843, on trouve une analyse très poussée, sous différents aspects, de la composition de la diète dans Johann Bedeus von Scharberg: *Die Verfassung des Grossfürstenthums Siebenbürgen*. Vienne. 1844. 55–61.

⁶⁹ ANH Filmthèque, 10125.

de 100.⁷⁰ A Kolozsvár, par exemple, ce n'est que dans les années 1820–1830 que commença à se former une couche de commerçants, de conscience nationale hongroise, qui devait essentiellement sa prospérité aux dépenses des fonctionnaires et de la noblesse. Dans le même temps, les commerçants se sentaient coupables car, conformément aux idées de l'époque, qu'ils acceptaient, ils appauvrirent le pays par l'importation de produits manufacturés.⁷¹ Entre-temps, apparut aussi la menace de la crise structurelle qui devait décimer cette bourgeoisie traditionnelle. Au même moment, les personnalités organisatrices des municipalités apparurent et acquirent une renommée dans tout le pays. Signe de l'intensification de la conscience bourgeoise – ou plutôt de l'esprit de corps –, Kolozsvár suivit l'exemple des villes saxonnes et donna à ceux qui acquirent le droit civil non pas un certificat du substitut du notaire, mais un diplôme somptueux.⁷²

La «liberté» et une large autonomie caractérisaient la ville. C'est pourquoi les commerçants arméniens de Kanta considéraient «comme n'importe quelle capitale européenne» leur ville de quelques centaines d'habitants, ville qui était par ailleurs célèbre par son école des frères mineurs dans toute la Terre Sicule. (Kézdivásárhely, essentiellement habitée par une population appartenant aux frontières militaires qui prétendait au titre de ville libre royale, aurait voulu incorporer Kanta, n'étant séparée, que par un ruisseau).⁷³ Les gentilhommes habitant dans les villes devaient également s'adapter à l'ordre des droits et obligations. A Szászváros, Székelyudvarhely et Zilah, après de longues luttes, les gentilhommes et les bourgeois se partageaient les fonctions. Mais, même si cet ordre n'était pas partout institué, il fallait payer l'impôt. Ainsi, à Kolozsvár, on dénommait «honoratoires» les 80–90 aristocrates qui payaient par tête deux fois plus que les bourgeois.⁷⁴ De plus, c'étaient précisément les palais des aristocrates qui donnaient à Kolozsvár son caractère urbain. La vie sociale de la noblesse garantit un prestige extraordinaire à la vie urbaine. Vu les connaissances des langues étrangères de l'aristocratie, le voyageur occidental «pouvait se croire à Paris, Londres, ou Vienne»,

⁷⁰ Une revue des œuvres y ayant trait se trouve dans le livre sur la répartition régionale des industriels transylvaniens de Miskolczy, Ambrus: A dél- és dél-kelet erdélyi kézműves ipar a kelet-európai regionális munkamegosztásban a múlt század derekán (Les manufactures du Sud et du Sud-Est de la Transylvanie dans la division régionale du travail en Europe de l'Est au milieu du siècle dernier. *Ethnographia* 1982. No 3.

⁷¹ Il est caractéristique que, dans les années 1820 Elek Bethlen ne connaissait aucun commerçant hongrois en Transylvanie et, vingt ans plus tard, précisément à Kolozsvár, les noms hongrois des commerçants agissaient si cordialement sur Gedeon Tanárki. Alexis Bethlen: Über die Industrie und den Handel Siebenbürgens. Archiv für Geographie, Historie, Staats- und Kriegskunst 1822. 117. Tanárki, Gedeon: Erdélyi naplóból (De mon journal intime de Transylvanie) *Társalkodó* 1841, No 1. Les groupes de commerçants transylvaniens sont traités dans: Miskolczy, Ambrus: A brassói román «levantei» kereskedőpolgárság kelet-nyugati közvetítőszerepe (Rôle intermédiaire entre l'Est et l'Ouest de la bourgeoisie commerçante «levantine» roumaine de Brassó), Budapest, 1987. L'élan, dans le développement de Kolozsvár au 19^e siècle, est analysé dans: Csetri, Elek: Kolozsvár népességtörténete számokban (Histoire en chiffres de la population de Kolozsvár) *Utunk Évkönyv*, 1975, et Egyed, Ákos: Kolozsvár vonzása és vonzáskörzete a XIX. században (La sphère d'attraction de Kolozsvár au XIX^e siècle) *Korunk* 1982, No. 4.

⁷² Jakab, Elek: *Kolozsvár története* (Histoire de Kolozsvár) Budapest, 1888. III. 904–908.

⁷³ ANH Gubernium Transylvanicum, Conscriptio Czirákyana, t. 139.

⁷⁴ ANH Exactoratus Provincialis Classificatiók iratai (Documents de classification) Kolozsvár.

même s'il pouvait sourire de la mode de se parer ostensiblement de bijoux.⁷⁵ Les voyageurs hongrois, par contre, présentaient la vie sociale de la Transylvanie à l'opinion publique hongroise en tant que modèle à suivre, précisément pour son caractère national qui était dû en dernière analyse à son archaïsme. Même Széchenyi, souvent malicieux dans son journal intime à propos des Transylvaniens, n'était pas poussé par les calculs et la politesse lorsqu'il écrivit au Casino de Marosvásárhely que «c'était la Transylvanie qui avait le mieux sauvegardé, jusqu'ici, l'esprit de notre nation; les dames de Transylvanie n'avaient pas honte d'être hongroises; la Transylvanie développait nos particularités originelles dans les agréments de la vie mondaine; et tant de souvenirs enchantent tous les Hongrois fidèles à l'histoire passée de la Transylvanie».⁷⁶ C'était donc surtout à travers la vie mondaine que la noblesse pouvait avec succès s'engager à gagner la bourgeoisie, comptant beaucoup sur le rôle d'intermédiaire des intellectuels, surtout des enseignants, grâce à leur mode de vie autonome qui pouvait permettre d'aplanir les différends.

Kolozsvár est, certes, devenue le centre spirituel des luttes réformistes grâce aux activités de ses écoles. Un des délégués de la ville, Sámuel Méhes, était, lui aussi, professeur de mathématiques au collège protestant. Il mit au service du libéralisme et de la politique d'opposition le journal Erdélyi Híradó (Courrier Transylvanien) et son annexe Nemzeti Társalkodó (Interlocuteur National). Ceci mis à part, dans le rapprochement de la bourgeoisie et de la noblesse, le plus grand rôle revenait à Sándor Bölöni Farkas, ce petit fonctionnaire, ce commis aux écritures du gouvernement dont la personnalité ne le destinait pas aux activités politiques publiques (et qui a abandonné la littérature sous la pression psychologique de la théorie des génies à la mode).⁷⁷ Dès les années 1820, dirigé par un sentiment d'engagement — «Je ne veux pas de la vie si je vois des souffrances. Et si je ne peux lutter pour les guérir»⁷⁸, il obéit à des comptes fort rationnels pour créer sa première œuvre, la caisse d'épargne basée sur le principe du secours mutuel, la Société de secours mutuel (Gondoskodó Társaság) dont l'acte de fondation est aussi un credo démocratique. Par la suite, il persuada Gaetano Biasini, maître d'escrime italien, d'ouvrir un hôtel moderne, un café, de mettre en service sa célèbre ligne de diligence menant à Pest, d'organiser des bals fleuris de carnaval. Par enthousiasme pour «la cause», il accepta aussi le poste de secrétaire du théâtre et des activités dans le cercle musical. Le cercle donnait le ton au mouvement libéral de réformes et était tellement intégré qu'il serait vain de discuter la question de savoir qui a joué un plus grand rôle dans la création de «l'atelier magique de camaraderie»⁷⁹ du casino de Kolozsvár qui servit de modèle en Transylvanie (et de l'école d'escrime), lui aux côtés de Miklós Wesselényi, également initiateur, ou bien le comte Ádám Kendeffy, également cité comme fondateur, mais qui une décennie plus tôt, se promenant en voiture, frappa avec sa cravache des roturiers

⁷⁵ Charles d'Haussez: *Alpes et Danube*. Bruxelles, 1837. II. 319. Paget, J.: *Ungarn und Siebenbürgen*. Leipzig, 1842. II. 369.

⁷⁶ Lettre d'István Széchenyi à Domokos Teleki, directeur du casino de Marosvásárhely. Pest, 22 août 1835. Bibliothèque de l'Académie des Sciences de Hongrie K. 210/1, No 14.

⁷⁷ Benkő, Samu: *Sorsformáló értelem* (Intelligence formant le destin). Bucarest, 1971. 237-244.

⁷⁸ Bölöni Farkas, Sándor: Poème de jeunesse. *Korunk Tárcaja*. 1865, No 14.

⁷⁹ La requête du comitat d'Alsó-Fehér adressée à Széchenyi désignait ainsi le casino de Pest. Voir note 41

par simple plaisir de seigneur, et qui, maintenant, était devenu une des personnalités les plus populaires de la ville qui fouettait l'orgueil des aristocrates.⁸⁰ Il serait tout aussi vain d'engager des débats pour établir si la fondation du journal du Casino, dans le but d'éclairer la population était une idée de Bölöni ou de Miklós Zeyk, à demi aristocrate, qui scandalisa bon nombre des membres de la haute société en choisissant une profession non nobiliaire, en acceptant la chaire de sciences naturelles du collège de Nagyenyed.⁸¹ Bölöni a joué un rôle déterminant dans le choix de Sámuel Brassai, professeur au collège unitarien, comme rédacteur du journal déjà cité. C'était une forte personnalité de conscience plébéienne qui analysait comme un partenaire égal les débats sur le Crédit, (œuvre de Széchenyi)⁸² et qui s'en prit même de gauche, aux pamphlets du libéral Miklós Jósika.⁸³ Il n'analysait pas seulement les problèmes sociaux, provoquant ainsi l'indignation des censeurs par ses critiques cruelles, mais remplit en outre un rôle d'organisateur dans le domaine de la culture, quand il fit connaître avec enthousiasme le fonctionnement des cercles de lecture villageois, ces ramifications des casinos urbains.⁸⁴

L'ascension de Bölöni et de Brassai signale aussi la voie des intellectuels nobles-plébéiens venant du collège unitarien de Kolozsvár, car ils furent suivis par les démocrates des années 1840, János Kriza et Mihály Szentiványi, puis par les radicaux de 1848, László Kőváry et Elek Jakab.⁸⁵ Au cours de leur carrière, une des forces motrices était constituée par la tension entre leur situation juridique et leur situation réelle, et le contenu spirituel-éthique de la religion unitarienne. Les unitariens, moins de 10% de la population hongroise de Transylvanie, avaient constitué une structure sociale complète. L'activité culturelle de leur Eglise était si efficace qu'«en haut», le baron curateur de l'Eglise pouvait prendre acte avec grande satisfaction de ce qu'«en bas», plus de 80% des scolarisables fréquentaient les écoles, tandis que, outre 95% des Saxons luthériens chez les catholiques et les protestants, le taux de scolarisation n'atteignait que 50–60%, même si la pratique de l'écriture se maintenait à un niveau bas.⁸⁶ Un indice de la relative surproduction d'in-

⁸⁰ Gyulai, Lajos, fragments, de journal intime, 48. Jakab, op. cit. 914. Mikó: op. cit. Herepei, Károly: *Malomvízi gróf Kendeffy Ádám képe* (Portrait du comte Ádám Kendeffy de Malomvizi Kolozsvár, 1834.

⁸¹ Tanárki: op. cit. No 10. Il y souligne que Zeyk «piétinant les préjugés de l'Ordre dont il était originaire, accepta le poste d'enseignant». Selon le délateur cité dans la note 3, «ceux qui donnaient des références ne cessaient d'aller et venir chez lui, recevaient de lui la force, et le courage de la science; son idée était de lancer Erdélyi Társalkodó (exactement Nemzeti Társalkodó), la création de Vasárnapi Újság (Journal du Dimanche), l'insertion des prêtres dans les affaires politiques. . . »

⁸² Gróf Széchenyi István és bírálói (Le comte István Széchenyi et ceux qui le critiquent). *Nemzeti Társalkodó* 1932. I. No 19,20.

⁸³ Mikó, Imre: *Az utolsó erdélyi polihisztor* (Le dernier polygraphe transylvanien) Bucarest, 1971. 211, 30–32.

⁸⁴ Dankanits, Ádám: Olvasótársulatok, polgári társalkodók és kaszinók (Cercles de lecture, lieux publics bourgeois et casinos). *Nyelv és Irodalomtudományi Közlemények* 1968. No 1. Antal, József: A falusi lakosság olvasókörei a reformkorban (Les cercles de lecture de la population villageoise à l'époque des Réformes). Ibid. 1969. No 2. 315–322.

⁸⁵ Fülepl, Antal: *Kriza János és az erdélyi unitáriusok. Kriza János és a kortársi eszméramlatok* (János Kriza et les unitariens transylvaniens. János Kriza et les courants d'idées contemporains). Budapest, 1982. 125–135.

⁸⁶ Miskolczy, Ambrus: Az írnitűdás és társadalmi rétegződés Erdélyben az 1820–30-as években (L'alphabétisation et la stratification sociale en Transylvanie dans les années 1820–30). *A Ráday Gyűjtemény Évkönyve* II. 1981. Budapest, 1982, 121–137.

tellecuel était le nombre étonnamment grand des élèves du lycée catholique de Kolozsvár. L'écart où les unitariens étaient laissés marquait leur rapport à la vie, car les unitariens, tout en étant d'une confession légalisée, devaient poser trois candidatures aux élections des fonctionnaires, mais très peu d'eux étaient finalement nommés. En effet, leur éviction systématique avait commencé dès les années 1710 et le changement favorable des années 1790 ne s'était pas de ce point de vue avéré vraiment efficace. C'était une raison de plus, pour ces partisans de la liberté confessionnelle, de détester encore davantage le régime politique qui avait transformé l'appartenance confessionnelle en un instrument politique. Ils devaient même connaître la discrimination, tel Bölöni qui, pour pouvoir fréquenter l'école militaire de Brassó afin d'y apprendre la langue allemande, dut se déclarer catholique. Il s'agit donc d'un comportement qui se laisse caractériser par le dicton bien connu des unitariens, « nous n'y croyons pas, nous le professons seulement ».⁸⁷ Le contrepois des humiliations n'était pas chez eux l'orgueil et l'obstination. Ils étaient conscients de ce que leur confession possédait des martyrs, mais pas d'inquisiteurs, et ils y associaient encore un sentiment de supériorité morale fondé sur le rationalisme.⁸⁸ Ou bien, à l'inverse leurs idées théologiques, allant presque jusqu'au déisme, étaient le fondement de leur prédisposition au rationalisme, ce qui aboutit chez nombre d'entre eux à l'harmonie entre « la raison et la conscience ».⁸⁹

Le mobile qu'offrait ce terrain social et intellectuel tout particulier contribua certainement à ce que Sándor Bölöni Farkas « découvre » la démocratie américaine,⁹⁰ à ce qu'il puisse donc présenter, dans sa description de voyage, ce pays connu jusque-là en Transylvanie essentiellement comme la terre de la liberté religieuse, le contre-exemple de l'état arriéré de l'Europe centre-orientale. Pourtant, même en 1829, il avait l'impression qu'en dressant la première carte de menu en hongrois qu'il « pouvait ainsi faire davantage pour le bien commun qu'en faisant une œuvre théorique ».⁹¹ Malgré ses connaissances théoriques et malgré son penchant pour la théorie, après Széchenyi et Wesselényi, il ne voulait pas se présenter devant le public hongrois avec un travail théorique. Par contre, à ses descriptions il ajouta, dans son récit de voyage, avec une grande maîtrise des constatations axiomatiques comme, par exemple: « pour les Américains, la loi fondamentale, c'est la loi naturelle pour l'explication de laquelle on n'a besoin que de bon sens ».⁹²

⁸⁷ Nagyajtai Kovács, István: *Emlékjegyzetek* (Notes de souvenirs). *Keresztény Magvető* 1873. 41.

⁸⁸ Brassai, Sámuel: *Félreértés* (Malentendu). *Keresztény Magvető* 1870. Mikó, Lőrincz: *Az erdélyi unitárius vallásközösség igazgatási rendszere* (Le système administratif de la communauté de confession unitarienne de Transylvanie). Budapest, 1931.

⁸⁹ Bölöni Farkas, Sándor: *Utazás Észak-Amerikában* (Voyage en Amérique du Nord). Bucarest, 1966. 163. Dans la riche littérature spécialisée y ayant trait, on souligne en général seulement le sentiment d'oppression de Bölöni à propos de sa confession. Le caractère subjectif, poussant au rationalisme de l'unitarisme, est le mieux analysé dans: Bölöni Farkas, Sándor: *Journey in North America*, 1831. Trans. ed.: Árpád Kadarkay, Santa Barbara, Calif. Oxford 1978. 63-64. Il présente Bölöni comme un héros solitaire, par trop isolé, un peu détaché des bases sociales de ses activités.

⁹⁰ Hatvany, Lajos: *Egy székely nemes, aki felfedezte a demokráciát* (Un gentilhomme sicule qui a découvert la démocratie). Budapest, 1934.

⁹¹ Jakab: Bölöni. 277.

⁹² Bölöni Farkas: op. cit. 274.

De telles remarques devaient produire un effet explosif sur ses lecteurs de cette société où les professionnels, et parfois même les amateurs de sciences politiques tentaient de se servir du droit naturel pour justifier la subordination des hommes, l'absolutisme féodal. Cet effet ressort bien des échos grotesques quand, par la suite, dans les assemblées des comitats, on défendait les privilèges de la noblesse avec des exclamations telles que « nous ne sommes pas en Amérique », ou quand on plaçait la démocratie nobiliaire au-dessus de la démocratie bourgeoise de l'autre continent.⁹³

Pour le moment, on ne pouvait pourtant pas pousser la petite noblesse à la révolte contre les libéraux, et ce précisément en raison de la politique de récriminations qui devint ainsi à la fois le fondement de leur force et la manifestation de leur faiblesse. Le besoin de l'évolution bourgeoise était représenté par les porte-paroles de cette politique mais cela n'était que formel. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que la structure constitutionnelle de la Transylvanie devait garantir une représentation institutionnelle à tant d'intérêts nationaux et confessionnels que la diète transylvanienne était incapable, à ce moment-là, de s'engager sur la voie de la réforme sociale. De même qu'il y en avait qui auraient tout de suite voulu obtenir l'aide de la diète de Pozsony pour restituer l'unité historique de la Hongrie, garantissant ainsi aux peuples de Transylvanie les conquêtes obtenues par les luttes du mouvement réformiste hongrois. La majorité de l'opinion publique politisée ne cherchait, pour le moment, que le soutien des principales forces de l'opposition réformiste hongroise, et ce compte tenu des difficultés attendues.

Par rapport aux efforts à l'union, se formait tout un mouvement unitaire qui s'étendait à toute la Hongrie. Les assemblées des comitats engagèrent une correspondance entre elles. Sous l'influence de Wesselényi, le comitat de Szatmár prit l'initiative et, deux ans plus tard, en 1832, le comitat d'Alsó-Fehér adressa un circulaire aux comitats de Hongrie afin de « réunir les forces »; le comitat de Kolozs, de son côté, demanda à la diète de Pozsony d'entrer en contact, sur ce point, avec la diète transylvanienne qui devait bientôt se réunir.⁹⁴ A la diète de Pozsony, le chef de l'opposition, Wesselényi, pressa de toute son autorité la convocation de la diète transylvanienne.

2. L'attaque de l'opposition à la diète de 1834/35. Répression et compromis à la diète de 1837/38.

La chancellerie transylvanienne et le président du gouvernement ayant menacé d'abdiquer, on se résigna, à Vienne, à l'impossibilité de ne pas convoquer la diète, en n'attendant qu'une accalmie de l'atmosphère politique. Ce fut en vain car, sous l'influence de l'opposition, les comitats qualifiaient le gouvernement d'illégal et commençaient à refuser l'obéissance. En 1833, le souverain envoya un commissaire royal en la personne du ban de Croatie, Ferenc Vlasits, afin de mettre fin à la résistance. La récolte ayant été mauvaise, cette nouvelle provoqua à plusieurs endroits des remous parmi les paysans dont

⁹³ A la séance de l'assemblée nobiliaire du comitat de Kolozs, Miklós Cserey excita la petite noblesse, en disant que « Nous ne sommes pas en Amérique pour que chacun devienne citoyen du pays. Ici, seul le gentilhomme peut l'être, c'est lui qui dispose des droits ». FH 1842. No 90.

⁹⁴ Asztalos, Miklós: *Kossuth Lajos kora és az erdélyi kérdés* (L'époque de Lajos Kossuth et la question transylvanienne). Budapest, 1928. 31 - 35.

les croyances revivaient et qui croyaient donc que le «bon empereur» avait envoyé son commissaire pour améliorer leur sort et pour liquider ou réduire leurs redevances. L'opposition, afin de ne pas être prise entre deux feux, demanda aux assemblées des comitats, à Vlasits, de réfuter ces croyances. Le commissaire royal le fit mais, voyant que même ainsi, il ne pouvait remplir sa mission, il quitta la Transylvanie avec la proposition que la cour convoque la diète.⁹⁵

Entre-temps l'atmosphère ne faisait que s'échauffer. Un chef de l'opposition, Ádám Kendeffy, succomba à une attaque d'apoplexie. Sa mort inattendue provoqua, à Kolozsvár, des rumeurs sur un empoisonnement et la population des faubourgs se réunit en foules encore jamais vues et que l'on réussit difficilement à disperser. Au bout de quelques jours, après une altercation entre un soldat sentinelle et un étudiant, les masses urbaines et les étudiants acclamant la *Respublica* eurent un affrontement avec les militaires dont le résultat fut plusieurs blessés.⁹⁶

Pour communiquer sa volonté, le souverain délégua cette fois-ci, un archiduc, Ferdiand d'Este, jusque-là gouverneur de Galicie, et convoqua ensuite la diète. L'archiduc commissaire royal était plus dur que son prédécesseur. Il ne craignait pas, comme Vlasits, une insurrection nobiliaire dans le pays entier, mais ne manqua pas de signaler à la cour qu'en cas d'insurrection, une terrible révolte des paysans roumains astreindrait la noblesse hongroise à être fidèle au gouvernement. Pendant deux jours, il laissa les paysans dévaster les forêts de la famille Zeyk dans l'Alsó-Fehér.⁹⁷

C'est dans cette atmosphère hypertendue que la diète se réunit et siégea, avec des interruptions plus ou moins longues, de l'été 1834 jusqu'à l'hiver 1835. L'opposition s'empara immédiatement des initiatives. Le nombre des régalistes dépassait, certes, les 220 mais on en comptait parmi eux un nombre relativement élevé qui se réclamaient de l'opposition. La grande majorité était pourtant favorable à la constitution des Ordres mais, reconnaissant qu'ils avaient de faibles bases pour défendre la politique gouvernementale, ils préférèrent se retirer. L'opposition pouvait aussi compter sur les délégués, en nombre égal des villes et des lieux privilégiés. Wesselényi et Károly Szász, avec leur tactique adroite, réussirent pa fois à se gagner la majorité des délégués de la nation saxonne, car les Saxons étaient, eux aussi intéressés dans la sauvegarde de la constitution des Ordres. Le dénonciateur expliquait, certes, «le comportement des députés saxons et leur inclination pour les adeptes de Wesselényi» en disant que, «pour faire étudier les sciences juridiques à leurs fils», les Saxons devaient les envoyer dans les collèges protestants ou au lycée catholique de Kolozsvár.⁹⁸ C'était au fond une unité instable. Aussi Wesselényi se fixa-t-il le but de diriger la majorité de la diète vers l'union avec la Hongrie et ce avant que quelque question de détail pût disloquer l'unité de l'opposition. Pour y arriver, il fallait d'abord garantir la liberté de manœuvre de la diète et défendre ses pouvoirs. La gestion des affaires à la diète — on dirait aujourd'hui le règlement de la Chambre —

⁹⁵ Trócsányi: *Wesselényi*. 214–228.

⁹⁶ Description des troubles provoqués par la mort mystérieuse du comte Ádám Kendeffy, survenue le 10 février 1834. Bibl. Nat. Széchenyi. Quart. Hung. 1589.

⁹⁷ Andics, Erzsébet: *Metternich és Magyarország* (Metternich et la Hongrie). Budapest, 1975. 100., Trócsányi, Zsolt: *Az erdélyi parasztság* (La paysannerie transylvanienne). 147.

⁹⁸ ANH Gubernium Transylvanicum. Acta gubernatoris Kornis. Proposition anonyme de créer à Nagyszeben une académie de droit.

rendait les différends si aigus que, dès le début, ceux-ci menacèrent de provoquer la dissolution à laquelle on pouvait parer d'abord en demandant le soutien et l'intervention de la diète de Pozsony où les députés transylvaniens étaient si acclamés dans toute la ville et avec tant d'enthousiasme que le manque de concession de la part du souverain aurait provoqué un trop grand scandale.⁹⁹

L'opposition, dans sa majorité, voulait accéder, par voie électorale, au titre de président provisoire et la cour par voie de nomination. L'affaire se termina par un compromis et on élut ensuite les 12 candidats des 3 nations et des 4 confessions au poste de président. Quand le souverain nomma celui qui avait obtenu le moins de votes, la majorité de la diète s'indigna et une nouvelle formule de serment fut élaborée afin de limiter les pouvoirs du président. Finalement la liste des régalistes fut jugée non conforme à la loi et, ne pouvant pas être placée dans son enveloppe, on ne croyait donc pas qu'elle serait envoyée de Vienne. Une discussion s'engagea ensuite pour contester le droit du souverain de pouvoir appeler un nombre illimité de régalistes sans être lié par la loi. Certains membres de l'opposition étaient prêts à un compromis mais Wesselényi, voulant éliminer la possibilité de division, qui n'aurait rien apporté de bon, et informer l'opinion publique des pourparlers, monta à ses propres frais une imprimerie lithographique et commença à publier les discours. Devant cette application de facto de la liberté de la presse, l'enthousiasme monta à son point culminant, mais le commissaire dissout la diète. Le souverain avait donné cette ordre sans savoir encore qu'à Kolozsvár, avait paru le premier, et pour longtemps le dernier produit de la «presse libre».

En tout cas, par la suite, l'opposition fut souvent accusée d'avoir, par son intransigeance provoqué la dissolution. En réalité, l'opposition n'aurait pu agir autrement si elle voulait éviter de mettre des obstacles à la possibilité de construire l'avenir. La situation conflictuelle était insurmontable, non seulement parce que les deux parties interprétaient différemment la notion de légalité, mais aussi parce que le pouvoir se refusait à toute concession. Le souverain reconnut, certes, que le gouvernement, n'ayant aucun membre élu à une exception près, était illégal mais il voulait disposer d'une diète qui se soumette sans difficultés à la volonté suprême, qui élise les candidats aux postes principaux pour pouvoir y choisir parmi eux ceux qui auraient une fonction, d'une diète qui commence à délibérer sur la question de la régulation des rapports entre seigneurs et paysans car, ainsi, le gouvernement aurait pu remplir le rôle de protecteur des paysans quand, pour le moment, il se limitait strictement de la réforme sociale.

L'opposition, tout en reconnaissant que le pouvoir législatif est à partager entre «le peuple», plus exactement entre le corps législatif représentant la volonté de la nation, et le souverain, exigeait à la diète un rôle plus important, en employant pour y parvenir des arguments pris à la constitution des Ordres. Les milieux de la cour voyaient, eux, l'application du libéralisme, des principes du système représentatif dans la volonté de l'opposition d'appliquer la majorité des votes, de surveiller les membres de la diète et

⁹⁹ Pour l'histoire de la diète, voir: Kemény, Zsigmond: *Erdély közléte 1791–1848*, Észrevételek a Pesti Napló tárcájában megjelent ily című cikke: Visszatekintések Erdély múltjára. Kemény Zsigmond tanulmányai. (La vie publique en Transylvanie 1791–1848. Remarques sur l'article paru dans Pesti Napló sous le titre: Rétrospective du passé de la Transylvanie. Études de Zsigmond Kemény) II. 1–111, 390–415. E. Pfeffermann: *Baron Nikolaus Wesselényi und der Wiener Hof. 1830–1835*. Vienne, 1923 (Diss). Trócsányi: *Wesselényi*. 232–294. Andics: op. cit. 66–72. Id.: *Metternich und die Frage Ungarns*. Budapest, 1973. 342–360.

de publier les discours qui y étaient prononcés. Il y avait une bonne part de vérité en cela, mais il n'y en avait pas dans la conception selon laquelle l'opposition transylvanienne faisait partie d'un complot s'étendant sur toute l'Europe. Le chancelier Metternich tenait Miklós Wesselényi, partisan de la royauté constitutionnelle pour un conspirateur. Il voyait les représentants du «parti doctrinaire-libéral» dans János Bethlen père et Károly Szász qui penchaient vers le compromis et les tenait pour encore plus dangereux car, comme il le disait, ce parti «appliquait du poison là où les radicaux veulent appliquer du plomb et de la poudre» et, tout cela en étant de plus «d'une nature fantomatique» impénétrable. Le chancelier, qui joua un rôle-clé dans la direction des événements, voulait résoudre par la force la question transylvanienne et désapprouvait Ferdinand d'Este lorsqu'il préconisait des concessions mineures. Il voulait contraindre les libéraux à la recherche d'un compromis et ceux qui jouissaient d'une autorité générale à se ranger au côté du pouvoir ou de ceux appelés radicaux.

Par la suite, Metternich voulut donner un exemple avec des représailles spectaculaires. Plus d'une douzaine de participants à la vie publique des comitats et même à la diète furent convoqués au tribunal. Dans les deux «patries-sœurs», un procès fut intenté à Wesselényi, préparé depuis des années, afin de l'exclure de la vie publique et surtout d'empêcher son retour à Pozsony. Au point culminant de sa popularité il devait donc être emprisonné, juste au moment où, dans toute la Hongrie, on parlait de son dévouement surhumain pour sauver les malheureux lors de l'inondation de Pest en 1838. L'Etat intervint avec brutalité dans la vie des Eglises et des collèges. Le souverain rejeta les mesures visant la réorganisation démocratique de l'Eglise réformée et les tendances démocratiques ne purent, de la sorte, se faire valoir que dans les diocèses. A Nagyenyed, une enquête fut ouverte contre Károly Szász et les étudiants soupçonnés d'être dans l'opposition. Malgré sa dissolution, la diète de Transylvanie exerça une immense influence morale. L'opinion publique libérale y voyait un acte de la résistance justifiée à l'arbitraire et la diète de Pozsony protesta également contre tout ce qui s'était passé en Transylvanie. Plusieurs préfets et conseillers gouvernementaux démissionnèrent et la majeure partie de la noblesse, même ceux qui ne démissionnèrent pas, suivirent avec hostilité la manière de gouverner de Ferdinand d'Este.

Cette atmosphère d'angoisse apparaissait avec force dans les milieux d'opposition où l'on se demandait «si toute la Transylvanie n'était pas destinée à former la deuxième pièce, après Varsovie, dans le Tableau de la Sainte Alliance».¹⁰⁰ En tout cas, on voyait une réalité accablante dans les activités des délateurs, rejetés, certes, par la société transylvanienne mais qui pouvaient se sentir comme faisant partie du pouvoir en écrivant, comme des intimes, leurs rapports et en y insistant sur tous les aspects suspects de la vie intellectuelle attirant ainsi l'attention de l'archiduc qui se jugeait également compétent dans la «politique culturelle» et qui, malgré ses tâches étendues, lisait attentivement — à ce qu'il paraît — tout ce qui'on lui présentait, ignorant la clémence. Il était davantage fâché contre le censeur négligé dans son devoir que contre l'homme de lettres qui popularisait le principe de la souveraineté du peuple et représentait une «tendance vraiment révolutionnaire». Car quelle absurdité et quelle affirmation impossible à mettre en accord avec la censure que de vouloir motiver l'admission de tels articles en disant que, dans un journal public, les deux partis doivent représenter leurs idées, chose trop évidente,

¹⁰⁰ Voir note 40

car le gouvernement n'est pas un parti, son droit et son devoir sont de protéger la société contre les principes faux et néfastes» . . .¹⁰¹ Plus tard, en 1836, l'archiduc pouvait déjà se permettre d'être un peu indulgent. Quand il lut le discours inaugural de Ferenc Nagy, professeur de philosophie au collège protestant de Kolozsvár et qu'il «trouva» que «parmi les phrases de bon ton, était formulée une tendance des plus hostiles contre toute religion positive et contre le régime d'Etat car, selon lui, le juge suprême de tout ce qui existe, l'unique pierre de touche de la validité est la manifestation de l'intelligence que chaque individu trouve en lui seul». Il trouva une circonstance atténuante dans la jeunesse de l'orateur, mais n'en proposa pas moins son éloignement au chancelier. Le chancelier, de son côté, proposa la révision des affaires scolaires protestantes, c'est-à-dire leur surveillance rigoureuse par l'Etat.¹⁰² Mais on n'osa pas toucher d'une manière plus brutale, à l'autonomie du système scolaire des églises protestantes.

Quand le nouveau souverain, Ferdinand V, convoqua, en 1837, une nouvelle assemblée à Nagyszeben (Hermannstadt, Sibiu) ville saxonne loyale, le gouvernement prit l'initiative du compromis, plus exactement de la restitution de la constitution des Ordres et l'opposition — dont la tactique avait déjà été fixée par János Bethlen père et Dénes Kemény — ne refusa pas. Les événements sont le signe de la méfiance mutuelle. L'archiduc, qui contrôlait et influençait le déroulement des élections par l'intermédiaire des hauts fonctionnaires et à qui János Bethlen s'était adressé avec un mémoire, lisant maintenant le projet de mandat impératif du chef de l'opposition et de son cercle, ne voyait dans la «modération» de l'opposition qu'un effet d'intimidation.¹⁰³ Après les premiers engagements, les deux partis — le commissaire royal au nom du souverain et la diète — prêtèrent serment sur le Diploma Leopoldinum, mais une indignation assez vive avait été auparavant provoquée par le clerc qui avait par hasard omis quelques mots du Diplôme. Le mécanisme constitutionnel des Ordres se mit peu à peu en marche. Des candidats furent élus aux fonctions dites cardinales (chancelier, gouverneur, trésorier etc. en tout 17 postes avec ceux des 8 conseillers de gouvernement) et le souverain eut grand soin que des postes soient aussi accordés aux participants à la résistance oppositionnelle, dits modérés.¹⁰⁴

La candidature de Ferdinand d'Este au poste de gouverneur provoqua de l'angoisse.¹⁰⁵ Par contre, János Bethlen obtint de l'opposition de voter plutôt pour les Transylvaniens conservateurs, et ainsi l'archiduc, avec une différence minime, n'obtint pas la candidature.¹⁰⁶ Il ne se vengea pas de cette humiliation mais ne pouvant se maîtriser, il fit une violente dithyrambe avant son départ: «Je préférerais habiter dans la même

¹⁰¹ ANH. Acta Gubernatoris Kornis. Estei Ferdinánd Kornis Jánoshoz (Lettre de E. F. à K. J.) 4 décembre 1834. E. Cs. Szabó, Lajos: Felelet ezen másod évbeli 8 dik s 9 dik számok alatti Nemzeti Társalkodóban megjelent Politicai Utopismusra című cikkről (Réponse à l'article intitulé l'Utopisme politique paru dans les numéros 8 et 9 de l'an II de Nemzeti Társalkodó).

¹⁰² Arch. Nat. Miscellanea cancellarii Nopcsa. liasse 2.

¹⁰³ HHSTAW Öst. — E:stensisches Hausarchiv, Präs. 52. 1623.

¹⁰⁴ Gerhard Lang: *Der Siebenbürgische Landtag im Jahre 1837/38*. Vienne, 1950. (Diss.)

¹⁰⁵ H. Klima: *Gubernatorii Transilvaniae 1774–1867*. Cluj, 1943. 268. Selon lui, on ne peut pas croire qu'Este ait volontiers postulé pour le poste de gouverneur.

¹⁰⁶ Pálffy, János: *Magyarországi és Erdélyi urak. Pálffy János emlékezései* (Seigneurs de Hongrie et de Transylvanie. Mémoires de János Pálffy). A. a. r. Szabó. T., Attila. Cluj 1939. I. 89–90.

chambre que Wesselényi que dans le même pays que Bethlen.¹⁰⁷ Ce n'est pas un hasard si Ferenc Deák tenait, à ce qu'on dit, la diète pour un chef-d'œuvre.¹⁰⁸

Pour le moment, les deux côtés évitaient d'envenimer les conflits. Se fondant sur le principe «sinon gagner, du moins ne pas perdre», l'opposition se retenait de faire quelque proposition de loi que ce soit et c'est seulement dans les derniers jours que furent soumis au souverain les rapports sur les doléances de la nation et sur les infractions à la constitution des Ordres. Le compromis offrait la possibilité d'avancer, d'autant plus que, dans une atmosphère plus calme, les idées d'évolution nationale et sociale s'installaient de plus en plus largement dans une vie culturelle marquée par un développement rapide.

3. Renaissance de l'opposition libérale hongroise; sa politique et le problème des nationalités, et les luttes linguistiques

Au début des années 1840, parallèlement à l'épanouissement culturel, une nouvelle phase s'ouvrit dans le mouvement national hongrois. Outre la consolidation de la vie constitutionnelle, on posait déjà comme but à la nouvelle diète — que l'on réussit à convoquer pour la fin de 1841 — le travail sur les réformes sociales depuis longtemps en gestation.¹⁰⁹ La période de la convocation était fixée après la clôture de la diète de Pozsony, car la cour veillait à ce que les Ordres ne soient pas siégés simultanément dans les «deux patries sœurs», et qu'ils ne créent pas entre eux des contacts encore plus étroits que cinq ans plus tôt.

Un des éléments qui retardait le renouveau de l'opposition réformiste était qu'en conséquence de la vague de terreur des années 1830, Wesselényi et Károly Szász ne pouvaient être présents à la diète, encore que le premier tâchât d'influencer l'évolution des événements par ses lettres ouvertes adressées aux assemblées nobiliaires et par ses articles, et que le second fit partie, au début de la diète, des «meilleurs conseillers de l'opposition».¹¹⁰ Etant donné que János Bethlen père n'aimait pas engager de la diète et n'essayait de donner la direction aux événements que par quelques remarques, tandis qu'au cours des préparatifs, il était en général le centre de la vie politique nationale, ce fut donc Dénes Kemény, qui passa, pour le meilleur orateur de l'époque et qui devint pour le moment le chef donnant le ton à l'opposition. Le commandant général de Transylvanie, qui présentait régulièrement des rapports au gouvernement viennois, voulait le gagner, comme «la meilleure tête du pays», en lui offrant quelque haute fonction, ne cachant pas qu'il «suit la voie de l'opposition par conviction sincère, pour contribuer à faire avancer le pays».¹¹¹ Il n'y avait, certes, pas de risque de pouvoir l'acheter, mais il était d'autant plus à craindre — malgré le mandat impératif inspiré par lui-même¹¹² — qu'il ne se laissât

¹⁰⁷ Kemény: o. cit. 105.

¹⁰⁸ Gyulay, Lajos: Fragments de journal intime. 40.

¹⁰⁹ Miskolczy, Ambrus: Az erdélyi magyar liberális ellenzék társadalmi reformtörekvései (Tendances aux réformes sociales de l'opposition libérale hongroise de Transylvanie). *Jogtudományi Közlöny*, 1980. No 10. Les instructions aux députés analysées dans cette étude sont disponibles Cluj-Napoca, Arhivele Statului, Familia Jósika.

¹¹⁰ ANH Cancellaria Aulica Hungarica, Informationsprotokolle der ungarisch-siebenbürgischen Sektion. 1842. 9.

¹¹¹ Ibid. 15 octobre 1842.

¹¹² Miskolczy: op. cit. 658.

entraîner vers le cul de sac de l'opposition des récriminations, et que ne se justifiait la caractéristique attribuée plus tard par Zsigmond Kemény mais fondée sur ces différends, selon laquelle «faire la différence entre l'état légal et l'état réel, il ne le pouvait pas dans sa jeunesse et ne le voulait pas à l'âge d'homme».¹¹³

D'autant plus prometteuse était, par contre, l'entrée en scène de la jeune génération dont les membres se joignirent aux forces principales de l'opposition et acceptèrent en toute conscience, et sûrs d'eux-mêmes, le rôle de radicaux poussant le centre vers le progrès. A côté de Zsigmond Kemény, personnalité de la vie publique du comitat de Kolozs, et de László Teleki réélu par la petite noblesse roumaine du district de Fogaras, apparurent également les personnalités de la vie politique de Hongrie désignées comme émissaires et ce également comme une manifestation de l'antipathie. Parmi eux, il y avait – encore qu'en qualité d'invité seulement – Antal Somogyi, de renom déjà national, un des auteurs des 12 points de Szatmár, premier programme en forme de proclamation des tendances de l'opposition hongroise, qui voulait maintenant non seulement apprendre le roumain,¹¹⁴ mais écrivit également des articles dans l'intérêt du droit de vote aux assemblées générales des prêtres roumains.¹¹⁵ Lajos Kovács, lui aussi de Szatmár, acquit également une plus grande notoriété. Le frère de l'évêque roumain tâcha également de recruter des partisans à leur dévoués et les conservateurs tentèrent alors de jeter le discrédit sur lui, désigné comme mercenaire russe.¹¹⁶ Malgré le soutien de János Bethlen, il échoua aux élections dans trois comitats.¹¹⁷ Il fut enfin élu dans la ville de Gyulaférvár, alors qu'il attaquait déjà avec force la ligne représentée par Bethlen, et ce dans la presse, dont l'importance ne cessait de croître. Car, tout comme Lajos Kossuth transforma le journal *Pesti Hírlap* en une arme imposante de la politique de réformes nationales de l'opposition et de la critique sociale démocratique libérale, Szentiváni, qui échoua lui aussi aux élections, Kemény et Kovács, ce dernier poussé par Kossuth à ce qu'on disait,¹¹⁸ tâchaient de suivre le modèle de la «capitale» et, en prenant la rédaction de *Erdélyi Hírlap*, de donner à la presse un caractère moderne. Pour créer une opinion publique progressiste, les orateurs cédaient la place aux journalistes politiques et jamais encore les exigences de l'évolution historique ne furent soulignées avec tant de force que par ces jeunes intellectuels.¹¹⁹ C'est que «Notre besoin est le développement (. . .) car, sans lui notre système constitutionnel dépérit et notre nation aura un pied dans la tombe. La civilisation étend sans cesse ses conquêtes et, si un peuple ne se soumet pas à son doux joug, il sera perdu.»¹²⁰ Ils avaient encore confiance en le soutien du gouvernement. En

¹¹³ Voir note 53.

¹¹⁴ ANH. Informationsprotokolle, 1841. 93.

¹¹⁵ Somogyi, Antal: Felcédés (Oubli) *Nemzeti Társalkodó* du 23 décembre 1841. No 23.

¹¹⁶ ANH. Informationsprotokolle. 30 novembre 1841. 88.

¹¹⁷ Ibid. 26 avril 1842. 32.

¹¹⁸ Lettre de Lajos Kovács à Miklós Wesselényi. Kolozsvár, 18 décembre 1842. Bibl. de l'Académie des Sciences de Hongrie. Filmthèque. 638/XIV.

¹¹⁹ Horváth, Mihály: Huszonöt év Magyarország történelméből 1823-tól 1848-ig (Vingt-cinq ans d'histoire de Hongrie, de 1823 à 1848). Genève, 1864, 171–177. Kővári: op. cit. 218–223. Kemény Zsigmond naplója (Journal intime de Zsigmond Kemény). Publié avec une introduction et des notes de Benkő, Samu. Bucarest, 19, 30–90. Barla, Gyula: *Kemény Zsigmond főbb eszméi 1849 előtt* (Les principales idées de Zsigmond Kemény avant 1849). Budapest, 1970. 40–82.

¹²⁰ Kemény, Zsigmond: Utóhangok kórjeleink felől (Epilogues sur nos diagnostics) EH, 18 février 1842. No 14.

effet, le baron Ferenc Kemény, prudent et ayant de bonnes relations personnelles avec les libéraux, salua les Ordres réunis pour le travail législatif en soulignant que «l'exemple de la patrie sœur (. . .) nous invite à la suivre». On pouvait aussi prendre pour un indice encourageant le fait qu'après quelques temporisations à Vienne, parmi les candidats de la diète, le comte József Teleki considéré par l'opposition comme «homme de l'opposition»¹²¹ car en tant que membre modéré et de grande autorité du camp des aristocrates conservateurs de Hongrie, dits progressistes réfléchis, et par l'intermédiaire de son frère László Teleki, il entretenait de bonnes relations personnelles avec les libéraux et s'annonçait comme le protecteur de leurs aspirations. Au début de la diète, la violation de la constitution des Ordres provoqua dans l'opposition une indignation à l'égard du gouvernement, rappelant celle de 1834. Cependant, les rapports entre la politique hongroise et transylvanienne de la cour menée jusque-là, permettait quelque espoir. Le souverain accepta toute une série de projets de loi de la diète de 1839/40 à Pozsony, parmi lesquels celui du rachat des biens féodaux librement consenti et celui de la limitation de l'inaliénabilité des biens patrimoniaux. On pouvait espérer que les tendances identiques de la diète transylvanienne ne seraient, elles non plus, repoussées. Comme après la diète de 1834/35 de Kolozsvár, la vague de terreur succéda plus vite qu'après la diète de Pozsony, comme le compromis transylvanien de 1837/38 précéda celui avec la Hongrie et bien que la liquidation des procès politiques n'eut lieu qu'après l'amnistie en Hongrie, en 1841, on pouvait de plus espérer, dans certaines questions l'acceptation de projets de loi qui fourniraient précédent aux nouvelles lois de réforme à la prochaine diète de Pozsony.

Le besoin d'accorder le travail parallèle des réformistes était de toute évidence étroitement lié aux tendances à l'union, dans la ligne des efforts européens à l'union nationale. «La tendance à l'union nationale agit comme une force mondiale, dit Kossuth, et la nation qui (. . .) ne se rallie pas à cette ligne universelle aura comme avenir l'engloutissement, le joug, la servitude.»¹²² Si l'on ne pouvait renoncer à des rapports plus étroits avec la Transylvanie, c'était aussi parce qu'il était à craindre que la cour ne crée, dans cette région la plus à l'Est de l'empire, un arrière-pays qui tienne en échec les tendances hongroises constitutionnelles à l'autonomie.

Le problème de l'unité nationale hongroise était posé dans la vie publique par les débats sur l'appartenance «parties», entre la Hongrie et la Transylvanie. (Il s'agit de trois comitats et d'un district qui — de jure — appartenaient au royaume de Hongrie, mais — de facto — faisaient partie de la Transylvanie, quand celle-ci était entrée dans la Monarchie des Habsbourg. Ainsi restaient-ils l'administration du gouvernement transylvanien.) Pour calmer l'opposition en Hongrie, le souverain finit par donner son aveu à la loi de la diète de Pozsony de 1832/36 qui stipulait la réintégration des Parties à la Hongrie. La majorité de la diète de 1837/38 de Nagyszeben se prononça contre, conformément au désir de la cour. Pourtant, plusieurs libéraux pensaient qu'une fois cette loi appliquée on pourrait engager une large campagne pour l'union en soulignant la non-viabilité de la Transylvanie. La majorité de la diète réunie à la fin de 1841 résolut, à l'initiative des libéraux, cette question, devenue déjà un nœud gordien, en prenant position contre la réannexion des Partium, mais en se déclarant prête à l'union avec les Partium, et demanda

¹²¹ Gyulai, Lajos: *Journaux intimes*. t. 27 41. Cluj-Napoca. Biblioteca Centrală Universitară.

¹²² Kossuth, Lajos. *Erdély és unió – egység a magyarnak* (Transylvanie et union – unité aux Hongrois). *Pesti Hírlap* 1841. No 30.

d'engager des négociations rapides entre les deux diètes. Une condition relativement favorable était, certes, que la Transylvanie faisait partie de la couronne de Hongrie, mais l'administration, la législation, le système d'imposition du Royaume de Hongrie et de la Principauté de Transylvanie différaient en bien des points malgré les traits fondamentaux identiques de l'évolution historique. C'est précisément à ces différences que se référait le gentilhomme propriétaire foncier qui desservait le pouvoir, était jaloux de son poste et craignait la réglementation des redevances féodales. Il s'emporta dès qu'il fut question de l'«urbarium» hongrois, et ce d'autant plus que les serfs parlaient aussi de la diète de Pozsony de 1832 qui fixait de plus grandes limites aux terres rusticales qu'en Transylvanie et réduisait les redevances.¹²³ La noblesse propriétaire foncière était à juste titre inquiète quand Kossuth écrivit qu'après l'union, la législation transylvanienne serait intégrée dans la législation hongroise. Mais ceux qui étaient attachés aux intérêts spécifiques de la Transylvanie pouvaient être rassurés quand il dit qu'à l'instar de l'administration de la Croatie, la Transylvanie pourrait également garder son gouvernement provincial la question transylvanienne devant donc être résolue en maintenant une certaine autonomie de la province. L'histoire n'offrit pourtant pas de temps pour débattre de cette solution de «la question transylvanienne».¹²⁴

Par l'union, l'opposition libérale transylvanienne voulait non seulement simplement rétablir la sécurité de la grandeur nationale disparue, comme cela découlait de l'esprit de l'époque, mais aussi garantir les conditions de la survie nationale et de l'évolution moderne nationale-bourgeoise. Les tendances aux réformes, et pas seulement celles de Wesselényi, mais celles de toute la communauté progressiste hongroise devaient aboutir à la volonté de l'union. Toutefois, poussé par le désir fiévreux de créer un Etat national moderne, elles se heurtait à la réalité, au caractère multinational de cette région, et plus exactement au fait que les ethnies vivant ensemble devaient elles aussi s'engager dans la voie de la constitution, d'une nation. Pour employer un terme anachronique, il fallait élaborer une politique des nationalités, ou plutôt il fallait fixer les objectifs de la politique hongroise concernant les nationalités de manière à intéresser les ethnies en co-existant, à la lutte menée pour les transformations nationales-bourgeoises.

La conscience de l'isolement ethnique des Hongrois avait un effet étouffant surtout quand certaines idées pangermaniques et panslaves, et encore davantage certains enseignements hongrois, oraux et écrits y ayant trait et les grossissant étaient partout répandus.¹²⁵ On était constamment hanté par la prédiction de Herder sur la disparition

¹²³ Dans sa lettre citée dans la note 118, Lajos Kovács soulignait que «pendant longtemps, nous avons mené ici une lutte inefficace contre un spectre; on pourrait tout renverser d'un coup avec le mot terrible: cela conduit au cens hongrois».

¹²⁴ Kossuth, Lajos: Erdély és unió még egyszer (Encore une fois la Transylvanie et l'union). *Pesti Hírlap* 1841, No 31. A propos des travaux de Miklós Asztalos István Hajnal souligne: «nous pensons que, sans le mouvement révolutionnaire de 1848 sa réintégration dans la Hongrie ne serait pas devenue une fusion complète, mais elle se serait réalisée en tenant compte des conditions particulières de la Transylvanie, en conservant, dans une certaine mesure, son autonomie, et ce conformément à la volonté des Hongrois». Napkelet, 1928. II. 938.

¹²⁵ Arató. Endre: A nemzeti ellentétek kiéleződése a polgári forradalom előtt (1840-1848) (Aggravation des différends nationaux avant la révolution bourgeoise (1840-1848). *Magyarország története 1790-1848* (Histoire de la Hongrie, 1790-1848) réd. en chef Gyula Mérci, réd. Károly Vörös. Budapest 1980. VI. 979-980. Varga, János: *Helyét kereső Magyarország* (La Hongrie à la recherche de sa place). Budapest, 1982. 90-113.

de la nation hongroise dont l'effet était au fond également accentué par les libéraux hongrois qui parlaient de quatre millions de Hongrois au lieu de cinq et de dix millions de non-Hongrois, quand la population entière des pays de la couronne hongroise n'atteignait que onze à douze millions, poussés à cela par le fait que de très importants groupes et strates sociaux, surtout parmi les juifs et les allemands, étaient engagés dans la voie de l'assimilation nationale volontaire. Le gros des Hongrois vivaient dans les territoires centraux de bassin Carpathique, qui montraient une évolution dynamique. A peu près 10–12% vivaient en Transylvanie où ils constituaient 27–30% de la population entière. A l'exception des villes saxonnes, l'essentiel de la noblesse et de la population urbaines était hongroise, la terre des Sicules formait un bloc national homogène, garantie sûre de plénitude à l'égard des Hongrois disséminés qui, grâce à l'organisation des Eglises, pouvaient même, dans leur isolement, conserver la conscience de leur identité ethnique dans les travaux quotidiens, en coexistence harmonieuse avec les peuples roumain et saxon.

En même temps, on se rendait de mieux en mieux compte de ce que «dans une patrie où la *tolerata Natio* et la *non recepta religio* étaient prépondérantes, la civilisation pouvait difficilement avancer».¹²⁶ En outre, depuis le début des années 1830, on était sans cesse hantés par la crainte que le mécontentement des serfs soit mis à profit non seulement à la cour de Vienne, mais aussi, par l'intermédiaire de la confession orthodoxe, par la politique impérialiste des tsars, jugée très menaçante.

C'est que, dans la guerre contre les Turcs (1828), le tsar s'était attribué le rôle de protecteur des orthodoxes, mais accepter pour autant de mettre les idées dites panslaves au service de ses tendances expansionnistes il n'en était pas question. Il n'en est pas moins justifié de poser la question si la stratégie de l'opposition réformiste hongroise ne se servait pas comme d'un élément tactique légitimant les buts et les moyens de la référence constante au colosse nordique, par laquelle on voulait faire pression sur l'opinion publique autrichienne et même sur le gouvernement impérial, tandis que les deux empires étaient liés par une étroite alliance secrète. Ne s'agit-il pas ici d'un instrument si souvent nécessaire de manipulation par la menace, et qui tourne souvent au désavantage de celui qui s'en sert? En effet, quand ils étaient pour ainsi dire envahis par la peur, une peur qui ne désarmait pas —, les conservateurs les calmaient avec supériorité «N'ayons pas peur», «Il ne faut pas avoir peur».¹²⁷ Au fond, le comportement des deux parties montrait que, ayant toujours présent à l'esprit un large contexte de politique extérieure, elles prenaient au sérieux la tâche adoptée. Il y avait de sérieuses raisons et pour la peur et pour le calme. La réaction européenne, dont l'opposition réformiste voulait détacher l'empire des Habsbourg, ne permettrait certainement pas que la cause de la constitution civique remporte la victoire dans une région si proche, tandis que les libéraux hongrois reformulaient l'idée du bastion, provenant de l'occupation turque, avec la conscience d'une mission nationale, et ce afin d'ouvrir la voie vers «l'évolution bourgeoise occidentale».¹²⁸

¹²⁶ A két Magyar Haza vagyis az egybekelhető testvérek (Les deux patries hongroises ou les sœurs qui peuvent s'unir). *Bibl. Nat. Széchényi Quart. Hung.* 1522, 71.

¹²⁷ A. B. C.: Gondolatok (Idées). *Hon és Külföld* No 89. Orosz és havasalföldi viszonyok (Conditions en Russie et en Valachie). *Múlt és Jelen* 1842. No 97.

¹²⁸ Mezőkövesdi Ujfalvy Sándor emlékiratai (Mémoires de M.U.S.) (Classées, ordonnées et complétées par Gyulai, Farkas). Kolozsvár, 1941. 335.

Les conservateurs, eux, n'étaient pas guidés par une sage tranquillité mais mus par des considérations tactiques, ils voulaient afin de diriger la transition du féodalisme au capitalisme dans la ligne antilibérale et antidémocratique qu'ils jugeaient conforme à leurs intérêts, faire disparaître la peur qui pousse à l'action, la peur en tant que force motrice de la volonté de réformes sociales. Mais si, pour ce but précis ils en voyaient la nécessité, ils insistaient cependant pour inspirer la peur, sur le caractère multinational du pays en montrant dans leurs écrits les sentiments de la paysannerie favorables au tsar, jouant ainsi avec le complexe de la menace venant du Nord.¹²⁹

Des idées prudentes de réformes, d'abord féodales, ensuite bourgeoises, et qui contrebalançaient la menace attendue de toute part, firent avec une rapidité étonnante leur apparition. «Tout homme, le Roumain aussi, a le droit et la possibilité de poursuivre le but de l'humanité». «C'était ainsi qu'en 1830, le journal *Nemzeti Társalkodó* posait la question de savoir si, vu les pas accélérés violents à attendre, «il ne serait pas souhaitable que certains droits nobiliaires» soient partagés avec la paysannerie hongroise, que, du moins, un poste lui soit cédé dans les bureaux, qu'elle délègue un député à l'assemblée nationale comme cela était le cas en Suède? Par là on pouvait intéresser les Roumains à la magyarisation au renforcement des libertés et privilèges nobiliaires hongrois.¹³⁰ En 1832, lors de la rédaction de la circulaire du comitat d'Alsó-Fehér invitant à l'union, Sándor Gyulafehérvári Farkas, exemple typique du gentilhomme cultivé, petit propriétaire et fonctionnaire, expliquait à l'assemblée du comitat que «personne ne peut avoir peur de l'union (avec la Hongrie), surtout si chaque confession a les mêmes libertés, le même rang (. . .), si la représentation est organisée sur le découpage en comitats, juridictions et villes; si le peuple laborieux a aussi sa représentation ou bien si, suivant les sages institutions existant déjà dans plusieurs pays, le Système Fédératif est introduit»¹³¹, dans les cadres du municipalisme bourgeois fondé sur l'autonomie des comitats. Dix ans après, à la diète, Károly Zeyk se prononça pour accorder à la paysannerie les droits de représentation qui lui étaient dus dans un Etat constitutionnel.¹³²

Les libéraux hongrois ont donc créé une théorie politique particulière face à la question des nationalités: en revanche, pour ce qui est des réformes sociales et des droits constitutionnels obtenus par la noblesse, on attendait des peuples non hongrois intégrés dans la nation qu'ils soient loyaux face à l'Etat national bourgeois, qu'ils en apprennent la langue, ce qui, dans l'esprit de l'époque, était la garantie de l'évolution car, «une langue commune, cela veut dire une morale commune, et cela fait naître des aspirations communes — le souhait du bien public réunit les forces de la patrie, fait avancer l'intelligentsia

¹²⁹ Szilágyi, Ferenc: *Panvalachizmus Erdélyben* (Panvalachisme en Transylvanie). *Hon és Külföld*. 1843. No 2.

¹³⁰ Szabó, György: *Az oláh nemzet eredete* (L'origine de la nation valaque). *Nemzeti Társalkodó* 1830. II. No 42.

¹³¹ ANH. Procès-verbaux t. 2. 341.

¹³² ANH. Informationsprotokolle. 1 février 1842. 9. Par contre *Beszédvár* (Le Recueil imprimé des discours), comme clause au Procès-verbal de la diète de 1841 (Kolozsvár, sans date. I. 323.) note seulement que Zeyk ne parla que des intentions de ses électeurs de réduire les charges de la paysannerie et ainsi «d'accorder les droits civiques aux membres de cette classe opprimée, satisfaisant en cela aux exigences de l'époque».

qui, de son côté, contribue à la formation d'associations et ainsi de suite —, bref, c'est ainsi que se développe la nationalité et qu'on accède au bonheur de la patrie».¹³³

Dans les années 1830, la réforme sociale et l'intention de magyariser constituaient encore un facteur d'unité si harmonieux que Sándor Bölöni Farkas (dans l'atmosphère de terreur consécutive à la dissolution de la diète en 1835) énumérait, dans son journal intime comme des faits être énoncés devant un tribunal imaginaire: «J'ai propagé tout les principes démocratiques. J'ai semé les grains de toutes les institutions libres apportées des pays étrangers. (. . .) J'étais prêt à mourir pour la langue de ma patrie et je cherchais à la faire régner comme langue unique, dans ma patrie, en éliminant les autres langues, je voulais faire de chaque habitant du pays un Hongrois libre.»¹³⁴ Au début de cette décennie, Wesselényi, de son côté, dans son livre-programme, voulait fixer l'assimilation de la langue hongroise comme condition de l'affranchissement du servage.¹³⁵

A cette époque, les libéraux hongrois commençaient déjà à se rendre compte qu'ils avaient surévalué la possibilité d'assimiler la langue hongroise, et sous-estimé l'importance de la résistance venue du plus profond des âmes face à toute tendance autoritaire à l'assimilation. Comme les conflits nationaux des périodes précédentes avaient un caractère nettement féodal, on s'engageait maintenant dans des tentatives sans expérience et sans précédents. Plus exactement, si l'on disposait d'expériences et de précédents, ils justifiaient précisément le bien-fondé des tendances à l'assimilation: l'unité de la nation française aussi bien que celle des Etats-Unis qui procédaient à l'intégration en se servant de la force des libertés civiles et, chez nous, l'assimilation spontanée de la noblesse et de la majeure partie de la bourgeoisie (Grecs, Allemands, Arméniens, Juifs) le cas d'autres ethnies, leur attitude politique, sans même parler des interventions d'éminents intellectuels non-hongrois, qui approuvaient les tendances nationales hongroises plus modérées.

Au début des années 1840, cette politique envers les nationalités connaît une nouvelle étape, en ce sens que les chefs de file et les partisans du mouvement des réformes voulaient, au lieu de presser la magyarisation, créer les conditions de l'assimilation.¹³⁶ A l'observation des exemples cités, ils essayaient de fondre l'ancienne notion nationale «hungarus» et la nouvelle française, en mettant leur confiance dans l'idée que le citoyen qui jouit de l'intégrité des droits et des devoirs sera loyal envers l'Etat national hongrois uni et constitutionnel, et ce indépendamment de son appartenance ethnique. Ils ne reconnaissaient bien entendu pas les autres ethnies comme des communautés disposant du droit à l'autodétermination (dans les idées politiques, la garantie légale du droit de se servir d'autres langues que le hongrois n'apparut que plus tard) mais il y avait une

¹³³ A l'occasion de l'ouverture du Casino du comitat, Nemes Torda, discours prononcés à Torda le 10 du mois de la Sainte Vierge en 1835. Du discours du notaire Ferenc Nagy.

¹³⁴ Pándi, Pál: *Notre âge d'or*. Budapest, 1976. 234. C'est ainsi qu'il apprécie la remarque de Bölöni qui peut être interprétée comme autocritique.

¹³⁵ Wesselényi: *Balítéletkről* (Sur des préjugés) 233.

¹³⁶ «Nous voulons tout magyariser par la force, mais nous n'en trouvons pas le moyen. Pour l'amour de Dieu ne faisons pas ce que plusieurs veulent faire dans le pays annexe et dont nous voyons déjà les mauvaises conséquences; on ne peut rien réaliser par la force», soulignait dans son journal intime Lajos Gyula et ce dès 1834, (Kuun, Géza: Az 1834-i erdélyi országgyűlés. Töredékek gróf Gyulai Lajos naplójából (La diète transylvanienne de 1834. Fragments du journal intime du comte Lajos Gyulay, *Erdélyi Múzeum* 1905. 21-9) qui, huit ans plus tard, projetait, dans le tome 28 de son journal intime, d'écrire un éditorial sous le titre Magyarisation spontanée et forcée. Voir note 121.

tendance à la satisfaction limitée de leurs exigences nationales, ce qui se manifeste dans le fait que l'équité et la modération nationale occupaient une place de plus en plus importante dans l'échelle des valeurs de la propagande politique car, à ses débuts, le nationalisme bourgeois était lié à des idées qui modéraient même la ferveur du nationalisme.¹³⁷

Paradoxalement donc, dans les années 1830, l'intolérance nationale des libéraux prouve qu'ils se sont sérieusement abandonnés à la cause de l'évolution bourgeoise, alors qu'à partir des années 1840, c'est de plus en plus la tolérance que prônent des considérations aussi bien politique que de droit naturel. Pour le moment, la tolérance et l'intolérance se manifestaient pêle-mêle, y compris, éventuellement, dans une seule déclaration. Bölöni, par exemple, tenait compte des dix millions de Hongrois mais, à l'intérieur de cette entité, il définissait la place de la nation hongroise — «cette Nation n'est pas dépendante d'autres, n'a pas été conquise, pour les autres nations qui y vivent, ce n'est qu'une résidence» — en précisant que «la langue maternelle est propre à chacun, le Hongrois qui voudrait imposer sa langue à d'autres commettrait un crime, tout aussi bien qu'un autre».¹³⁸ Wesselényi, de son côté, attirait l'attention sur les possibilités de magyariser par l'éducation à la maternelle et à l'école, tout en mettant l'opinion politique transylvanienne en garde contre la magyarisation par la force. Il prévenait par exemple son comitat que «pour augmenter et répandre notre nombre, nous ne disposons pas de force et de moyens créés par le Pouvoir, nous n'en avons pas le droit et encore moins le pouvoir».¹³⁹ Kossuth, qui exprimait l'opinion des forces progressistes et qui fixa de plus en plus précisément leur programme, était d'avis que la législation hongroise devait déclarer «qu'elle n'avait jamais eu l'intention de priver de leur langue les habitants dont la langue maternelle était autre, de plus, elle devait reconnaître qu'intervenir par des lois sur le comportement linguistique dans la vie privée serait commettre une injustice». Par contre, la langue de la vie publique ne peut être que le hongrois. «Faire moins, ce serait de la lâcheté, ordonner davantage, ce serait de la tyrannie; pour nous, les deux seraient suicidaires.» C'est que le réveil national aboutit à une lutte pour le pouvoir où les objectifs de chaque partie s'associèrent au désir d'hégémonie nationale et ce, d'une manière particulière, dans l'intérêt de l'auto-défense justifiée qui créa pour ainsi dire un cercle magique autour des arguments confrontés. La tolérance, la modération, l'appréciation des points de vue de l'autre partie constituaient des valeurs historiques qui devaient naître en résultat de la lutte. C'est que les hommes d'Etat hongrois avaient pu observer le refus véhément, des députés croates, à la diète de Pozsony, d'accepter des projets de loi visant l'extension de l'utilisation de la langue hongroise, puis la violence des écrits des intellectuels serbes, croates et slovaques et que le régime viennois se servait de la situation dans ses propres intérêts, tout en cédant enfin volens-nolens.

Les libéraux hongrois de Transylvanie, craignant aussi l'isolement, s'allièrent à la ligne principale des tendances nationales hongroises quand, en 1841, dans les directives données par plusieurs comitats aux députés, il fut de nouveau posé comme objectif de «faire disparaître la jalousie entre nations, religions et confessions». La presse libérale

¹³⁷ Pándi: op. cit. 254.

¹³⁸ Faragó, József: Bölöni Farkas Sándor jegyzetei a magyarság létezéséről (Notes de B.F.S. relatives à l'existence du peuple hongrois) *Erdélyi Múzeum* 1944. 524.

¹³⁹ ANH. Procès-verbaux t. 34. 373.

transylvanienne se désolidarisa catégoriquement de toute conception tendant à faire dépendre l'amélioration de la condition des serfs de l'assimilation de la langue hongroise.¹⁴⁰ Ensuite, à peine la diète transylvanienne s'était elle réunie qu'elle conçut, selon le modèle de Pozsony, un projet de loi assurant des droits à la langue hongroise, tandis que Dénes Kemény rappelant l'exemple français, insistait sur l'idée d'avoir de l'équité face aux intérêts des autres nations, et «surtout de nous convaincre de mettre l'accent sur les intérêts de ceux qui n'ont pas de porte-parole.»¹⁴¹ La lutte pour les droits linguistiques était dirigée en tout premier lieu contre le pouvoir central et la féodalité arriérée, avec le désir de remplacer, dans la diplomatie et la législation, le latin par le hongrois et, d'une manière générale, d'écarter partout le latin. En même temps, on voulait non seulement garantir la langue hongroise, admise jusque-là, dans l'administration, des municipalités hongroises et sicules, mais on voulait introduire dans les comitats et dans les districts sicules la tenue en hongrois des registres d'Etat civil, obligatoire pour tous, ce qui pouvait être une menace directe d'assimilation touchant aux intérêts vitaux. On voulait également prescrire qu'en dix ans, le hongrois devienne la langue d'enseignement à Balázsfalva, dans les célèbres écoles gréco-catholique (gymnase, lycée, séminaire) et que les séminaristes orthodoxes fassent eux aussi leurs études en hongrois. Mais les leaders des libéraux hongrois rejetèrent les moyens de l'assimilation forcée – car, toujours selon Dénes Kemény, «nous ne voulons pas forcer la nation roumaine à se servir de notre langue, nous voulons seulement lui offrir les moyens de l'apprendre comme langue de l'administration»,¹⁴² et restèrent en cela fidèles à eux-mêmes quand, voyant les violentes protestations de l'opinion publique roumaine, ils supprimèrent, dans la nouvelle version d'une grande partie du projet de loi renvoyé par la cour les parties relatives aux Roumains. Aux avertissements de Wesselényi, s'ajoutèrent également les exhortations de Széchenyi, dans son discours prononcé à l'Académie, exhortations dirigées dans une perspective tactique, vers Kossuth et les libéraux et qui signalaient avec un humanisme digne d'intérêt l'exigence de «l'équité mutuelle», fondée sur le fait de poser aussi les intérêts de l'autre partie. De plus, avec des sous-entendus, il poussait à réfléchir à ce qui surviendrait si l'on voulait imposer aux Hongrois des lois inspirant «l'infidélité à la nation.»

En résultat de la politique hongroise envers les nationalités, politique socialement et historiquement déterminée, les libéraux reconnaissaient les formations de genre autonomes, organiques, créées par l'histoire, ou fondées sur des antécédents historiques à caractère institutionnel. Ce n'était pas uniquement le cas pour l'autonomie provinciale de la Croatie. Les chefs de file des Transylvaniens avaient toujours respecté le particularisme saxon. Tout en ne voulant pas garantir par des lois positives l'usage de la langue allemande, ils reconnaissaient le statu quo, ce qui signifiait aussi la reconnaissance de l'autonomie et avec elle de l'usage de la langue allemande.¹⁴³ En prescrivant la corres-

¹⁴⁰ Fogarasi P., János: Urbéri tervczet (Projet de cens) EH 1842, No 15. Des remarques de la rédaction qui le rejettent soulignent qu'un «régime oppressif ne peut pas être libre» . . . Plus tard aussi, on cita la position prise par la rédaction contre la magyarisation. Kemény, Zsigmond: *Még egyszer nyelvügyünkben* (Encore une fois la question de la langue). 1842. No. 104.

¹⁴¹ Beszédtár, II. 8 séance du 27 janvier 1842.

¹⁴² Ibid. 164, 12 février séance 39.

¹⁴³ Szekfű, Gyula: *Iratok a magyar államnyelv kérdésének történetéhez 1791–1848* (Documents concernant l'histoire de la langue nationale hongroise 1791–1848). Budapest, 1926. 523–530.

pondance en hongrois avec les conseils généraux et municipalités hongrois ainsi qu'avec les organes gouvernementaux, ils voulaient exprimer l'unité du pays, tandis que les Saxons, leurs principales forces cherchaient, dans le cadre à conserver de l'empire dans son ensemble représentant l'hégémonie allemande, à obtenir l'autonomie territoriale et à disposer d'une législation intérieure autonome, se chargeant ainsi du rôle incombant «à l'élément allemand». Cela incluait des entraves mises aux tendances nationales hongroises, pas du tout menaçantes pour leurs intérêts vitaux, et non la recherche d'un compromis visant à concilier les tendances divergentes, tâche dont quelques éminents intellectuels s'étaient pourtant chargés. Au début, pour contrebalancer cette double tendance qui menaçait les aspirations hongroises, les Hongrois ne pouvaient invoquer autre chose que les vues de Zsigmond Kemény, qui témoignaient d'ailleurs de compréhension et d'estime à l'égard des Saxons: tôt ou tard une situation de force prescrirait la conciliation des intérêts et ce processus imposerait aux Saxons de renoncer à une partie de leurs exigences car, ne serait-ce qu'en raison des rapports de force à l'intérieur de l'Empire, «le règne hongrois» en deça de la Leitha est inévitable, et les rapports de force en Europe rendent également nécessaire l'existence d'une Hongrie puissante permettant de constituer un barrage solide contre les tendances expansionnistes.¹⁴⁴ Mais même cela ne signifiait pas une volonté d'hégémonie unilatérale. Miklós Wesselényi, de son côté, était peut-être le premier parmi ses contemporains, dans son livre intitulé *Szózat a magyar és szláv nemzetiség ügyében* (Message pour la cause des nationalités hongroises et slaves), publié en 1843, à démontrer que l'Empire des Habsbourg ne pouvait survivre qu'en se transformant en une alliance «étatique» et à proposer la mise en œuvre d'une autonomie analogue à celle des Saxons pour régler la situation des Slaves vivant en Autriche. En accord avec l'opinion de la majorité de la diète, il déclara que les Saxons devaient continuer «d'exister en tant que nation sous la protection de la loi», mais ils devaient accepter, selon lui, que le garant de leur existence ne soit pas leur nationalité, mais la constitution hongroise. Pour ce qui est de la langue maternelle, ils devaient adopter, au lieu des dialectes, l'allemand.¹⁴⁵ János Bethlen père, dirigé par des considérations de politique extérieure, aurait même accepté, dans l'intérêt de «notre existence civique», que les municipalités saxonnes se servent de la langue allemande dans leurs contacts avec le centre gouvernemental.¹⁴⁶ Et, bien entendu dans toutes les interventions hongroises, il s'agissait de la libéralisation et de la démocratisation de la vie municipale des Saxons. En tout cas, la lutte linguistique fiévreuse égara et noya dans des accrochages tactiques le développement plus approfondi de l'idée reconnue et formulée par Mihály Szentiváni, selon qui «l'évolution politique devient, au-delà d'un certain degré, hostile à l'expansion de la nationalité. Dans l'état statutaire où les nationalités se sont réveillées, il faut soit renoncer à l'évolution civique et rêver du retour de l'époque sauvage des ténèbres, soit oublier les rêveries sur l'assimilation des nationalités et, au lieu de tout cela, créer une alliance fraternelle entre les nations liées entre elles par des intérêts communs, par un avenir commun, et dont la foi est déter-

¹⁴⁴ Kemény: op. cit.

¹⁴⁵ Wesselényi, Miklós: *Szózat a magyar és szláv nemzetiség ügyében* (Message sur la cause des ethnies hongroise et slave). Leipzig, 1843, 199–240.

¹⁴⁶ Lettre de János Bethlen à Miklós Wesselényi. 31 juillet 1846. ANH. Filmthèque 8367.

minée en commun et en même temps par le même coup de dé.»¹⁴⁷ Pourtant, même si, dans les discussions violentes des publicistes hongrois, roumains et saxons, dans la lutte linguistique, il y avait beaucoup de récriminations sans fondement et les exigences nationales étaient formulées, sous bien des aspects, de manière à contrecarrer ou à pouvoir contrecarrer la perspective d'évolution nationale des unes et des autres, un des partisans de ces luttes, George Bariț pouvait à juste titre écrire, au bout de vingt ans, que nous devons «reconnaître sans différence nationale que cette lutte, cette polémique était justifiée, magnanime et naturelle, c'était une lutte d'auto-sauvagarde d'éléments de la nature humaine, de telles luttes chevaleresques, tête contre tête, bras contre bras, auront toujours, tant que le monde existera, et leur digne valeur et leur prix.»¹⁴⁸ Il est tout aussi compréhensible que le jeu compliqué des tendances au pouvoir ait rendu attirantes des perspectives utopiques et intensifiant la nostalgie d'une communauté mondiale unie, ignorant les différences nationales, faisant ainsi naître l'héritage le plus précieux des idées utopistes transylvaniennes.¹⁴⁹ Tandis que le vieux Farkas Bolyai, s'adonnant lui aussi à l'idéal du citoyen du monde cosmopolite européen du 18^e siècle, ne fait, dans son *Aritmetica* (1843), que des allusions à la nécessité des biens communs et de la langue commune, son fils János le mathématicien génial, retiré de l'Armée dans sa petite propriété familiale, travaillait déjà sur une utopie monumentale intitulée «Üdván» (Théorie du Salut). Avec un enthousiasme romantique fervent, il tâchait d'élaborer le modèle d'une société productrice, fondée sur la communauté des biens et devant éliminer les conflits de sentiments et pensait pouvoir la réaliser par une propagande conspiratrice rappelant l'organisation des francsmaçons au 18^e siècle.¹⁵⁰ En même temps, Sámuel Brassai, artisan érudit et inlassable de la cause de la langue hongroise et de l'éducation populaire et qui connaissait et parlait une douzaine de langues, donna dans son journal la parole à un maître d'école qui dit: «La différence linguistique personnifie, cause, envenime et lègue à la postérité les conflits nationaux. Si toute l'humanité n'avait qu'une seule langue, elle constituerait bientôt un seul peuple et tous les hommes s'aimeraient et s'entendraient comme membres de la même famille.»¹⁵¹

Toutefois, les libéraux devaient définir l'orientation des actions qui devaient construire l'avenir dans cette situation de tension entre les valeurs reconnues de l'évolution humaine universelle et celles de l'évolution nationale mais en se rendant de plus en plus nettement compte que «notre devoir est de faire avancer le libéralisme et de ne pas négliger notre nationalité, encore que ces deux intérêts soient parfois en opposition, que leurs chemins se croisent et leurs directions s'écartent.

Satisfaire à l'humanité et à nos compatriotes: «voilà l'arc d'Ulysse que la masse brute ne pourra jamais tendre même avec toutes ses forces animales.»¹⁵² L'arc qu'ils cherchaient déjà à tendre, c'était le travail réformiste moderne, synthétique. Mais c'est une autre histoire.

(trad. par Katalin Vargyas)

¹⁴⁷ Szentiváni, Mihály: *Hírlapírói vakság és rossz akarat* (Aveuglement et mauvaise volonté de publiciste). EH 1842 No 94.

¹⁴⁸ George Bariț: Limbile oficiale. *Gazeta Transylvaniei 1860. No 32.*

¹⁴⁹ Gáll, Ernő: *Pandora visszatérése. A reményről és a méltóságról.* (Le retour de Pandore. Sur l'espérance et la dignité). Bucarest, 1979. 51–76.

¹⁵⁰ Benkő, Samu: *Bolyai János vallomásai* (Confessions de János Bolyai). Bucarest, 1968.

¹⁵¹ Brassai, Sámuel: *Az iskolamester* (Le maître d'école). *Vasárnapi Újság* 1843 t. I. 70.

¹⁵² Kemény, Zsigmond: *Korteskedés és ellenszerei* (La propagande électorale et ses antidotes). Kolozsvár, 1843. 7.

VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Rapport et interventions hongrois choisis, tenus lors du 16^e Congrès
International des Sciences Historiques.
Stuttgart, 25 Août – 1^{er} Septembre 1985

Nouvelles recherches sur l'infrastructure sociologique de la Renaissance: cours, académies, universités, etc.

TIBOR KLANICZAY

Au congrès précédent à Bucarest, M. August Buck a passé magistralement en revue les résultats récents de la recherche sur la Renaissance.¹ Son rapport était centré sur les principaux ensembles de sujet à propos desquels pendant les 10 à 20 ans avant 1980 les recherches ont produit le progrès le plus notable. Dans ma communication présente je me propose d'attirer l'attention sur une tendance nouvelle de la recherche qui ne pouvait pas encore figurer parmi les branches représentatives des recherches sur la Renaissance au moment du congrès de Bucarest, son importance, ses résultats accumulés n'étant devenus appréciables que dans ces dernières années.

Il s'agit des recherches concernant les formes institutionnelles, les organismes et les groupements qui réunissaient les intellectuels dans des collectivités propre à l'époque en question. On semble être de plus en plus disposé à reconnaître que l'activité des artistes, écrivains, philosophes, humanistes est impossible à apprécier dans son essence sans la connaissance des cadres, des groupements, des institutions, du contexte social qui déterminaient et limitaient l'espace dans lequel elle se déployait.

Loin de moi de prétendre que la recherche, au passé, a laissé tout cela hors de compte. En traitant de la biographie des diverses personnalités, des impulsions qu'elles reçurent du point de vue de leur travail, on a, bien entendu, toujours pris en considération leur milieu social. Ce qui manquait, c'était la description des organisations, des groupes et des institutions dans leur complexité, en tant que formes sociologiques indépendantes, avec une analyse de leurs fonctions et de leur mécanisme. En d'autres termes je dirais que le phénomène que faute de mieux j'appelle infrastructure sociologique a été pris en considération dans la plupart des cas comme annexe, comme explication d'une analyse portant sur une personnalité et son œuvre, et non comme sujet autonome de la recherche. Cela vaut encore davantage pour deux institutions particulièrement importantes en tant que véhicules de la culture de l'époque: pour la cour et pour l'académie.

Dans ces deux cas nous avons assisté à un essor spectaculaire de la recherche à partir des années 1970. En 1974 un groupe de savants italiens, hollandais et américains a lancé

¹ AUGUST BUCK, *Überlegungen zum gegenwärtigen Stand der Renaissanceforschung*, in *XV^e Congrès international des sciences historiques, Rapports III*, București, Editura Academiei R. S. R., 1980. pp. 33-59. publié aussi in «Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance», XLIII (1981), pp. 7-38.

KLANICZAY TIBOR, Centre de Recherches de la Renaissance, Budapest, Ménesi út 11-13. 1118. Rapport, l'édération Internationale des Sociétés et Institut pour l'étude de la Renaissance

un programme de recherche international de grande envergure, intitulé *The Europe and the Courts*, entreprise qui n'était certainement pas indépendante de la parution en 1969 de l'ouvrage, écrit bien auparavant, de Norbert Elias: *Die höfische Gesellschaft*.² Comme première étape du travail le groupe proposait l'étude de la cour de Parme et de Naples. La première, l'étude de la cour de Parme ayant été menée à terme, Parme devint bientôt le centre du travail. C'est là qu'en juillet 1975 se constitua le *Centro Studi Europa delle Corti*. Le travail avança avec un élan tel qu'en octobre 1976 l'organisation a pu y organiser le premier colloque international sur le sujet *Le corti farnesiane di Parma e Piacenza*.³ L'organisation fut bientôt placée sous la direction de savants aussi éminents que Alberto Tenenti président et Cesare Vasoli viceprésident. Et même lorsque plus tard ces deux savants se démièrent de leur fonction, l'organisation était déjà consolidée au point qu'à l'heure actuelle, sous la présidence de Paolo Prodi avec Amedeo Quondam comme secrétaire, elle a son actif des résultats notables. Jusqu'en 1984 elle prépara huit colloques internationaux, parmi lesquels il faut tenir compte en particulier de celui de Parme déjà mentionné sur la cour Farnese, de celui consacré au *Cortegiano* de Castiglione en 1978⁴, du colloque *Société et Cour* qui eut lieu en 1980 à Paris⁵ et de celui d'Urbino en 1982, portant sur la cour de Federigo Montefeltro.⁶ Avec l'aide de l'éditeur Bulzoni de Rome le Centre réussit à lancer une série de livres qui au printemps 1984 ne comprenait pas moins de 26 volumes, en partie les matériaux des divers colloques, en partie des monographies indépendantes consacrées à des sujets apparentés. Entretemps les efforts du Centre aboutirent à la fondation de l'Institut di Studi Rinascimentali à Ferrare qui depuis sert au Centre d'institution de base. En 1984 l'organisation prit le nom de *Europa delle Corti. Centro Studi sulle società di antico regime*. Il est regrettable que cette institution qui peut enregistrer des résultats aussi sérieux et travaille avec un tel élan ne soit pas encore membre de notre Fédération.

A côté de ce programme qui au départ était conçu comme une recherche établie sur une large base internationale, mais qui finit par se concentrer surtout sur l'Italie, des initiatives intéressantes furent prises dans différents autres pays également. En 1973 parut la monographie *Rudolf II and his World* de R.J.W. Evans qui était le premier à broser un tableau synthétique de cette cour, peut être la plus importante en Europe à l'époque de la Renaissance tardive et du maniérisme⁷; en 1981 August Buck et d'autres publièrent les communications du congrès de 1979 à Wolfenbüttel sous le titre *Europäische Hofkultur*

² NORBERT ELIAS, *Die höfische Gesellschaft*, Neuwied-Berlin, 1969.

³ Voir: *Le corti farnesiane di Parma e Piacenza (1545-1622)*, vol. I.: *Potere e società nello stato farnesiano*, éd. Marzio A. Romani; vol. II.: *Forme e istituzioni della produzione culturale*, éd. Amedeo Quondam, Roma, Bulzoni, 1978 (Centro Studi «Europa delle Corti» – Biblioteca del Cinquecento, 1-2).

⁴ *La Corte e il «Cortegiano»*, vol. I.: *La scena del testo*, éd. Carlo Ossola, vol. II. *Un modello europeo*, éd. Adriano Prosperi, Roma, Bulzoni, 1980 (Centro Studi «Europa delle Corti» – Biblioteca del Cinquecento, 8-9).

⁵ Une partie des communications ont paru dans le numéro spécial, intitulé *La Corte in Europa* de la revue «Cheiron» (Brescia), I(1983).

⁶ *Federico di Montefeltro. Lo stato, le arti, la cultura*. éd. G. Carbone Baiardi, G. Chittolini, P. Floriani, vols I–III. Roma, Bulzoni, 1986.

⁷ R. J. W. EVANS, *Rudolf II and his World. A Study in Intellectual History, 1576-1612*. Oxford, Clarendon Press, 1973.

im 16. und 17. Jahrhundert⁸ ; en 1984 c'est en Hongrie que fut organisé un colloque sur la culture des cours en Hongrie à l'époque de la Renaissance dont les matériaux sont sous presse. Mais de nombreux autres ouvrages relevant des recherches sur la cour furent également publiés dans les divers pays au cours des cinq à dix ans écoulés.

Qu'est-ce qui constitue la nouveauté radicale de ces recherches? Alberto Tenenti qui dans une étude, parue en 1978, a esquissé le programme des recherches prévues, soulignait qu'auparavant les recherches portant sur les cours étaient soit consacrées à la personne d'un souverain et ne traitaient de sa cour que comme son rayonnement, soit examinaient l'un ou l'autre des aspects du fonctionnement d'une cour (cérémonies, vie musicale, mécénat, etc.). Ce qui faisait défaut c'était une reconstitution organique du phénomène cour en soi et pour soi⁹. Or la nouvelle recherche met précisément cet aspect au premier plan, alléguant que la cour – en particulier celle du XVI^e siècle – était devenue une structure compliquée ayant une vie à elle, et ses fonctions avaient leur propre continuité, souvent même indépendamment du souverain. Les fonctions de la cour et de l'Etat se confondent en général, la cour devient un Etat dans l'Etat, et plus d'une fois elle se superpose à ce dernier. André Stegmann a parfaitement raison en écrivant que «la Cour est l'image symbolique de l'Etat», mais en même temps une entité indépendante bien limitée qui du fait que le palais est un monde fermé, se distingue topographiquement, politiquement, culturellement, sociologiquement et bien souvent spirituellement aussi du reste de la société¹⁰. Le but des nouvelles recherches est d'appréhender cette unité, ce qui, bien entendu, ne peut se faire qu'à l'aide d'analyses interdisciplinaires. De ce point de vue l'étude des comptes de la cour acquiert une importance particulière, vu que c'est à travers eux que l'on obtient l'image la plus fidèle des conditions de l'hégémonie politique et culturelle de la cour. Les résultats sont d'ores et déjà surprenants, par exemple en ce qui concerne le «budget» des cours de Parme, de Mantoue et de Ferrare. Une autre investigation qui promet d'être très féconde comprend l'inventoriation et l'analyse sociologique de l'effectif du personnel d'une cour, en particulier en ce qui concerne la situation, le rôle des intellectuels, des artistes, des musiciens, etc. et leur poids social. Ces recherches jettent une nouvelle lumière sur la notion de «courtisan»; sa figure, ses multiples aspects et ses changements de rôle ont fait l'objet d'une analyse approfondie de Cesare Vasoli dans son étude *Il cortegiano, il diplomatico, il principe*¹¹. Les recherches organisées par *Europa delle Corti* ont dirigé l'attention à l'intérieur des différentes cours sur le rôle et la composition de la famille des princes et leurs rapports avec les familles d'aristocrates. Cet ensemble de problèmes avait déjà fait l'objet d'une discussion en petit comité en 1983 et 1984, et constituera en septembre de cette année le sujet d'un colloque de plus grande envergure. On peut s'attendre à ce qu'il élargira considérablement nos connaissances quant au dynamisme et la typologie de la politique de famille et aux relations compliquées et contradictoires entre la famille, la cour et l'Etat.

⁸ *Europäische Hofkultur im 16. und 17. Jahrhundert*, vols I-III, éd. August Buck, Georg Kaufmann, Blake Lee Spahr, Conrad Wiedemann, Stuttgart, Hauswedell, 1981 (Wolfenbütteler Arbeiten zur Barockforschung, 8-10).

⁹ ALBERTO TENENTI, *La Corte nella storia dell'Europa moderna (1300-1700)*, in *Le Corti. Jarnesiane di Parma e Piacenza*, vol. I, pp. IX-XIX.

¹⁰ ANDRÉ STEGMANN, *La Corte. Saggio di definizione teorica*, ibid., pp. XXI-XXVI.

¹¹ In *La Corte e il «Cortegiano»*, vol. II, pp. 173-193, publié aussi in C. V., *La cultura delle Corti*, Bologna, Cappelli, 1980, pp. 64-87.

La recherche sur les cours ne peut bien entendu pas se limiter aux cours princières mais doit s'étendre sur les grandes familles d'aristocrates également. Cela est fort important en particulier dans l'Est de l'Europe y compris une partie du territoire germanique, où en conséquence des conditions sociales et politiques les puissances et centres territoriaux, même à défaut de souveraineté, disposaient d'une large autonomie et d'une vaste sphère de mouvement. Les cours sur les territoires allemands du Nord et de l'Est ainsi que les centres de la haute aristocratie tchèque, polonaise et hongroise sont susceptibles de nous fournir de nombreux enseignements.¹²

L'autre formation sociologique à propos de laquelle les recherches présentent un progrès sans précédent ces derniers temps, c'est l'académie. Pendant des dizaines d'années elle fut un enfant déshérité de la science. On disposait, il est vrai, de nombreuses mises au point positivistes dont, par exemple, la collection de données monumentale en cinq volumes sur les académies d'Italie de Maylender¹³, et dès 1961 le premier ouvrage de caractère synthétique sur les académies espagnoles de la Renaissance et du baroque de la plume de José Sánchez¹⁴, toutefois le seul prototype de l'approche moderne de la question restait l'ouvrage classique de Frances Yates, paru en 1974, *The French Academies of the Sixteenth Century* — un bel exemple des perspectives que l'étude des académies et des groupements de savants peut ouvrir à l'histoire intellectuelle de la Renaissance¹⁵. Dans les années 70 un tournant survint enfin dans ce domaine, et depuis ce moment l'histoire des académies constitue un des sujets préférés des recherches sur la Renaissance.

Les spécialistes étaient bien inspirés en affectant la plus grande partie de leur énergie à l'étude de deux académies italiennes particulièrement importantes, notamment l'*Accademia Fiorentina* et l'*Accademia Veneziana* qui n'eut d'ailleurs qu'une vie éphémère. En ce qui concerne l'académie florentine, il faut mentionner avant tous les études de Armand L. De Gaetano, Claudia Di Filippo Bareggi ainsi que Michel Plaisance, suivies en 1976 par la monographie de De Gaetano (*Giambattista Gelli and the Florentine Academy. The Rebellion Against Latin*), puis, en 1980, par l'étude de Vasoli (*Cultura e «mitologia» nel principato. Considerazioni sulla «Accademia Fiorentina»*).¹⁶ Cette

¹² Cf. TIBOR KLANICZAY, *Gli antagonismi tra Corte e società in Europa centrale: la Corte transilvanica alla fine del XVI secolo*, in «Cheiron», I (1983), pp. 31-58.

¹³ MICHELE MAYLENDER, *Storia delle Accademia d'Italia*, vols I-V, Bologna, 1926-1930, repr. Bologna, Arnaldo Forni, 1976.

¹⁴ JOSÉ SÁNCHEZ, *Academias literarias del siglo de oro español*, Madrid, Gredos, 1961.

¹⁵ London, The Warburg Institute, 1947, repr. Nenen (Liechtenstein), Kraus, 1973.

¹⁶ ARMAND L. DE GAETANO, *The Florentine Academy and the Advancement of Learning Through the Vernacular, The Orti Oricellari and the Sacra Accademia*, in «Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance», XXX (1968), pp. 20-52; Claudia Di Filippo Bareggi, *In nota alla politica culturale di Cosimo I: l'Accademia Fiorentina*, in «Quaderni Storici», VII (1973), pp. 527-574, Michel Plaisance *Une première affirmation de la politique culturelle de Côme I^{er}: La transformation de l'Académie des «Humidi» en Académie Florentine (1540-1542)*, in *Les écrivains et le pouvoir en Italie à l'époque de la Renaissance* (Première série), éd. André Rochon, Paris, Univ. de la Sorbonne Nouvelle, 1973, pp. 361-431 (Centre de Recherche sur la Renaissance italienne, 2); Id., *Culture et politique à Florence de 1542 à 1551: Lasca et les «Humidi» aux prises avec l'Académie Florentine*, ibid. (Deuxième série), 1974, pp. 149-242 (Centre de Recherche sur la Renaissance italienne, 3), Armand L. De Gaetano, *Giambattista Gelli and the Florentine Academy. The Rebellion Against Latin*, Firenze, Olschki, 1976, pp. 87-136, Cesare Vasoli, *Cultura e «mitologia» nel principato. Considerazioni sulla «Accademia Fiorentina»* in «Revue des Études Italiennes», XXV (1979), pp. 41-73, publié aussi in C. V., *La cultura e le Corti*, pp. 159-189.

académie devenue institution d'Etat était particulièrement apte à illustrer la continuité de la pensée d'académie (Akademiegedanke) depuis les groupes informels du XV^e siècle jusqu'à l'institution disposant d'une organisation établie, et à servir de base à une mise au jour des rapports du pouvoir et de la vie littéraire et scientifique, comme le firent en particulier les études révélatrices de Plaisance, enfin à démontrer le rôle décisif du mouvement académique dans la promotion de la lingua vulgaris.

En ce qui concerne l'*Accademia Veneziana*, on sait depuis l'étude de Lawrence Rose parue en 1969 que sous le signe de l'encyclopédisme de la Renaissance elle constitua une des tentatives les plus passionnantes de la seconde moitié du XVI^e siècle¹⁷. A la fin des années 1970 et au début des années 80, l'entreprise et surtout son programme extraordinaire d'édition et de traduction furent analysés de manière complexe par Gino Benzoni, Paolo Ulvioni, Lina Bolzoni et Cesare Vasoli¹⁸. En dehors de ces deux académies importantes, d'autres firent également objet de recherches fort intéressantes, et l'étude du mouvement académique de la Renaissance dans d'autres pays fut également abordée. En 1981 parut le livre de Robert J. Sealy, *The Palace Academy of Henry III* qui en partie corrigeait en partie développait les résultats de Yates concernant les académies françaises¹⁹. L'atelier de Wolfenbüttel fit paraître en 1978 les communications d'un colloque antérieur sous le titre *Sprachgesellschaften, Sozietäten, Dichterguppen*.²⁰ Elles étaient consacrées, il est vrai, en majeure partie aux groupements du XVII^e siècle, mais l'attention ne tarda pas à se diriger sur les organisations de la Renaissance, en premier lieu sur la *Sodalitas* de Konrad Celtis dont la question vient d'être réexaminée par les études de Heinrich Lutz et Moritz Csáky en 1984 et 1985 respectivement.²¹ Une monographie consacrée aux tentatives académiques en Hongrie est également en chantier.

Parallèlement à la multiplication des recherches portant sur certaines académies, les premiers jalons ont été posés en vue d'une étude synthétique de la question. La bibliothèque de Wolfenbüttel publia en 1977 le volume *Der Akademiegedanke im 17. und 18. Jahrhundert* qui, grâce à l'étude de M. Buck sur les académies italiennes des

¹⁷ LAWRENCE ROSE, *The Accademia Venetiana, Science and Culture in Renaissance Venice*, in «Studi Veneziani», XI (1969), pp. 191-242.

¹⁸ GINO BENZONI, *Aspetti della cultura urbana nella società veneta del '5-'600. Le Accademie*, in «Archivio Veneto», CVIII, no. 143 (1977), pp. 87-159, Paolo Ulvioni, *Accademie e cultura in Italia dalla Controriforma all'Arcadia. Il caso veneziano*, in «Libri e Documenti. Archivio storico civico e Biblioteca Trivulziana», V, no. 2 (1979), pp. 21-75, Lina Bolzoni, *L'Accademia Veneziana: splendore e decadenza di una utopia enciclopedica*, in *Università, Accademia e Società scientifiche in Italia e in Germania dal Cinquecento al Settecento*, Bologna, Il Mulino, 1981, pp. 117-167, Cesare Vasoli, *Le Accademie fra Cinquecento e Seicento e il loro ruolo nella storia della tradizione enciclopedica*, ibid., pp. 81-115.

¹⁹ ROBERT J. SEALY, S. J., *The Palace Academy of Henry III*, Genève, Droz, 1981 (Travaux d'Humanisme et Renaissance, CLXXXIV).

²⁰ *Sprachgesellschaften, Sozietäten, Dichterguppen*, éd. Martin Bircher, Ferdinand von Ingen, Stuttgart, Hauswedell, 1978 (Wolfenbütteler Arbeiten zur Barockforschung, 7).

²¹ HEINRICH LUTZ, *Die Sodalitäten im oberdeutschen Humanismus des späten 15. und frühen 16. Jahrhunderts*, in *Humanismus und Bildungswesen des 15. und 16. Jahrhunderts*, éd. Wolfgang Reinhard, «Acta humaniora», 1984, pp. 45-60 (Mitteilungen XII der Kommission für Humanismusforschung der Deutschen Forschungsgemeinschaft), Moritz Csáky, *Die «Sodalitas litteraria Danubiana»: historische Realität oder poetische Fiktion des Konrad Celtis?* in *Die österreichische Literatur und ihr Profil, von den Anfängen im Mittelalter bis ins 18. Jahrhundert (1050-1775)*, Graz, 1985, pp. 739-785

premiers temps, contient aussi une vue retrospective sur le XV^e et le XVI^e siècle.²² En 1981 les communications d'un colloque de Trente organisé l'année d'avant parurent sous le titre *Università, accademie e società scientifiche in Italia e in Germania dal Cinquecento al Settecento*. Ezio Raimondi, Vasoli, Amedeo Quondam et d'autres y tentèrent de dégager les traits communs de la sociologie, des académies, c'est-à-dire les tendances générales de leur développement et la forme de leur existence.²³ Cette tentative est développée ensuite dans les chapitres rédigés par Vincenzo De Caprio et par Quondam pour le premier volume (*Il letterato e le istituzioni*) de l'histoire de la littérature italienne publiée sous la direction d'Alberto Asor Rosa chez Einaudi.²⁴ De Caprio traite de l'histoire des groupements informels des humanistes, des cenacles, des contubernia, des sodalitates; Quondam se penche sur celle des académies disposant de statuts. Quoique, à mon avis, ils tracent une ligne de séparation trop nette entre les deux types, alors que le chemin conduisant des groupements spontanés aux académies établies était direct à travers certaines formes de transition, les deux auteurs ont le grand mérite d'avoir appliqué pour la première fois les points de vue et les résultats de la sociologie moderne au mouvement académique italien.

L'académie voir ses antécédants, le cenacolo, le contubernium humaniste, devint à l'époque de la Renaissance le foyer même du nouvel idéal culturel et du travail créateur intellectuel. La renaissance des études classiques s'épanouit non comme programme d'enseignement officiel, mais dans les sociétés privées des littérateurs. La vie intellectuelle des humanistes est impensable dans la solitude, elle avait besoin de la communauté libre d'hommes du même rang et d'une communication permanente. Pour reprendre une expression de Garin: la vie des humanistes est «un colloque permanent»²⁵ dont les formes de manifestation sont la conversation, le dialogue, le symposium et non en dernier lieu la correspondance permettant de maintenir un échange de vue avec les absents. Tout ceci se passe toutefois dans le cadre de l'association spontanée et de l'académie qui en est issue. Comme il s'agit ici d'un des phénomènes socio-culturels les plus importants de l'époque de la Renaissance, il ne suffit pas de mettre au jour l'histoire des divers groupements et académies, mais il est également besoin de décrire le phénomène en général et d'esquisser son modèle. Les résultats des 10 à 15 dernières années témoignent d'un progrès notable dans ce domaine; nous commençons à connaître les lois qui régissaient la genèse et l'étiologie des académies, leur rituel et leur symbolique, les formes de leur structure, les collisions survenues entre l'association des intellectuels et le pouvoir et finalement le processus au terme duquel les groupes constitués pour l'étude des textes antiques s'étaient transformés peu à peu en institutions différenciées (langue, art, sciences naturelles, etc.) après avoir passé par le stade des académies précoces aux ambitions encyclopédiques.

²² AUGUST BUCK, *Die humanistischen Akademien in Italien*, in *Der Akademiegedanke im 17. und 18. Jahrhundert*, éd. Fritz Hartmann, Rudolf Vierhaus, Bremen-Wolfenbüttel, Jacobi Verlag, 1977, pp. 11-25 (Wolfenbütteler Forschungen, 3).

²³ *Università, Accademie e Società scientifiche in Italia e in Germania dal Cinquecento al Settecento*, éd. Laetitia Boehm, Ezio Raimondi, Bologna, Il Mulino, 1981.

²⁴ VINCENZO DE CAPRIO, *I cenacoli umanistici*, in *Letteratura italiana*, éd. Alberto Asor Rosa, vol. I. Torino, Einaudi, 1982, pp. 799-822, AMEDEO QUONDAM, *L'Accademie*, ibid., pp. 823-898.

²⁵ EUGENIO GARIN, *Umanismo e Rinascimento*, in *Questioni e correnti di storia letteraria*, Milano, Marzorati, 1949, p. 380.

A côté de ces «principaux centres de la cohésion culturelle» (pour citer Vasoli)²⁶ on ne peut bien entendu pas négliger l'université, cette institution traditionnelle mais renouvelée à l'époque de la Renaissance, destinée à transmettre et à développer la culture et la science. Dans ce cas il s'agit d'une branche des recherches qui fut cultivée sans interruption et disposait d'une organisation internationale appropriée; elle n'avait par conséquent pas besoin d'un tournant tel que celui qui était survenu sur le plan de la cour et de l'académie. Néanmoins, du point de vue des recherches sur la Renaissance on constate avec satisfaction que les études récentes marquent un progrès important aussi pour ce qui est de l'histoire de l'université à l'époque qui nous intéresse. La ligne directrice des recherches a été tracée par la contribution de Garin au volume *Les universités européennes du XIV^e au XVIII^e siècle*.²⁷ A l'avis de Garin l'étape décisive pour l'essor de l'humanisme avait été la promotion successive des facultés des Arts à un rang supérieur et qui finit par les doter du même rang que celui des trois autres facultés. A l'aube de la Renaissance la plupart des universités furent — même en Italie — les citadelles de la science médiéval et du conservatisme, et c'est précisément contre elles que se dirigeait le mouvement académique spontané des humanistes. Il y eut, bien entendu, dès le début, des cas intermédiaires en particulier grâce aux collèges institués par les grands pédagogues humanistes italiens, un Vittorino da Feltre ou un Guarino da Verona. Après le milieu du XV^e siècle toutefois l'humanisme commença à pénétrer dans les universités, en particulier dans les facultés des Arts. Le tournant décisif fut probablement la réforme introduite par Bessarion à l'Université de Bologne. Nos connaissances relatives à ce processus ont été considérablement enrichies par les récentes recherches et publications qui sont venus s'ajouter aux mises au points magistrales telle que les 4 volumes de Henry de Vocht sur les premières décennies du Collège trilingue à Louvain.²⁸ A titre d'illustration seulement je mentionnerai les volumes d'Armando F. Verde sur *Lo Studio Fiorentino*,²⁹ les nombreuses publications de source et études du groupe de recherche de l'histoire de l'université de Padoue,³⁰ les grandes monographies de l'école supérieure de Strasbourg par Anton Schindling³¹ et celle sur l'Artistenfakultät de Tübingen par Norbert Hofmann³² ou encore le riche volume d'études publié à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de l'université de Leyde.³³ Je dois mentionner séparément le volume *Beiträge zu Pro-*

²⁶ CESARE VASOLI, *Cultura e «mitologia»*. . . p. 159.

²⁷ EUGENIO GARIN, *La concezione dell'università in Italia nell'età del Rinascimento*, in *Les universités européennes du XIV^e au XVIII^e siècle*, éd. Sven Stelling-Michaud, Genève, Droz, 1967, pp. 84-93.

²⁸ HENRY DE VOCHT, *History of the Foundation and the Rise of the Collegium Trilingue Lovaniense*, Leuven, 1951-1955.

²⁹ ARMANDO F. VERDE, O. P., *Lo Studio Fiorentino, 1473-1503*, vols I-II, Firenze, Istituto Nazionale di Studi sul Rinascimento, 1973.

³⁰ Cf. les séries: *Fonti per la storia dell'Università di Padova; Quaderni per la storia dell'Università di Padova*.

³¹ ANTON SCHINDLING, *Humanistische Hochschule und freie Reichsstadt. Gymnasium und Akademie in Strassburg, 1538-1621*, Wiesbaden, Steiner, 1977 (Veröffentlichungen des Instituts für europäische Geschichte Mainz, 77).

³² NORBERT HOFMANN, *Die Artistenfakultät an der Universität Tübingen, 1534-1601*, Tübingen, 1982.

³³ *Leiden University in the Seventeenth Century*, éd. Th. H. Lunsingh Scheurleer, G. H. M. Posthumus Meyjes, Leiden, Brill, 1975.

blemen deutscher Universitätsgründungen der frühen Neuzeit paru en 1978 sous la direction de Peter Baumgart et Notker Hammerstein.³⁴ Il analyse d'une façon exemplaire les fondations d'université sur le territoire de l'Empire à l'époque de la Renaissance, tout en apportant des preuves suggestives pour le progrès et l'avènement de l'enseignement humaniste.

Il faut cependant signaler que l'histoire des universités à l'époque de la Renaissance a un aspect auquel on n'a pas consacré l'attention qu'il méritait: je pense à la question de la migration des étudiants et à leur inscription massive aux universités d'autres pays. Connu dès le Moyen Age, le phénomène prend une importance particulière au XVI^e siècle, époque de la division idéologique en Europe. Dans les pays et provinces qui n'avaient pas ou n'avaient que peu d'universités, et dans ceux où des aspects confessionnels empêchaient une partie considérable des jeunes gens désireux de se former de fréquenter les universités locales, la migration des étudiants devint un fait socio-culturel hautement important. Parmi les rares publications consacrées à ce sujet, il faut faire état de l'ouvrage de František Hrubý, *Etudiants tchèques aux écoles protestantes de l'Europe occidentale à la fin du 16^e et au début du 17^e siècle*,³⁵ ainsi que des recherches poursuivies avec beaucoup de dynamisme à l'Université de Szeged sur la «peregrinatio academica» des étudiants hongrois. La future mise au jour du mouvement de pérégrinations, étendant sur l'ensemble de l'Europe contribuera dans une importante mesure à une meilleure connaissance de l'infrastructure sociologique de l'époque.

Parmi les institutions qui ont été les foyers de la culture de la Renaissance, une place distinguée revient aux maisons d'édition. C'est là aussi un domaine florissant des recherches et exploité de façon continue par les spécialistes, eu égard en particulier à l'imprimerie et son essor triomphale dans l'Europe du XV^e et du XVI^e siècle. Mais encore que l'activité des imprimeurs, des éditeurs et des marchands de livres puisse à peine être séparée à cette époque, on constate que l'attention des chercheurs s'est portée jusqu'à il y a quelque temps plutôt sur l'histoire de l'imprimerie que sur celle de l'édition. Non que cette dernière ait été complètement négligée. On n'a qu'à penser à l'ouvrage de base de Lucien Febvre et de Henry-Jean Martin, *L'apparition du livre*³⁶ soumettant à une analyse approfondie le rôle des typographes comme Alde Manuce, Amerbach, Froben, Estienne, Plantin, etc. qui se distinguèrent en premier lieu en tant qu'éditeurs. Néanmoins ce n'est que ces derniers temps que l'activité d'éditeur, les programmes d'édition, les ateliers scientifiques constitués autour des éditeurs et non en dernier lieu les éditeurs ne disposant pas d'imprimerie, comme la maison Giunta ou celle des frères Alantsee à Vienne, a commencé à se constituer en sujet indépendante des recherches. La voie du développement est marquée par des monographies aussi remarquables que celle en deux volumes de Leon Voet sur l'Officina Plantiniana et ses six volumes de bibliographies de Plantin³⁷ ou l'ouvrage de R.J.W Evans, *The Wechsel Presses* qui à travers la

³⁴ *Beiträge zu Problemen deutscher Universitätsgründungen der frühen Neuzeit*, éd Peter Baumgart, Notker Hammerstein, Nendeln (Liechtenstein), KTO Press, 1978 (Wolfenbüttler Forschungen, 4).

³⁵ Éd. L. URBANKOVÁ-HRUBÁ, Brno, 1970.

³⁶ Paris, Albin Michel, 1985.

³⁷ LEON VOET, *The Golden Compasses. A History and Evaluation of the Printing and Publishing Activities of the Officina Plantiniana at Antwerp*, vols I-II, Amsterdam, 1962-1972: Id., *The Plantin Press (1555-1589). A Bibliography of the Works Printed and Published by Christopher Plantin at Antwerp and Leiden*, vols I-VI, Amsterdam, 1983.

politique d'édition d'une seule maison nous initie au monde chaotique des tendances intellectuelles de la fin de la Renaissance.³⁸

La cour, l'académie, l'université et la maison d'édition sont peut-être les structures sociales ou institutionnelles les plus importantes parmi les véhicules de la culture. Toutefois il y a encore d'autres qui doivent être prises en considération et qui méritent d'être étudiées. Ainsi je signale à titre d'exemple les conseils municipaux qui dans la Florence au début du XV^e siècle et dans quelques autres cités italiennes qui sauvegardaient la tradition communale ou encore dans certaines villes impériales allemandes, comme Bâle, Strasbourg, Nuremberg constituaient d'importantes bases de la culture humaniste. Mais je pourrais aussi mentionner les confraternités laïques qui, par exemple à Venise, au moment de bâtir leur scuole, passèrent aux plus grands artistes de commandes les plus importantes. Je ne m'étends pas ici sur le rôle culturel des institutions ecclésiastiques proprement dites et sur les résultats et les tâches des recherches les concernant, car cela risque de m'entraîner trop loin.

Mon propos n'était nullement de présenter ici un rapport de type « Forschungsbericht ». D'ailleurs ce que je viens d'esquisser est beaucoup trop fragmentaire pour en constituer un. J'ai voulu simplement présenter à l'attention une nouvelle tendance, un nouveau « trend » de la recherche. Dans des domaines tout à fait différents, dans des programmes mis au point indépendamment les uns des autres, on reconnaît, si je ne me trompe, une aspiration commune, à savoir de mettre au jour l'arrière-fond institutionnel, c'est-à-dire l'infrastructure sociale de la culture de la Renaissance. Dans la littérature spéciale on rencontre depuis quelques années bien souvent le problème des rapports des intellectuels et du pouvoir, en tant que facteur qui a déterminé à beaucoup d'égards l'activité des humanistes, des écrivains et des artistes de l'époque. Il suffit à mentionner le livre magistrale de Peter Burke sur les questions sociales de la Renaissance italienne, publiée récemment en traduction allemande aussi.³⁹ A la différence du système médiéval reposant en premier lieu sur une dépendance personnelle, à l'époque de la Renaissance ces rapports se font de plus en plus valoir par l'intermédiaire de certaines formes institutionnelles. Les institutions, les formes d'association en question ne sont bien entendu pas indépendantes les unes des autres, la liaison constante entre elles est assurée en particulier par les déplacements des personnes. Le même humaniste peut être membre de la cour, mais en même temps organisateur ou membre d'une académie, tôt ou tard professeur à une université, éventuellement il participera à une entreprise d'édition. L'académie peut être une institution de cour, comme celle de Henri III, mais elle peut aussi être l'initiatrice d'une grandiose entreprise d'édition, comme l'*Accademia Veneziana*. Les recherches récentes ont commencé à discerner le réseau complexe et fortement articulé des formations et institutions sociales qui alimentent la culture de la Renaissance, lui assurent une sphère de mouvement, encouragent le travail créateur ou au contraire lui opposent une barrière par voie d'autorité. Et il me semble que nous avons toutes les raisons de féliciter les recherches de cette tendance. A une condition près toutefois.

³⁸ R. J. W. EVANS, *The Wechel Presses: Humanism and Calvinism in Central Europe 1572-1627*, Oxford, The Past and Present Society, 1975 (Past and Present Supplement, 2).

³⁹ PETER BURKE, *Culture and Society in Renaissance Italy*, London, Batsford, 1972, en allemand: *Die Renaissance in Italien. Sozialgeschichte einer Kultur zwischen Tradition und Erfindung*, Berlin, Wagenbach, 1984.

Elles doivent éviter le danger d'établir de façon mécanique une liaison entre la production culturelle et les structures sociales et institutionnelles. En effet, les facteurs individuels, les dispositions personnelles, même si du point de vue social ils n'ont pas la vigueur des formations collectives, continuent à être les principaux déterminants du travail créateur des intellectuels.

Die Geschichte der Maßpolitik im Königreich Ungarn im 15.–19. Jahrhundert

ISTVÁN N. KISS

I. Die königliche Maßpolitik

In historischer Hinsicht ist das Mass teilweise das Produkt der wirtschaftlichen Tätigkeit der Gesellschaft, teilweise die Voraussetzung deren weiteren Entwicklung. Es verkörpert immer das Interesse bestimmter Gesellschaftsgruppen, seine vermittelnde und verbindende Rolle steht ausser Zweifel. Fast ebenso stark ist aber seine scheidende und determinierende Rolle gegenüber solchen Regionen, die sich anderer Masse bedienen. Die Repräsentanten der Staatsgewalt strebten ebenso wie für die Erleichterung der zentralen Administration, wie im Interesse des Fernhandels nach der Einführung eines einheitlichen Maßsystems. Ihre wiederholten Anstrengungen schlugen wegen Mangel an adäquater Wirtschaftsentwicklung und in erster Linie wegen der langsamen Ausbildung eines Landmarktes fehl. Nur die volle Blüte des Kapitalismus konnte die wirtschaftlichen Voraussetzungen eines einheitlichen Landmaßsystems sicherstellen.

Die allgemein bekannte Zerstückelung der wirtschaftlich-gesellschaftlichen Beziehungen des Feudalismus spiegelt sich sehr gut im Chaos der mittelalterlichen Feld- und Maßsysteme wider. Einerseits verhinderte diese Wirnis die Entwicklung der Produktivkräfte und die Ausdehnung des Warenaustausches, andererseits warf der Aufschwung der bäuerlichen Warenproduktion und des Marktverkehrs das Problem der Vereinheitlichung der Masse auf, wenigstens in lokaler Hinsicht. Diesen gegenseitigen Tendenzen zufolge setzte sich aber der Gang der Integration der Masse nur sehr schwierig durch. Es dauerte in Europa jahrhundertlang bis das königliche Recht der Münzprägung dem heutigen Staatsmonopol ähnlich wurde. Die Vereinheitlichung der Masse erwies sich als ein noch zäheres Problem, und in den meisten europäischen Staaten konnte das allgemeingültige Maßsystem, trotz der offiziellen Verordnungen, bis zur Einführung des metrischen Systems in keiner Weise verwirklicht werden.

Im Königreich Ungarn war die Lage an den feudalen Verhältnissen gemessen ziemlich günstig, besonders im Bereich der Geldprägung. Seit dem 11. Jahrhundert herrschte in Ungarn ausschliesslich ein *zentrales Geldsystem* das über eine reiche Edelmetallbasis verfügte. Jahrhundertlang war das ungarische Königreich, was die Gold- und Silbererzeugung und Ausfuhr anbetrifft, das bedeutendste in Europa.¹ Sein Geldsystem war stabil und die ungarischen Dukaten, die als Muster und Komparationsbasis dienten, umfassten den Grossteil Europas.

¹ Hóman, Bálint: *A magyar királyság pénzügyei és gazdasági politikája Károly Róbert korában* (Die Finanzen und die Wirtschaftspolitik des ungarischen Königreichs unter Károly Róbert.) Budapest, 1921. S. 305 und Kováts, Ferenc: *A magyar arany világtörténeti jelentősége és kereskedelmi összeköttetések a nyugattal a középkorban.* (Die weltgeschichtliche Bedeutung des ungarischen Goldes und unsere Handelsbeziehungen mit dem Westen im Mittelalter.) *Történeti Szemle* (Budapest) 10 (1922). S. 104–143.

N. KISS ISTVÁN Musée Agraire, Budapest, Széchenyi sziget. Rapport, Comité International pour la Métrologie Historique.

Die Geschichte der Versuche für die Integration der verschiedenen Masse in Ungarn aber bot kein günstiges Bild. Das *Gesetz* des Jahres 1405 schreibt vor, dass das Pfund, die Waage, die Elle und das Hohlmaß im ganzen Königreich, in Städten und Marktflecken ebenso wie in den Dörfern nach dem Mass der Stadt Ofen korrigiert werden müssten.² Die Kontravenienten des Gesetzes sollten mit der Beschlagnahme der Ware bestraft werden. Mit den Hohlmassen aber, die bei der Zehntenerhebung benutzt wurden, musste man eine Ausnahme machen: »diese sollen in ihrem Originalstand und Recht, qualitativ ebenso wie quantitativ, bewahrt werden.«³

Die im Mittelalter gebrauchten Maßsysteme waren im Grunde genommen *Hohlmasse*. Neben dem Hohlmaß, welches ebenso für trockene wie für, flüssige Waren angewandt wurde, sind die Länge- und Gewichtsmasse ziemlich zurückgedrängt worden. Öfters wird auch die Fläche statt des Joches in Kübel oder Quartale angegeben.⁴ Die allgemeine Anwendung des *Ofner* Maßsystems konnte kaum durchgeführt werden, weil das II. Dekret des Königs Sigismund in demselben Jahr von 1405 wiederholt seinen obligatorischen Gebrauch betonen musste. Interessant ist die Ausdrucksweise des Gesetzes, laut dem «man im ganzen Lande nach dem Ofner Mass messen, verkaufen, zum Verkauf anbieten ebenso wie kaufen, tauschen, zahlen und leisten» müsse.⁵ Mit der Einführung des Einheitmasses wollte das Gesetz dieselbe Basis für den Marktverkehr und die Möglichkeit für dessen weitere Entwicklung sichern.

Der Prozess der Vereinheitlichung der Masse ist aber steckengeblieben. So liess der Landtag des Jahres 1588 den allgemeinen und obligatorischen Gebrauch des Ofner Masssystems wie es im I. und II. Dekret von Sigismund festgelegt wurde, wiederholt verstärken; gleichzeitig wurde bestimmt, dass die Vizegespane für die Durchführung sorgen müssen.⁶ Die Praxis schien sich aber nicht nach den offiziellen Dekreten zu richten. Auch in der Landtagsbeschlüssen wird das Ofner Maßsystem kaum erwähnt. Im Jahre 1647 z. B. bestimmt das Gesetz die für die Truppen der Grenzlinie angenommene Getreidesubvention folgendermassen: «jeden Kübel (cubulus), der 3 Tyrnauer Metzen gleich kommt, mit einem Florin zu rechnen».⁷ Diese Inkonsequenz im Gebrauch des offiziellen Masses, sogar auf Regierungsebene, schildert aufschlussreich die allgemeine Lage, d. h. die fast ungestörte Priorität der *lokalen Masse*, trotz der oft wiederholten Gesetze. Die

² »Quod in omnibus civitatibus, oppidis, castris et villis et generaliter ubicunque intra ambitum regni nostri, tam in nostris, quam aliorum quorumque sint; libra, statera, ulna, mensura vini, frugum et generaliter omnes res mensurabiles et ponderabiles, penderentur et mensurentur, secundum mensuram civitatis nostrae Budensis«. *Magyar Törvénytár* (Gesetzsammlung Ungarns) 1504. I. Dekret, 1. Artikel.

³ »Demptis tantummodo mensuris decimarum et montium tributis vulgo Hegyvám, in Theutonico Pergrecht . . . quos in suis statu et iustitia, quantitate et valore, volumus permanere«. Jahr 1405, I. Dekret, 1. Artikel (S. Anm. 2.)

⁴ Das Salz (lapis salis) wurde im 16. Jahrhundert stückweise und nicht nach dem Gewicht gerechnet.

⁵ »... mensurari, vendi seu venditioni exponi: nec non emi et commutari, solvi et administrari debeant«. 1405. II Dekret, 6. Artikel. (Anm. 2.)

⁶ 1588. 16. Artikel. (Anm. 2.)

⁷ 1647. 31. Artikel. (Anm. 2.) – Im allgemeinen hielt man den Pressburger Metzen zwei Tyrnauer Metzen gleich. Wenn der Pressburger Metzen von 64 Halben der Rechnung zu Grunde liegt, dann bekommen wir im Sinne der im Gesetz festgelegten Proportion, 3×32 Halben = 80,0 l. Dieser Kübel von 80 liter gleicht dem alten Ofner Getreidekübel, der auch noch im 19. Jahrhundert gebraucht wurde.

Behörden waren sich mit dieser Situation im klaren, wie das das bereits zitierte Landtagsdekret feststellt: »um die Schwierigkeiten, die aus der Verschiedenheit der Zentner und Pfunde ebenso wie der den Wein, das Getreide und alle sonstigen trockenen und flüssigen Waren betreffenden kleinen und grossen Hohlmasse hervorgegangen sind, aufzuheben«, gleichzeitig sollte die allgemeine und obligatorische Anwendung der Ofner und der mit denen gleichen Pressburger Masse wieder angeordnet werden.⁸ Diese Massnahmen hatten ebenso wenig Erfolg, wie die vergangenen. Im 18. Jahrhundert aber machten die wirtschaftliche Regeneration des Landes und die langsame Entwicklung im Bezug der Herausbildung eines umfassenden inneren Marktverkehrs das ungeordnete Masssystem, zu einer drückenden Frage.

Während des 18. Jahrhunderts beschäftigte sich der Landtag dreimal mit der Regelung des Maßsystems. Zu Beginn des Jahrhunderts — auf das Gesetz von 1655 zurückgreifend — schreibt man wieder den obligatorischen Gebrauch der *Pressburger* (d. h. der *alten Ofner*) *Masse* im ganzen Lande vor. Gleichzeitig betont man in Bezug der Erhebung des Bergrechts und des Weinzehntels, das von dem offiziellen Mass abweichende Einheiten zu benützen auch hier strengstens verboten sind.⁹

Auch diese Verordnung scheint erfolglos zu sein, weil 12 Jahre später der Statthaltereirat dem Herrscher melden musste, dass er die Komitate (Ämter) im Rundbrief zur genauen Durchführung des Gesetzes aufgefordert habe.¹⁰ Wie es aus einem an die Stadt Szeged geschickten Brief ersichtlich wird, mahnt der Statthaltereirat die lokalen Behörden dass die Verschiedenheiten des Maßsystems ebenso den Käufer wie den Verkäufer benachteiligen.¹¹ Im Jahre 1729 verlangt schon wieder ein neues Gesetz die Verwirklichung des offiziellen Masses.¹²

Vor der Ausbildung des Landesmarktes repräsentierte jedes Mass ein bescheidenes oder beträchtliches *Gesellschaftsinteresse*. Im allgemeinen hielt man an den lokalen Massen aus wirtschaftlichem Grunde fest, doch gibt es Beispiele auch dafür, dass man ein regionales Maßsystem, gegenüber dem offiziellen, aus kulturellen Traditionalismus oder gewissermassen aus Nationalgefühl, verteidigt. Dies geschah auch im Ungarn des 18. Jahrhunderts in der Donau-Theiss-Maros Gegend, wo die aus Serben (Raizen) aufgestellte Grenzmiliz in den betreffenden Komitaten gegen die offiziellen Masse seine mitgebrachten, *türkischen Masseinheiten* sogar mit Gewalt verteidigte. Im Jahre 1727 beschwerte sich das Komitat Arad wegen der raizischen Grenzsoldaten, die die Anwen-

⁸ »Ad tollenda incommoda, ex disparitate et inaequalitate centenariorum, librarum et mensurarum majorum et minorum, vini et frumenti aliorumque liquidorum et aridorum omnis generis, emergentie. . .«. 1655. 31. Artikel. Anm. 2.)

⁹ 1715. 63. und 97. Artikel: (Anm. 2.)

¹⁰ Meldung des Statthaltereirates an die Kanzlei: 5. V. 1727. »... ad exigentiam dicti articuli 63. Anni 1715. mensuras tam aridarum quam liquidarum rerum, non secus et ulnas et pondera mensuris, ulnis et ponderibus Poseniensibus conformet et accomodent uti aliunde jam saepius hactenus etiam iisdem intimatum fuit denuo quoque rursus admonuit«. Országos Levéltár (Ungarisches Nationalarchiv, im weiterem O.L.) Archiv der Kanzlei A 23, 1727 Bo 95.

¹¹ 5. IX. 1727. »... quandoquidem ex disparitate et inaequalitate mensurarum, ulnarum et ponderum magnae sane inter ementes et vendentes confusiones. incommoda imo non raro etiam damna enasci solerent«. OL Arch. der Kanzlei A 23, 1727 No 161. (Anm. 10.)

¹² »Quam et mensurarum omnis generis, ad aequalem pariter et uniformem ubique statum reductio, incumbet«, 1729. 14. Artikel (Anm. 2.)

dung der Pressburger Masse auf den Märkten gewaltsam verhinderten.¹³ Ein Jahr später meldet das Komitat Bács, in derselben Gegend, dass dem Widerstand der raizischen Grenzer zufolge man die Durchführung des offiziellen Maßsystems nicht durchsetzen kann.¹⁴

Auch später verbessert sich die Situation kaum: im Jahre 1737 melden die Stadt Szeged und das Komitat Csongrád dem Statthaltereirat, dass die Grenzsoldaten das Landesmassgesetz ausser Acht lassen.¹⁵ Jahre danach, 1794, geben die Stadt Újvidék und das Komitat Csongrád bekannt, dass die türkischen Kaufleute, die sich im Lande frei bewegen, von ihren türkischen Massen Gebrauch machen und bei dieser Tätigkeit die Unterstützung der raizischen Grenzsoldaten geniessen.¹⁶ Im demselben Jahr (1747) erklärt die Komitatsbehörde von Csanád, das schlimmste Hindernis der Einführung des offiziellen Maßsystems sei der Umstand, dass in den Soldatensiedlungen und Temeschburger Banat die Bevölkerung die türkischen Masse beibehalten hat (Oka, Kupa, Litra, usw.).¹⁷ Die Bewegung der raizischen Soldaten war natürlich nur eine der Komponenten der Interessengemeinschaft, die die Bevölkerung zur Aufrechterhaltung der lokalen Masse bewegte.

In der Zwischenzeit verbesserte sich kaum die Lage, da nahm der Landtag 1764 wieder in der Angelegenheit des Massgebrauches Stellung. Einerseits verurteilte er die Missbräuche bei der Zehntelerhebung, andererseits kritisierte und untersagte er den Gebrauch verschiedener Weinmasse auf den Weinbergen und in erster Linie auf dem Submontanum (Tokajer Weingegend).¹⁸

Der Briefwechsel der Landesbehörden beweist eindeutig, wie *gehemmt* in dem täglichen Gebrauch die Anwendung des offiziellen Maßsystems funktionierte. 1771 hat Maria Theresia auf Antrag der Königl. Ung. Hofkanzlei den Kroatischen Rat (consilium croaticum) streng zurechtgewiesen: er sollte in den Komitaten Pozsega, Szerém und Verőce den gesetzlichen Gebrauch des Pressburger Masses durchführen.¹⁹ Die Durchführung der Verordnung gab keinen schnellen Erfolg: 1774, drei Jahre später, reicht das Komitat Verőce ein Ansuchen ein, um das Verbot der türkischen Masse auf den Märkten, wo für fremde Untertanen die türkischen Händler verantwortlich sind. In ihrer Antwort weist die Kanzlei die Komitatsbehörden an, diese Händler zu erinnern, dass sie im König-

¹³ 19. VII. 1727. »... interventibus nonnullis ex parte nationalis militiae Rascianae impedimentis«. OL Arch. der Kanzlei A 23 1727 No 132. (Anm. 10.)

¹⁴ 3. II. 1728. »Consilium Regium significat comitatum Bácsiensem repraesentavisse, quod status militaris nationalis ibidem existens, dispositiones ejusdem quoad mensuras, ulnas et pondera, non observit«. 1728 Arch. der Kanzlei 1728 No 56. (Anm. 10.)

¹⁵ 8. X. 1737. »... ut militares tam praesidiarii, quam ad Tybiscum positi . . . mensura Poseniensi in posterum utantur . . . , comitatus Csongradiensis exponat . . . ex parte militarium lege praescriptas mensuras non observari«. OL Arch. der Kanzlei 1737 No 464 (Anm. 10.)

¹⁶ 21. XI. 1749. »Turcae. . . in partibus illis quaestum foventes, ponderibus et mensuris Turcicis utantur et alioquin sub protectione ibidem militari existentes«. OL Arch. der Kanzlei 1749 No 450. (Anm. 10.)

¹⁷ 12. XI. 1749. »loca militaria . . . et Banatus Temesiensis mensuras aridarum et liquidarum rerum Turcicas retineant et loco ponderis Turcicam libram oka vocitatum, pro medijs autem et sextariis. kupa et litra muncupatas mensuras habeant«. OL Arch. der Kanzlei A 23 1749 No 451. (Anm. 10.)

¹⁸ Jahr 1764. 29. Artikel. (Anm. 2.)

¹⁹ »Factis de mensura Poseniensi ubique aequaliter observanda dispositionibus«. OL Arch. der Kanzlei A 39 1771 No 1658. (Anm. 10.)

reich »das einheitliche Gewichts- und Maßsystem« anzuwenden verpflichtet seien.²⁰ Anderswo riefen nicht die türkischen Masse, sondern die zähe Treue zu den Lokalmassen die Intervention der Kanzlei ins Leben. Bei der Kontrolle des Protokolls der *Commissio Urbialis* im Komitat Máramaros kam zum Vorschein, dass die Pressburger Masse da gar nicht im Gebrauch waren. Das Komitat wurde angewiesen, entsprechende Massnahmen zu treffen, dass die Domänen Mustermasse zu bestellen und davon Duplikate herstellen zu lassen verpflichtet seien.²¹ Es scheint aber schon beinahe lächerlich, dass selbst das Pressburger Komitat von der Kanzlei wegen Vernachlässigung »des offiziellen und gesetzlichen Masses«, d. h. des Pressburger Masses, ermahnt werden musste.²² Ende 1775 meldete der Kroatische Rat, dass die Umrechnung der lokalen Masse auf das offizielle Mass in sämtlichen kroatisch-slawonischen Komitaten abgeschlossen ist; dabei wurde ersichtlich, dass die Inhaltmenge und das Gewicht des Getreides in einer Halbe bzw. Metzen gemäss der unterschiedlichen Sorten sehr stark schwankte. Man sollte das Massmessen auf Grund von Hirse oder Linse durchführen. Nach dem Bericht des Pressburger Komitats von 30. Juni 1775 machte ein Getreidemetzen mit Hirse 45 Halben, aber mit Wasser gemessen 71,5 Halben aus. 1775 verordnete die Kanzlei in einem Reskript aus Kupfer oder Zinn angefertigte Musterhalben nach Kroatien zu schicken, um die Lokalmasse bestimmen zu können.²³ Dies alles beweist eindeutig, dass in dem Prozess der Vereinheitlichung der Masse, die Zentralgewalt in der staatlichen Masspolitik blieb, trotz mancher Gesetzen, weiterhin auf dem Weg der Vorbereitungen, deren Verwirklichung aber stockte.

Manchmal gaben sich auch höhere Behörden Mühe, die eigenen Lokalmasse zu schützen, wie z. B. die Banater Kammer in der autonomen Region Banat. In der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts beschwerten sich wiederholt die angrenzenden ungarischen Komitate, z. B. 1771 das Komitat Arad, dass im Banat das türkische Gewichtsmass »occa« freien Umlauf hätte. In ihrer offiziellen Antwort nahm die Banater Hofkammer bei der Aufrechterhaltung der »occa« (1,26 kg) Stellung »da der Gebrauch dieses Masses in dem ganzen Banat einheitlich und identisch sei« und ihre Beschränkung den türkischen Handel bestimmt verminderte.²⁴

Natürlich heben sie aber keinen Einspruch gegen die Anwendung der Pressburger Masse in Ungarn — also ausser dem Banat! — erklärte die Kammer. Die Finanzbehörde

²⁰ Unterbreitung des Veröczer Komitats: »circa tollendas exoticas et prohibitas mensuras«, 18. VII 1774 und die Antwort der Königl. Ung. Hofkanzlei am 8. VIII. »universalem ponderis et mensurae normam intra Regnum. . . observare et sequi debeant«. OL Arch. der Kanzlei A 39 1774 No 3906. (Anm. 10.)

²¹ Die Schriftstücken von 20. VI. und 27. VI. 1772, weiterhin 23. IX. 1772. OL Arch. der Kanzlei A 39 1772 No 3418, 4695.

²² Zwischen einem mährischen bzw. ungarischen Getreidehändler wurde das Verkaufsgeschäft nicht nach Pressburger Metzen verrechnet, wofür sie beiden wegen der Vernachlässigung des offiziellen Masses gemahnt wurden: »ut non aliis, quam legitimis et authenticis mensuris, quicumque in gremio ejusdem utatur«! OL Arch. der Kanzlei A 39 1772 No 1440.

²³ Siehe den Briefwechsel zwischen der Königl. Ung. Hofkanzlei, dem Statthaltereirat, dem Pressburger Komitat und den kroatisch-slawonischen Komitaten. OL Arch. der Kanzlei A 39 1775 No 6054.

²⁴ Die Beschwerde des Komitats Arad und die Unterbreitung der Camera Aulica in Banaticis: »mensura haec in toto Banatu aequalis et uniformis adhibeatur«. OL Arch. der Kanzlei A 39 1775 1128. 1521.

des Banats schützte ihr eigenes, im Lokalhandel verbreitetes Gewichtsmass, ohne das Pfund, das offizielle Landesmass, in Betracht zu ziehen.

Die zuständigen Führer der Hofkammer waren sich mit den *wirtschaftlichen* und *politischen Vorteilen* des einheitlichen Maßsystems durchaus im klaren. 1773, als die Stadt Újvidék und Komitat Bács gegen die von dem Südufer der Donau, von der Militärgrenze heraufkommenden Händler klagten, da jene statt des Pressburger Metzens auf dem Markt ein grösseres Mass anwandten, forderte die Hofkammer in ihrer Zuschrift den Hofkriegsrat auf, den obligatorischen Gebrauch des Pressburger Metzens durchzuführen zu wollen. Laut der Motivierung des Kanzlers verursacht jenes Mass, das grösser ist, als das gesetzliche, nicht nur Preissteigerung und Teuerung, sondern es bietet auch eine Möglichkeit das einfache Volk zu betrügen. Aber dieser Missbrauch des gesetzlichen Maßsystems bringt nicht nur Inflation und soziale Spannungen mit sich – stelle die Hofkammer fest –, sondern belastet auch schwer den Handelsverkehr zwischen den verschiedenen Ländern der Monarchie.²⁵

Bisher kam hier die gesetzmässige Entwicklung der Masse in den Vordergrund, sie bedeutet aber keineswegs, dass die sozialen Aspekte des Themas vernachlässigt werden sollten. Es ist ja kaum zu bestreiten, dass eine Massanalyse aus technischer oder juristischer Sicht die bunten gesellschaftlichen Verhältnisse hinter den Massen ziemlich unberührt lässt. Aber die Massgeschichte steht immer in Verbindung mit der Geschichte der Massen. Die oben zitierte genaue Feststellung der Kanzlei, in deren Sinne der Gebrauch der ungesetzlichen Masse den Betrug des steuerbaren Volkes ermöglichte, sagte eine allgemein bekannte Wahrheit aus. Es galt als allgemeine Überzeugung, dass die Leute gegenüber neuer Masse argwöhnisch eingestellt waren. J. Kepler, als Zeitgenosse, äusserte sich über eine mögliche Einführung neuer Masse und Gewichte, wie folgt: »Die Leute sind konservativ und misstrauisch. Sie glauben, dass neue Masse und Gewichte höhere Abgaben bedeuten.«²⁶

Die Manipulation mit unterschiedlichen Massen bedeutet wahrhaftig eine adäquate Form der *erhöhten* Ausbeutung der Bauern, der Steigerung der grundherrlichen Rente. Die Wellen der betreffenden Beschwerden und Proteste schlugen bis zur Hofkanzlei empor, und manchmal war sogar allerhöchste Entscheidung in solchen Fällen nötig. Im März 1773 liess die Hofkanzlei die Beschwerde der Untertanen der Domäne von Dobra im Komitat Vas untersuchen, die behaupteten, dass sie durch ein grösseres Mass bei der Bergrechtabgabe betrogen worden seien. Die Untersuchungskommission des Komitats meldete nach der Klärung der Lage, dass der Grundherr zwar kein Landesmass, sondern einen Lokalen Weinkübel benutzen liess, die gegen ihn vorgebrachte Beschuldigung des Betrages wäre doch nicht nachweisbar.²⁷

²⁵ »non Pisoniensi metreta, quae jam Regnotenus uniformiter introducta est, sed propria, priori illa multo majori metreta uti, taliterque et *pretia* rerum augere, *caristamque* inducere, et occasionem, miseram contribuentem plebem. . . *defraudandi* praebere soleant«. 26. XI. 1773. OL. Arch. der Kanzlei A 39 1773 No 5591.

²⁶ Haegstad, Arne: Der Einfluss der Münzgewichte und der Artilleriegewichte auf die Gewichte in Handel und Wandel des zivilen Lebens. In: *Acta Metrologicae Historicae* I. Travaux du III. Congrès Linz 7–9. oct. 1983. Linz, 1985. S 347.

²⁷ Die Bestimmung des Weinmasses in der Domäne Dobra (Komitat Vas): »in continuo usu profuerat mensura cujus quippe una hydria 26 pintas modernae mensurae Pisoniensis constitueret« folgenderweise machte ein Dobraer Kübel 44,1 l aus. OL. Arch. der Kanzlei A 39 1773 No 1719.

Solche Fälle kamen oft vor; in dem selben Jahr beschäftigten sich die Regierungsbehörden mehrere Monate lang mit der Beschwerde der Bauern des Csornauer Propstes, sie sagten aus: die Verwalter der Domäne vergrösserten mit Hilfe eines falschen Masses die Weinproduktion der Untertanen und trieben ein höheres Neuntel und Zehnten von den Bauern ein, als es gesetzlich erlaubt gewesen wäre. Die Stuhlrichter des Komitats Győr führten bezüglich der bäuerlichen Klagen auf Befehl des Statthaltereirates eine Untersuchung auf dem Weinberg von Nagybarát durch und stellten fest, dass die Untertanen recht gehabt haben, gleichzeitig aber überredeten sie die Bauern, sich auf das Entgegenkommen der Domäne verlassend, ihre Anklage zurückzuziehen. Joseph der II., als Mitherrscher, ermahnte in seiner Handdepesche den Statthaltereirat und gab ihm den Befehl, den Schaden des falschen Messens sofort festzustellen und die Bauern zu entschädigen.²⁸ Es ist selbstverständlich, dass Manipulation des Messens und Massbetrug nur einen Aspekt des sozialen Hintergrundes der Maßsysteme darstellt, doch unterstützt dies eindeutig die Wahrheit der These, dass die Durchführung der einheitlichen Masse nicht nur der ökonomischen Staatsräson, sondern auch dem *Schutz* und *Rechtssicherheit* diene. 1807 brachten die Regierung und der Landtag gemeinsam das neue *Massgesetz* zustande, mit dem Ziel, das Problem, welches jahrhundertlang behandelt, doch im Grunde genommen ungelöst geblieben ist, auf Landesebene und endgültig zu ordnen. Das Gesetz machte den Gebrauch der Pressburger Masse obligatorisch und legte die Proportionen fest. So wurde nebst dem Klafter und der Elle, für den Wein der Pressburger Eimer von 64 Halben das offizielle Mass. Im Submontanum (Tokajer Gegend) aber, wo man die spezifischen Umstände der regionalen Entwicklung berücksichtigen musste, wurde der Gebrauch der »Fässer« weiterhin geduldet, aber mit der Bedingung, dass die Böttcher nur solche Fässer, die $2 \frac{2}{3}$ Pressburger Eimer gleich sind, produzieren dürfen. Der kommerzielle Gebrauch derer wird aber bei schwerer Strafe untersagt, die keine Kontrolle und Brandmarkung haben.²⁹ Es muss festgestellt werden, dass zum Zeitpunkt des neuen Gesetzes der Pressburger Eimer und Metzen nur in den westlichen Komitaten verbreitet waren, und sie konnten im allgemeinen nur langsam an Boden gewinnen. 1813 wurde dann die grössere Variante des Pressburger Metzens (62, 48 l.) wieder als offizielles Mass eingesetzt.

In den Motivberichten der Massgesetze des 17. und 18. Jahrhunderts werden die, durch den Gebrauch der verschiedenen Masse verursachten Schäden und Schwierigkeiten immer betont. Aber die Beharrlichkeit im Gebrauch der lokalen Masse war derart stark, dass in bestimmten Fällen selbst das Landesgesetz Ausnahmen machen musste. So z. B. liess im Jahr 1807 das Gesetz der Massvereinheitlichung den Gebrauch des »Gönczer Fasses« im Handleverkehr der Tokajer Region frei.

Hinsichtlich dessen, dass die Sache der Integration der Masse fünf Jahrhunderte lang als Zielsetzung und Bestrebung der Regierung und des Landtages geglitten hat, ist es überraschend, wie schnell und erfolgreich sich der VIII. Artikel des *Gesetzes von 1874*,

²⁸ Die Bauern von Csorna erhoben Beschwerde gegen die Verwalter des Propstes von Csorna, weil sie bei der Abgabe des Zehntweines durch falsche Masse (»inadacquate et excessive mensurari«) Schaden erlitten haben. Dieser Fall wurde von den Behörden zwischen Februar und Dezember 1773 untersucht, aber eine volle Genugtuung und finanzielle Entschädigung bekamen die Bauern nur auf dem Befehl des Coregens Joseph. OI Arch. der Kanzlei A 39 1773 No 6523.

²⁹ Jahr 1807. 22. Artikel. (Anm. 2.)

d. h. die Einführung des metrischen Systems in Ungarn durchsetzen konnte. Allerdings lag die vorherige Erfolgslosigkeit ebenso nicht an der fehlenden Bestrebung der feudalen Regierungen, wie der spätere Erfolg an der Vollständigkeit der Bürokratie des auslaufenden 19. Jahrhunderts, sondern es lag ausschliesslich und allein an der *Entwicklung des Kapitalismus* in Ungarn, an der Ausbildung und Kräftigung des *nationalen Marktes*. Diese Grundverschiebung der wirtschaftlich-gesellschaftlichen Verhältnisse machte die Masslage reif, um geordnet zu sein. Die bereits vorhandenen Voraussetzungen sicherten den raschen Erfolg der Verbreitung des metrischen Systems.

II. Die Maßpolitik der Königlichen Ungarischen Hofkammer

Nachdem wir die Masspolitik der Regierung, d. h. ihre Versuche, ein einheitliches Maßsystem einzuführen, überblickten, wollen wir nur in einem Landesteil sämtliche Getreide- und Weinmasse ins Auge fassen. Wir hatten die Möglichkeit, in einer *Region von fünf Komitaten*³⁰ (ca. 25 000 km²) die Zehntregesten zwischen 1550 und 1600 aufzuarbeiten.³¹ Dieses Material liefert eine Fülle von *Mass- und Umrechnungsdaten*, die ebenso die Schilderung der Entwicklungstendenz der Masse, wie jene der königlichen Masspolitik ermöglichen.

Die Naturalsteuer, der Zehnte, half die lokale Masse zu konservieren. Es wurde schon im Dekret von Sigismund (1405), bei der ersten allgemeinen Regelung der Masslage, festgestellt, dass im Lauf der Zehnterhebung die örtlichen Masse beibehalten werden sollten.³² In der Administration der Naturalsteuer konnte sich kein offizielles Mass mit den an Ort und Stelle gültigen Metzen und Kübeln messen. Seit der Mitte des 16. Jahrhunderts wurde der kirchliche Zehnte durch Verpachtung zu einer Art von Staatssteuer! Die am besten organisierte Institution der Regierung, die Königliche Kammer, wurde zur Zehntbehörde. Die Kammerräte hatten im eigenen Bereich einen zähen Kampf für die Vereinheitlichung der Masse, d. h. für die Sicherung eines offiziellen Maßsystems geführt, dies war aber nicht mit dem königlichen Maßsystem identisch! Obwohl die Massgeschichte in Ungarn keinen allgemeinen Erfolg solcher Bestrebungen aufweist, wurde es aus der Analyse der Zehntregesten ersichtlich, dass sich die *eigene Masspolitik der Kammer* bis zu einem bestimmten Grad durchsetzen konnte.

Die *Instruktionen der Kammer* verpflichteten die Zehnter, die Ortsmasse in ihrem Steuerkreis auf das offizielle Mass umzurechnen. »Der Zehnter soll in jedem Steuerkreis (Distrikt) ins Auge fassen, dass er, nachdem er den Zehnten in bestimmtem Kübel oder Eimer (tina) eingehoben hat, den Ausweis nach Erlauer Kübel zusammenstellen muss.«³³ Als Einheitsmass benützt also die Kammer statt des offiziellen Masses, d. h. des Pressburger Eimers, den Erlauer Weinkübel, der in dieser Region am meisten bekannt war! Die Räte der Kammer verlangen, dass alle Fässer, die den Zehntelwein lagern, mit einer

³⁰ Komitat = Verwaltungsbezirk (Amt) mit autonom gewähltem adeligem Vorstand. Die durchschnittliche Ausdehnung eines Komitates schwankte um 4–6 Tausend km²

³¹ N. Kiss, István: *16. századi dézsmajegyzékek*. (Zehntregesten aus dem 16. Jahrhundert.) Budapest, 1960. S. 1120

³² Siehe Fussnote No 3.

³³ OL Instructio pro decimatoribus vinorum, processus Arlo, Komitat Borsod, 1597.

Inhaltszahl nach dem Erlauer Kübel signiert werden sollen.³⁴ Manchmal rechnet man in den Zehntlisten den in den Ortsmassen angegebenen Wein- und Getreidezehnten nur bei der letzten Summierung auf Erlauer Kübel oder auf Mandel von 30 Garben um, andermal fügt man die Umrechnung der Zahlenkolonne am Fusse jedes Blattes an. Durch welche Methode konnte man den Erfolg der Versuche der Kammer für die Massvereinheitlichung auswerten?

Da wir in der erwähnten Region der Hofkammer die lokalen Masse in logischen Reihen nach Zeitpunkten und Distrikten zusammengestellt haben, bekamen wir ausgiebiges Material zur quantitativen Analyse dieses Problems.

Der Zehnte wurde nach Getreidekübel oder Metzen nur dann erhoben, wenn es nach dem Drusch oder sonst verspätet geschah. Dabei war das Kammermass immer der Kaschauer Getreidekübel (83,0 l) trotz der Tatsache, dass auf diesem 25 Tausend km² grossem Gebiet dutzende Lokalmasse, mit sehr unterschiedlichem Kubikinhalte (ca 0,5–3,0 hl) bekannt sind.³⁵

Die grosse Mehrheit des Getreidezehnten wurde aber im allgemeinen nach Mandeln geleistet, und als Kammermass galt eine Mandel nach 30 Garben. Sehr verbreitet war aber in Ostungarn als Getreidemass auch die Mandel nach 26 Garben, ohne die weiteren ähnlichen Masse mit 15–42 Garben überhaupt zu erwähnen.

In dem wirtschaftlich so wichtigen Weinanbau strebte die Hofkammer danach, dem Erlauer Weinkübel (25,4 l) eine zentrale Rolle zu sichern. Aber das Kammermass setzte sich meistens nur bei der Umrechnung der summierten Angaben der Zehnteregesten durch und im dem täglichen Gebrauch blieben der Warader Eimer (42,4 l) und der Kaschauer Weinkübel (13,5 l) die führenden Maßtype in Ostungarn.

Was die Integrationsversuche der Kammer anbetrifft, schien die Ausdehnung des Einflussbereichs des Erlauer Kübels bestimmte Fortschritte zu machen, ohne die Herrschaft der Lokalmasse liquidieren zu können. Der so erzielte Erfolg war im Grunde genommen die Entwicklung eines *doppelten Maßsystems!* In dem Weinverkehr ebenso wie im allgemeinen Warenaustausch blieben die verschiedenen Lokalmasse geltend, aber der Zehnte wurde, unter dem Zwang der Kammer, von den Bauern, mindestens aber von den Steuereinnehmern nach dem Erlauer Kübel usw. geleistet. Hinsichtlich dessen, dass die Landesmassgesetzgebung jahrhundertlang unwirksam geblieben ist, dürfen die dies bezüglichen Versuche und Erfolge der Kammer nicht unterschätzt werden. Gleichzeitig müssen wir ins Auge fassen, dass die Leiter der Kammer in ihrem Wirkungskreis, — dies beweist zweifellos ihre realistische Einstellung — nicht die gesetzmässigen und offiziellen Masse, sondern bestimmte, *regional am meisten verbreitete* Lokalmasse förderten. Ihr Ziel, d. h. die Vereinheitlichung der Masse, wollten sie durch die Anwendung der erwähnten Masse, wie Mandel, Kaschauer Getreidekübel und Erlauer Weinkübel, sicherstellen.

Durch die Anwendung der *zentralen Masse der Kammer* wurde wenigstens die Rechnungs- und Evidenzführung der Behörde eindeutig schneller und übersichtlicher.

³⁴ "Fzthys meg gondollyatok hogy oly czedulakatt ragazzatok az hordok fenekere, kyben semmy defektus ne legyen, mertt ha lezen, senky egyeb fizetese nem lezen. hanem tyetek, vgy penigh, hogy egyr keöböltre legyen, es az czedulaban is meg jelentwe legyen mely processusbol lezen". Derselbe Quellenfond, wie in der Fussnote 33.

³⁵ N. Kiss, István: Staat, Mass und Gesellschaft. (Fragestellung am Beispiel des Königreichs Ungarn, 15–19. Jahrhundert.) *Zbornik. Hist. Jug. Akad.* (Zagreb) 7 (1974.) S. 234–235.

III. Die Maßpolitik der Komitate

Für die Vollziehung der Massgesetze und die Aufrechterhaltung des offiziellen Systems waren die Komitatsbehörden verantwortlich. Wie schon bekannt, scheiterte die praktische Anwendung des Landesgesetzes an der Widerstandsfähigkeit der Lokalmasse, obwohl die Komitatsbehörden für eine mögliche Vereinheitlichung der Masse eingetreten sind. Ausser dass die Verwirklichung der Massverordnungen ihre Amtspflicht war, beschäftigten sich die Komitate häufig mit dem Problem der Masse, ebenso wegen der Bedürfnisse der Wirtschaftsentwicklung (Zunahme des Warenverkehrs, Marktregelung), wie um verschiedene Missbräuche in Bezug der Masse zu vermeiden.

Die praktische Art und Weise der Anwendung des Massgesetzes, die verschiedenen Kontroll- und Strafmassnahmen standen oft auf der Tagesordnung der Komitatssitzungen.

In deren Sinne traten die Komitate oft gegen den Gebrauch der Lokalmasse auf dem Markt auf, wie es aber die Wiederholung der betreffenden Dekrete zeigt, ziemlich erfolglos. In den Komitaten Gömör, Borsod und Szabolcs z. B. beschäftigte man sich während des 17. und 18. Jahrhunderts mehrmals und scheinbar umsonst mit der Einführung der unterschiedlichen Weinmasse, d. h. der offiziellen Ofner Weinhalbe (0,8484 l).

In Ostungarn beschützten etliche *Komitatsbehörden* sub titulo des offiziellen Masses nicht die gesetzmässigen, sondern die bei ihnen am meisten *verbreiteten Lokalmasse*. Einige konkrete Beispiele, um diese Tendenz zu bekräftigen: 1701 führte das Komitat Abaúj in seinem Bereich als Amtsmass, statt des offiziellen Pressburger Metzens (62,48 l) den Kaschauer Getreidekübel (83,0 l) ein. Im Komitat Bihar wurde 1745 statt des gesetzmässigen Pressburger Eimer (54,3 l) als offizielles Weinmass, der Biharer Eimer (42,4 l) angenommen. Während des 18. Jahrhunderts verkündete man oft im Komitat Bereg den obligatorischen Gebrauch der gesetzlichen Masse, aber als amtliches Weinmass wurde, statt des erwähnten Pressburger Eimers das Tokajer Fass (ca 1,5 hl), das auch im Ausland gut bekannte Mass der Tokajer Weingegend, beibehalten.³⁶

Die Komitatsbeschlüsse zusammenfassend, bezüglich der Einführung und Kontrolle des offiziellen Maßsystems, muss man zu der Überzeugung gelangen, dass die Komitate in diesen Dekreten bis zum 19. Jahrhundert nicht so sehr die Einführung und Verwirklichung des Landesmassgesetzes anstrebten, als *ihre eigene* meist verbreiteten Masse für *offizielle* Einheitsmasse anerkennen lassen wollten.³⁷ Das Pressburger Maßsystem, das seit 1655, als offizielles angewendet hätte werden müssen, liessen grösstenteils die Komitatsbehörden, trotz wiederholter Mahnung der Zentralbehörden, erst an der Wende des 18–19. Jahrhundert auf ihrem Gebiet praktisch zu.

IV. Zusammenfassung

Unsere bisherigen Kenntnisse zusammenfassend, trägt die ungarische Massentwicklung eine langandauernde *Doppelseitigkeit*, die einerseits durch die Bestrebung der Zentralgewalt ein offizielles Maßsystem einzuführen, andererseits aber durch die zähe Treue der

³⁶ N. Kiss, István: *Staat* . . . S. 241–242.

³⁷ Die diesbezüglichen Beispiele sind in den ostungarischen Komitaten Ung, Abaúj, Bihar und Bereg zu finden.

Bevölkerung zu den Lokalmassen charakterisiert wurde. Die *Komitatsbehörden* und die Königl. Ung. *Hofkammer* bauten für sich in der Masspolitik eine eigene Zwischenstellung aus. Sie leisteten einen halb getarnten, aber wirksamen Widerstand gegen die Anwendung des offiziellen Masssystems, gleichzeitig aber drängten sie in ihrem Bereich darauf, die übrigen Ortsmasse im Interesse ihrer eigenen und am meisten verbreiteten Masse zu beseitigen. Auch die Komitate und die Kammer befürworteten also eine Massintegration auf ihrem Gebiet, aber statt des offiziellen Landesmasses förderten sie ihre eigenen führenden Masseinheiten. Die Frage der Zentralisierung und Vereinheitlichung der Masse blieb auch noch im 19. Jahrhundert ein offenes und ungelöstes Problem. Die endgültige Lösung brachte nur die Einführung des metrischen Systems.

Was nun die Frage der Forschung der historischen Metrologie Ungarns anbetrifft, haben wir in Form von bestimmten *Grundeinheiten* eine gute Ausgangsbasis für die weitere Analyse. Die Ofner Getreide- (0,833 l) und Weinhalbe (0,8484 l) sind solche Grundeinheiten, auf welchen die meisten Hohlmasse aufgebaut wurden. Dieser Umstand bietet dem Forscher eine selbstverständliche Möglichkeit für Proportionsanalyse, Vergleiche und Umrechnungen. Gleichzeitig müssen wir aber zur Kenntnis nehmen, dass die Darstellung unserer Massgeschichte in vieler Hinsicht noch unvollendet und unaufgeklärt ist. Dies bedeutet für unsere ganze Geschichtsforschung ein Hindernis, da eine vollständige und detaillierte Klarlegung der früheren ungarischen Maßsysteme eine *Vorbedingung* nicht nur für eine weitere Ergründung der Wirtschaftsgeschichte, sondern auch für den Gebrauch angewandter historisch-statistischer Methoden bzw. Datenverarbeitung sein müsste.

Wir möchten noch hinzufügen, dass – unserer Meinung nach – die Analyse der hinter den Massen versteckten *sozialen Beziehungen* und die *komparative* Auswertung der so entstandenen Resultate einen wertvollen und bedeutenden Teil der internationalen Forschungstätigkeit für historische Metrologie darstellen sollten.

Levantine Trade Routes to Hungary 15th–17th Centuries

ZSIGMOND PÁL PACH

From the appearance in 1879 of Wilhelm Heyd's classic *Die Geschichte des Levantehandels im Mittelalter* until the 1930's, two fundamental theses enjoyed general acceptance in the Hungarian and international literature on the Levantine trade of the late-medieval and early-modern periods.

One of these generally accepted theses concerned the 14th-15th centuries. It stated in essence, that from the second half of the 13th century, when Venice achieved its hegemony in Levantine trade, Indian spices or "Levantine articles" reached Hungary only from the West, through Venice's Mediterranean trade, either directly from the Adriatic coast, or indirectly through Vienna. The advocates of this thesis argued that no sources can be found to prove the contrary, namely that Levantine articles might have been brought to Hungary from an eastern direction, from the Black Sea region during the 14th-15th centuries. Those Hungarian historians — Dezső Csánki, Sándor Domonvöszky, Ambrus Pleidell, Antal Fekete Nagy and others — who elaborated this thesis, roundly rejecting the possibility of direct overland trade between the Levante and Hungary in the 14th-15th centuries, used the work of Wilhelm Heyd among others in support. Their reference to Heyd, it should be stated, was ill founded, as the German scholar did not take a position concerning the Levantine trade route through Hungary in the 14th-15th centuries, although he did reject the "legend" of an early-medieval Danubian trade — as Franz Bastian was later to call it — in the previous period, in the 11th-13th centuries.

The other popular thesis regarding Levantine trade dealt with the changes of the 16th century. This thesis maintained that from the end of the 15th — beginning of the 16th century, from the opening of the direct sea-route to India around Africa and the conquest of Syria and Egypt by the Ottoman Turks, the traditional medieval trade routes ceased to function, and eastern spices and Indian products were subsequently carried along the route around the Cape of Good Hope: thence, only by this route did the eastern spices reach Western Europe, and only from there, the Atlantic shores, that is, only from the West again were they brought to Central and Eastern Europe, to Hungary. The proponents of this view also referred to Wilhelm Heyd, which they were completely justified in, as Heyd did actually consider the appearance of the Portuguese in the Indian Ocean at the turn of the 15th-16th centuries and the Ottoman conquest of Syria and Egypt in 1516-17 "the double death-blow" to medieval Levantine trade.

As far as the first thesis is concerned — regarding the 14th-15th centuries — although the Hungarian Dénes Huszti indicated certain problems in 1941 — a thorough examination of the question was only begun in the last few years. Therefore in the first part of my paper I shall very briefly summarize the relevant results of my research.

In the second thesis, regarding the changes of the 16th century, international research has effected significant revisions, one could even say, a turning point, since the 1930's. The American scholar Frederic C. Lane has pointed out in his studies *Venetian Shipping during the Commercial Revolution* and *The Mediterranean Spice Trade: Further Evidence of its Revival in the Sixteenth Century* (1933, 1940) that the appearance of the Portuguese in India did not bring with it the final decline of the Levantine spice-trade. After the crisis of the first decades of the 16th century, the spice trade bloomed again on the traditional routes of the Levante, in spite of all the obstacles raised by the Portuguese. In the revival – which reached its peak in the years between 1560 to 1570 – Egypt as well as Syria took part, and from the Egyptian and Syrian ports Venice again sent large quantities of pepper and other spices to the European markets. It was only the entry of the Dutch and the English into the Indian Ocean that dealt the final blow both to the Venetian and the Portuguese spice trade, but this did not occur before the first decades of the 17th century.

The conclusions of F. C. Lane have since been confirmed by the research of Fernand Braudel, V. Magalhães-Godinho, S. Y. Labib and others. According to their findings, it can be considered certain that during the 16th century, "Mediterranean" pepper (that is, the goods shipped through the Levant) and "Atlantic" pepper (that is, the goods shipped around Africa to Lisbon and to Antwerp) were still in sharp competition on the European markets; only in the 17th century did the "Atlantic" merchandise triumph when Holland and England dominated the international spice markets.

Therefore in the second part of my paper I shall report on my recent research devoted to this latter question: are the developments of the international trade of the 16th-17th centuries reflected, and in what ways are they reflected in Hungary's Levantine trade, and specifically: in the supply of spices on the Hungarian markets?

1

Let us then look briefly at the first thesis. Is it true that in the 14th-15th centuries eastern spices reached Hungary only through the Mediterranean trade of Venice, from the West? Are those historians right who claim that no sources can be found to prove that Eastern spices, Levant articles were brought into Hungary from the East, from the Black Sea region as well during this period?

I can answer these questions with a straightforward "no". Charters issued in Transylvania and Wallachia (Rumania) as far back as the last third of the 14th and the first third of the 15th centuries, as well as a long list of sources in Latin and Slavic (Vlachobulgarian) languages decisively prove that pepper, ginger and other "maritime goods" were imported – and were imported continuously and without interruption for decades – from the Black Sea through Wallachia into Transylvania, to the Transylvanian German (Saxon) cities: primarily to Brassó (Kronstadt, Braşov) and to Nagyszében (Hermannstadt, Sibiu). We can even ascertain from these charters the exact route of the trade. Those spices and eastern articles which – a charter dated 1412 tells us – were shipped to the shores of the Black Sea by Saracen (muslim) traders (*per Saracenos asportantur*) came primarily through the Black Sea port of Kilia, a colony of the Genoese, and from there passed through Brăila, Țîrgușor (near Ploești), Țîrgoviște, Dâmbovița, Rucăr (near

Cmpulung), and reached Brassó and Nagyszeben – at least in the first third of the 15th century – primarily through the mediation of Transylvanian Saxon merchants. In the 1440s–1450s, despite the increasingly serious pressure exerted by the Ottoman Turks, we still frequently come upon merchants from Brassó seeking out Wallachia with their woollen cloths and hardware and on their return from the shores of the Black Sea (*venientes de marinis partibus*) bringing among other things pepper and other spices and Levantine goods along this same route. This was the same route incidentally, along which the Hungarian governor, János Hunyadi had sent arms in 1453-1454 for the defense of Kilia, then under attack by the Turks.¹

As far as the further route of the spices brought to the Transylvanian Saxon cities is concerned, here the sources of the 15th and the early 16th centuries are equally enlightening. The pepper consignments of the Transylvanian Saxon merchants were sent from Brassó mainly to Nagyvárad (Grosswardein, Oradea Mare), and from there the bulk of them were sent on through further mediation to Kassa (Kaschau, Košice). From the relevant sources let us here mention only the "Registers" of the *Handelsgesellschaft* of Kassa for the years 1502-1503, according to which the Kassa Merchant Company's activity essentially lay in purchasing woollen cloth in Cracow (Krakow), selling the bulk of this in Nagyvárad mainly to merchants from Brassó and other towns of Transylvania, and buying from them pepper in return. Moreover it is also likely that some of the pepper consignments brought from the Black Sea went on from Nagyvárad to the country's capital, to Buda (Ofen) which was an important market for eastern spices in the 15th century, although it received supplies primarily from the Adriatic through the mediation of Vienna.²

The Turkish advance involved the fall of Constantinople in 1453, the acquisition of the Genoese colonies along the Black Sea, among them Kaffa in 1475, and Kilia in 1484. However, the advance did not destroy the traditional trade route for the mediation of eastern spices through Wallachia to Transylvania and from thence to Hungary, until the turn of the 15th-16th centuries, as two sources of great value prove. These are the journals of the customs' offices of Nagyszeben (Hermannstadt, Sibiu) and Brassó (Kronstadt, Braşov) for the years 1500 and 1503, respectively.³

¹ G. Fejér, *Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus ac civilis*, IX, 2, Budae 1833, p. 688. IX, 4, Budae 1834, pp. 148-150; Fr. Zimmermann-C. Werner-G. Müller, *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen*, III, Hermannstadt 1902, pp. 544-547; G. Gündisch, *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen*, V, Bukarest 1975, pp. 8-10, 74, 90-91, 164, 227-228, 352, 441-442, 509-510, 581; J. Bogdan, *Documente și regeste privitoare la relațiile Țării Rumânești cu Braşorul și Ungaria în secolul XV și XVI*, Bucureşti 1902, pp. 3-5, 9-10, 12-23, 49-50, 52-53, 59-62, etc.

² Gy. Kerekes, A kassai kereskedelmi társaság főljegyzései 1502 és 1503 (The Registers of the Kassa Merchant Company from the years 1502-1503); „*Magyar Gazdaságtörténelmi Szemle*” (=MGSZ, Hungarian Economic History Review), 1902, pp. 106-117; *Das Ofner Stadtrecht*, Eine deutschsprachige Rechtssammlung des XV. Jahrhunderts aus Ungarn, Herausgegeben von K. Mollay, Budapest 1959, pp. 100, 192-193.

³ *Quellen zur Geschichte Siebenbürgens aus sächsischen Archiven*, I. Rechnungen aus dem Archiv der Stadt Hermannstadt und der sächsischen Nation, I, Hermannstadt 1880, pp. 270-307; *Quellen zur Geschichte der Stadt Kronstadt in Siebenbürgen*, I, Rechnungen aus dem Archiv der Stadt Kronstadt, I, Kronstadt 1886, pp. 1-81.

According to these journals, the major items of export going from Transylvania in the direction of Wallachia consisted of western cloth (of the Flemish, South German and Silesian types) and also of hardgoods ("Styrian" and other types of knives). Contained within the widely varied imports, we find livestock and fish from Wallachia; but the value of these is already greatly surpassed by the value of the textile goods originating from the Turkish Empire; the first place however (even at the turn of the 15th-16th centuries) is certainly occupied by eastern spices and predominantly by pepper. If we examine the latter item more closely, we come up with the following:

In the year 1500 at the Nagyszében customs, 2 Wallachian merchants from Curtea de Argeş brought in a total of 105 and 3/4 hundredweights of pepper, at a value of 4120 and 1/2 gold florins. At the Brassó customs in 1503, six Saxon merchants from Brassó – *mercatores magni seu grandi*: the majority of the members of the *Handelsgesellschaft (societas magna)* of Brassó – brought in a total of 98 and 3/4 hundredweights of pepper at a value of 4043 and 2/3 gold florins. However, the greater part of the Brassó import transactions were effected by merchants from Wallachia and Moldavia; these numbered 46 and came mainly from Tîrgușor, Tîrgoviște, București and the Moldavian Suceava. They brought in a total of 620 and 1/2 hundredweights of pepper at a value of 27,843 gold florins. The total pepper import of Brassó for the year 1503 thus reached 719 and 1/4 hundredweights (*kanthners*) to a value of 31,886 gold florins.

As the sum and proportion of the customs revenues of Nagyszében and Brassó varied but little during the years under discussion, it seems permissible to total the imports of Nagyszében for the year 1500 and Brassó for the year 1503. Thus pepper imported through Wallachia and into Transylvania can be estimated at 825 hundredweights at a value of more than 36,000 gold florins annually at the beginning of the 16th century. Converted into 100 kilogram units, this amounts to something between 463 and 468 metric quintals.

From the above data a number of conclusions can be drawn, of which I wish here only to emphasize three.

1. A significant change occurred by the turn of the 15th-16th centuries in the ethnic composition of the merchants who negotiated the spice imports into Transylvania. While in the first third of the 15th century this import was mainly transacted by Saxon merchants from Brassó, by the turn of the 15th-16th centuries Saxon merchants handle only 12% of the pepper imports while the major portion 88%, is handled by Wallachian and Moldavian (Balkano-Levantine) merchants.

2. With respect to the Transylvanian and Hungarian markets we may describe the spice imports coming from the East, as being extremely important. We can consider them much more significant than the spice imports coming from the Adriatic Sea, from the West. We may note here the relevant fact that just a few decades earlier, in the fiscal year 1457-1458 only 166 and 2/3 hundredweights (*centners*) of pepper, valued at 5000 gold florins, were imported through the country's western trade center Pozsony (Pressburg, Bratislava), which was the principal customs station for the Adriatic spice imported from Venice through Vienna to Hungary. Converted into 100 kilogram units, this amounts to 98 metric quintals.⁴

⁴ F. Kováts, *Nyugat-Magyarország áruforgalma a XV. században a pozsonyi harmincadkönyv alapján* (The Trade of Western Hungary in the XVth century on the basis of the Customs Book of Pozsony), Budapest, 1902, pp. 78-81.

Therefore the amount of pepper shipped from the direction of the East (from the environs of the Black Sea to Transylvania) was nearly five times the amount of pepper shipped from the direction of the West (from the coasts of the Adriatic through Pozsony to Hungary).

3. The trade route going through Wallachia toward Transylvania, and from thence through Nagyvárad toward Kassa still fulfilled an important function in supplying spices to the Transylvanian and Hungarian markets at the turn of the 15th-16th centuries. This trade route can be compared, to some extent, with the trade route leading from the Black Sea to Poland, the route along Kaffa-Lvov-Cracow. Consequently, like Poland, Hungary was also in direct trade relations with the coastal regions of the Black Sea, with Levantine area in the late-medieval times.

2

Let me now turn to the second question. Were the major international developments of the first decades of the 16th century – the circumnavigation of Africa, the appearance of the Portuguese in spice-growing India and the Turkish conquests of Syria and Egypt, that is, the prime sources of Venice's spice supplies – reflected, and in what manner were they reflected in Hungary's Levantine trade? Was the merchandise of the traditional Levantine trade routes driven out of the Hungarian markets already during the 16th century? Was Black Sea and Adriatic pepper displaced, as early as that, by the exclusive dominance of Atlantic pepper?

For the examination of the 16th century changes in Hungary, two urban markets seem most appropriate, those of Kassa (Kaschau, Košice) and of Buda (Ofen). As regards the first, Kassa was the destination of the spice-traffic coming from the environs of the Black Sea via Wallachia and Transylvania. As for the second, the city of Buda received its spice supplies primarily from the Adriatic, by way of Venice, Vienna and Pozsony.

The continuity of the supply of eastern spices through Transylvania toward Nagyvárad and Kassa for a time even into the 16th century is demonstrated by a number of sources. The records of Bihar County's toll-stations from the year 1520 show that a number of toll-stations along the "great highway" leading from Transylvania to Hungary, exacted duty payments mostly in pepper from the "*currus ligati*" carrying the costly merchandise.⁵ Those journals of the Brassó and Nagyszeben customs offices which have survived from the first half of the 16th century bear witness to the same. The principal import item registered in the customs journal of Nagyszeben (Sibiu) for the year 1540 is still eastern spices: pepper and saffron.

However the spice consignments along this route did gradually diminish and eventually cease during the course of the 16th century. Pepper imports for the year 1540 had already fallen considerably in comparison with those of 1500: pepper imported into Nagyszeben amounted to 63 metric quintals to a value of 4120 and 1/2 gold florins in 1500, but only about 35 quintals to a value of 2000 florins in 1540. The decrease became a sharp decline during the last third of 16th century: again at Nagyszeben the figures

⁵ B. Iványi, Bihar és Bars vármegyék vámhelyei a középkorban (The Toll-stations of the Counties Bihar and Bars in the Middle Ages), *MGSZ* 1905, pp. 81-104, 112-127.

are 18 quintals in 1578 and a bare 12 quintals by 1597. Imports coming from Wallachia to Transylvania came to be more and more dominated by those so-called "Turkish articles" (*res turcales*) which genuinely originated in the territories of the Turkish Empire, and not in the Far East: the various silk and cotton textiles, yarns and leather goods. Simultaneously, the main items in the earlier exports from Transylvania toward Wallachia virtually disappear, those western woollen cloths and hardware which the Transylvanian merchants had acquired in part through Cracow and Kassa.⁶

By the middle of the 16th century, all these changes were reflected in Kassa's supply of spices. In the 15th and the very beginning of the 16th century the pepper brought from the southern direction, from Transylvania played the leading role on the markets of Kassa; according to the customs journal of the town of the year 1555, pepper is already being brought to Kassa from the North, from the direction of Poland; in the 1570es the merchants of Kassa purchased other spices (saffron, ginger) from Cracow as well. The next few decades brought still further changes. At the beginning of the 17th century, the Kassa merchant is meeting his needs for pepper and other spices from the West, specifically from Vienna. The transformation of Kassa's spice supply thus became complete in contrast to the 15th century and this situation – the reliance of Kassa merchants on the market of Vienna – was thereafter stabilized for a long time to come.⁷

3

What form then did the spice supply of Buda take during the course of the 16th century, bearing in mind that it had thus far received its spices mainly from the Adriatic, through Vienna and Pozsony (Pressburg, Bratislava)?

As early as the first decades of the 16th century this supply route was becoming less reliable, due to the serious blows dealt to Venice's Levantine trade. Evidence of this is supplied by, among other things, the limitation set on spice prices (*Observatio in speciebus aromaticis et ceteris aliis rebus vendendis*), which was written up in Buda in 1522, four years before the battle of Mohács, and contains explicit reference to the need to better ensure the city's supply of pepper in the future (*cum tempore melius provideatur*).⁸

However, fifteen years after Mohács, in 1541, Buda also fell under Turkish rule, and this, of course, significantly changed the conditions for its spice trade as well. The importation of pepper continued from Vienna to "Royal Hungary", ruled by the Habsburgs, in the middle of the 16th century. This is attested to by the records of the city customs office in Pozsony for the year 1559. But by this time none of this merchandise reached Turkish-ruled Buda.⁹

Might there not have opened a new spice route toward Buda precisely because of its incorporation into the Turkish Empire? Some important sources which have come down to us from the second half of the 16th century permit a clear answer to this ques-

⁶ S. Goldenberg, *Der Südhandel in den Zollrechnungen von Sibiu (Hermannstadt) im XVI. Jahrhundert, Revue des études sud-est européennes*, 1964, N. 3-4, pp. 385-399.

⁷ *MGSZ*, 1894, pp. 307-309; 1903, pp. 78-80; 1902, pp. 207-209, 322.

⁸ *Történelmi Tár* (=TT, Historical Repository), 1889, p. 376.

⁹ *MGSZ*, 1903, pp. 32-35.

tion. There are at our disposal the daily records of the Buda and Pest Turkish financial administration for the years 1550–1551, 1571–1574 and 1579–1580. As the bulk of the entries concern customs matters, these records were aptly called Turkish Customs Journals of Buda and Pest by the distinguished Hungarian scholar who published them, the late Lajos Fekete.¹⁰ I have begun the statistical processing of these customs journals and in the following I shall summarize some preliminary results. .

1. The first customs journal in chronological order, extending from November 19, 1550 to May 6, 1551 does not register any spice imports – but this could be due to its generalizing style and lack of detail in specifying the types of merchandise.

2. In the second customs journal, however, which extends from February 26th, 1571 to February 15th, 1572, thus containing the customs revenues of an entire (fiscal) year, we find spice imports, and above all, pepper at every turn. If we consider only those entries which numerically express the amount of pepper upon which customs duties were levied, we get 396 *denks*. As the "denk" ("half a horse load") can be counted approximately as 75 kilograms, this amounts to about 297 metric quintals. If we also take those other import entries in which the amount of pepper is not numerically given, and estimate the quantity in these instances proportionally from the amount of duty paid, we can add to the 297 quintals at least another 24 quintals. Accordingly, in the course of one fiscal year, 1571–1572, roughly 320 quintal of pepper were brought to Buda from the territories of the Turkish Empire.

3. The third customs journal extending from February 16th, 1572 to June 20th, 1572, thus covering only four months, and the fourth customs journal extending from February 4th, 1573 to January 20th, 1574, the latter again containing the data of an entire (fiscal) year, bear witness to further increase. In 1572, in a mere four month period, pepper imports rose to about 151 quintals, and from the beginning of 1574, during an entire year, the sum of the numerically given entries reached about 540 quintals. If we again add to the latter the quantity of the entries not numerically given but estimable from the duty payments we find that in 1573–1574, during one fiscal year, 550 quintals of pepper were brought to Buda from the territories of the Turkish Empire. This amount significantly surpasses the quantity of pepper (463–468 quintals) which was imported via Wallachia through Brassó and Nagyszeben at the beginning of the 16th century; it amounts to more than five and 1/2 times the quantity of pepper imported in the middle of the 15th century from the Adriatic Sea through Vienna and Pozsony.

4. Here I refer but briefly to other results of my analysis of the customs journals under review. I may thus mention that pepper and other eastern spices (ginger, cloves), which reached Europe mainly through the port of Constantinople, were brought up to Buda for the most part through Belgrade, either by boat along the Danube or along the Danube by land route. Among the spice dealers, Muslim merchants, who were mostly called *rendzsber*, were the most numerous (about 50%); besides these, Hungarian Christian (*zimmi*) and Jewish (*jahudi*) merchants living in the lands under Turkish rule played an important part. On the Buda and Pest markets part of the merchandise changed hands and part was transported by the same merchants to the territories of Royal Hun-

¹⁰ L. Fekete–Gy. Káldy–Nagy, *Budai török számadáskönyvek 1550–1580* (Turkish Account Books of Buda from the years 1550–1580), Budapest 1962, „*A vámnaplók*” (The Customs Journals), pp. 13–276.

gary. This latter is exemplified by a letter written in 1589 by Ferhat, the Pasha of Buda to a big Hungarian landowner, Count Miklós Pálffy, in which the pasha urges the payment of a debt still owed to Jacob, a Jew of Buda, incurred specifically for pepper and ginger.¹¹

5. On the basis of all this we can establish that in the middle of the 16th century there did open up to the spice trade a new and plentiful route toward Buda from inside the Turkish Empire, from Constantinople, principally through Belgrade. This is a new refutation of Wilhelm Heyd's thesis and a confirmation of the results of Frederic C. Lane and others who maintain that after the crisis of the first decades of the 16th century the spice trade was again renewed along the traditional routes of the Levante, reaching a peak during the 1560's and 70's. Furthermore, this statement goes, to some degree, beyond the conclusions reached by Lane. For it becomes evident that not only Venice benefited from this renewal of the Levantine spice trade around the middle of the 16th century, but considerable quantities of eastern spices reached the European market from Egypt and Syria through the Turkish Empire as well.

4

Finally, how long did the 16th century revival of the Levantine spice trade last? More specifically: until when can it be demonstrated that pepper and other spices were brought into Hungary from the Turkish Empire?

The fifth surviving customs journal of Buda, which extends from November 21, 1579 to November 8, 1580, again practically embracing an entire year, registers a marked decrease in this respect. By this time only 139 *denks* and 725 *vakkijes* of pepper came to be declared at the Buda customs for the year. Converted, this only amounts to a total of 113 metric quintals. Of course, it cannot be unequivocally determined whether this great decline was simply a unique feature of the year 1579–1580 or whether it marked a general tendency. However, at the end of 1591 the Transylvanian Prince's ambassador to the Turkish Porte, László Szalánci, depicts Constantinople as still a lively market of "spiceries"; he added that the spice-offerings in Constantinople were uneven: "when the ships cannot sail in peace, then (the cost of spices) is higher".¹²

But even a quarter century later, in 1615, the importation of spices from the Turkish Empire to Hungary and on, to Vienna (!) was talked of as an old practice which must be renewed now that the "long war" of the turn of the century was over, and the first agreement between the Vienna Court and the Turkish Porte was signed. In the year 1615 at trade negotiations held in the Vienna house of Lazarus Henckel, the famous merchant and entrepreneur, this practice was described as taking the merchants from Pozsony, Komárom, Győr, Vác, Buda, Pest and Simánd to Vienna, where they would make a selection of merchandise necessary for the Turks, and take it by boat to Turkish territories. There in turn they would purchase Turkish goods – silk, cotton, drugs and *spices* originating in Constantinople, and bring these back to Vienna. True, they added –

¹¹ *TT*, 1881, pp. 693-694.

¹² *TT*, 1881, pp. 173-180.

the Viennese could acquire all these items from the merchants of Venice (!) and the German Empire as well.¹³

But the situation changed radically during the course of the next half century. Exactly fifty years later, in 1665, following the Peace of Vasvár, when the time came for the signing of the second trade agreement between the Habsburg and the Turkish Emperors, the winds were already blowing another way. Typical here is the activity of the *Wiener Orientalische Handelskompanie* established following the new agreement, which started its exports in 1667 from Vienna to Constantinople (from Vienna to Belgrade by boat, then from Belgrade to Constantinople by wagon). Let us look at its first shipment, which left Vienna in July of 1667. Among other things we find 35 quintals of pepper, 9 quintals of indigo, 50 pounds of saffron, and 84 pounds of nutmegflowers in the cargo destined for and arriving in Constantinople in the late autumn! In the spring of 1668 another 18 quintals of pepper, 4 quintals of indigo, and 3 quintals of ginger, and in February of 1672, another 20 quintals of pepper, 10 quintals of ginger, and 5 quintals of cloves began the journey from Vienna to Constantinople! On the other hand, the cargos imported from Constantinople to Vienna – the Orientalische Kompanie imported for the first time in 1668 – included the usual "Turkish articles" but no spices.¹⁴

These facts need no comment. Obviously, by the middle of the 17th century a radical turnabout had occurred in the international spice-trade. From then on, eastern spices were no longer imported from Constantinople to Hungary and on, to Vienna, but rather from Vienna through Hungary to Constantinople! This is a clear indication of the fact that by the middle of the 17th century the traditional routes of the Levantine spice trade have truly and definitively declined; the Dutch and the English world sea-trade had achieved a monopoly. From then on, the Dutch and the English supplied the "Atlantic" pepper to the entire European market, and indeed – through Vienna and elsewhere – even a share of the Levantine market.

¹³ S. Takáts, A dunai hajózás a XVI. és XVII. században (The Danube Shipping in the XVIth and XVIIth centuries), *MGSZ*, 1900, pp. 174-175.

¹⁴ *MGSZ*, 1900, pp. 175-176, 194-196, 202-203, 216. Cf. H. Hassinger, Die erste Wiener orientalische Handelskompanie 1667-1683, *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 1942, pp. 1-53.

К венгерской историографии Великой Октябрьской социалистической революции

(Историко-тематической обзор)

ФЕРЕНЦ МУЧИ

Российские революции — прежде всего третья, победоносная социалистическая революция — оказали прямое глубокое влияние на события в Венгрии, способствовали коренному преобразованию всего венгерского общества, венгерской политической, духовной жизни. Это непосредственное влияние убедительно отражено в сохранившихся документах того времени о революциях, Октябрьской революции: описаниях, анализах, воспоминаниях, сборниках документов, а также в изданных позже монографиях, научных трудах, первоисточниках, юбилейных мемуарах, публицистических работах. Основательный историографический обзор, учет этой значительной исторической, публицистической (и заслуживающей внимания художественной) литературы запаздывает, так же как и крупная многографическая проработка истории Великой Октябрьской социалистической революции. Это по сей день большой долг венгерской историографии перед революциями, особенно Октябрьской революцией.

Историографические обзоры как правило ограничиваются событиями, отражающими непосредственное влияние Великой Октябрьской социалистической революции на события в Венгрии — буржуазно-демократическую революцию октября 1918 года и Венгерскую Советскую Республику, и только с точки зрения этих революционных событий рассматривают историческую литературу о российских революциях. Что касается конкретно литературы об истории Октябрьской революции, то — за исключением историографических «данных» Андраша Шиклоша¹ — можно упомянуть лишь несколько изданных к 50-ой и 60-ой годовщине революции библиографий, которые с библиографской добросовестностью и тщательностью систематизируют имеющийся исторический материал.²

Победа Великой Октябрьской социалистической революции получила весьма положительную оценку во всей *современной венгерской печати*. Газеты, незави-

¹ Siklós András: *Adalékok a Nagy Októberi Szocialista Forradalom magyarországi históriográfiájához*. («К венгерской историографии Великой Октябрьской социалистической революции»). В: 60-я годовщина Великой Октябрьской социалистической революции. Научная сессия. Будапешт, 26–27 октября 1977 г. Будапешт, 1977 г. стр. 109–114.

² *A Nagy Októberi Szocialista Forradalom és a polgárháború magyarországi irodalmának válogatott bibliográfiája*. («Библиография изданной в Венгрии литературы о революции и гражданской войне»). Журнал «Сазадок», № 5 за 1967 г. стр. 1094–1108. *A Nagy Október magyar nyelvű irodalma. Válogatott bibliográfia*. («Литература на венгерском языке о Великом Октябре»). Избранная библиография. Будапешт, из-во Кошут, 1977 г.

MUCSI FERENC, MTA Társadalomtudományi Főosztálya, Budapest, München F. u. 7. 1054. Rapport, Commission Internationale pour l' Histoire de la Révolution d'Octobre.

симо от общественно-политической принадлежности, рассматривали возможности близкого мира, и в первые дни недели подробно докладывали о событиях революции, об инициативах революционного правительства по перемирию и заключению мира. Поведение господствующих классов и их печати объяснялось тем, что заключение мира с революционной Россией возрождало надежды на поворот военных событий и победу на западных фронтах. Однако затяжной характер переговоров и революционизирующее влияние российских событий в Венгрии очень скоро изменили тон правой печати. Буржуазные газеты в конце 1917 — начале 1918 года уже едва уделяли внимание российской революции, преувеличивали «отрицательные явления» революционных событий, а левая буржуазно-радикальная и социалистическая печать под давлением цензуры вынуждена была отказаться от положительного пропагандистского тона в отражении хода революции. Особенно острыми стали указания и запреты цензуры после всеобщей забастовки в январе 1918 года. Так например, в начале февраля 1918 года было отдано распоряжение о том, что «всякое сообщение, касающееся большевиков и вообще большевистских движений, должно быть предварительно представлено на рассмотрение комиссии по печати».

Без предварительного разрешения запрещалось писать о начатых с большевистским правительством переговорах о мире; по этим вопросам можно было публиковать только официальные коммюнике. Летом 1918 года особо обратили внимание редакций на то, что о массовом возвращении из российского плена венгерских военнопленных можно писать только после предварительного показа и одобрения материалов, а публикация сообщений, будто «наши военнопленные — единственная и самая сильная опора большевиков» в революционной России, категорически запрещалась.³

Левые журналы — буржуазно-радикальный «*Хусадик сазад*» («Двадцатый век») и социал-демократический «*Социализмуш*» («Социализм») — в 1918 году в несколько отвлеченном, теоретическом подходе по-прежнему писали о революции, пытаясь осветить ее причины, главные элементы движущих сил и тенденций развития. Однако большая часть анализов опиралась на скандинавские либеральные реформистско-меньшевистские источники; очень невелико было число публикаций, авторы которых поняли истинную, внутреннюю логику революции, всемирно-историческую роль событий Великого Октября. Из первых изданий и публикаций заслуживает упоминания венгерское издание поздней осенью 1917 года брошюры *Отто Бауэра* о русской революции, а также публикация в журнале «Социализмуш» работы *Л. Мартова* «Маркс и проблема диктатуры пролетариата».⁴ Примером

³ Petrák Katalin: *A Nagy Októberi Szocialista Forradalom visszhangja a fővárosi sajtóban (1917. november–december)*. (Отклики на Великую Октябрьскую социалистическую революцию в столичной печати, ноябрь–декабрь 1917 г.) «Партертенети Кезлеменек», 1958 г. 1., стр. 96–147. Remete László: *Igy látták a kortársak. Az 1917–1918-as magyar sajtó az orosz proletárforradalomról*. («Глазами очевидцев. Венгерская печать 1917–1918 гг. о пролетарской революции в России») Будапешт, 1957 г. Второе, переработанное и дополненное издание. Будапешт, 1977 г. О деятельности цензуры см.: Mucsi Ferenc: *Sajtó és cenzúra Magyarországon az első világháború idején*. (Печать и цензура в Венгрии в годы первой мировой войны.) «Тертенелми Семле», 1984 г. 1–2, стр. 200.

⁴ Weber Henrik (Ottó Bauer): *Az orosz forradalom és az európai proletárság*. («Российская революция и европейский пролетариат») Перевод и введение: Йожеф Погань. Будапешт, 1917 г. *Szocializmus*, октябрь 1918 г. стр. 454–462.

последних может служить августовский 1918 года номер журнала «Социализмуш»: Журнал, возглавляемый центристским редактором левой ориентации *Жигмондом Кунфи*, опубликовал полный текст представленного на V съезд советов проекта конституции и все наиболее важные постановления Совнаркома по экономике и экономической политике. Сюда же можно отнести статью *Йожефа Поганы* в календарь «Непсавы» 1919 года «Пролетарская революция в России», в которой был дан положительный исторический обзор первого года революции, и Октябрь был оценен как первая в мире победившая пролетарская революция.⁵

Достоверную картину об идеях, целях и событиях революции в России попытались дать на основе личных впечатлений возвратившиеся в 1918 году из России, ставшие там коммунистами венгерские военнопленные. Созданная ими 24 ноября 1918 года Партия Коммунистов Венгрии считала своей главной целью как можно шире ознакомить людей с событиями, достижениями российской революции, расширив тем самым круг ее последователей. Этой цели служили лекции, большинство которых было опубликовано в газете партии «*Вереш Уйшаг*» («Красная газета») и (с начала 1919 года) в журнале «*Интернационал*» другие статьи и материалы на эту тему. Следует отметить лекции *Белы Куна* «Коммунисты и земельный вопрос», «Ленин и Вильсон», *Кароя Вантуша* «Организация Российской Советской Федеративной Социалистической Республики» и т. д. В издании ПКВ впервые вышли в свет труды руководителей революции — «Апрельские тезисы» Ленина, его работы «Пролетарская революция и ренегат Каутский», «Государство и революция», работы *Н. Бухарина* «Классовая борьба и революция в России», «От диктатуры империалистической к диктатуре пролетариата» и т. д.⁶

Республика Советов в Венгрии, как известно, родилась под непосредственным влиянием Октября. За 133 дня своего существования — каким бы коротким ни казался этот срок для историка — Республика очень многое сделала для распространения идей революции, ознакомления широких масс с событиями в России. Регулярные сообщения газет, аналитические материалы, статьи журналов о военных событиях, переменах в экономике, политическом строе первого в мире социалистического государства, о культурной жизни доводили до населения революционной Венгрии такие знания, информацию, адаптацию которой каждый сторонник Республики Советов считал своей естественной повседневной задачей. В рамках такого краткого обзора невозможно даже перечислить все эти газетно-журнальные и брошюрные издания. Изданные в период Советской Республики книги, брошюры перечислены отдельной главой в «Библиографии венгерского рабочего движения»,⁷ информацию о печати можно найти в библиографическом указателе печати Венгерской Советской Республики.⁸

⁵ Pogány József: *Az orosz szovjetköztársaság* (Республика Советов в России). Календарь «Непсавы», 1919 г. Будапешт, 1918 г. стр. 53–63.

⁶ См.: Siklós András: там же, стр. 113–114.

⁷ *Magyar Munkásmozgalmi Bibliográfia II.* (Библиография венгерского рабочего движения II.) 1918–1948 гг. Будапешт, 1949 г. стр. 352–381

⁸ *A Magyar Tanácsköztársaság sajtójának repertórium* (Библиографический указатель печати Венгерской Советской Республики). Статьи за период 21 марта 1919 г. — 3 августа 1919 г.) Будапешт, 1968 г.

После подавления Республики Советов, в период четвертьвекового контрреволюционного режима Хорти едва издавались объективные работы об Октябре; самостоятельных трудов исторического плана среди них вообще нет. До массового читателя доходили плавным образом *мемуары* бывших военнопленных — разного художественному уровню и в большинстве случаев враждебно настроенные.⁹ Из этих изданий своей объективностью и местами проявляющейся симпатией к революции выделяется основанный на воспоминаниях «коллективный роман-репортаж» *Родиона Марковича «Сибирский гарнизон»*. Изданная в 1928 году книга приобрела широкую популярность не только в Венгрии и среди венгерских национальных меньшинств в соседних странах, но и по всей Европе: она была переведена на множество иностранных языков, в целом ряде стран в конце 20-х — начале 30-х годов пережила несколько изданий. В конце 30-х — начале 40-х годов, после установления советско-венгерских дипломатических отношений венгерские читатели получили возможность ознакомиться с историей революции, жизнью Советского Союза через такие классические произведения, как «Тихий Дон» *Шолохова*, «Хождение по мукам» *А. Толстого*. Эти книги пользовались большим успехом.

По-иному сложилась ситуация с историко-политической литературой. Легальная буржуазно-либеральная оппозиция и также действовавшая легально, реформистская социал-демократия резко оградили себя от Октября и его венгерского детища — Республики Советов, от Советского Союза. В социал-демократических газетах и журналах только в период разворачивания борьбы против фашизма, во второй половине 30-х годов начали появляться более объективные материалы об Октябре, Советском Союзе, авторы которых — главным образом интеллигенция центра и левого крыла партии — все более четко представляли всемирно-историческое значение Октябрьской революции, ее значение с точки зрения всемирного социалистического развития. Подобное положение сложилось и среди создавшейся после подавления Республики Советов венгерской социал-демократической эмиграции (в Вене, Берлине и т. д.), лучшие представители которой (Жигмонд Кунфи, Золтан Ронаи) связывали перспективу мирового социалистического развития с успехом строительства социализма в СССР.¹⁰

Принципиально отличалась от социал-демократической позиция ПКВ в отношении идей и наследия Октября. С точки зрения исторического анализа Октября особенно значителен отдельный номер за осень 1927 года выходившего в Вене журнала партии «*Уй марциуш*» («Новый март»), вышедший в свет в канун 10-ой годовщины революции. В объемном номере журнала были опубликованы воспоминания, не утратившие по сей день своей ценности статьи руководителей партии Бела Куна, Ено Варги, Пала Хайду, Йожефа Реваи о предыстории Октябрьской революции, о системе политических условий, экономической политике

⁹ См. например: *Hadifogoly magyarok története.* («История венгерских военнопленных») Ред. Бенедек Байа, Имре Лукинич, Ено Пилх, Лайош Зилахи. Том I—II. Будапешт, 1930 г.

¹⁰ К данному вопросу см.: *Kunfi Zsigmond válogatott írásai* (Собрание работ Жигмонда Кунфи). Сост. Ференц Мучи и Агнеш Сабо. Будапешт, 1984 г. Из-во Кошут; подборка из журнала «Социализмуш», которая вышла в свет в 1985 году. (ред.: Янош Емниц, из-во Кошут).

первых лет Советской власти, связи Октября и международного рабочего движения и т. д. Издававшийся с 1929 года в Москве журнал партии *«Шарло эш калапач»* («Серп и молот») также часто публиковал материалы на тему революции и гражданской войны. На страницах журнала было напечатано более полутора ста представляющих большую ценность воспоминаний об интернациональном движении венгерских военнопленных, об участии «красных мадьяр» в битвах революции и гражданской войны.

Печатавшиеся в Венгрии полулегальные газеты и журналы партии публиковали статьи, аналитические материалы по истории Октября, на страницах этих изданий впервые были напечатаны выдержки из таких книг, как «Десять дней, которые потрясли мир» Джона Рида, романы о гражданской войне Бабеля, Панферова, Гладкова и других.¹¹

В 1945 году, после освобождения Венгрии от фашизма в освещении истории Великой Октябрьской социалистической революции, гражданской войны, жизни Советского Союза произошли коренные перемены. Наряду со множеством научно-популярных изданий, статей о всемирно-историческом значении революции, среди которых следует особо выделить статью к 30-ой годовщине Великого Октября, в этот период вышла в свет на венгерском языке первая большая работа обобщающего характера. Московское Издательство иностранной литературы в 1947 году выпустило второй том большой работы под редакцией *Г. Александрова, И. Минца* и других, ознакомивший венгерского читателя с событиями октября-ноября 1917 года.

После 1948, «поворотного» года, в период развертывания социалистического строительства среди изданий по истории Октября и Советского Союза преобладали венгерские переводы работ советских историков. Большинство этих книг служили и учебниками в вузах и сети партийного просвещения. Много издавалось и советской художественной литературы о революции и истории советского государства. Большим тиражом были впервые изданы на венгерском языке книги на эту тематику Горького, Катаева, Островского, Серафимовича, Федина и других писателей.

Венгерская марксистская историческая наука, развитие которой началось после освобождения страны, вначале исследовала непосредственное влияние Октябрьской революции на события в Венгрии. Первые результаты этой работы были опубликованы к 35-ой годовщине Великого Октября, а в 1953 году, на конгрессе венгерских историков прозвучали рефераты, авторы которых уже предприняли попытку анализа темы в специфическом историческом подходе.¹² Эти работы имели несомненно огромное значение, но не были лишены, не могли быть лишены характерных признаков эпохи: определенных упрощений, влияния группы явлений, известных под названием «культ личности». В этот период

¹¹ Подробнее см.: Siklós András: *Az 1918–1919. évi magyarországi forradalmak. Források-feldolgozások.* («Венгерские революции 1918–1919 гг. Источники-обработки») Будапешт, 1964 г. стр. 165 или журналы «100%» и «Таршадалми Семле».

¹² Réti László: *A Nagy Októberi Szocialista Forradalom hatása Magyarországon és a magyar forradalmak (1918–1919).* («Влияние Великой Октябрьской социалистической революции на Венгрию и венгерские революции 1918–1919 гг.») Конгресс венгерских историков (6–13 июня 1953 г.) Будапешт, 1954 г. стр. 426–462.

началось и научное исследование истории венгерских интернационалистов, но здесь ученые-историки натолкнулись на серьезное препятствие: многие венгры — участники Великой Октябрьской социалистической революции и гражданской войны — в том числе и Бела Кун — стали жертвами нарушений социалистической законности конца 1930-х годов.

Период после подавления контрреволюционного мятежа 1956 года не только в политической жизни, но и в исторической науке был ознаменован исправлением ошибок, разработкой нового, реалистического воззрения и практики. Это проявилось в широком изучении истории революции и подготовке к достойной встрече исторической наукой 40-ой годовщины Великого Октября. В это время была проведена первая научная сессия с участием как отдельных центральных исследовательских институтов и вузовских кафедр, так и Академии наук ВНР. Результаты исследовательской работы очень скоро были обобщены в важных изданиях. Среди них заслуживает упоминания сборник научных статей и документов-первоисточников о венгерском приеме, отзывах в печати на революцию в России, а также издания о деятельности венгерских интернационалистов в России. Среди последних ввиду своего обобщающего характера важное место занимает издание Института военной истории: «Венгерские интернационалисты в Великой Октябрьской революции» (работа Ено Дьеркеи и Антала Йожи)¹³. Здесь же следует упомянуть первое издание сборника работ руководителей венгерских интернационалистов (Белы Куна, Тибора Самуэли, Кароя Лигети и др.)¹⁴ К 40-ой годовщине революции вышла в свет первая обобщающая, популярного характера работа об истории Октября венгерского автора (Янош Федор: «Путь революции в России»)¹⁵.

50-я и 60-я годовщины Октябрьской революции дали новые импульсы расширению и интенсификации исследовательской работы, обогащению тематики изданий о Великом Октябре. Основательный анализ изданной за последние четверть века массы отдельных публикаций, монографий, первоисточников — в значительной степени задача будущего. Выводы из проведенных историографических исследований могут быть обобщены в следующем.

1. Значительно расширилось и принесло хорошие результаты исследование истории венгерских интернационалистов. Это в немалой степени результат плодотворного сотрудничества с советскими историками. В 1967 и 1968 году на венгерском и русском языке были изданы сборники совместно найденных и изученных исключительно ценных документов, которые могут быть расценены как

¹³ *Magyar internacionalisták a Nagy Októberi Szocialista Forradalomban.* («Венгерские интернационалисты в Великой Октябрьской социалистической революции») Сост.: Ено Дьеркеи и Антал Йожа. Будапешт, 1957 г.

¹⁴ Kun Béla: *A Magyar Tanácsköztársaságról* (Válogatott írások és beszédek). («О венгерской Советской Республике». Избранные речи и статьи). Будапешт, 1958 г. Szamuely Tibor: *Riadó. Válogatott cikkek és beszédek.* Kun Béla előszavával. («Тревога». Избранные статьи и речи. С предисловием Белы Куна.) Будапешт, 1957 г. Ligeti Károly: *Válogatott írásai.* (Избранные статьи.) Будапешт, 1957 г.

¹⁵ Fedor János: *A forradalom útja Oroszországban.* («Путь революции в России»). Будапешт, 1957 г.

исходная документальная база исследования этой тематики.¹⁶ Из монографий наиболее значительны работа Антала Йожи «Война, плен, революция» и популярная, обобщающего плана совместная работа этого же автора с Дьердем Милеи «Венгерские интернационалисты в борьбе за победу Октября» (на венгерском и русском языке).¹⁷ По этой теме проведена целая серия научных сессий советско-венгерской комиссии по историческим наукам; результаты сессий отражены в ценном сборнике, изданном на венгерском и русском языках в 1978 и 1980 году. («Венгерские интернационалисты в Сибири и на Дальнем Востоке, 1917–1922 гг.»)¹⁸ Одновременно велись работы и по изучению участия русских военнопленных в венгерских революциях 1918–1919 гг.¹⁹ В серии «Очевидцы», издаваемой Институтом истории партии, вышел в свет сборник воспоминаний «Венгры за победу Великого Октября, 1917–1921 гг.»²⁰ содержащий целый ряд не опубликованных ранее мемуаров. Исследования по теме продолжаются: в точном, достоверном раскрытии роли венгерских интернационалистов специалистам еще есть над чем работать.

2. Значительно расширилась тематика венгерских исторических исследований, возросло число публикаций по отдельным вопросам, периодам самой Октябрьской революции и гражданской войны. Важное место среди них занимают документальные публикации, содержащие малоизвестные в Венгрии документы; такое издание — работа Иштвана Долманёша «Хроника великой революции. 1917 год в воспоминаниях и достоверных документах».²¹ Несколько ограниченной в тематическом плане работа Иштвана Ковача «Октябрьские декреты и первая советская конституция».²² Издания подобного характера представляют документированное направление исследования истории революции и вместе с другими сходными работами как бы готовят в венгерской исторической литературе базу для издания фундаментальной монографии по истории Октября. В эту группу

¹⁶ *A magyar internacionalisták a Nagy Októberi Szocialista Forradalomban és a polgárháborúban* (1917–1922) («Венгерские интернационалисты в Октябрьской революции и гражданской войне 1917–1922 гг.») Будапешт, т. I, 1967 г., т. II, 1968 г.

¹⁷ Józsa Antal: *Háború, hadifogság, forradalom. Magyar internacionalista hadifoglyok az 1917-es oroszországi forradalmakban.* («Война, плен, революция. Венгерские военнопленные-интернационалисты в российских революциях 1917 года») Будапешт, Академическое из-во, 1970 г. Józsa Antal–Milei György: *A rendíthetetlen százezer. Magyarok a Nagy Októberi Szocialista Forradalomban és a polgárháborúban.* («Венгерские интернационалисты в борьбе за победу Октября») Москва, 1977 г. Венгерское издание: Будапешт, Кошут, 1968 г.

¹⁸ *Magyar internacionalisták Szibériában és a Távols-Keleten. 1917–1922.* «Венгерские интернационалисты в Сибири и на Дальнем Востоке» Главные редакторы: Жигмонд Пал Пах и А. П. Окладников. Издание на русском языке: М., 1980 г. «Наука».

¹⁹ Józsa Antal: *Orosz internacionalista hadifoglyok részvétele a magyarországi forradalmakban.* (1918–1919) «Участие русских военнопленных-интернационалистов в революциях Венгрии 1918–1919 гг.» Журнал «Акта Историка», том 20, 1974 г., стр. 55–101.

²⁰ *Tanúságtételek. Visszaemlékezések a magyarországi munkásmozgalm történetéről. Magyarok a Nagy Október győzelméért, 1917–1921.* («Очевидцы. Воспоминания из истории венгерского рабочего движения. Венгры за победу Великого Октября, 1917–1921»). Будапешт, 1977 г.

²¹ Dolmányos István: *A Nagy Forradalom krónikája.* («Хроника Великой революции») Будапешт, 1967 г.

²² *Az októberi dekrétumok és az első szovjet alkotmány.* («Октябрьские декреты и первая советская конституция») Ред. и введ.: Иштван Ковач. Будапешт, Из-во экономической и юридической литературы, 1980 г.

изданий можно отнести переведенный с русского языка сборник А. П. Ненарокова «1917 г. Великий Октябрь. Исторический обзор, документы, фото»,²³ а также сборник работ о международном движении солидарности в поддержку революции²⁴ и т. д.

К 60-ой годовщине революции была издана внушительная книга Иштвана Долманёша «Сияющий Октябрь», явившаяся значительным шагом к написанию венгерской монографии об Октябрьской революции.²⁵

Большим подспорьем в исследовании международного значения и влияния революции является ежегодник «Из истории международного рабочего движения», в котором с момента его основания в 1973 году публикуется много фактических материалов, статей, анализов о европейском и азиатском приеме Октябрьской революции, о движениях солидарности, жизненном пути руководителей Октября. Ежегодник регулярным рецензированием новой литературы о революции дает информацию о главных направлениях, тенденциях проводимых историками разных стран исследований.

3. В 1960–1970 годы значительно обогатилась и литература о непосредственном влиянии революции на события в Венгрии. Исследования ведутся в двух направлениях. Первое анализирует идейно-политическое влияние революции, русско-советские связи венгерских революций 1918–1919 гг. В изучении этой тематики особенно важны научные сессии, приуроченные к 50-ой и 60-ой годовщине революции, и их изданные отдельными сборниками материалы.²⁶ Второе направление – исследование влияния революции на венгерскую культурную и литературную жизнь. По этой теме после издания ряда статей и аналитических трудов к 60-ой годовщине революции вышла в свет большая антология, в которой собраны произведения современных венгерских поэтов, публицистов о революции.²⁷

Здесь же следует упомянуть специфическое, литературно-художественной направленности произведение писателя Ласло Дюрко «Ленин, Октябрь».²⁸ Автор – известный драматург – применением литературных приемов и средств, с худо-

²³ А. П. Ненароков, «1917 г. Великий Октябрь. Исторический обзор, документы и фото» Венгерское переводное издание: Будапешт, из-во Кошут, 1977 г.

²⁴ *El a kezeket Szovjet-Oroszországtól! Tanulmányok.* («Руки прочь от Советской России» Статьи. Ред.: Янош Емниц, Р. Шурани, Дьюла Токоди. Введ.: И. Харшани). Будапешт, Кошут, 1979 г.

²⁵ Dolmányos István: *Ragyogó Október. A Nagy Oroszországi Szocialista Forradalom története.* («Сияющий Октябрь. История Великой Октябрьской социалистической революции»). Будапешт, из-во Кошут, 1979 г.

²⁶ *Ötven év. A Nagy Október és a magyarországi forradalmak.* Tanulmányok. («50 лет. Великий Октябрь и революции в Венгрии.» Статьи. Академическое из-во – из-во Кошут. 1967 г. Ред.: Жужа Л. Надь–Андраш Жилак. 60-я годовщина Великой Октябрьской социалистической революции. Научная сессия. Будапешт, 26–27 октября 1977 г. Будапешт, Академическое из-во, 1977 г. Ред.: Хенрик Вашш, Тибор Халаи, Бела Веси.

²⁷ *Így látták a kortársak 1917–1919. Magyar költők, publicisták a Nagy Októberről.* («1917–1919 гг. глазами очевидцев. Венгерские поэты и публицисты о Великом Октябре») Из-во Кошут, 1977 г.

²⁸ Будапешт, 1967 г. – Непосредственно связана с ней изданная в 1970 году другая работа автора: *Négy szemközt a forradalommal. Vallomások, emlékezések 1917-ről.* («С глазу на глаз с революцией» Воспоминания о 1917 годе.) Будапешт, 1970 г.

жественной взыскательностью и — что очень редко в художественной литературе — с уважением относясь к историческим фактам, пытается дать читателю возможность понять, какой путь прошел Ленин до победного завершения революции.

4. Большой вклад в подъем исследования истории Октябрьской революции в венгерской исторической науке внесла Международная проблемная комиссия по истории Великой Октябрьской социалистической революции. Комиссия помогает в координации проводимых в большинстве социалистических стран исследований, разработке совместных исследовательских тем, организации публикаций и т. д. Работающее под духовным руководством академика И. И. Минца «международное духовное объединение» обогатило уже множеством изданий историческую литературу о Великом Октябре; распространение совместных исследований на сравнительное изучение истории последовавших за Октябрем социалистических революций обещает дать новые значительные результаты.²⁹

*

Выше мы попытались кратко очертить путь, пройденный венгерской историографией по изучению истории Октябрьской революции. Вряд ли возможно сейчас очертить ожидаемые — или желательные — пути дальнейшего развития. Упомянутая выше координация, сложившаяся между группой социалистических стран, способствовала более четкому и ясному определению стоящих перед исследователями задач. Складывающееся, формирующееся широкое международное сотрудничество по всей вероятности даст новый импульс исследованию великого события всемирно-исторического значения — Великой Октябрьской социалистической революции.

²⁹ Под руководством венгерской секции многосторонней проблемной комиссии была, например, подготовлена следующая работа: *A proletárdiktatúra államának történeti tapasztalatai* («Исторический опыт государств диктатуры пролетариата»). Редактор Шандор Карпати. Академическое издательство, 1984 г.

Small States in the Modern World

DOMOKOS KOSÁRY

For a long time, historians of international relations paid little attention to small states. As the latter have often been considered as anachronistic remnants of an outdated past (H.G. Wells, 1900), it was easy to overlook the fact that they too had their roles in the international system. In recent times, however, mainly as a result of the break-up of the old multinational and colonial empires since the two World Wars, the number of small states has considerably increased. This process wakened new interest in the problem of their historical antecedents as well. It was under the influence of the changes following the First World War that historians first started to trace the idea of the small state in the 18th and 19th centuries (E. Sieber, 1920, B. Cappis, 1923). After the Second War, as the process of proliferation of small states continued, a number of scholars, mostly economist and political scientist started to examine the problems presented by this new phenomenon and to define the specific features of the small states, their scope of action in the international system and their limitations. More often than not, they cast a retrospective glance at certain historical problems as well (A. Baker Fox, 1959, 1969; A. Robinson, 1963; Th. Fleiner, 1966; D. Vital, 1967; B. Benedict, 1967; R.L. Rothstein, 1968; R.O. Keohane, 1969; D. Schou, 1971; T. Mathisen, 1971; R.P. Burston, 1973; M. Handel, 1981; Gy. Ránki, 1984. etc.).

Considering the extreme variety of small states, one could hardly expect this literature to light upon a precise and globally valid definition. The obvious quantitative criteria (population, area, GNP etc.) alone are evidently not adequate. Areas can differ extremely and the size of population is a function of historical time. One may add that a state is "small" or "big" mainly in relation to other states and particularly to its environment. Still, these studies tried to define some main features which could be more or less considered as characteristic to the small states. E.g.: the disparity in their physical strength gives them a weak international position; they have less influence and – we are told – a rather regional, limited interest in international problems and less information on them. The list of their economic disadvantages includes a narrower range of resources and a limited market, which makes their production less diversified and more specialized on certain promising sectors, while their structure is more dependent on foreign trade, more exposed to international economic fluctuations. Somewhat more optimism pervades the assessment of their social and national cohesion, their flexibility in adjusting themselves to reforms and experiments, while their mentality reflects both a consciousness of their vulnerability and an endeavour to justify their will to continue existing.

However, preparing their reports on the present theme of the small countries facing the political, economic and cultural challenges from 1750 to 1914, the participants of our team were aware of the fact that to understand the historical evolution and role of the minor states, they needed a somewhat different, dynamic model capable of showing the changes which have been slowly but considerably modifying the international system

KOSÁRY, DOMOKOS, Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie, Budapest
Űri u. 53. 1014 Conclusions of the organizer and president of the section chronologique, période
moderne: Les «Petits États» face aux changements culturels, politiques et économiques de 1750 à 1914.

and, with it, the circumstances and even the size and number of states. With one exception (Korea) they analyzed the various cases of several European countries (Belgium and the Netherlands, Finland and the Baltic provinces, Hungary, Italy, Romania together with Greece and Serbia, as well as Switzerland), while the organizer tried to draw some conclusions and to define the development types of the minor states in Europe from 1715 to 1919. In order to facilitate the discussion, these papers have been published in a small separate volume in Lausanne before the opening of the International Congress.

During the session, some interventions, taking an effective part in the discussion, usefully completed the picture on certain points, without altering it essentially. Some others, apparently unaware of the existence of the published reports, raised questions already dealt with by the latter. Others, again, tended to eulogize the historic virtues of a given small state or of the small states in general and to present a monologue rather than a real contribution to the actual debate. As one of the interveners appropriately remarked: not all great powers had always played a negative role, and not all small states a positive one.

In my opinion, our conclusions can be summed up as follows: Conflicts between smaller and stronger forces and other examples of "small state behaviour" can of course be found in the Middle Ages as well. The problem of the small state in its proper sense, however, arose with the emergence of the sovereign and rival great powers and the formation of a "state system" in Europe since the 16th century. The functioning of this system was reflected in the peace treaties reorganizing Europe after recurrent general conflagrations with the intention of restoring the "balance of power" as interpreted by the prevailing stronger party (e.g. 1648, 1715, 1815). In these various settlements the great powers accepted the existence of certain smaller political units and utilized them for certain tasks (e.g. for erecting barriers or buffers destined to stand in the way of any eventual recurrence of expansionist ambitions on the part of the late adversary). These small states received, within prescribed limits, a kind of protection, but were in considerable measure dependent on the policies of great powers. Other small political units, however, remained parts of certain empires. There were great differences also between the socio-economic structures of the various minor units. This phenomenon can be explained by the fact that the historical structure of Europe has always consisted of different zones with unequal levels of development. These zones, more precisely a relatively advanced epicentre surrounded by various peripheral regions, developed in close interaction with each other, all forming part of the same more or less coherent model. The functioning of this mechanism remained essentially the same in spite of the considerable changes (shifts of epicentre, modifications in the peripheral zones) brought about by historical evolution. The period we are concerned with here was that of the long process of gradual transition from the old, traditional socio-economic order to modern industrial societies, from feudalism to capitalism, and with it to liberalism and nationalism. The centre of gravity was now Britain leading the way of modernization. France and some of her neighbours, though slower in their development, still belonged to the advanced zone. They were surrounded and gradually followed by peripheral zones extending in a great semicircle from Scandinavia through Eastern Europe to the Mediterranean region. In the 18th century enlightened absolutism and in the 19th century liberal reforms were the means which certain states and social groups of these zones tried to use for catching up with the more advanced countries serving as economic, political and intellectual models.

We find minor political units, however, in both of the more and less advanced zones alike.

The difference between great and small states is best revealed by the divergent character of their security problems. The security of the great powers is mainly assured by their own internal strength and less by external factors. The security of a minor state depends, on the other hand, primarily — though of course not exclusively — on external, international factors. Internal strength can vary with the level of economic, technical, cultural development and with the degree of political, national loyalty. It is sometimes supplemented by "natural" security factors like the geographical position and relative distance of a country — but to an extent even these possibilities can change their meaning in the course of history. Other additional factors of political character (e.g. if a country is the object of rivalry or of common interest of several great powers) evidently belong to the "external" category. All these eventualities are of a contingent and not of an intrinsic nature. The fact remains that the chance and the scope of action of a small state are primarily defined by international factors. As the effects of international factors were varying with time and space, the minor states of Europe represented different development types in the 18th and 19th centuries.

1. If social and political communities are given a free scope and a specific role defined by the international system, they will adjust themselves to this possibility thus creating a historical tradition. This is the case of Switzerland which obtained independence in 1499, international guarantees in 1648, 1715, 1815, before having been organized as a Bundesstaat in 1848. From 1839 on Belgium was in a similar, although more exposed position. The Netherlands also had such an international role, particularly, as a neutral state after 1815, but as a maritime, colonial power some other additional factors as well. These — and some other — examples represented variants of a development type with positive additional factors.

2. In many recent studies the terms of "small state" and "small nation" are alternately used. However, the state — which chronologically preceded the emergence of the modern nation — did not necessarily correspond the latter. In the second half of the 19th century the small Italian and German states have been absorbed and integrated into the new, unified greater states of their respective nations. Earlier, international factors had long been instrumental in supporting the separate existence of these minor states in spite of certain ties linking them together. Now the international system made their liquidation possible without eliminating, however, all of their specific features and manifold traditions. These states represented a development type with variable additional factors.

3. Traditional diplomatic historians tended to accept as "states" only independent political organizations with an internationally recognized, formal sovereignty. However, a political unit with a certain autonomy, institutions, traditions and a "state-idea" of its own can be regarded as a state even if it was integrated in, and more or less subordinated to, a larger political framework. Consequently, a comprehensive history of the minor states has to include, in the North, Norway or Finland, although the latter was under Russian rule between 1809 and 1918, or, in the East, the antecedents of a number of new — partly resuscitated — minor states which gradually emerged from the traditional frameworks first of the Ottoman Empire (Greeks, Serbs, Romanians, Bulgarians) and, finally, of the Habsburg Monarchy. In these multinational empires nationalism acted as a centrifugal force producing a third type of small states. In spite of her growing internal

tensions, the Habsburg Monarchy survived the crises of the 19th century and disintegrated only at the end of the First World War. Until then she was considered by the great powers, particularly by Great Britain, as an indispensable element in international balance. Nor had all her nations always been seriously opposed to her. Some of them, like the Czechs in 1848, or the Hungarians after 1867 (following the defeat of their revolution) even tried to use her as a protective shield, as an external additional factor. Austria was also more advanced and – at least in certain periods – more capable of modernization than the Ottoman Empire. Even at the end of the First World War, some authors, realizing that the old structure of Austria–Hungary was not tenable any more, proposed to replace it by a kind of federation, because they believed that no independent small state could really exist in this zone of Europe. However, new small states were to emerge from the framework of the collapsing Habsburg Monarchy, doomed as an ally of Germany. In this rather exceptional situation, with two neighbouring great powers (the German and Russian empires) temporarily knocked out, the international system entered a new phase, with new debates on the merits and failings of the small states.

Söldnerheer und Kriegspolitik von Matthias Corvinus

GYULA RÁZSÓ

Es besteht kein Zweifel darüber, dass ein Hauptmittel der königlichen zentralen Macht im Mittelalter das Söldnertum war. Trotzdem empfahl es kein bedeutender Militär-Theoretiker gern seinem Herrscher. Man betrachtete es eher als ein unvermeidliches aber keineswegs fügsames Instrument. Niccolo Machiavelli, der hervorragende Florentiner stand nicht allein mit seiner etwas übertriebenen sonst aber treffenden Behauptung: »Auf Grund mit grossen Kosten und Risikos verbundenen Erfahrungen weiss man schon, wie unverlässlich die Fremden oder Söldnerheere sind; wenn sie stark und fürchterlich sind, dann sind sie entweder unerträglich oder heimtückisch, und wenn sie klein oder schwach sind, dann nützen sie nicht.« Um diese Ambivalenz der Söldnerarmee zu unterstreichen, möchte ich einen Sonderfall erwähnen: wie entwickelt sich ein Mittel, in diesem Falle das Söldnerheer, zum Zweck, und wie beeinflusst es die ganze äussere und teilweise auch die innere Politik seines Herrschers. Und durch das folgende Beispiel versuche ich auch zu demonstrieren, was geschieht, wenn ein Staat oder ein ambiziöser König aus Zufall ein solches Heer erwirbt, das seine Möglichkeiten übertrifft. Das ist die Geschichte des Ungarnkönigs Matthias Corvinus. In den ersten Jahren seiner Regierungszeit – von 1458 bis 1464 – schien er ein treuer Anhänger und Fortsetzer der Politik seines Vaters, Johannes Corvinus, des grossen ungarischen Feldherrn zu sein. Das heisst, er verpflichtete sich zum Kampf gegen die Osmanen; er nahm ernsthaft an dem gutgesinnten, aber schliesslich gescheiterten Kreuzzug des Heiligen Römischen Vaters Pius II. teil.

1463–1464 kämpfte er in Bosnien meistens erfolgreich gegen den Türkenherrscher Mehmed, den Eroberer. Unmittelbar vor diesem Krieg geschah ein Wunder: er konnte mit Ian Jiskra, dem Anführer der die oberungarischen Gebiete besetzenden böhmisch-hussitischen Truppen ein Abkommen treffen. Dadurch wurde er Besitzer einer erfahrenen und hochwertigen, von den Magnaten fast unabhängigen Armee. Auch die Folgen des Türkenkrieges waren beachtenswert. Matthias konnte mit Recht feststellen, dass ein Offensivkrieg mit unzuverlässigen Verbündeten gegen die osmanische Übermacht aussichtslos ist, und daraus zog er auch die richtigen Konsequenzen. In seinen späteren Regierungsjahren strebte er nur danach das prekäre Gleichgewicht aufrechtzuerhalten. Aber er hatte ein Heer. Es war genügend stark, um die Unabhängigkeit und die Sicherheit des Landes zu schützen, besonders weil der grosse Türkenkaiser die Eroberung Ungarns noch nicht beabsichtigte.

Aber ein Heer im Friedensstand war der Meinung eines kriegerisch eingestellten Herrschers nach, wie Matthias einer war, wertlos. In diesem Falle besteht diese Armee nur aus überflüssigen Soldaten, die ohne Verdienst ihren Sold verdienen. Sogar verlieren sie viel an ihrem Kampfwert im Ruhestand, vor Langeweile oder Übermut belästigen sie die Adligen, Bürger und Bauer.

Matthias konnte sich aber keineswegs mit dieser Sache abfinden. Er suchte Gelegenheiten, seine Armee nutzbringend zu verwenden. Und Gelegenheit für einen Krieg gibt es immer. Von 1468 ab kämpfte Matthias mit wechselndem Erfolg gegen Böhmen,

RÁZSÓ, GYULA, Institut d'Histoire Militaire, Budapest, Kapisztrán ter 1. 1014. Intervention, Section chronologique, moyen âge: Pouvoir et autorité au Moyen Age.

Polen und das Heilige Römische Reich. Die Motivationen für diesen dauernden Kriegszustand sind verschieden. Eine davon ist vor allem die labile internationale Lage Ungarns. Bedroht von seinen gefährlichen Nachbarn fühlte sich Matthias berechtigt, sein Königreich um jeden Preis zu verstärken. Im Besitz einer starken Armee erschien als der einfachste Weg die territoriale Expansion, d. h. die Eroberung.

Was die kriegerische Einstellung des Ungarnkönigs betrifft, erfahren wir aus seiner umfangreichen Korrespondenz selbstverständlich nichts. Aber seine Hofhumanisten: Antonio Bonfini, Lippo Brandolino, Lodovico Carbo und die anderen, kannten die Wünsche ihres Mezens. In ihren Lobgesängen standen immer die martialischen Tugenden an erster Stelle.

Aber nicht nur die Bedürfnisse seines Landes und seine Ruhmsucht veranlassten Matthias zu seinen Eroberungskriegen, auch das Söldnerheer erwies sich als eine treibende Kraft.

Die im Interesse des böhmischen Krieges an die ungarischen Magnaten gerichteten Worte des Königs bewiesen an sich schon die Wahrheit: die Armee braucht einen Krieg, um sich nützlich zu machen. Es folgt jetzt ein Zitat aus dem grossen Werk Bonfinis: *Rerum Ungaricarum Decades* »Bedenkt euch, was eure Pflicht, was eure Bestrebung ist. In Ungarn sind die Menschen in drei Gruppen unterteilt: die erste beschäftigt sich in religiösen Angelegenheiten, die zweite kämpft, die dritte bebaut das Land. Ihr sollt keine Wissenschaft lernen, keine Gewerbe, kein Handel soll euch kümmern. Ihr seid Krieger, und wenn ihr nicht immer im Söldnerdienst stündet, könntet ihr keineswegs anständig leben. Wenn ihr die Zeit zu Hause vertrödeltet, könntet ihr die Notdurft nicht ertragen, ihr würdet immer an Raub, Meuterei und an Gewalttaten denken. Der Friede ist für euch sehr gefährlich, die Natur schuf euch für den Krieg.«

Das waren keine Worte des Propaganda, sie entsprachen der Wahrheit.

Zum Schluss sollten wir die Folgerungen für die Rolle des stehenden Heeres des Ungarnkönigs ziehen. Die Kriege waren nur teilweise erfolgreich; sie brachten nicht unbedeutende Gebietsgewinnungen, aber keinen vollkommenen Sieg. Das Ergebnis war eine beinahe totale Isolierung des Königs. Und was die innere Politik betrifft, das Heer brauchte Geld und auch eine Apparatur, um dieses Geld aufzubringen. Die Steuern erhöhten sich auf ein bisher unbekanntes Niveau – jährlich auf 700 000 Goldene Taler.

So war das grosse Söldnerheer ein Danaergeschenk für Ungarn und auch für den König.

Zur Frage der Arbeitsteilung zwischen Stadt und Land (16.–18. Jh.)

IMRE WELLMANN

Wesen und Entwicklungsgang der wirtschaftlichen Arbeitsteilung zwischen Stadt und Land wurden durch den Co-rapport im allgemeinen klar und treffend geschildert; selbstverständlich traten aber dabei in unterschiedlichen Regionen manche Änderungen in der Zeitfolge hervor. Was den Produktionsprozess betrifft, könnte der Co-rapport mit Einbeziehung der Frage der Rohstoffgewinnung ergänzt werden. Es ist kennzeichnend, dass sich das Dorf bei der Erzeugung von Lebensmitteln und Rohstoffen, die es dann der Stadt zum Kauf oder Tausch anbot, völlig auf die materiellen Kraftquellen seiner eigenen Gemarkung verlassen konnte; ausserdem waren die Dorfbewohner in der Lage, ihre allernötigsten Bekleidungsartikel aus selbst gezüchtetem Flachs bzw. Hanf und Wolle, sowie aus Haut und Fell ihrer Haustiere und des erlegten Wildes, ihr wenn auch dürftiges Haus aus eigenem Holz und Lehm, dessen Dach aus eigenem Stroh oder Rohr, ihren Brennstoff und den Grossteil ihrer Gerätschaft ebenfalls aus dem im eigenen Wald gefällten Holz selbst herzustellen. Und meistens unternahm es der Hörige nur unter dem Zwang, die ihm auferlegten Steuer und andere Geldabgaben entrichten zu müssen, seine etwaigen Überschüsse auf den Wochenmarkt der Stadt (oder einen Jahrmarkt) zu bringen, um sie dort zu Geld zu machen. Zweifellos hatten auch einige Städte je einen Weinberg, manche Gärten, nicht selten auch eine Wiese und Weide, eventuell abhängige Dörfer, doch bezogen sie Lebensmittel und Rohstoffe grösstenteils, jene von ausgesprochenem städtischen Charakter fast völlig, vom Lande. Demnach war im Laufe der wirtschaftlichen Arbeitsteilung zwischen Stadt und Land viel mehr die erstere auf das letztere, als umgekehrt angewiesen.

Bei der Beantwortung der während der Diskussion gestellten Frage, wie sich nämlich die Arbeitsteilung zwischen Stadt und Land im Ständewesen widerspiegelte, geht man am besten von der unterschiedlichen Wehrpflicht aus. Die Vorrechte des Adels und damit seine hohe Stellung innerhalb des Ständewesens beruhten vornehmlich darauf, dass es sein Beruf war, das ganze Vaterland zu verteidigen; die übrige Bevölkerung auf dem Lande, die in offenen Dörfern lebenden Bauern nahmen am Krieg im Grunde nur als Untergebene ihrer Grundherren, in ihrem Gefolge teil, und hatten im Zusammenhang damit, dem ganzen Aufbau der feudalen Gesellschaft entsprechend, kein Recht, an den Landtagen und überhaupt in der Leitung des Staatswesens eine Rolle zu spielen. Die Wehrpflicht der Bürger von festen Mauern umgebenen Städten konzentrierte sich hingegen auf die Verteidigung der eigenen Stadt, wobei die Beschützung von einzelnen Mauerteilen den Zünften zufiel. Im Zusammenhang mit dieser hauptsächlich lokal beschränkten Wehrpflicht war auch die Teilnahme der Stadt an den Landtagen und damit am Staatsleben beschränkt. Um das Beispiel von Ungarn anzuführen, da waren die

IMRE WELLMANN 1026 Budapest, Torockó u. 12. Intervention, Commission Internationale pour l'Histoire des Villes.

hochadligen Bannerherren verpflichtet, im Kriegsfall mit je einem Banderium ins Feld zu rücken, dementsprechend hatten sie die hohen Staatswürden inne und nahmen an den Landtagen, und zwar an den Verhandlungen des Oberhauses persönlich teil. Der Kleinadel, dessen Wehrpflicht beschränkter war, wurde auf den Tagungen des Unterhauses des Landtags durch Abgeordnete der einzelnen Komitate (territoriale Organe) vertreten und seine Mitglieder besaßen nur vereinzelt höhere Positionen im Staatsleben. Das gleiche war, in noch beschränkterer Masse, auch für die Städte richtunggebend. Die Bauern auf dem Lande kamen aber für das Ständewesen gar nicht in Betracht, seit ihrem grossen Aufstand vom Jahre 1514 wurde der Hörige nicht einmal als rechthabender Landesbewohner betrachtet.

Flächenausdehnung der Landwirtschaft in Ungarn (Ende des 18. Jahrhunderts)

ISTVÁN N. KISS

Aus der feudalen Epoche Ungarns verfügen wir in drei Querschnitten über solches Quellenmaterial, welches eine quantitative Untersuchung der landwirtschaftlichen Produktionszweige zuließ. Als erster sammelte und analysierte die betreffenden Quellen István Szabó, der die Verteilung der Fluren von 66 Dörfern bestimmt hat. Diese Angaben kamen aus neun Komitaten (Bezirke) der historisch-geographischen Region Transdanubien.¹

Produktionszweig	tausend kgl. Joch	%
Acker	22,8	43,8
Wiese	5,7	11,0
Wald	23,5	45,2

Weide und Weinberg sind in den Quellen nur als Bruchteile repräsentiert. Trotz des Umstandes, dass die erwähnten Dörfer in dem ungarischen Hochmittelalter als wirtschaftlich gut entwickelt galten, erreichte der Prozentsatz der Wälder fast die Hälfte und der Acker nur 43,8% der Nutzfläche. Das relativ bescheidene Wiesenareal weist darauf hin, dass die Viehhaltung von dem einigermaßen freien – Gemeinschaftsbesitz! – und sehr grossen Weideareal getragen wurde.

Das obengeschilderte Kulturareal aus dem 15. Jahrhundert machte ungefähr 27 Tausend Katastraljoch (Kj) aus, dasselbe vom Komitat Pest 1789 0,93 Million Kj und das für das ganze Königreich Ungarn 1855 – wiederum nur Acker, Wiese und Wald in Betracht gezogen – 13,5 Millionen Kj aus. Die Proportion zwischen Acker und Wiese in den drei Querschnitten vergleichend bekommt man das folgende Bild:²

Verteilung der Nutzflächen in Ungarn
Acker zu Wiese, 15. Jh. – 1855

Gebiet	Zeitpunkt	Proportion
Transdanubien	XV. Jh.	4,0 zu 1,0
Komitat Pest	1789	1,8 zu 1,0
Königreich Ungarn	1855	3,4 zu 1,0

¹ Szabó, István: A magyar mezőgazdaság története a XIV. századtól az 1530-as évek végéig. (Die Geschichte der ungarischen Landwirtschaft vom XIV. Jahrhundert bis 1530.) Budapest, 1975. S. 13.

² Gálgyóczy, Károly: Magyarország, a Szerb vajdaság és a Temesi bánóság mezőgazdasági statisztikája. (Die Agrarstatistik von Ungarn, der serbischen Wojwodschaft und Temesvárer Banat. (Pest, 1855. S. 31., 86–92.

N. KISS, ISTVÁN Musée Agraire, Budapest, Széchenyi sziget H-1367. Intervention, International Commission for the Application of Quantitative Methods in History. Ein Beitrag zur Vorlesung von J. PURS: Transition from Agricultural to Industrial Society in the Czech Lands.

Zur Beurteilung der obigen Tabelle muss wieder betont werden, dass die Ausdehnung der Weide, der grössten der Nutzflächen, nur von dem Ende des 18. Jahrhunderts an bekannt ist und die früheren Angaben sind nur fragmentarisch. Die Daten der Tabelle beweisen eindeutig, dass der Prozentsatz der Getreideproduktion vom 15. bis zum 18. Jahrhundert um die Hälfte zurückging, und selbst um die Mitte des 19. Jahrhunderts konnte er das 400 Jahre frühere Produktionsniveau nicht erreichen. Die Frontlage gegenüber den Türken und die 150 Jahre lange Besetzung des Landes verursachten diese abnehmende Tendenz der Produktion, die im Spiegel der Angaben von 1789, trotz des Wiederaufbaues und der Neubesiedlung des Landes während des 18. Jahrhunderts, deutlich zu erkennen ist. Dieselben Daten überzeugen uns gleichzeitig von der dominanten Rolle der Viehzucht im Komitat Pest bzw. in Ungarn; das Volumen der Ausdehnung der Weide überstieg 1789 das des Ackers, 0,54 Million Kj Weide gegenüber 0,51 Million Kj Acker!

Nach der Produktionsverteilung im Agrarbereich möchten wir noch die Lage der Besitzverhältnisse des bebauten Areals erklären. Aus der Josephinischen Katastervermessung sind in Ungarn nur Bruchstücke überliefert, darunter auch die Aufnahme des Komitats Pest. Das Pester Komitat lag im Zentrum des Landes und war mit 10 530 km² eines der grössten in Ungarn. Die Gliederung der tabellarisch zusammengestellten Aufnahme in die Rubriken »Obrigkeitlich durch Unterhanen benutzt« und »Unterthänig«³ zeigt, dass die ursprünglich grundherrlichen, dann aber in bäuerlichen Besitz oder bäuerliche Nutzung übergegangenen Felder gesondert aufgeführt wurden. Vor der 1 578 352 Kj grossen Nutzfläche wurden 37,7% als grundherrliches, 16,2% als herrschaftliches Land im bäuerlichen Besitz und 46,1% als bäuerliches Areal bestimmt. Die Zusammensetzung der Nutzfläche belegt die dominierende Rolle der Viehzucht in der Landwirtschaft:

Ackerland	516 289 Kj – 32,7%
Wiese	276 800 Kj – 17,5%
Weide	540 530 Kj – 34,3%
Garten	64 387 Kj – 4,1%
Weinberg	42 895 Kj – 2,7%
Wald	137 424 Kj – 8,7%
	<hr/>
	1 578 325 Kj

Die in bäuerlicher Nutzung befindlichen herrschaftlichen Felder verteilten sich keineswegs gleichmässig auf die einzelnen Wirtschaftsbereiche.

Prozentsatz des von Bauern genutzten herrschaftlichen Landes,
Komitat Pest, 1789

Ackerland	44,5%
Wiese	32,5%
Weide	27,8%
Garten	47,7%
Weinberg	Bruchteil
Wald	Bruchteil

3 Adatok. Pest vármegye 1789. évi kateszteri felmérése. (Die Katastervermessung des Komitats Pest im Jahre 1789.) Hg. von Horváth. Sándor in Magyar Gazdaságtörténeti Szemle 1901. S. 62–114 und 166–171.

Fast die Hälfte des herrschaftlichen Ackerbodens und Gartens, ein Drittel der Wiesen und mehr als ein Viertel der Weiden lag demnach in tatsächlicher Nutzung und im Pacht- oder Pfandbesitz von Hörigen. Die 16,2% des herrschaftlichen Landes, die sich am Ende des 18. Jahrhunderts der Katasteraufnahme zufolge im Besitz der Bauern befanden, entsprechen einem Anteil von 26% an der gesamten durch Bauern genutzten Fläche. Das Komitat Pest umfasste zwar nur ungefähr 5% des Landesgebietes, doch entsprachen seine sozioökonomischen Verhältnisse denen der meisten anderen Komitate, so dass es als repräsentativ für den grössten Teil des Königreiches Ungarn angesehen werden kann.

In Böhmen dominierte – wie das vollständig überlieferte Material der Katastervermessung Josephs II. zeigt – das System der zweiten Leibeigenschaft. Ein Vergleich der landwirtschaftlichen Bodennutzung zwischen Böhmen und dem ungarischen Komitat Pest führt zu folgenden Ergebnissen.⁴

Verteilung der Nutzflächen in Böhmen
bzw. Ungarn, 1789–1794

Produktionszweig	Böhmen	Ungarn
Wiese zu Acker	1 zu 4,5	1 zu 1,8
Weide zu Acker	1 zu 6,0	1 zu 0,95

Der strukturelle Unterschied zwischen den Agrarverhältnissen beider Staaten liegt klar vor uns: in Böhmen wurde sechsmal mehr Boden als Acker denn als Weide genutzt, in Ungarn dagegen entsprach der Umfang der Weide – wenn die Daten des Pester Komitats verallgemeinert werden dürfen – dem der Acker. Auch die Relation Wiese-Acker zeigt die herausragende Bedeutung des Ackerbaus in Böhmen, hier gab es viereinhalbmal mehr Ackerboden als Wiese, während in Ungarn die als Acker genutzte Fläche nicht einmal doppelt so gross war wie die des Wiesenareals. Dies zeigt als struktureller Unterschied deutlich die dominierende Rolle des Ackerbaus in der Agrarwirtschaft Böhmens und der Viehzucht in Ungarn. Darüber hinaus belegt der Vergleich auch die Existenz der zweiten Leibeigenschaft in Böhmen und deren Fehlen in Ungarn, denn in keinem Land, in dem die zweite Leibeigenschaft bestand, spielte die Viehzucht eine derart führende Rolle wie in Ungarn.

Aufgrund dieser Angaben glauben wir – ohne den Ergebnissen zukünftiger Forschungen vorgreifen zu wollen – feststellen zu können, dass die ungarische Agrarentwicklung, in deren Rahmen die Hörigen auch freien Boden besitzen konnten und die freien Bauern einen beträchtlichen Teil der Agrarbevölkerung stellten, in Ostmitteleuropa eine eigentümliche Stellung einnahm.

⁴ Aufgrund der Untersuchungen von *Joseph Anton Riegger*, zitiert von *Jaroslav Purs*: Struktur und Dynamik der industriellen Entwicklung in Böhmen im letzten Viertel des 18. Jahrhunderts. Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte 1965. I. S. 160–196. – Für das Pester Komitat vgl. Anm. 3.

Absolute Monarchy in Hungary

ÁGNES VÁRKONYI

I am going to speak briefly of a few particulars in the rise of absolutism in Hungary and Transylvania between 1580 and 1711.

Politicians in the Kingdom of Hungary and Transylvania acquired a direct knowledge of two strong centralized powers, the Ottoman Empire and the Habsburg Empire. As seen by Christian Europe, the Turkish Empire was simply a despotic power. However, there were a few authors who maintained that with its excellent organization and efficiency, the Turkish Empire set a model to be followed by the Christian countries. For example, Guislenius Busbequius, Emperor Ferdinand's Flemish-born diplomat gave special praise to the military organization, the army, the efficient administration, and the enforcement of central power. He said that countries weakened by domestic struggles were unable to defeat the Ottoman Empire, because the latter ruled through strong, centralized power, and it was not by privilege of birth, but by personal endowments that high military rank was obtained.

Centralization in the Habsburg Empire began in the second half of the 16th century, and in the course of the 17th century absolute political power was building up slowly but steadily. This version of absolutism was in the immediate interests of the dynasty and the aristocrats of the court, most of them Austrian by birth. How successful this was is shown by the fact that by the end of the 17th century the Habsburg Empire had become a great power in Europe and had charged itself with organizing and directing the anti-Turkish campaigns. Nevertheless, it could not appear to be an attractive model for Hungary. Disregarding historical and political traditions, the economic interests and the material culture of the country, and pursuing an aggressive and exceedingly intolerant ecclesiastic policy in order to enforce religious unity on the population, it created chaotic circumstances and threatened the identity of the country. In addition, it was incapable of securing internal peace or defence from external threat.

Hungarian politicians regarded this kind of absolutism as a form of despotism, the enforcement of a lawless military rule. They were obliged by the unstable balance of unequal powers to try to develop various forms of protection to safeguard the country's identity. One group, insisting on their feudal rights, thought to fit Hungary into the Habsburg governmental system, upholding the country's feudal constitution at the same time. This resulted in a compromise between absolutism and feudalism, which proved to be a working solution for a short period.

In the context of the topic the activity of another group of Hungarian politicians is more interesting. They were convinced that the only way to preserve Hungary, exposed to the double pressure of Turkish conquest and Habsburg power politics, was to modernize the governmental system of the country, that is to transform it into an absolute monarchy, preserving, however, its traditions and specific characteristics. An

VÁRKONYI, ÁGNES Université des Sciences, Faculté des Lettres 1054 Budapest, Pesti Barnabás u. 1. Intervention, section chronologique, période moderne: Absolute Monarchy in Europe and Asia.

analysis of the numerous schemes and projects shows that these politicians took their cue from the writings on absolutism. Machiavelli, Bodin, Justus Lipsius, Grotius, Tacitus, Guevara, Richelieu were often quoted and several of their works were published in Hungarian translation, for instance *Basilikon Doron*, a work on political theory written by King James I, and Justus Lipsius's *Politica*. In *De Administratione Transylvaniae*, a work published in 1584 by Farkas Kovacsóczy, the author insisted that the Principality of Transylvania must become a centrally governed, strong state. The examples and models were Holland, England, France and Colbert's mercantilist policy. It was often stated that for the sake of "the public weal", and "the public cause", certain particular interests were to be subordinated to a central will.

To what extent and how were these schemes realized? Hungarian historians hold widely differing views on this. To my mind several schemes were formulated in the course of a century which aimed at a system of absolute government. The economic policy pursued by István Báthory, Prince of Transylvania and King of Poland, was in essence mercantilist. The policies of Gábor Bethlen, Prince of Transylvania showed mercantilist and absolutist tendencies. Mihály Apafi, Prince of Transylvania, stated that he tried "to follow the example of foreign countries", pursuing the cultural policy of absolute monarchs in Transylvania, for a period of thirty years – and not without success. Ferenc Rákóczi II, who ruled a considerable part of the Kingdom of Hungary and Transylvania from 1703 to 1711, governed by decree, set up a standing army, levied taxes on the nobility, used government power to protect the serfs against the landlords, pursued a mercantilist economic policy, took a tolerant line in religious and ecclesiastic matters and regarded government support for education and the cultivation of the sciences and arts as a duty. Naturally, he conformed to specific local conditions; consequently the state he governed had the characteristic features of a Central-European variety of absolutism. Owing to the unequal balance of powers, Rákóczi's state eventually collapsed.

What the failure to establish a sufficiently enduring, stable form of absolutism meant for the further development of the country was expressed succinctly by an author and statesman of the mid-19th century, József Eötvös, who, in a letter to John Stuart Mill wrote that "It is with great anxiety that I am looking forward to the bourgeois development of the country, because it failed to get the austere schooling and training of absolutism in the course of its history".

Connections between Elite Culture and Mass Culture in Hungary

ÁGNES VÁRKONYI

The connection between élite and mass culture in Hungary in the 17th to 19th centuries has not been systematically investigated in all of its aspects as yet. However, numerous observations have been made which enable us to draw some general conclusions. Choosing the theme of Professor Chrisman's contribution as a starting point, I will say a few words concerning the spread of printing and some aspects of the transformation of culture in Hungary during the 16th and 17th centuries.

The effect of printing on culture was recognized as highly significant very long ago. But with the recent transformation of the concept of culture, largely due to the work of Huizinga, Elias, Bahtyn and others, the meaning of this effect, too, has to be re-interpreted. In a looser sense of the word, culture includes not only literature, literacy, the arts, but, among others, the complete system of the ways of life, amusements, leisure activities, the forms of celebrating holidays, the rites and all the material aspects of everyday life as well. The oral communication of knowledge plays an important part in culture in this definition. Here is a characteristic example of what I mean, from the beginning of the 16th century, the eve of the coming of printing to Hungary. Preaching to a congregation of markettown people, that is to say, people from the lowest social layers, Pelbárt Temesvári, a Franciscan friar explained the concept of the Immaculate Conception saying that this is something we cannot understand, exactly as we cannot understand how light passes through a glass window-pane.

It is natural that with the spread of printing certain conditions gained special significance. I am thinking of factors as the circulation and the price of books, the time that could be devoted to reading. In 17th century Hungary and Transylvania there were several people, for example Péter Pázmány, Archbishop of Esztergom, Primate of Hungary, the Cartesian philosopher János Apáczai Csere, or the printer Miklós Misztótfalusi Kiss who cherished projects to publish cheap but valuable and typographically attractive books for the use of women and the poorer layers, thus enabling them to become proficient in reading. However, the main question is how far and how the original cultural structure of the recipients can be adapted to the reception of literary culture. The world prior to reading and printing is a world of oral culture, a world of signs, symbols, gestures and pictures, and its system of associations is conditioned accordingly. For instance, the pictorial and sculptural representation of the pelican feeding its young with its own blood was understood by Protestants and Roman Catholics alike in 17th century Transylvania and Hungary as symbolizing the Church, precisely as it was in the western parts of the Continent and in England. In 17th century Hungary the relative unity of culture still owed much to methods which survived from a world before the culture based on literacy. Let me quote just one example to illustrate this.

Familiarity with classical antiquity was central to the culture of the educated, the aristocracy and nobility in particular. A cursory inspection of the libraries, tapestries,

VÁRKONYI, ÁGNES *Université des Sciences l'académie des Lettres Budapest, Pesti B. u. 1. 1054*
Intervention, Section Chronologique, période moderne: Culture des élites et culture des masses depuis
le XVII^e siècle.

paintings of courts and the great houses of noblemen will show that Graeco-Roman mythology and history were integrated into their culture. We have examined 17th century sermons for the population of market-towns and villages and to our surprise we have found that these, too, are interlarded with references to characters and examples from classical antiquity. Stories of Alexander the Great, Julius Caesar, Daedalus and Jupiter were communicated to the uneducated audiences through sermons.

It is interesting to see how printing conformed to the norms inherent in the cultural patterns established in the earlier unlettered world. Calendars, which in the 16th and 17th centuries met popular cultural demands, were replete with emblems, pictorial symbols, drawings, figures; they contained a great variety of texts – such as incantations, instructions for a healthy way of life, traditional lore based on old collective experience – which preserved elements of an earlier culture. Widely circulated prints, broadsheets covering the events of the world in pictures also show that printing conformed to the demands of an earlier culture. This can be seen in the ideas and observations transmitted at a higher cultural level, too. A well-known example is the immense effect of Callot's engravings about war and peace. These engravings sum up the great issues figuring in the thinking of a new Europe. From Erasmus through Grotius to less well-known names, a great number of authors dealt with the problem that the scale on which wars were conducted had changed in the 16th-17th centuries and that the unsupplied soldiers of the huge armies and the civilian population suffered so much that even in a victorious war the anonymous masses were the losers. With the pictorial depiction of crippled soldiers deprived of everything, or with that of villages burned down (to name only a few of his subjects), Callot served the aim of the theoretical writers, which was to realize the great dream of the age: a universal peace upheld by the balance of power. Characters from Callot's pictures, or scenes drawn after them can be found in several Hungarian publications meeting mass demand.

There is an important element of the old culture which survives even in the age of printed books, namely the knowledge acquired through collective experience. A number of written and printed texts (historical verse narratives, epics, songs) read out aloud to audiences were evidently intended for oral circulation. We have evidence from as late as the mid-19th century, of an occasion when a large group of people standing in a street of a Hungarian market-town were listening to the history of Alexander the Great being read out.

The old, orally transmitted culture, associated with pictures, emblems, symbolic representations, and rooted in collective experience lived on even after the printed book had been fully established. Moreover, it had an impact on printing as well. Until the 19th century the connections between élite culture and mass culture in Hungary are numerous. Also, a great number of mutual effects can be observed between the culture of Europe and the national cultures. For the exploration of these, common projects of co-ordinated research with complex methods are required.

Some Aspects of Royal Absolutism in Western Europe

GYULA RÁZSÓ

In order to make a little clearer the enormous possibilities and at the same time the considerable limits of absolute royal power in Western Europe in military affairs I should like to mention two examples.

The first is that of the role of King Philip II of Spain and his commander Alessandro Farnese in planning and executing the Invasion of Britain in the year 1588. The idea was that of the king. He wished to eliminate the English menace that threatened his rule in the Netherlands and his convoys from the new World. He stuck obstinately to his decision, although his chief counsellors, especially Alessandro Farnese, the commander-in-chief of the Spanish Army of Flanders, were uneasy about the outcome of this adventurous enterprise. The king's will prevailed; the Spanish Armada under Admiral Medina Sidonia sailed out of the port of Cadiz. At the same time the Army of Flanders was ordered to join the Fleet and to ensure the necessary infantry-force for the invasion.

Farnese knew the situation better than his ruler. He saw that there was no hope of successfully wading and instead of backing the Armada, he retained his army and did not attach it to Medina Sidonia's command. Farnese's was the right solution. Despite the loss of the Armada, the Army of Flanders remained in being and was to save Spanish Netherlands for the Crown. Thus the King of Spain could enforce his will insofar as he initiated a war and dispatched his Fleet; he failed to coerce Farnese into the execution of precipitate and ill-conceived orders. It should be added that Farnese's disobedience remained unpunished.

My second example concerns the limits to a ruler's powers of decision. In 1683 the Ottomans under the Grand Vizier Kara Moustapha besieged Vienna. The diplomats of Louis XIV encouraged the ambitions of the Turks making dubious promises; Louis seemed to have achieved his aim of a powerful diversion on the eastern borders of his principal enemy, the Emperor Leopold I. However he was not able to exploit this favourable opportunity he himself had partly created. Public reaction in Europe, including France, was so strong that it prevented any attack by Louis XIV on the Empire. On 12th September 1683, Imperial troops defeated the Ottomans at Vienna and were soon to reap further victories. The French king had missed and was never to regain the opportunity. The events of the next few years show very clearly what might have happened had the French attacked in 1683. In the following year a rather small French diversion made it impossible for Charles de Lorraine, the Imperial commander, to assemble his forces in time and take Buda, the besieged capital of Turkish-occupied Hungary. In 1688 another French attack on a somewhat larger scale forced the Imperial commanders to abandon their offensive in Serbia and to retreat to the line of the River Danube. After the end of the war against the Turks, the Emperor was able to turn his main forces against the French and France was gradually forced onto the defensive and never regained the initiative. This was in part due to the fact that in 1683 Louis XIV was unable to make the decision to attack the Empire. Later he was to greatly regret his enforced neutrality.

RÁZSÓ, GYULA Institut d'Histoire Militaire, Budapest, Kapisztrán tér 1. 1014. Intervention, section chronologique, période moderne: Absolute Monarchy in Europe and Asia.

Über den Habsburg-Absolutismus

GYÖRGY SPIRA

Manche charakterisieren den Habsburg-Absolutismus so, dass er im 18. und 19. Jahrhundert eine hervorragend grosse, fast in ganz Europa alleinstehende Rolle in der Erstarkung der Bourgeoisie im Schosse des Feudalismus spielt. Ich möchte zeigen, dass die Vertreter dieser Meinung von einem irreführenden Schein geblendet sind.

Der Hauptgrund für den irreführenden Schein ist höchstwahrscheinlich, dass der absolute Staat in dem Habsbourgerreiche in erster Linie nicht zum Schutz gegen die emporstrebende Bourgeoisie zustande kommt (sind doch hier die Keime der kapitalistischen Ordnung viel schwächer als in Westeuropa), sondern zur Bekämpfung der in Richtung der feudalen Zergliederung wirkenden Faktoren, zur Festigung der Einheit des Reiches. Nur sind die Faktoren, die hier am stärksten in Richtung der Zergliederung wirken, nicht ohne weiteres mit denen im Westen vergleichbar: sie sind keine Vertreter der im üblichen Sinne verstandenen feudalen Teilinteressen, sondern ganze Völker, von den mehrere einst selbständige Staaten bildeten und ihre Selbständigkeit in den früheren Jahrhunderten nur infolge der sie alle bedrohenden und zur Vereinigung ihrer Kräfte zwingenden türkischen Expansion aufgegeben hatten, nach Überwindung der Türkengefahr dagegen einen Kampf um ihre einstige Selbständigkeit (oder zumindest um einige Elemente dieser ehemaligen Selbständigkeit) beginnen. Es steht ausser Zweifel, dass auf die Fahne solcher Bewegungen zur Verselbständigung (sogar auch auf die Fahne der stärksten Bewegung, der ungarischen) die Losung der Verwirklichung der von den betreffenden Völkern einst verlorenen feudalen Freiheiten geschrieben wird; es ist aber auch zweifellos wahr, dass diese Bewegungen die Rahmen eines – ebenfalls auf feudalen Rechtstiteln beruhenden – Reiches zu sprengen suchen, das, nachdem es seine einzige naturgemässe Existenzberechtigung nach der Abwehr der Türkengefahr verloren hat, die innerhalb seiner Grenzen lebenden Völker durch keinerlei bedeutenderen gemeinsamen Interessen mehr zusammenknüpfen kann.

Natürlich muss hinzugefügt werden, dass die Habsburger zur Vergrösserung der Chancen der Zentralmacht auch aus den Kraftquellen der in Richtung des kapitalistischen Systems weisenden Faktoren zu schöpfen bestrebt sind und – um diese Kraftquellen zu vergrössern – die bürgerlichen Elemente tatsächlich unterstützen. Doch hat die Medaille auch eine Kehrseite, und zwar denken die Habsburger, da ihre Möglichkeiten sehr beschränkt sind, von vornherein überhaupt nicht an die Unterstützung aller auf dem Reichsgebiet auffindbaren bürgerlichen Elemente; sie bieten nur den bürgerlichen Elementen in einigen ihrer Länder Unterstützung, besonders in den verhältnismässig besser entwickelten – d.h. die Fürsorge rascher zu vergelten fähigen – und nebenbei auch in politischer Hinsicht geduldigeren österreichischen (und böhmischen) Erbländern. Diese Unterstützung besteht vor allem darin, dass man bemüht ist, sie vom Wettbewerbszwang innerhalb des Reiches zu befreien. Hierzu müssen jedoch solche Mittel benutzt werden (in

SPIRA, GYÖRGY, Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie 1014 Budapest, Űri u. 53. Intervention, section chronologique, période moderne: Absolute Monarchy in Europe and Asia.

erster Linie immer höhere innere Zollgrenzen), die an sich schon – infolge ihres unterscheidenden Charakters – im Gegensatz zu der Förderung nach Einheit des Reiches stehen und in ihren späteren Auswirkungen sogar zum weiteren Auseinanderziehen beitragen.

Jene Vergünstigungen, die die Habsburger einigen Ländern zukommen liessen, hemmen nämlich die bürgerliche Entwicklung anderer Provinzen. Das trägt in nicht geringem Masse dazu bei, dass die Bewohner letzterer Provinzen (besonders die Ungarn) mit der Zeit immer mehr den Wunsch hegen, die Hindernisse im Wege ihrer Verbürgerlichung niederzureissen. So erhält der von ihnen ursprünglich völlig mit einem feudalen Gepräge geführte Kampf gegen die Habsburger bald einen bürgerlichen Inhalt und wird immer erbitterter. Dagegen ist das österreichische Bürgertum, das infolge seiner Vergünstigung genauso stark an der Einheit des Reiches interessiert ist wie die Dynastie selbst, schon aus diesem Grunde nicht imstande, den Weg, den beispielsweise die französische Bourgeoisie am Ende des 18. Jahrhunderts gewählt hat, zu beschreiten. Im Gegenteil: es ist auch noch im Laufe des 19. Jahrhunderts stark mit der absoluten Macht verbunden.

Es kommt auch daher, dass 1848 den gewaltigsten Schlag gegen das feudale Gebäude des Habsburgerreiches die vom Adel angeführte und zum Teil noch immer sich auf feudale Rechtgrundlagen beruhende ungarische Revolution ausführt; dagegen gibt die österreichische Bourgeoisie, die im März noch mit rein bürgerlichen Losungen aufgetreten ist, diese schnell auf und schliesst sich der Konterrevolution an, die sich zur Verteidigung der Einheit des Reiches organisiert.

Hungarian and West European Parliamentarism before 1914

TIBOR HAJDÚ

I don't want to enter a terminological debate on what we will call pseudo-parliamentarism and on what is real parliamentarism. These may be good political slogans but in a scholarly debate where are we to find a judge who will decide whose parliamentarism was real and whose pseudo?

I would like to say just a few words on Hungarian parliamentarism from 1848 to 1914; this was an attempt to introduce Western, especially British parliamentarism in Hungary. The statesmen who initiated this attempt were sincere admirers of British parliamentarism; however, their efforts met difficulties which resulted from the social and historical circumstances in Hungary.

The Hungarian revolution of 1848 adopted essentially the principles of the 1832 British Reform Bill. The proportion of those enfranchised in liberal Britain between 1832 and 1867 was roughly similar to what it was in Hungary by the revolutionary franchise of 1848, reinstated in the 1860s. Remembering that after 1832 every fifth Englishman, every eighth Scotchman and every twentieth Irishman had the vote, the difference is relatively similar to that between lesser Hungary proper, Transylvania and Croatia. If after the 1867 *Ausgleich*, Hungarian electoral law didn't follow the 1867 British reform, it seems quite understandable; the economy in Hungary lagged much more than 35 years behind England.

In Hungary before 1848 the nobility (and the church) almost exclusively held political rights. With a weak middle class and an underdeveloped peasantry, still in serfdom, it wasn't easy to reduce noble domination. In the Parliament elected in 1861, four-fifths of the representatives were noblemen. All the same the franchise system was keeping up with the needs of rapid capitalist development, its property and literacy qualifications step by step absorbing into the ranks of the enfranchised the growing number of the educated and the new middle classes.

After the 1874 franchise law, which was slightly retrogressive, cutting the number of voters by 10%, nearly a quarter of all adult males were enfranchised, 6% of the entire population, at a time when in France 25%, in England 16%, in Belgium and Italy about 2% of the population had the vote. According to the development rate of Hungarian economy and society, it might be said that Hungarian parliamentarism was adequate to the requirements of the age right up to the end of the last century. But around that time a number of European states surpassed the Hungarian franchise law; industrial and cultural progress made a new reform desirable, stridently demanded by the non-Hungarian nationalities.

Why couldn't the Hungarian ruling classes decide to adopt then something like the 1867 British electoral law? (I should remark here that Hungary never attempted to copy German or Austrian electoral law, which developed in quite different ways. Therefore

HAJDÚ, TIBOR, Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie, Budapest, Úri u. 53. 1014 Intervention, Section chronologique, période moderne: Parlamente und politische Parteien vor 1914.

it is a nonsense to speak of an "Austro-Hungarian" electoral system or of one for the Dual Monarchy). When the aim of the socialists, radicals and other progressives was not fulfilled and franchise law was not adjusted to 20th century conditions, then this was postponed because of two basic problems: the nationality question and the presence of the "3 million beggars", the landless village poor who didn't fit in a democratic society without securing a minimum living standard for them through land distribution.

The most stubborn obstacle to democratization, the Achilles' heel of the Hungarian parliamentary system was the nationality question. This appeared in other European countries too, but as a minority problem while in Hungary in case of universal suffrage the number of Rumanian and Slavic speaking voters would have amounted to about 47%. Their voters, smallholder peasants even with the census were numerous enough, therefore a complicated electoral geography distributed the electoral constituencies in such a way that only 1/4 of them contained nationality majority. In response to this system and the methods of administrative pressure applied at elections, parliament was boycotted by the few nationality MPs from the 1870s.

In 1905 the Hungarian ratio of the enfranchised was even lower than in Italy where by this time it reached 7.83% (against 6.32% in Hungary). In Budapest the population grew threefold between 1874 and 1910, but the number of electoral districts did not change. The new skilled worker stratum had no representation in Parliament, even after 1907 when in Austria universal male suffrage was introduced. True, as the representation of Slav nationalities increased in Vienna Parliament, after the outbreak of First World War, the anxious government postponed convoking Parliament for years. In Hungary the old system Parliament could function undisturbed throughout the war, but the end which destroyed the dual Monarchy, nevertheless, was the same for both of its parts.

Anfänge der Verbürgerlichung des ungarischen Staates

Die Frage des Liberalismus und Demokratismus in
der Ausgestaltung des neuen Institutionensystems

KÁROLY VÖRÖS

Das 19. Jahrhundert spielte sich in ganz Europa im Zeichen einer umfangreichen Umwälzung ab: der Prozess des Übergangs vom Feudalismus zum Kapitalismus wurde grundsätzlich abgeschlossen, nachdem er infolge bzw. in der Form bürgerlicher Revolutionen, fürstlicher von oben verordneter Reformen sowie nationaler Unabhängigkeits- oder Befreiungskriege auch Osteuropa erreicht hatte. Gleichzeitig damit als Ursache und Wirkung miteinander verflochten entfaltete sich auch die industrielle Revolution, und sie kam bis zum Ende des Jahrhunderts (einige Gebiete des Balkans ausgenommen, die von der jahrhundertelangen türkischen Herrschaft später befreit wurden) in ganz Europa zum Abschluss. Dieser doppelte und doch einheitliche Prozess hat früher oder später alles umgestaltet: die Gesellschaftsstruktur, deren innere Proportionen und das gegenseitige Verhältnis ihrer Elemente genauso, wie die politischen Einrichtungen und die Ideologien, die diese erklärten, aufrechterhielten und weiterentwickelten. Kapitalistische Produktionsverhältnisse, die sich daran knüpfende bürgerliche Gesellschaftsstruktur, bürgerlicher parlamentarischer Staat, der deren Interessen verteidigte, liberale bzw. demokratische Ideologien: der komplexe Prozess ihrer Entwicklung fiel in Ostmitteleuropa im allgemeinen mit der Vollentfaltung eines langen Weges zur nationalen Entwicklung zusammen und erhielt dadurch noch einen besonderen Aufschwung. So entstand als letztes, gleichsam die ganze Entwicklung summierendes und ausdrückendes Ziel die Schaffung nunmehr nicht nur eines bürgerlichen, sondern gleichzeitig auch eines Nationalstaates. Es handelte sich um eine Aufgabe, deren der Entwicklung vollkommen entsprechenden Lösung (auch von den in der bürgerlichen Gesellschaft von Anfang an vorhandenen Widersprüchen abgesehen) sich als keine leichte erwiesen hat – sowohl in nationaler wie auch in bürgerlicher Hinsicht.

Im weiteren heben wir unter den Problemen und Methoden der Lösung dieser doppelten Aufgabe einige Momente der Schaffung eines bürgerlichen Staates in Ungarn hervor.

1. Der österreich-ungarische Ausgleich vom Jahre 1867 beiseitigte das im Jahre 1849, nach der Niederlage des Unabhängigkeitskrieges gestaltete neoabsolutistische, bürokratisch zentralisierte, bis 1860 die Schaffung jeglicher, von gewählten Personen geführten autonomen Organe ablehnende Regierungssystem des Habsburgerreiches. Das Reich wandelte sich in eine parlamentarische konstitutionelle Monarchie um, obwohl einige Überreste des Absolutismus – hauptsächlich in Österreich – noch weiter existierten.

VÖRÖS, KÁROLY, Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie, 1014 Budapest, Uri u. 53. Rapport, section chronologique, période moderne: Citoyens et administration publique.

Diese Wendung endete aber nicht mit der Neuorganisation des Zweikammerparlaments und der traditionellen lokalen (in Ungarn auf drei: Komitats-, Stadt- und Gemeinde-Ebene organisierten) Selbstverwaltungsorgane bzw. der sie lenkenden gewählten Ausschüsse. Obwohl deren Restaurierung und Neuordnung bereits durch Wahlen und sogar auf der Grundlage eines bürgerlichen Zensuswahlrechts (das auf einem bestimmten Vermögen, Einkommen oder auf einer bestimmten Qualifikation der Intelligenz basierte) geschah, so ist nicht überraschend, wenn das neue Institutionensystem infolge der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung in den nächsten Jahren immer mehr neue typisch bürgerliche Elemente aufzunehmen gezwungen war. Der vorliegende Vortrag schildert die einzelnen Hauptstationen, Faktoren und den Mechanismus dieses Prozesses bezüglich Ungarn.

2. a) Unter den ersten Neuregelungen, unmittelbar nach dem Ausgleich erklärte der Gesetzartikel XVII. von 1867 die völlige politische Rechtsgleichheit der Juden: das Recht realisierte sich in erster Linie natürlich unmittelbar für diejenigen, die das Niveau des Vermögens- oder Intelligenzzensus schon erreicht hatten: sie erreichten jetzt das aktive und passive Wahlrecht. Entsprechend den speziellen Funktionen des Judentums in der bürgerlichen Entwicklung Ungarns, bewirkte das Gesetz das Eintreten einer umfangreichen bürgerlichen Schicht in den Kreis der Wahlberechtigten.

b) Ebenfalls unmittelbar nach dem Ausgleich wurde das Wahlrecht denjenigen Kleinadeligen entzogen, die das Niveau des Vermögens- oder des Intelligenzzensus nicht mehr besaßen, — obwohl ihnen die Gesetzgebung vom Jahre 1848 dieses Recht noch auf Lebensdauer zusicherte. Von ihnen konnten ab 1867 dieses Recht nur diejenigen ausüben, die dokumentieren konnten, dass sie sich ihres Wahlrechts bereits bei den Wahlen von 1848 und 1861 bedient hatten. Und da dies nach so vielen Jahren nur wenigen gelang, bedeutete diese Massnahme den Ausschluss einer bedeutenden konservativen Schicht feudalen Charakters aus dem Kreis der Wahlberechtigten.

c) Nach weiteren drei Jahren bestimmte ein Gesetz von 1870 (wiederholt i.J. 1886), dass bei den periodischen Neuwahlen der die lokalen Selbstverwaltungsorgane lenkenden Ausschüsse deren Mitgliedschaft nur bis zur Hälfte aus gewählten Mitgliedern bestehen soll, — dagegen die andere Hälfte der Mitgliedschaft automatisch die Höchstbesteuerten der berührten Wahlkörper (Komitat, Stadt- oder Dorfgemeinde) geben sollen. Diese Regelung bezweckte, besonders anfangs in erster Linie die Erhaltung der lokalen Machtpositionen des besitzenden Adels, aber trotz seines Antidemokratismus konnte das moderne bürgerliche Vermögen und die Intelligenz nur mit Hilfe dieses Systems (des sogenannten Virilismus) in die lokale Basis der Politik einbezogen werden (obwohl bei weitem nicht so intensiv, wie es erwünscht gewesen wäre). Wären diese Ausschüsse nur durch Wahlen ergänzt worden, so wären der lokale Adel und die von ihm beeinflussten reichen und mittelbäuerlichen Schichten gewiss mit Erfolg bemüht gewesen, diese Elemente von bürgerlichem Charakter aus der Macht zu verdrängen.

d) Die Verbürgerlichung des Institutionensystems wurde i. J. 1885 durch die Beschränkung der Mitgliederzahl der Magnatentafel weiter gefördert. Seitdem konnten im Magnatenhaus nur diejenigen Mitglieder des Hochadels ihren Sitz bewahren, deren direkte Bodensteuer jährlich mindestens 3000 Forint (ab 1895 6000 Kronen) erreichte (ihre Zahl betrug 1885 bereits nur 201). Gleichzeitig ermöglichte diese Beschränkung dem König (d.h. der Regierung) neue und nicht mehr bedingungslos hochadelige Mitglieder der

Magnatentafel teils mit Erbrecht, teils auf Lebensdauer zu ernennen. So wurde einerseits der Peerschub möglich (also bei konkreten bürgerlichen Reformen: um den Widerstand einiger Gruppen des konservativen Hochadels zu brechen), andererseits aber auch bestimmte führende Personen des kapitalistischen Wirtschaftslebens und der Intelligenz in die parlamentarische Politik einzubeziehen.

e) Letzten Endes trugen zur Verbürgerlichung der Institutionen auch diejenigen Massnahmen (die sog. »Konstitutionellen Garantien«) bei, die die ungarischen Politiker bereits 1870, später 1886 in den Wirkungskreis der die allgemeine mittlere Verwaltung ausübenden lokalen bzw. territorialen Selbstverwaltungsorgane (d.h. die der Regierung unmittelbar unterstellten Komitate und die Städte mit Munizipalrecht) einbezogen, um ihnen dadurch die Verweigerung der vom ungarischen Reichstag nicht bewilligten Steuern und die Einberufung der von diesen nicht bewilligten Rekrutenzahl zu ermöglichen. Obwohl die Machtpositionen der erwähnten Selbstverwaltungsorgane in der Innenpolitik auf nationaler Ebene während der folgenden Jahrzehnte schwächer geworden sind, war dieses Recht selbst noch i.J. 1905/06, zur Zeit einer tiefen innenpolitischen Krise in den oppositionellen Komitaten fähig, den normalen Gang der Verwaltung lange Monate hindurch zu stören und den Wiener Hof schliesslich zu einen Kompromiss zu zwingen.

f) Die Verbürgerlichung des ganzen Institutionensystems wurde auch durch die gewisse Verteidigung der persönlichen Freiheitsrechte der Staatsbürger dem Staat gegenüber angedeutet. Im allgemeinen wurde das durch die zahlreichen in das Verwaltungsverfahren eingebauten Garantien ermöglicht, da sie jeweils Möglichkeit boten, gegen einen nachteiligen amtlichen Bescheid Einspruch einzulegen oder Klage zu erheben. Um die förmliche Rechtmässigkeit zu erreichen, nahm die Verwaltung sowohl in ihrem Geschäftsverkehr als auch hinsichtlich der Anzahl der Sachbearbeiter zu, da als Garantie der Rechtmässigkeit jede administrative Phase eines Verfahrens schriftlich fixiert werden musste. Und obwohl einerseits die Staatsbürger durch die Verschleppung der Verfahren verärgert wurden, bedeutete sie ihnen andererseits eine Hilfe, ihre Interessen der Staatsmacht gegenüber zu verteidigen. Ungarn war auf dem Wege, langsam ein liberaler bürgerlicher Rechtsstaat zu werden.

3. Der letzte Teil des Vortrags untersucht schliesslich die Frage, warum trotz allem eine zunehmende Verfremdung auch verhältnismässig breiter bürgerlicher und Intelligenzschichten vom Staat schon an der Jahrhundertwende zu beobachten war. Über die breite Massenbasis des dualistischen staatlichen Systems verweigernden politischen Verhaltens hinaus liegt die Erklärung dafür teils in dem Umstand, dass die obenerwähnten zweifellos liberalen Reformen immer weniger ausreichend waren, die sich schnell entfaltenden Spannungen in der Gesellschaft (die sich infolge der wirtschaftlichen Entwicklung rasch veränderte), zu lösen, und die neuen Ansprüche dem Staat gegenüber zu befriedigen. Der Liberalismus war ideologischer Ausdruck der unbeschränkten freien Konkurrenz, die bis zu dieser Zeit auch im Wirtschaftsleben ihre herrschende und allein bestimmende Rolle zu verlieren begann. Der reine Liberalismus, der in dem Konkurrenzkampf für den ipso facto auch für den Besseren gehaltenen Stärkeren freie Geltung gelassen hat, konnte (zwar aufgrund des nunmehr bürgerlichen Vermögens) zu einer ebensolchen Erstarrung der bürgerlichen Gesellschaftsordnung führen, wie auch die auf Privilegien beruhende feudale Gesellschaftsordnung erstarrte. Gerade deshalb wurde schon früh, bereits in den vierziger Jahren der Anspruch erhoben, die bürgerliche Ordnung den Liberalismus überschreitend in

Richtung des Demokratismus weiterzuentwickeln. Statt der Demokratisierung aber konnte man seit dem letzten Viertel des 19. Jahrhunderts die immer stärkeren bürokratisch-zentralisierten Bestrebungen von Seiten der ungarischen Regierungen bemerken. Das Verhältnis zwischen Staat und Staatsbürger wurde also nicht nur durch die in der Verwaltungspraxis (besonders auf der untersten Stufe) erhalten gebliebenen feudalen Überbleibsel, Willkürhandlungen verschlechtert, sondern besonders auch durch den Umstand, dass die im Laufe der Entwicklung auftretenden neuen Aufgaben auch in den Komitaten nicht nur von den Organen der Selbstverwaltung, sondern immer mehr durch die unmittelbar von den Ministerien abhängigen Organe bewältigt wurden und dadurch ein immer breiteres Feld des Lebens vom Einfluss der lokalen Interessen unabhängig verwaltet wurde.

Die auf diese Weise entstandenen neuen Organisationen sicherten zweifelsohne eine fachkundige Führung der Geschäfte, trotzdem spielte ihre Erscheinung in der Verfremdung der politisierenden Gesellschaft vom Staat, und sogar in der allgemeinen politischen Demoralisierung eine wesentliche Rolle: die Gesellschaft (vor allem in der Provinz) wurde noch gleichgültiger dem Staat und dann auch den durch diesen repräsentierten Zielen gegenüber. Die drohende Restauration einer bürokratischen Zentralisierung als Ordnungsprinzip mit diesem – wenn auch veränderten – Klasseninhalt löste sogar bei den konservativen, die Regierung unterstützenden Kreisen Abneigung aus. Dadurch wurde jedoch der Abneigung genügend Grund geliefert, die sich gegen den durch diese Institutionen aufrechterhaltenen und repräsentierten Staat seitens gesellschaftlicher und nationaler Kräfte oder seitens der Nationalitäten immer kräftiger entfaltete.

Das auf diese Weise entstandene Verhältnis von Liberalismus und Demokratismus in der ungarischen Politik wird durch jenen Umstand in ein eigenartiges Licht gestellt, dass sich dieses Verhältnis in der anderen Hälfte der Monarchie völlig umgekehrt gestaltete. Wir haben schon auf die übriggebliebenen Reste des Absolutismus im österreichischen Grundgesetz hingewiesen, aber die österreichische politische Entwicklung die in ihrer gesellschaftlichen Basis bürgerlicher war als die ungarische, trennte sich auch im allgemeinen langsamer vom Absolutismus als in Ungarn. Doch gleichzeitig hat sich diese Entwicklung in Österreich, vor allem durch die stufenweise Ausdehnung des Wahlrechts für die bedeutende Demokratisierung einzelner Institutionen als fähig erwiesen. Dadurch wurden die Grundlagen eines Unterschiedes geschaffen, der sich in der Entwicklung der beiden Länder in der Zwischenkriegszeit deutlich und scharf erwiesen hat.

Trotz seiner Erstarrung und Entwicklungsunfähigkeit können die Bedeutung und die Werte dieses eigenartigen ungarischen Liberalismus dennoch nicht unterschätzt werden, das wäre genauso sinnlos und unbegründet wie Ausserachtlassung des bürgerlichen Institutionensystems, das als dessen theoretische Grundlage diente. Die durch die anderthalb Jahrzehnte des Neoabsolutismus grundlegende, dennoch verspätete bürgerliche Entwicklung bzw. die Entfaltung oder sogar Schaffung des dieser entsprechenden politischen Institutionensystems wurden durch die Deutung der Aufgaben nach den Prinzipien des Liberalismus gelöst. Die Tatsache, dass die Weiterentwicklung des liberalen Staates, die Demokratisierung des Institutionensystems nicht mehr erfolgte, ergab sich eher durch die Wirkung der Schranken der seltsamen Nationalstaat-Ideen (diese Bestrebungen waren im Prinzip nicht ungewöhnlich, sie waren aber infolge der vielen Nationalitäten Ungarns von Anfang an beschränkt) und nicht wegen der Abnahme der Möglichkeiten des Liberalismus. Die Demokratisierung des Institutionensystems wurde durch die Schranken

derartiger Interessen verhindert, die noch genügend und fähig waren, die liberalen Prinzipien noch weiterhin bis zu einer Grenze zur Geltung zu bringen.

Es handelt sich um Prinzipien, deren wahrer Wert durch den Vergleich mit den in den Nachfolgestaaten der ehemaligen Monarchie in der Zwischenkriegszeit erfolgten Verhältnissen und Institutionensystemen offensichtlich wird.

On Belgium in the 19th Century

JÁNOS JEMNITZ

In my intervention I want to deal only with the Belgian part of the report by Coeueva Tamse and in a critical sense.

First of all about the general approach. From the report one gets the impression that the influence of the great powers has been and could only be damaging, which seems to be an oversimplification. For instance Belgium (and the Netherlands as well) was a rather backward country in political and social terms in the last third of the 19th century in comparison with the three great powers.

Let us take first the political and parliamentary aspect. It was in France, that an elected parliament was first established and it became even more representative after the 1870 September revolution. In Germany the same system was introduced. In Great Britain much the same happened some years earlier. These developments naturally had a shocking influence on Belgium and the Netherlands, where in those years only 2–4% of the population were enfranchised. This gap, or rather contradictory influence was not "discovered" by me but by leading radical politicians of those years. Paul Janson, for one, alluded to this impossible situation several times in the Belgian parliament. We can find the same situation when we investigate the social aspects of the cohabitation of Belgium with the great powers. The governments of the great powers introduced quite a number of important laws governing social policy; these were unknown in Belgium. We should not forget that the Belgian government awakened from its old fashioned dream of "economic liberalism" only after the great spontaneous labour riots of 1886, (the Belgian *Jacquerie* in Pirenne's definition) — and only after these events was a Royal Commission appointed. But again Janson in the Belgian parliament frequently alluded in the course of his efforts to introduce some labour hour restriction according to the German and British examples. So the example of the great powers in these two aspects was very positive.

Let us turn to a later period, to the closing decades covered by the report, the decades before 1914. Belgian patriotism alongside with the Flemish-Walloon conflicts, the struggle between liberals and catholics are all mentioned. But no mention is made of the limitation of the suffrage or the great general strike of 1913. Naturally this had something to do with this "patriotism", a fact which was very clear to the contemporaries. Vandervelde received the promise from the very top leaders precisely because they really wanted to do something to lessen the social and political contradictions — which were very sharp, but in those years not limited to Flemish-Walloon conflicts.

Finally Coeueva Tamse stressed to a great extent the good effects neutrality had for Belgium. I would not deal with this very complex phenomenon in such an ahistoric way. Naturally in those years Belgian neutrality was positive but to stress this point

JEMNITZ, JÁNOS, Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie, Budapest, Üri u. 53. 1014. Intervention, section chronologique, période moderne: Les «Petits États» face aux changements culturels, politiques et économiques de 1750 à 1914.

in this eternal way is somewhat astonishing. I know that the report covers the historical development only up to 1914 but in Belgian history this "neutral" approach played a very dark role in the 1937–1940 period and should therefore be treated with more restraint.

Quellen zur Geschichte der Universitäten in Ungarn

LÁSZLO SZOGI

Die Bildung an den ungarischen Universitäten blickt auf eine mehr als 600 jährige Vergangenheit zurück, doch die älteste, ohne Unterbrechung tätige ungarische Universität ist die Budapester. Dieses Jahr feiert sie ihr 350 jähriges Jubiläum. Diese Feststellung selbst veranschaulicht, dass die Entwicklung der Universitäten in Ungarn nicht ungebrochen war, weil vor dem 17. Jahrhundert nur in kurzen Perioden solche geschichtlichen Umstände gegeben waren, die für die ständige Tätigkeit der Universitäten günstig waren. In meinem Referat möchte ich einige wichtige Wendepunkte bei den Versuchen, eine Universität zu gründen, geben, sowie einen Überblick über die Entwicklung der jetzt 350 jährigen Budapester Universität. Schliesslich möchte ich auf das Schicksal der Quellen der Geschichte der ungarischen Universitäten hinweisen.

Wie in den anderen Staaten Mitteleuropas, so kam auch in Ungarn die erste Universität in der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts zustande. Im Jahre 1367 hat König Ludwig aus dem Haus Anjou in Pécs (Fünfkirchen) die Universität gegründet, die ähnlich mehrerer Nachbarländer ohne eine theologische Fakultät wirkte. Die ungarische Entwicklung war aber anders, als die der deutschen oder tschechischen Gebiete, da es hier keine solche hochentwickelten Stadtzentren gab und auch keine starke bürgerliche Schicht, auf die sich die intellektuelle Bildung der Universitäten hätte stützen können. So waren diese frühen ungarischen Universitäten nur an die Person des stiftenden Herrschers gebunden, und im Falle seines Todes oder bei Schwächung der königlichen Macht wurde ihre weitere Tätigkeit unmöglich. Das geschah auch mit der von Sigismund aus dem Haus Luxemburg gestifteten Budaer (Alt Ofen) Universität, ja sogar auch mit der im 15. Jahrhundert zur Zeit König Matthias gegründeten, Universität in Pressburg. Auch dürfen wir nicht vergessen, dass ungarische Studenten seit dem 12–13. Jahrhundert an den berühmten europäischen Universitäten studierten (Bologna, Paris, Oxford) und seit dem 14. Jahrhundert in immer grösserer Zahl an den Universitäten der Nachbarländer, in Prag, Krakau und Wien. Die am Ende des 14. Jahrhunderts und im 15. Jahrhundert gegründeten ungarischen Universitäten konnten mit den vorigen nicht wetteifern, deshalb gab es ihnen gegenüber kein grösseres Interesse, so hat auch das auf ihre Auflösung eingewirkt. Die relativ stärkste, die günstige Unterstützung des gründenden Ordens geniessende Budaer Dominikaner Hochschule, die am Ende des 15. Jahrhunderts schon Universität genannt wurde, wurde durch den Türkenangriff weggefegt.

Seit dem zweiten Viertel des 16. Jahrhunderts kam der grösste Teil Ungarns unter türkische Herrschaft und der vernichtende Angriff der Türken hat nicht nur die Möglichkeit einer Weiterentwicklung unmöglich gemacht, sondern auch die Erfolge der früheren kulturellen Entwicklung, sogar ihre Denkmäler zerstört. Über die Geschichte der ungarischen Universitäten im Mittelalter stehen uns überhaupt keine hiesigen, schriftlichen Quellen zur Verfügung. Diese sind zusammen mit anderen wertvollen diplomati-

SZOGI, LÁSZLÓ, 1083 Budapest, Kun Béla tér 2. Rapport, International Commission for the History of Universities.

schen Werten – im 16. Jahrhundert – während der Kriegereignisse zugrunde gegangen. Die Geschichte unserer Universitäten im Mittelalter versuchen wir aus ausländischen Berichten und anderen sekundären Quellen zu rekonstruieren.

Die Intelligenz, die literate Schicht des Landes musste im 16. Jahrhundert drei so wichtige Veränderungen erleben, die zwar in allen Gebieten Europas erschienen, aber vielleicht nirgends so auf einmal und so schnell und mit so starker Wirkung. Die erste der drei Veränderungen ist die Reformation, deren jeder Zweig in Ungarn vertreten ist und die früher einheitlich katholische Bevölkerung in Teile splitterte. Die zweite ist die Auflösung der politischen Einheit des Landes und die Aufteilung in vollständig verschiedene Entwicklungsrichtungen nehmende Teile. Schliesslich geriet Ungarn infolge der geographischen Entdeckungen an die Peripherie der bekannten Welt und musste so negative ökonomische Einwirkungen erleiden.

Unter solchen starken (und grösstenteils negativen) Änderungen gab es in Ungarn lange Zeit keine Möglichkeit, Bildungsinstitute zustande zu bringen. Nach der Reformation gab es zwar Versuche im konfessionell getrennten Ungarn und im Fürstentum Siebenbürgen protestantische Kollegien und unter Führung der Jesuiten tätige katholische Hochschulen zu gründen. Im 16. und 17. Jahrhundert gestiftete kalvinistische Kollegien sind: 1531 Pápa und Sárospatak, 1538 Debrecen, 1622 Gyulafehérvár (später stattdessen: seit 1662 Nagyenyed). Diese haben zwar das Niveau der westeuropäischen protestantischen Universitäten nicht erreicht, doch galten sie als wichtige Elemente der heimischen Hochschulbildung. Eine ähnliche Rolle spielten die Lyzeen der Lutheraner (in Sopron, Eperjes, Késmárk und später in Pressburg). Die unitarische Kirche hatte in Kolozsvár eine Hochschule. Die katholische Kirche nahm am Anfang durch Institute des Jesuitenordens an der heimischen Hochschulbildung teil. Der erste, noch erfolglose Schritt war der Versuch von István Báthory im Jahre 1581 eine Universität in Kolozsvár zu gründen. Viel bedeutender wurde und ist bis heute noch von wirkender Bedeutung die Universitätsstiftung von Péter Pázmány in Nagyszombat im Jahre 1635. Im Rahmen der gegenreformatorischen Bewegung hat der immer stärker werdende Jesuitenorden in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts, ausser Nagyszombat, auch in Kaschau und Zagreb Hochschulen vom Charakter einer Universität eröffnet, und später hat er die ehemalige Hochschule in Kolozsvár zu neuem Leben erweckt.

Die Universität in Nagyszombat hatte anfänglich – der Bildungsregel des Jesuitenordens entsprechend – zwei Fakultäten: eine philosophische und eine theologische, doch schon im Jahre 1667 wurde sie durch eine juristische Fakultät erweitert.

Die Anfänge des unter staatlicher Leitung stehenden Hochschulunterrichts gehen bis in die Periode des aufgeklärten Absolutismus zurück. Während der Regierung von Maria Theresia nimmt dieser Vorgang seinen Anfang, in dessen Rahmen der Hochschulunterricht immer mehr unter die Leitung der staatlichen Politik gelangt. Allmählich verliert er den konfessionellen Charakter und wird – entsprechend den Interessen der staatlichen Macht – immer mehr differenziert und fachgemäss. Der Anfang dieses Prozesses ist der Zeitpunkt, als die Universität in Nagyszombat unter staatliche Kontrolle kommt sowie ihr Übersiedeln nach Buda 1777 und später nach Pest (1784). Parallel damit kamen die Bezirksakademien zustande, die die Basis des Hochschulunterrichts ausser der Hauptstadt bildeten (Nagyszombat, später Pressburg–Kaschau–Nagyvárad–Győr und für kurze Zeit in Pécs bzw. in Zagreb). Den utilitarischen Prinzipien folgend wurden in den mitteleuropäischen Monarchien im 18. Jahrhundert nacheinander solche Fachhochschulen

gegründet, die vom Standpunkt des Staates aus wichtige und nützliche Fachleute ausbildeten. Das erste solche Institut in Ungarn war mit ihrem gesamtmonarchischen Charakter die Bergwerk-Hochschule in Schemnitz, die nach der Gründung im Jahre 1735 bald den akademischen Rang erhielt und nach 1808 mit einem selbständigen Forstinstitut erweitert wurde. Die Anfänge der ungarischen Agrarhochschulbildung reichen bis in die letzten Jahre des 18. Jahrhunderts zurück, in der Form von einigen Adelligen gegründeten Schulen.

1769 kam die medizinische Fakultät an der Universität von Nagyszombat zustande, wodurch die klassisch aufgebaute Organisation der Universitäten hier vollkommen wurde. Die Universität in Pest war auch später Ausgangspunkt einer Hochschulbildung in anderen Fächern. Hier begann 1782 die zivile Ingenieurbildung. Dann entstand das Institutum Geometrico-Hydrotechnicum, das in dieser Form die erste Hochschule in Europa war, die ein Diplom gab und Ingenieure bildete. Die ungarische naturwissenschaftliche Bildung stand am Ende des 18. Jahrhunderts auf hohem Niveau. So wurde die schon erwähnte Akademie in Schemnitz bei der Organisation der französischen Ecole Polytechnique als Beispiel dargestellt. An die Universität von Pest knüpft sich auch der Anfang von verschiedenen Fachbildungen. Auch in europäischer Beziehung sehr früh, 1787 wurde im Rahmen der medizinischen Fakultät das erste Institut für Veterinärmedizin zustande gebracht.

In den ersten Jahrzehnten des 19. Jahrhunderts blieb das Niveau der Budapester Universität hinter der europäischen Entwicklung zurück. Die führende Rolle auf dem Gebiete der Hochschulbildung gehörte in dem Reich der Habsburger der Wiener Universität, und die Budapester Universität hatte in jeder Hinsicht dem Wiener Muster zu folgen. Trotzdem konnte sie auf dem Gebiete einiger Wissenschaften, infolge der Tätigkeit von bekannten Professoren, schöne Erfolge erreichen.

Zur Zeit der Revolution von 1848-49 blieb keine Zeit zur Verwirklichung der Reformpläne, die der Kultus- und Unterrichtsminister Joseph Eötvös vorbereitet hatte. Die schon sehr aktuellen Modernisierungen – entsprechend der zentralen Regierung in Wien – wurden zur Zeit des Absolutismus im Jahre 1851 eingeleitet.

Nach dem österreichisch-ungarischen Ausgleich (1867) wurde die Budapester Universität zu einem der wichtigsten wissenschaftlichen und kulturellen Institute von Ungarn. Zur Zeit des Dualismus verbesserten sich wesentlich die Bedingungen des Unterrichts. An die Universität sind viele Erfindungen der ungarischen Wissenschaft geknüpft und zugleich war sie Ausgangspunkt vieler gesellschaftlicher Bewegungen von verschiedenem Charakter. In September 1921 nahm sie auch offiziell den Namen Péter Pázmány auf und erhielt diesen bis zum Jahre 1950.

Nach dem zweiten Weltkrieg wurde die Organisation der Universität von Grund auf modifiziert. Im Mai 1949 schieden die naturwissenschaftlichen Institute aus der philosophischen Fakultät aus und es wurde eine naturwissenschaftliche Fakultät gebildet. In Sommer 1950 wurde zuerst die theologische, dann im Februar 1951 die medizinische Fakultät selbständig; so entstand die Budapester Universität mit drei Fakultäten. Sie nahm am Anfang des Studienjahres 1950-51 den Namen des weltbekannten ungarischen Physikers Loránd Eötvös auf.

Die Bedeutung der ersten ungarischen Universität ist nicht nur für Ungarn wichtig, sondern auch in der Kulturgeschichte der Nachbarländer. In Nagyszombat und besonders später an der Budapester Universität studierten auch sehr viele Studenten mit nicht

ungarischer Muttersprache (Slovaken, Serben, Kroaten, Rumänen, Deutsche), ebenso wie an anderen Universitäten Mitteleuropas, die eine bedeutendere Vergangenheit hatten. Die Bildung und Forschung an der Universität wies in jeder Periode der Geschichte über die nationalen Gegebenheiten hinaus, und zwar hatte sie eine bedeutende Rolle in der Schaffung der ungarischen Wissenschaftlichkeit; sie war immer ein verbindendes Band zwischen den Partnerinstituten von Europa und dem internationalen wissenschaftlichen öffentlichen Leben. Die Professoren und Studenten der Budapester Universität haben in jeder Periode unserer Geschichte viel für die internationale Anerkennung Ungarns getan. Weiterhin hat die Jugend der Universität in den progressiven nationalen Bewegungen oft eine wichtige Rolle eingenommen (z. B. in der ungarischen Jakobiner Bewegung von 1795, in der Revolution und dem Freiheitskrieg von 1848–49, in den revolutionären Bewegungen von 1918–19). Somit wird auch klar, dass die Quellen unserer Universitäten wichtige Dokumente der ungarischen Bildungs- und Wissenschaftsgeschichte sind, z. T. auch sogar der Geschichte der Politik.

In jenen europäischen Ländern, wo sich die bekanntesten Universitäten schon einer Geschichte von 6-7 Jahrhunderten – wegen der viel glücklicheren Umstände – rühmen können, sind die oben genannten Behauptungen selbstverständlich. Die Archive der berühmten deutschen, italienischen und anderen Universitäten gehören zu den höchstgeschätzten kulturellen Reliquien der gegebenen Länder, ebenso wie die Archive der älteren tschechischen oder polnischen Universitäten. Auf diese speziellen historischen Quellen lenkten die Forscher in unserer Heimat in den letzten 10-15 Jahren ihre Aufmerksamkeit. An eine Gründung von Universitätsarchiven hat man früher nicht gedacht, vielleicht eben von dem Standpunkt aus, dass die Institute der Hochschulbildung – abgesehen von der Budapester Universität – von relativ später Gründung sind.

Das Zustandebringen der Universitätsarchive macht nicht nur der drückende Platzmangel von anderen ungarischen Archiven notwendig, sondern auch der wichtige Standpunkt, dass gegenüber diesen bedeutenden Quellen das grösste Interesse eben in den gegebenen Instituten vorhanden ist. Das notwendigste Hilfsmaterial ist im allgemeinen in den Bibliotheken der Universitäten zu finden, so kann diese Lösung dem Aufdecken des Schriftmaterials die grösste Hilfe geben und nur das kann die Forschung am besten fördern.

Zur Zeit gibt es schon an 6 ungarischen Universitäten Archive. Diese Institutionen wurden vor 2-3 Jahrhunderten gegründet, darunter die älteste die 350 Jahre bestehende Universität in Budapest.

Das Material der Universitätsarchive ist in keinem Fall lückenlos weil das Schriftmaterial in vielen Fällen während der vergangenen Jahrhunderte vernichtet wurde. Die Schriften der Budapester, bzw. der Universität von Nagyszombat, aus der Zeit vor der Auflösung des Jesuitenordens im Jahre 1773 sind in den verschiedensten ungarischen und ausländischen Bibliotheken und Archiven zerstreut zu finden und auch dort sehr mangelhaft. Die Quellen der Universität von nach 1773 standen uns lange wohl erhalten zur Verfügung. Nach dem Zweiten Weltkrieg kam der grösste Teil von ihnen ins Ungarische Staatsarchiv und unglücklicherweise wurden sie dort 1956 vernichtet.

In solcher Lage ist jede Quelle, die sich auf die Universität bezieht, von grosser Bedeutung. Das Material der zentralen Behörde, des Rektorats ging zwar in Flammen auf, doch die Schriften der einzelnen Fakultäten vom Anfang und der Mitte des 19. Jahrhunderts sind glücklicherweise überblieben. So ist ihre Bedeutung sehr gross. Ebenso

wichtig sind die Schriften der einzelnen Lehrstühle, die wissenschaftsgeschichtlich oft wertvoller sind, als die Schriften der Universitätsbehörden. Ausserdem sind wir bestrebt, die hinterlassenen Schriften von bedeutenden Professoren zu sammeln, auch diese sind nämlich sehr wertvolle Quellen.

Glücklicherweise sind die Stiftungsbriefe, mehrere Jesuitendiarien und Jahrbücher sowie einige Bände von Promotionsbüchern, sogar Kopien seither zugrunde gegangener Schriftenserien in der Universitätsbibliothek und in anderen kirchlichen und staatlichen Sammlungen erhalten geblieben. So ist es doch möglich – wenn auch mit viel mehr Arbeit und mit ganz verzweigter Forschung –, die Geschichte der ungarischen Hochschulbildung aufzuarbeiten. Die Universitätsarchive sind bestrebt, die zerstreuten und bisher unentdeckten Quellen aufzuarbeiten.

In den vergangenen Jahren liessen sie mehrere Repertorien zur Unterstützung der Arbeit der Forscher erscheinen.

Äusserst wichtig wäre der Austausch von Erfahrungen und Publikationen mit ausländischen Universitätsarchiven. Wir hoffen, dass wir in den folgenden Jahren dazu mehr Gelegenheit haben werden.

Die Hochschulpolitik des nationalen Liberalismus und die Ärzteausbildung in Ungarn (1825–1876)

JÓZSEF ANTALL

I

Der geschichtliche Prozess nationaler Selbständigkeit und gesellschaftlicher Modernisierung hatte in Ungarn in dem Ideenkreis des nationalen Liberalismus seine Wurzeln. Die verschiedenen Abschnitte des Reformzeitalters: die Zeit der Revolution und des Freiheitskampfes (1848-49); die Ära des Neoabsolutismus (1849-67) sowie die Epoche des Ausgleiches (nach 1867) wiesen nicht nur in der allgemeinen Politik, sondern auch auf dem Gebiet der Hochschulpolitik und der Ärzteausbildung bedeutende Ergebnisse auf. Die klassischen Repräsentanten des (auch mit konservativen Elementen umgewebten) nationalen Liberalismus waren: István Graf von Széchenyi; Miklós Baron von Wesselényi; Lajos Kossuth und Ferenc Deák. Eine besondere Gruppe bildeten József Eötvös und sein Kreis, die sogenannten »Zentralisten«, die mit Tocqueville nicht nur gesinnungsverwandt gewesen waren, sondern auch einen direkten Kontakt zu ihm unterhielten. Die Theorie, welche die gesellschaftlichen Explosionen verhüten sollte, war ein Teil ihrer politischen Philosophie; deren Abfassung ein Teil ihrer politischen Tätigkeit.

Eötvös fühlte sich nicht nur durch seine politische Auffassung, sondern auch durch seinen Humanismus von der Sozialpolitik angezogen; seine gesamte belletristische und wissenschaftliche Tätigkeit ist dafür Zeuge. Daneben waren in erster Linie seine Kulturpolitik bzw. — innerhalb dieser — seine Hochschul- und Unterrichtspolitik jene Grundpfeiler, auf die man die Ärzteausbildung bauen konnte. Neben der Lehrfreiheit ist vor allem die Rolle der sogenannten »Pester (Budapester) Medizinischen Schule« hervorzuheben, welche hierzulande die moderne Medizinwissenschaft entwickelte, zu welcher die hervorragendsten Ärzte dieser Epoche gehörten (J. Balassa; L. Markusovszky; I. Semmelweis; F. Korányi u. a.). Es scheint, als seien dem einen ihre Beziehungen zu den ausgezeichneten liberalen Politikern dieses Zeitalters, dem anderen ihre Verbindungen mit dem sich auf einheitliche Grundideen basierenden hochschul- und wissenschaftspolitischen Programm besonders wichtig gewesen. Es hatte sich diese grossartige Wechselwirkung, diese Harmonie von einem allgemeinen politischen Programm bzw. den gesundheitlichen und medizinischen Schulungs-Reformbestrebungen überall diese Jahre, d. h. von den 40er Jahren des Reformzeitalters an bis zum Jahrzehnt nach dem Ausgleich vollzogen.

II

Die Gründung der Medizinischen Fakultät an der Universität von Nagyszombat (1769) sicherte für die Wiener Universität einen Schutz insofern, als das Diplom der Ungarischen Universität nur in den Ländern der ungarischen Krone gültig war. Die ersten

ANTALL, JÓZSEF, Semmelweis Muséc, bibliothèque et Archives d'Histoire de la Médecine 1023 Budapest, Török u. 12. Rapport, International Commission for the History of Universities.

ernannten fünf Professoren zu Nagyszombat (J. Plenck; A. Prandt; V. V. Trnka; M. Schoretich; J. Winterl) gehörten auch zur Wiener Universität. Sie waren von van Swieten gewählt worden, um den Geist seiner Reformen in Ungarn zu verwirklichen. Sie bildeten ein einheitliches gutes Arbeitskollektiv und gehörten zur Fachintelligenz der Monarchie, die von Wien aus bedarfsgemäss versetzt und eingesetzt werden konnte. Da in Nagyszombat das Krankenhaus zur Demonstration fehlte, die Ausrüstung ärmlich und die Stadt nicht fähig war, sich in den geistigen Kreislauf des Landes einzuschalten, ist es kein Wunder, dass die Universität 1777 nach Buda und im Jahre 1784 nach Pest verlegt wurde.

Nach dem Umzug der Universität liess sich bald die Unterstützung der sich rasch entwickelnden Stadt bemerken. Ihre Lage war auch vom Gesichtspunkt des Verkehrs aus günstig. Die medizinische Fakultät bekam ihren Sitz in dem ehemaligen Jesuitenkloster. Ihre Lage versuchte man mit neuen finanziellen Mitteln zu verbessern. Im Vergleich zur Wiener Fakultät muss die ungarische Fakultät als arm bezeichnet werden? Die Anzahl der Hörer stieg jedoch rasch an. An die Stelle der Professoren von Nagyszombat, die teils verstarben, teils sich entfernten, sind begabte Ungarn (Ferenc Bene; György und Ignác Stáhly; Sámuel Rácz u. a.) eingesetzt worden. Ihrer ausgezeichneten Arbeit zufolge konnten schon im vergangenen Jahrhundert gut qualifizierte Ärzte an der Pester Universität unterrichten. Inzwischen hatte die medizinische Fakultät eine wichtige Entwicklung aufweisen können: die Chirurgie und Augenheilkunde bekamen einen gemeinsamen selbständigen Lehrstuhl, an dessen Spitze der berühmte ungarische Augenarzt János Teofil Fabini stand. Es darf erwähnt werden, dass der Professor der theoretischen Gesundheitslehre, Ferenc Bene, derjenige war, der die Jennersche Vakzination in Ungarn als erster anwendete. Pál Bugát, der Gründer der ersten ungarischen medizinischen Zeitschrift »ORVOSI TÁR« (1831) war eine Persönlichkeit gleichen Formats. Er war der erste Erneuerer der ungarischen medizinischen Fachsprache. Er gründete 1840 mit Ferenc Bene gemeinsam die »Wandersitzungen der Ungarischen Ärzte und Naturforscher«, ferner die »Ungarische Naturwissenschaftliche Gesellschaft«.

III

An den Universitäten des Habsburg-Reiches hat sich der Geist des Liberalismus viel weniger als an anderen deutschen Reichsuniversitäten durchgesetzt. Kein Zufall, dass in den Märzrevolutionen von 1848 überall die Studenten die hervorragende Rolle spielten, und dass in Wien, Prag und Pest die Universitätsforderungen in den Vordergrund gestellt wurden. Da in Ungarn das Unterrichtswesen ein königliches Privileg war, forderte der ungarische Landtag bereits 1790 die legislative Regelung des Unterrichtswesens. Diese Forderung wurde in den Landtagen 1844 und 1847 wiederholt, d. h., der Herrscher habe über die Unterrichts- und Wirtschaftsfragen der Universitäten dem Landtag Rechenschaft zu geben. Da sich das neben der Philosophischen Fakultät funktionierende Institut als unzureichend erwies, entfaltete sich in der Reformperiode – im Interesse der Gründung einer Technischen Universität – auf Initiative von Széchenyi und Kossuth eine Bewegung. Auf das Drängen dieser Bewegung hin liess der König 1846 die technische Gewerbeschule errichten.

In Wien war es der Prager Professor, Franz Exner, der als Berater des Unterrichtsministers die Reformvorschläge von 1848 ausarbeitete, und indem er sich dem modernen

preussischen System näherte, die liberalen Prinzipien zur Geltung brachte. Zwar weist damit das ungarische liberale Programm viel Ähnlichkeit auf, man strebte jedoch danach, es mit der ungarischen Verfassung in Einklang zu bringen und die Reformen, auch andere europäische Modelle vor Augen haltend, zu erreichen.

Nach der Märzrevolution von 1848 erlangte der für die ungarische Ärzteausbildung wichtige XIX. Gesetzartikel seine Wirksamkeit. Die Universität wurde dem Unterrichtsministerium direkt unterstellt; sie erhielt Autonomie und wurde verpflichtet, neue Massnahmen für eine verbesserte Universitätsorganisation auszuarbeiten. Die Wiener Zensur für ungarische Lehrbücher wurde aufgehoben, die Privatdozentur eingeführt. Ein Reformkomitee hatte dem neuen Geist angemessene Vorschläge zu unterbreiten: darunter befand sich u. a. die Aufhebung der unterschiedlichen Ausbildung von Ärzten und Chirurgen, die Errichtung einer zentralen Universitätsklinik, von Lehrstühlen für Medizingeschichte, Pädiatrie, Pathologie, Pharmazie, Gerichts- und Staatsmedizin sowie die Gründung eines Stadtkrankenhauses.

Nach der Niederwerfung des Freiheitskampfes von 1848/49 kam auch an der Pester Universität die Unterrichtspolitik des Neoabsolutismus zur Geltung. Das Organisationsstatut der Universität wurde am 27. September 1849 bestätigt. Die österreichischen Universitäten behielten ihre Autonomie, die der Pester Universität wurde aufgehoben. Gemäss Verordnung des Wiener Ministers für Religion und Unterrichtswesen vom Februar 1850 wurde die Pester Universität diesem in Unterrichtssachen direkt unterstellt. Damit war die Pester Universität in die österreichischen Universitäten – allerdings ohne die gleichen Rechte – eingereiht.

Aus den Verordnungen von 1850 sind aber auch zweifellos positive Resultate hervorgegangen. Hervorragende Professoren wurden ernannt, unter ihnen J. Czermak, der berühmte Forscher auf dem Gebiet der Physiologie, Erfinder der Kehlkopfspiegelung. Die der ungarischen Sprache nicht mächtigen Professoren hatten nach dem Sturz des »Bach-Absolutismus« die ungarische Universität verlassen. Das Oktoberdiplom von 1860, die Parlamentseinberufung von 1861 und der sich entfaltende politische Kampf in den Jahren der Übergangsperiode brachten zwar keine grundsätzlichen organisatorischen Veränderungen, doch ist als Ergebnis festzuhalten, dass das Recht auf die ungarische Sprache im Unterricht zurückgewonnen wurde.

IV

Der Ausgleich von 1867 bzw. die zweite Ministerperiode von József Eötvös brachte ebenfalls eine Veränderung in der ungarischen Ärzteausbildung mit sich. Die Vorbereitung der Reformen benötigte zwar Zeit, aber der Medizinischen Fakultät wurde in Aussicht gestellt, dass sie eine entsprechende Ausrüstung erhalten würde. In diesen Jahren kam es zur Gründung des Lehrstuhls für Chemie; die Absolvierung einer praktischen Geburtshilfe wurde obligatorisch. Zum Zeitpunkt der Vorlage des Gesetzes über die Neugestaltung der Pester Universität wurden 1870 Massnahmen zur Errichtung der zweiten ungarischen Universität in Klausenburg eingeleitet. Es war geplant, dass diese Universität schon im Herbst des gleichen Jahres auf der Basis der Wiedervereinigung der Institutsreste der von István Báthory 1578 begründeten Universität mit dem Lyceum, der Juristischen Akademie und dem medizinisch-chirurgischen Lehrinstitut ihre Tätigkeit aufnehmen sollte. Die Eröffnung fand aber erst 1872 unter dem Minister Ágoston Trefort statt.

Bei der Verwirklichung der Entwicklungspläne der Medizinischen Fakultät spielte der berühmte Organisator des ungarischen Hochschulwesens auf ministerieller Ebene, Lajos Markusovszky, eine bedeutende Rolle, der von Eötvös in dieses Amt eingesetzt worden war. Markusovszky gelang es, in den ersten Jahren des Dualismus die Kontinuität innerhalb der ungarischen Hochschulpolitik zu wahren; unbeirrt arbeitete er an dem von Ágoston Trefort gegebenen Programm: Sicherung der Einheit von Nationalökonomie, der kulturellen Einrichtungen und des Gesundheitswesens, bzw. Festigung ihrer Position im Prozess der Entwicklung.

Die neu eingeführte »Rigorosum-Ordnung« setzte die frühere Ordnung verschiedener Ausbildungsformen und Diplome (z. B. die »Magister-Qualifikation«) ausser Kraft, vereinheitlichte die Ausbildung und führte den einheitlichen Titel »Dr. med.« ein. Auf dieser einheitlichen Grundlage erfolgte dann später die Fortbildung und die Qualifizierung postgradualen Charakters von Fachärzten. Auch diese Neuregelung bewies, wie eng der Zusammenhang in der ungarischen Medizin zwischen der rapiden Entwicklung und den von der »Pester Medizinischen Schule« ausgehenden einzelnen Fachdisziplinen war.

Die Diplome von Pest bzw. Klausenburg sollten in der Zukunft gleichwertig behandelt werden. Auch der Lehrbetrieb von Pest war dem der Klausenburger Universität nicht überlegen: so betätigten sich zahlreiche Professoren – z. B. József Fodor, Endre Hógyes und Vilmos Schulek –, die ihre wissenschaftliche Laufbahn in Pest begründeten, für kürzere oder längere Zeit in Klausenburg.

V

Die einheitliche Tendenz der modernen Ärzteausbildung in Ungarn konnte trotz fehlender materieller Voraussetzungen bis zum Beginn des ersten Weltkrieges kontinuierlich fortgeführt werden, ein hohes wissenschaftliches Niveau sicherte den Ruf in Europa. Es ist gewiss keine Übertreibung, wenn man annimmt, dass die beibehaltene Tradition der Einheit von theoretischen Disziplinen und klinischem Bereich – ein insgesamt hohe Anforderungen stellendes System – die Grundlage für die Anerkennung der ungarischen Ärzte im Ausland bot. Wissenschaftsniveau und zeitgemässe politische Programme gingen im allgemeinen den Verwirklichungsmöglichkeiten voran, weil die strukturellen Bedingungen dieser letzteren am meisten fehlten.

Und noch etwas:

Absolutismus und Liberalismus folgen teils aufeinander, teils stehen sie in einem Aktion-Reaktion-Verhältnis zueinander und stellen politisch undiskutierbare, unversöhnliche Gegensätze dar. Was sieht man aber in der »angewandten Politik«? Sowohl der aufgeklärte Absolutismus im 18. Jh. als auch der Neoabsolutismus in der Mitte des 19. Jh. folgen im Unterrichts- und im Gesundheitswesen – etwa in den einzelnen Sektoren »angewandter Politik« – teilweise oder vollständig einem unbestreitbar progressiven Programm. Darüber hinaus kann im Inhalt der angewandten Politik, die von dem allgemeinen geschichtlichen Bedarf einzelner Epochen mindestens ebenso sehr abhängt wie von den Zivilisationsgrundlagen, geradezu eine Verwandtschaft, ab und zu sogar eine Identität beobachtet werden. Im Unterrichtswesen fordern die Reformer des österreichischen Neoabsolutismus und die Fürsprecher des ungarischen Liberalismus das gleiche. Zu gleicher Zeit bringen sie – in der Praxis von unterschiedlichen politischen Strukturen,

ohne die eigene politische Ordnung verändern zu wollen – oft ähnliche oder identische Mechanismen zustande. Was aber die Frage der Freiheit überhaupt, in der Hochschulpolitik »par excellence« die der »Lehrfreiheit« anbelangt, so bleibt der Unterschied weiterhin aufrechterhalten.

Die Tendenzen der Wissenschafts- und Hochschulpolitik des ungarischen nationalen Liberalismus können am prägnantesten durch die 1863 aus Anlass der »Wandersitzung Ungarischer Ärzte und Naturforscher« geäußerten Worte des Baron Eötvös charakterisiert werden:

»Ich bin überzeugt, dass die Naturforscher dieses Landes die allgemeinen Werte der Wissenschaft nur dann richtig fördern, wenn sie sich die Gesichtspunkte der Nation vor Augen halten . . . das Ziel, wonach wir streben, wird erreicht werden; da der Aufschwung der Heimat nicht das Werk des einzelnen Menschen ist, kann ihre wissenschaftliche Blüte auch nur von der ganzen Nation vollzogen werden.«

To the New Aspects and New Methods in the Historiography of the October Revolution

TIBOR HAJDÚ

I wonder whether any single event in the history of mankind has had more written about it than the 1917 October revolution. This voluminous literature cannot be called one-sided; the opponents of October have possibly written even more about it. Even seemingly simple happenings are given descriptions and explanations from almost every conceivable aspect. Yet, one cannot help thinking, that after some 70 years for the new generations, for whom it is becoming the distant past, historians have to give new explanations. Although historiography likes to seem objective and impartial, we cannot claim objectivity for a subject so living, so connected with the political debates of the present time. However, we might try to find a new aspect which would not explain history only through the aims and prophecies of the initiators of the revolution but by keeping to the facts, describing first what actually happened and only then whether it happened accordingly to the aims and forecasts.

I would like to mention a few examples to show how the neighbouring regions, Central and East Central Europe, were influenced by the Russian Revolution. Let us begin with the basic problem of the vast majority of the East-European population, namely the peasantry.

We may say that in Soviet Russia a worker-peasant alliance was successfully welded and hence the revolution remained victorious, while in other countries, in Hungary and also in Latvia or Poland or Bulgaria they failed to carry out a proper policy towards the peasantry, and neglected land distribution, therefore the peasant did not join the revolution. All this is quite correct from a certain point of view. But might there not be another, perhaps more objective point of view?

The peasantry was one of the basic problems of the whole Eastern European area. They made up the vast majority of the population and unable to organize or even represent themselves, were compelled to accept the leadership of other social groups. In Russia a revolutionary peasant party, the left SR-es was a member of the short-lived socialist coalition after October, which accepted their program, radical land distribution, an aim which never before figured in the programs of the Bolshevik Party. This aim attracted masses of people to back the Bolsheviks against the counter-revolution and so remained in the Bolshevik program even after the SR left the Soviet Government.

In East Central Europe and even in Germany the communists and left social democrats followed an orthodox Marxist policy in the peasant question; in fact they were less interested in the agrarian reform of the Bolshevik Revolution than the ruling national-democratic or even conservative-pragmatist parties of the area. Within a few years from Estonia to Bulgaria land redistribution was carried out "from above" by the government, its scope varying according to local politics and the relative size of the large estates. For

HAJDÚ, TIBOR, Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie 1014 Budapest
Űri u. 53. Intervention, Commission Internationale pour l'Histoire de la Révolution d'Octobre.

obvious political reasons the most radical reforms were carried out in the Baltic states. The revolutionary situation and the distributable latifundia both led to a radical solution in Yugoslavia and Bulgaria, in the latter with a 30 hectare property limit. In Roumania and Czechoslovakia the reform was less radical than in the two former states, but even so about 40% of the latifundia was distributed. Remarkably only in Hungary and Poland were the big landowners strong enough to retain about 80% of their estates.

Were these "bourgeois" land distributions revolutionary or counterrevolutionary? May we look at them as inspired by the October revolution or conceived as an antidote to its influence? We may look at them both ways. They were mostly counterrevolutionary in the sense they stabilized capitalist society against socialist aims; but for the millions of peasants, turned by them into landholders, there occurred a revolutionary change of their whole status which transformed their way of life as well as their economic position.

Another general problem of the East Central and other East European regions was the nationality question. A whole half of Europe, where major national problems had been unsolved became mobilized by a new industrial revolution, but a new democratic society could not be brought into being by the latter, because state and society were split by national antagonisms. The October revolution solved this problem in its own way and would have welcomed a Socialist federation of Central European nations under a socialist leadership on the basis of national self-determination outlined by Lenin and other socialists, influenced by the victory of the small nations in the Balkan Wars.

The Entente Powers had a vague vision of transforming Central Europe into national states as early as the beginning of the First World War, but this vision was given a clearer shape and an ideology only later by President Wilson in his Fourteen Points. These incidentally were made public three months after the October revolution. I cannot go here into the details of the old debate about Wilsonism as to whether it was a prophecy, a lunatic's dream or a propaganda campaign against the threatening waves of the World Revolution?

It wasn't entirely new but it did provide a model for solving basic national problems in a nonsocialist way, joining up nationalism and democracy. Surely Wilsonism was aimed against Leninism but wasn't it at the same time another expression of the same objective realities? The idea of the League of Nations was something more than a new Holy Alliance not only a league for the victorious but a league for all, notably for the little states and losers too. Wilson himself admitted that the Paris Peace Conference had not drawn the new borders following strictly his ideas of self-determination and the United States even withdrew from his invention, the League of Nations. But after all, the League of Nations or United Nations proved itself something not entirely worthless, acknowledged in our days practically by all governments in the world. As for national self-determination, most if not all, nations of the world have won their independence since those days, and not without causing new tensions, oppression and injustice. Yet on the whole, since 1917-18 the world has gone through a great transformation in this direction as well as in many others. Between the two World Wars national self-determination in Central Europe was based essentially on the Wilsonian principles while within the boundaries of Soviet Russia on the Leninist ones. As for the great turn towards self-determination in the Third World after the Second World War, the debate on which of

these principles was realized would be endless. But this dispute may have an even broader sense.

A few years after the October revolution, almost everybody agreed on the failure of World Revolution strategies. The October Revolution did not lead directly to a World Revolution, not in the way it was dreamed of. But who will deny that human society went through greater transformations in the last 68 years than ever? I don't deny that some of them, as for example the technical revolution came from other directions, however all this is leading to common results. They used to say after the French revolution: nobody could live the same way as before. Cannot we repeat this in our age? If we think not only in the patterns, models prescribed by our predecessors, but see the reality, the technical, moral, communicative revolutions, then are we not living amidst the greatest revolution in history?

The Hungarian War Economy and Industry during the Second World War

LÓRÁND DOMBRÁDY

From 1938 on the Bled Convention, dissolving the prohibition of armament of the peace treaty of 1920, legalized Hungary's remilitarization. The Hungarian Government made use of the improving economic situation and announced an arming programme of one thousand million Pengő. Hoping that with the political and economic help of the Axis Powers an army of proper number and equipment could be trained and if an opportunity arose it could try to regain the disannexed territories either peacefully or by force. The acceleration of the events necessitated the increasing of the proportion of the developments and its completion in 1940. From 1941 the military preparations, being far beyond the country's economic capacity, served for the army's participation in the war. On the one hand the Government placed investment credit at the army's equipment, on the other hand the state budget and its supplementary estimate for the supply as well as the mobilization and use of the army.

These sums, regarding the inflation, were increasing continuously. Because of the limits of the war material production and its purchase both the development of the army and the compensation of its loss were past schedule so till the end of 1944 only 55% of the total 22.2 thousand million P-s, being at disposal, were invested. But for the explicit war material only the 43.6% of the utilizable 8.7 thousand million P-s were invested. It must be considered that as a result of the bombings and other acts of war the production receded considerably and this affected the utilization of credit, too. Anyway between 1938–40 the war expenses constituted 17.1% of the total national income, in 1941 15.2%, in 1942 24.4%, while in 1943 it made up 27.3%. For the year 1944 we have no reliable data. For these growing expenses the state borrowed 3.5 thousand million P-s from the banks and through the increase in taxes got 1 thousand million P-s surplus between 1941–44.

The obvious backwardness of the Hungarian industry made both the programs of the progressive development of the armed forces and the total use of the disposable credits impossible. The Hungarian Government tried to take the following necessary measures to mobilize economy and industry in order to get over disadvantage:

- ensuring the technical conditions for the switch-over to war economy and the necessary capacity,
- ensuring the proper number of technical experts and workers,
- introducing the controlled food and raw material economy and ensuring the import,
- introducing the state and military guidance and supervision of the economy and industry.

DOMBRÁDY, LÓRÁND, Institut d'Histoire Militaire. 1014 Budapest, Kapisztrán tér 1. Intervention, Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre Mondiale.

The National Defence Act, passed in 1939 gave the Government authority to fulfill them. But despite all efforts the plans ended in failure, neither the quantity nor the quality production of the Hungarian industry reached the planned and hoped production target.

Neither the expansion of the industrial capacity yielded the planned result. Between 1938–40–44 new factories were founded and 605 were enlarged with capital investment of 483.4 million P-s. First only the industry invested, e.g. the Weiss Manfred Works invested 22.2 millions. From 1941 on the Government urged on new large-scale investments mainly with state credits. Within three years the State gave 593 million P-s for iron, metal and machine industry investments. Mainly the production of tanks, motor vehicles and aeroplanes would have been developed. But at best only 50% of the above-mentioned sum could be invested. Only a part of the equipments, machines, semi-manufactured goods and raw materials, being necessary for industrial expansion arrived. In consequence of many deficiencies even the existing capacities could not have been utilized sufficiently. The development of productivity was based on the import of the German industrial equipments, semi-manufactured goods and raw materials primarily. But this arrangement proved to be rather unfeasible. Up to 1940 Germany wanted to increase the import of the Hungarian food-products and raw materials by all means, and thought unnecessary to develop the country's industry. At this time Germany used its delivery of military equipments and raw materials to Hungary as a toy of political and economic blackmail. The suspension of trade, defaulting transports put the Hungarian war industry and army in an awkward position. After 1940 the situation has eased. Germany, being in a more and more difficult position, tried to utilize the Hungarian war-industrial production too. That is why it was ready to help the increase of the Hungarian industrial capacity especially the common aeroplane manufacturing. But the German industry, struggling against increasing difficulties, was not able to transport the necessary quantity in time. So even in the common aeroplane manufacturing there was a great deficiency. Similarly the industrial import from the neutral countries was decreasing.

Besides the common aeroplane manufacturing Germany made efforts to buy from the Hungarian industry as much as it was possible. Not only anti-aircraft guns, rifles, other infantry weapons, but a great variety of different equipments were transported to Germany. The total sum of these orders made up 500 million RM between 1941–44. After the German occupation the German army attempted to make use of the whole industrial capacity of Hungary. But because of the increasing difficulties in the field of the raw material supply as well as the bombings and the resistance of the Hungarian workers they failed to succeed.

In spite of the difficulties the Hungarian war industrial production developed continuously up to the end of 1943 – though less than the scheduled production. Its percentage in the whole production of the country was 5.7% in 1939, while in 1940 9.1%. That time it caused economic prosperity. The rate of employment increased. The raw material import was appropriate. From 1941, after entering the war, the Hungarian economy and industry was to face new, inexecutable tasks being far beyond its power and this caused increasing inflation and a decreasing living standard, whilst the war industrial production increased. There were want of food products and consumer goods and the lack of the raw materials became almost indurable. Although the import possibilities

steadily deteriorated the percentage of the war industrial production of the country was nevertheless 18.2% in 1941, 21.0% in 1942 and 30.0% in 1943. In 1943 war industry reached its peak production. The level of employment approximated the number of 600,000. There was a lack of skilled workers. The number of trained and unskilled workers – mainly women – increased. But because of the lack of raw materials, semi-manufactured products and equipments the industry was not capable to utilize even the existing capacities.

Considering the most important types of arms the war industry produced the following quantities between 1938–44: 888 armoured vehicles, 3680 trucks and tractors, 4268 guns, 1000 aeroplanes and 167.000 infantry weapons. These numbers are far below the quantity necessary for the army. The tasks the army had to face were as unreal as those of the industry.

So far as the outcome and new technologies are concerned, and in comparison with the year before 1938 the production of the Hungarian war industry was comparatively significant, nevertheless it was behind the level of war technics of the age and of the necessities of the Hungarian army – despite the efforts which ruined the national economy.

HungInfo

Hungarian Social Sciences and Humanities

Contents of Periodicals

A new information publication, entitled **HungInfo** has been launched with the aim of making the achievements of Hungarian scholars in the social sciences and humanities better known outside Hungary.

This new channel of information, brought out four times a year, publishes a large selection from the contents lists of periodicals carrying analyses and studies by Hungarian scholars in the field of the social sciences and humanities. Some of the selected periodicals are published in Hungarian, some in another language, but the contents are always given in either English or French or German. The use of the publication is facilitated by an alphabetical and a subject index.

Our new information publication is distributed free of charge; if you are interested in it, please write to

HungInfo
Library of the Hungarian Academy of Sciences
H-1361 Budapest, Pf. 7.
V. Akadémia u. 2.
Hungary

PRINTED IN HUNGARY

Akadémiai Kiadó – Forma-Art

PRINTED IN HUNGARY

Akadémiai Kiadó – Forma-Art

Acta Historica publishes papers on history in French, English, German and Russian.

Acta Historica appears in issues of varying size making up volumes. One volume of 400–500 pages appears every year.

Orders may be placed with "Kultura" Foreign Trading Company (1389 Budapest 62. P.O.B. 149) or its representatives abroad.

Die *Acta Historica* veröffentlicht Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, englischer, deutscher und russischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheint in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25–30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Bestellbar bei "Kultura" Außenhandelsunternehmen (1389 Budapest 62. P.O.B. 149) oder seinen Auslandsvertretungen.

Журнал "*Acta Historica*" публикует трактаты из области исторических наук на русском, немецком, французском и английском языках.

"*Acta Historica*" выходит отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год.

Заказы принимает предприятие по внешней торговле "Kultura" (1389 Budapest 62, P.O.B. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

Periodicals of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable
at the following addresses:

AUSTRALIA

C B D LIBRARY AND SUBSCRIPTION SERVICE
Box 4886, G.P.O., Sydney N S W 2001
COSMOS BOOKSHOP, 145 Ackland Street
St. Kilda (Melbourne), Victoria 3182

AUSTRIA

GLOBUS, Hochstadtplatz 3, 1206 Wien XX

BELGIUM

OFFICE INTERNATIONAL DES PERIODIQUES
Avenue Louise, 485, 1050 Bruxelles
E. STORY-SCIENTIA P.V.B.A.
P. van Duyseplein 8, 9000 Gent

BULGARIA

HEMUS, Bulvar Ruszki 6, Sofia

CANADA

PANNONIA BOOKS, P.O. Box 1017
Postal Station "B", Toronto, Ont. M5T 2T8

CHINA

CNPICOR, Periodical Department, P.O. Box 50
Peking

CZECHOSLOVAKIA

MAD'ARSKA KULTURA, Národní třída 22
115 66 Praha
PNS DOVOZ TISKU, Vinohradská 46, Praha 2
PNS DOVOZ TLAČE, Bratislava 2

DENMARK

EJNAR MUNKSGAARD, 35, Nørre Søgade
1370 Copenhagen K

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

KUNST UND WISSEN ERICH BIEBER
Postfach 46, 7000 Stuttgart 1

FINLAND

AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA, P.O. Box 128
00101 Helsinki 10

FRANCE

DAWSON-FRANCE S.A., B.P. 40, 91121 Palaiseau
OFFICE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET
LIBRAIRIE, 48 rue Gay-Lussac
75240 Paris, Cedex 05

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

HAUS DER UNGARISCHEN KULTUR
Karl Liebknecht-Straße 9, DDR-102 Berlin

GREAT BRITAIN

BLACKWELL'S PERIODICALS DIVISION
Hythe Bridge Street, Oxford OX1 2ET
BUMPUS, HALDANE AND MAXWELL LTD
Cowper Works, Olney, Bucks MK46 4BN
COLLET'S HOLDINGS LTD., Denington Estate,
Wellingborough, Northants NN8 2QT
WM DAWSON AND SONS LTD., Cannon House
Folkstone, Kent CT19 5EE
H. K. LEWIS AND CO., 136 Gower Street
London WC1E 6BS

GREECE

KOSTARAKIS BROTHERS INTERNATIONAL
BOOKSELLERS, 2 Hippokratous Street, Athens-143

HOLLAND

FAXON EUROPE, P.O. Box 167
1000 AD Amsterdam
MARTINUS NIJHOFF B.V.

Lange Voorhout 9-11, Den Haag
SWETS SUBSCRIPTION SERVICE
P.O. Box 830, 2160 Sz Lisse

INDIA

ALLIED PUBLISHING PVT. LTD.
750 Mount Road, Madras 600002
CENTRAL NEWS AGENCY PVT. LTD
Connaught Circus, New Delhi 110001
INTERNATIONAL BOOK HOUSE PVT. LTD.
Madame Cama Road, Bombay 400039

ITALY

D. E. A., Via Lima 28, 00198 Roma
INTERSCIENTIA, Via Mazzè 28, 10149 Torino
LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI
Via Lamarmora 45, 50121 Firenze
SANTO VANASIA, Via M. Macchi 58
20124 Milano

JAPAN

KINOKUNIYA COMPANY LTD.
Journal Department, P.O. Box 55
Chitose, Tokyo 156
MARUZEN COMPANY LTD., Book Department
P.O. Box 5050 Tokyo International, Tokyo 100-31
NAUKA LTD., Import Department
2-30-19 Minami Ikebukuro, Toshima-ku, Tokyo 171

KOREA

CHULPANMUL, Phenjan

NORWAY

TANUM-TIDSKRIFT-SENTRALEN A S
Karl Johansgata 43, 1000 Oslo

POLAND

WĘGIERSKI INSTYTUT KULTURY
Marszałkowska 80, 00-517 Warszawa
CKP I W., ul. Towarowa 28, 00-958 Warszawa

ROUMANIA

D. E. P., Bucuresti
ILEXIM, Calea Grivitei 64-66, Bucuresti

SOVIET UNION

SOYUZPECHAT — IMPORT, Moscow
and the post offices in each town
MEZH DUNARODNAYA KNIGA, Moscow G-200

SPAIN

DIAZ DE SANTOS Lagasca 95, Madrid 6

SWEDEN

ESSELTE TIDSKRIFTSCENTRALEN
Box 62, 101 20 Stockholm

SWITZERLAND

KARGER LIBRI AG, Petersgraben 31, 4011 Basel

USA

EBSCO SUBSCRIPTION SERVICES
P.O. Box 1943, Birmingham, Alabama 35201
F. W. FAXON COMPANY, INC
15 Southwest Park, Westwood Mass 02090-
MAJOR SCIENTIFIC SUBSCRIPTIONS
1851 Diplomat, P.O. Box 819074,
Dallas, Tx 75381-9074
READ-MORE PUBLICATIONS, INC
140 Cedar Street, New York, N. Y. 10006

YUGOSLAVIA

JUGOSLOVENSKA KNJIGA, Terazije 27, Beograd
FORUM, Vojvode Mišića 1, 21000 Novi Sad

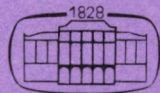
Acta Historica

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

Membres du Comité de Rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef), V. BÁCSKAI,
L. BENCZÉDI, I. DIÓSZEGI, J. JEMNITZ, GY. MÉREI,
F. MUCSI (rédacteur), E. NIEDERHAUSER, M. ORMOS, E. PALOTÁS,
GY. SZABAD, D. SZABÓ, G. SZÉKELY, J. SZŰCS, J. VARGA,
I. WELLMANN
secrétaire de Rédaction: A. PÓK, assistante de Rédaction: K. PERLUSZ

TOME 33

N^o 2-4



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

1987

ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

Acta Historica paraît en français, anglais, allemand et russe et publie des travaux dans le domaine des sciences historiques.

Acta Historica est publié sous forme de fascicules qui forment un volume de 400–500 pages par an et est édité par

AKADÉMIAI KIADÓ

Maison d'édition de l'Académie des Sciences de Hongrie
H-1117 Budapest, Prielle Kornélia u. 19–35.

Adresse de la Rédaction:
H-1014 Budapest, Uri u. 53.

Abonnement:
s'adresser à l'Entreprise de Commerce Extérieur «KULTURA»
H-1389 Budapest 62. POB. 149

ou chez les représentants à l'étranger

Acta Historica is abstracted/indexed in American Historical Review, Biological Abstracts, Current Contents-Arts and Humanities

© Akadémiai Kiadó, Budapest

SOMMAIRE
Buda 1686

Conférence internationale tenue à l'occasion du 300^e anniversaire
de la reconquête de Buda
Budapest du 1^{er} au 4 septembre 1986

<i>I. Europe et l'Empire Ottoman dans la deuxième moitié du 17^e siècle. Europa und das Osmanische Reich in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts</i>	129
<i>Zsigmond Pál Pach</i> : Von der Schlacht bei Mohács bis zur Rückeroberung Budas	129
<i>Béla Köpeczi</i> : L'Europe et la Hongrie en 1686. Forces et idées politiques	151
<i>Gyula Káldy-Nagy</i> : Das osmanische Reich und seine Vasallenstaaten in den achtziger Jahren des 17. Jahrhunderts	159
<i>György Hazai</i> : Türkenbild und Christenbild durch die Jahrhunderte	169
<i>Gilles Veinstein</i> : La politique hongroise du Sultan Süleymân et d'Ibrâhîm pacha à travers deux lettres de 1534 au roi Sigismond de Pologne	177
<i>Jean Bérenger</i> : La politique ottomane de la France dans les années 1680	193
<i>Matti Lappalainen</i> : Stockholm-Constantinople Axis – Truth or Not?	203
<i>II. La situation interne de la Hongrie lors des décennies de la Sainte Ligue. Ungarns innere Situation während der Jahrzehnte der „Heiligen Liga“</i>	209
<i>Klára Hegyi</i> : La province hongroise dans l'Empire Ottoman	209
<i>Kálmán Benda</i> : Das Habsburger-Reich und Ungarn in den letzten Jahrzehnten des 17. Jahrhunderts.	217
<i>László Benczédi</i> : Imre Thököly und das oberungarische Fürstentum	223
<i>Katalin Péter</i> : Siebenbürgen und der Befreiungskrieg	229
<i>Jaroslav Macek</i> : Die Länder der böhmischen Krone und die habsburgische Politik in Ungarn und auf dem Balkan	237
<i>Vojtech Kopčan</i> : Der letzte Zeitabschnitt der osmanischen Herrschaft in der heutigen Slowakei	251
<i>III. Questions militaires du siège de Buda et de la guerre de la Sainte Ligue en Hongrie. Die Belagerung Budas und die militärischen Fragen der Heiligen Liga in Ungarn</i>	257
<i>Imre Wellmann</i> : Die Rückeroberung Budas	257
<i>Géza Perjés</i> : Verproviantierung und Strategie im Befreiungskrieg	271
<i>István Czigány</i> : Ungarisches Militär in den Armeen der Verbündeten.	285
<i>Jean Nouzille</i> : La reconquête de la Hongrie sur les Turcs vue par la France	291
<i>Othmar Pickl</i> : Die Versorgung des Draucorps in den siegreichen Feldzügen von 1684–1687	301
<i>Walter Hummelberger</i> : Die Bewaffnung, Ausrüstung und Versorgung der Truppen der „Heiligen Liga“ bei der Belagerung von Buda 1686	319
<i>Pavel Balcárek</i> : Buda 1686 im Lichte der Korrespondenz im Staatlichen Gebietsarchiv Brno	333
<i>Josef Matuz</i> : Wesir Abdurrahman Abdi Pascha, der letzte Ofner Beglerbeg (Versuch einer Vita)	341

<i>IV. Participation de l'Europe à la libération de Buda et de la Hongrie. Europäische Teilnahme in der Befreiung Budas und Ungarns</i>	351
<i>Peter Broucek: Österreich als Führende Macht der Heiligen Liga im Krieg gegen das Osmanische Reich</i>	351
<i>Karl Othmar von Aretin: Das Heilige Römische Reich und die Türkenkriege</i>	361
<i>Zygmunt Abrahamowicz: Polens Krieg mit dem Osmanischen Reiche 1683–1699.</i>	367
<i>A. Erba-Odescalchi: Papst: Innozenz XI. und die Rückeroberung von Buda.</i>	371
<i>Manfred Kehrig: Markgraf Ludwig Wilhelm von Baden-Baden, der Türkenlouis.</i>	377
<i>Mihal Klimecki: A Polish Military Expedition to Moldavia in 1686.</i>	385
<i>Helmut Schnitter: Der Kampf um Budavár 1686 und sein Widerhall in der deutschen Fortifikationsliteratur</i>	389
<i>Olga Zirojević: Das türkische Straßennetz (Land und Wasserstraßen) auf dem Gebiet der heutigen Vojvodina und Slawoniens</i>	393

Der vorliegende Band enthält die Vorträge, die auf der Konferenz aus Anlaß des 300. Jahrestages der Wiedereroberung Budas von den Türken in Budapest vom 1–4. September 1986 gehalten wurden. An der Tagung nahmen neben den ungarischen Fachleuten insgesamt 50 Historiker aus 18 Ländern teil. Die Beratungen gruppierten sich um sechs große Themenkreise:

- Europa und das Osmanische Reich in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts;*
- Ungarns innere Lage während der Jahrzehnte des Befreiungskrieges;*
- Die Belagerung Budas und die militärischen Fragen des Krieges der Heiligen Allianz in Ungarn;*
- Europäische Teilnahme in der Befreiung Budas und Ungarns;*
- Das Echo der Wiedereroberung Budas in Ungarn und Europa;*
- Die Bilanz der Türkenherrschaft in Ungarn.*

Die vorliegende Nummer der Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae bringt die Vorträge aus den ersten vier Themenkreisen. Da der Umfang der Zeitschrift beschränkt ist, erscheinen die Vorträge zum fünften und sechsten Themenkreis in der nächsten Nummer.

Die Veranstalter der Konferenz danken allen Teilnehmern für ihre Beiträge.



I. Europe et l'Empire Ottoman dans la deuxième moitié
du 17^e siècle. Europa und das Osmanische Reich in der zweiten
Hälfte des 17. Jahrhunderts

Von der Schlacht bei Mohács
bis zur Rückeroberung Budas
(Der internationale Hintergrund)

ZSIGMOND PÁL PACH

Die vor dreihundert Jahren gelungene Rückeroberung Budas war – samt der Verdrängung der türkischen Macht aus Ungarn in den darauf folgenden etwa anderthalb Jahrzehnten – eine Waffentat internationaler Kräfte, gleichzeitig ein international bedeutendes Ereignis, das nicht nur eine Wende im Schicksal Ungarns herbeiführte, sondern sich auch für die Geschichte weiterer Regionen Europas als bestimmend erwies.

Wenn wir also als Einleitung unserer, des Jahres 1686 gedenkenden wissenschaftlichen Tagung den von Kriegsunbill gezeichneten geschichtlichen Weg Ungarns zu ermessen versuchen, der von der Niederlage bei Mohács und dem späteren Verlust Budas bis zur Rückeroberung der Hauptstadt – von der Etablierung der osmanischen Herrschaft in einem großen Teil des Landes bis zu ihrer Verdrängung – führte, so können wir nicht von der Darstellung des über anderthalb Jahrhunderte hinweg in Europa gegebenen, historischen Hintergrundes absehen. Dazu wieder ließe sich wohl kaum ein anderer Ausgangspunkt wählen, als eben die Betrachtung jener welthistorischen Geschehnisse, die der Schlacht bei Mohács unmittelbar vorangingen und im Werdegang des Menschengeschlechtes eine neue Epoche eröffneten.

1.

Die großen geographischen Entdeckungen, die in jener Zeit, als im Süden Ungarns bereits heftige Kämpfe tobten, in der Umsegelung der Welt gipfelten – diese ewig denkwürdigen Errungenschaften von Wissenschaft, Technik und menschlichem Unternehmungsgeist – brachten weit entfernte Erdteile, bis dahin voneinander unabhängig oder nahezu unabhängig sich entwickelnde Völker und Kulturen in Berührung, in zunehmend ständigen Kontakt.

Es war kein geringer Preis, den die Menschheit dafür bezahlte, daß sie auf diese Weise ihre Geschichte auch in engerem Sinne des Wortes zu einer „Weltgeschichte“ machte. Die Verbindungen weit voneinander entfernt gelegener Kontinente und Gesellschaften kamen vornehmlich als Eroberung, Kolonialisierung und Unterwerfung zustande. Es begann die koloniale Ausbeutung Amerikas, Afrikas und Asiens, in Westeuropa wieder nahm der Zerfall des Feudalismus, der Prozeß der Herausbildung der kapitalistischen Produktionsweise seinen Anfang.

Pach Zsigmond Pál: Institut de l'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences, Budapest, Üri u. 53. 1014 Hongrie

Doch die geographischen Entdeckungen und die darauf folgenden kolonialen Unternehmungen eröffneten einzelnen westeuropäischen Ländern – und zwar nicht den ersten Kolonisatoren: Spanien und Portugal, sondern den ihnen folgenden: den Niederlanden, England, Frankreich – nur deshalb den Weg zum Kapitalismus, weil ihre Wirkung und Rückwirkung in jener geschichtlichen Phase zur Geltung kam, als in Westeuropa durch den ganzen bisherigen Entwicklungslauf des Feudalismus ein fruchtbarer Boden für die Rezeption und Ausnutzung dieser Anregungen gegeben war. Es handelte sich ja um ein Entwicklungsniveau, wo das *innere* Wachstum der europäischen Wirtschaft, die Entfaltung der Warenproduktion und der Arbeitsteilung bereits eine Basis für die Herausbildung eines neuen atlantischen Weltmarktes geschaffen hatten, und der aufblühende Seehandel an den Ufern des Atlantik – vom Baltikum bis nach Gibraltar – zum hauptsächlichsten Wegbereiter des neuartigen internationalen Warenumschlages geworden ist. Demzufolge entwickelten sich einzelne Länder am Atlantischen Ozean wie die Niederlande, England (Süd- und Ost-England) und Frankreich (Nordfrankreich) zur Wiege, zum Kern und Zentrum der aufkommenden modernen Weltwirtschaft.

Die historische Darstellung der Anfänge moderner Weltwirtschaft im 16. und 17. Jahrhundert beschränkte sich in den meisten der früheren Arbeiten zunächst auf die Beziehungen zwischen Westeuropa und den überseeischen Kolonien. Die traditionelle Argumentation der Geschichtsschreibung – die natürlich in unterschiedlichen, sowohl oberflächlicheren als auch tiefer analysierenden Varianten erschien – läßt sich darin zusammenfassen, daß das Zentrum des wachsenden internationalen Warenverkehrs vom Mittelmeerraum auf den Atlantischen Ozean verlagert wurde; durch die geographischen Entdeckungen, die überseeischen Kolonialisierungsunternehmungen, die reiche Quellen für die Kapitalanhäufung schufen, gelangte dann die kapitalistische Entfaltung einzelner atlantischen Länder Westeuropas (welche wegen ihres höheren industriell-städtisch-demographischen Entwicklungsniveaus ohnehin eine günstigere Ausgangsstellung hatten) zu kraftvollem Schwung. Ost-Mitteleuropa blieb hingegen noch außerhalb dieses großen Umwandlungsprozesses und hatte keinen Anteil an den Anregungen des neuen, aufblühenden, atlantischen Weltmarkts. Ja, es verlor – durch die Verlegung der Haupthandelsstraßen – sogar seine bisherige Rolle im interkontinentalen Verkehr zwischen Asien und Europa, dem sogenannten Levante-Handel, und konnte unvermeidlich nicht mehr Schritt halten.

Wie jedoch in den letzten Jahrzehnten aufgrund der neueren Forschungen deutlich wurde, bedarf diese Darstellung wesentlicher Ergänzungen. Natürlich ist es ein geschichtlicher Fakt, daß die Länder Mittel- und Osteuropas, abgesehen von den Versuchen süddeutscher Kaufleute, nicht an den Entdeckungen, am Verkehr auf den Weltmeeren und an der überseeischen Kolonialisierung teilnahmen. Auch steht außer Zweifel, daß die Wege zu Lande, die den mittelalterlichen Levante-Handel durch die Länder Ost-Mitteleuropas führten, – im Vergleich zu den neu erschlossenen ozeanischen Linien mit ihrem rasch anwachsenden Verkehr – zur ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts in Verfall kamen und ihre Bedeutung im Welthandel sozusagen verloren gingen. Diese negativen Umstände brachten für den östlichen Teil des Kontinents gewiß weitere Nachteile gegenüber Westeuropa mit sich und waren einer der Gründe für seine Verspätung in der kapitalistischen Umgestaltung. Doch es handelt sich dabei um mehr: um einen tieferen, unmittelbarerem Zusammenhang zwischen westeuropäischem Wachstum und osteuropäischem Rückstand. Der

beginnende Entfaltungsprozeß der modernen Weltwirtschaft erstreckte sich nämlich nicht nur auf die Kolonien, sondern auch auf die Länder Ost-Mitteleuropas. Letztere waren keinesfalls aus dem Strom des internationalen Handelsverkehrs ausgeschlossen, sondern viel stärker als zuvor mit einbegriffen. Im Zeitalter der Erschließung neuer Erdteile und der Entstehung überseeischer Märkte – als sich also die *interkontinentalen* Handelsbeziehungen zwischen den westeuropäischen Ländern und ihren in Asien und Amerika erworbenen Kolonien herausbildeten – ging auch der *intra*kontinentale Handelsverkehr Westeuropas mit den Ländern des östlichen Mitteleuropas nicht zurück, sondern wuchs auf ein Vielfaches. Diese zunehmend gewichtigen und neuartigen inneneuropäischen Marktbeziehungen – in deren Warenszusammensetzung die Luxusartikel mehr und mehr durch die Bedarfsartikel verdrängt waren – wurden ebenfalls zu einem wesentlichen Faktor und Teilelement des entstehenden Systems moderner Weltwirtschaft. Als Auswirkung ergab und vertiefte sich die Tendenz zur industriell-agraren Arbeitsteilung zwischen West- und Osteuropa – umso mehr, da die agrargeprägte Anteilnahme des östlichen Mitteleuropas an der aufkommenden internationalen Arbeitsteilung keine wirtschaftlichen Strukturveränderungen in den betreffenden Ländern mit sich brachte. Ihr landwirtschaftlicher Export verband sich nicht mit der Kapitalisierung ihrer Landwirtschaft oder mit der Entwicklung einer einheimischen Agrarindustrie. Über längere Zeit gesehen war die Wirkung geradezu entgegengesetzt: Es kam zur Verbreitung der gutsherrlichen Fronwirtschaft, zur Ausdehnung der sog. *zweiten Leibeigenschaft*, zur Konservierung des Feudalismus auf weitere Jahrhunderte. So wurde der östliche Teil Mitteleuropas, neben den überseeischen Kolonien, auch selbst in mehrerlei Hinsicht zur Reserve, zur Randzone und zum feudalen Agrarhinterland des sich kapitalisierenden westeuropäischen Zentrums.¹

Dies sind die weitesten weltwirtschaftlichen Rahmen der Geschichte Ungarns in den einhundertsechzig Jahren, die zwischen der Niederlage bei Mohács und der Rückeroberung Budas lagen.

2.

Die geschichtlichen Prozesse gestalten sich freilich nie in regelmäßiger Geradlinigkeit, sondern in einem Gewebe von Wirkungen und Gegenwirkungen, hinweg über komplizierte Widersprüche. Die beginnende Einfügung in die im Entstehen begriffene moderne Weltwirtschaft bedeutete für die Länder im Osten Mitteleuropas anfänglich und für eine kürzere Zeitspanne noch nicht eine wirtschaftliche Abhängigkeit, die sich sogleich hemmend ausgewirkt hätte. Der Beginn der Eingliederung wurde gerade durch das im 15. Jahrhundert erreichte Niveau der feudalen Entwicklung in diesen Ländern, durch das Wachstum ihrer gesellschaftlichen Produktivkräfte, durch die Ausweitung ihrer Ware-Geld-Beziehungen untermauert. Das versetzte sie in die Lage, auf die Veränderungen in Westeuropa, auf die „Herausforderung“ reagieren zu können, unter anderem auf die

¹ Über die Hauptzüge der Entstehung der modernen Weltwirtschaft siehe unsere Abhandlungen: *The Shifting of International Trade Routes in the 15th–17th Centuries*, *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* (=AH), XIV, 1968, 287–321; *East Central Europe and World Trade at the Dawn of Modern Times*, (=AH), XXVII, 1981, 281–316; sowie I. Wallerstein: *The Modern World-System. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the 16th Century*, New York, 1974.

Exportansprüche Antwort zu geben, welche seitens der zentralen Bereiche Westeuropas auftraten. Für die Agrarprodukte und Rohstoffe des östlichen Mitteleuropas boten sich zu dieser Zeit nicht nur bedeutende Ausfuhrmärkte, sondern auch vorteilhafte Absatzbedingungen im europäischen Westen. Die sogenannte Preisrevolution des 16. Jahrhunderts war nämlich in erster Linie eine Agrar-Preisrevolution (Preisstruktur-Revolution): Sie sicherte den Agrarexporteurern des östlichen Mitteleuropas günstige Realtauschverhältnisse (*terms of trade*) im Außenhandel. Die hohen westeuropäischen Agrarpreise, hinter denen die Preiserhöhung in der Industrie weit zurückblieb, gelangten eben durch das Netz der wachsenden intrakontinentalen Handelsbeziehungen sogar in Richtung Osten und beeinflussten die Preisbewegungen auch auf den *inneren* Märkten des ostmitteleuropäischen Raumes.²

Die erste Periode der Eingliederung in die beginnende moderne Weltwirtschaft empfanden die Länder im Osten Mitteleuropas somit nicht als Verschlechterung ihrer Situation, als Depression oder Krise, sondern geradezu als wirtschaftlichen Aufschwung, als eine Möglichkeit zur Kapitalakkumulation, als Agrarkonjunktur. Das galt besonders für jene, die die landwirtschaftliche Warenproduktion sowie den Produkt- und Rohstoffabsatz in ihren Händen hielten, in erster Linie die merkantil veranlagten Gutsherren – so die mit Getreide- und Ochsenhandel beschäftigten polnischen Pane und Szlachcicen wie ungarischen Magnaten und Adligen –, aber neben ihnen auch eine Anzahl von städtischen Kaufleuten und marktinteressierten Bauernwirten.³

Daraus entsprang die eigenartige Widersprüchlichkeit und dramatische Spannung der Umstände, die Ungarn im 16. Jahrhundert erlebte. Denn wenn der weiteste internationale wirtschaftliche Rahmen der damaligen Geschichte Ungarns durch die beginnende Entstehung der modernen *Weltwirtschaft* herausgebildet wurde, so prägte sich ihr weitester *weltpolitischer* Hintergrund durch den Konflikt zweier „Weltmächte“ dieser Zeit, zweier expansiver Großmächte, die sich über Kontinente erstreckten – und zwar insofern, als der Boden Ungarns mehr als einhundertsechzig Jahre lang einer der Hauptabschnitte des Kriegsschauplatzes war, wo die habsburgische Macht und das osmanische Türkenreich gegeneinander kämpften. Und wenn die Wirtschaft Ungarns von den Wellen der internationalen Prosperität berührt und in einzelnen Bezirken und Zweigen

² Über die Preisrevolution des 16. Jahrhunderts und die darauf folgende Periode der Preisdepression: E.J. Hamilton: *The History of Prices before 1750*, XIe Congrès International des Sciences Historiques, Stockholm, 1960, Rapports, I, 144–164; B.H. Slicher van Bath: *The Agrarian History of Western Europe A.D. 500–1850*, London, 1963, 197–198, 206–212; F.P. Braudel – F. Spooner: *Prices in Europe from 1450 to 1750*, *The Cambridge Economic History of Europe*, IV, *The Economy of Expanding Europe in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*, Edited by E.E. Rich and C.H. Wilson, Cambridge, 1967, 378–486; *The Price Revolution in Sixteenth-Century England*, Edited with an Introduction by P.H. Ramsey, London, 1971; I. Hammarström: *The Price Revolution of the Sixteenth Century. Some Swedish Evidence*, *The Scandinavian Economic History Review*, 5, 1957, 118–154; W. Abel: *Agrarkrisen und Agrarkonjunktur*. Eine Geschichte der Land- und Ernährungswirtschaft Mitteleuropas seit dem hohen Mittelalter, Hamburg-Berlin, 1966, 13, 113–120, 145, 152, 175; S. Hoszowski: *The Revolution of Prices in Poland in the 16th and 17th Centuries*, *Acta Poloniae Historica*, 2, 1959, 7–16; Št. Kazimír: *Načrt vývoja cien obilnín na Slovensku v 16. a 17. stor.*, *Agrikultura*. Zbornik Pol'nohospodárskeho Muzeu v Nitre, 9, Bratislava, 1970; V. Zimányi: *Mouvements des prix hongrois et l'évolution européenne (XVIe–XVIIIe siècle)* *AH*, XIX, 1973, 305–333.

³ Über die Auswirkungen der Agrarkonjunktur in Europa des 16. Jahrhunderts siehe unsere Arbeit: *Business Mentality and Hungarian National Character*, In: *Études Historiques Hongroises 1985*, Budapest, 1985, I, 138–144.

eben gefördert wurde, so stürzten gleichzeitig die erdrückenden und verderbenden Folgen der internationalen Politik auf das Land ein. Immer und immer wieder mußte es die Schläge von Kriegszügen erleiden, die den Bevölkerungszuwachs abzapften und einen erheblichen Teil des wirtschaftlichen Ertrages und der materiellen Güter zunichte machten. Das Bewußtsein wie das Gemeinempfinden der ungarischen Gesellschaft hatten dabei mit einem beklemmenden, über Generationen hinweg unüberwindbaren Trauma zu kämpfen: mit der Kenntnis des Zusammenbruchs des mittelalterlichen Viermillionenlandes Ungarn, des Zerfalls des mächtigen Staates, gleichzeitig mit dem nahezu ständigen Gefühl der Unsicherheit und der Bedrängnis. Eben diese Umstände schufen den sozialen und geistigen Boden für die Verbreitung der Reformation in dem dreigeteilten Lande: im von den Habsburgern regierten „königlichen Ungarn“, in der „anderen Heimat“: dem Fürstentum Siebenbürgen, doch auch im türkisch besetzten Gebiete.

3.

Es ist eine eigentümliche Grimasse der Geschichte (ein weiterer eigentümlicher Widerspruch der behandelten historischen Periode), daß in dem Zeitalter, als die wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklung West- und Osteuropas immer mehr in *zwei verschiedene* Richtungen gingen, bald offensichtlich wurde, daß in ganz Europa nur *ein einziges* politisches System Zukunft haben würde, nämlich die zentralisierte Staatsorganisation, der Absolutismus. Es stellte sich immer mehr heraus, daß nur ein durch wirksame staatliche Besteuerung unterhaltenes ständiges Söldnerheer und eine stark konzentrierte politische Macht in der Lage waren, die Angriffe von außen zurückzuschlagen, die unabhängige Staatlichkeit zu beschützen und ihre Stellung in der internationalen Kampfarena zu festigen und zu verbessern. So mußten in Osteuropa trotz der *abweichenden* Entwicklung der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Bedingungen auf politischer Ebene auch Tendenzen auftreten, die den westeuropäischen *ähnlich* waren und nach Zentralisierung strebten.

In der polnisch-litauischen *Rzecz Pospolita* – wo letztere Tendenzen nicht zur Geltung kamen und die der „zweiten Leibeigenschaft“ auf immanente Weise entsprechenden politischen Strukturen, die extremen Formen der dezentralisierten Adelsmacht die Oberhand behielten – bereitete die schwedische „Sintflut“ um die Mitte der 1650er Jahren dem sogenannten goldenen Zeitalter des Ständestaates mit aller Heftigkeit ein brutales Ende: und der einstige Glanz der „Adelsrepublik“ trat sodann nurmehr für einige Jahrzehnte noch zu Tage. Und wenn auch in dieser kurzen Zeitspanne Johann III. Sobieski als König von Polen eine namhafte Rolle in der Geschichte Ungarns spielte – durch seinen Anteil an der Verteidigung Wiens gegen die türkische Belagerung im Jahre 1683 sowie an den militärischen Operationen des Jahres 1686 –, so konnte Polen im weiteren kaum mehr als europäischer Machtfaktor auftreten, wurde nach und nach zum passiven Subjekt internationaler Politik, und kaum ein Jahrhundert nach dem Tode

Sobieskis verschwand der polnische Staat für lange Zeit von der politischen Karte des Kontinents.⁴

In einer ganzen Reihe von Ländern entstand jedoch das Gebilde der absoluten Monarchie, vom westlichen bis zum östlichen Rand Europas, vom England der Tudors und Stuarts bis zum Reich der russischen Zaren, im Zentrum sowie in der Randzone der sich entfaltenden Weltwirtschaft. Es entstand unter verschiedenen sozial-ökonomischen Voraussetzungen – im Westen angepaßt an die Interessen und Ansprüche der aufsteigenden Handels- und Manufaktur-Bourgeoisie, im Osten geformt nach den Bedürfnissen der gutsherrlichen Handelstätigkeit und den Bedingungen der „zweiten Leibeigenschaft“ –, doch überall fast zur gleichen Zeit. So auch in dem Vielvölkerreich der Habsburger, in der Donaumonarchie, deren bis zur zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts herausgebildete politische Struktur notwendigerweise der osteuropäischen Variante des Absolutismus näherstand als seinem westeuropäischen Typ – selbst dann, wenn einzelne Kabinettpolitiker des Wiener Hofes die französische Staatseinrichtung Ludwigs XIV. als Modell ansahen, dem in vielem zu folgen wäre.

Die französischen Staatsmänner waren sich jedoch, zumindest seit Richelieu und Mazarin, zweifellos darüber im klaren, daß ein dem ihrigem ähnlicher Prozeß der Machtzentralisierung im gegnerischen Reich mit allen nur möglichen Mitteln zu verhindern sei. Deshalb unterstützten sie die dortigen ständisch-partikularen Kräfte, die ungarischen Malkontenten. Und deshalb führte der Sonnenkönig eine – gelinde gesagt – so zurückhaltende und zweideutige Politik gegenüber den Bestrebungen und Plänen, die mit der Verdrängung der Türken aus Ungarn auch eine Machtausbreitung für den Rivalen, das Haus Habsburg, mit sich brachten. Gleichwie sich der Wiener Hof nach dem Sieg bei Sanktgotthard im Jahre 1664 – als es nahe daran war, daß unter Führung des französischen Königs und des unter seinem Einfluß stehenden Rheinbundes das Militärunternehmen der internationalen Koalition zustande kommt, das die Vertreibung der Türken aus Ungarn zum Ziel hat – ohne Zögern entschloß, binnen weniger Tage den Frieden von Vasvár (Frieden von Eisenburg) zu unterzeichnen und den Status quo aufrechtzuerhalten. Dies rief in zahlreichen Hauptstädten Europas und insbesondere in Ungarn äußerste Empörung hervor, doch es folgte logisch aus der Machtpolitik der Habsburgerdynastie.⁵

4.

Wenn es sich lange Zeit auf das Schicksal Polens auswirkte, daß das Land das historische Stadium der absoluten Monarchie in seiner Geschichte „versäumte“, so war auch

⁴ J. Tazbir: The Commonwealth of the Gentry. *History of Poland*, Edited by A. Gieysztor et al., Warsaw, 1968, 242–261; K. Piwarski: Oslabienie znaczenia miedzynarodowego Rzeczypospolitej w drugiej potowie XVII. v., *Roczniki Historyczne*, 23 1957; I. Gieysztorova: Guerre et régression en Masovie aux XVIe et XVIIe siècles, *Annales E.S.C.* 13, 1958; B. Leśnodorsky: Les partages de la Pologne. Analyse des causes et essai d'une théorie, *Acta Poloniae Historica*, 7, 1963; J.A. Gierowski: Pol'sa sredi europejs gosudarstv (XVI–XVII.vv.), *Voprosi Istorii*, 1977, 12.

⁵ Verschiedene Meinungen über den Problemkreis in der internationalen Fachliteratur: H. Lutz – F.H. Schubert – H. Weber: *Frankreich und das Reich im 16. und 17. Jahrhundert*, Göttingen, 1968; S.H. – Steinberg: *Der dreißigjährige Krieg und der Kampf um die Vorherrschaft in Europa 1600–1660*, Göttingen, 1967; G. Wagner: *Das Türkenjahr 1664*, Eisenstadt, 1964; O. Klopp: *Das Jahr 1683*

die Zukunft Ungarns in vielem dadurch geprägt, daß es die europäische historische Epoche – oder zumindest einen langen Zeitraum der Periode –, in der die staatliche Zentralisierung und die Herausbildung des Absolutismus in Westeuropa vor sich gingen, als ein in Teile zerstückeltes Land erlebte.

Die ersten Versuche einer Zentralisation des ständischen feudalen Staates (zur Zeit der Könige Sigismund von Luxemburg und besonders Matthias Hunyadi) bildeten ein wichtiges Element in der aufsteigenden Entwicklungslinie, von der die ungarische Geschichte bis zum Ende des 15. Jahrhunderts durchzogen war. Ebenso war der Zerfall der Staatszentralisierungsversuche Matthias' ein Bruch in dieser Entwicklungslinie, ein offensichtliches Zeichen für das Übergewicht der oligarchischen und ständischen Reaktion an der Wende des 15. zum 16. Jahrhundert.

Doch – wie auch unsere frühere Geschichtsschreibung schon darauf hinwies, – zeichnete sich die Zentralisierung der Staatsmacht selbst in den Ländern Westeuropas nicht als geradliniger, bruchfreier, harmonischer Prozeß ab. Auch im „Musterland“ der Zentralisierung, in Frankreich, war der Weg von Erschütterungen, Rückfällen, Unterbrechungen und Krisen begleitet. Die sich wiederholenden Zwischenspiele vom Zurücksinken in regionalen Partikularismus und Religionskriege, in innere oligarchisch-ständische Kämpfe wurden immer wieder von Akten neuerer und kraftvollerer Zentralisierung und Vereinheitlichung abgelöst, um schließlich zum Endergebnis zu führen: Es entstanden die ausgereiften, fest organisierten Strukturen des Absolutismus unter Ludwig XIV.

Nach dem Tode des Königs Matthias Hunyadi (1490) – so überlegte Mihály Horváth⁶, die bedeutende Figur unserer Geschichtsschreibung im vorigen Jahrhundert – erlosch die Zentralmacht unter der „schwachen Hand der polnischen Könige“, und wurde die Herrschaft der Großgrundbesitzer überwiegend. Doch hätten wir Zeit gehabt – so grübelte der Historiker weiter –, hätte früher oder später wieder ein starker nationaler König kommen können, um das fortzusetzen, was seine großen Vorfahren begonnen hatten. Doch wir hatten keine Zeit. Der Türke drang vor, und die Geschehnisse folgten einander mit dramatischer Geschwindigkeit (selbst dann – können wir spätere Nachfahren hinzufügen –, wenn das dramatische Tempo der damaligen Zeit im Vergleich zu unserer Epoche als gemütliche Gangart erscheint). Jedenfalls brüstete sich kaum ein halbes Jahrhundert nach dem Tode Matthias' bereits der türkische Halbmond auf dem Budaer Schloß, und der nicht lange zuvor noch so starke ungarische Staat der Hunyadis war in drei Teile zerfallen.

und der folgende grosse Türkenkrieg bis zum Frieden von Carlowitz, Graz, 1882, 120 ff.; I. Acsády: *Magyarország története I. Lipót és I. József korában* (Die Geschichte Ungarns in der Zeit Leopold I. und Joseph I., *A magyar nemzet története* (Die Geschichte der ungarischen Nation), Herausgegeben von S. Szilágyi, VII. Budapest, 1898, 182, 202–203, 405–406, 441; K. Köhler: *Die orientalische Politik Ludwigs XIV.* Ihr Verhältnis zu dem Türkenkrieg von 1683, Leipzig, 1907, 82 ff.; G. Guillot: Léopold Ier, les Hongrois et les Turcs, *Revue d'Histoire Diplomatique*, 1911; W. Platzhoff: Ludwig XIV., das Kaisertum und die europäische Krisis von 1683, *Historische Zeitschrift*, 1920; O. Redlich: *Österreichs Grossmachtbildung in der Zeit Kaiser Leopolds I.*, Gotha, 1921, 244–249, 310–311; R. Lorenz: *Türkenjahr 1683*, Wien, 1933, 84ff.; H. Hantsch: *Die Geschichte Österreichs*, Graz–Wien–Köln, 1953, II. 31–35, 45–46.

⁶ M. Horváth: A XVI. század első felének jelleme Magyarországon (Der Charakter der ungarischen Geschichte in der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts), *Horváth M. kisebb történelmi munkái* (M. Horváth's kleinere historische Arbeiten), III, Pest, 1868, 5–9.

Unter solch ungünstigen historischen Bedingungen konnte jegliche Strömung, die die Zentralisierung der Staatsmacht weiterzuführen gedachte, auf ungarischem Boden selbstverständlich nur als unterirdischer Bach existieren. Trat sie dennoch einmal an die Oberfläche, zeigten sich nur kümmerliche und lückenhafte Formen. Da das unter türkischer Herrschaft befindliche Gebiet nicht in Betracht kam – wo höchstens die ungarischen Stände in der Besteuerung der Dorfbauern einige Requisiten einer staatlichen Kontinuität aufrechterhalten konnten –, blieben nur die beiden anderen Landesteile, das königliche Ungarn und das fürstliche Siebenbürgen, wo die Bestrebungen politischer Zentralisation, Tendenzen des Absolutismus – freilich nur partikularistisch und widersprüchlich – aufzutreten vermochten.

Im von den Habsburgern beherrschten königlichen Ungarn verwirklichte sich das allgemein-europäische Entwicklungsgesetz vom Kampf zwischen Absolutismus und Ständewesen in einer eigentümlichen historischen Form, in der des Gegensatzes zwischen dem fremden Wiener Absolutismus und dem ungarischen nationalen Ständewesen, wobei die Kräfte der Gesellschaft wie die Tonangeber der Politik immer wieder vor ausweglos erscheinende Dilemmas gestellt und in Konfliktsituationen gebracht wurden. Die „andere ungarische Heimat“, das Fürstentum Siebenbürgen bot der Entfaltung kraftvoller absolutistischer Initiativen wegen seines schwächeren Ständewesens von Zeit zu Zeit größeren Raum, doch der Preis für die selbständige innere Regierung war die Abhängigkeit von der Pforte, bzw. die flüchtige Veränderlichkeit seiner Lage zwischen Konstantinopel und Wien.

Dazu kam noch – müssen wir mit später erworbener-erlittener Weisheit hinzufügen – die ethnische Zusammensetzung des königlichen wie des fürstlichen Gebietes aus vielen Völkern, die den Schatten düsterer Entwicklungen in ferner Zukunft andeutete.

So wurde die Rückeroberung des mittleren Landesteiles – der trotz der Blutverluste und der Einwanderungen den festen ethnisch-geographischen Stamm des Ungarntums bildete – und die Rückeroberung der dessen Schlüssel bildenden einstigen Hauptstadt, Budavár zur Grundfrage aller weiteren gesellschaftlichen, staatlichen und nationalen Entwicklung Ungarns.

Mit anderen Worten: Der Kampf gegen die türkische Besetzung, die den Zerfall des Landes in drei Teile hervorrief, die Überrettung des ungarischen Ethnikums, der ungarischen Kultur und Staatlichkeit zwischen den beiden Großmächten, letzten Endes die Wiedervereinigung des Landes, das waren die hauptsächlichen nationalen Aufgaben der ungarischen Geschichte im 16. bis 17. Jahrhundert.

5.

Zwischen Bestrebungen und Varianten des Überlebens, der Überrettung, der Aufrechterhaltung der Staatlichkeit, des Kampfes und der Verhandlungen mit den beiden Großmächten, des Widerstreits und des Lavierens, zwischen selbständigen und weniger selbständigen, besseren und weniger guten politischen Richtlinien, Konzeptionen und Alternativen – oder wenn man eben so will: zwischen schlechten und weniger schlechten Formeln – so wallte und brodelte und wogte in den einhundertsechzig Jahren von der

Niederlage bei Mohács bis zur Rückeroberung der Burg Buda die sowohl an dramatischen Richtungsänderungen als auch an tragischen Wenden so reiche ungarische Geschichte.

Um das Überleben und die Aufrechterhaltung Wien gegenüber die Abhängigkeit von Konstantinopel auf sich nehmend, in diesem Rahmen gewisse Bewegungsfreiheit suchend, darum ging es von der Regierung Johann Szapolyais am Anfang der Epoche bis zu Emerich Thökölys oberungarischem Teilstaat am Ende der Epoche.

Um das Überleben und die Aufrechterhaltung der nationalen Staatlichkeit, Wien gegenüber die Abhängigkeit von Konstantinopel auf sich nehmend, in diesem Rahmen gewisse Bewegungsfreiheit suchend, darum ging es von der Regierung Johann Szapolyais am Anfang der Epoche bis zu Emerich Thökölys oberungarischem Teilstaat am Ende der Epoche.

Um die Wiedervereinigung des königlichen Ungarn mit dem Fürstentum ging es bei burger gerichtete Landesvereinigung „von Osten her“ ging es bei Gabriel Bethlen, vom Fürstentum Siebenbürgen ausgehend und die Oberhoheit des türkischen Sultans anerkennend. Man erwartete dafür Selbständigkeit in der inneren Regierung und die Erweiterung des außenpolitischen Bewegungsraumes.

Die „westlichen“ Magnaten-Politiker Ungarns, wie Nikolaus Eszterházy, dachten an ein der Dynastie gegenüber loyales Königreich Ungarn, das sich zusammen mit Siebenbürgen in die Habsburger-Monarchie einfügen, jedoch die ständische Verfassung möglichst unversehrt beibehalten sollte.

Um eine Personalunion des Fürstentums Siebenbürgen und Polens, eventuell erweitert durch einen Bund mit den rumänischen Fürstentümern an der Donau, ging es bei Stephan Báthory und später, sehr bald in einer Katastrophe endend, bei Georg Rákóczi II., wobei neben den beiden Großmächten – und gegen sie gerichtet – die Möglichkeit einer dritten Machtgruppierung im Raum Ost-Mitteleuropas geschaffen werden sollte.

Die Konzeption Nikolaus Zrinyis sah eine Reform der ungarischen Ständepolitik und der Militärorganisation vor, die Aufstellung einer selbständigen ungarischen Armee, als „Arznei gegen das türkische Gift“. In Anbetracht der Veränderungen, die in den internationalen Verhältnissen vor sich gingen, erschien ihm die Vertreibung der Türken aus Ungarn, die Lösung der historischen Hauptaufgabe dieses Jahrhunderts, bereits in greifbarer Nähe.

6.

Wenn wir von den Veränderungen der internationalen Konstellation im 17. Jahrhundert sprechen, dürfen wir nicht nur an die Veränderungen der politisch-militärischen Kräfteverhältnisse denken, darunter das sich herausbildende Kräfte-Gleichgewicht der beiden Reiche, die Ungarn in die Enge klemmten, das Innehalten der türkischen Machtexpansion denken, sondern wir haben auch die Umwandlungen in den internationalen Wirtschaftsverhältnissen zu beachten.

Der Prozeß, mit dem an der Wende vom 15. zum 16. Jahrhundert die moderne Weltwirtschaft ihren Anfang genommen hatte, ging nämlich im Laufe des 17. Jahrhunderts in eine neuere, zweite Phase über.

Eines der auffallendsten Phänomene dieser neuen Phase war die Verlangsamung der für die zweite Hälfte des 16. Jahrhunderts allgemein bezeichnenden raschen „Preis-

revolution“, ihr Übergang seit dem Anfang des 17. Jahrhunderts in Preisschwankungen, vorübergehende Aufschwünge und Preisstürze. Schließlich kam sie – nach scharfen, von Land zu Land und von Warenart zu Warenart unterschiedlichen Schwankungen – zum Teil schon in den 1620er bis 1630er Jahren, im Ganzen aber um 1650 zum Ende. Mitte des 17. Jahrhunderts war der Zeitabschnitt der Preisrevolution endgültig abgeschlossen. Auf die internationale Wirtschaftskonjunktur folgten Depression und Krisenerscheinungen.⁷

Mit dem Aufhören der Preisrevolution kehrte sich auch der säkulare Trend der Gestaltung der Preisstruktur in das Gegenteil um. Die Stagnation oder der Rückgang der Preise betraf zwar sowohl Industriewaren als auch landwirtschaftliche Produkte, doch letztere waren davon vornehmlich betroffen. Die Depression des 17. Jahrhunderts war in wirtschaftlicher Hinsicht im Grunde genommen, eine Agrardepression.⁸

Die Veränderungen der internationalen Wirtschaftslage wirkten sich in mehrerlei Weise auf die Länder Ost-Mitteuropas aus. Die für die Agrarexporteure dieses Raumes bisher so günstigen Außenhandelsbedingungen schwanden jetzt dahin, die Ausfuhr von Agrarprodukten von Ost-Mitteuropa in den Westen ließ nach. Die Einnahmen der getreideexportierenden polnischen Gutsherren, der ungarischen Herren und Adligen, die sich in die Ochsenausfuhr eingeschaltet hatten (und anderer marktinteressierter Schichten und Gruppen) sanken. Es begann ihr Rückzug vom Handel.⁹

Die Lasten der erschwerten Wirtschaftsbedingungen legten die Gutsherren zu einem bedeutenden Teil ihren Leibeigenen auf. Sie steigerten die Verpflichtungen im Frondienst und erhärteten die Gebundenheit ihrer Untertanen an die Scholle. Das System der „zweiten Leibeigenschaft“ festigte sich, im gebliebenen ungarischen Königreich und im Fürstentum Siebenbürgen ebenso wie in der polnisch-litauischen „Adelsrepublik“, im habsburgischen Böhmen und in den ostdeutschen Fürstentümern.¹⁰

Die europäische intrakontinentale industriell-agrar Arbeitsteilung stabilisierte sich, überlieferte sich, doch der agrarorientierte Anteil Osteuropas am internationalen Handel realisierte nunmehr bereits nachteilige Preisverhältnisse. Nun zeichnete sich die ökonomisch untergeordnete Stellung des östlichen Mitteleuropas immer deutlicher ab, seine Rolle als feudales Agrarhinterland und Randzone stellte sich immer mehr heraus.

Die Umstände der wirtschaftlichen Depression äußerten sich nicht nur in der Beschränkung der *Exportfähigkeit* der ost-mitteuropäischen Länder, im Rückgang einzel-

⁷ Siehe die Literatur unter Fußnote 2; vgl. E. Hobsbawm: *The General Crisis of the European Economy in the 17th Century, Past and Present*, 5–6, 1954.

⁸ P. Chaunu: *Le renversement de la tendance majeure des prix et des activités au XVII^e siècle, Studi in onore di A. Fanfani*, Milano, 1962, IV, 219–255; B.H. Slicher van Bath: *Die europäischen Agrarverhältnisse im XVII. und in der ersten Hälfte des XVIII. Jahrhunderts*. in: *A.A.G. Bijdragen*, 13, Wageningen, 1965, 144; Abel, a.a.o. 152.

⁹ *Business Mentality and Hungarian National Character*, a.a.o. 145–151.

¹⁰ Zs.P. Pach: *Die ungarische Agrarentwicklung im 16–17. Jahrhundert. Abbiegung vom west-europäischen Entwicklungsgang*, Budapest, 1964, 39 ff, 177 ff; W. Rusinski: *Hauptprobleme der Fronwirtschaft im XVI. bis XVIII. Jahrhundert in Polen und den Nachbarländern, Première Conférence Internationale d'Histoire Économique*, Paris – La Haye, 1960, 415–423; A. Klima: *Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Bohemia, Past and Present*, 85, 1979; F.L. Carsten: *The Origins of the Junkers, The English Historical Review (= EnHR)*, 62/243, 1947, 145–178; G. Heitz: *Zum Charakter der „zweiten Leibeigenschaft“*, *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 1972. 1.

ner Zweige ihrer nach dem Westen gerichteten Ausfuhr, sondern auch in der Erlahmung ihres *Import*vermögens. Das zeigt sich – unter anderem – deutlich an der Gestaltung der Textilausfuhr Englands, das ins Zentrum der modernen Weltwirtschaft vorstieß.

Auf den Märkten Ost-Mitteleuropas trat in der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts – infolge der hohen Agrarpreise, der konjunkturellen Getreide- und Ochsenexportmöglichkeiten – eine bedeutende Kaufkraft auf. So fanden die englischen Tuch- und *Kersey*-Lieferungen, die über die Häfen der Nordsee und Ostsee auf den Kontinent strömten, nicht nur auf deutschem Boden Käufer, sondern drangen auch nach Polen und Ungarn vor.¹¹

In der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts änderte sich jedoch die Situation: Die Kaufkraft, die die Wollstoffe auf den polnischen und ungarischen Märkten aufnahm, sank jetzt. Besonders die bäuerliche Kaufkraft ging zurück. Früher hatten die bäuerlichen Schichten der Warenproduzenten auch selbst Anteil an der Agrarkonjunktur und handelten auch selbst billigere Importstoffe mittlerer Qualität, darunter *Karasia* (*Kersey*) ein. Nun waren aber gerade sie die Hauptschadenträger der Agrardepression.

Unter solchen Bedingungen konnten die englischen Textilexporteure in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts keine vergrößerte Nachfrage mehr auf den Märkten in Ost-Mitteleuropa erwarten, was sie zur Suche nach neuen Ausfuhrmöglichkeiten, nach neuen Abnehmermärkten bewog. Das war der Anlaß für die englischen Exportbestrebungen, die nach Südeuropa und darüber hinaus führten: teilweise über die Häfen der Iberischen Halbinsel in die amerikanischen Kolonien Spaniens und Portugals, teilweise – und das haben wir in Hinsicht unseres Gegenstandes hauptsächlich zu beachten – über das Mittelmeer in Richtung der Levante.¹²

In den Spuren der Engländer folgten dabei mit ähnlichen Zielen und Richtungen auch die zum Zenit ihrer Entwicklung strebenden Holländer.¹³

So geriet die Levante, der unter osmanischer Herrschaft stehende Nahe Osten – nach der Zeit des Mittelalters erneut – in das Kreuzfeuer internationaler Wirtschaftsaspirationen.

¹¹ J. Kallbrunner: Lazarus Henckel von Donnersmarck, *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* (=VSWG), 24, 1931, 146; H. Van der Wee: *The Growth of the Antwerp Market and the European Economy (XIVth – XVth centuries)*, The Hague, 1963, II, 123; E. Lipson: *The Economic History of England*, II. *The Age of Mercantilism*, London, 1947, 188; R.H. Tawney: *Business and Politics under James I. Lionel Cranfield as Merchant and Minister*, Cambridge, 1958, 41–45, 57–58, 60; B.E. Supple: *Commercial Crisis and Change in England 1600–1642. Study in the Instability of a Mercantile Economy*, Cambridge, 1964², 29; Endrei W.: Az angol karasia Magyarországon (Das englische *Kersey*-Tuch in Ungarn), *Századok*, 1974, 4; Pákh J.: A szövetbehozatal szerepe és struktúrája Bártfa, Eperjes, Kassa és Lőcse külkereskedelmében a XVI. század végén (Die Rolle und Struktur des Wollstoffimports im Außenhandel von Bartfeld, Eperies, Kaschau und Leutschau im ausgehenden 16. Jahrhundert), *Történeti Statisztikai Tanulmányok* (Historisch-statistische Studien), 4, Budapest, 1980, 5, 23, 31.

¹² F.J. Fisher: London's Export Trade in the Early Seventeenth Century, *The Economic History Review* (= EHR), 2nd Ser., 3, 1950, 153–158; Supple, a.a. o. 61, 136–148, 153, 258–263; R. Davis: English Foreign Trade 1660–1700, EHR, 2nd Ser., 7, 1954, 164–165; W.E. Minchinton: *The Growth of English Overseas Trade in the XVIIth and XVIIIth Centuries*, London, 1969, 9; G.T. Beat: The English in the Levant, EHR., 2/20, 1890, 654–664; R. Davis: *England and the Mediterranean 1570–1670, Essays in the Economic and Social History of Tudor and Stuart England*, Edited by F.J. Fisher, Cambridge, 1961, 117–137.

¹³ H. Wätjen: *Die Niederländer im Mittelmeergebiet zur Zeit ihrer höchsten Machtstellung*, Berlin, 1909, 104 ff.; W. Brulez: *Les transports routiers entre les Pays-Bas et Italie aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Prato, 1973, 1–10.

7.

Die alten Land- und Seewege des mittelalterlichen Levante-Handels, die sich mit der zentralen Lage Venedigs verbanden, verloren – wie weiter oben angedeutet wurde – bis zur ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts an Bedeutung, spielten gegenüber dem direkt nach Indien führenden Seeweg, der *Cape-Route*, keine Rolle mehr im Welthandel.

Nicht das Vordringen der Portugiesen zu Anfang des 16. Jahrhunderts, sondern das der Engländer und Holländer zu Anfang des 17. Jahrhunderts bereitete Venedigs Gewürzhandel mit dem Osten ein Ende und wertete die traditionellen Wege des Levante-Verkehrs ab.¹⁴

Die Gründung der ostindischen Kompanien durch England, bzw. Holland (1600, 1602) und die Entfaltung ihrer Tätigkeit hatte diesen Vorgang in stürmischem Tempo beschleunigt. Schon seit 1610 gelangten beträchtliche Pfeffer- und andere Gewürzliefereien aus den Niederlanden nach Norditalien, – ein vielsagendes Zeichen der Umkehr der traditionellen Richtung des Gewürzhandels und des Verfalls von Venedig. Die mittelalterlichen Monopolisten des Fernhandels von orientalischen Spezereien, die Behörden der Stadt des heiligen Markus waren bald gezwungen, diese Richtungsänderung auch in der Form zu Kenntnis zu nehmen, daß sie die Gewürze im Jahre 1625 offiziell der Zollgruppe „westliche Waren“ zuordneten. In den Jahren 1646 und 1647 bildete der Pfeffer den Hauptanteil der Fracht, wenn die Schiffe vom Amsterdamer Hafen in Richtung Mittelmeer ausliefen: es handelte sich um etwa 25% des Gesamtausfuhrwertes.¹⁵

Doch nicht nur die ostindischen *Gewürze*, die die Holländer und Engländer weiterleiteten, fanden zu dieser Zeit ihren Weg in den Mittelmeerraum, sondern auch die englischen und holländischen *Textilwaren*.

Die holländischen Schiffe – und neben ihnen noch die der Hanse sowie schon die der Engländer – drangen, unter Ausnutzung der norditalienischen Getreidekrise in den 1590er Jahren, zu Ende des 16. Jahrhunderts ins Mittelmeergebiet ein.¹⁶ Und diese Exporttendenz sollte sich als beständig erweisen. Nach Abklingen der Getreidekrise traten andere Waren an die Stelle des Getreides: Neben den Gewürzen waren es hauptsächlich die neueren Produkte der englischen und holländischen Textilindustrie, die im Mittelmeerraum in zunehmender Menge erschienen, und die italienischen Tücher bereits in den 1630er Jahren auf den Levante-Märkten zurückdrängten. Die venezianische Textilpro-

¹⁴ F.C. Lane: Venetian Shipping during the Commercial Revolution, *The American Historical Review*, 38, 1933, 219–239; The Mediterranean Spice Trade: Further Evidence of its Revival in the Sixteenth Century, ebenda 45, 1940, 581–590; V. Magelhaes-Godinho: Le repli venitien et égyptien et la route du Cap 1496–1533, *Hommage à Lucien Febvre*, Paris, 1953, II. 283–300; F. Braudel: *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, 1966², I. 493–516; N. Steensgaard: *The Asian Trade Revolution of the Seventeenth Century: The East India Companies and the Decline of Caravan Trade*, Chicago-London, 1974, 155–169.

¹⁵ H. Kretschmayr: *Geschichte von Venedig*, III. Stuttgart, 1934, 367; G. Luzzato: La decadenza di Venezia dopo le scoperte geografiche nella tradizione e nella realtà, *Archivio Veneto*, 1954, 174; D. Sella: Crisis and Transformation in Venetian Trade, *Crisis and Change in the Venetian Economy in the 16th and 17th Centuries*, Edited by B. Pullan, London, 1968, 97; Wätjen, a.a.o. 337; Brulez, a.a.o.4.

¹⁶ W. Naudé: *Die Getreidehandelspolitik der europäischen Staaten vom XIII. bis zum XVIII. Jahrhundert*, Berlin, 1896, I, 305–309, 331–333; Braudel: a.a.o. I, 530–534, 543–545; Wätjen, a.a.o. 114–117.

duktion – die sich gerade in der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts wie aus dem Nichts hervorgehoben hatte und der Lagunenstadt (einhergehend mit einer provisorischen Neubelebung der traditionellen Wege im Gewürzhandel) noch eine letzte Prosperitätsepoche zukommen ließ – blieb den atlantischen Konkurrenten mit der Zeit nicht nur auf den levantinischen, sondern sogar auch auf den italienischen Märkten unterlegen. Die Textilproduktion der Stadt, die 1602 mit nahezu 29.000 Stück Tuch ihren Höhepunkt erreichte, ging bis zum letzten Jahrzehnt des 17. Jahrhunderts auf insgesamt 2.000 Stück Tuch pro Jahr zurück.¹⁷ Gleichzeitig erhöhte sich der auf die mediterranen Häfen gerichtete englische und holländische Textilexport um ein Vielfaches.

Die englische *Levant Company* – die auf der Basis der englisch-türkischen Handelsvereinbarung (Kapitulation) vom Jahre 1583 durch die Vereinigung zweier Handelsgesellschaften (1592) gegründet wurde – erhöhte auch die Ausfuhr des traditionellen englischen Tuches, des *broadcloth*: im Jahre 1634 wurden schon 17.000 Stück exportiert, in den Jahren von 1673 bis 1677 durchschnittlich mehr als 20.000.¹⁸ Doch besonders die dem subtropischen Klima und den südländischen Marktansprüchen angepaßten, leichten, farbigen und billigeren neuen englischen Tuchwaren, die *new draperies* kamen im Mittelmeerraum im allgemeinen und im türkischen Reich im besonderen zu großen Markterfolgen, zum Nachteil der venezianischen Waren in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts.¹⁹ „Die Engländer“, lesen wir in einem venezianischen Bericht aus dem Jahre 1668, „bieten ansprechendere und billigere Tucharten an als wir, und die Türken sind immer mehr begeistert davon“.²⁰ Ihr Raumgewinn wurde gefördert durch die Erneuerung der alten Kapitulation, ergänzt durch neue Vergünstigungen in den Jahren 1661 und 1675.²¹

Die Vereinigten Provinzen schlossen ihre erste Kapitulation mit der Pforte erst später als die Engländer, und zwar im Jahre 1612.²² Danach sollten die holländischen Kaufleute im gesamten Gebiet des Osmanischen Reiches frei und unbehindert handeln können und Anteil haben an all den Vergünstigungen, die vor ihnen den Engländern und noch früher den Franzosen vertraglich gewährt wurden.²³ Die holländischen Unternehmer – die keine formale Levante-Gesellschaft gründeten, sondern nur ein Amsterdamer Direktorium im Jahre 1625, zum Schutz und zur Kontrolle der die Straße von Gibraltar pas-

¹⁷ D. Sella: *The Rise and Fall of the Venetian Woollen Industry, Crisis and Change in the Venetian Economy*, a.a.o. 108–111.

¹⁸ M. Epstein: *The English Levant Company. Its Foundation and its History to 1640*, London, 1908; Lipson: a.a.o. II, 338–344; Davis: a.a.o. 1961, 118–122.

¹⁹ R. Davis: *Influences de l'Angleterre sur le déclin de Venise au XVIIe siècle, Aspetti e cause della decadenza economica veneziana nel secolo XVII*, Venezia-Roma, 1961, 183–235; R.T. Rapp: *The Unmaking of the Mediterranean Trade Hegemony: International Trade Rivalry and the Commercial Revolution*, *The Journal of Economic History*, 35, 3, 1975, 511–512, 519–521. – Vgl. C.H. Wilson: *Cloth Production and International Competition in the Seventeenth Century*, *EHR*, 2nd Ser., 13, 1960, 209–211; D.C. Coleman: *An Innovation and its Diffusion: the „New Draperies“*, *EHR*, 2nd Ser., 22, 1969, 417–429.

²⁰ Angeführt bei Sella: a.a.o. 120.

²¹ A.C. Wood: *A History of the Levant Company*, London, 1935, 94–98; P. Cernovodeanu: *England's Trade Policy in the Levant 1660–1714*, Bucharest, 1972, 14, 30.

²² A. Ernstberger: *Europas Widerstand gegen Hollands erste Gesandtschaft bei der Pforte (1612)*, München, 1956; N. Iorga: *Les rapports entre la Hollande et l'Empire Ottoman au XVIIe siècle*, *Revue Historique Sud-Est Européenne*, 14, 1937, 283–293.

²³ Wätjen: a.a.o. 62–63.

sierenden *straatvaarder* – erschienen ebenso außer mit Pfeffer hauptsächlich mit Textilwaren auf den mediterranen und levantinischen Märkten: laut dem Amsterdamer Hafenzollverzeichnis 1646/47 des Direktoriums mit den Produkten der englischen und flandrischen „neuen Textilindustrie“, sowie mit Leidener Tuch und Leinen aus Haarlem.²⁴ „Es ist bekannt“, so eine venezianische Quelle aus dem Jahre 1673, „daß die holländischen Wollstoffe die unseren verdrängt haben. Sie sind angenehm, leicht und billiger und haben die Türken für sich eingenommen, so daß diese nichts mehr von unseren Tuchen halten, die ebensoschwer zu kaufen wie zu tragen sind“.²⁵

Neben den Holländern und Engländern fanden sogar auch die Franzosen den Weg zu den Märkten des türkischen Reiches. Dabei waren sie – infolge ihrer antihabsburgischen politischen Interessengemeinschaft – (nach den Venezianern und den Genuesern) die ersten aus dem Westen kommenden. Man schrieb noch das Jahr 1535, als der französische König Franz I. und Sultan Suleiman einen Handelsvertrag abschlossen, der den französischen Schiffen und Kaufleuten Zugang zu den türkischen Häfen gewährte.²⁶ Die französisch-türkische Kapitulation behielt ihre Gültigkeit für lange Zeit, im Jahre 1673 wurde sie erneuert,²⁷ die Bedingungen waren den mit den Engländern und mit den Holländern abgeschlossenen gleich. Wie eine englische Quelle aus dem Jahre 1653 schreibt, betrieben die Franzosen in der Mitte des 17. Jahrhunderts einen regen Handel mit den Türken; zwanzig große Segelschiffe wickelten den Verkehr aus Marseille ab.²⁸ Später bewies sich unter den auf Anregung Colberts nach englischem und holländischem Muster gebildeten französischen privilegierten Handelskompagnien einzig und allein die 1670 ins Leben gerufene Levante-Gesellschaft als existenzfähig²⁹. Sie begründete den Aufschwung des französischen Levante-Handels im 18. Jahrhundert.

Fast gleichzeitig mit dem Vordringen nach Ostindien fanden also die Engländer und die Holländer – und neben ihnen die Franzosen – auch in die Levante Eingang und kamen im Laufe des 17. Jahrhunderts trotz der *bestehenden politischen Machtverhältnisse*, der Oberherrschaft der osmanischen Türken zu wachsenden Geschäftserfolgen im Handel auf den dortigen Märkten. Ganz anders erging es Venedig, dessen immer wieder erneute Kriegszustände mit den Türken nicht nur territoriale und Menschenverluste mit sich brachten, sondern auch Positionsverluste im Handel, wovon die Engländer, Holländer und Franzosen profitierten, die „immer bereit waren, ihren Fuß dorthinzusetzen, wo die Italiener in Schwierigkeiten gerieten“.³⁰ Und wenn die Stadt des heiligen Markus bereits 1571 gezwungen war, auf eine der Perlen ihres ostmediterranen Reiches zu verzichten und Zypern den Türken zu überlassen, so gelang es ihr in der Mitte des 17. Jahrhunderts im Kandischen (Kretischen) Krieg (1645–1669) selbst um den Preis hoher Ma-

²⁴ Wätjen: a.a.o. 173, 279–293, 338–342.

²⁵ Angeführt bei Sella: a.a.o. 120.

²⁶ J. Billoud: *Histoire du commerce de Marseille de 1515 à 1599*, Paris, 1951, 193–196. – Vgl. S. Faroqi: The Venetian Presence in the Ottoman Empire (1600–1630), *The Journal of European Economic History*, 15, 1986, 345–384.

²⁷ Cernovodeanu: a.a.o. 35.

²⁸ Lipson: a.a.o. II, 347; vgl. Wood: a.a.o. 121–128.

²⁹ P. Masson: *Histoire du commerce français dans le Levant au XVIIe siècle*, Paris, 1897, 209–218; R. Mantran: *Istanbul dans la seconde moitié du XVIIe siècle*, Paris, 1962, 563–568.

³⁰ C.M. Cipolla: The Economic Decline of Italy, *Crisis and Change in the Venetian Economy*, a.a.o. 141.

terial- und Menschenverluste nicht, ihre andere wichtige Handelsbasis in Richtung Alexandria und Aleppo, die Insel Kreta gegen die Pforte zu verteidigen.³¹

So hatte Venedig nur noch von einer *wesentlichen Veränderung* der politischen Machtverhältnisse, wenn überhaupt zu erhoffen, daß die verlorengegangenen levantinischen Positionen wenn auch nur zum Teil wieder in seine Hände gelangen und sich die traditionellen Routen des orientalischen Handels erneut beleben würden. Trotz der schweren Verluste – oder vielleicht besser: geradezu infolge der Verluste – wurde also Venedig zum ständigen potentiellen Verbündeten eines von seiten der Habsburger ausgehenden antitürkischen Kriegsunternehmens.³²

8.

Nach Ablauf wesentlich unterschiedlicher geschichtlicher Geschehnisse (doch ebenfalls nicht frei von mittelalterlichen Antezedenzen) und unter recht abweichenden Bedingungen richteten sich in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts auch die wirtschaftlichen und Machtinteressen des Wiener Hofes auf die Levante.

Das Interesse der führenden Kreise Wiens am *Orienthandel* – so nannte man den Warenverkehr, der auf dem Land- und Flußwege über türkische Gebiete ging, um ihn terminologisch vom *Levantehandel* im engeren Sinne zu unterscheiden, der von den Häfen der Adria aus über den Seeweg geführt wurde³³ –, die wirtschaftliche Orientierung der österreichischen Hofaristokratie über den Balkan hinweg auf den Osten, zeigte sich zum ersten Mal bei der Erneuerung des Friedens von Zsitvatorok im Jahre 1615, nachdem der „lange Krieg“ (der fünfzehnjährige Krieg) der Jahrhundertwende bereits die zwischen den beiden Gegnern bestehende Kräftegleichheit bewiesen hatte. So betrachtete man es auch in Wien als vielversprechend, bei günstigen Bedingungen Handel im türkischen Reich führen zu können. Artikel 9 und 10 des erneuten Friedensvertrages, beziehungsweise der darauf basierende Ferman des Sultans aus dem Jahre 1616 – der im wesentlichen mit den ersten englischen und holländischen Kapitulationen übereinstimmte – sind als erste habsburgisch-türkische Handelsvereinbarung zu betrachten.³⁴

Ein halbes Jahrhundert später, ein Jahr nach dem Frieden von Vasvár (Eisenburg) schlossen die beiden Kaiser – als Ergebnis der Vermittlung Graf Leslies – ihr zweites Handelsabkommen,³⁵ dem bereits konkrete Schritte folgten.

³¹ Kretschmayr: a.a.o. III, 57–61, 315–336.

³² Vgl. D. Levi-Weiss: Le relazioni fra Venezia e la Turchia dal 1670 al 1684 e la formazione della Sacra Lega. *Archivio Veneto Tridentino* VII–IX, 1925–26; Kretschmayr: a.a.o. III, 627.

³³ H.v. Srbik: Adriapolitik unter Kaiser Leopold I. *Mitteilungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung*, Ergänzungsband XI. 1939, 614 ff; F. Eckhardt: *A bécsi udvar gazdasági politikája Magyarországon Mária Terézia korában (Die Wirtschaftspolitik des Wiener Hofes in Ungarn zur Zeit Maria Theresias)*, Budapest, 1922, 149–150, 296.

³⁴ A. Huber: *Geschichte Österreichs*, V, Gotha, 1892, 77; L. Thallóczy: *Utazás a Levántéban. A keleti kereskedelem története Magyarországon (Eine Reise in der Levante. Die Geschichte des Orienthandels in Ungarn)* Budapest, 1882, 88; S. Takáts: *A dunai hajózás a XVI. és XVII. században (Die Donauschiffahrt im XVI. und XVII. Jahrhundert)*, *Magyar Gazdaságtörténelmi Szemle (=MGSz)*, 1900, 172–173.

³⁵ Takáts: a.a.o. 175–176; Redlich: a.a.o. 246.

Auf Anregung des österreichischen Kameralisten (Merkantilisten) Johann Joachim Becher – eines älteren Zeit- und Gesinnungsgenossen von Philipp Wilhelm von Hörnigk, der den Wunschtraum von *Österreich über alles, wann es nur will* propagierte – entstand nämlich die erste *Wiener Orientalische Handelskompagnie*, mit dem Ziel, Österreichs orientalischen (levantinischen) Handel über die türkischen Gebiete hinweg auf dem Fluß- und Landwege auszubauen.³⁶

Auch in der 1667 begonnenen Tätigkeit der Wiener Gesellschaft wird die scharfe Richtungsänderung im internationalen Gewürzhandel sichtbar, Veränderungen, die wir weiter oben im Zusammenhang mit Venedig bereits genauer betrachtet haben. Aus dem Material einer Beratung, die im Jahre 1615 bei dem berühmten Wiener Großunternehmer und Bankier Lazarus Henckel gehalten wurde, stellt sich heraus, daß es zum Zeitpunkt des ersten österreichisch-türkischen Handelsvertrages noch um folgendes ging: Kaufleute aus Ungarn kauften in Wien die auf dem türkischen Markt absatzfähigen Waren und brachten sie zu Schiff auf türkisches Gebiet; dort kauften sie „türkische Waren“ (*res Turcales*), u.zw. (aus Konstantinopel angelieferte) Seide, Baumwolle, Kamelhaar, Teppiche und Gewürze, die sie dann nach Wien brachten.³⁷ In den Jahren 1667 und 1668 enthielten hingegen die nach Konstantinopel geschickten Frachten der Orientalischen Handelskompagnie – außer schlesischem Tuche, Nürnberger Kupfer- und steirischen Eisenwaren – bereits auch (von Westen her angekommen) Pfeffer und andere Gewürze; die Lieferungen, die von Konstantinopel nach Wien gingen, bestanden aus den üblichen „türkischen Waren“ – jedoch *ohne* Gewürze.³⁸

Die Tätigkeit der *Wiener Orientalischen Handelskompagnie* bedeutete somit den ersten Versuch der habsburgischen Donaumonarchie, auf den – früher von Venezianern, nunmehr von englischen, holländischen und französischen Kaufleuten beherrschten – Verbraucher- und Versorgungsmärkten der Levante Fuß zu fassen.

Ein früherer österreichischer Forscher, der sich mit der Tätigkeit des Unternehmens beschäftigte, war der Meinung, daß die Beziehungen zur Türkei noch allzu unsicher für eine bedeutende Entwicklung der Orientalischen Handelskompagnie gewesen seien, obgleich der Hof hohe Zollvergünstigungen zusicherte. Es sei zwar zur Einrichtung einer Niederlassung in Konstantinopel und zur Knüpfung einiger Beziehungen mit der Levante gekommen, doch die Gesellschaft habe arg unter den politischen Verhältnissen gelitten. So günstig sich auch ihre materielle Situation durch die hohen Kapitalanlagen in den ersten Jahren ihres Bestehens gestaltet habe, seien doch bald immer wieder erneute Schwierigkeiten aufgetreten.³⁹ Eine positivere Wertung drückt sich in einer neueren österreichischen Studie aus: Wenn man von den verfrühten Hoffnungen absehe, die sich mit der Eröffnung des Levante-Handels vom Adriatischen Meer aus verbanden, und des

³⁶ Thallóczy: a.a.o. 89; S. Takáts: *Külkereskedelmi mozgalmak hazánkban I. Lipót alatt* (Aussenhandelsbewegungen in Ungarn unter Leopold I.), *MGSz*, 1899, 348–349, 355; H. Hassinger: *Die erste Wiener orientalische Handelskompagnie 1667–1683*, *VSWG*, 35, 1942, 1–53; Hantsch: a.a.o. II, 65–71; F. Tremel: *Wirtschafts- und Sozialgeschichte Österreichs*, Wien, 1969, 245–249, 274.

³⁷ Takáts: a.a.o. 1900, 174–175; Hassinger: a.a.o. 8; Kallbrunner: a.a.o. 155.

³⁸ Takáts: a.a.o. 1900, 194–197, Hassinger: a.a.o. 16–23; T. Stojanovich: *L'économie balcanique au XVIIe et XVIIIe siècles*, Paris, 1952, 181–182; Mantran: a.a.o. 578–580.

³⁹ H.v. Srbik: *Der staatliche Exporthandel Österreichs von Leopold I. bis Maria Theresia*, Wien-Leipzig, 1907, 68–70.

weiteren auch von einem Vergleich mit dem Millionenumsatz der Franzosen oder Holländer im Mittelmeerhandel absehe, dann habe sich die Wiener Orientalische Kompagnie nicht nur zu etwas Großem entschlossen, sondern mit Rücksicht auf ihre zeitliche Möglichkeiten auch nicht wenig erreicht.⁴⁰

Der erneut ausgebrochene türkische Krieg bereitete nämlich der Gesellschaft ein Ende: nach 1683 wurde ihre Tätigkeit praktisch eingestellt. Der Gedanke an den Ausbau des levantinischen Handels von Wien aus über Ungarn trat jedoch schon während der Zeit des Krieges wiederholt auf. In den letzten Jahrzehnten des 17. Jahrhunderts sind vierundvierzig diesbezügliche Handelsprojekte und Unternehmungsvorschläge an die Hofkammer gerichtet worden. Nicht viel später schrieb man Kaiser Leopold die Äußerung zu, wonach der orientalische Handel das wichtigste in ganz Europa sei, und die Einrichtung dieses Handels seine „essentielle Intention“ sei.⁴¹

Diese Tatsachen und Bestrebungen dürfen wir in Anbetracht der gegebenen Zeitverhältnisse freilich nicht überbewerten. Doch soviel ist sicher: Es begannen sich im letzten Drittel des 17. Jahrhunderts auch neuartige Handelsströme zu entwickeln und der Habsburgische Doppeladler machte alsdann auch in wirtschaftlicher Hinsicht seine ersten Flugversuche nach dem türkisch besetzten Osten.

Und wenn wir zu all dem noch die traditionellen antitürkischen politischen und militärischen Interessen der polnisch-litauischen *Rzecz Pospolita* hinzunehmen⁴² – Interessen, die durch die osmanische Besetzung Podoliens (1672) auch unmittelbare Aktualität bekommen hatten –, wenn wir desweiteren an ihre aus ihrer Blütezeit überlieferten, auf die Donaufürstentümer gerichteten Macht- und Wirtschaftsaspirationen denken – die auch Johannes Sobieski nicht fremd waren⁴³ –, so erscheint vor uns jene „Achse“ *Venedig – Wien – Warschau*, die sich im Frühjahr 1684 zum „Dreibund“ der Heiligen Liga formte.

9.

Die wirtschaftlich-kommerziellen Anlässe in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts im Ost-mittleuropa waren freilich vorerst nur Untermalung und Ergänzung jener Motive, die der Politik und deren uraltem Kerne: dem Anspruch auf die Ausweitung von Macht und Besitz entsprangen.

Die Beweggründe der Kriegsführung zur feudalen Gebietsaneignung zeigte sich ganz deutlich in dem heftigen Konflikt zwischen den Habsburgern und ihrem *westeuropäischen*

⁴⁰ Hassinger: a.a.o. 53.

⁴¹ Takáts: a.a.o. 1899, 358–359.

⁴² Vgl. K. Lepszy: Zur Frage der Zentralisation und Souveränität Polens. Hauptprobleme der polnischen Außenpolitik in der zweiten Hälfte des XVI. Jahrhunderts, *La Renaissance et la Réformation en Pologne et en Hongrie, 1450–1650*, Budapest, 1963, 415–423.

⁴³ History of Poland, a.a.o. 240, 256. – Über die wirtschaftlich-kommerziellen Anlässe: A. Manikowski: *Zmiany czy stagnacja? Z problematyki handlu polskiego w drugiej połowie XVII wieku*, *Przegląd Historyczny*, 64, 1973; L. Lehr: *Comerțul Tarii Românești și Moldovei în a doua jumătate a secolului al XVII-lea*, Studii. *Revista de Istorie*, 21, 1968; L. Demény: *Comerțul de tranzit spre Polonia prin Tara Românească și Transilvania al ultimul sfert a secolului al XVII-lea*, a.a.o. 22, 1969. – Vgl. bereits J. Rutkowski: *Histoire économique de la Pologne avant les partages*, Paris, 1927, 159–160, 173, 192.

Kontrahenten, der französischen Valois-Dynastie noch in der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts. Der um den Besitz Italiens geführte Kampf mündete in jene unheilvolle Reihe von Kriegen zwischen Kaiser Karl V. und dem französischen König Franz I., die Spaniens Erhebung zur Hauptmacht zur Folge hatte, gleichzeitig aber auch Frankreichs Verbindung mit dem *östlichen* Rivalen der Habsburger, dem Türkischen Reich zuwege brachte. Im Deutschen Reich wiederum blieb die sich nach den Interessen des fürstlichen Separatismus richtende Reformation trotz aller Kraftanstrengung des Kaisers ungeschlagen und bedeutete somit ständig eine potentielle Stütze für das französisch-türkische Bündnis.

So verknüpften sich mit den Beweggründen feudaler Gebietsaneignung seit Mitte des 16. Jahrhunderts die Motive des Religionskrieges, der zwischen den Machtgruppierungen der Reformation und Gegenreformation geführt, die territorial-dynastische Rivalität in ein neues ideologisches Gewand kleidete. Mit Beginn des 17. Jahrhunderts kam sodann „der Handelskrieg der europäischen Nationen, mit dem Erdrund als Schauplatz“ hinzu.⁴⁴ Der Dreißigjährige Krieg war der größte und letzte Streitkampf in der Reihe solcher komplexartigen Konflikte. Der Hauptzug der aus dem antihabsburgischen Aufstand der böhmischen protestantischen Stände und aus der Auseinandersetzung der in der Protestantischen Union, beziehungsweise in der Katholischen Liga zusammengeschlossenen deutschen Fürsten hervorgegangenen gesamteuropäischen Konfrontation bestand in dem gegen die spanischen und österreichischen Habsburger gerichteten Kriegsbeitritt einer ganzen Reihe von westeuropäischen Ländern wie Holland, Dänemark und Schweden als Protestanten und schließlich das katholische Frankreich. Der Ausgang des Krieges brachte eine international bedeutende Wende in der *Politik* – zur selben Zeit, als sich auch die weiter oben dargestellte Wende in der internationalen *Wirtschaft* abzeichnete. Der Westfälische Friede (1648) schloß die Epoche ab, in der Spanien die führende Macht in Europa gewesen war; er sprengte die habsburgische Umklammerung der nunmehr von Bourbonen beherrschten französischen Monarchie und erweiterte ihre Grenzen an mehreren Stellen bis hin zum Rhein; er erhielt und vertiefte den Zustand politischer Zerrissenheit im Deutschen Reich.

Ja sogar war es der Westfälische Friede, der auch die Zukunft der österreichischen Linie des Hauses Habsburg in entscheidendem Maße beeinflusste: er brachte sie um die Aussicht, sich in den traditionellen Ländern des Reiches eine stabile territoriale Basis zu sichern und verschob den Schwerpunkt ihrer Zentralisierungs- und Machtbestrebungen nach Osten. So gewann das Königreich Ungarn an Bedeutung für den Wiener Hof; es stieg sein Interesse an der Rückeroberung der unter türkischer Herrschaft stehenden Gebiete des Landes.

Die Gefahr eines Zweifrontenkrieges lastete aber schwer auf der Wiener Politik und brachte den Hof um die Fähigkeit der Initiative. Was den *Westen* betrifft, gab sich der 1661 an die Macht getretene Ludwig XIV. bei weitem nicht mit den erworbenen Territorien zufrieden, die Frankreich durch den Westfälischen Frieden zugekommen waren. Mit erneuten bewaffneten Angriffen und der Einrichtung sogenannter Reunionskammern versuchte er, Kaiser Leopold aus weiteren wichtigen Positionen zu verdrängen, und sich gleichzeitig eine bestmögliche Ausgangstellung für den früher oder später zu erwartenden großen Krieg sichern. Bereits seit den 1660er Jahren zeichnete sich nämlich die Eventua-

⁴⁴ K. Marx-, Fr. Engels: *Werke*, 23, Dietz Verlag, Berlin, 1962, 779.

lität des Erlöschens der spanischen Linie des Hauses Habsburg ab, was in absehbarer Zeit den unumgänglichen Kampf der Habsburger und Bourbonen um die spanische Erbfolge herbeiführen würde. Was hingegen den *Osten* anbelangt, war das, seit der Jahrhundertwende im Verfall begriffene Osmanenreich in den 1650er und 1660er Jahren anscheinend zu neuer Kraft gekommen. Die Regierung der Großwesire Köprülü setzte sich mit aller Gewalt über die Anarchie hinweg und bereitete weitere Eroberungskampagnen vor.

Wenn also Nikolaus Zrínyi die europäische Machtkonstellation bereits 1663/64 nicht illusorisch einschätzte, als er die Vertreibung der Türken aus Ungarn – durch eine internationale Koalition und unter bedeutender Mitwirkung ungarischer Streitkräfte – in greifbarer Nähe sah, so reifte doch die historische Realität erst zwei Jahrzehnte später dazu heran.

Den ersten Faktor, sozusagen die Ingangsetzung lieferte nun die Pforte selbst, als sie im Jahre 1683 eine erneute Angriffsoperation wagte. Der Kriegszug des Großwesirs Kara Mustapha – der auch über die Ambitionen der Köprülü hinausging, jedoch hinter ihren Fähigkeiten zurückblieb – sollte das seit Suleiman dem Prächtigen vergeblich ersehnte Ziel, die Eroberung Wiens, verwirklichen. Die vernichtende Niederlage, die die Türken an den Mauern der Kaiserstadt, dann in der offenen Schlacht bei Párkány hinnehmen mußten, riefen in ganz Europa ein noch größeres Echo hervor als seinerzeit Zrínyis glänzende Kriegstaten. Kaiser Leopold wurde nun endlich zur Entscheidung gezwungen. Dem Krieg gegen die Franzosen – der zwei Armeen erfordert hätte: eine am Rhein und eine in Italien – zog er die Fortsetzung des türkischen Krieges vor, und in einer Proklamation vom Januar 1684 teilte er mit, es sei seine entschiedene Absicht, Ungarn vom Joch der Türken zu befreien.⁴⁵

Den zweiten Faktor finden wir in der veränderten Situation Polens. Wenn Anfang der 1660er Jahre die *Rzecz Pospolita* – die eben begann, sich von den Verwüstungen der „schwedischen Sintflut“ zu erholen – in einen erneuten militärischen Konflikt mit Rußland geraten war und Mitte der sechziger Jahre durch den Lubomirski-Aufstand unter einem blutigen Bürgerkrieg zu leiden hatte, so konnte sie unter dem 1674 auf den Thron gelangten Johann Sobieski – der die Türken im Vorjahr bei Chocim besiegt und sich damit großen Ruhm errungen hatte – noch einmal und gleichsam letztmalig als international bedeutende Macht auftreten. Sobieski, dessen Thronbesteigung eigentlich ein Erfolg der Diplomatie Ludwigs XIV. war, lavierte zunächst zwischen den Bestrebungen Frankreichs und Habsburgs, entschied sich aber schließlich für Wien. Im März 1683 schloß er ein Militärbündnis mit Kaiser Leopold für den Fall eines türkischen Angriffs auf Wien oder Krakau, und „mit Habsburgern gegen die Türken“ hatte er sodann einen großen Anteil am Entsatz Wiens wie auch an der Schlacht bei Párkány.⁴⁶

Doch mittlerweile – und hier der dritte Faktor, auf den wir hinweisen müssen – änderte sich auch die Lage des anderen Verbündeten, Venedigs. In den Jahren 1663 und 1664 erlebte noch der kandische Krieg seinen blutigsten Abschnitt und er-

⁴⁵ Klopp: a.a.o. 371; Redlich, a.a.o. 327

⁴⁶ F. Salamon: *Magyarország a török hódítás korában (Ungarn zur Zeit der türkischen Eroberung)*, Pest, 1864, 395–399; I. Hamel de Breuil: *Sobieski et sa politique de 1674 à 1683, Revue d'histoire Diplomatique*, 1893; Köhler: a.a.o. 40 ff.; Redlich: a.a.o. 309–313; O.F. de Battaglia: *Jan Sobieski König von Polen. Mit Habsburgern gegen die Türken*, Graz-Wien-Köln, 1982². – Vgl. dagegen: *History of Poland*, a.a.o. 257, 275.

schöpfte die militärischen und materiellen Kräfte des Stadtstaates. Nach dem Friedensschluß im Jahre 1669 zeigte sich jedoch ein langsamer, aber eindeutiger wirtschaftlicher Aufschwung im Handel und in der Luxusartikelindustrie der Stadt, was sich auch günstig auf ihre Steuereinkommen auswirkte und eine erneute Vorbereitung zum Kampf gegen die Türken ermöglichte.⁴⁷ Deshalb konnte der Gesandte Venedigs Anfang 1684 berichten, daß die Republik durch den ein Vierteljahrhundert währenden Krieg zwar erschöpft sei und den Verlust Kretas schmerzlich spüre, doch bereit sei, sich dem Kampf für die Befreiung der Christenheit erneut anzuschließen.⁴⁸

Als vierter – doch in seiner Bedeutung geradezu nicht letzter – Faktor ist die positive Veränderung der internationalen Verhältnisse anzusehen, die mit der päpstlichen Thronbesteigung des Bankierssohnes Benedetto Odescalchi aus Como im Jahre 1676 – im selben Jahr, als Kara Mustafa Großwesir wurde – eintraf. Als Innocent XI. gelangte ein weitsichtiger Kirchenpolitiker auf den päpstlichen Thron, der die leidenschaftliche Vertretung des universellen christlichen Gedankens, der der Vergangenheit zugewendeten Idee der *solidaritas Christiana* mit einer überlegener Bewandertheit in moderner Steuer- und Banktechnik vereinigte, ebenso wie seine auf dem polnischen Kriegsschauplatz gewonnenen militärischen Erfahrungen mit einem flexiblen und realen diplomatischen Gefühl verband.

Letzteres, seine wendige und reale Diplomatie muß besonders hervorgehoben werden. Papst Innocent XI. strebte nämlich – offensichtlich aufgrund der geschichtlichen Erfahrungen der Jahre 1663 und 1664 – nicht eine internationale Allianz an, die unter Einfluß des französischen Königs, beziehungsweise unter Führung des Rheinbundes stehen würde – was der Habsburger Hof selbstverständlich unmöglich hätte akzeptieren können –, auch suchte er nicht Feuer und Wasser zu vereinen, also Ludwig XIV. und Leopold I. gleicherweise in eine antitürkische internationale „Großkoalition“ zu fügen – wozu so gut wie keine reale Basis bestand –, sondern er war um die provisorische Neutralisierung von Paris und um eine aktionsfähige „Kleinkoalition“ bemüht, die Wien, Venedig und Warschau unter einem Dach vereinen sollte, an einer Koalition, der sich auch andere europäische Mächte anschließen und der die Fürsten des Deutschen Reiches (ohne die Mitwirkung des Rheinbundes) unmittelbar Unterstützung leisten könnten.

Diese Richtlinie erwies sich nun – um den Preis nicht weniger diplomatischer Manöver – als erfolgreich. Am 5. März 1684 schlossen der Kaiser und ungarischer König Leopold I., der Doge von Venedig Giustiniani und der polnische König Johann Sobieski ein Bündnis zu einer gemeinsamen Kriegsführung gegen die Türken und erkannten Papst Innocent XI. als „Schirmherren, Bürgen und Geschäftsträger“ des Bündnisses an, das die traditionelle päpstliche Bezeichnung Heilige Liga trug. Am 15. August 1684 kam es zwischen Ludwig XIV. und Leopold I. in Regensburg zum Abschluß eines Waffenstillstandes auf zwanzig Jahre. Über die Teilnahme der deutschen Fürsten an dem großen Kriegsunternehmen – darunter der Kurfürsten Friedrich Wilhelm von Brandenburg und Maximilian Emmanuel von Bayern – traf der Wiener Hof unmittelbare Vereinbarungen.

⁴⁷ Kretschmayr: a.a.o. III., 342–343, 348; Sella; a.a.o. 98–100.

⁴⁸ V. Fraknói: *XI. Ince pápa és Magyarország fölszabadítása a török uralom alól. (Papst Innocent XI. und die Befreiung Ungarns von der türkischen Herrschaft)*, Budapest, 1886. 83.

Polen und Rußland schlossen – ebenfalls durch päpstliche Mediation – Frieden, so trat auch der Zar der Heiligen Liga bei und erklärte der Pforte im Mai 1686 den Krieg. An der Belagerung Budas, die von Anfang Juni bis Anfang September 1686 dauerte, nahmen außer den verbündeten Streitkräften auch englische, französische, spanische und italienische Hilfstruppen teil.⁴⁹

*

Der Kampf gegen die türkische Besetzung, die den Zerfall des Landes in drei Teile hervorrief, die Überrettung des ungarischen Ethnikums, der ungarischen Kultur und Staatlichkeit zwischen den beiden Großmächten, letzten Endes die Wiedervereinigung des Landes, das waren die hauptsächlichsten nationalen Aufgaben der ungarischen Geschichte im 16. bis 17. Jahrhundert – sagten wir weiter oben.

Nach dem Aufeinanderprallen, Wogen und Wallen der verschiedenen politischen Richtungen und Richtungsänderungen – die wir zuvor kurz zu schildern versuchten – brachte das Ende des 17. Jahrhunderts zwar keine optimale Lösung (wann schuf schon die Geschichte optimale Lösungen?), aber doch eine reale Erzielung der Aufgaben.⁵⁰

Die Heilige Liga, die von dem Papst organisierte und vom Wiener Hof geführte Koalition europäischer Mächte behob in einer anderthalb Jahrzehnte andauernden, schlimme Verwüstungen bringenden Folge von Kriegszügen, endlich die türkische Besetzung des Landes und brachte sein ganzes Territorium (mit Ausnahme des Temes-Gebietes) unter Habsburgische Herrschaft, – wenn auch nicht mit den Waffen einer selbständigen ungarischen Streitmacht, wie es Zrínyi hoffen ließ, doch unter militärischer Mitwirkung von einzelnen ungarischen Truppen und um den Preis enormer Lasttragungen der Landesbevölkerung.

In der Reihe dieser Ereignisse bedeutete die Rückeroberung Budas eine entscheidende Station. Wenn der 2. September vor dreihundert Jahren auch nicht das unmittelbare Ende der Türkenherrschaft in Ungarn darstellte, so symbolisierte doch diese Rückeroberung der einstigen Residenzstadt den Beginn einer neuen Epoche, einer Epoche, in der das Hauptproblem der ungarischen Politik nicht mehr in der Türkenfrage, in der Wiedervereinigung des Landes bestand.

Es war der Beginn einer Epoche, in der die Eingliederung in das Reich der Habsburger – trotz der unmittelbaren und künftigen Nachteile und Lasten – verhältnismäßig günstigere Umstände und Bedingungen für die gesellschaftlich-nationale Entwicklung des Landes Ungarn bot, zweifellos günstigere Bedingungen als jene, die für die noch jahrhundertlang unter türkischer Herrschaft verbliebenen Donaufürstentümer und Balkanländer gegeben waren.

⁴⁹ Fraknói: a.a.o. 19–24, 40, 65–69, 84, 96, 151–154, 176–177, 184–186; Károlyi Á.: *Buda és Pest visszavívása 1686-ban*, (Die Rückeroberung von Buda und Pest 1686) Budapest, 1886, 62–87; M. Immich: *Papst Innocent XI*, Berlin, 1900, 28, 38–54; Redlich: a.a.o. 341–344, 366, 370–373; vgl. E. Eichhoff: *Venedig, Wien und die Osmanen. Umbruch in Südosteuropa 1645–1700*. München, 1970.

⁵⁰ Vgl. Salamon: a.a.o. 387, 390, 412.



L'Europe et la Hongrie en 1686. Forces et idées politiques

BÉLA KÖPECZI

La libération de Buda est un événement important au point de vue de l'évolution des forces et des idées politiques en Europe. C'est ce que nous voudrions démontrer dans cette étude.

I.

Ces derniers temps on parle souvent de „l'émergence des grandes puissances“ à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle¹ et à juste titre si l'on compare les empires du moyen âge et de la renaissance avec les Etats de l'époque suivante. C'est la formation de l'Etat moderne qui change le caractère et le système des grandes puissances.

Après la paix de Westphalie le premier exemple pour ce changement est fourni par la France, qui par son essor économique, par le renforcement de son armée, par sa diplomatie impose son hégémonie en Europe. Tous ces facteurs de développement sont étroitement liés à la formation de l'Etat absolutiste qui devient un modèle pour l'Europe et surtout pour l'Europe continentale.

Après la fin des années 70 la France arrive à l'apogée de son pouvoir, mais la politique des „réunions“ et l'annexion de Strasbourg sont considérées comme des menaces directes contre l'Empire et contre les puissances de l'Europe occidentale qui se liguent contre Louis XIV.

Au début des années 80 la cour de Vienne se trouve devant un choix décisif: doit-elle chercher à renforcer ses liens avec les princes allemands, l'Espagne, la Hollande et l'Angleterre et répondre au défi de la France ou se tourner contre les Turcs, qui ne veulent plus prolonger la trêve de vingt ans, conclue en 1664. Du point de vue du choix le facteur hongrois joue un rôle considérable. En effet, après l'exécution des chefs de la conspiration aristocratique (1671), les Hongrois protestants, poussés par de motifs économiques, politiques et religieux, se soulèvent contre l'absolutisme autrichien et ils de-

¹ Cf. M. Immich: *Geschichte des Europäischen Staatensystems von 1660 bis 1789*, München-Berlin, 1905;

J.B. Wolf: *The emergence of the great powers, 1685-1715*, New York, 1951;

B. Köpeczi: *La formation des grandes puissances au XVII^e et XVIII^e siècles*, Congrès international des Sciences historiques, Bucarest, 1980, Rapports, II.P.445. et suivi.

Köpeczi Béla, Budapest, Tulipán u. 5. 1022 Hongrie

mandent l'appui de la Transylvanie et de la Porte. Cette dernière veut bien permettre au prince de Transylvanie d'aider les soi-disants Mécontents, mais elle ne se décide à les aider directement qu'à partir de 1681.

Les Mécontents, sous le commandement du comte Emeric Thököly, remportent des succès militaires et la cour de Vienne, qui veut éviter la guerre avec les Turcs, cherche d'abord à trouver un compromis avec eux. Cependant les Hongrois soulevés n'acceptent pas les résolutions de la diète de Sopron² (1681), ils exigent des garanties politiques et militaires. L'Empereur refuse, Thököly, de sa part, espère que la guerre turque permettra la réalisation de son projet. En 1682 la Porte le déclare roi de Hongrie, mais il se contentera du titre de duc de la Hongrie Supérieure.

Après de longs pourparlers avec les envoyés de la Cour de Vienne, le grand vizir, poussé non seulement par des considérations de politique intérieure mais aussi par les succès du soulèvement hongrois et par l'attitude hostile de la France à l'égard des Habsbourg, se décide pour la guerre.

On sait que la France — depuis François I^{er} — a entretenu des relations suivies avec la Porte, obtenant des privilèges dans le domaine du commerce maritime et dans celui de la protection des Latins, c'est-à-dire, des catholiques de l'Empire Ottoman. En 1664 elle a bien envoyé des volontaires contre les Turcs, mais l'épisode de la bataille de Saint-Gothard est restée unique dans la politique orientale de Louis XIV. Vers la fin des années 70 la diplomatie française a réussi à renouveler les capitulations et à reconquérir la situation privilégiée des commerçants français dans l'Empire Ottoman.

On a beaucoup discuté du rôle joué par la France avant et après le siège de Vienne³. Une chose est sûre: Louis XIV voulait profiter de la guerre turque pour faire accepter ses conquêtes et pour renforcer son influence en Allemagne.

L'ambassadeur de France à Constantinople, Guilleragues rapporta le 11 août 1682 à Louis XIV que dans ses conversations avec les dignitaires de la Porte, il proposa la neutralité de la France en cas d'une guerre contre l'Autriche et chercha à les dissuader d'attaquer la Pologne⁴.

Le 16 avril 1683 Louis XIV exposa à son ambassadeur de Vienne, à Sébeville, la conception suivante: „Le peu de moyen qu'a à présent la Maison d'Autriche d'entretenir le grand nombre de troupes qu'elle a sur pied les fera bientôt dépérir assez considérablement pour la réduire à la nécessité de faire une paix honteuse avec les Turcs ou de s'accomoder avec moy“⁵.

Plus tard, le 9 juin 1683, Louis XIV confirma dans une lettre à Girardin, successeur de Guilleragues, sa proposition au sujet de la neutralité: „Vous pouvez faire entendre

² Cf. Jean Béranger: *Les „Gravaminas“ Remonstrances des Diètes de Hongrie, 1660–1681*, Paris, 1963.

³ Voir surtout: M. Vachon: Un deuxième centenaire. La France et l'Autriche au siège de Vienne à 1683, *Nouvelle Revue*, 1883, juillet-août;

G. Guillot: Léopold I^{er}, les Hongrois, les Turcs, Le siège de Vienne. *Revue d'histoire diplomatique* 1911;

Charles Boutant: *L'Europe au grand tournant des années 1680. La succession palatine*, Paris, 1985.

⁴ Archives du Ministère des Affaires Étrangères [A.E.] Paris, Correspondance politique, Turquie, t.9. fo.413.

⁵ A.E. Autriche, t.54, fo. 249.

comme de vous même que de la manière dont la Cour de Vienne s'est conduit envers moi, on ne doit pas apprehender que je prenne des liaisons avec elle."⁶

On a beaucoup insisté sur le fait qu'après la paix de Nimègue Louis XIV cessa d'aider le prince de Transylvanie et les Mécontents de Hongrie. Il est vrai que par exemple dans l'instruction donnée à Girardin en 1679, il déclara: „la paix que Sa Majesté a conclue avec l'Empereur ne lui permet plus de prendre *ouvertement* leur protection“ (c'est-à-dire des Hongrois mécontents)⁷, cependant cela ne veut pas dire qu'il ne l'a pas fait *secrètement*. Le marquis de Vitry, ambassadeur en Pologne et ses agents continuèrent à entretenir des relations suivies avec le prince de Transylvanie et surtout avec Thököly, dès qu'il devint le chef incontesté des Mécontents⁸.

Louis XIV écrivit le 12 novembre 1682 à son agent en Pologne, Du Vernay-Boucault: „Vous devez passer en Transylvanie pour y rétablir votre séjour et donner par là aux Mécontents quelque espérance que je ne les abandonnerai pas“⁹.

Nous avons énuméré ces faits pour prouver que la France a favorisé par la politique anti-habsbourgeoise la guerre turque dont l'issue ne correspondra pas à ses espérances, au contraire, elle favorisera le renforcement de l'Empire des Habsbourg qui, à la suite des guerres de Hongrie, deviendra une véritable grande puissance en Europe Centrale et Orientale. Ce n'est pas tellement la libération de Vienne qui mettra en relief cette évolution, mais surtout la reprise de Buda.

Les victoires impériales en Hongrie ont justifiée la réorientation de la politique extérieure de la Cour de Vienne qui, après 1664, s'est intéressée avant tout aux problèmes de l'Europe Occidentale et de l'Allemagne et qui désormais accentera le „*Drang nach Osten*“. Tout cela ne veut pas dire qu'elle ne veut pas profiter de ses victoires de Hongrie dans sa politique occidentale. C'est sous l'influence de ces événements que fut signé à Augsbourg le 7 juillet 1686 le traité entre l'Empereur, l'Espagne, la Suède, l'électeur de Bavière et les cercles de Bavière, de Franconie et du Haut-Rhin. La Ligue d'Augsbourg, à la quelle adhèrent plus tard la Hollande, la Prusse et l'Angleterre soutiendra une longue guerre contre la France et mettra fin à son hégémonie en Europe.

Dans la *Mémoire des raisons qui ont obligé le Roy à reprendre les armes*, Louis XIV justifia en 1688 sa politique turque en affirmant qu'il a conclu avec l'empereur une trêve en 1684 afin de ne pas „détourner par ses armes les puissances et les États de l'Empire de donner à l'Empereur le secours dont il avait besoin“, et par là „Sa Majesté, suivant les mouvements de sa piété et de sa générosité, avait préféré l'intérêt général de la chrétienté au bien de sa couronne.“ Cette apologie est en partie valable, puisque la France n'a pas déclaré la guerre en 1683 à l'Empereur, on pourrait dire qu'elle n'a pas profité de l'occasion et selon la logique de sa politique c'était une erreur. Après la guerre de la Ligue d'Augsbourg, l'Autriche se renforcera encore plus, l'Angleterre commencera à jouer un rôle dominant en tant que puissance maritime, la Prusse s'imposera si non comme une grande puissance, mais au moins comme un État important.

⁶ A.E. Turquie, t.16. fol.503.

⁷ Recueil des instructions... Turquie, p.95;

⁸ Cf. Hudița: *Histoire des relations diplomatiques entre la France et la Transylvanie au XVII^e siècle*, Paris, 1927 et le même: *Répertoire des documents concernant les négociations diplomatiques entre la France et la Transylvanie au XVII^e siècle*, Paris, 1926; Trócsányi Zsolt: *Teleki Mihály*, Budapest, 1972.

⁹ A.E. Hongrie, t.6., fol. 959.

Le processus de la formation de grandes puissances avec les guerres de la succession d'Espagne et la guerre du Nord se poursuivra et ce sont les paix d'Utrecht, de Rastadt, de Bade et de Nystad qui reconnaîtront l'existence d'un système international, basé sur une sorte d'équilibre des forces.

La libération de Buda signifie un grand soulagement pour les Hongrois qui ont lutté pendant 150 ans contre l'occupation turque, mais elle est aussi un sujet d'angoisse pour eux, puisque la puissance libératrice menace les droits et privilèges de la noblesse et elle opprime le peuple. Elle mit fin aussi à la semi-indépendance de la Transylvanie, qui pendant 150 ans avait représenté une sorte de contrepoids à l'absolutisme de la Cour de Vienne. Le statut de grande puissance de l'Autriche ne permit pas le maintien d'une petite principauté ou d'un petit État-tampon entre l'Empire des Habsbourg et l'Empire Ottoman.

II.

Après cette brève présentation des forces politiques de l'Europe à la fin du XVII^e siècle, on peut poser la question: quels étaient les motifs idéologiques de la politique des grandes puissances? Je pense qu'il faut mettre en relief deux motivations essentielles: la première regarde l'expansion territoriale et la supériorité militaire, la seconde l'intérêt économique. Dans la plupart des cas on peut parler d'une combinaison de ces différents facteurs.

Dans le cas de la France ce sont les tendances expansionnistes liées à une certaine conception de l'État fort et de son représentant, le roi, qui caractérisent son orientation. Dans le cas de la Hollande et de l'Angleterre, c'est l'intérêt économique qui est décisif même si surtout dans le cas de l'Angleterre il ne peut pas être séparé de la tendance de l'expansion territoriale.

En Europe Centrale et Orientale outre les considérations dynastiques et territoriales la défense contre la menace étrangère joue un rôle important dans la formation de la conscience politique.

Nous avons déjà dit que la monarchie absolue française a été considérée en Europe comme un modèle à suivre. Or, cette monarchie ne s'est pas contentée d'une centralisation administrative, d'une politique mercantiliste, de la formation d'une armée puissante, elle a aussi voulu assurer l'unité idéologique du pays. C'est ainsi que Louis XIV décida de révoquer en 1685 l'Édit de Nantes et commença à persécuter les protestants. A mon avis, on n'a pas suffisamment insisté sur certaines circonstances politiques et psychologiques de la révocation. En effet, cette mesure fut prise à une date où Vienne se présenta comme le „défenseur de la chrétienté“ et où Louis XIV fut critiqué pour son indifférence en la matière. Certains auteurs français et étrangers, et entre autres Leibniz, ont invité Louis XIV à entreprendre la libération de l'Égypte et la formation d'une grande monarchie méditerranéenne, mais le Roi Soleil refusa ce projet et il interdit la participation des volontaires français aux combats menés contre les Turcs. En même temps il voulait compenser sa politique de neutralité par la démonstration de sa volonté de favoriser l'Église catholique et de réaliser par là le monolithisme idéologique de la monarchie absolue. La persécution des protestants exaspéra l'Angleterre, la Hollande et les États

protestants allemands et elle contribua à la formation de la Ligue d'Augsbourg. Cependant la guerre qui éclata en 1688 n'eut pas un caractère confessionnel. Contre la France catholique se dressent l'Autriche catholique et ses alliés protestants, la Hollande et l'Angleterre.

Une telle situation, malgré les guerres turques, a contribué à la laïcisation de l'idéologie politique.

Depuis Macchiavel et surtout depuis Botero, qui a cherché une sorte de compromis entre la politique et la religion, *la ragion di Stato* ou *l'intérêt* est devenu le concept central de la pensée politique.

Déjà dans les années 30 du XVII^e siècle une littérature est née qui a discuté des „intérêts des princes” pour illustrer ou pour attaquer la politique des divers pays. Plus tard on parlera de „l'esprit des cours” (le prince Rákóczi emploie le même terme ou celui de „génie”)¹⁰ pour caractériser l'orientation politique des différents gouvernements.

Un pamphlet anglais publié en 1684 sous le titre de „*The Third Dialogue between the Pope and a Phanatic*” déclare ouvertement „Interest is the greatest Sultan in the World and has a larger Dominion than Religion.”¹¹ ¹²

Bien que cette opinion soit assez répandue même avant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, certains écrivains politiques et non des moindres se font les adeptes de l'idéologie de la solidarité chrétienne. Ainsi par exemple Leibniz publie en 1684 un pamphlet intitulé *Mars christiannissimus*, qui – au nom de cette idéologie – attaque la France à cause de ses relations avec la Porte et avec Thököly.

Un autre pamphlet de 1686, qui porte le titre significatif: *La Cour de France turbanisée ou les trahisons démasquées*, affirme: „Nous avons deux ennemis irréconciliables: les Turcs d'un côté et la France de l'autre. L'un est le bourreau et l'autre la torture, le premier est universel à toute la chrétienté, l'autre insatiable et d'une ambition démesurée; la France est un antagoniste insupportable à la nation Allemande”.¹³ La citation attire l'attention sur une nouvelle caractéristique de la propagande allemande de l'époque, qui met en relief non seulement la solidarité chrétienne mais aussi le patriotisme germanique.

Un pamphlétaire connu de l'époque, Gatien Courtilz publie en 1685 un livre intitulé *Nouveaux intérêts des princes de l'Europe*, qui aura plusieurs éditions et qui essaye de démontrer que c'est la religion qui joue le moindre rôle dans les décisions politiques. Il est prêt à absoudre même Louis XIV pour ses relations avec la Porte et il explique ces contradictions en matière de religion de la façon suivante: „Le Roi de France par la même raison qui l'oblige à abattre le parti des protestants dans son Royaume, est obligé de les relever dans l'Empire, principalement en Hongrie et dans les pays héréditaires, afin que l'Empereur ayant de l'occupation de ce côté-là, bien loin de pouvoir porter ses armes sur le Rhin, soit assez embarrassé chez lui.”¹⁴

Les intérêts communs des grandes puissances sont définis non pas en termes de solidarité chrétienne, mais sur la base de l'équilibre européen. S. Pufendorf a soutenu que

¹⁰ Cf. *Le Testament politique et moral du prince Rákóczi*, Budapest, 1984, [nouvelle édition]

¹¹ *The Third Dialogue between the Pope and a Phanatic*, London, 1684, p.26.

¹² Sur cette littérature voir: Béla Köpeczi: *Staatsräson und christliche Solidarität*, Budapest – Wien 1983.

¹³ *La Cour de France turbanisée ou les trahisons démasquées*, Cologne, 1686, p.215.

¹⁴ *Nouveaux intérêts des princes de l'Europe*, Cologne, 1685, p.207.

la société européenne est un système d'États, dont les différents membres doivent composer un seul corps, tout en conservant leur souveraineté. Courtilz, que nous venons de citer, exprime la même conviction: „Ce qui a fait jusqu'ici la sûreté des princes de l'Europe a été l'égalité qui a subsisté entre les Maisons des Bourbon et d'Autriche.”¹⁵

L'équilibre européen n'a rien à voir avec la solidarité chrétienne, il exprime plutôt l'intention d'une politique de compromis, du compromis entre divers *intérêts*. Cette idée s'imposera surtout après la guerre de la succession d'Espagne et elle influencera l'idéologie politique des Lumières.

III.

Après cette brève esquisse des idées politiques européennes, nous pouvons déjà supposer quel fut le jugement qu'on porta sur la question hongroise. Elle a été jugée avant tout au point de vue de la menace turque et par conséquent de l'idéologie de la solidarité chrétienne. Ici nous devons dire d'une façon très claire que Thököly n'a pavisé seulement sur l'appui des Turcs, mais aussi sur la protection de la France et sur celle de la Pologne. Nous avons vu que la France ne l'a pas aidé d'une façon directe. Sobieski était prêt à intervenir à la cour de Vienne dans l'intérêt des Mécontents, mais ses propositions furent rejetées. Dans ces conditions l'alliance avec les Turcs fut considérée par les Hongrois comme une nécessité. Thököly et ses adeptes n'ont pas été convaincus de l'affaiblissement de l'Empire Ottoman et après la paix de Vasvár ils ont même pensé qu'il est plus puissant que celui des Habsbourg. De ce point de vue ils ont partagé les vues de la plupart de leurs contemporains.¹⁶ Leur expérience a prouvé que la cour de Vienne n'a pas réussi à libérer la Hongrie, au contraire, elle a cherché le compromis avec les Turcs aux dépens des Hongrois. En même temps, l'exemple de la Transylvanie a illustré une alternative, le maintien et même le développement d'un système politique et social „national“ dans un État chrétien, tributaire des Turcs.

Thököly, dans ses lettres adressées en 1684 aux différents princes de l'Europe et au Pape, a déclaré que l'Autriche ne voulait pas lutter avec des forces importantes contre les Turcs, par conséquent il était obligé à traiter avec eux. Il a combattu pour le maintien des lois et des privilèges du Royaume et pour la liberté des religions protestantes, menacées par la politique de la cour de Vienne. Il a voulu donc servir la loi, la nécessité, la raison et la justice, tout en acceptant l'alliance avec les Turcs.¹⁷

Un auteur allemand, qui s'appelle „Fridericus Sincerus” et qui a publié en 1685 un écrit intitulé *Curioser Staats-Mercurius*, accepte en partie ces idées, surtout parce qu'il condamne la persécution des protestants en Hongrie, persécution inspirée par les Jésuites.

Celui qui défendra d'une façon conséquente et à un haut niveau la cause des Mécontents hongrois, sera Jean Leclerc qui fit paraître en 1693 *l'Histoire d'Émeric comte de*

¹⁵ Idem, p. 1.

¹⁶ Cf. D.M. Vaughan: *Europe and the Turk. A Pattern of Alliances 1350-1700*. Liverpool, 1954

Standford J. Shaw: *Between Old and New. The Ottoman Empire under Sultar Selim III*. Harward, 1971

¹⁷ Voir l'ouvrage cité de B. Köpeczi, page 24 et suiv.

Tekeli ou Mémoires pour servir à sa vie (l'ouvrage ne porte pas le nom de l'auteur). Il y accuse la cour de Vienne d'avoir entrepris sous la conduite des Jésuites la persécution des protestants, il présente l'alliance de Thököly avec les Turcs comme une nécessité et il plaint les Hongrois à cause de leur sort malheureux. „Tous les projets que les Hongrois avaient fait tant de fois pour la conservation de leur liberté, toutes les levées de boucliers qui se sont faites en Hongrie depuis tant d'années pour cela, cédèrent enfin au bonheur de la Maison d'Autriche“ – constate-il.¹⁸

Les journalistes français – comme Eustache le Noble – ont estimé en général qu'il ne s'agit pas d'une guerre de religion en Hongrie et que les Hongrois avaient le droit de se soulever contre l'empereur qui a foulé aux pieds leurs loix et leurs privilèges. Pour défendre la légitimité du soulèvement ils ne se laissent pas même influencer par la politique intérieure française, par la révocation de l'édit de Nantes.

Les adeptes des Habsbourg et du Pape se sont servis de l'idéologie de la solidarité chrétienne pour la condamner. Il faut ajouter que les défenseurs de cette même idéologie qualifient de rébellion la lutte des Hongrois contre leur „prince légitime“.

Les protestants qui luttent contre la politique de Louis XIV, mais qui veulent en même temps défendre la cause de leurs coreligionnaires en Hongrie, se trouvent dans une situation délicate, et ils n'adoptent pas la même position. Nous avons vu quelle était l'opinion de Jean Leclerc. Un autre Huguenot réfugié, Pierre Jurieu publie en 1686 à Rotterdam un écrit intitulé *L'accomplissement des prophéties pour la délivrance prochaine de l'Église* où il présage, sur la base des prédictions de Drabicius (Drabik) et de Comemus (Komenský) le triomphe du protestantisme en France et dans l'Empire et aussi la victoire de Thököly. Pierre Bayle dans son *Dictionnaire historique* critique ces prophéties et il remarque entre autres: „Et pour ce qui est de Tekeli que l'on nous donnait pendant le siège de Vienne pour le principal héros de Drabicius, nous venons d'apprendre par les gazettes que les Turcs, las de la malignité opiniâtre de son étoile, l'ont enfermé dans les Sept Tours.“¹⁹ Bayle, de même que Leibniz, refusent de juger les questions politiques au point de vue de la religion, quand il s'agit de la Hongrie. Le philosophe de Rotterdam accepte même le point de vue exprimé par *l'Avis important aux réfugiés* qui à propos du reproche adressé à Louis XIV au sujet de son alliance avec les Turcs déclare: „Dans la supposition qu'il ne s'agit présentement que d'intérêts civils entre les Princes qui sont en guerre, rien n'est plus absurde que ces reproches de liaison avec les Turcs.“²⁰ Pour les mêmes raisons il ne défend pas les protestants de Hongrie.

Les guerres turques de Hongrie opposent les adeptes de l'idéologie de la solidarité chrétienne à ceux de la raison d'État, mais elles contribuent aussi au triomphe de la laïcisation de la pensée politique, puisqu'elles prouvent l'existence des divergences entre les princes chrétiens et la priorité de l'intérêt sur la religion. Je crois qu'il est intéressant de mettre en relief cette évolution de la théorie et de la mentalité politiques à propos des guerres de Hongrie et surtout à propos de la libération de Buda.

¹⁸ *Histoire d'Émeric comte de Tekeli*, Cologne, 1693, p.223.

¹⁹ P. Bayle: *Dictionnaire historique*, Rotterdam, 1720. II. 1627.

²⁰ *Avis important aux réfugiés*, Paris, 1692. p.356.

Das osmanische Reich und seine Vasallenstaaten in den achtziger Jahren des 17. Jahrhunderts

GYULA KÁLDY-NAGY

Wenn man sich mit der Periode der Rückeroberung von Budavár (Ofen) befaßt, kann man die Studien, die in jüngster Vergangenheit in Verbindung mit dem dreihundertsten Jahrestag der Belagerung von Wien erschienen sind, nicht außer acht lassen. Karl Vocelka schrieb vor kurzem ein Sammelreferat über diese Publikationen, in welchem er von mehreren Sammelbänden und zahlreichen Studien Kunde gab, zu denen er aber wenig kritische Bemerkungen hinzufügte.¹ Sein Referat ist aber dennoch mit Nutzen lesbar, weil es eine ziemlich umfassende bibliographische Datensammlung enthält. So können wir davon auch von weniger bekannten Publikationen Kenntnis erhalten, wie das Buch von Karl Teply „Türkische Sagen und Legenden um die Kaiserstadt Wien“, das im Jahre 1980 erschienen ist, oder vom gleichen Autor „Die Einführung des Kaffees in Wien“ (1980), weiterhin das Buch von Vojtech Kopčan und Klara Krajčovičova „Slovensko v tieni polmesiaca“ (=Die Slowakei im Schatten des Halbmondes. Bratislava, 1983). In dem Referat von Karl Vocelka fehlt aber dagegen eine solche beachtenswerte Studie wie die von Walter Leitsch „Warum wollte Kara Mustafa Wien erobern?“² oder eine so einschlägige Monographie wie die von Béla Köpeczi „Staatsräson und christliche Solidarität. Die ungarische Aufstände und Europa in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts“ (die in Wien – Köln – Graz, im Jahre 1983 erschienen ist), weiterhin der von László Benczédi herausgegebene Sammelband „A Thököly-felkelés és kora“ (=Der Thököly-Aufstand und seine Zeit. Budapest 1983). Die Reihen der sich hierauf beziehenden Publikationen sind auch für die Historiker aus dem „Turkologischen Anzeiger“, dessen 11. Jahrgang schon 1985 erschienen ist, gut ergänzbar.

Unter den neueren Publikationen sind solche zu finden, deren Autoren die indirekten Gründe der Erfolglosigkeit und die Folgen der Niederlage der Belagerung von Wien im Jahre 1683 prüften. Die Ergebnisse ihrer Forschungen beleuchten die Gründe, die den Verfall des osmanischen Reiches im XVII. Jahrhundert hervorgerufen haben: die größere Belastung der Bevölkerung, die Verzögerung der Soldzahlungen, die häufige Ablösung der hohen Würdenträger, die Rückständigkeit der Kriegsausrüstung und die Entvölkerung der Dörfer. Die in diesen Studien aufgeführten Symptome des Niedergangs

¹ 1683: 1983. Ein Jubiläum? Fortschritt oder Stagnation der historiographischen Aufbereitung der zweiten Wiener Türkenbelagerung, *MIÖG* XCII. (1984) 165–94.

² *Jahrbuch für Geschichte Osteuropas* N.F.29 (1981) 481–514.

des osmanischen Reiches Ende des XVII. Jahrhunderts sind jedoch vom Ende des XVI. Jahrhunderts meistens ebenso nachweisbar. Vergleichsweise möchte ich in den untenstehenden Zeilen einige Beispiele anführen.

Ernst Werner schrieb in seiner Studie „Das Osmanenreich im 17. Jahrhundert: Systemverfall und Systemstabilisierungsversuche“ unter anderen folgendes: „1662 beklagten sich rumelische Bauern, daß von ihnen die Leute des Provinzstatthalters unentgeltlich Quartier, Verpflegung, Gerste, Schafe, Lämmer, Butter, Honig, Geflügel und andere Viktualien forderten, aber auch Geld erpreßten“.³ Es ist beachtenswert, daß der Autor in einer früheren Arbeit, sich auf das Reisetagebuch von Stefan Gerlach berufend, die Zustände Ende des XVI. Jahrhunderts, genauer vom Jahr 1570, ebenso charakterisierte: „Die Bulgaren erdulden viel Gewalt von den Türken. Sie besitzen nichts, außer dem Notwendigsten zum Leben... Die Spahi bringen die unglücklichen Menschen so weit, daß ihnen kaum ein Stück Brot zum Essen bleibt.“⁴ Dazu können wir hinzufügen, daß wir uns in einer von Sultan Suleiman schon im Mai 1540 herausgegebenen Anordnung davon informieren können, daß „das Geld, die Schafe, die Tiere, die Hühner und die Lebensmittel des Raaya mit Gewalt abgefordert wurden“.⁵

Zygmunt Abrahamowicz schrieb in seiner ausgezeichneten Abhandlung „Der politische und ökonomische Hintergrund des Wiener Feldzuges von Kara Mustafa“, sich auf den Bericht des französischen Gesandten vom 12. September 1679 beziehend, vom Ausfall der Soldzahlungen: „Die brutalen Methoden hatten den erwünschten Effekt. Noch im Jahre 1679 erhielten die Stambuler Pfortensoldaten mit großer Verspätung ihren Sold“.⁶ Die Verspätung der Soldverteilung kam auch schon in der Zeit Sultan Suleimans vor. Bei so einem Anlaß rebellierten die Janitscharen im Jahre 1564 in Buda, man ermordete den Defterdar und wegen der Unruhen war der Pascha von Buda, Zal Mahmud gezwungen, mit seiner Ehefrau, einer Enkelin von Sultan Suleiman, nach Istanbul zu fliehen.⁷

Ilber Ortayli machte in seiner vorzüglichen Studie „Die gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Folgen der zweiten Belagerung Wiens für das Osmanische Reich“, sich ebenfalls auf Gesandten-Berichte beziehend, auf die durch die häufige Ablösung hoher Würdenträger entstandenen chaotischen Zustände und die Schwäche der Schlagkraft der Armee aufmerksam: „So berichtete im März 1684 der französische Gesandte Guilleagues, daß der ständige Wechsel der hohen Militärränge, Wesire, Provinzgouverneure und Beamten, die meist nicht länger als sechs Monate in einer Funktion verblieben, als Grund für die Schwäche der Exekutive, für die Verbreitung der Korruption und für die vielen Aufstände angesehen werden müsse. Auch der Verfall der Ordnung im Heer und die Rückständigkeit seiner Ausrüstung und Organisation entging der Aufmerksamkeit der Gesandten nicht, obwohl das osmanische Heer das Image seiner Überlegenheit und Unbesiegbarkeit zu bewahren trachtete. Die Schwäche und Unwissenheit der Türken in der

³ Die Türken vor Wien. Europa und die Entscheidung an der Donau 1683, Wien 1982, 77.

⁴ Werner, E. und Markov, W. *Geschichte der Türken von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Berlin 1978, 113.

⁵ Inalcik, H.: *Adâletnâme*, *Türk Tarih Belgeleri Dergisi* II. (1965) ayribasim, 111.

⁶ *Studia Austro-Polonica* 3 (Warszawa 1983), 27.

⁷ Fekete, L. und Káldy-Nagy, Gy.: *Rechnungsbücher türkischer Finanzstellen in Buda 1550–1580*, Budapest 1962, 772.

militärischen Technik ist unbegreiflich, sagt Guilleragues⁸.⁹ Es sei mir erlaubt, in Verbindung mit der häufigen Ablösung der hochrangigen Würdenträger im XVII. Jahrhundert, daran zu erinnern, daß sich dies am Ende des XVI. Jahrhunderts ebenfalls ereignete. Zwischen dem 16. Februar 1595 und dem 5. Dezember 1596, also innerhalb von nicht ganz 22 Monaten, wechselten sich sieben Großwesire einander ab, und während dieser Zeit konnten sechs von ihnen nicht einmal sechs Monate in ihrer Position bleiben.⁹ Die 1684 geschriebene Berichterstattung des französischen Gesandten über die türkische Kriegstechnik ist ebenfalls nicht rezenten Datums, weil Molla Hasan Elkjafi schon 1596 in seinen Memoiren schrieb: „Jetzt beginnt der Feind, durch die Verwendung einiger Kriegsmittel über uns zu siegen. Wenn auch wir dieselben anwenden, werden wir die Verdammten besiegen, denn der islamitische Glaube ist stärker; aber jetzt hat der Feind durch den Gebrauch einiger Kriegsmittel, neuartiger Gewehre und Kanonen, die unsere Soldaten einzuführen versäumt haben, die Oberhand gewonnen, ja bei uns werden auch die von altersher gewohnten Waffen vernachlässigt“.¹⁰

Markus Köhbach schrieb in seinem Artikel „Sozio-ökonomische Auswirkungen der Türkenkriege im Osmanischen Reich“ im Zusammenhang mit der Entvölkerung der Dörfer Folgendes: „Zur Verstärkung der Truppen und zur Auffüllung von Kriegsverlusten mußten Konskriptionen durchgeführt werden, die das Land entvölkerten. Durch den Entzug von Arbeitskräften sank die landwirtschaftliche Produktion, die für die Versorgung lebenswichtig war und durch Steuern und Abgaben eine wichtige Einnahmequelle des Fiskus bildete. Der Brotpreis stieg in schwindelnde Höhen, Lebensmittelknappheit und Hungersnöte suchten das Land heim“.¹¹

Der Entzug der Arbeitskräfte aus der landwirtschaftlichen Produktion durch Einziehung in das Heer fand nicht nur im XVII., sondern auch am Ende des XVI. Jahrhunderts statt, worauf auch Molla Hasan Elkjafi schon 1596 in seinen Memoiren aufmerksam machte: „Wenn die Ackerbauer und Gewerbetreibenden gezwungen werden, die Waffen zu ergreifen und in den Krieg zu ziehen, dann ist niemand da, der den Boden bebaut, und aus Mangel an Getreide, Obst und Haustieren tritt große Teuerung ein“.¹²

Als Resultat der Gegenüberstellung kann man feststellen, daß diese Symptome des Verfalls für das Ende des XVI. und des XVII. Jahrhunderts gleichermaßen charakteristisch sind. Das heißt, die von den Autoren angeführten Symptome im XVII. Jahrhundert deuten nicht dermaßen den Verfall, sondern eher die Stagnation der Entwicklung an. Daneben möchte ich jedoch auch auf solche Symptome verweisen, die nicht nur die Stagnation, sondern mit der Situation im XVI. Jahrhundert vergleichend, einen ausgesprochenen Rückfall anzeigen. Das äußert sich in erster Linie in der unter zentraler Leitung geführten Administration. Die Elastizität ging verloren, für die ein gutes Beispiel war, daß kaum zwei Wochen nach der Besetzung von Székesfehérvár (Stuhlweißenburg) der Bevoll-

⁸ Studia Austro-Polonica 3., 201.

⁹ Danismend, I.H.: *Izahlı osmanlı tarihi kronolojisi* 5: Osmanlı devlet erkani, Istanbul 1971, 24–26.

¹⁰ Thallóczy, L. – Karácson, E.: Eine Staatsschrift des bosnischen Mohammedaners Molla Hasan Elkjafi „über die Art und Weise des Regierens“, *Archiv für Slavische Philologie* 23 (1911) 139–158, S. 154.

¹¹ Beiträge zur Historischen Sozialkunde 12(4) (1982) 127–8.

¹² Thallóczy, L. – Karácson, E.: *Eine Staatsschrift*, 147.

mächtigte des türkischen Schatzamtes am 19. September 1543 schon die Namen der in die Stadt Waren Bringenden und die Summe des gezahlten Zolles in sein Registerbuch eintrug. Dieser Dienstleister ließ später auch auf anderen wichtigen Gebieten der Finanzverwaltung nach.

Es ist bekannt, daß im Osmanischen Reich aufgrund der mohammedanischen Gesetze, das gesamte Land Eigentum des Sultans, des Staates wurde, und deshalb registrierte man sandschakweise, das heißt komitatsweise, die Namen der Bewohner jeder einzelnen Siedlung und die Summe der von ihnen zu zahlenden Steuern und den Getreidezehent. Dieses Register diente zur Grundlage der Entscheidung, welche Siedlungen der Fiskus als sultanische Khasgüter zurückbehält und welche Einnahmen es den Timar-Herren, beziehungsweise den Würdenträgern, überläßt. Diese Konskription wurde im XVI. Jahrhundert wegen der eintretenden Veränderungen in der Bevölkerung, beziehungsweise im Wachstum oder der Verminderung der Produktion, zwecks erneuter Registrierung im allgemeinen alle 10 Jahre ständig wiederholt, aber nur bis 1590. Im Jahre 1613 nämlich, schrieb man einfach das Register von 1590 ab.

Alles das konnte ich aus den mir zur Verfügung stehenden, sich auf Ungarn beziehenden türkischen Registern, so genau feststellen, und gleicherweise auch, daß man die Bewohner keiner Siedlung irgendeines Sandschaks im XVII. Jahrhundert erneut registrierte. Von zahlreichen in Ungarn liegenden Timar-Gütern kann ich beweisen, daß diese auch noch im Jahre 1677 nach den Registern von 1590 verteilt wurden.¹³ Es ist bekannt, welche Wertveränderungen in diesem Jahrhundert die Getreidepreise und ebenso die verschiedenartigen Währungen durchliefen und wie sehr sich gleichzeitig die Zahl der Bevölkerung verringerte, beziehungsweise an einigen Stellen wuchs. Trotzdem konnten am Ende des XVII. Jahrhunderts sowohl der Staat, als auch der Timar-Herr gesetzlich nur soviel Einkünfte von den einzelnen Siedlungen einnehmen, wieviel die Register vom Ende des XVI. Jahrhunderts nachwiesen. Das hatte zahlreiche derartige Folgen, deren Wirkung nicht nur der Staat, sondern auch der Timar-Herr und die Bevölkerung gleichermaßen fühlten. Vielleicht war das alles die Folge davon, daß die zentrale Leitung nicht mehr so funktionierte wie früher, was auch die Verringerung der schriftlich herausgegebenen Anordnungen zeigt. Wenn wir die langen Reihen der sogenannten „Mühimme defterleri“ Bände anschauen, die die von dem sultanischen Rat an die unteren Behörden geschickten Anordnungen beinhalten, dann können wir sehen, daß die Bände im XVII. Jahrhundert immer dünner sind. Stellen wir uns vor, was bedeutete die Verminderung der schriftlichen Amtsführung in einem solchen Reiche, zu dessen fiskalischen Eigentum z. B. auch das Budaer Bad gehörte. Aus einem Nachweis von 1571 können wir erkennen, daß man ein genaues Verzeichnis davon führte, wieviel Tage das Bad wegen verschiedener Reparaturen geschlossen war, wieviel diese kosteten, wieviel man für Heizmaterial ausgab und was für Einnahmen man hatte, usw.

Aus dem XVII. Jahrhundert jedoch blieben keine solchen Verrechnungen erhalten, demzufolge wurde die Verwaltung der fiskalen Einkünfte in dem mächtigen Reich von Buda bis Kairo unkontrollierbar.

Keineswegs möchte ich natürlich behaupten, daß sich die schriftliche Amtsführung

¹³ Káldy-Nagy, Gy.: The administration of the sanjaq registrations in Hungary, *Acta Orient. Hung.* XXI (1968), 222.

im Osmanischen Reiche in jedem Zweig derart verringert. In einzelnen Fällen zeigt sich nämlich, daß sich die zentrale Regierung in Kleinigkeiten verlor und weniger wichtige Angelegenheiten überadministrierte. Schauen wir uns zum Beispiel die aus dem Jahre 1677 erhalten gebliebene Erledigung des Rentengesuchs eines alten Mannes an der den Koran vierzimal abgeschrieben hat. Aus den Bemerkungen, die in der Beurteilungszeit auf das Gesuch geschrieben wurden, kann man feststellen, daß das Gesuch durch zwölf Phasen der Amtsbearbeitung ging. In dieser Reihe schrieb auch Sultan Mehmed IV. zweimal Anweisungen mit eigener Hand darauf. Das erstemal verordnete er: „Mustafa Pascha, der Großwesir, erkundige sich über die Verhältnisse und melde, ob (der Gesuchsteller) der Hilfe würdig ist oder nicht“. Dann später, als der Großwesir es überprüfte und das Gesuch durch die Hände mehrerer Beamter ging, schrieb er darauf: „Es ist aus den frei gewordenen Beträgen für einige Aktsche in Vorschlag zu bringen, die ihm mit meinem allerhöchsten Befehl zu verleihen sind“.¹⁴ Das ist ein typisches Beispiel der Verbürokratisierung der geringfügigen Angelegenheiten, während man die alle zehn Jahre erneute Anfertigung der Sandschak-Erhebungen, die dem grundlegenden Register der fiskalischen Einkünfte diente, gänzlich vernachlässigte.

Die zentrale Regierung war nicht imstande, ihre Finanzpolitik zu reformieren. Im Reich gab es immer einige reiche Kaufleute, Bankiers und Finanzfachleute, aber diese konnten zu dieser Zeit das wirtschaftliche und politische Leben des Staates noch nicht beeinflussen. Treffend stellte Bernard Lewis in diesem Zusammenhang fest: „Die meisten dieser Kaufleute, wenn nicht alle, waren Christen oder Juden, der muslimische Staat tolerierte sie, aber sie waren zweitrangige Untertanen“.¹⁵ Die Türken selbst haben zum Beispiel an dem levantinischen Handel kaum teilgenommen. Dazu ist als Beweis zu erwähnen, daß in dem Zollbuch von Iskenderun (Alexandrette) aus den Jahren 1624–1628 neben den Namen der von der Gegend von Aleppo auf Schiff nach Europa Waren transportierenden englischen, französischen, holländischen und venezianischen Kaufleute vier Jahre lang kein Name eines türkischen Kaufmannes erscheint. Am Ende des XVII. Jahrhunderts ist aber auch beinahe die Möglichkeit ausgeschlossen daß die Türken sich an den reichlich Nutzen tragenden levantinischen Handel hätten anschließen können, weil man schon 1668 begann, die Gewürze von Wien nach Konstantinopel zu transportieren, worauf Zsigmond Pál Pach in einer seiner Studien vor kurzem hinwies.¹⁶

Im Osmanischen Reich entstanden auf diese Weise am Ende des XVII. Jahrhunderts weder eine solche wohlhabende Schicht von Kaufleuten und Handwerkern, deren Geschäftsumsatz hätte versteuert werden können, noch so ein Bürgertum, dessen Konsum hätte hinreichend versteuert werden können. Die wirtschaftliche Situation des Osmanischen Reiches und Frankreichs im XVII. Jahrhundert kann man so nicht miteinander vergleichen. In Frankreich hat „Colbert die Verbrauchssteuer, die Getränkesteuer und die Zölle beträchtlich erhöht, indem er mit dem Kredit das Defizit finanzierte. So konnten die Staatsausgaben zwischen 1660 und 1680 verdoppelt werden“. Das ermöglichte, daß

¹⁴ Fekete, L.: *Die Siyaqat = Schrift in der türkischen Finanzverwaltung*, Budapest 1955, I., 718–21.

¹⁵ Lewis, B.: *The emergence of modern Turkey*, Oxford 1968, 31.

¹⁶ Pach, Zs.P.: *Levantine trade and Hungary in the XVIth-XVIIth centuries, Venezia e Ungheria nel contesto del barocco Europeo*, Firenze 1979, 71–84.

„die französische Streitmacht zählte im Jänner 1678 280.000 Mann, unter denen 116.000 Mann in Festungen und Garnisonen blieben. Das Feldheer bestand aus 164.000 Mann“.¹⁷

Dieses mächtige Land war der einzige europäische Verbündete des Osmanischen Reiches. Jedoch muß man sofort hinzufügen, dieses Zusammenwirken war in erster Linie für die Franzosen vorteilhaft, obwohl sie sich immer mit dem Anschein begnügten, als ob die Türken tatsächlich ihre bewaffneten Verbündeten gewesen wären. Die Franzosen haben sich für diese scheinbare Hilfe auch immer revanchiert, wenn nicht mit anderem, dann wenigstens mit solchem Nachrichtendienst, wie zum Beispiel Heinrich II. 1551, als er Sultan Suleiman eilig davon informierte, daß Martinuzzi mit den Habsburgern ein Abkommen über die Übergabe von Siebenbürgen schloß. Der Sultan erwähnte den Empfang dieser Nachricht dankbar in seinem Brief: „Von Euch ist in diesen Sachen ein Schreiben eingegangen, von dem ich durch meine Beglerbegs und Emire an den Grenzen keine Kenntnis hatte“.¹⁸ Die Franzosen und die Türken hielten es für ihr gemeinsames Interesse, daß sich Siebenbürgen und Ungarn nicht vereinigen sollten, und deshalb unterstützten sie länger als hundert Jahre gemeinsam jede ungarische bewaffnete Bewegung, die sich gegen die Habsburger richtete. Dagegen muß wiederholt betont werden, daß eigentlich kein Verbündeter seinem Ziel entsprechend die Türken so beeinflussen konnte, wie es gelang, diesen Schein zu erwecken. Es ist gewiß, daß 1526 Sultan Suleiman nicht auf die Bitten von Franz I. oder von Szapolyai und 1683 Mehmed IV. nicht auf die Bitten von Ludwig XIV. oder Thököly den Feldzug begann.

Das Osmanische Reich konnte außer Frankreich nur seine Vasallenstaaten Ragusa (Dubrovnik), die Walachei, die Moldau, Siebenbürgen, das Khanat der Krim und seit 1682 Oberungarn als seine Verbündeten bezeichnen. Seit der Zeit der Herausbildung ihres Vasallenverhältnisses erhielten sie eine „Ahdname“, eine Vertragsschrift, in welcher alle, mit Ausnahme des Khanates der Krim, zur Steuerzahlung verpflichtet wurden. Der am meisten ausgelieferte Vasallentstaat unter ihnen war vielleicht das auch vor Venedig dauernd fürchtende Ragusa, das 1458 nur 1500, aber ab 1478 bis zum Ende des XVII. Jahrhunderts jährlich 12.500 Dukaten Steuern zahlte.¹⁹ Vergleichsweise führen wir an, daß man die jährlichen Steuern Siebenbürgens in der Mitte des XVI. Jahrhunderts auf 10.000 Dukaten festsetzte. Ragusa dagegen leistete vielleicht noch größere Dienst als die Steuerzahlungen damit, daß seine vielerorts sich bewegenden Kaufleute den sultanischen Rat ständig mit Nachrichten versorgten. Die ragusanischen Kuriere verkehrten zuweilen ziemlich häufig in Istanbul, zum Beispiel waren sie 1552 innerhalb eines Monats dreimal dort, am 9. und 27. August und am 6. September, wie es das entsprechende Protokoll des sultanischen Rates beweist.²⁰ Diesen Nachrichtendienst betrieben die Ragusaner auch in den späteren Jahren, sogar noch nach dem großen Erdbeben im Jahre 1667. Das Verhältnis des Osmanischen Reiches mit Ragusa begann sich erst dann zu verschlechtern, als Großwesir Kara Mustafa 300.000 Goldstücke als Geldbuße von Ragusa forderte und Ragusa mit einem Angriff drohte, aus dem Grund, weil im Kretischen Krieg von den türkischen Untertanen eine höhere Zoll erhoben wurde. Eigentlich das löste aus, daß

¹⁷ Bérenger, J.: Ludwig XIV. und Frankreichs Streben nach der Vormachtstellung in Europa, *Die Türken vor Wien*, 42–43.

¹⁸ Káldy-Nagy, Gy.: Suleimans Angriff auf Europa, *Acta Orient. Hung.* XXVIII (1974), 199.

¹⁹ Biegan, N.H.: *The Turco-Ragusan relationship*, The Hague – Paris, 1967, 49.

²⁰ Istanbul, Topkapı Sarayı Müzesi Arşivi, Koguslar 888.

Ragusa 1684 bei den Habsburgern um Schutz bittend, der Vasall von Kaiser Leopold I. wurde. Acht Jahre danach aber bezahlte es seine Steuern wieder an das Osmanische Reich.²¹

Wie bekannt, waren viel weniger zuverlässige Verbündete die Walachei, die Moldau und Siebenbürgen, die man nur mit Machtwort zur Zusammenarbeit hatte zwingen können, damit sie Waffenhilfe leisten oder dem türkischen Heer Versorgung gewähren. Selbst Sultan Suleiman gegenüber fanden sie immer irgendeine Ausrede, um sich der Teilnahme an Feldzügen zu entziehen. Ein gutes Beispiel dafür ist der Feldzug von Szigetvár im Jahr 1566, als Johann Sigismund zwar mit Geschenken beladen Suleiman im Lager von Zimony (Semlin, Zemun) aufsuchte um ihn seiner Ergebenheit zu versichern, sich aber zwei Tage später schon entfernte, vermutlich aus dem Grund, um Pascha Pertev beim Belagern der Festung von Gyula zu helfen. Pascha Pertev dagegen berichtete später von der Belagerung der Festung von Gyula, daß von den Moldauer Heerscharen von Tag zu Tag mehr Leute fliehen, Johann Sigismund sich aber damit entschuldigend, daß der Gegner auch ihm im Nacken sitze, ihm deshalb weder Soldaten noch Waffen schickte.²²

Diese Vasallenstaaten suchten in dieser Zeit nur Vorwände, um die in den Krieg rufenden Forderungen der Sultane abzuwehren, aber später widersetzten sie sich mit vereinter Kraft. Diesen Zusammenschluß charakterisierte Florin Constantiniu vor kurzem in einer seiner Studien so: „Der antiosmanische Kampf der rumänischen Länder Ende des 16. Jahrhunderts hatte in der hervorragenden Persönlichkeit von Michael dem Tapferen – er vereinte erstmalig die Walachei, die Moldau und Siebenbürgen unter der gleichen politischen Autorität – einen begabten und tatkräftigen Führer. Er stellte seine militärischen Fähigkeiten in einer Reihe von Schlachten unter Beweis – davon sind die von Călugăreni und Giurgiu (1595) berühmt geworden“.²³ Die damalige Niederlage von Pascha Sinan wurde zu so einer Denkwürdigkeit in den Augen der Türken, daß Molla Hasan Elkjafi in Beziehung darauf den folgenden beherzigenswerten Rat gab: „Wenn der Padischach einen Feind besiegt und unterwirft, soll er die Begg dieses Feindes nicht in ihren Stellen belassen, denn der Fanatismus, die Rache und Feindseligkeit verläßt ihr Herz nicht, sondern verbirgt sich dort in ihrem Herzen und geht auch auf ihre Kinder über, wie wir dies bei Emiren der Moldau, Walachei und Siebenbürgens im Jahre 1595 sahen. An den Begg der Wilajets Moldau, Walachei und Siebenbürgen – Gott verdamme sie – hat es sich bestätigt, daß sie in ihrem Herzen den Haß und die Feindseligkeit beinahe seit fünfzig Jahren verborgen hielten, ... Ich behaupte bei Gott, daß, wenn in diesen Angelegenheiten auch fernehin mit der gleichen Sorglosigkeit verfahren wird, sie nach ihrer Gewohnheit bei der ersten Gelegenheit sich erheben und dem islamitischen Volk Schaden zufügen werden“.²⁴ Molla Hasan Elkjafi prophezeite wirklich gut, weil sich diese Vasallenstaaten später im XVII. Jahrhundert wiederholt gegen die Türken vereinigten.

²¹ Zlatar, Z.: Kara Mustapha and the Republic of Dubrovnik (1677–1678): a new interpretation, *Balkanica* VIII. (Belgrade 1977), 201–215; Uzunçarşılı, İ.H.: *Osmanlı tarihi III/2*, Ankara 1954, 114–15.

²² Istanbul, Topkapı Sarayı Müzesi Arşivi, F. 2359.

²³ Rumänisch-osmanische politische Spannungen vor der Belagerung Wiens, in: *Die Rumänen und die Belagerung Wiens 1683*, Aufsätze, Bukarest 1983, 12.

²⁴ Thallóczy, L. – Karácson, E.: *Eine Staatsschrift*, 155.

1682 entstand ein neuer Vasallenstaat: das oberungarische Königtum von Thököly. Nach dem damals erhaltenen „Ahdname“, d.h. nach dem Vertragsbrief, forderte man von Thököly jährlich 40.000 Forint Steuern, was schwerlich erlaubt, darauf zu schließen, daß Pascha Kara Mustafa in Verbindung mit seinem geplanten Kriegszug ernste Absichten mit ihm gehabt hätte. Thököly nahm auch nicht an der türkischen Belagerung von Wien teil, lediglich um Pozsony (Pressburg, Bratislava), am linken Ufer der Donau, bewegte er sich mit seinem Heer. Rege nahmen dagegen die walachischen Truppen an den Kämpfen um Wien teil, zahlenmäßig 2.422 Mann, aber nicht auf der türkischen Seite, sondern gerade gegen sie, zusammen mit dem polnischen Heer.²⁵

Unter den Vasallenstaaten zählte das Khanat der Krim zu dem ausdauerndsten Verbündeten. Es war nicht zur Steuerzahlung verpflichtet, ja sogar dem Khan und seinen Söhnen und den Emiren der Tscherkessen wurden vom Osmanischen Reich Jahresrenten ausgesetzt, so erhielten sie zum Beispiel 1670 im ganzen 4 155.000 Aktsche, d.h. 13.500 Dukaten.²⁶ Aber in Kriegszeiten waren selbst diese nicht immer zuverlässig, zum Beispiel nahm Kahn Mehmed Giray 1579 zwar auf sultanischen Befehl an dem iranischen Feldzug teil, aber er kehrte im kommenden Jahr nicht von seinem Winterquartier dahin zurück. Die Tataren verließen also daher eigenmächtig den Kriegsschauplatz und der Sultan bestrafte den gegen seine Befehle handelnden Khan mit dem Tod.²⁷ Nach der Erstickung dieser Rebellion, das heißt nach 1584, ernannte der Sultan immer selbst die tatarischen Khane, während diese früher nur bestätigende Briefe erhielten, als sie den Thron bestiegen. Aber selbst auf diese Weise ist es nicht immer gelungen, einen absolut vertrauenswürdigen und bedingungslos gehorsamen Khan auszuwählen. 1683 mußte man zum Beispiel sogar Khan Murad Giray ablösen, weil er während der Zeit der Belagerung von Wien gänzlich selbständige Aktionen begann, statt mit den türkischen Truppen zusammen zu arbeiten.²⁸

Im Laufe der selbständigen Aktionen der Tataren drangen sie 10–12 Tagesreisen westlich von Wien bis zum Fluß Enns vor und laut dem zeitgenössischen türkischen Chronikschreiber Silihdar Findikli Mehmed Aga: „plünderten und zerstörten (sie) unterwegs die Dörfer, Städte, Palanken und Burgen, machten die Männer nieder, führten die Frauen und Kinder in die Gefangenschaft ab, verbrannten die Wohnstätten und die Saatenfelder zur Gänze und verwüsteten und verheerten die Länder der Giauren derartig, daß sie auch nach hundert Jahren ihren früheren Zustand der Blüte nicht wieder erreicht haben dürften“.²⁹ In Verbindung mit diesen typischen serienmäßigen Aktionen schrieb Ernst D. Petritsch berechtigt in seiner ausgezeichneten Studie: „Die Tataren brachten

²⁵ Rezachevici, C.: Die rumänischen Fähnlein im Heer von Johan Sobieski während des Feldzugs für die Befreiung Wiens (1683) Nach einer neuen polnischen Quelle, *Die Rumänen und die Belagerung Wiens*, 41–59.; Sich darauf beziehend schrieb O. Brunner noch vor einem halben Jahrhundert: „Über die Teilnahme der walachischen Truppen an der Befreiungsschlacht am 12. September wissen wir wenig. Offenbar haben sie auch damals nicht aktiv in den Kampf eingegriffen“. S. Österreich und die Walachei während des Türkenkrieges von 1683–1699. In: *MIÖG XLIV* (1930), 276.

²⁶ Barkan, Ö.L.: 1079–1080 (1669–1670) Mali Yilina ait bir Osmanli Bütçesi ve ek'leri, *Iktisat Fakültesi Mecmuası 17* (1955–56), 232 und 291.

²⁷ Uzunçarşılı, I.H.: *Osmanli tarihi III/2.*, 2–3.

²⁸ Ebenda, 20.

²⁹ Kreutel, F.R.: *Kara Mustafa vor Wien*, Graz–Wien–Köln, 1966, 168.

mit ihren Verwüstungen nicht nur über die niederösterreichische Bevölkerung unsägliches Leid, sie stellten damit sogar für die Strategie des Großwesirs eine unberechenbare Gefahr dar... Vieles deutet darauf hin, daß der Großwesir erst im Verlauf des Feldzuges die Kontrolle über die tatarischen Streifzüge verlor.“³⁰

Die Mißerfolge während der Belagerung von Wien sind gut bekannt, was für einen großen Verlust die Bevölkerung von Niederösterreich trotz des errungenen Sieges über die Türken erlitt, ist dagegen weniger allgemein bekannt. Erschütternd sind die zahlenmäßigen Details, die zu dieser Zeit der Provinzregistrator von dem Verlust und der Vernichtung zusammenstellte: „Demnach sollen die Tataren etwa 30.000 Menschen getötet und etwa 87.000 in die Gefangenschaft weggeführt haben. Darunter waren 56.093 Kinder, 13.800 Mädchen, 11.215 Frauen, 204 adelige Fräulein und 6.000 Männer. Von 7.757 abgebrannten Häusern gab es auch keine Bewohner mehr.“³¹

Neben diesem katastrophalen Verlust verursachte auch die große Panik, die zuerst im kaiserlichen Hof ausbrach, unermessliche Schäden. Von dem großen Schrecken und von der Flucht an sichere Plätze, informiert gut Rotraut Miller in ihrer Abhandlung „Die Hofreisen Kaiser Leopolds I.“, in welcher sie unter anderem schrieb: „Am 13. Juli 1683 trafen Kaiser und Hofstaat in Linz ein. Man hatte vor, sich hier länger aufzuhalten; als jedoch am nächsten Tag die Kunde kam, daß die Tataren bis nach Melk streiften und St. Pölten angezündet hätten, reiste der Hof eilig auf dem Wasserweg weiter. Dieser unvorhergesehene Aufbruch des Kaisers vergrößerte die Furcht des Volkes noch mehr. Reiche Bürger des Landes flüchteten mit ihrer Habe nach Passau.“³²

Der Kaiser erschien zwar nach der Belagerung am 14. September in Wien, aber schon am fünften Tag reiste er eilends ab und hielt sich fast ein Jahr, bis August 1684, im entfernteren und sichereren Linz auf.

Es ist meine Überzeugung, daß den Kaiser damals mehr die Erinnerung an die Schrecken erregende Flucht und die lange Zeit fühlbare Verluste des Tatarensturmes, nicht die Niederlage der Türken vor Wien, zur Rückeroberung von Budavár anregte.

³⁰ Petritsch, D.E.: Die tatarisch-osmanischen Begleitoperationen in Niederösterreich, *Studia Austro-Polonica* 3., 227.

³¹ Gutkas, K.: Das Jahr 1683 in Niederösterreich, *Die Türken vor Wien* 159.

³² MIOG LXXV (1967), 100.

Türkenbild und Christenbild durch die Jahrhunderte

GYÖRGY HAZAI

Die arabisch-islamischen Eroberungen, später das Erscheinen der Türken im Nahen Osten und in Kleinasien, die Herausbildung neuer Machtverhältnisse in dieser Europa benachbarten Zone erreichten das europäische Allgemeinbewußtsein im 11-13. Jahrhundert über die Fakten und ideologischen Kanäle der Kreuzzüge.

Der Kriegsschauplatz und die dortigen Ereignisse, sowohl Siege als auch Niederlagen, waren geographisch vom Zentrum des Kontinents recht weit entfernt. In diesem jahrhundertelangen Kampf, dessen Episodencharakter hinsichtlich der inneren Ereignisse bei Erwägung aller wesentlichen wirtschaftlichen und politischen Beweggründe kaum in Frage gestellt werden kann, war Europa der treibende Faktor. Dies fand seinen Ausdruck in der kraftvollen Ideologie, dem religiösen und ritterlichen Ideal, das gegen die an der Grenze Europas erscheinenden, der christlichen Welt völlig fremden Eroberer ernsthafte Kräfte mobilisieren konnte. Die ethnische Grundlage und die sich im Laufe der Jahrhunderte im Nahen Osten hinter den politischen Kulissen vollziehenden ethnischen Veränderungen waren sekundär; das christliche Europa erhob den Schild gegen den Islam, und wollte seine heiligen Gebiete zurückerobern.

Die Situation veränderte sich grundlegend, als im 15. Jahrhundert die militärischen und politischen Erfolge der neuen politischen Formation der Osmanen Europa zweierlei deutlich machten: Byzanz war außerstande, als Bollwerk den Vorstoß der Osmanen zu verhindern. Und als dessen direkte Folge würde sich der einst entfernte Kriegsschauplatz dauerhaft nach Europa verlagern. In diesem Prozeß kann die Schlacht bei Nikopol (1396) auch hinsichtlich ihrer inneren Motivation sozusagen als „Schlußstein“ betrachtet werden. Sie machte auf einen Schlag Glauben und Hoffnung zunichte und leitete einen jahrhundertelangen Prozeß ein, der die „Türkenfurcht“ in das europäische allgemeine Bewußtsein einpflanzte. Hinsichtlich ihrer Beweggründe und ihrer Wirkungskraft war diese Schlacht zweifellos der Zeitpunkt, von dem an – und das sei nicht bloß auf die daraus folgende Gefahr reduziert – das Türkische Reich in Europa einen anderen, tatsächlich eminenten Stellenwert erhielt.

Das während der 300 Jahre von der Schlacht bei Nikopol bis zur Wiedereroberung von Buda entstandene Bild von der im Südosten Europas eine höchst dynamische Rolle spielenden Großmacht verfügt selbstverständlich über zahlreiche Kanäle und eine spezifische Entwicklung. Diese hatte zwar auch sehr stabile Elemente, doch wurden im Laufe der Zeit immer andere Momente betont. Dies gestaltete sich in den verschiedenen sozialen

Hazai György, Budapest, Istenhegyi út 33/c 1125 Hongrie

Schichten oder religiösen Gemeinschaften unterschiedlich und war – infolge der politischen Interessiertheit – in jeder Region Europas anders.

Zur Untersuchung des Problems steht ein gewaltiges Quellenmaterial zur Verfügung.¹ Es darf nicht vergessen werden, daß dies die Entstehungszeit des Buchdrucks, der europäischen politischen Tagespresse und der Flugschriftenliteratur war. Und mit Sicherheit war die Türkenfrage eine wichtige Quelle dieser Literatur. Obwohl die Informationen und Diskussionen über die Türken, ihr Leben und ihre Gewohnheiten, über das politische System und die militärische Stärke des Osmanischen Reiches nicht die einzige Quelle dieses Prozesses bildeten, trugen sie zur Verbreitung des an der Meinungsbildung in Europa beteiligten neuen Mediums in großem Maße bei.

Eine ausführliche Darstellung des Bildes, das sich vom Osmanischen Reich im Laufe von Jahrhunderten in Europa herausgebildet und mehr oder weniger Allgemeingültigkeit erlangt hatte, würde den Rahmen dieses zeitlich begrenzten Beitrages sprengen, insbesondere wenn dabei die Ansprüche der Synchronie und auch der Diachronie befriedigt, vielseitig erfüllt und alle wesentlichen Zusammenhänge berücksichtigt werden sollen. Man muß sich darauf beschränken, die wichtigsten Komponenten und einige ihrer Wechselwirkungen zu beleuchten.

Eines der wichtigsten und stabilsten Elemente des 300 Jahre lang in Europa herrschenden Türkenbildes war zweifellos die Angst vor den Türken. Sie erhielt in der ersten Periode des Auftretens der Osmanen durch die völlige Uninformiertheit immer wieder neue Nahrung. Der neue und furchterregende Eroberer wurde allgemein für unaufhaltsam und unbesiegbar gehalten. Die Ansichten über seine Stärke paarten sich mit Gerüchten über seine Grausamkeit. Diese Elemente lebten später oft durch die staatliche und religiöse Propaganda absichtlich aufgebläht und manipuliert, manchmal völlig aus den tatsächlichen Zusammenhängen gerissen, selbständig, sozusagen als Topos weiter.

Der Turkologe Hans Joachim Kissling, ein hervorragender Erforscher des Quellenmaterials dieser Problematik, zitiert zwei Stellen einer italienischen Quelle von der Wende des 15. zum 16. Jahrhundert, um das Motiv der Angst vor den Türken zu veranschaulichen. Das erste Zitat lautet folgendermaßen: „Passim, mihi credite, trucidabimur et sacri Deo et sancto inuncti chrismate insepulti, quoque iacebimus, mox feris et volucris esca futuri“, d.h. „Glaubet mir, mählich wird man uns abschlachten, und wir werden ohne letzte Ölung und Gottes Beistand irgendwo unbeerdigt liegen, alsbald den wilden Tieren und den Raubvögeln zum Frasse“.² Das zweite heißt: „Neminem nisi Turcum imperare Turci hominibus patiuntur“, d.h. „Die Türken lassen es nicht zu, daß ein anderer denn ein Türke über die Menschheit herrsche“.³

¹ H. Grothaus hat die Problematik anhand eines großen Quellenmaterials in einer Studie vielseitig untersucht: *Zum Türkenbild in der Kultur der Habsburgermonarchie zwischen dem 16. und 18. Jahrhundert. Habsburgisch-osmanische Beziehungen. Relations Habsburg-ottomanes*. Wien, 26–30. September 1983. Colloque sous le patronage du Comité international des études pré-ottomanes. Herausgegeben von Andreas Tietze (Beihefte zur Wiener Zeitschrift für die Kunde des Morgenlandes, Band 13). Wien 1985, 67–89. Es ist zu hoffen, daß seine Forschungsergebnisse bald auf einer breiteren Basis veröffentlicht werden.

² H. J. Kissling: *Türkenfurcht und Türkenhoffnung im 15/16. Jahrhundert. Zur Geschichte eines „Komplexes“*. *Südostforschungen* 23. (1964), 1.

³ *Ibid.*

Obwohl es noch zahlreiche zumindest ebenso treffende Zitate gibt, wurden nicht zufällig gerade diese zwei aufgeführt. Die in ihnen erörterten Gedanken führen direkt zu einem weiteren Problem, zur Darstellung des sozialen Hintergrunds der Türkenfurcht. Offensichtlich ist dem ersten Zitat eine allgemeine, auch die allereinfachsten Volksschichten erfassende Besorgnis, die Angst vor dem Verlust des bloßen Lebens, zu entnehmen. Das zweite Zitat dagegen spiegelt die allgemeine Stimmung der mit der Gefahr des Verlusts der politischen Macht konfrontierten Führungsschichten wider.

Zuerst erörtern wir einige diachronische Probleme des Türkenbildes.

Offenbar wirkten die die Angst verstärkenden Faktoren zwischen der Schlacht bei Nikopol und dem Fall von Byzanz, später zwischen dem Sieg bei Nándorfehérvár (Belgrad) bis zum Fall dieser Stadt 1521, dann in der anfänglichen, später der stabilisierten Periode der mitteleuropäischen Türkenherrschaft und schließlich in der Epoche zwischen dem Langen (Fünfzehnjährigen) Krieg und der Belagerung von Wien jeweils anders und riefen immer unterschiedliche Seelenzustände hervor.

Nachdem die ferne Gefahr zur unmittelbaren Wirklichkeit geworden war, erkannte man die militärische und politische Wehrlosigkeit. Von seinem balkanischen Hintergrund aus wuchs das Osmanische Reich zu einer mitteleuropäischen Realität heran. Sein Erscheinen auf der politischen Bühne Europas und seine spätere ständige Anwesenheit auf ihr bezeugten auch, daß man mit einer in ihrer Zeitdauer unübersehbaren politischen Realität zu rechnen hatte.

Wenden wir uns nun den synchronischen Problemen des Türkenbildes zu.

Die „Türkenfurcht“ zeigte verständlicherweise eine tiefe soziale Differenziertheit. Wessen Gut die Türken jederzeit zerstören konnten, den betraf die Gefahr ganz anders als denjenigen, der sich in entsprechender Sicherheit fühlen konnte. Ersterer konnte mit Recht verlangen, manchmal bis zur Entscheidung gehend, daß der die Sicherheit seines Lebens schützt, wem er die Steuern bezahlt. Das wird durch den folgenden Sendbrief von 1478 an Kaiser Friedrich III. in Form eines Wandplakats gut veranschaulicht. Der Text lautet folgendermaßen: „Steh auf von Deinem Schlaf. Du hast nicht ein Buch, sondern ein Schwert bei Deiner Krönung in die Hand bekommen, um Deine Leute und die Kirche zu schützen. Hüte Dich, daß Du nicht wegen Säumniss die kaiserliche Würde verlierst. Eil, lauf und säume nicht länger. Heb auf die Qualen der unschuldigen Kinder, die von den Türken vor den Augen der Väter und Mütter auf Zaunstecken gespießt werden. Laß Dier Dein Gut nicht lieber sein als das Blut der Christen. Gib es aus und verringere die Schmerzen der Väter und Mütter... Du pfändest die Bauern um das Geld, das ihr, ihrer Weiber und Kinder Schweiß und Blut, ihre Nahrung und harte Arbeit ist... Wie getraust Du Dich den blutigen Schweiß der armen Arbeiter, Witwen und Waisen zu nehmen, da es doch Deine Pflicht ist, sie vor Trübsal zu bewahren?“⁴

Es ist kein Zufall, daß in den darauffolgenden Jahren die Verteidigung gegen die Türken oder die Türkenkriege zu einem der wichtigsten Faktoren der Steuergestaltung im Habsburgerreich wurde, vom Reichstag bis zum Feilschen mit den Städten oder zu den sich auf die untersten Volksschichten beziehenden Dekreten.

Die Manipulation mit der Türkenangst zur Auffüllung der Staatskasse wurde zum

⁴ K. Vocelka: Die inneren Auswirkungen der Auseinandersetzung Österreichs mit den Osmanen. *Südostforschungen* 36. (1977), 17.

organischen Bestandteil der staatlichen und kirchlichen Politik. Dieser Manipulation dienten gleichermaßen die noch in den Kinderschuhen steckende politische Presse und die religiöse Propaganda, die bereits eine längere Vergangenheit hatte. Das Bild von den Türken selbst, von den Verhältnissen und den politischen Bestrebungen des Osmanischen Reiches war selbstverständlich auch konfessionell verschieden. Es ist allgemein bekannt – auf die Details muß hier aus Zeitmangel verzichtet werden –, daß besonders in der Anfangsperiode der Reformation Luther und seine Anhänger diese Probleme ganz anders als die offiziellen Kreise beurteilten.

In diesem Zusammenhang muß auch noch ein weiteres Problem, nämlich das Maß der Informiertheit und seine Auswirkung auf die Gestaltung des Türkenbildes berührt werden.

Zweifellos waren die Führungsschichten der betreffenden Länder hinsichtlich des Informationsflusses den unteren Volksschichten gegenüber in einer wesentlich günstigeren Lage. Letztere konnten nur aus den meistens aufgebauchten und entstellten Berichten der Kriegsheimkehrer oder der bei den Türken gewesenen Kaufleute direkte Informationen erhalten. Ersteren standen demgegenüber immer mehr Reisebeschreibungen und Gesandtenberichte zur Verfügung. Durch die zunehmenden politischen Beziehungen erhielten sie schriftliche und mündliche Informationen, mit deren Hilfe sie sich vom Osmanischen Reich, von seinem System, vom Leben seiner Einwohner ein plastischeres Bild verschaffen konnten. Ein Bruchteil dieser Informationen erreichte selbstverständlich auch die breiten Volksschichten, gewöhnlich aber bereits über die entsprechenden politischen und ideologischen Kanäle, wo sie – von politischen Interessen geleitet – stark entstellt wurden.

Die eigentümliche Gestaltung des Türkenbildes läßt sich gut veranschaulichen. Es genügt, hier auf die sich parallel zur Türkenfurcht abzeichnende, deutlich erkennbare andere grundsätzliche Tendenz hinzuweisen, das Erstarken der mit der gesellschaftlichen Einrichtung des Osmanischen Reiches verbundenen Hoffnungen. Hinter dieser Tendenz stand bereits eine erhebliche Informiertheit, eine Kenntnis der osmanisch-türkischen Gesellschaftsverhältnisse, der toleranten Politik des Staates gegenüber den Minderheiten und religiösen Gruppierungen.

Das Bild vom Osmanischen Reich und vom *Modus vivendi* mit den Türken wies zugleich viele regionale Abweichungen auf.

Am schnellsten begriff man die politische Realität in Italien. Die Entscheidungen und Taten wurden nicht durch die ideologischen, sondern durch die eminenten wirtschaftlichen und politischen Interessen bestimmt. Das war auch im dreigeteilten Ungarn der Fall, wo der Verkehr mit den Türken, die politische Unterhaltung und der Kompromiß mit ihnen als natürliche Folge des richtig verstandenen politischen Interesses zum Bestandteil des vielseitigen Systems der Symbiose wurden. Die Türkenfurcht oder Türkengefahr war hier keine ferne manipulierbare Möglichkeit, sondern eine hautnahe Realität. Es ist kein Zufall,⁶ daß die militärische Strategie der Bekämpfung der Türken in Mitteleuropa – man muß an das politische Werk von Zrínyi denken – in dieser Region entstanden ist.

Westlich des Grenzgebietes, im Deutschen Reich, spielten die die Gefahr und Angst ausnützende Tagespresse und Propagandaliteratur eine zentrale Rolle. Zweifellos beeinflusste ihre Ausstrahlung selbst die Reisebeschreibungen und Gesandtschaftsberichte,

die mit dem Anspruch auf objektive Darstellung auftraten. Gerade die neuesten Forschungen weisen auf den diesbezüglichen Unterschied im Material und Ton der deutschen bzw. der weiter westlichen, z.B. der französischen und englischen Studien solcher Art hin. Das ist kein Zufall, waren doch in den Provinzen des Habsburgerreiches die Produkte, die aus den der Tagespolitik dienenden und stark manipulierenden Propagandakanälen hervorgingen, dazu berufen, eine bestimmte öffentliche Stimmung zu schaffen, die dann natürlich auch auf die höhere Literatur von sozusagen wissenschaftlichem Anspruch eine Wirkung ausübte. Die Verflechtung der Stimmungselemente dieser beiden Literaturen führte zu einer bedeutenden Deformation des universalen Prismas.

Werfen wir nun einen Blick auf die „altera pars“. In der geistigen Beziehung des Osmanischen Reiches zu Europa, im historischen Prozeß des gegenseitigen Erkennens spielte die osmanische Seite eine von der europäischen wesentlich abweichende Rolle.

Der selbstsichere Eroberer näherte sich Europa von einer Position der Stärke aus. Er schrieb jedoch der Beschaffung von für die Feldzüge nötigen Routineinformationen große Bedeutung zu. Für die nicht-muslimische und so im vorhinein als fremd betrachtete Kultur, ihren Vergangenheit und Gegenwart verriet er aber um so weniger Interesse. Gewiß hatten die führenden Kreise des Hofes bei der politisch-militärischen Entscheidungsfindung über die Kräfteverhältnisse, insbesondere aber Gestaltung manchmal nur vage Vorstellungen. Damit soll gar nicht behauptet werden, daß sich die Osmanen auf der europäischen Machtbühne nicht auskannten und auf dem politischen Schachbrett nicht spielen konnten. Es handelt sich hier um die richtige Einschätzung der wirtschaftlich-politischen Entwicklung und ihrer natürlichen Folgen.

Unsere Situation wird durch die umfangreiche Monographie über diese Problematik von Bernard Lewis, einem hervorragenden Kenner der osmanischen Geschichte, bedeutend erleichtert.⁵ Das von ihm angeführte und untersuchte Quellenmaterial beweist eindeutig, daß für die osmanische Welt zu dieser Zeit die völlige geistige Isolation, eine gewisse überhebliche Gleichgültigkeit gegenüber Europa bezeichnend war.

Die osmanische Machtelite, die durch ihre eigenen Diplomaten, geschweige denn die Kaufleute und Spione, in aktuellen Fragen der europäischen Politik gut informiert war, war auf den Gebieten der Geographie und Geschichte tatsächlich verblüffend unbewandert. Einige Angaben aus der Beispielsammlung von Bernard Lewis sollen hier angeführt werden. Wenn sich auch zwei von den zu erwähnenden Tatsachen auf eine spätere Periode beziehen, können sie die Wurzeln gut veranschaulichen.⁶

Aus dem Zeitalter von Bocskai stammt die Aufzeichnung des Großwesirs, die den Sultan über die wienfeindlichen politischen Schritte des Fürsten informiert. An der Akte fällt sogleich auf, daß der Verfasser die Person des „Wiener Königs“ mit dem spanischen König und sogar mit dem Papst identifiziert. Damit hat er in der Person des politischen Gegners Bocskais drei hervorragende Gestalten des europäischen Spektrums vereint. Noch hervorstechender ist jedoch der Fall aus dem Jahre 1770, als russische Kriegsschiffe im Mittelmeer erschienen und die Pforte gleich bei Venedig protestierte, da die Stadt zuließ, daß die Kriegsschiffe den die Ostsee mit der Adria verbindenden Kanal durchfahren. Einen ähnlichen Fall zeichnete Hammer, der bekannte Erforscher der Geschichte

⁵ B. Lewis: *The Muslim Discovery of Europe*. New York – London 1982.

⁶ *Ibid.*, 135 sqq.

des Osmanischen Reiches, auf. 1800 war er in Konstantinopel als Dolmetscher Ohrenzeuge eines Gesprächs zwischen Sir Sidney Smith, dem englischen Botschafter, und dem Großwesir Yusuf Ziya über die englischen Flottenbewegungen. Die führende Person der politischen Administration des Osmanischen Reiches stellte die Behauptung des Botschafters in Frage, zwischen dem Indischen Ozean und dem Roten Meer bestünde eine direkte Verbindung.

Tatsächlich versuchte aber die osmanische Wissenschaft in diesen Jahrzehnten erstmalig, Europa besser kennenzulernen. Parallel dazu machte sie dem Hof schwere Vorwürfe: All das, was wir über Europa wissen, sei ungenügend, und diese Ungewißheit liege im Interesse des Feindes. Bekanntlich blieben aber diese Initiativen und Vorwürfe lange Zeit ohne ernsthafte Auswirkungen und Folgen.

Nun zur Zusammenfassung der Tatsachen. Die gegenseitige Orientierung brachte auf europäischer Seite eine gewaltige, schon bibliographisch schwer übersehbare Literatur zustande. Diese bot den Interessenten von den politischen Flugschriften über die Reisebeschreibungen und historisch-politischen Werken wissenschaftlichen Anspruchs bis hin zu den sich mit Sprachen beschäftigenden Büchern und Wörterbüchern zahlreiche Produkte ernsthafte geistiger Anstrengungen. Sinn und Ergebnis der im Hintergrund dieser Literatur stehenden europäischen Geistigkeit können vielleicht in einem einzigen Satz ausgedrückt werden: ihr ist der Anfang der europäischen Orientstudien zu verdanken. Anders formuliert: bis dorthin reichen die Wurzeln der heutigen Orientalistik zurück.

Zur gleichen Zeit gab es auf der osmanischen Seite der Symbiose jahrhundertlang nur sporadische Zeichen einer geistigen Annäherung im Interesse der Orientierung. Es handelte sich dabei um individuelle Initiativen mit minimaler Ausstrahlung, die weder Echo noch Fortsetzer fanden. Das geographisch-politische Bild, das sich die Osmanen aufgrund der sporadischen Informationen von Europa machen konnten, war von jenem Bild weit entfernt, das für eine an weiteren Eroberungen oder am Erhalten der erworbenen Positionen interessierten Großmacht unentbehrlich gewesen wäre.

Hier müssen jetzt die parallelen Filmstreifen mit dem über den anderen geschaffenen Bild zum Stillstand gebracht werden. Gemäß der Zielsetzung der gegenwärtigen Konferenz sind nun die sich auf die Jahrzehnte vor der Belagerung von Wien beziehenden Einzelbilder in Zeitlupe noch einmal zu betrachten.

Wenn der Ablauf und die Folgen der Belagerung Wiens, die den Anfang der für Mitteleuropa ausschlaggebenden Ereignisse der letzten beiden Jahrzehnte des 17. Jahrhunderts bildeten, ausschließlich danach beurteilt werden, welches Bild sich die Gegner voneinander gemacht hatten, sind die Geschehnisse gar nicht verwunderlich.

Die naive und von ihrer Motivation her abenteuerliche Aktion von Kara Mustafa Pascha mußte 1683 scheitern, zum Teil auch aufgrund der völlig falschen Beurteilung der Entwicklung Europas im Laufe des 17. Jahrhunderts, die durch den blinden Glauben an die ehemalige Glorie nur noch schleierhafter wurde.

Das Feindbild erwies sich auch bei den Habsburgern als nicht stichhaltig. Obwohl Europa und natürlich in erster Linie die an der Spitze des Reiches stehenden Habsburger nach 300 Jahren Türkenkriegen und infolge ihrer diplomatischen Beziehungen ein gewaltiges Informationsmaterial über die osmanische Welt besaßen, machten sie sich dennoch kein reales Bild von den Kräfteverhältnissen.

Bei den Habsburgern schlug die ständige Manipulation mit dem Türkenbild, die die politische Klarheit bestimmt in großem Maße beeinflusste, beinahe zurück. Der Wiener Hof, der ganz andere politische Interessen hatte, wollte in dieser Zeit von der Bekämpfung der Osmanen in Mitteleuropa gar nichts hören. Verteidigung lautete für ihn die höchste Devise. So war die schwere Niederlage der Osmanen vor Wien in erster Linie für die Habsburger und ihre Verbündeten überraschend. Am Kahlenberg brach auch eine eingewurzelte These der traditionellen Ideologie zusammen, der oft sozusagen mystifizierte oder manipulierte Glaube an die Unbesiegbarkeit der Türken: der militärische Sieg bedeutete gleichzeitig auch einen ideologischen Erdrutsch.

Den Schauplatz der zwei Jahrzehnte voller entscheidender Veränderungen verlassend, sei kurz die darauffolgende Periode berührt.

Die politische Wende vom Ende des 17. Jahrhunderts stellte für die Gestaltung des voneinander geschaffenen Bildes tatsächlich einen Neuanfang dar. Da sich die westliche Welt von einer drückenden politischen Last befreit hatte, wandte sie sich nun angstfrei, auf der Suche nach einem klareren Türkenbild, der osmanischen Welt zu. Der stärker werdende Anspruch, die fremde Kultur kennenzulernen, paarte sich mit dem Reiz des Exotischen. Parallel dazu gestaltete sich auch die eigene Gedächtniswelt um.

Obwohl ihr die Geschichte eine gründliche Lektion erteilt hatte, brachte das 18. Jahrhundert in der osmanischen Welt keine grundlegenden Veränderungen bei der Beseitigung der ideologischen Isolation mit sich. Doch langsam formte und verstärkte sich der Wunsch nach einem Ausblick, nach einer Selbsterziehung auf dieser Grundlage. Die Vorkämpfer des Fortschritts hatten aber noch einen dornenvollen Weg des langen Kampfes gegen die politisch-geistige Reaktion vor sich.

All dies führt aber verständlicherweise schon ab von den Problemen, die heute im Mittelpunkt unseres Interesses stehen.

La politique hongroise du Sultan Süleymân et d'Ibrâhîm pacha à travers deux lettres de 1534 au roi Sigismond de Pologne

GILLES VEINSTEIN

Dans les débats qu'ont suscités et que suscitent encore, surtout parmi les historiens du pays concerné, le sort de la Hongrie après la bataille de Mohács, l'une des questions les plus controversées est celle de l'attitude des Ottomans qui présente en effet un paradoxe apparent: ce n'est qu'en 1541 que Süleymân décidera d'annexer Buda et le centre du royaume dont il fera le *beylerbeylik* de Budun, alors que déjà par deux fois auparavant, en 1526 après Mohács et en 1529 avant le siège de Vienne, il avait fait traverser le pays à sa grande armée et occupé la capitale; mais dans les deux cas, il s'en était retiré aussitôt en se contentant d'acquisitions limitées, à ses frontières. Pourquoi, dans ces conditions, attendit-il une troisième occasion pour accomplir, ce que, semble-t-il, il aurait pu faire dès la première, quinze ans auparavant? Ne faut-il voir dans ces attermoissements qu'une marque d'inconséquence ou la preuve que les Turcs étaient avant tout préoccupés de piller et de détruire, plus que de conquérir? Faut-il au contraire, comme certains ont tenté de le faire, chercher d'autres motivations au comportement du sultan qui l'auraient détourné de l'annexion, au moins jusqu'à 1541, pour lui faire préférer des solutions jugées plus rationnelles?

Néanmoins une faiblesse des conceptions de ce type tient au fait qu'elles se fondent dans les intentions qu'elles prêtent aux gouvernants ottomans sur de simples spéculations, aussi plausibles qu'elles puissent paraître. D'où la nécessité de les mettre à l'épreuve en recourant plus qu'on ne l'a fait jusqu'ici aux déclarations de ces gouvernants eux-mêmes sur leurs objectifs, de prêter attention aux clefs qu'ils ont pu donner, à l'occasion, de leurs actions.

Les deux documents que nous nous proposons de présenter et d'analyser ici, n'en sont que plus dignes d'intérêt, d'autant qu'à notre connaissance ils sont demeurés inédits jusqu'ici, mis à part les registres succincts qu'en a donnés Z. Abrahamowicz¹. Il s'agit

¹ Z. Abrahamowicz: *Katalog dokumentów tureckich. Dokumenty do dziejów polski i krajów ościennych w latach 1455-1672*. Varsovie, 1959, docs. n°35, pp.49-50 et 36, pp.50-51 (avec description des documents et appareil critique). Les deux lettres sont conservées dans les archives nationales de Pologne à Varsovie sous les cotes: *AGAD, Arch.Kor., Dz. turecki, teczka 40, n° 90* et *teczka 41, n°93*. Nous ne pouvons, faute de place, joindre à la présente étude le texte complet de ces deux lettres. On le trouvera avec un commentaire plus développé dans les actes du VII^e symposium du CIÉPO (Pées, septembre 1986) à publier par le *Türk Tarih Kurumu*, Ankara. Dans les lignes qui suivent, les termes ottomans sont translittérés dans l'alphabet turc actuel.

Gilles Veinstein, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 54. Boulevard Raspail. Paris France

de deux longues épîtres adressées en 1534, respectivement par le sultan et le grand vizir, au roi de Pologne, Sigismond Ier Jagellon (1506–1548), qui constituent précisément un exposé développé de la politique hongroise de la Porte, de l'avènement de Süleymân en 1520 jusqu'à la date de rédaction. Nous ne prétendons pas que, dans des textes de ce genre, les auteurs mettent entièrement à nu le fond de leur pensée et que toutes les questions qu'on peut se poser à ce sujet y trouvent une réponse évidente et définitive. Il faut tenir compte au contraire de toutes les raisons qu'ils peuvent avoir d'orienter leur discours, des circonstances dans lesquelles ils s'expriment, de la personnalité de leur interlocuteur, des buts qu'ils poursuivent en s'adressant à lui. L'analyse doit s'efforcer de démontrer les ressorts de cette rhétorique, mais aussi de cerner les perceptions et les concepts qui se font jour à travers sa mise en œuvre. Ce faisant, nous aurons des chances de jeter quelques lumières sur la nature de la politique ottomane et sur les Ottomans eux-mêmes.

Il est sûr que certaines caractéristiques remarquables de ces deux documents s'expliquent par la position bien particulière du destinataire: le roi Sigismond de Pologne était en effet à la fois un allié ancien de la Porte et, d'autre part, en fait comme en droit, depuis près de trente ans un acteur essentiel de la politique hongroise. En 1534, après que lui-même eut renouvelé l'année précédente son alliance avec le sultan et qu'un armistice eut été conclu entre ce dernier et Ferdinand, Sigismond se propose d'exercer une nouvelle médiation entre les deux compétiteurs au trône hongrois, et envoie une ambassade à Süleymân, alors occupé en Perse, pour lui demander d'autoriser sa démarche. Telle est l'origine des deux lettres qui nous occupent ici: elles constituent les réponses respectives du sultan et du grand vizir à cette demande, sous la forme d'un exposé argumenté de la position ottomane par rapport aux parties en présence et d'une justification des conditions mises par la Porte à l'exercice de cette médiation.

Plus précisément, ces deux lettres ont été rédigées dans la décade du 25 février au 6 mars 1534 à Alep où hivernaient le sultan et son armée, durant la longue campagne dite des deux Iraks (1533–1536) contre Chah Thamasp, marquée par les prises de Tabriz et de Bagdad. Les contenus en sont très proches, mais celle d'Ibrâhîm se révèle en général plus précise dans la chronologie et mieux construite. Elles méritent bien entendu un commentaire exhaustif et détaillé. Dans le cadre de la présente contribution, nous devons nous limiter à l'analyse de la présentation des événements jusqu'à la reconnaissance de Zápolyai au début de 1528.

Les deux récits commencent leur historique de la question hongroise par l'évocation de l'ambassade envoyée à Louis II par Süleymân à l'occasion de son avènement en 1520. Le mauvais traitement infligé par le roi de Hongrie à l'ambassadeur est présenté comme la cause directe de l'instauration de l'état de guerre, l'origine de toutes les actions ultérieures du sultan dans ce pays. Il est instructif de voir ainsi revêtu d'une importance décisive un événement dont précisément la signification véritable reste encore discutée par les historiens.

L'idée que l'envoi à Buda du *çavuş* Behrâm ait eu plus qu'une portée protocolaire et que l'émissaire de la Porte, au même titre qu'un second *çavuş* expédié en 1524, ait été chargé d'inviter le roi à se soumettre, a été soutenue par l'historien hongrois Perjés²

² G. Perjés: *Az országút szélére vetett ország*, Budapest, 1976.

et combattue par certains de ses compatriotes³. Pourtant les raisonnements tenus par le premier ne manquent pas de force: il est sûr que les progrès de la puissance habsbourgeoise, le pacte dynastique conclu entre les Habsbourg et les Jagellon de Hongrie qui préfigurait la mainmise des premiers sur le royaume, l'élection de Charles Quint au trône impérial en 1519, événements dont la Porte ottomane était bien entendu informée, avaient de quoi alarmer cette dernière et l'amener à des mesures préventives. Surtout, on ne comprendrait pas la décision de Louis II de rompre l'entente de son pays avec les Turcs qui avait été régulièrement renouvelée dans les décennies antérieures, et de solliciter en toute hâte le secours des puissances étrangères, si le *çavuş* n'avait pas formulé au nom de son maître des exigences d'une nature nouvelle: le paiement d'un tribut et peut-être aussi le libre passage en cas de besoin des troupes ottomanes à travers le territoire hongrois.

D'ailleurs ces hypothèses ne relèvent pas seulement d'une déduction logique à partir des faits connus. Certaines sources peuvent être invoquées en leur faveur: des auteurs comme le chroniqueur ottoman ^CAlf ou le Vénitien Sagundino écrivent explicitement que l'envoyé d'Istanbul était venu réclamer un tribut (*harâc*) sous menace de guerre⁴.

Néanmoins, nous devons reconnaître qu'à première vue nos deux lettres vont à l'encontre de cette version. Elles insistent sur le caractère purement protocolaire de l'ambassade, ce qui les conduit à mettre l'attitude de Louis II sur le compte de dispositions mauvaises et injustes, d'une sorte de déficience morale.

Le grand vizir écrit ainsi:

„Lorsque Sa Majesté est montée sur le trône sublime (...), conformément à la coutume qui commandait de faire part de cette nouvelle à tous les amis proches et voisins, elle a également envoyé un homme avec une lettre sacrée au roi de Hongrie, mais le roi La'os̄ a fait alors preuve d'inhumanité, il a retenu prisonnier l'homme qui était venu, et manifesté par là son hostilité...“.

Ne nous trompons cependant pas sur cette présentation et tenons compte au contraire de la logique de ces deux textes: nous aurons à constater tout au long de notre analyse qu'ils ont pour but de démontrer le bon droit du sultan, à travers les différentes phases de l'affaire hongroise, de mettre en évidence le bien-fondé de son comportement, non pas sur le plan du calcul politique — les considérations de cet ordre sont exclues du discours impérial —, mais sur celui du droit et même de la morale. D'où l'intérêt de ne donner qu'une image partielle des buts de la mission de Behrâm *çavuş*, une présentation qui enlève tout tort au sultan et fait retomber toute la responsabilité de l'échec de la mission sur le roi Louis; ce dernier en est disqualifié sur le plan précis où Süleymân se situe: celui du droit et de l'éthique.

³ Cf., par exemple, D. Kosáry: *Magyar külpolitika Mohács előtt*, Budapest, 1978, pp. 67-68, 184-185. Pour la polémique entre Perjés et Kosáry, cf. G. Perjés, „A Mohács-kérdés módszertanához“, *Valóság*, 21,9,1978, pp.68-79; D. Kosáry: „Módszertan vagy büvészkedés“, *Valóság*, 21,10,1973, pp.94-96. Résumé de la controverse sur „l'offre de vassalité“ in S.B. Vardy: *Clio's art in Hungary and in Hungarian-America*, ch. VIII: „The changing image of the Turks in twentieth-century Hungarian historiography“, pp.157-159.

⁴ Cf. J. de Hammer(-Purgstall): *Histoire de l'Empire ottoman depuis son origine jusqu'à nos jours*, J.J. Hellert, trad., V, 1520-1547, p.405.

En emprisonnant l'émissaire ottoman (on notera au passage qu'Ibrâhîm ne retient pas les bruits d'assassinat qui circulèrent et que Hammer créditera dans son ouvrage⁵), le jeune roi faisait plus que risquer de provoquer une guerre: dans la conception ottomane, il la déclarait; il manifestait déjà par son acte l'instauration de l'état de guerre (*carlavet*) dont il avait donc pris l'initiative. Or ce comportement était entièrement dépourvu de justification, les buts de l'ambassade, tels qu'ils sont exposés, étant parfaitement purs, louables et conformes aux usages internationalement reconnus entre les souverains; ils étaient même amicaux. Dès lors seul le manque d'humanité, de compassion (*mürevvet-sizlik*) à l'égard du malheureux *çavuş* avait pu guider le roi dont la culpabilité morale était ainsi mise en évidence.

S'.. était donc conforme aux objectifs de cette relation des faits de taire l'éventuelle offre de vassalisation par la voie diplomatique qu'aurait comportée l'ambassade du *çavuş*, il ne nous paraît pas excessif de considérer qu'elle n'en étaye pas moins, de façon indirecte, cette hypothèse, en faisant si fortement ressortir l'anomalie du comportement de Louis, son absurdité.

Bien plus, nos deux lettres nous semblent confirmer d'une autre manière encore la portée politique capitale de la mission de Behrâm *çavuş*, par le rôle clé, qu'elles attribuent à l'échec de cette ambassade dont elles font la cause originelle de tous les développements ultérieurs de l'affaire hongroise. Ce rôle est encore accentué par l'absence d'allusion à la seconde ambassade du même type, celle de 1524 (dont la mention n'aurait rien ajouté à l'argumentation ottomane): les déboires de Behrâm *çavuş* apparaissent ainsi non seulement comme l'origine de la campagne de Belgrade de 1521, mais aussi de celle de Mohács de 1526. Le raccourci est le plus net dans la lettre du sultan qui, faisant curieusement abstraction de la première campagne (évidemment de moindre conséquence sur le plan politique), passe sans transition de l'emprisonnement du *çavuş* à la „confrontation dans la plaine de Mohács“. Le grand vizir au contraire distingue bien les deux campagnes, mais ne donne pas d'explication particulière au déclenchement de la seconde, se contentant d'écrire „par la suite, lorsqu'on s'est rendu de nouveau [dans ce pays], il y a eu affrontement dans la plaine de Mohács...“.

Enfin, nos deux lettres paraissent appuyer d'une autre manière encore, cette fois plus directe, la thèse de l'offre de vassalité dans la mesure où, comme nous le verrons un peu plus loin, un de leurs principaux apports est précisément d'énoncer de la manière

⁵ *Ibid.*, pp.14,405-406. Hammer conclut à l'assassinat de l'ambassadeur malgré les opinions des chroniqueurs ottomans et de Sagundino, en arguant du fait qu'Ibrâhîm avait reproché ce meurtre aux deux premiers émissaires de Ferdinand à la Porte, en mai 1528, Habordanez et Weixelberger. Pourtant en 1527, l'incertitude régnait encore puisque le troisième vizir, Ayas pacha, demandait à Lasky, émissaire de Zápolyai, si l'ambassadeur envoyé par Süleymân à Louis II vivait encore; *ibid.*, p.105; cf. le rapport d'ambassade de Jérôme Lasky de mars 1528 in E. de Hurmuzaki: *Documente privitoare la Istoria Românilor*, II.1. 1451-1575, Bucarest, 1891, pp.43-44. Lasky proteste d'ailleurs de son ignorance: „nescio, inquam, certe, quia novus sum Ungariae homo...“ Par la suite, le grand vizir sut à quoi s'en tenir puisque au printemps 1533, il ne fait état que d'emprisonnement pour Behrâm *çavuş* et pour le second *çavuş* envoyé en 1524, devant les envoyés de Ferdinand. Jérôme de Zara et Cornelius Duplicius Schepper; Hammer: *op.cit.*, V, p.190, et cf. le rapport de ces deux ambassadeurs (Vienne, 27 sept. 1533) in A. von Gévay: *Urkunden und Actenstücke zur Geschichte der Verhältnisse zwischen Österreich, Ungern und der Pforte im XVI. und XVII. Jahrhunderte*, V, Vienne, 1838, p.22 (le rapport de Schepper a été également publié in H. Kretschmayr: „Schepper C.D. Konstantinápolyi követ napló töredéke 1533 évből“, *Történelmi Társ.*, 1903). Nos deux lettres de 1534 confirment la thèse de l'emprisonnement qui n'en constituait pas moins un *casus belli*.

la plus explicite que l'objectif de la Porte après Mohács fut d'appliquer ce type de régime à la Hongrie. Si les gouvernants ottomans dévoilent clairement leurs intentions à ce stade du processus et non plus tôt, c'est peut-être que la victoire de 1526 les fondait à imposer leur suzeraineté au royaume, alors que cette prétention n'était pas aussi légitime — et donc rétrospectivement avouable — en 1520.

L'idée est soutenue avec force dans les deux lettres que la campagne de 1526 (à laquelle Süleymân avait fixé officiellement comme but la conquête de Buda⁶), a bel et bien constitué une conquête de la Hongrie. L'écrasement de l'armée royale à Mohács, la mort du roi présentée comme directement perpétrée par le sabre ottoman, l'occupation de la capitale et le séjour du sultan dans le palais royal constituaient autant d'actions à valeur de symboles, qui consacraient sur le plan juridique la réalité de la conquête. Dans cette perspective, le fait que le sultan ne soit pas resté à Buda, qu'il ait ordonné quelques jours seulement après son entrée l'évacuation complète de la capitale, suivie du retrait de ses troupes de la presque totalité du royaume, qu'il se soit contenté d'annexions limitées au sud du pays, ne changeait rien à l'affaire. Nos lettres font d'ailleurs entièrement abstraction de ces circonstances: au regard de la théorie du droit de conquête qui est soutenue, elles n'étaient pas de nature à modifier le caractère irréversible de ce qui avait précédé. Elles ne daignent pas davantage répondre à ceux qui s'interrogeraient sur les causes du retrait ottoman pour y voir la marque de l'incohérence ou de la relative faiblesse du *padişah*. La réponse implicite est plutôt qu'une fois la conquête accomplie, ce dernier n'avait pas besoin d'occuper le pays pour qu'il lui appartienne.

„Désormais, déclare le grand vizir, le pays de Hongrie faisait partie des pays conquis par notre propre sabre et notre propre force (*Engürüs memleketi kendü kılıcımız ve kuvvetimiz ile alınmış memleket olub...*)“.

Même affirmation chez le sultan:

„le pays de Hongrie était devenu mon territoire (*memleketim*)“.

La conviction formulée de cette manière à l'adresse du roi de Pologne en 1534 n'était pas nouvelle. La conception selon laquelle les événements de 1526 faisaient du sultan, de manière irréversible, le maître légitime de la Hongrie, apparaît au contraire comme un leitmotiv dans les écrits et propos des gouvernants ottomans à partir de cette date.⁷

Toutefois les formulations employées dans ces propos pouvaient laisser conclure que les conceptions exprimées étaient particulières aux Ottomans, qu'elles tenaient à leurs règles propres ou provenaient du droit islamique dont ils se réclamaient.⁸

Au contraire, les deux lettres au roi de Pologne soulignent à l'intention de ce prince chrétien que la notion de droit créé par la conquête était un principe universellement reconnu, par les souverains aussi bien chrétiens que musulmans, qu'elle était, pour reprendre les termes employés, „conforme aux us et coutumes des *pâdişâh*“, c'est-à-dire dans le contexte, des rois en général.

⁶ Le journal de la campagne signale que Süleymân proclama le 9 août 1526 à son camp d'Ujlak (place dont il venait de s'emparer) que son but était de se rendre à Buda; Hammer: *op. cit.*, V, p.79; cf. le passage correspondant du journal in A.C. Schaendlinger: *Die Feldzugstagebücher des ersten und zweiten ungarischen Feldzugs Suleymans I.*, Vienne, 1978, p.76; fac-similé, p.43, 1.6.

⁷ Cf. par exemple, Hammer; *op. cit.*, V, pp. 105–106; Hurmuzaki; *op.cit.*, II,1, pp.41, 46; Gé-vay: *op.cit.*, V, pp.135,137,139–140.

⁸ Cf. par exemple, les propos tenus par les gouvernants ottomans devant Jérôme Lasky in Hammer: *op.cit.*, V, p.107; Hurmuzaki: *op.cit.*, II,1, p.51.

Les conséquences majeures de la campagne de Mohács avaient donc été aux yeux de la Porte, d'ordre juridique: elle avait conféré au sultan les droits sur la Hongrie issus de la conquête et donc modifié le statut du royaume qui avait perdu son autonomie: le *pâdisâh* était désormais l'arbitre suprême de ses destinées, ce dernier restant d'ailleurs libre d'exercer ou non dans les faits le droit virtuel d'intervention qu'il s'était acquis. En tout cas, ce droit impliquait comme conséquence minimale — et peut-être suffisante — que personne d'autre n'intervienne dans le pays „de sa propre initiative“, sans l'accord préalable de l'ayant droit. Or on constate que cette conception d'un droit virtuel mais non nécessairement exercé, esquissée dans un passage de nos deux lettres, correspond précisément à l'attitude apparemment surprenante adoptée par la Porte dans les mois qui ont suivi la campagne de 1526. Ce qui frappe en effet dans cette période, une fois le reflux de leur armée opéré, c'est le silence observé par les Turcs après la tempête: on voit les partis en présence s'opposer et tenter de régler à leurs manières respectives l'avenir du pays en faisant abstraction, au moins en apparence, de l'hypothèque ottomane. Le voïevode de Transylvanie convoque la diète de Székesfehérvár et se fait proclamer roi le 11 novembre; puis Ferdinand de Habsbourg se fait élire à son tour le 17 décembre 1526 par la diète de Pozsony (Bratislava) qu'il avait fait rassembler de son côté⁹. Tout se passe comme si l'entrée de Süleymân à Buda n'avait été qu'un épisode sans lendemain. Tous vivent dans une illusion que favorise la réserve du sultan. Toutefois cette attitude d'expectative ne pouvait être maintenue dès lors que Ferdinand intervenait militairement dans le pays, s'emparait à son tour de Buda, défaisait son rival Zápolyai et le réduisait à chercher refuge en Pologne. Dès lors que le droit qu'elle détenait virtuellement était bafoué, la Porte se voyait dans l'obligation de l'exercer effectivement.

Sans doute peut-on estimer en termes de *Realpolitik* que la faute majeure de Ferdinand, archiduc d'Autriche qui deviendra également en février 1527 roi de Bohême, et surtout frère de Charles Quint, est, du point de vue des Ottomans, d'être un trop puissant voisin dont ils ont compris que la présence en Hongrie constituerait une menace intolérable pour leur empire; mais ce n'est en aucune façon ainsi qu'ils présentent les choses au roi Sigismond: ils lui montrent au contraire qu'en s'immisçant dans les affaires hongroises sans l'accord du sultan dont elles dépendaient désormais, il violait le droit:

„il a pénétré de sa propre initiative et sans mon autorisation (*kendü kendüden benim ma^crifetim olmadan*) dans ces provinces“, accusait Süleymân, et le grand vizir qualifiait les intentions de ce „fauteur de troubles“ de „rebelles“ et „séditieuses“ (*fitne ve fesada kasd idicek...*).

On voit que, dans sa lettre à Sigismond comme dans ses discours aux émissaires de Ferdinand, le grand vizir fait totalement abstraction des droits dynastiques des Habsbourg sur la Hongrie¹⁰.

De même est passé tout autant sous silence le fait que, comme nous l'avons rappelé, Ferdinand s'était fait élire roi par une partie au moins de la noblesse hongroise en dé-

⁹ Cf. G.Barta: „An d'illusions (notes sur la double élection de rois après la défaite de Mohács)“, *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, 24, Budapest, 1978, pp.9-15, 27-39.

¹⁰ Cf. Chr. Turetschek: *Die Türkenpolitik Ferdinands I. von 1529 bis 1532*, Vienne, 1968, p.153. Cf. la négation des droits dynastiques de Ferdinand par Ibrâhîm pacha devant Jérôme de Zara et Cornelius Schepper en mai 1533, in Hammer: *op.cit.*, V, p.192; Gévay: *op.cit.*, V, p.24; même idée, *ibid.*, p.135.

cembre 1526, la thèse du droit du sabre ayant pour conséquence de rendre toute autre source possible de légitimation nulle et non avenue. Comme l'exprime clairement la lettre d'Ibrâhîm à Ferdinand de la fin 1530, seule une victoire de Ferdinand sur le sultan, remportée sur le sol hongrois, aurait pu remettre en question les droits ottomans et donner consistance aux prétentions habsbourgeoises¹¹.

Le grand vizir observe en outre que si le comportement de Ferdinand était juridiquement condamnable, il n'était pas non plus „raisonnable“ (*maçkûl değil iken...*), dans la mesure où, violant ainsi les droits du sultan, il ne pouvait s'attendre qu'à une réplique foudroyante de ce dernier.

Les deux lettres font ainsi clairement comprendre que c'est l'intervention de Ferdinand en Hongrie qui a poussé Süleymân à tirer, après un certain attentisme, les conséquences pratiques de la campagne de Mohács, à exercer effectivement, après avoir laissé pendant un an le pays à ses propres jeux politiques, le droit de regard sur son destin que lui avaient conféré ses victoires.

Les deux lettres énoncent explicitement que la Porte avait alors le choix entre deux formes d'assujettissement de la Hongrie, l'annexion ou la vassalisation:

„il était possible, note le grand vizir, de placer dans ce pays des esclaves de Sa Majesté le *pâdişâh* fortuné et de tenir le trône de Budun...“.

Et le sultan écrit de son côté:

„il m'était possible et acquis de placer sur le trône de Budun...mes *bey* et mes esclaves et de le mettre sous mon contrôle...“.

Possible en théorie, cette solution sera pourtant écartée au profit de la vassalisation, méthode d'ailleurs de tout temps en usage chez les Ottomans¹². Comment ce choix est-il présenté?

Le grand vizir écrit:

„Sa Majesté le *pâdişâh* fortuné a fait preuve de compassion et de pitié“ et elle a estimé „convenable (*münâsib*) d'accorder la faveur (*cinâyet etmek*) que de nouveau (*gerü*) la royauté de Hongrie soit attribuée à une personne du pays (*içlerinden bir kimesne*)“.

Le sultan se montre plus explicite en déclarant:

„il m'a paru convenable, de par la surabondance de ma compassion et de ma pitié envers les sujets (*reçaja*) de Hongrie, que la royauté de Hongrie soit attribuée à l'un d'entre eux, à l'un de leurs seigneurs (*bey*), jouissant de réputation et d'estime“.

On voit que la vassalisation envisagée va de pair avec l'intronisation d'un roi „national“, par opposition sans doute au gouverneur issu du personnel ottoman qu'aurait amené une annexion, mais aussi – et ce point était essentiel – au ressortissant d'une puissance étrangère qui viendrait s'interposer entre le *pâdişâh* et ses nouveaux *reçâyâ*: le roi de Hongrie devait être au contraire l'un de ces *reçâyâ*. Dans le contexte, c'est bien entendu avant tout la candidature de Ferdinand de Habsbourg que cette clause récusait.

¹¹ Cf. „Die älteste türkische Urkunde des deutsch-osmanischen Staatsverkehrs“ in F. Bamberger: *Aufsätze und Abhandlungen zur Geschichte Südosteuropas und der Levante*, II, Munich, 1966, p.238.

¹² Cf. H.Inalcik: „Ottoman methods of conquest“, *Studia Islamica*, II, Paris, 1954, pp. 104–107; reprint in H.Inalcik, *The Ottoman Empire: Conquest, Organization and Economy*, Londres, 1978. Cf. *infra* nos remarques sur le fait que cette vassalisation pouvait être un régime durable et non pas nécessairement une étape vers une annexion inéluctable.

Mais elle pouvait viser également d'autres prétendants étrangers, notamment le roi Sigismond lui-même, investi par ses liens familiaux de droits considérables sur la couronne hongroise. Il avait d'ailleurs eu après Mohács des partisans dans le pays qui le tenaient pour le candidat le plus légitime¹³. Toutefois, nous ignorons dans quelle mesure la Porte était au courant de cet épisode ancien et considérait que son correspondant devait se sentir rétrospectivement visé par l'option qu'elle avait retenue.

Au demeurant, il existait une incontestable convergence entre la conception d'un roi „national“ développée par les gouvernants ottomans en fonction de leurs intérêts stratégiques propres, et les tendances xénophobes de la plus grande partie de la noblesse hongroise, en particulier de la moyenne noblesse. Ils s'alignaient tout naturellement sur le principe posé à la diète de Rákos en 1505 quant aux modalités de la succession au trône¹⁴, et pouvaient à juste titre prétendre satisfaire ainsi „les sujets de Hongrie“.

En même temps — et c'était, bien entendu, le fait nouveau par rapport à la thèse de Rákos —, il était souligné que ce roi „national“ serait placé à la tête du pays non par la seule volonté d'une diète mais par la grâce du sultan et qu'il puiserait sa légitimité dans la reconnaissance de la Porte.

Revenons sur les raisons attribuées par nos textes au choix d'un régime de vassalisation. Une fois de plus, elles apparaissent étrangères à tout calcul politique: c'est la grandeur d'âme du sultan qui est mise en avant, sa compassion (*merhâmet, müriyyet*), sa pitié (*ruhm, şefkat*) envers les Hongrois, c'est-à-dire que le souverain ottoman se détermine en fonction de ces seules vertus morales dont précisément le roi Louis II avait manqué en maltraitant le *çavuş* Behrâm.

Dans ces conditions, si nos deux lettres établissent de la façon la plus claire que les Ottomans ont bien opté à un moment donné pour une vassalisation de la Hongrie, il faut reconnaître qu'elles ne répondent qu'imparfaitement à plusieurs questions que les historiens se posent à ce sujet, et d'abord sur le moment exact où ce choix fut fait: était-il déjà en vue lorsque Süleymân lança la campagne de 1526 en lui assignant la prise de Buda comme objectif, ou n'est-ce pas plutôt une annexion pure et simple que le sultan visa alors? Nos deux lettres ne permettent pas de trancher sur ce point. Elles suggèrent seulement que le but initial était de châtier le roi Louis et de lui administrer par là la preuve de la supériorité militaire ottomane. Pour le reste, rien ne dit que les Ottomans avaient fixé dès le départ le sort qu'ils réserveraient à la Hongrie. Il est probable au contraire qu'ils attendaient pour se prononcer les résultats de la campagne. Qui peut dire, par exemple, ce qui serait advenu si le roi avait survécu? Néanmoins, il reste peu vraisemblable que les Ottomans auraient songé à conclure un accord de vassalité avec un prince qui avait donné assez de preuves de sa dépendance par rapport aux Habsbourg pour ne pas leur rester suspect, même après avoir été contraint par leurs armes.

Une fois ce développement imprévisible que fut la mort du roi, accompli, nous avons vu que les Ottomans se cantonnent dans un premier temps dans une attitude d'attente à laquelle ils ne mettent fin qu'avec les progrès de Ferdinand. Toutefois cette expectative semble bien avoir été tempérée par une action diplomatique discrète en

¹³ Cf. W. Sobieski: *Histoire de la Pologne*, Paris, 1934, p.132; R.Ciocan, *Politica Habsburgilor faşă de Transilvania în timpul lui Carol-Quintul*, Bucarest, 1945, pp.14-16.

¹⁴ Cf. *Histoire de la Hongrie des origines à nos jours*, E. Pamlényi, éd., Budapest, 1974, pp.138, 146; Barta: *art.cit.*, p.21.

direction de Zápolyai, sur laquelle nous reviendrons. Elle indique qu'au moins à partir de l'élection de ce dernier en novembre 1526, la Porte a entrevu une solution s'appuyant sur l'ancien voïévode de Transylvanie. Pourtant nos lettres, muettes sur ces tentatives d'ailleurs sans succès, présentent assez nettement le choix de la vassalisation comme une décision postérieure, consécutive aux victoires de Ferdinand sur Zápolyai, et contemporaine de la soumission de ce dernier, elle-même précisément reliée à l'ambassade de Lasky à Istanbul. Nos documents insistent d'ailleurs sur le fait qu'il n'y a pas eu relation de cause à effet entre la soumission du voïévode et le choix de la vassalisation, mais seulement concomitance entre les deux événements (*ittifak ol esnada...*). En somme les lettres de 1534 créditeraient plutôt la thèse selon laquelle ce seraient les enseignements de la campagne de Mohács – difficile et coûteuse pour les Turcs – qui leur auraient fait préférer la vassalisation à l'annexion¹⁵, mais elles laissent cependant ouverte la question de savoir si Süleymân ambitionnait clairement une conquête effective de la Hongrie dans sa totalité en se mettant en marche au printemps 1526.

Il est vrai que le seul fait de poser une telle question ne manquera pas de paraître oiseux à tous ceux pour qui l'Empire ottoman étant par nature un Etat conquérant dont la raison d'être est de s'étendre toujours plus avant, Süleymân ne pouvait qu'espérer s'emparer de la Hongrie. Pourtant un examen plus attentif des réalités politiques et militaires ottomanes conduit à nuancer cette vision des choses, quelque appui qu'elle paraisse d'ailleurs trouver dans la phraséologie ottomane elle-même. C'est précisément, selon nous, le mérite de certains des historiens qui se sont interrogés sur le comportement de Süleymân entre 1526 et 1541 que d'avoir attiré l'attention sur quelques-unes des réalités dont le *pâdişâh* réputé tout-puissant était bien obligé de tenir compte.

L'argument de Nemeskürty selon lequel le sultan aurait préféré se replier après la prise de Buda parce que les armées du voïévode de Transylvanie, Zápolyai, et du ban de Croatie, Kristóf Frangepán, étaient restées intactes après Mohács¹⁶, reste sujet à caution, compte tenu de la différence des forces respectives.

D'autres explications du retrait turc ou de la préférence consécutive donnée à la vassalisation sur l'annexion sont en revanche plus convaincantes. J. Matuz a ainsi souligné le rôle qu'avait pu jouer le climat hongrois pour dissuader les troupes ottomanes, habituées à des températures plus méridionales, de prolonger leur séjour dans le pays durant l'hiver; le mauvais état des routes pendant cette saison faisant en outre obstacle à l'arrivée de renforts. Les conséquences du facteur climatique paraissent en effet d'autant plus vraisemblables que la campagne de Mohács avait été, même au cours du printemps et de l'été, considérablement entravée par un temps qui semble avoir été exceptionnellement

¹⁵ Cf. par exemple, J. Matuz: „Der Verzicht Süleymâns des Prächtigen auf die Annexion Ungarns“ in *Ungarn-Jahrbuch*, VI, Mayence, 1974–1975, p.39: „Es wäre allerdings irrig zu behaupten, daß der Sultan 1526 den Rückzug für den Fall eines Sieges über Ungarn von vornherein eingeplant habe...“. L'auteur s'oppose explicitement à l'opinion de J.W.Zinkeisen in *Geschichte des osmanischen Reiches in Europa*, II, p.655; mais sa thèse va également à l'encontre des explications „structurelles“ du repli que nous mentionnerons plus loin, comme il le souligne lui-même.

¹⁶ I. Nemeskürty: *Ez történt Mohács után. Tudósítás a Magyar történelem tizenöt esztendejéről, 1526–1541*, Budapest, 1966, p.10.

pluvieux et froid¹⁷. Au surplus, il apparaît que l'hivernage, où qu'il ait lieu, n'allait pas sans poser des problèmes aigus aux forces ottomanes, en particulier aux *sipâhî* qui n'étaient pas durablement éloignés de leurs sources de revenus sans de sérieux inconvénients¹⁸.

D'autre part, l'ottomanisant hongrois Gy. Káldy-Nagy et l'historien militaire G. Perjés ont proposé des explications plus générales au comportement du sultan, dépassant l'expérience particulière de la campagne de 1526, tendant à conclure que l'annexion totale de la Hongrie était exclue par nature des visées ottomanes (sauf cas de force majeure comme on le verra précisément en 1541). Le premier fait observer en termes de rationalité économique qu'une occupation de la Hongrie ne pouvait qu'être très coûteuse pour les finances ottomanes, alors qu'une vassalisation assortie du paiement d'un tribut constituait au contraire une source de revenus¹⁹. Même si la Hongrie ne fut pas, au moins dans un premier temps, assujettie au paiement d'un tribut, il reste incontestable que l'occupation du pays représentait une charge considérable et que les Ottomans en étaient conscients: le grand vizir Ibrâhîm reconnaissait devant Jérôme Lasky en 1527 que la seule occupation de Belgrade et de Szerém coûtait au fisc impérial 672 000 ducats par an²⁰. D'ailleurs le même Káldy-Nagy a montré qu'à partir du moment où la Porte se résolut à occuper durablement Buda et à constituer le *beylerbeylik* de Budun, le budget de cette province fut constamment déficitaire entre 1550 et 1580²¹.

Envisageant la question du point de vue de la rationalité militaire, Perjés a estimé pour sa part que les Ottomans se seraient délibérément abstenus d'occuper un pays situé pour la plus grande part en dehors du rayon d'action de leur armée et dont le contrôle leur aurait coûté par conséquent des efforts considérables, disproportionnés à l'enjeu. Ils auraient donc d'abord cherché à appliquer un régime de vassalité à la Hongrie par la voie diplomatique au moyen des ambassades de 1520 et 1524, puis par la force avec la campagne de 1526²².

Les adversaires de cette thèse très controversée en Hongrie ont mis en doute la capacité des Ottomans à prendre clairement conscience du rayon d'action de leurs troupes²³.

¹⁷ J. Matuz: *art.cit.*, pp.39-40. Le journal de la campagne de 1526 est rempli d'allusions à un mauvais temps exceptionnel sévissant à de nombreuses reprises: Hammer: *op.cit.*, V, pp.434-442; Schaendlinger: *op.cit.*, pp.57-96

¹⁸ Nous avons abordé les problèmes posés par l'hivernage des troupes ottomanes in G. Veinstein: „L'hivernage en campagne, talon d'Achille du système militaire ottoman classique. A propos des *sipâhî* de Roumélie en 1559-1560“, *Studia Islamica*, LVIII, 1983, pp.109-148.

¹⁹ Gy. Káldy-Nagy: *Szulejmán*, Budapest, 1974, en particulier, p.179.

²⁰ Propos d'Ibrâhîm à Lasky in Hammer: *op.cit.*, V, p.107; Hurmuzaki: *op.cit.*, II,1,p.53.

²¹ Cf. L. Fekete et Gy. Káldy-Nagy: *Budai török számadáskönyvek: 1550-1580*, Budapest, 1962; version allemande: *Rechnungsbücher türkischer Finanzstellen in Buda (Ofen), 1550-1580: Türkischer Text*, Budapest, 1962.

²² Cf. G. Perjés: „Ungarn und die Türken“ in *Österreich und die Türken*, Eisenstadt, 1972, pp.47-51: l'auteur conclut que la Save constituait la ligne au-delà de laquelle l'Etat ottoman ne pouvait maintenir avec succès ses positions. Perjés a donné un exposé complet et récent de ses thèses in *Mohács*, Budapest, 1979; un résumé commode en anglais in *idem*, „Game theory and the rationality of war: the battle of Mohács and the disintegration of medieval Hungary“, *East European Quarterly*, XV, 2, juin 1981, pp.153-162.

²³ Sur cette discussion, cf. Vardy: *op.cit.*, p.158.

Ce scepticisme serait à la rigueur tenable si l'on introduit dans le concept de rayon d'action mis en avant par Perjés des calculs mathématiques par trop sophistiqués. Si l'on a plus simplement à l'esprit l'éloignement de Buda, le fait que ces régions étaient à une grande distance du cœur de l'empire, du centre des décisions, des bases des troupes et des sources de ravitaillement, il est plus difficile de mettre en doute que les Ottomans en aient été conscients. Süleymân se montre au contraire au fait de ces questions dans un texte comme le *fethnâme* qu'il adressera à ses gouverneurs provinciaux au retour du siège de Vienne en 1529. Il y précise les raisons pour lesquelles il préfère à cette date confirmer Zápolyai sur le trône hongrois, plutôt que d'annexer le pays, d'une façon incomparablement plus concrète que dans la lettre à Sigismond que nous étudions:

„la ville de Budun, écrit-il, avait été prise mais il était impossible de l'occuper de façon directe et de la pourvoir de troupes d'occupation, du fait de l'éloignement immense dans lequel elle se trouve par rapport à l'empire musulman...“²⁴.

Par ailleurs, l'argument opposé à Perjés selon lequel, si Buda avait été en dehors du rayon d'action de l'armée ottomane en 1526, elle ne l'aurait pas moins été en 1541²⁵, n'est pas aussi décisif qu'il y paraît, car il méconnaît les efforts d'adaptation éprouvants et coûteux qu'ont alors nécessités les jonctions entre le centre de l'empire et ses nouvelles frontières, les solutions logistiques qu'il a fallu mettre au point à grand peine, comme le développement de la navigation danubienne, la constitution de dépôts de provisions stratégiques, puis, dans les campagnes de 1593–1606, le recours à l'hivernage systématique d'une partie des *sipâhi*²⁶.

En somme les différentes thèses que nous venons de rappeler brièvement, tendant à expliquer pourquoi Süleymân renonça à annexer la Hongrie, tant après la campagne de Mohács que d'ailleurs après celle de Vienne de 1529, ne nous paraissent pas dénuées de fondement. Néanmoins les deux lettres de 1534 ne permettent pas de les départager puisque, comme nous l'avons constaté, fidèles à leur principe de ne prêter au sultan que des motivations morales (comme de ne laisser entrevoir aucune limite pratique à sa puissance), elles taisent les mobiles proprement politiques à la base de ses actions et laissent donc l'historien sur sa faim. Au demeurant, il n'est pas sûr qu'il faille choisir entre les différentes explications proposées pour n'en retenir qu'une seule, car elles ne sont pas exclusives les unes des autres et ont fort bien pu additionner leurs effets.

Le fait subsiste que si les Ottomans n'ont pas occupé la Hongrie après Mohács, c'est parce qu'ils ne l'ont pas voulu. Cette constatation n'implique évidemment pas qu'ils aient été dépourvus de toutes visées expansionnistes sur le pays. La campagne de 1521

²⁴ Cité par Turetschek, *op.cit.*, p.129 d'après R. Gooß: *Die Siebenbürger Sachsen in der Planung deutscher Südostpolitik*, Vienne, 1940, p.189 (ne nous a pas été accessible).

²⁵ Cf. par exemple, Matuz: *art.cit.*, p.45.

²⁶ Cf. à ce sujet deux contributions au colloque sur les relations ottomano-habsbourgeoises (XVIe–XVIIIe s.), Vienne, 1983, à paraître dans les actes: M. Berindei: „La préparation d'une campagne ajournée (1544–1545)“; et C. Ballingal-Finkel: „The provisioning of the Ottoman army during the campaigns of 1593-1606“. Cf. aussi nos études sur les préparatifs des campagnes hongroises de 1544–1545 et 1552: G.Veinstejn: „Comment Soliman le Magnifique préparait ses campagnes: la question de l'approvisionnement (1544–1545, 1551–1552)“, Istituto internazionale di storia economica „Francesco Datini“, Prato, 17ème semaine d'études, mai, 1984, à paraître; *idem*, „Some views on provisioning in the Hungarian campaigns of Suleyman the Magnificent“ in *Osmanistische Studien zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte in memoriam Vancö Boškov*, H.G. Majer, éd., Wiesbaden, 1986, pp. 177–185.

avait bien été suivie, sinon tout à fait de la prise d' „un grand nombre de forteresses“, comme l'écrit Ibrâhîm avec l'emphase habituelle des proclamations ottomanes, en tout de la défense hongroise, sur le Danube et la Save. En outre la pression militaire sur Louis II et les tentatives d'avancer se poursuivirent dans les années suivantes, sous la conduite des gouverneurs locaux²⁷. La campagne de Mohács amena à son tour de nouvelles annexions puisque le retrait de Hongrie ne fut pas complet et que les Ottomans conservèrent les deux comitats du sud du Danube, Szerém et Valkó, avec les forteresses de Szlânkemen, Pétervaradja, Ujlak, Eszék et Valkóvár. Il y avait donc bien chez Süleymân le souci de repousser et de consolider la frontière septentrionale de la Roumélie, mais des rectifications relativement limitées de cet ordre pouvaient lui suffire, dès lors qu'une Hongrie autonome mais docile servirait d'Etat tampon avec les Habsbourg. La solution était d'autant plus acceptable du point de vue ottoman que, comme l'a souligné Matuz, elle laissait le sultan quitte de ses devoirs de souverain musulman et même de calife, par rapport à l'obligation que lui faisait la *şerîca* d'étendre le *dâr ül-Islâm*. En effet un Etat chrétien qui avait fait sa soumission au sultan et acquittait un tribut, sortait du *dâr ül-harb* pour être intégré au territoire de l'islam, et ses sujets étaient assimilés à des *zimmî* ou, comme nos lettres elles-mêmes l'indiquent, à des *re'âyâ*²⁸.

Néanmoins, on a pu faire valoir que l'option de la vassalisation n'était pas autre chose dans l'esprit du sultan qu'un expédient temporaire, une étape préparatoire à l'annexion directe de la Hongrie qui restait le but véritable, les observations du Professeur Inalcik sur les méthodes de „conquête graduelle“ des Ottomans ayant été mises à contribution à l'appui de cette thèse²⁹. Or il nous paraît qu'il y a là un usage aventureux de la notion de continuité: il est risqué de projeter sur l'empire de Süleymân déjà atteint de gigantisme des constatations empruntées aux XIV^e et XV^e siècles, soit à une époque où cet empire en était à se constituer. Il n'est pas moins arbitraire d'assimiler automatiquement le comportement de souverains comme Bâyezîd, „le foudroyant“ (*yıldırım*) et Mehmed „le conquérant“ dont Inalcik signale qu'ils furent critiqués en leur temps même pour leur bellicisme, et d'autre part celui de Süleymân „le législateur“, dont les contemporains souligneront au contraire les tendances relativement pacifiques qui ne feront que s'accroître avec l'âge. Le baile Navagero, par exemple, n'écrira-t-il pas de lui en 1552:

„e stato naturalmente piu tosto inclinato alla pace et alla quiete che alla guerra...“³⁰.

²⁷ Cf. Hammer: *op.cit.*, V, p.71.

²⁸ Cf. M. Khadduri: *War and Peace in the Law of Islam*, Baltimore, 1962; Matuz: *art.cit.*, pp.42-44. Süleymân insiste bien dans sa lettre sur le fait qu'après les conquêtes de 1526 et 1529, la Hongrie, même octroyée à Jean Zápolyai, faisait partie „des pays se trouvant dans (s)es pays-bien-gardés“ (*memalik-i mahrusemde olan memleketler*), c'est-à-dire qu'elle appartenait en droit à „l'empire musulman“.

²⁹ Cf. Inalcik: *art.cit.*, pp.105-107; Vardy: *op.cit.*, p.158.

³⁰ Cf. E.Alberi: *Relazioni degli ambasciatori Veneti al Senato*, série 3, I, p. 72, cité par Ursu, *op.cit.*, p.174. On lit de même dans un autre portrait de Süleymân publié en 1546: „Au demeurant réputé vertueux et homme de bien entre les siens, bien gardant sa loy, attrempé et modéré, ayant la paix et repos plus que nul de ces predecesseurs, ce que les Turcs luy imputent à pusillanimité et faulte de courage...“, F.A. Geuffroy: *Briefue description de la Court du grand Turc*, Paris, 1546 (sans pagination).

Les problèmes logistiques et financiers auxquels il a été fait allusion, comme d'ailleurs d'autres considérations telles que la multiplicité des théâtres d'opération où il devait être présent, les difficultés de fonctionnement de ses corps de troupes³¹, ne pouvaient qu'encourager chez le sultan ce que le baile présente comme une disposition naturelle.

Par ailleurs le passage de la vassalisation à l'incorporation ne fut jamais automatique chez les Ottomans, mais subordonné aux circonstances. Est-il besoin de rappeler que des Etats comme la Moldavie, la Valachie, le khanat de Crimée, Raguse, le Monténégro et la Transylvanie elle-même conservèrent durablement leur statut de vassaux, même, le cas échéant, après de graves épisodes de rébellion et de trahison? A vrai dire, l'annexion ne se faisait que si les conditions intérieures et extérieures la rendaient indispensable et réalisable.

Nous sommes enclins à penser que c'est précisément dans cet esprit empirique que la Porte envisageait la vassalisation de la Hongrie en 1527: elle essayait cette solution dont nous avons vu les avantages. L'avenir apprendrait dans quelle mesure elle était viable, capable d'apporter un butoir efficace à l'avance des Habsbourg. Or l'échec de l'expérience devient patent avec le traité de Várad conclu en 1538 entre Zápolyai et Ferdinand, puis avec la mort du roi en 1540, la minorité de son fils, l'anarchie du pays, la reprise de l'offensive habsbourgeoise: c'est la pression des faits qui pousse alors le sultan à s'emparer du centre du royaume et non un dessein prémédité de tout temps.

Après avoir posé *in abstracto* le principe de la vassalisation, tel que nous venons de le commenter, la lettre du grand vizir en arrive à l'exposé des raisons pour lesquelles parmi les candidats théoriquement possibles, le choix du sultan s'était porté sur Zápolyai, comme sur la personnalité répondant le mieux aux critères retenus *a priori*. Il est instructif d'examiner ces raisons et l'ordre dans lequel elles sont données:

Le premier mérite de Zápolyai aux yeux du sultan – et le principal – est de lui avoir fait „acte de soumission et de loyauté“ (*Carz-i Cubûdiyyet ve ihlâs*). Or nos lettres apportent une précision chronologique sur cet événement en le mettant en relation avec l'ambassade de Jérôme Lasky, gentilhomme polonais qui avait mis son expérience et son habileté diplomatique au service de Zápolyai et séjourna à Istanbul de décembre 1527 à février 1528³².

Comme l'écrit le grand vizir:

„Le susdit roi Yanoş faisait acte d'obéissance et de loyauté au Seuil fortuné du dominateur de son siècle... et un ambassadeur était envoyé...“.

³¹ La lecture des innombrables ordres de la Porte relatifs à la préparation et la conduite des campagnes militaires sous le règne de Süleymân, dans les manuscrits du musée de Topkapı E. 12 321 et KK 888, et les volumes III et V des *mühimme defteri* des archives de la Présidence du Conseil à Istanbul (*Başbakanlık arşivi*) est hautement révélatrice à cet égard bien que trop d'historiens non-ottomanisés en aient fait et en fassent encore totalement abstraction dans leurs conceptions; cf. une exploitation partielle de ces sources dans les travaux cités *supra* in n. 26 et in Gy. Káldy-Nagy: „The first centuries of the Ottoman military organization“, *Acta Orientalia*, XXXI, 2, Budapest, 1977, pp. 175–183, et G. Veinstein: „Les préparatifs de la campagne navale franco-turque de 1552 à travers les ordres du divan ottoman“, *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 39, 1, 1985, Aix-en-Provence, 1986, pp. 35–67.

³² Sur Jérôme Lasky (Łaski), palatin de Sieradz, cf. *Wielka Encyklopedia Powszechna PWN*, VI, Varsovie, 1965, p. 690; A. Jobert: *De Luther à Mohila; la Pologne dans la crise de la Chrétienté, 1517–1648*, Paris, 1974, pp. 97, 99.

Cette présentation confirme que l'accord entre Zápolyai et la Porte ne fut pas immédiatement consécutif à Mohács et à la prise de Buda, que les tentatives secrètes menées alors par les Ottomans, dont on conserve quelques échos³³, furent sans effet: le voïévode à qui s'offraient encore d'autres possibilités³⁴ n'était pas mûr. Au contraire, sa situation ne fit que se détériorer par la suite pour devenir désespérée à la fin de 1527. C'est seulement à cette date qu'il se tourna vers le sultan, et l'hypothèse selon laquelle la diplomatie française contribua à le décider garde toute sa vraisemblance³⁵. Il en résulte qu'entre Mohács et la soumission de Zápolyai en février 1528, confirmée par la visite de ce dernier au camp de Süleymân en août 1529 qui prit la forme d'une cérémonie d'investiture, la liberté d'action manifestée par le voïévode n'avait pas paru moins illégitime à la Porte que le comportement de Ferdinand³⁶.

Après sa soumission, la seconde considération plaidant en faveur de Zápolyai tenait à la personne même de ce dernier et à sa position dans le royaume:

„personne dans ce pays, observait le grand vizir, n'était plus apte à la royauté (*kiralliga yarar*) que le roi Yanoş, qui est de noble naissance (*astızâde*)“.

Süleymân constatait de même que Zápolyai était bien „un homme de ces pays“ et que „la royauté était sa vocation et sa destination“ (*kirallık yolu ve tariki olmağın...*).

Ces formules rendent assez bien compte dans leur concision de ce qu'était en effet la situation sans égale de Jean Zápolyai dans la Hongrie de cette époque³⁷. Elles montrent qu'on s'en faisait à la Porte une idée assez juste.

En outre, les Ottomans ajoutent en sa faveur un argument d'une autre nature en mettant en avant ses nobles origines et ce qu'ils appellent sa vocation à la royauté. Il faut sans doute voir dans ces expressions une allusion au fait que par sa mère, la princesse Hedvige de Teschen, seconde femme d'István Zápolyai, il descendait de la dynastie des Piast. Par la suite, du fait du mariage de sa sœur Borbála avec Sigismond, il était devenu le beau-frère de ce dernier et donc allié aux Jagellon.

En faveur de Zápolyai, le grand vizir ajoutait en dernière position un troisième argument:

„en outre, écrivait-il, les *bey* et le peuple du pays l'avaient également reconnu comme roi“.

Le sultan notait pour sa part qu'il avait été „désigné sur place conformément à leurs coutumes et traditions“.

Ces deux formules faisaient allusion à la diète de Székesfehérvár du 11 novembre 1526 qui élut Zápolyai roi de Hongrie. Pour les Ottomans, cette élection qui avait donc été antérieure à leur reconnaissance, ne pouvait pas présenter en elle-même de valeur décisive. Nous avons vu que la même formalité accomplie un mois plus tard, cette fois en faveur de Ferdinand, par une diète il est vrai moins nombreuse, ne leur paraissait pas devoir être prise en considération. Toutefois il leur a paru bon de rappeler *in fine* cet

³³ Cf. G. Szerémi: *Epistola de perditione regni Hungarorum*, Magyarország romlásáról, Budapest, 1961, p. 119; Matuz: *art. cit.*, pp.40-41 et n.26-27.

³⁴ Cf. Barta: *art. cit.*, p.25.

³⁵ Cf. J. Ursu: *La politique orientale de François Ier (1515-1547)*, Paris, 1908, p.43.

³⁶ Cf. Hammer: *op. cit.*, V, pp.104-105; Hurmuzaki, *op. cit.*, II, 1, pp.33, 41.

³⁷ Cf. Barta: *art. cit.*, pp.15-20.

élément au roi de Pologne, comme une preuve supplémentaire du bien-fondé de leur choix et du respect qu'ils ne manquaient pas de témoigner aux institutions du pays³⁸.

Les deux lettres de février-mars 1534, dont nous n'avons pu donner ici qu'un aperçu, sont à notre connaissance l'exposé le plus complet fourni par les gouvernants ottomans de l'époque de leur politique vis-à-vis de la Hongrie entre 1520 et 1533. Certains des thèmes traités apparaissent dans d'autres sources, mais de façon plus partielle. Néanmoins, il va de soi que cet exposé n'a rien d'une relation objective: c'est un plaidoyer reconstruisant les faits de manière à démontrer que, dans l'affaire hongroise, les Ottomans ont été constamment dans leur bon droit et leurs adversaires successifs, Louis II Jagellon et Ferdinand de Habsbourg, entièrement dans leur tort. C'est sur ces derniers que repose la responsabilité du déclenchement et de la poursuite des hostilités. Deux thèmes éclairent particulièrement la vision ottomane: la campagne de 1526 avait constitué une conquête totale et irréversible du royaume de Hongrie, et fondé par le droit du sabre, universellement reconnu, l'autorité du sultan sur les destinées du pays. Toutefois, l'objectif délibéré de Süleymân n'était pas d'exercer cette autorité en annexant le pays mais de la déléguer à un roi „national“ qui aurait fait acte de soumission. D'éventuels calculs politiques sont passés sous silence, tous les mobiles du souverain étant transposés sur le plan supérieur du droit et de la morale. Pitié, compassion, générosité, respect des règles internationales et des coutumes d'autrui: telles sont les vertus qui président à ses actes et dont ses adversaires présentent l'exact négatif. Ainsi les Ottomans apparaissent-ils à la fois comme des politiques pragmatiques, prêts à des compromis réalistes, et comme des dialecticiens éprouvés, habiles à persuader les autres et eux-mêmes de la justesse de leur cause.

³⁸ Même si les Ottomans ne méconnaissent pas, comme nous l'avons vu, les illustres origines de Zápolyai, ils n'étaient pas moins conscients du fait que sa seule élection légitimait son titre royal aux yeux des Hongrois, ce qu'Ibrâhîm avait nettement exprimé devant Lasky: „Rex tuus coronatus est, non ex regio sanguine existens, neque per successionem; sed electus et coronatus per partem...“; Humuzaki: *op.cit.*, II,1, p.46.

La politique ottomane de la France dans les années 1680

JEAN BÉRENGER

En 1686, le maréchal de la Feuillade, vieux courtisan et habile spéculateur (nous dirions aujourd'hui promoteur immobilier) achevait la construction de la place des Victoires, à Paris en édifiant à ses frais, une statue monumentale de Louis XIV. Des médaillons ornaient le socle de la statue; sur l'un d'eux une figure féminine représentait une victoire foulant du pied l'étendard de la Turquie¹. En contradiction avec cette image, la France passait pour l'alliée des Turcs. Même, la présence de volontaires français aux côtés des Impériaux en Hongrie donnait lieu à des critiques acerbes: on les soupçonnait de renseigner les Turcs. Le pacha de Bosnie aurait raconté que les volontaires avaient promis de livrer aux Turcs le fils de l'empereur ou le roi bleu (l'Electeur de Bavière) ou le duc de Lorraine. Le récit du pacha, colporté à Vienne et à Ratisbonne nourrissait la méfiance traditionnelle².

D'une manière générale, on renouvela en 1686 les graves accusations portées en 1683 contre la France au moment du siège de Vienne: les Turcs auraient été encadrés par des officiers français. Les accusations, sans fondement réel, nourrissaient la vieille thèse selon laquelle le roi de France était l'allié des Turcs et l'ennemi de la Chrétienté³.

Il nous semble pourtant que la politique française à l'égard de l'Empire ottoman était beaucoup plus complexe, beaucoup plus fluctuante. Elle a d'ailleurs évolué au cours de la période qui va de la paix de Nimègue au début de la guerre de la ligue d'Augsbourg et nous tâcherons de répondre à la question: existe-t-il une alliance franco-ottomane?

Nous étudierons d'abord les intérêts français, nous verrons ensuite qui conduit la politique à Paris et à Istanbul, nous essaierons enfin de comprendre les hésitations et le jeu subtil que menait Louis XIV face à des interlocuteurs difficiles.

Pour essayer d'apporter quelque éclairage nouveau à ce problème classique nous avons consulté à Venise les dépêches du baile à Constantinople, et utilisé une thèse de Charles Boutant sur „l'Europe au grand tournant des années 1680“.

¹ Charles Boutant: *L'Europe au grand tournant des années 1680*, These Lettres, Paris S.E.D.E.S. CDU, 1985, page 241

² Omo Klopp: *Der Fall des Hauses Stuart... in Zusammenhang der europäischen Angelegenheiten von 1660 bis 1714*, 14 vol. t.III, p. 251-252

³ Philippe Roy: *La politique française en Europe orientale au moment du siège de Vienne*, thèse de 3ème cycle, Rennes 1975, ex. dactyl.

Jean Bérenger, Université des Sciences Humaines, Faculté des Sciences Historiques 67 084 Strasbourg Palais de l'Université, France

I. Les intérêts français vis-à-vis de la Porte sont contradictoires

La France a d'abord des intérêts économiques, considérables. Des mémoires de l'ambassadeur Guilleragues, récemment publiées par Robert Mantran⁴ montrent que le commerce du Levant est essentiel pour le port de Marseille et l'économie provençale dans les années 1680. En 1682, les Français exportent en Turquie la cassonade, qui provient des Antilles et sert à fabriquer le sucre en Turquie. Ils y exportent aussi des draps de qualité courante, fabriqués en Languedoc et en Provence. Ceux-ci sont préférés par les consommateurs turcs aux draps de Hollande. En outre, les Français exportent désormais des dentelles et des glaces et concurrencent les Vénitiens. Guilleragues regrette seulement que les Français manquent d'organisation et de sens commercial. En améliorant leurs techniques de gestion, ils pourraient éliminer presque complètement la concurrence anglaise et la concurrence hollandaise. Les Français importent des cuirs, des fourrures; Guilleragues suggérait d'importer aussi du poil de chèvre d'Angora, ce qui permettrait d'inonder l'Italie et l'Espagne d'étoffes en poil de chèvre (Monkayar). L'ambassadeur ne donne aucune précision chiffrée mais nous savons par Jacques Savary⁵ que les marchands des Echelles (Le Caire, Alexandrie, Alep, Smyrne, Constantinople) se livrent à un commerce de banque, en liaison avec les fermiers des douanes ottomanes. Négoce, banque, change (y compris le trafic des monnaies de mauvais aloi par Smyrne), activités dont il est difficile d'apprécier le volume et le profit net, mais se chiffre en millions de livres tournois. Ajoutons à cela que Marseille et les ports provençaux offrirent quantité de petits vaisseaux (les barques) à destination de Levant, toutes ces activités posent cependant un double problème à la diplomatie française. Elle doit en effet obtenir le maintien ou le renouvellement des capitulations de 1536, privilège accordé aux français par Soliman, en vertu de pratiques traditionnelles en Orient. Au cours de la période 1660–1680, nos représentants ont dû lutter pour obtenir le renouvellement des capitulations, car les concurrents hollandais, puis anglais avaient obtenu de semblables avantages. Et dans la pratique quotidienne, l'ambassadeur doit se battre pour empêcher les avanies et annihiler la rapacité des fonctionnaires ottomans, souvent enclins à augmenter leurs profits. Guilleragues obtint en 6 ans (1679–1685) 83 commandements relatifs aux capitulations et au commerce.⁶

Cette activité de Guilleragues s'est accompagnée d'une reprise très nette du commerce français au Levant, qui n'était pas due à sa seule action, mais aussi à celle des marchands français de Constantinople (5 à 6 très gros négociants) et à la Chambre de commerce de Marseille, qui nommait les consuls dans les Echelles.

Pourtant le commerce français est alors confronté à un très grave problème, celui

⁴ Robert Mantran: „Monsieur de Guilleragues, ambassadeur de France à Constantinople et le commerce français au Levant. Documents et notes 1679–1685“ dans *L'Empire ottoman, la République de Turquie et la France*, Varia Turcica III, Istanbul Paris 1986, pp. 59–72

⁵ Jacques Savary: *Le parfait négociant*, Paris 1679, p. 453, P. Masson: *Le commerce français dans le Levant pendant le XVII^e siècle*, Paris, 1897

⁶ R. Mantran: M. de Guilleragues, op. cit., pp. 70 et 71 et Pierre DuParc: *Instructions aux ambassadeurs de France*, t. XXIX, Turquie, p. 114

de la piraterie⁷. Pour contrecarrer l'action des corsaires, en particulier ceux d'Alger, de Tunis et de Tripoli, il apparut que la protection la plus efficace des vaisseaux marchands était la navigation en convoi avec accompagnement de bâtiments de guerre. C'était la solution adoptée par les Hollandais et les Anglais, qui avaient confié leur commerce avec le Levant à des grandes compagnies par action. Ce système offrait toutefois de sérieux inconvénients: il renchérisait le coût de l'opération (armement de vaisseaux de guerre, immobilisation plus longue des capitaux) et contribuait à l'effondrement des prix en augmentant brutalement l'offre sur le marché turc. C'est pourquoi les Français préféraient la navigation isolée, qui les rendaient plus vulnérables que leurs concurrents. Ce système aboutit dans les années 1680 à de graves conflits entre la France et les régences d'Alger et de Tripoli, qui se trouvaient sous la souveraineté nominale du Sultan, mêmes si les réïs (capitaines de vaisseaux corsaires) constituaient de véritables républiques qui n'obéissaient que fort peu aux pachas turcs et encore moins au gouvernement de Constantinople. Colbert a tout au long de son ministère mené une politique d'intervention en Afrique du Nord afin d'assurer la sécurité des commerces et de la navigation en Méditerranée⁸. Il s'agit d'une action de longue durée dont Seignelay mesure les résultats dans sa réponse à Guilleragues le 14 août 1684.

„L'on a été obligé de faire partir les vaisseaux marchands depuis le commencement de l'année 1682 sous des convois par l'impossibilité où l'on était d'assurer leur navigation à cause des corsaires d'Alger et de Tripoly; mais à présent que la paix a été faite glorieusement avec la première (en 1683) et que l'on sera bientôt en état de conclure celle de Tripoly, le commerce se mettra dans l'état auquel il était autrefois”⁹.

Ces résultats ont été l'œuvre de l'amiral Duquesne. Nous évoquerons pour mémoire le bombardement d'Alger de 1683, où l'on employa pour la première fois les galiotes à bombe et nous nous arrêterons quelques instants à la curieuse affaire de Chio. Décrite autrefois par Charles de la Roncière dans son *Histoire de la Marine française*¹⁰, représentée par un tableau du Musée de la Marine à Paris, celle-ci a été longuement évoquée dans la correspondance du baile vénitien à Constantinople, Jean Baptiste Donado. Il a fait la synthèse dans une relation du 3 janvier 1682¹¹.

Une escadre de six vaisseaux de ligne français et de deux brûlots, commandés par Abraham Duquesne croisait dans la mer Egée à la recherche des corsaires de Tripoli. Elle les a pris en chasse et les a contraints à se réfugier dans le port de Chio, qui appartenait au Sultan et relevait de l'autorité du capitain pacha. L'aga gouverneur de Chio a refusé de tirer sur les navires du Roi Très-Chrétien, malgré les requêtes des Tripolins; Duquesne a ordonné le bombardement du port, qui a duré une heure et provoqué la consternation et la terreur parmi la population civile, en majorité grecque. Celle-ci se réfugia dans des grottes, tandis que les Tripolins, fous de rage, étaient abandonnés par les autorités tur-

⁷ Robert Mantran: Commerce, course et convois en Méditerranée orientale dans la deuxième moitié du XVIIe siècle, *Actes du colloque international d'Histoire, Economies méditerranéennes XIII–XIXe siècles*, Athènes 1985, pp. 499–502

⁸ Jean Meyer: *Colbert*, Paris, Hachette, 1981

⁹ A.N. Marine B7, p. 36 cité par R. Mantran: M. de Guilleragues, *Varia Turcica III*, p. 69

¹⁰ Charles de La Roncière: *Histoire de la marine française*, Paris 1912, t.V, pp. 210–234.

¹¹ Venise, Archivio di Stato, Senato, Segreta Dispacci di Constantinopoli, filza 162, p. 260–271

ques. Des maisons et des mosquées furent incendiées et l'incident fut jugé très grave par le Grand Vizir Kara Mustafa, qui envoya une escadre à Chio sous le commandement du Capitan pacha. Celui-ci arriva à Chio le 8 septembre 1681 accompagné de toute la flotte ottomane basée à Istanbul; contrairement à ce qui l'on pourrait croire, le capitan pacha ne manifesta pas la moindre hostilité à l'égard des Français et reçut l'envoyé de Duquesne avec les plus grandes marques d'estime. Le 10 septembre, il fit savoir à Duquesne qu'il désirait négocier et accueillit „sur le vaisseau amiral une délégation française avec des marques d'honneur et d'estime“.

L'escadre de Louis XIV demeura à Chio jusqu'en décembre, jusqu'à ce qu'on ait trouvé un compromis.

Le 26 novembre 1681, le capitan pacha obligeait les Tripolins à signer la paix et à restituer les esclaves français en leur possession, ainsi que ceux qui pourraient se trouver à Tripoli. Les neuf vaisseaux tripolins qui avaient échappé à la destruction purent quitter Chio, tandis que Duquesne continuait à croiser dans les Dardanelles. A l'avenir, aucun navire français ne pourra être pris par les Tripolins sans faire de graves représailles.

Dans cette affaire, Duquesne avait appliqué à la lettre les instructions de Colbert: poursuivre n'importe où les corsaires de Tripoli afin de les détruire. Il n'a pas hésité à pénétrer dans un port allié au risque de provoquer une grave crise diplomatique, au moment même où la France a besoin de l'alliance ottomane et seule la puissance et la marine française lui a permis une telle audace. Mais l'affaire de Chio révèle une contradiction entre les intérêts économiques de la France, la protection de son commerce maritime et ses intérêts stratégiques.

On peut en effet se demander dans quelle mesure la France a besoin de l'alliance ottomane pour la réalisation de ses objectifs stratégiques sur le continent. L'Empire ottoman s'inscrit en effet depuis 1530 dans le système d'alliance de revers destiné à contrer la Maison d'Autriche. Au XVII^e siècle nous savons que ce système est parfaitement au point et inclut des combinaisons diplomatiques avec la Suède, la République de Pologne, les Malcontents de Hongrie, la principauté de Transylvanie et la Sublime Porte. Nous avons montré à plusieurs reprises¹² combien ce système était malaisé à mettre en œuvre pour toutes sortes de raison: l'éloignement, les difficultés de communication, les conditions économiques, les différences de mentalités et les intérêts divergents de nos partenaires éventuels; retenons par exemple l'hostilité polono-suédoise, le conflit polono-turc, l'alliance potentielle austro-polonaise; c'est pourquoi tous ces projets se heurtaient aux plus grandes difficultés et l'alliance de revers contre le Saint-Empire n'était considérée par la France que comme une aide secondaire, alors que le succès de telles alliances était vital pour nos partenaires d'Europe orientale. L'aide française consistait essentiellement en versement de fonds, que ce soit au gouvernement suédois ou aux Malcontents hongrois. Louis XIV a clairement expliqué dans ses *Mémoires* qu'il ne s'agissait que de diversions¹³. La collaboration militaire franco-turque n'avait été effective qu'au XVI^e siècle, même si l'empire ottoman était par ses ressources, son étendue, sa puissante armée,

¹² J. Bérenger: Louis XIV, l'empereur de l'Europe de l'Est, *Revue XVII^e siècle*, Paris 1978 et *Alliances de revers et Coopération militaire au XVII^e siècle: la politique française en Europe orientale, Actes du colloque d'histoire militaire de Montpellier de 1981*, t. 1, pp. 137-156

¹³ Louis XIV, *Mémoires pour l'instruction du Dauphin*, Mémoires pour l'année 1668, Paris, 1974

le seul partenaire véritable de la France dans la lutte séculaire contre la Maison d'Autriche¹⁴. Dans son instruction à Guilleragues (1679), Louis XIV ne cachait d'ailleurs pas l'intérêt qu'il attachait à un rapprochement avec la Sublime Porte¹⁵ et ce texte contemporain de la politique des Réunions est généralement considéré comme le point de départ d'une collaboration plus active entre Versailles et Constantinople, voire d'une véritable alliance qui aurait abouti au siège de Vienne par le Grand Vizir Kara Mustafa.

C'est que la France est engagée depuis 1679 dans un conflit de longue durée avec l'Empire, l'Empereur et la Maison d'Autriche à propos des Réunions. On sait que, à partir d'une interprétation abusive des traités de Münster et de Nimègue, Louis XIV entreprit de soumettre à son autorité les dépendances des terres qui lui avaient été reconnues. L'utilisation discutable des chartes offrait la possibilité de soustraire à l'Empire de nombreux territoires, dont les seigneurs, s'ils reconnaissaient la suzeraineté française conservaient d'ailleurs la jouissance. Les Chambres de Réunions de Metz et de Brisach procédèrent en fait à l'annexion d'une bonne partie de la rive gauche du Rhin et la République de Strasbourg fut obligée, le 30 septembre 1681, de reconnaître le protectorat de la France. Ces annexions en pleine paix soulevèrent à la fois la peur et l'indignation des Electeurs rhénans. Trop faibles pour résister, soucieux de préserver la paix à tout prix, ils se soumirent plutôt que de reprendre les armes.

L'Empereur Léopold, qui avait démobilisé son armée en 1679 et qui était aux prises avec la rébellion hongroise, demeura ferme sur les principes. Au congrès de Francfort, il refusa de reconnaître les Réunions, mais il imposa silence au parti de la guerre qui avait envoyé une petite armée en Rhénanie au printemps 1682.

On comprend le conflit d'intérêt majeur entre Louis XIV et l'Empereur. Le Roi Très-Christien souhaitait que ce dernier reconnût les Réunions: celui-ci s'y refuse avec l'appui des princes allemands et de la Diète d'Empire. Louis XIV va utiliser l'alliance de revers pour empêcher la guerre sur le Rhin et obtenir une reconnaissance juridique. La rébellion de Thököly, appuyée par la Porte, arrange bien les affaires de la France. Seulement l'appui officiel se limite à encourager Thököly, car Louis XIV n'ose pas engager ouvertement les Turcs contre l'Autriche.

Ce qui nous amène au troisième point de notre analyse, les contradictions entre les intérêts stratégiques de la France et les aspects idéologiques de l'alliance franco-turque. Depuis François Ier, l'alliance du Roi Très-Christien avec le Grand Turc est condamnée non seulement par la propagande autrichienne, mais le Saint Siège et, en France même, par le parti dévot.

Louis XIV ne veut pas apparaître comme l'ennemi de la Chrétienté. Depuis le début de son gouvernement personnel, il a donné des gages aux partisans de la Croisade. En 1664, il a envoyé un corps d'armée combattre aux côtés des Impériaux et les troupes de Coligny ont contribué à la victoire de Saint Gotthard. En 1669, il a envoyé une flotte et un corps expéditionnaire au secours de Candie, forteresse vénitienne assiégée par les Turcs; son oncle par la main gauche, le duc de Beaufort s'y est fait tuer bravement. Il est vrai que dans les deux cas les troupes françaises agissaient hypocritement comme auxi-

¹⁴ J. Béranger: La coopération militaire franco-ottomane à l'époque de la Renaissance, *Revue Internationale d'histoire militaire*, n.69, pp. 24-37.

¹⁵ Robert Mantran: *Istanbul dans la seconde moitié du XVIIe s.*, Paris 1962

liaires de l'Empire en Hongrie ou auxiliaires du Pape en Crète. Les Turcs ne s'y trompèrent pas et les relations franco-turques connurent une crise sérieuse.

Par conséquent la politique française vis à vis de l'Empire ottoman est ambiguë, pleine de contradictions et nous avons vu la flotte de Duquesne bombarder une cité turque au moment même où un rapprochement entre Paris et Constantinople peut faciliter la politique française sur le Rhin. Nous pouvons affirmer que jamais le gouvernement français ne sortira de cette ambiguïté tout au long de la décennie 1680.

II. Les acteurs de la politique

Du côté français, il faut réaffirmer le rôle primordial assuré par le roi dans la conduite de la politique extérieure, mais il faut aussi tenir compte des exécutants et de l'évolution des sentiments du roi lui-même.

Le roi n'a pas construit une politique orientale autour d'un grand dessein. De 1660 à 1670, il a poursuivi la politique de Mazarin, favorable à la Croisade et hostile à l'Islam. Celui-ci était en outre persuadé que l'Empire ottoman était déjà l'homme malade car il n'avait pas compris que l'arrivée au pouvoir des vizirs albanais avait, à partir de 1656, redonné une vigueur nouvelle à l'Empire en permettant une meilleure utilisation de ses forces traditionnelles¹⁵. Mazarin réagissait en italien, sensible au péril turc, géographiquement proche. Il agissait aussi en prince de l'Eglise, il a laissé un legs de 300.000 écus pour la Croisade. Les mobiles de Louis XIV ont été différents, mais à partir de 1685 et de la Révocation de l'Edit de Nantes, il veut s'imposer comme le chef moral de la Chrétienté, de l'Europe catholique. Le roi prit des mesures pour ne plus donner à l'Europe de motif de faire croire qu'à Constantinople il sacrifiait les intérêts de la Chrétienté à ceux du Grand Seigneur. Il rédigea dans ce sens les instructions à Girardin, nouvel ambassadeur à Constantinople: celui-ci devait y observer la plus grande réserve, sans pour autant compromettre l'amitié traditionnelle¹⁶.

Ainsi s'expliquent les termes des lettres de félicitations adressées à l'Empereur Léopold pour la victoire du Kahlenberg comme pour la prise de Buda. Le roi se réjouissait du succès chrétien et déplorait la mort de tant de soldats et d'officiers chrétiens, de même qu'à partir d'août 1683, il avait été sérieusement inquiet de la tournure que prenaient les opérations du siège de Vienne¹⁷.

Beaucoup moins nuancée était l'attitude de Colbert de Croissy, son ministre des affaires étrangères¹⁸. C'était le frère cadet du grand Colbert, qui avait succédé en 1679 à Arnauld de Pomponne. Intelligent, travailleur, Croissy était un administrateur de grand talent, mais il avait été choisi pour mettre en œuvre la politique des Réunions et se révèle un personnage brutal, sans nuance, incapable de dissimuler son hostilité à la Maison d'Autriche.

Les rapports de l'ambassadeur impérial Lobkowitz montrent que Croissy se réjouit des échecs des Impériaux en Hongrie et il espère un succès des Turcs. La défaite de

¹⁶ P. DuParc: *Instructions aux ambassadeurs*, Turquie, op. cit., p. 90

¹⁷ Instructions du roi à Sébeville, ministre de France auprès de l'Empereur, A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f^o 394

¹⁸ C. Boutant, *L'Europe au grand tournant*, op. cit.

Mohács semble en revanche l'avoir consterné. Croissy ne tenait aucun compte des sentiments des populations d'Europe centrale et ses réactions semblent avoir alimenté la propagande antifrançaise dans l'Empire.

Les ambassadeurs à Constantinople (Guilleragues de 1679 à 1685, puis Girardin) semblent avoir été à la hauteur de leur tâche. Guilleragues, un magistrat d'origine bordelaise est mort en poste à Constantinople. Il alliait l'intelligence au caractère et manifesta un sang-froid exceptionnel au moment de l'affaire de Chio.

Menacé de prison, voire d'un sort encore plus cruel, il sut rester ferme, tout en utilisant à bon escient le compromis et ne céda pas au chantage, fort de la présence dans les Dardanelles de l'escadre de Duquesne¹⁹. Il acheva la crise par un succès diplomatique français, en acceptant d'indemniser les victimes de l'incident et obtint même le rétablissement des privilèges du sofa de la part de Kara Mustafa. Il savait diriger et utiliser un excellent service de renseignement et il n'est pas douteux qu'il a manipulé le grand Vizir. Nous avons vu qu'il obtint aussi des avantages commerciaux pour ses compatriotes.

Girardin vécut la grande crise politique de 1687 sans se laisser impressionner par les vicissitudes de la politique ottomane.

Enfin tous deux étaient convaincus de la solidité de l'Etat ottoman, en dépit de ses faiblesses apparentes. Ils ont compris que la Sublime Porte ne voulait pas traiter avec l'Empereur et qu'elle était résolue à mener une guerre longue pour récupérer tout ou partie de la Hongrie, même après la prise de Buda. Leurs dépêches confortent Louis XIV dans sa politique de laissez-faire, tout en évitant les faux pas diplomatiques.

Les historiens français, déconcertés par les faux fuyants de la politique royale ont pu se demander s'il n'y avait pas plusieurs politiques turques: une officielle, dirigée par Croissy, une politique des services secrets qui poussait les Turcs à la guerre contre l'Empereur, une politique parallèle du ministère de la Marine, franchement agressive contre l'Islam pour défendre les intérêts économiques et lutter contre la piraterie barbaresque. Nous ne le pensons pas, car les rapports franco-turcs étaient aussi fonction du monde étrange que représentait alors la Sublime Porte.

Mehmet IV, qui règne de 1656 à 1687, consacre le plus clair de son temps à la chasse et aux plaisirs du harem. Il laisse le pouvoir à son grand Vizir Kara Mustafa par faiblesse plus que par sympathie car il condamne sa politique ouvertement. Il est soumis à l'influence des chefs religieux, le grand mufti, le cheikh ul Islam et ces derniers condamnent ouvertement la politique belliqueuse en 1681 parce qu'elle est mauvaise et préjudiciable au bien-être des sujets ottomans. En 1682, Mehmet IV est prêt à s'entendre avec l'ambassadeur impérial mais Kara Mustafa veut la guerre à tout prix, à la fois pour s'enrichir et pour asseoir son pouvoir. Une grande guerre en Hongrie lui donnera le commandement de l'armée, lui procurera du butin et la gloire. C'est un personnage cupide et brutal, xénophobe, qui ne cache pas son mépris pour les Chrétiens, y compris les Français. Il est intraitable et ne conçoit que les rapports de force. S'il a plié dans l'affaire de Chio, c'est que Duquesne a les moyens d'assurer le blocus de Constantinople. En 1683, il a désobéi au Sultan et attaqué Vienne, malgré les ordres de Mehmet IV et l'avis de ses généraux qui voulaient simplement assiéger Győr pour assurer l'autorité de Thököly, roi de Hongrie

¹⁹ Dépêches de J.B. Donado au Sénat de Venise, Archivio di Stato Senato, Dispacci di Costantinopoli filza 162 et 163

vassal du Sultan. Mais Kara Mustafa était trop orgueilleux pour envisager une alliance avec un prince chrétien, car il méprisait les Infidèles.

Depuis sa chute, le gouvernement turc n'est pas un interlocuteur plus aisé pour les Français, car les défaites de 1685 et 1686 ravivent les vieux démons de la politique ottomane: l'émeute urbaine, les soulèvements des soldats, les révolutions de palais. L'année 1687 voit l'anarchie triompher, nouveau dans le sérail, après trente ans de gouvernement ferme (tout au moins en apparence).

Après Mohács, le parti des ulémas réussit à imposer à Mehmet IV de prendre au sérieux son rôle de sultan, de renoncer à la chasse et de renvoyer ses 5000 femmes qui lui coûtaient autant qu'un corps d'armée.

La chute de Buda avait en effet été cruellement ressentie par le peuple d'Istanbul. Peine perdue: Mehmet IV fut déposé, remplacé par son fils Soliman que l'on tira de la cage. En juillet 1687, le nouveau Grand Vizir Mustafa de Rodosto rétablissait l'ordre mais il ne s'agissait que d'un changement de personnel gouvernemental, et le Grand Vizir continuait à concentrer entre ses mains tous les pouvoirs. Pourtant la guerre pouvait continuer pendant plusieurs années, les ressources de l'empire n'étant pas épuisées, même si les populations chrétiennes durement touchées par une taxe sur les boissons manifestaient leur mécontentement.

III. L'action diplomatique de la France

On peut essayer de dégager quelques lignes directrices au fur et à mesure de l'évolution des événements.

D'abord Louis XIV pousse Thököly à une politique plus active après la paix de Nimègue et il continue de lui payer des subsides, afin de paralyser l'Empereur pendant qu'il procède aux Réunions.

En 1682, il se dégage officiellement dans la mesure où la Transylvanie et les Malcontents sont les alliés des Turcs. Il a certainement poussé en secret, Kara Mustafa à intervenir en Hongrie en 1683 car il s'imagine que celui-ci va assiéger Győr. En revanche, Louis XIV refuse toute intervention militaire malgré les démarches du Pape Innocent XI, car il déclare en outre que l'ère des Croisades est terminée. Il interdit aux gentils-hommes français d'aller servir comme volontaires dans l'armée impériale. Il est satisfait de la victoire chrétienne du Kahlenberg, mais, bien entendu, il refuse toute participation à la Sainte Ligue. Il en profite pour imposer à Ratisbonne, le rêve de vingt ans, qui est un compromis, non une victoire totale.

La guerre de reconquête de la Hongrie le satisfait pleinement et il espère qu'elle durera longtemps. Au début il pense qu'elle épuisera les ressources de l'Empire et de l'Empereur et contribuera à un apaisement durable en Rhénanie. Dans l'instruction particulière à Girardin, Louis XIV indique que „rien ne convenait mieux au bien général de la chrétienté et au maintien de la trêve (de Ratisbonne) que la continuation de la guerre qui se fait par l'Empereur, le Roy de Pologne et les Vénitiens ligués contre les Turcs”²⁰.

²⁰ A.E. Paris, Archives de l'ambassade de France à Constantinople, t.5, f^o 390-391

La même année en revanche, il refusa une collaboration militaire sollicitée par la Porte, au nom de l'alliance traditionnelle, le 9 mars 1686, à la veille de l'offensive impériale contre Buda. Le drogman Fontaine, chargé d'affaires, avait été imprudent dans un entretien avec le Grand Vizir. Ce dernier évoque le secours qu'un sultan avait donné autrefois à l'Empereur de France et la Porte pourrait „avec raison demander la même chose à son tour“ Girardin se déroba et Louis XIV le félicita de sa prudence „jamais ceux qui vous ont précédé n'ont eu ordre de moi d'engager la guerre entre l'empire ottoman et la Maison d'Autriche dans le temps que j'ai eu des différends avec elle“²¹.

Louis XIV écartait en même temps toute idée de prêter ses bons offices, car il ne pouvait offrir sa médiation, qui serait suspecte à l'Empereur et essayer un refus. Il décidait également d'éviter présentement des mesures avec le comte Thököly.

Il est donc clair que Louis XIV s'en tint à la stricte neutralité, au respect des traités. Tout ce qu'il peut faire est d'interdire aux Français d'aller servir comme volontaire, ordre qui ne sera pas respecté, il y avait plusieurs centaines de gentilshommes français au siège de Buda du côté des Impériaux. Mais le grand seigneur ne pouvait avec justice exiger rien de plus.

En revanche Louis XIV s'oppose à toute paix séparée entre la Pologne et la Porte et il réprimande Béthune et Girardin qui ont prêté la main à cette combinaison, car elle pourrait conduire les autres membres précipitamment à la paix²².

Il s'oppose également à toute combinaison qui pourrait déstabiliser l'Empire ottoman: empêcher les Moscovites d'entrer en guerre contre la Turquie et ne pas favoriser l'entrée en campagne du prince de Georgie qui se propose d'aller attaquer Erzurum et Trébizonde.

Finalement la stratégie de Louis XIV se dessine clairement: il veut respecter une stricte neutralité pour empêcher toute paix prématurée entre l'Empereur et la Porte. Après la conquête de la Transylvanie, il espère que les Impériaux envahiront la Valachie et que l'Empereur s'engagera à fond dans les Balkans. Il espère ainsi encourager la vocation de l'Autriche dans le Sud Est européen, pour la détourner de l'Allemagne et ainsi s'accommoder plus aisément avec les princes allemands.

En conclusion, nous voyons que la politique de Louis XIV a été dominée par la défense des intérêts français, la consolidation des Réunions (c'est-à-dire la défense de la frontière de l'Est) et la protection des intérêts maritimes et commerciaux en Méditerranée. En fonction de ces deux grands objectifs, il a mené une politique pragmatique toute de prudence. Il a une fois de plus tenté d'utiliser les avantages de l'alliance de revers sans s'engager à fond en Europe orientale. Cette politique était basée sur le souci de sa réputation de prince chrétien, mais aussi sur la conviction de la solidité de l'armée turque, encore assez bonne pour donner de la besogne à l'Empereur. On était loin de l'alliance militaire entre Soliman et François I^{er}, on était loin aussi de la participation française à la lutte contre l'Islam. Ces deux images évoquées au début de cet exposé sont également éloignées de la réalité et de la *Realpolitik* du Roi Très-Chrétien.

²¹ Girardin au roi, 17 mars 1686, A.E. Paris, Archives de l'ambassade de France à Constantinople, t.5, p. 318-319

²² Ch. Boutant, *L'Europe au grand tournant*, op. cit., p. 434-435

Stockholm-Constantinople Axis – Truth or Not?

**A contribution to the politico-military connections between the
Kingdom Sweden-Finland and the European South-Eastern theatre
in the seventeenth Century**

MATTI LAPPALAINEN

When comparing different politico-strategic areas such as the Baltic Sea and its surroundings with South-eastern Europe, which in many aspects were so far apart in the 17th century, the first impression could be one of futility and emptiness.

This impression is, however, misleading. Interesting similarities and interdependencies can be found between these two areas, their states and nations as well as the politico-military events.

The Black Sea and the Baltic areas – some parallels

When thinking about these areas as geographical theatres of war, parallels can be drawn between the Black Sea and the Baltic Sea. As a gate between the Black Sea and the Mediterranean the straits of the Bosphorus are in a rather similar position as the Danish straits between the Baltic and the North Sea. Thus in both directions maritime strategy and tactics as well as navies and sea transport have had many connections with ground warfare.¹ This was also the case during the period under scrutiny.

Both geographical areas had numerous nationalities spread across state borders. Conflicting national, state, economic and religious interests could be identified. In northern Europe great-power aspirations were in the case of the Swedish-Finnish Kingdom comparable to those of Greater Hungary or Austria in South-eastern Europe.²

¹ In the Baltic area these connections originate from the times of the Vikings and the Crusades. These could as well be seen in the wars waged by the kings of Sweden-Finland, Gustavus II Adolphus and Charles X Gustavus, in the Baltic area in the 17th century and those Charles XII was embroiled in in the beginning of the 18th century. The wars in the Baltic area with the marine endeavours of Novgorod-Russia have obvious similarities with those of the Turks. See e.g. the international series: Carl XII Gustavs-studies (Studies of King Charles XII Gustavus) edited by the Department of Military History at the Swedish General Staff and War College.

² In the 17th century the supremacy of Sweden-Finland was based on the peace treaties of Stolbova (1617), Westfalen (1648) and Roskilde (1658). This position was lost in the Great Northern War (peace treaty in 1721). (See François Marie Voltaire: *Histoire de Charles XII*, Paris, 1731).

Matti Lappalainen, Finnish Commission of Military History Maurinkata 1 00170 Helsinki

Just as the Catholics and the Protestants supported by the Turks fought against each other in South-eastern Europe, in Finland Lutheranism tried to embrace even by forceful means and by identifying itself with the interests of the state the orthodox population of the border areas. The result was that the latter looked for help from Russia during the war of 1656–1658.³ During this period there was a strong tendency in both areas to strengthen the powers of the ruler at the expense of the nobility.⁴

There is all reason to mention in this connection the cooperation between György Rákóczi I, the Prince of Transylvania, and the Swedish troops in their fight against the Habsburgs. Although this co-operation was stopped due to Turkish pressure, the Linz agreement, concluded in 1645, guaranteed in addition to other freedoms the freedom of religion.

Swedish – Turkish community of interests

Interesting features of similarity, interaction and interdependency between the Swedish-Finnish Kingdom and the Ottoman Empire can be detected. As the Swedish-Finnish Kingdom endeavoured to spread its influence on the littoral of the Baltic Sea and even further inland until loosing its greatpower status at the beginning of the 18th century,⁵ the Ottomans aimed at the surroundings of the Black Sea and reached a strong foothold there. In this respect we could perhaps speak about a certain community of interests. It was understandable that in their aspirations to consolidate their great-power status, the rulers of the Swedish-Finnish Kingdom tried, if possible, to initiate action against Russia, Poland, Brandenburg and Denmark when the Russians had difficulties in the south. It might also be that the Turks for their part went into action when the Russians and the Poles were tied against the Swedes and the Finns. There are examples of how the strategy of Turkey affected the Russian operations in the Baltic area. For instance, during the period of King Charles X Gustavus, Finland and the Baltic areas expected after the war of 1656–1658 a new strong Russian invasion, but the war between Russia and Turkey, which broke out in 1673, prevented it.⁶ We know also about the diplomacy of King Charles XII to get Turkey into an alliance against Russia which endeavour in itself points to wishful or real community of interests as well as politico-strategic interdependencies between the Swedish-Finnish Kingdom and Turkey. He

Grimberg mentions in his *History of the Nations* (Revised Finnish edition, Part 18, p. 21) the Hungarian endeavours to recreate Greater Hungary in the Turkish wars. The prophetic assessment made by King Gustavus Vasa of Sweden-Finland in 1557 is interesting. He mentions the beginning of Russian power in the Baltic and the great-power status of the Muscovites similar to that of the Turks in their part of the world (Grimberg, *Ibid.*, Part 16, p. 158).

³ Martti Santavuori: *Suomen Sotahistoria (The War History of Finland)*, Helsinki 1941, p. 144.

⁴ This development had started in Sweden-Finland during the reign of King Gustavus Vasa (1521–1560). In the second part of the 17th century, until the collapse of the status of Sweden-Finland as a great power, the King's position was rather strong. (See: Voltaire; *Ibid.*)

⁵ Grimberg: *Ibid.*, Part 16, pp. 246–259.

⁶ Later Czar Peter the Great was in doubts whether to attack the Baltic area or Turkey. First he chose Turkey in 1694. The Great Northern War started in 1700 and resulted in the predominance of Russia in the Baltic.

believed that he could compensate his former losses in the Baltic areas by attacking South Russia with the Turks. The Turks declared war upon Russia with the result that the army of Peter the Great was surrounded and near to surrender near the River Prut in July 1711. It is possible that the destiny of Eastern Europe and even of Northern Europe was at that time in the hands of the Turks, but they signed peace with the Russians against the will of Charles XII, and the Kingdom of Sweden-Finland was compelled to give up her great-power status for ever.⁷ On the other hand, in this connection I wish to point out that three hundred years ago King Charles XI gave his support to the large operations against the Turkish Empire that have been discussed in Vienna in 1983 and in the „Buda 1686“ congress.⁸

Although there was no formal alliance between these two states we, however, might be able to speak about a kind of Constantinople–Stockholm axis! In my ponderings and evaluations of the past I have also been thinking of setting up an international project for a closer examination of these themes.

Were there similarities in the military establishments?

A comparison between the Nordic and central-south-east European and Turkish military establishments of the 17th century and their functions (strategy, operational art, tactics and weaponry) is to my understanding an important and very interesting subject meriting continuous study.

The Swedish-Finnish military establishment has throughout the ages been characterized by conscription, every able man has been duty-bound to defend his country and homestead.⁹ The traditional Nordic social system created at the end of the 17th century a rather unique military tenure establishment which was based on landownership. The idea was that a certain number of farms together would provide a soldier for the king. Wealthier estates which had horses were responsible for providing the cavalry soldiers. The foundations for the military tenure establishment were laid by a reorganization of landownership, the reduction.¹⁰

The Nordic system has always been strongly labeled by the peasantry. Here we can detect a certain linkage to the peasant troops of, for instance, Hungary. In the course of history writing up to our days, the Finnish army has been called a peasant-army or folk-army. There has been no feudal system in the Swedish-Finnish Kingdom. The noble lords of the castles had, to be sure, vast fiefs and often an influential position in the realm. They gathered the troops from their fiefs and led them in war. The strengthening of the

⁷ Grimberg: *Ibid.*, Part 16, pp. 255–259

⁸ Grimberg: *Ibid.*, Part 18, p. 22

⁹ M. Lappalainen: On the Relationship between the Finnish Military Establishment and Society from a Historical Point of View, *CIHM Acta* No 5, Bucarest 1981, p. 266.

¹⁰ M. Lappalainen: Article, *Ibid.*, pp. 268–272. About the organization of the military establishment in Sweden-Finland in the 16th and 17th centuries, see also Einar W. Juvelius: *Suomen sotahistorian pääpiirteet*, I (The Main Outlines of the Finnish Military History), Helsinki 1927, pp. 122–150). Arvi Korhonen *Hakkapeliittain Historia I–II* (The History of the Hackapells I–II), Porvoo 1939–1943, Jussi T. Lappalainen, *Elämäni Suomen sotaväessä Kaarle X Kustaan aikana* (Life in the Finnish Military in the Days of Charles X Gustavus) Jyväskylä 1975.

royal power from the period of Gustavus Vasa evolved gradually the king's army. A good example of this evolution is the army of Gustavus II Adolphus in the Thirty Years War.¹¹

The soldiers of this army had a similar kind of sense of loyalty towards their leadering as the Turkish soldiers had had towards their sultan in the past. As the role of the peasant militia grew there were, however, also garrison troops formed of enlisted men in the castles just as in South-eastern Europe. When speaking about the Nordic military tenure system one is inclined to seek a comparison with the Turkish militia system whose members were given land as a compensation for their military service.¹²

In the Swedish-Finnish military tenure establishment small „military tenant farmer's cottages“ were relinquished to the use of the tenure soldiers and their families. The Swedish-Finnish nobility was in its time mostly drawn from the peasantry. The title of nobility was usually given due to services rendered to the king and the duty to serve in



Some connections between Northern Europe and South-Eastern Europe in the latter part of the 17th century

¹¹ Korhonen: *Ibid.*, and Montgomery of Alamein: *Sodankäynti kautta aikojen* (A History of Warfare), Porvoo 1973, pp. 265–269.

¹² Montgomery: *Ibid.*, p. 246.

the cavalry. Later the cavalry estate establishment reorganized the cavalry. In addition there was also enlisted cavalry.

What differences in strategy, art of war and tactics?

When comparing Northern European strategy, art of war and tactics of the 17th century with those elsewhere in Europe at the time, no big differences can be noticed. The Nordic terrain conditions and climate shaped traditional peasant tactics, and from time to time surprisingly good success was achieved when fighting big mercenary armies.¹³ The value of traditional tactics based on the use of terrain was understood, and the tactics were pursued with good results throughout the 17th century. It was surprising, however, that ability to apply it during the Great Northern War was lacking, until the use of terrain in European tactical thinking generally increased in the second half of the 18th century. It could be seen i.a. in Austrian tactics.

Cavalry did not have such significance in Northern Europe as it had in the Turkish wars. The wars waged by Sweden-Finland against Russia and Poland and the Thirty Years' War in particular required the maintenance and operation of very large cavalry units. When reading about the decisive role of the Polish cavalry led by King John Sobieski in the liberation of Hungary, there is all reason to notice that the so-called hackapells and the Finnish cavalry of later times can be grateful to the Polish cavalry for the art they learned in valour and tactics during their operations in Poland.¹⁴

King Gustavus II Adolphus, of whose warfare e.g. Montecuccoli learned a lot,¹⁵ deserves the credit of developing Swedish-Finnish tactics of the 17th century. He aimed particularly at developing an infantry capable of attack, and this idea was further developed in the Nordic countries. In Central Europe the trend was towards the formation of thin lines with effective firing power, i.e. strong use of fire, while the combination of fire and manoeuvre was not paid much attention to. I understand that the Swedish kind of warfare had many contacts with the flexible warfare of the Turks.

The combat strategy of the 17th century, developed by Gustavus II Adolphus, largely signified that the fortification and manoeuvre strategy was abandoned, but it did not imply any great divergence from the general strategic thinking of the time. It is understandable that the general level of strategy was improved, and presumably that had also an influence on the operations of the Holy League in these areas. The Turkish wars showed also distinctly the advantage of a morally strong army accustomed to discipline.

¹³ Of this tactics are excellent examples the battles of Joutselkä in 1555 and Brunkeberg in 1471 (Juvelius: *Ibid.*, pp. 86–89 and 180–182).

¹⁴ Santavuori: *Ibid.*, p. 112.

¹⁵ Montgomery: *Ibid.*, p. 261.



II. La situation interne de la Hongrie lors des décennies de la Sainte Ligue. Ungarns innere Situation während der Jahrzehnte der „Heiligen Liga“

La province hongroise dans l'Empire Ottoman

KLÁRA HEGYI

Il y a peu de tâches si attrayantes pour un chercheur de l'histoire ottomane que celle d'analyser l'organisation de l'Empire Ottoman dans les provinces conquises, de l'Afrique du Nord à Azerbaïdjan, de l'Égypte jusqu'en Hongrie, et d'intégrer ces formes d'organisation dans une conception cohérente. Il est certain d'une part que pendant sa grande époque, du milieu du XV^e jusqu'au milieu du XVI^e siècle, l'Empire disposait d'une organisation fort centralisée et d'excellent fonctionnement qui assurait l'unité stable aux immenses territoires lui soumis. D'autre part, il est vrai aussi que partout il s'adaptait avec souplesse aux conditions locales, il cherchait et trouvait même la limite au-delà de laquelle il devait soumettre l'économie et l'administration locales à sa direction centrale, ou bien jusqu'à laquelle il pouvait les accepter comme étant du ressort des autorités locales de la population. Cette coexistence, et à la fois interférence, de la centralisation et de la survie des traditions locales aboutit à des formes variées d'organisation.

Le tiers du territoire hongrois, soumis à l'Empire, se rattache, quant à l'organisation, à la péninsule balkanique. Au début du règne turc la ressemblance est en effet très grande. Les analogies sont frappantes dans les formes, notamment dans la mise en place de l'administration civile et militaire, dans la répartition des terres, dans l'organisation de l'appareil des impositions et de la douane, dans la création des circonscriptions judiciaires, pour ne citer que les plus importantes.

Pourtant, en dehors des analogies, il y avait dès le début des divergences de fond, plus ou moins grandes. Avec le temps, celles-là s'intensifiaient au point qu'au XVII^e siècle le territoire de Hongrie, occupé par les Turcs avait des rapports particuliers avec l'Empire et son administration centrale, et que les conditions internes de cette province ressemblaient fort peu à celles des pays balkaniques.

La plus grande différence, le point de départ des divergences dans l'évolution ultérieure, ainsi que sa cause et son explication principale, sont à chercher dans l'étendue de la conquête militaire. Les Etats de la péninsule balkanique furent conquis dans la totalité de leur territoire. L'indépendance de leur Etat, leur appareil d'Etat et leur armée furent supprimés. En Hongrie c'est seulement le centre, un tiers de son territoire, qui fut conquis par les Turcs, le Royaume de Hongrie, encore que démembré, survécut avec tous ses organismes d'Etat, son armée et sa noblesse, et dans l'Est du pays la Transylvanie est devenue autonome. La noblesse hongroise, propriétaire dans les territoires occupés n'était pas forcée de choisir entre l'islamisation et la déchéance. Elle se sauva en s'éta-

Hegy Klára, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences Budapest, Üri u. 53. H-1014. Hongrie

blissant dans la Hongrie royale ou en Transylvanie, et y établissait aussi ses institutions autonomes, les comitats. Soutenue par l'armée et les organismes d'État, elle commença avec succès, sa lutte pour reconquérir son influence perdue sur les territoires occupés par les Turcs.

La conquête turque absorba les pays balkaniques de la fin du XIV^e siècle jusqu'aux années 60–70 du XV^e siècle. La Hongrie jouissait d'un délai d'un siècle, par conséquent ses institutions plus évoluées et plus stables avaient plus de force pour résister au régime étranger des Turcs.

Une partie de la population des Balkans s'était islamisée. Dans le temps et dans l'espace cela se déroulait avec des divergences considérables, mais le résultat était évident: la colonisation par la population turque et l'islamisation augmentaient la proportion des musulmans dans la population.

En Hongrie, l'islamisation était pratiquement inconnue. Les colons venus de l'intérieur de l'Empire n'arrivaient pas jusqu'ici, et pour plusieurs raisons l'islam n'avait pas de prise sur les âmes. Ce territoire est resté un champ de bataille où des religions antagonistes s'affrontaient, et où il n'y avait pas de possibilité pour une entente où une synthèse. En Hongrie le XVI^e siècle est celui de l'expansion victorieuse de la Réforme, tandis que le XVII^e est celui de la lutte entre la Réforme et la Contre-réforme. Dans cette lutte des confessions chrétiennes l'intervention de l'islam n'avait pas de raison d'être.

Les Turcs exploitaient largement les ressources naturelles et la production agraire de la péninsule balkanique. Les mines furent expropriées et exploitées par l'Etat, une proportion toujours nécessaire des denrées agricoles fut saisie d'une manière obligatoire pour ravitailler la capitale et l'armée, et le superflu fut expédié en Europe par l'intermédiaire des villes de commerce adriatiques. Pendant les campagnes en Europe, la population des environs des passages stratégiques devait non seulement supporter, mais aussi nourrir l'armée de passage.

Dans les territoires occupés de la Hongrie les Turcs n'acquirent ni de richesses naturelles, ni de villes industrialisées, ni d'importants voies et centres commerciaux. Ils s'emparèrent d'une grande plaine dont la population s'occupait de l'agriculture et de l'élevage, et dont la production étaient malmenée par la guerre permanente, et où les Turcs ne pouvaient compter que sur les impôts et les douanes. Au XVI^e siècle, la conjoncture agraire en Europe de l'Ouest donna un élan à l'élevage des bovins précisément sur la Grande Plaine occupée par les Turcs, mais ceux-ci n'imposaient pas le cheptel bovin, ni ne l'utilisaient pour ravitailler l'armée. Ils n'exigeaient que les revenus fournis, en tant que douane, par les commerçants hongrois exportant les bovins à l'Ouest. Cette province n'avait pas non plus de rapports commerciaux intensifs avec l'intérieur de l'Empire. Vu que des commerçants musulmans ne franchissaient pas la frontière entre les lignes hongroises et turques des forteresses, le territoire hongrois était pour eux un cul de sac. Les marchandises sauf les épices et textiles, y arrivaient du Sud simplement dans une quantité qui était nécessaire pour compléter la production locale et assurer l'approvisionnement des militaires turcs et de la population civile peu nombreuse.

Dans les pays balkaniques une grande partie de la population était astreinte à un service militaire actif, ou du moins auxiliaire, dans l'armée ottomane. Les conquérants n'imposaient pas un tel service à la population si peu sûre du territoire hongrois. Les paysans hongrois construisaient et restauraient des forteresses, leur fournissaient des

pierres, du bois de construction, de la nourriture, du foin, du salpêtre et d'autres choses, mais n'étaient pas obligés à un service militaire actif dans l'armée turque.

L'islamisation était intensifiée dans les villes balkaniques, surtout dans les centres de l'administration turque et dans les localités plus importantes au long de la route militaire vers Belgrad et de la route commerciale vers le Nord. Des administrateurs, des industriels-commerçants ottomans s'y installaient, selon les relations des voyageurs, souvent les rues aussi avaient des aspects orientaux.

Les Turcs installés en Hongrie s'établissaient dans une cinquantaine de places fortifiées qui fonctionnaient en même temps comme centres d'administration. Des militaires, des administrateurs et des civils musulmans y vivaient. Dans la grande majorité des agglomérations plus ou moins importantes il n'y avait point d'Ottomans, les autorités turques n'avaient que des rapports lointains avec leur population. Même dans les centres militaires et administratifs turcs les fidèles des deux religions vivaient séparés, dans différents quartiers. Les habitants des quartiers hongrois, administrés par leur propre corps élu, tâchaient de conserver leur mode de vie.

Dans la péninsule balkanique les Turcs ont fait dominer le droit ottoman. Ils interdisaient l'application des anciennes lois et règles juridiques, et aussi l'élection par la population des maires, des juges qui décidaient de leurs conflits. L'Eglise orthodoxe continuait à exercer ses fonctions juridiques; dans les villages, les vieux et les notables âgés réglaient les affaires de moindre importance, mais selon les procès-verbaux des tribunaux turcs la majeure partie des affaires juridique était réglée par des juges musulmans.

Par contre, nous avons des documents qui prouvent que déjà du XVI^e siècle les autorités turques toléraient l'autonomie judiciaire des villes hongroises. Les lois du royaume y ont gardé leur validité, les règlements des villes du territoire turc étaient fixés dans la Hongrie royale. La même chose vaut pour les réglementations des corporations urbaines.

Dans les Balkans on trouve partout les supérieurs choisis dans la population et nommés par les Turcs, tels que les knezs, primicules, khodjabachis. Ceux-ci étaient comme à mi-chemin entre les fonctionnaires élus par le peuple et ceux nommés d'en haut. Leurs tâches étaient réglées par les lois turques, pour leur service ils recevaient souvent de moindres propriétés „timar“. Dans plusieurs endroits la population se plaignait d'eux, car ils commettaient souvent les mêmes abus que les fonctionnaires turcs.

En Hongrie, les autonomies locales ont mieux survécu. Les Turcs n'empêchaient pas les agglomérations d'élire chaque année un corps de direction. Ils ne leur attribuaient qu'un rôle d'exécutants, mais avec le temps ces corps élus acquirent une autonomie réelle. Ils dirigeaient l'économie, maintenaient l'ordre, et au XVII^e siècle ils obtenaient même le droit judiciaire, y compris le droit de peine de mort.

Ce qui vient d'être énuméré des traits parallèles peut donner l'impression que les territoires turcs en Hongrie „avaient de la chance“ pour ainsi dire; on leur imposait moins de restrictions et ils ont joui de plus de liberté. Le prix, et la cause, en était l'état de guerre permanent. Après la conquête définitive, la péninsule balkanique était devenue un arrière-pays des guerres qui se déroulaient plus au nord. En 1525 25.000 mercenaires tenaient garnison dans ses forteresses, y compris les militaires des forteresses au bord de la mer et de la ligne fortifiée le long du Danube-Drave-Save formant alors la frontière du

nord. Dans les centres turcs à l'intérieur de la péninsule se trouvaient seulement des postes de garde symboliques.

Après la conquête du centre de la Hongrie les Turcs y établirent leur ligne de défense de la partie nord-ouest de l'Empire en Europe. C'était une ceinture de forteresses, défendue aux XVI^e siècle par environs 20–22.000 soldats. Dans cette région frontalière, de territoire réduit, stationnaient donc presque autant de mercenaires que dans toute la péninsule balkanique en 1525.

Pendant l'occupation turque, la Hongrie vécut quatre grandes périodes de guerre: entre 1541 et 1566; c'était l'époque de la guerre des forteresses, au tournant des deux siècle une guerre de quinze ans, en 1658–64 les guerres ravivées de l'ère des Köprülü, et enfin, après 1683 la guerre de libération. Les périodes entre ces dates, appelées périodes de paix, étaient tout sauf époques de paix. Vers le tournant des XVI^e et XVII^e siècles, les forces militaires opposées étaient en équilibre, et leur lutte n'avait plus la forme d'une guerre déclarée, c'était le ravage permanent et mutuel des territoires de l'autre, la destruction des biens et des sujets de l'autre. Les habitants d'une ville au cœur du territoire turc pouvaient élire leur maire et leur curé, tenir leurs livres de compte des dépenses et revenus, pouvaient juger les assassins, voleurs et luxurieux selon leurs propres normes éthiques, mais ne savaient jamais quand des soldats turcs ou hongrois mettent le feu dans leurs maisons.

C'est cette situation militaire qui déterminait le destin, les conditions internes et la situation, particulière de la région turque de la Hongrie dans l'Empire Ottoman. La tâche de cette province était de défendre l'intérieur de l'Empire et de faire avancer si possible les frontières.

Militairement donc cette province avait des rapports intenses avec le gouvernement de l'Empire, ses militaires accomplissaient parfaitement leur tâche. L'administration financière agissait avec une efficacité pareille à l'organisation militaire. Vu les immenses dépenses militaires la province hongroise chargeait le trésor d'un sérieux déficit, au milieu du XVI^e siècle d'environ 200.000 florins d'or hongrois par an. L'administration locale des finances avait donc la tâche de produire des revenus les plus possibles.

Ainsi, il est resté moins d'énergie pour toutes les autres tâches de l'administration, toutes les autres questions perdaient d'importance. Face à la conquête ou à la perte des grandes forteresses de la ligne de front, il était bien négligeable si on met au feu les sorcières dans une ville hongroise ou non.

Après l'équilibre des forces militaires, les Turcs toléraient même, dans le territoire leur soumis, la présence des soldats et de la noblesse hongroises. Au XVI^e siècle la voie était ouverte par les soldats des forteresses hongroises qui percevaient les impôts dans les territoires turcs. Au XVII^e siècle, par cette voie, la noblesse hongroise reconquit, elle aussi, son influence et son droit d'intervention dans la vie du peuple de la province turque: elle faisait l'imposition, donnait des ordres, prenait des dispositions, des réglemens et contrôlait leur observation, publiait des interdictions et punissait sévèrement les réfractaires. Le peuple des régions occupées devait se résigner à ce que ses anciens maîtres retournés restaient à côté des nouveaux, et les Turcs devaient supporter cette véritable double domination, le condominium sur leur territoire. Ils le supportaient ne pouvant pas y parer, et car, en fin de compte, cela

ne mit pas en question ce qui était le plus important, leur règne militaire sur la province.

Le condominium n'était pas inconnu dans les Balkans non plus. Dans l'historiographie ce nom désigne un particularisme relatif de certains territoires, — p.e. Monténégro — moi, je considère ce phénomène plutôt comme l'autonomie. Il faut constater que le condominium caractérisait la situation balkanique avant la victoire définitive des Turcs. C'était donc au XIV-XV^e siècles quand les demi-réussites militaires des Turcs et la demi-autonomie des pays balkaniques avaient comme conséquence un partage du pouvoir aussi. Une manifestation typique en est offerte en Albanie où les notables — s'appuyant sur leurs propriétés reconnues comme dons du sultan — s'intégraient dans le système turc et à la fois y résistaient; les créatures typiques en étaient les sipahis chrétiens qui, en leur qualité de militaires-propriétaires de l'Etat ottoman, conservaient leur religion originelle pendant quelques générations. Cette répartition du pouvoir ne marque qu'une période transitoire et cessa après la victoire militaire définitive des Turcs.

En Hongrie les Turcs n'ont pas remporté de victoire militaire définitive, ne pouvaient pas soumettre le territoire entier du pays. Pendant toute la période de leur règne se maintenaient l'occupation partielle, la demi-victoire, et le partage du pouvoir qui les accompagne est devenu permanent.

Même la restauration des grands vizirs Köprülü n'a rien changé à la situation, aux conditions internes du territoire occupé par les Turcs, au contraire on pourrait dire qu'elle avait encore renforcé les traits spécifiques locaux du règne turc. La guerre terminée en 1664 consolida la situation militaire des Turcs. C'est encore sous les deux grands vizirs Köprülü que furent largement introduits les impôts dits extraordinaires qui, imposés jusque-là par occasions, devinrent systématiques et généraux. Le gouvernement des Köprülü renforça donc les deux tendances bien fortes jusque-là aussi, la tendance militaire et celle de l'imposition. Il n'apporta pas de changement substantiel dans les autres sphères.

Les territoires occupés par les Turcs survécurent donc jusqu'à la guerre de libération de la Sainte Ligue dans cette situation équivoque, militairement bien soumis et lourdement imposés, et pour leurs affaires intérieures, avec ambivalence, dans une relative liberté mais soumis au service de deux seigneurs.

*

La situation du territoire turc de la Hongrie, en tant que région frontalière, détermina non seulement ses conditions et son rôle dans l'Empire Ottoman, mais aussi les conséquences historique de la domination turque. Ces conséquences montrent, elles aussi, des différences substantielles avec celles dans les pays balkaniques.

Dans les pays de la péninsule balkanique le règne turc d'un demi millénaire, consolidé, accomplit son travail déformant. Pendant quatre-cinq cents ans ces pays manquaient d'indépendance étatique, économique et institutionnelle. Le rythme de leur développement était déterminé par l'extrême lenteur des changements dans la société et les institutions ottomanes. Dans la péninsule, des intérêts, religions et cultures temporairement

conciliables étaient soumis à s'amalgame, ce qui avait des conséquences tragiques durant jusqu'à nos jours.

En Hongrie le double caractère du règne turc avaient des conséquences durables, notamment le démembrement du pays et la guerre incessante. Le premier a défait l'unité territoriale, politique et économique du pays.

Les guerres permanentes causaient d'immenses pertes: au début du XVIII^e siècle la population de la Hongrie diminuait d'un demi-million par rapport à la fin du XV^e siècle. Les guerres ont défait le système d'agglomérations, dépeuplaient, temporairement ou définitivement, des centaines de villages.

Mais à côté de ces graves conséquences, les mêmes deux facteurs firent éviter à la Hongrie le sort des Etats balkaniques. Les trois parties du pays, c'est à dire la Hongrie royale, la Transylvanie et le territoire occupé par les Turcs, bien que sous la pression d'intérêts contraires luttèrent entre elles, mais, grâce à leur simple existence, elles se défendaient aussi.

Les luttes contre les Turcs et les efforts diplomatiques de la Hongrie royale et aussi de la principauté de Transylvanie, protégeaient le territoire turc et aidaient à éviter le sort des pays balkaniques; en même temps les incessantes guerres turques et les luttes des princes de Transylvanie contre le gouvernement des Habsbourg défendaient la noblesse hongroise du royaume contre Vienne; enfin la Transylvanie, elle, était sauvée de la forme la plus déplorable de la vassalité turque, par la présence en Hongrie des Habsbourg, adversaire européen No 1 des Turcs.

Les guerres permanentes, dévastant le pays, avaient, elles aussi, des éléments qui, à longue durée, avaient une influence positive sur le sort de la Hongrie; elles détournaient les énergies des Turcs d'une installation stable, rendaient impossible d'y consolider leur règne.

H. Inalcik: Suret-i defter-i sancak-i Arvanid. Ankara 1954. *Fontes Historiae Bulgaricae*. X. Sofia 1964: XIII. Sofia 1966.

D. Bojanič-Lukač: Vidin i vidinskijat sandžak prez 15–16 vek. Sofia 1975.

H. Inalcik: Adaletnameler. *Belgeler* II (1965): 3–4. Actes du 1^{er} Congrès international des études balkaniques et Sud-Est-Européennes. III. Sofia 1969.

La ville balkanique, XV^e–XIX^ess. (*Studia Balcanica* 3) Sofia 1970.

La Macédoine et les Macédoniens dans le passé. Skopje 1960.

B. Cvetkova: *Les institutions ottomanes en Europe*. Wiesbaden 1978.

H. Inalcik: Ottoman Methods of Conquest. *Studia Islamica* 1954, 103–129.

O. L. Barkan: Les déportations comme méthode de peuplement et de colonisation dans l'Empire Ottoman. *Revue de la Faculté des Sciences Economiques de l'Université d'Istanbul* XIII: 56–79, XV: 209–237.

O. Zirojevič: Tursko vojno urođenje u Srbiji, 1459–1683. Beograd 1974.

Običajno pravo i samouprave na Balkanu i u susednim zemljama. Beograd 1974.

E. Grozdanova: Balgarskata selska obština prez XV–XVIII vv. Sofia 1979.

J. Kabrda: Le système fiscal de l'église orthodoxe dans l'Empire Ottoman. Brno 1969.

L. Fekete – Gy. Káldy-Nagy: Rechnungsbücher türkischen Finanzstellen in Buda (Ofen), 1550–1580. Türkischer Text. Budapest 1962.

L. Fekete: *Budapest a törökörban* [Budapest à l'époque turque]. Budapest 1944.

Gy. Káldy-Nagy: *Kanuni devri Budin tahrir defterleri (1546–1562)*. Ankara 1971.

G. Dávid: *A simontornyai sandzsák a 16. században* [Le sandžak de Simontornya au XVI^e siècle]. Budapest, 1982.

F. Szakály: *Magyar adóztatás a török hódoltságban* [Les impôts hongrois dans les territoires turcs de la Hongrie]. Budapest 1981.

K. Hegyi: Le condominium hungaro-ottoman dans les eyalets hongrois. *Actes du 1^{er} Congrès...*, Sofia 1969, 593–603.

K. Hegyi: La juridiction autonome des villes hongroises sous la domination ottomane. *VII. Türk Tarih Kongresi II*. Ankara 1973, 629–636.

Das Habsburger-Reich und Ungarn in den letzten Jahrzehnten des 17. Jahrhunderts

KÁLMÁN BENDA

Wollen wir die Situation Ungarns innerhalb der Habsburger-Monarchie erfassen, bedarf es der Kenntnis des geschichtlichen Prozesses, aus dessen Verlauf sie sich ergab.

In der Mitte des 15. Jahrhunderts wurde sich die ungarische politische Führungsschicht der osmanisch-türkischen Bedrohung bewußt. János Hunyadi erkannte bereits, daß Ungarn, auf sich allein gestellt, schwach, nicht gegen die militärische Macht der Sultane bestehen konnte und daß eine erfolgreiche Verteidigung die vereinte Kraft mehrerer Staaten erforderte. Diese Erkenntnis führte im Donauraum seit den 1440er Jahren zu den deutlich sichtbaren reichsbildenden Bestrebungen, die darauf hinausliefen, unter der Führung des schlagkräftigsten Staates, Ungarn die Kräfte der Nachbarvölker in Österreich, Böhmen und Polen zusammenzuschließen. Von diesem Gedanken aus ließen sich auch die ungarischen Stände leiten, als sie nach dem Tode Sigismunds von Luxemburg zunächst Albrecht von Habsburg, sodann Wladislaus Jagello und schließlich Ladislaus V. von Habsburg zum König wählten. So entstanden nacheinander ungarisch-österreichische, ungarisch-polnische und ungarisch-böhmische Personalunionen, doch keine der drei war von wirklich dauerhaften Bestand. Die wachsende Gefahr eines türkischen Angriffes führte jedoch zu fortgesetzten Bestrebungen. Nach seiner Thronbesteigung im Jahre 1458 versuchte der ungarische König Matthias Hunyadi, die Länder der Wenzelkrone und die österreichischen Kronländer mit Waffengewalt an Ungarn anzuschließen. Sein Tod bedeutete jedoch das Ende dieser erfolversprechenden Initiative, und das Reich der Hunyadis zerfiel in seine Bestandteile. Der an Matthias' Stelle' tretende Wladislaus Jagello, durch den die böhmische Krone und der Bund mit Polen erbracht wurden, konnte während seiner langjährigen Herrschaft nicht Herr werden über die ständische Anarchie innerhalb seiner Länder, und noch weniger war es seinem Sohn Ludwig II. gegeben, der 1516 noch im Kindesalter die Erbfolge antrat. Die Schlacht bei Mohács und der Tod König Ludwigs bedeuteten auch für die Jagellos das Ende im dynastischen Wettstreit. Allein die Habsburger, deren Chancen anfangs als sehr gering erschienen, blieben im Geschehen. Mit der Wahl des österreichischen Erzherzogs Ferdinand Ende 1526 wurden Ungarn, Böhmen und Österreich unter der Führung der Habsburgs zusammengeschlossen.

Juristisch und theoretisch kam die Einheit zustande, ihrer praktischen Verwickelung standen jedoch große Hindernisse im Wege. Zur Sicherung seiner Herrschaft über Ungarn mußte Ferdinand anderthalb Jahrzehnte lang Krieg gegen Johann von Szapolyai führen, und als es nach dessen Tod den Anschein hatte, als bliebe nun Ferdinand der alleinige

Benda Kálmán: Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences, Budapest, Úri u. 53. H–1014 Hongrie

Herr im Lande, kam der Eingriff der Türken dazwischen. So zerschlug sich die Hoffnung der ungarischen führenden Politiker, wonach die vereinte Kraft der drei Länder, gestützt auf die Truppen Ferdinands Bruders, des römisch-deutschen Kaisers Karl V., dem türkischen Vormarsch Einhalt gebieten könnte. Sultan Suleiman besetzte die Burg zu Buda, okkupierte den mittleren Teil Ungarns und machte Siebenbürgen, den infolge seiner geographischen wie militärischen Lage auf gesonderte politische Wege gedrängten östlichen Teil Ungarns, zum Vasallen. Die Donaumonarchie kam so zur Verwirklichung, daß ihr Machtschwerpunkt nicht mehr das Königreich Ungarn war.

Nun stellt sich die Frage, ob es überhaupt einen zentralen Kern gegeben hat, der diesem Staate Habsburg im 16. Jahrhundert gleich einem Magnet die Kraft verlieh, die zuvor gesondert existierenden Teile an sich zu ziehen? Wir müssen sie mit nein beantworten. Buda war verloren, und der halbmondförmige schmale Landstrich, jener in den Händen der Habsburger verbliebene Teil des einstigen ungarischen Königreiches, konnte kein Zentrum sein. Auch Österreich und Böhmen mangelte es an Kohäsionskraft, schon allein deshalb, weil die beiden Länder – im Gegensatz zu Ungarn, wo ständig ein zentralisierter Regierungsapparat vorhanden gewesen war – in Provinzen zerfielen, die mehr oder weniger gleichrangig und auch untereinander auf Scheinautonomie bedacht waren sowie separate Ständetage hatten. Im 16. Jahrhundert war es noch nicht einmal entschieden, ob Wien oder Prag Zentrum der Monarchie sein sollte.

Die ungarische politische Führungsschicht mochte sich der Bedeutung eines Zusammenschlusses zu einem Reich bewußt gewesen sein, wahrscheinlich haben das auch die böhmischen und österreichischen Stände hinsichtlich der türkischen Angriffe zeitweise erkannt, doch von einem Zusammengehörigkeitsgefühl unter den Völkern der Monarchie kann keine Rede sein. Auch die von außen drohende Gefahr führte zu keinem ständigen gemeinsamen Wirken. Selbst das Herrscherhaus brachte den Gedanken der untrennbaren Zusammengehörigkeit erst im 18. Jahrhundert, in der Pragmatica Sanctio, zum Ausdruck. Es ist charakteristisch, daß die in der französischen Geschichte so wichtige Versammlung (Etats généraux) der dem König unterstehenden Länder und Provinzen in der Habsburger-Monarchie nie zustande kam. Im Jahre 1541 berieten die Länder der Habsburger ein einziges Mal zusammen über die gemeinsame Verteidigung. An der Beratung nahmen die böhmischen Stände, die österreichischen Länder und auch die Gesandten des ungarischen Adels teil. Eine Fortsetzung blieb jedoch aus. Die Habsburger waren freilich eher um die Behinderung als um die Herausbildung solcher Zusammenarbeit bemüht, um keine vereinigte Ständebewegung gegen sich aufkommen zu lassen.

So strebte dann jedes Land anstatt der Zusammenarbeit nach der Konservierung des eigenen traditionellen Institutionssystems und der eigenen Rechtsgewohnheiten. Die ungarischen Reichstage bekräftigten immer wieder erneut in Gesetzartikeln die Selbständigkeit des Landes und sprachen sich damit nicht nur gegen die Übernahme fremder Rechtsgewohnheiten aus, sondern lehnten auch ab, sich den zentralen Organen der Monarchie unterzuordnen. Ebenso verschanzten die böhmischen Stände ihre Autonomie mit Hilfe des Gesetzes, und als Ferdinands Nachkomme, Kaiser Maximilian, regierte, erklärten sie, daß der Herrscher ständig vier böhmische Räte bei sich haben soll, wenn er sich außerhalb des Landes aufhält, und in Dingen, die Böhmen betreffen, möge er ihre Ratschläge berücksichtigen. Im Jahre 1609 setzten die böhmischen Stände durch, daß die Verordnungen des Herrschers nur dann Gültigkeit haben, wenn sie vom Ständetag ange-

nommen werden. Hier sei erwähnt, daß Organisation und Tätigkeit der Ständetage in den einzelnen Habsburgischen Ländern unterschiedlich war. In Ungarn und in Böhmen bestand der Ständetag aus zwei Kammern, in den österreichischen Ländern bestand das Kurialsystem: hoher Adel, Geistlichkeit, Ritterschaft und Bürgerschaft tagten getrennt. Zusammensetzung und Machtposition der privilegierten Stände waren von Land zu Land anders.

Das Donaureich kam also unter der Herrschaft der Habsburger zustande, doch weder zu dieser Zeit, im 16. Jahrhundert, noch später fügte es sich zu einem einheitlichen Staat. Nur die Person des Herrschers bedeutete einen losen Zusammenhalt für die Länder, die sich in Sprache, Kultur, Regierungsorganisation und wirtschaftlichem Entwicklungsniveau unterschieden. Charakteristischerweise hatte der Staat nicht einmal einen Namen, und auch in der Geschichte wird er nur als Habsburger-Monarchie erwähnt.

Es wäre noch hinzuzufügen, daß bis zum 18. Jahrhundert auch die Habsburger selbst nicht danach strebten, ihre Länder zu einem einheitlichen, zentralisierten Reich zu fügen. König Ferdinand schuf zwar nach seiner Thronbesteigung den ständischen Organen der einzelnen Länder übergeordnete, zentrale Regierungsämter, die Hofkanzlei, den Hofrat und die Hofkammer, später dann den Hofkriegsrat, doch die Tätigkeit dieser Ämter geriet ständig ins Stocken – wobei der Hofkriegsrat vielleicht allein eine Ausnahme bildete – und der ständische Widerstand seitens der einzelnen Länder wirkte sich in vielem lähmend auf sie aus. Nach der Wahl Ferdinands zum römisch-deutschen Kaiser setzte sich die Zentralisierung nicht fort, ja es kamen sogar Teilungstendenzen zur Geltung. Ferdinand teilte sein Reich unter seinen Söhnen auf: Ungarn und Böhmen, Nieder- und Oberösterreich gingen an Maximilian, Karl erhielt mit souveränem Herrschaftsrecht die Steiermark, Krain und Kärnten, und der jüngste Sohn bekam Tirol. Unter der Herrschaft Rudolfs wurde die Teilung noch schärfer: durch die Verlegung der Herrscherresidenz nach Prag war es zunächst Erzherzog Ernst, sodann Erzherzog Matthias, die in Wien die Macht und Regierungsbefugnis erhielten. Auch die zentralen Organe verteilten sich auf die beiden Hauptstädte.

Wir können also sagen, daß die anfänglichen Zentralisierungsbestrebungen zum Ende des 16. Jahrhunderts ins Stocken geraten waren und müssen Ernest Denis zustimmen, wenn er davon spricht, daß die Habsburger-Monarchie bis zur Mitte des 18. Jahrhunderts keinen einheitlichen, zentralisierten Staat bildete.

Zu allem kam noch ein ausschlaggebender Umstand hinzu, durch den sich das politische Verhalten der Habsburger scharf von dem der damaligen nationalen Herrscherhäusern unterschied. Im Mittelpunkt der Habsburgischen Politik des 16. und 17. Jahrhunderts standen nämlich äußere dynastische Ziele, die den Interessen der im Reiche lebenden Völker fremd waren. Es handelte sich einerseits um die Erringung der tatsächlichen Macht über das Deutsche Reich und andererseits um immer wieder erneute Bestrebungen, die auf das Erbe des spanischen Thrones ausgerichtet waren. Diesem doppelten politischen Ziel war selbst der Kampf gegen die Türken untergeordnet.

Schon Ferdinand betrachtete sich am Ende seines Lebens vor allem als Kaiser, seine Nachfolger taten es jedoch bereits vom Moment ihrer Thronbesteigung an, und so war ihr Verhältnis zu Ungarn, Böhmen oder Österreich von dieser kaiserlichen Politik bestimmt. Im 16. und 17. Jahrhundert identifizierten sich also die Habsburger nicht mit den Interessen der Völker ihres Reiches, das sich darin zeigte, daß sie den Thron-

folger systematisch in Spanien erziehen ließen, und als ihre Länder bis zum Ende des 16. Jahrhunderts nahezu völlig protestantisch geworden waren, hielten sie aus politischen Gründen an der katholischen Kirche fest und setzten sogar, gestützt auf äußere Kräfte, die Gegenreformation in Gang. Ein weiterer Beweis war die Besetzung der führenden Ämter in den zentralen Organen der Monarchie: man ernannte vorwiegend deutsche Herren aus dem Reich, die die innere Struktur der betreffenden Länder gar nicht kannten und sie gewöhnlich auch nicht zur Kenntnis nahmen. So wurde die Regierung nicht nur von den völlig ausgeschlossenen ungarischen Adligen, sondern auch in den österreichischen und böhmischen Ländern mit Recht als fremde Macht angesehen. Anfangs entstanden daraus nur Spannungen, seit Ende des 16. Jahrhunderts jedoch immer mehr schwerwiegende Widersprüche zwischen der zentralen Regierung und den einzelnen Ländern. Das traf besonders für Ungarn zu, wo man sich mit Recht darüber empörte, daß der König nicht nur um die Vertreibung der Türken nicht bemüht war, was eigentlich seine Pflicht gewesen wäre, sondern daß er darüber hinaus nicht einmal die Verteidigung organisierte, sondern sich damit begnügte, nur das unmittelbar vor Wien und vor den österreichisch-böhmischen Ländern liegende Gebiet für den Schutz zu befestigen; und während sich die osmanischen Truppen Jahr für Jahr große Teile Ungarns aneigneten und die türkischen Kriegs- und Streifzüge das ganze Königreich zur Einöde machten, bestand die Hauptaufgabe der nach Ungarn geschickten kaiserlichen Söldnertruppen darin, mit Feuer und Schwert die Gegenreformation in dem protestantischen Land durchzusetzen. Diese Politik konnte nur eins zur Folge haben: den Aufstand gegen den Herrscher. Der zum Kampf wider die Türken unter Waffen stehende ungarische Adel wendete sich gegen Wien. Das wegen der gewalttätigen Gegenreformation erbitterte Bürgertum schloß sich ihm auch an, ebenso wie die von den Söldnertruppen gepeinigten Bauern. Da das zerstörte und verringerte Land keinen Kampf in zwei Richtungen durchzuhalten vermochte, schlossen die Aufständischen einen Kompromiß und verbündeten sich mit den Türken, der in der gegebenen Situation als die geringere Gefahr erschien.

Das wahre Ziel des von Stephan Bocskai geführten Aufstandes im Jahre 1604 war die Lostrennung von den Habsburgern, die Erringung der nationalen Unabhängigkeit, was in der damaligen Situation jedoch nur als Vasall der Türken möglich gewesen wäre, und das wollte Bocskai nicht. Der 1606 geschlossene Ausgleich mit Wien sicherte vorübergehend Ruhe, jedoch keine anhaltende Lösung der Probleme.

In der 1620er Jahren begann Kaiser Ferdinand II. mit der Verwirklichung des Reichszentralismus und des Absolutismus, wobei die dynastische Außenpolitik jedoch keineswegs verworfen wurde. Durch die Schlacht am Weißen Berg brach der Kaiser den Widerstand des böhmischen Adels, und die triumphierende Gegenreformation brachte den zur Opposition gestempelten Protestantismus zum Schweigen, in den österreichischen Ländern wurde er ausgetilgt. In Ungarn gelang dies jedoch nicht, die ungarische Ständeversammlung und das Übergewicht des Adels waren nicht zu beseitigen. Von da an zerfiel das Reich in verfassungsrechtlicher Hinsicht in zwei scharf voneinander abgegrenzte Teile. Zu beiden Seiten der Leitha lagen verschiedene Welten.

Daß es nicht gelang, den Widerstand des Adels im ungarischen Königreich zu brechen und ihn der absolutistischen Macht der Habsburger fügsam zu machen, lag in erster Linie an den siebenbürgischen Fürsten Gabriel Bethlen und Georg Rákóczi. Bethlens großer Plan, das gespaltene Land unter seiner eigenen Herrschaft zu vereinen, kam

durch den ungünstigen Verlauf der außenpolitischen Lage und der internationalen Kräfteverhältnisse nicht zur Verwicklichung. Doch Bethlen bewahrte durchweg die Ständische Sonderstellung des Königreichs und die protestantische Religionsfreiheit, ebenso wie sein Nachfolger Georg Rákóczi I. Die ungarische Aristokratie hielt sich zwar, unter Aufgabe ihres Oppositionsgeistes, immer mehr an Wien und wurde in der Hoffnung, zu politischer Geltung zu gelangen, katholisch, doch die Masse des Kleinadels verblieb bei der protestantischen Religion und wich nicht vom Weg der antihabsburgischen nationalen Politik ab. Mit dem Fall Siebenbürgens in den 1660er Jahren verlor aber dieser Kleinadel seine Stütze. Die Regierungsorgane in Wien waren der Meinung, daß der geeignete Augenblick gekommen sei, den Widerstand des ungarischen Adels zu brechen und „ad normam aliarum provinciarum“, nach dem Muster der anderen Provinzen, auch Ungarn in das Gesamtreich einzugliedern. Das wäre vielleicht auch gelungen, wenn man die elementarsten Interessen des Landes und seiner Einwohner berücksichtigt hätte. Dies geschah jedoch nicht.

Die Habsburger-Politik gab ihre früheren dynastischen Pläne nicht auf, selbst nach dem Westfälischen Frieden, der die Habsburger aus der deutschen Reichspolitik nahezu gänzlich verdrängte, trat keine Änderung ein. Die Machtinteressen, die sich mit denen der Franzosen kreuzten, die Politik, die auf das spanische Erbe bedacht war – das erforderte alle Kraft, finanzielle und militärische Mittel auf den Westen zu konzentrieren. All das geschah zu der Zeit, als sich unter den Köprülü die Kriegsaktivität der Türken in Ungarn verstärkte. Da die Habsburger-Monarchie auf keinen Zweifrontenkrieg eingehen konnte, mußte sie im Osten um jeden Preis Ruhe und Frieden schaffen. Daher wurde dem Militär der ungarischen Grenzfestungen selbst untersagt, die türkische Provokationen zu erwidern, was praktisch den osmanischen Truppen bei ihren Streifzügen freie Bewegung im Lande einräumte. Nach heldenhafter Verteidigung gelangte die auf sich selbst gestellte Festung Várad (Großwardein-Oradea) in türkische Hand, sodann auch Érsekújvár (Neuhäusel-Nove Zamky), und das kaiserliche Heer zog erst dann auf, als im Jahre 1664 schon Wien in Gefahr geriet. Auf den großen Sieg bei Szentgotthárd (St. Gotthard), den Feldmarschall Montecuccoli mit französischen Hilfstruppen errang, folgte jedoch der Frieden von Vasvár (Eisenburg), in dem Kaiser und König Leopold, um Frieden zu erlangen, sämtliche Eroberungen der Türken anerkannte. Wie die Zeitgenossen sagten, hätte auch bei einer Niederlage der Christen der Friede nicht schlechter ausfallen können.

Die Erbitterung und die Verzweiflung im ganzen Lande führten zu immer wachsendem Widerstand. Die Verschwörung des führenden Hochadels gegen Wien zog militärische Retorsionen seitens des Hofes nach sich. Zu dieser Zeit verbreitete sich in den Kreisen des Herrschers die Auffassung, daß man die Ungarn, die ständig das ihnen widerfahrene Unrecht betonten und zum Aufstand neigten, im Interesse des Kaisers gänzlich beugen und demütigen müsse. Man hob die ungarische Verfassung auf, ernannte einen fremden Statthalter, das ungarische Militär wurde entlassen, und es kam zu aus der Luft gegriffenen Prozessen wegen Untreuen gegen Adlige und Bürger, um sie zu Tod und Vermögensentziehung zu verurteilen, damit ihr Hab und Gut der Schatzkammer zukomme. Die Steuer der Leibeigenen wurde in unertragbarem Maße erhöht. Dazu kam noch die bis ins letzte gehende Verfolgung der Protestanten, wobei man sich darauf berief, daß da, wo nur ein Herrscher sei, auch nur eine einzige Religion im Lande bestehen könne. Mit militärischer Gewalt wurden den Protestanten Kirchen und Schulen entrissen, die Prediger wurden in die Gefangenschaft oder als Galeerensklaven verschleppt.

Die institutionelle Beseitigung des Rechtes und der Vermögenssicherheit, die Religionsverfolgung unter Nichtbeachtung der grundlegendsten Menschenrechte und die Schreckensherrschaft der kaiserlichen Soldateska führten dazu, daß sich die Ungarn in nahezu selbstverständlicher Weise zum Türken hinwendeten. In den vom Türken beherrschten Gebieten, vor allem in lehenspflichtigen Siebenbürgen herrschte um den Preis der Steuerleistungen relative Ruhe. Das Leben der Bevölkerung verlief weiterhin in eigenen traditionellen Bahnen, und die Religion blieb unangetastet. Wenn es das Volk des Königreiches bis dahin abgelehnt hatte, sich mit der Türkenherrschaft abzufinden, so erschien dieser Weg nach 1671 geradezu als erstrebenswert, ja sogar als einzige Überlebensemöglichkeit. Imre Thököly und alle, die sich um ihn scharten, sahen die Alternative für das zwischen Habsburg und die osmanische Macht gezwängte Ungarn unter folgendem Aspekt: Entweder setzen sie den Kampf gegen die Türken allein auf sich selbst gestellt fort, und so erwartet sie der sichere Untergang zwischen zwei Feuern, oder sie brechen mit ihren Traditionen und nehmen es auf sich, dem Türken Steuern zu entrichten und im Rahmen eines nationalen Fürstentums sein Vasall zu sein, nach dem Muster Siebenbürgens. Dies wurde nicht von einer Sympathie für die islamische Religion oder die türkische Einrichtung diktiert und war auch kein rachsüchtiger Schritt gegen die Christenheit – wie es die damalige Propaganda Wiens hinstellte –, sondern es war die Not, die politische und militärische Situation, die dazu zwang.

So gestaltete sich die Lage im Jahre 1683, als das Heer Kara Mustafas gegen Wien zog, als man in einem großen Teil Europas meinte, daß ein türkischer Sieg kaum zu verhindern sei. Im Falle eines türkischen Sieges hätte die Überlebenschance Ungarns wahrhaftig einzig und allein in der Form eines Vasallenfürstentums bestanden.

Seit der Wahl Erzherzog Ferdinands im Jahre 1526 waren im Verlauf von anderthalb Jahrhunderten bedeutende Veränderungen im Verhältnis zwischen Ungarn und der Habsburger vor sich gegangen. Die Hoffnungen Ungarns, die auf die christliche Solidarität, auf gemeinsame Interessen der Donauvölker bauten, verwirklichten sich nicht, und in der Reichspolitik der Habsburger fanden die Interessen Ungarns keinen Platz. Im Jahre 1684 standen sich der Wiener Hof und die Ungarn in einer Atmosphäre gegenseitigen Zorne als Gegner gegenüber. Eine Veränderung trat erst ein, als sich Kaiser und König Leopold, zum großen Teil auf Drängen des Papstes, zum Krieg gegen die Türken entschloß, bzw. später, im 18. Jahrhundert, als die Politik der Habsburger ihre dynastischen Vorstellungen im Westen aufgab und in ihren Bestrebungen mit den Interessen der Donauvölker eins wurde.

Imre Thököly und das oberungarische Fürstentum

LÁSZLÓ BENCZÉDI

In Anbetracht der erfolgreichen Befreiungskriege gegen die Türken zu Ende des 17. Jahrhunderts stellt sich die Thököly-Frage im Umfeld ihrer historischen Zusammenhänge folgendermaßen: Wie sind die eigentümlich asynchronen Vorgänge in der damaligen ungarischen Geschichte zu erklären, nämlich daß sich die Mehrheit der ungarischen Gesellschaft gerade in der Zeit, die die günstigsten Voraussetzungen für die Vertreibung der Türken bot, einer türkisch orientierten Politik verschrieb? Oder anders formuliert: Wie konnte es dazu kommen, daß die überwiegende Mehrheit der ungarischen Gesellschaft im endlich gereiften Moment der Gelegenheit, die Türken zu vertreiben (und damit den sehnlichsten Wunsch ganzer Generationen zu erfüllen), sich an der gegnerischen Seite befand?

Bei der Beantwortung dieser Frage ergeben sich zwei Aspekte. Einerseits bedarf es der Erläuterung, was Imre Thököly persönlich dazu bewegte, den Bund mit den Türken zu pflegen und wodurch er sich zum Ausdruck dieser politischen Richtung als geeignet erwies. Andererseits wäre zu erklären, was dem gemischten Lager seiner Anhänger Zusammenhalt verlieh und welche Erwägungen im Hintergrund der türkischen politischen Orientierung standen.

Hinsichtlich der ersteren Frage muß vorausgeschickt werden, daß Graf Imre Thököly trotz allen Reichtums seiner Familie nicht zu den wahrhaft angesehenen Mitgliedern der ungarischen Aristokratie gehörte. Er stammte aus einer Familie, die plötzlich aufgestiegen und schnell reich geworden war, und in Kreisen des Hochadels galt er als ein Hochkömmling. Zu seiner widersprüchlichen sozialen Situation kam eine harte Jugend, die in den 1670-er Jahren durch die absolutistische Politik der Habsburger verursacht wurde. Sie bewirkte, daß er sich bereits im Alter von 20 Jahren dem Kampf der protürkischen, sogenannten „Kuruzen“ anschloß denn er war – laut Aufzeichnungen – „von unerbittlichem Haß gegenüber dem Hause Österreich erfüllt“.

Als sich der junge Graf im Jahre 1677 zu den Kuruzentruppen gesellte, sollte sich bald herausstellen, daß in seiner Person ein nicht alltägliches Talent im antihabsburgischen Lager auftauchte. Der bestimmende Zug seiner Begabung lag in seiner Vielseitigkeit. Ob als Heeresführer an der Spitze der Kuruzen, als Wirtschaftslenker bei der Steigerung seiner Einkünfte oder als Oberhaupt der Staatsorganisation, als Fürst von Oberungarn – auf allen Ebenen bahnte er sich unbeirrt seinen Weg. Ganz gleich aber, wieviel Arten von Begabung er in sich vereinte, der Schlüssel seiner „überragenden Persönlichkeit“, seiner

Péter Katalin, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences, Budapest, Üri u. 53. H–1014 Hongrie

historischen Bedeutung ist am ehesten in seinem Verhältnis zum Kuruzenheer und in seiner militärischen Vortrefflichkeit zu suchen. Im Umgang mit dem verrohten Kriegsvolk wurde das Führungstalent auf harte Proben gestellt — eine Prüfung, die andere durchweg nicht bestanden hatten, Thököly aber glanzvoll meisterte. Die gleichsam gesetzmäßige Krönung seiner Meisterschaft erfolgte am 8. Januar 1680, als er in Hajdúszoboszló von der Gesamtheit der Kuruzentruppen zum Oberbefehlshaber des Heeres gewählt wurde.

Diese Ernennung bedeutete einen riesigen Erfolg für den zu dieser Zeit 23 jährigen Thököly, umso mehr, als sich der junge Aristokrat auch in der Machtsphäre der Leitung des Aufstandes bedeutenden Schwierigkeiten gegenübergestellt sehen mußte. So hatten ihm vor allem die früheren tatsächlichen und nominellen Oberbefehlshaber Steine in den Weg gelegt. Noch schwerwiegender war das (in der bisherigen Geschichtsliteratur kaum bekannte) Mißtrauen, das ihm die in Ungarn eingesetzten Machthaber der Hohen Pforte in äußerstem Maß entgegengebracht hatten. Feindselig hatten sie die ersten Schritte Thökölys an der Spitze der Aufständischen verfolgt und den mit französischer Unterstützung geführten Kriegszug des Jahres 1678 als gefährliche „factio“, als eine Rebellion betrachtet, die in ihren Augen zu einer Auflösung der Kuruzenbewegung führen konnte. Den Gesandten, den Thököly zwecks einer Rechtfertigung nach Várad (Großwardein, Oradea) geschickt hatte, metzelten die Türken einfach nieder Darüberhinaus verschleppten sie die Familien von 200 Kuruzensoldaten als Geiseln, um sich somit Thökölys Treue zu sichern. Eine Quelle berichtet davon, wie sich die türkische Führung sogar mit dem Gedanken beschäftigte, daß man „den Kuruzen ein anderes Haupt machen muß, denn ihr General ist geradezu ein Kind und ihr Rat ein Schüler“.

Bei Kenntnis all dieser Umstände tritt die wirkliche Bedeutung der Wahl von Hajdúszoboszló hervor, die Thököly in der Gemeinschaft der Landflüchtigen als Obersten Heerführer „legitimierte“. So wird auch verständlich, daß ungefähr anderthalb Monate nach der Wahl, im Februar 1680, zum ersten Mal ein Tschauisch der Porte Imre Thököly aufsuchte. Damit anerkannte auch Instambul den jungen Grafen als erste Person innerhalb der Kuruzenbewegung. Wir dürfen dabei nicht vergessen, daß dies zweieinhalb Jahre nach Beginn Thökölys aktiver politischer Laufbahn geschah. Daher läßt sich nicht ohne Grund behaupten, daß der Kuruzengeneral neben der Fortsetzung des von den ungarischen Aufständischen geführten antihabsburgischen Kampfes gleichzeitig auch *gegenüber* der siebenbürgischen Vormundschaft und *zwecks* Erlangung der Anerkennung von türkischer Seite seine eigene Schlacht schlug, um die eigene Handlungsfreiheit zu erweitern.

Und hier ist der Moment für den Versuch einer Beantwortung der zweiten zum Anfang aufgeworfenen Frage. Welche politische Argumente und tiefer liegende Erwägungen standen im Hintergrund der türkisch orientierten Tendenz in Ungarn? Bei der Untersuchung dieser Frage ist es zweckmäßig, davon auszugehen, daß — schon lange vor dem Auftreten Thökölys — im politischen Denken der ungarischen Aufständischen eine gleichsam zum Axiom gewordene (später freilich als völlig irrtümlich sich erweisende) Überzeugung auftauchte, wonach sich in den Machtverhältnissen der beiden Reiche, die über das Gebiet Ungarns verfügten, ein deutlicher und anhaltender, vielleicht sogar endgültiger Vorteil zugunsten der Osmanen abzeichnete. Diese Schlußfolgerung zogen die führenden ungarischen Politiker in erster Linie aus dem 1664 zustandekommenen

Frieden von Vasvár (Eisenburg), als die Gesandten des Wiener Hofes trotz des vorangegangenen großartigen Sieges, den Montecuccoli bei Szentgotthárd (Sankt Gotthard) errang, einen Vertrag unterschrieben, der nachteilige Bedingungen enthielt. So war nämlich anzunehmen, daß die Macht des Türken so gewaltig sei daß – um mit Thökölys Worten zu sprechen – „auch in unglücklichen Momenten der Sieger sich ihm unterwirft“, weil sich der Sieger – so können wir sinngemäß hinzufügen – auf keinen längeren Krieg mit ihm einzulassen getraue. Aus dieser Erfahrung ging der Mythos von der Unbesiegbarkeit des Osmanischen Reiches hervor, der am prägnantesten in einem Schreiben vom Oktober 1677 zum Ausdruck kam, worin der Siebenbürger Mihály Teleki die Landflüchtigen ermahnte, ihre Befreiung nur dann zu erwarten, wenn ihr glückliches Schicksal „vom Reich der Hohen Pforte, weit und breit über die ganze Welt erstreckt, beschlossen wird“. Ausgehend von dieser Denkweise, in der das „Imperium Ottomanicum“ längst zum „Universum Ottomanicum“ geworden war, ging die weitere Argumentation dahin, daß es keinen Sinn habe, sich den Türken offen zu widersetzen, weil dies nur zur Niederlage der Ungarn führen würde, und in diesem Fall würde ihnen unweigerlich das Schicksal der völlig annektierten Balkanländer (Griechenland, Bulgarien, Serbien, Bosnien) beschieden sein – würden es aber die Ungarn von selbst auf sich nehmen, sich zu ergeben, dann könnten sie (nach dem Muster Siebenbürgens) unter der Bedingung der Abhängigkeit in außenpolitischen Fragen ihre eigenen Einrichtungen und die innere Selbständigkeit beibehalten. Und das erschien allein schon insofern als wünschenswert, als auf der anderen Seite das abschreckende Beispiel Böhmens stand, bzw. der in ganz Europa allgemein vordringende Absolutismus, wodurch die ungarische herrschende Klasse ihre traditionellen ständischen Regierungsrechte in Gefahr geraten sah. Mit einem Wort, der ungarische Adel sah sich in einer *Zwinge*. Auf der einen Seite drohte die Unterwerfung durch die Türken, wie sie auf dem Balkan geschehen war, auf der anderen Seite die europäische absolutistische Entwicklung. Mit der „Flucht nach vorn hin“ zum Türken suchte der ungarische Adel einen Ausweg aus dieser beklemmenden Situation. Dies war natürlich auch mit religiösen Motiven verbunden. Der durch die Habsburgische Gegenreformation in seiner Existenz bedrohte ungarische Protestantismus erhoffte unter türkischer Oberherrschaft eine ungestörte Religionsausübung.

Hinzu kam noch ein weiterer wichtiger Beweggrund: der Wunsch nach Frieden, Ruhe und Beständigkeit in einem Land, das zu dieser Zeit nahezu anderthalb Jahrhunderte lang als Kriegsschauplatz hatte erhalten müssen. Die ungarischen Aufständischen waren der Auffassung, daß die Schutzherrschaft der Pforte der Bevölkerung des Landes ungestörtere Lebensbedingungen zu sichern vermochte als die unzulängliche „deutsche Obhut“. Nichts ist in dieser Hinsicht charakteristischer für die in Kreisen der Aufständischen herrschende Stimmung als Imre Thökölys Brief vom 8. Juli 1683 – Kara Mustafa zog bereits gegen Wien –, in dem er mit dem als entscheidend gedachten Argument, daß „nun das Jahr gekommen, in welchem wir aus Gottes Gnade auf das größere Heil unserer geliebten Heimat und den lang ersehnten einstigen Frieden hoffen können“, die ungarischen Stände zu politischer Fügsamkeit zu überreden suchte. Hier sei der Ansicht Ausdruck gegeben, daß dieses Thököly-Zitat einen entscheidenden Beweis dafür liefert, wie nachdrücklich sich in dieser entscheidenden Zeitphase die Gedanken in der Umgebung des Kuzenfürsten im Rahmen einer „Pax Ottomanica“ bewegten.

Im Zeichen dieser Politik gelangte der Thököly-Aufstand im Jahre 1682 auf den

Höhepunkt seiner Erfolge. Dieses Jahr brachte für Imre Thököly die Heirat mit Ilona Zrínyi, was ihn zum reichsten Mann Ungarns machte; ein Atnameh, mit dem ihm der Sultan Oberungarn schenkte und somit ihn zum Herrscher eines großen und reichen Landesteiles erhob. Mit Kassa (Kaschau, Košice) als Zentrum begann zu dieser Zeit der Ausbau Thökölys oberungarischen Fürstentums, das sich als neues Staatsgebilde zwischen die bereits bestehenden habsburgischen, türkischen und siebenbürgischen Landesteile schob. Das Fürstentum Oberungarn, das von 1682 bis 1685 bestand, wurde hinsichtlich des Machtcharakters von einer eigentümlichen Zweiheit gekennzeichnet, die im Grunde einen Widerspruch darstellte. Zwar forderte Thököly in seinen Devisen und Proklamationen die Erweiterung der ständischen Rechte und Privilegien, doch in der politischen Praxis durchkreuzte er oft die Ziele und Bestrebungen der Stände. Besonders charakteristisch zeigte sich diese Zweiheit in seiner Steuerpolitik sowie in seinem Standpunkt bezüglich der Zipser Kammer. Bei der Steuerzahlung forderte er die erhöhte Quote, die die habsburgische Regierung in den 1670-er Jahren eingeführt hatte; an der bereits 100 Jahre zuvor gegründeten Zipser Kammer, diesem bewährten Mittel der Zentralisierungspolitik, ließ er – entgegen allen Forderungen der Stände – keine Veränderungen zu. Das heißt, daß er an zwei entscheidenden Punkten der damaligen Staatsverwaltung die früheren Errungenschaften der Zentralisierungspolitik beibehielt, und er ließ nicht zu, daß anarchistische Tendenzen die Oberhand gewinnen.

Doch auch in seinen persönlichen Fähigkeiten und Neigungen tendierte Thököly zur Anwendung einer energisch zentralisierenden Politik. So lesen wir in zeitgenössischen Aufzeichnungen oft davon, daß Thököly in den zu seinem Besitz gehörenden Gebieten über „plenipotentia“ (uneingeschränkte Macht) verfügte, „wie ein freier König und Fürst uneingeschränkte Macht über seine Kronländer hat“, und daß er die Stände fest beim „Schopfe“ packte. Thökölys Herrschaftsmethoden werden auch daraus klar ersichtlich, daß er zur Durchsetzung bestimmter persönlicher Ziele oftmals fürstliche Kommissare ausschickte, die bekanntlich durchaus zum Institutionssystem des fürstlichen Absolutismus gehörten. Damit wollen wir natürlich keinesfalls behaupten, daß Thököly nach absolutistischen Normen herrschte – wohl aber, daß die Methoden seines Vorgehens vielseitig waren und sich den Erfordernissen jederzeit flexibel anpaßten.

Es ist allgemein bekannt, daß sich das Schicksal Imre Thökölys schließlich nicht auf dem Schauplatz der ungarischen Politik entschied, sondern innerhalb gesamteuropäischer Dimensionen und auf den entscheidenden Kriegsschauplätzen. Die heldenhafte Verteidigung Wiens und der Sieg in der Schlacht am Kahlenberg 1683 bereiteten der historischen Situation, wie sie vor dem Thököly-Aufstand gegeben war, radikal ein Ende. Die unter der Führung der Habsburger gelungene Vertreibung der Türken aus Ungarn stellt eine hervorragende Grenze zwischen den historischen Epochen ganz Ost-Mitteleuropas und in erster Linie Ungarns dar. Wenn der ungarische Staat dem Schicksal der weiter südlich liegenden Balkanländer entging und sich die osmanische Herrschaft hier nicht noch über zwei weitere Jahrhunderte erstreckte, so ist dies vor allem dem Sieg der kaiserlichen Truppen zu verdanken. Diese grundlegende Wende wieder, die Ungarn den Weg zum neuzeitlichen Aufschwung eröffnete, stürzte zugleich Imre Thököly notwendigerweise in den Abgrund. Es ist nur allzu verständlich, daß infolge der zunehmenden Schwierigkeiten sich immer mehr schon früher vorhandene Fehler einstellten, die allgemein mit seinem mangelnden Wirklichkeitsgefühl und unzureichender Informationsbasis in Verbindung standen.

Dessenungeachtet lag der Grundfehler in der Konstruktion, auf die er baute, d. h. in seiner irrtümlichen Einschätzung der Kräfteverhältnisse zwischen den beiden Mächten. Für diesen Fehler hatte er zwei lange Jahrzehnte lang – bis zu seinem Tod in Kleinaisen am 13. September 1705 – zu büßen. Es war auch eine Ironie des Schicksals, daß er den schwersten Schlag, den er nicht verwinden konnte, von seinen türkischen Verbündeten hinnehmen mußte, die ihn im Oktober 1685 als Sündenbock gefangennahmen, um ihn seinen unversöhnlichen habsburgischen Gegnern auszuliefern. Vergeblich wurden sie sich nach kurzer Zeit ihres Irrtums bewußt, und vergeblich suchten sie, Genugtuung zu bieten – Thököly hatte alles Ansehen verloren und war von da an in moralischem Sinne zu einem Schattendasein verdammt.

Wollen wir nach all dem Bilanz ziehen und Thökölys Stellung beurteilen, die er in der ungarischen Geschichte einnahm, müssen wir uns vor einem einseitigen Urteil hüten. Zwar bestand der einleitend erwähnte Widerspruch, als sich die Ungarn im entscheidenden Moment einer Handlungsmöglichkeit gegen die Türken im gegnerischen Lager formierten, doch auf der anderen Seite ist es auch wahr, daß Thököly mit der Sprengung des nach 1664 unerträglich gewordenen status quo und durch die Beseitigung der 150 Jahre lang unverändert gebliebenen militärischen „Pattstellung“ sein politisches Endziel doch erreicht hat, wenn auch auf eigene Weise. Und dabei handelt es sich nicht um eine Kleinigkeit. Bedenken wir nur, daß Kaiser Leopold und die Minister in Wien die Verhältnisse in Ungarn unverändert beibehalten wollten. Wäre es nach ihnen gegangen, hätte Ungarn noch Jahrzehnte lang auf die Befreiung von der Türkenherrschaft warten können.

All das ist ein Grund mehr, zu der Feststellung zu kommen, daß bei den Kraftanstrengungen, die auf den Fortbestand des Staates Ungarn abzielten, neben den antitürkischen Ungarn und mit ihnen zusammen auch die antihabsburgischen Ungarn einen Anteil hatten, und in den Reihen der letzteren gebührt, samt all seinen Irrtümern, auch dem „Kuruzenkönig“ ein Platz.

Siebenbürgen und der Befreiungskrieg

KATALIN PÉTER

Lange Zeit wurde die ungarische Politik von der Absicht bestimmt, die drei Teile des Landes unter einer Herrschaft wieder zu vereinigen. Die Vorbedingung für diese, für das ganze Land günstige Wende bestand seit 1541 in der Zerschlagung der Türkenherrschaft.

Auf die komplizierte Frage, wie die von den Türken abhängigen Fürsten Siebenbürgens und ihre antihabsburgische Kämpfe zu dieser Hauptbestrebung standen, möchte ich hier nicht eingehen. Ich deute nur die Überzeugung an, daß all die siebenbürgischen Herrscher, denen das Protektorat der Pforte nicht durch eigene Wahl, sondern von Geburt an beschieden war, vom Verlauf der Ereignisse letztendlich nicht anderes erwarteten als die Politiker im königlichen Landesteil. So bedeutete die Vertreibung der Türken auch für sie die Voraussetzung für die umfassende, den türkisch besetzten Teil mit einbegreifende Einheit des Landes. Die Übereinstimmung der Ansichten in dieser Beziehung hielt bis zur Zeit Michael Apafis an. Thököly, den Politiker, der eine eigenartige Abhängigkeit von der Pforte selbst wählte, schließe ich dabei aus.

Gabriel Bethlen war es, der seine Meinung zu diesem Hauptproblem der ungarischen Politik von Seiten Siebenbürgens als letzter vor dem wirklichen Beginn der Befreiungskriege öffentlich äußerte. Im Zuge des ersten Vertrages von Nagyszombat (Tymau, Trnava) mit Matthias II. im Jahre 1615 unterzeichnete er eine Geheimerklärung. Sie besagte, daß die freie Fürstenwahl in „Siebenbürgen und den angeschlossenen Teilen“ solange bestehen bleibe, bis „durch Gottes Gnaden Buda und Eger (Erlau) von der Türkenherrschaft befreit sein werden“.¹ Und obwohl man es nicht wortwörtlich formulierte, so geht doch aus dem gesamten Text hervor, daß sowohl Matthias II. als auch Bethlen den Standpunkt vertraten, kein anderer als der Habsburgerkönig bzw. einer seiner Nachfolger werde das Land befreien.

Bethlen gab diese Erklärung auch in Namen seiner Nachfolger ab, sie galt also noch, als die Beseitigung der Türkenherrschaft Realität wurde. Nur war sie im Laufe der Zeit in Vergessenheit geraten, und die Politiker der 1680er Jahre kamen nicht darauf zurück. Gerade deshalb sei hier auf sie hingewiesen. Sie hilft zu verstehen, wie eigen-

¹ „In hac libera electione principatus, quem nunc habent, per nos et successores nostros legitimos Hungariae reges conservabuntur, donec Dei beneficio Buda et Agria a potestate Turcarum (nisi antea voluerint) eliberabuntur“. Österreichische Staatsverträge. Fürstentum Siebenbürgen 1526-1690. Bearb. R. Gooss. Wien, 1911. S.449. (Gooss.)

Péter Katalin, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences, Budapest, Úri u. 53. H-1014 Hongrie

tümlich sich im Vergleich zu früheren Auffassungen die Meinung der Siebenbürger über die Situation des Fürstentums zur Zeit der Befreiungskriege gestaltete.

Bethlen baute auf politische Konventionen, die, mehr oder weniger allgemein anerkannt, über viele Generationen hinweg gegolten hatten. Erstens stützte er sich auf die von Anfang an betonte Berufung im Zusammenwirken der Habsburgischen Herrscher und der ungarischen Politiker auf die Notwendigkeit, nämlich der Anwesenheit der Dynastie in Ungarn im Kampf gegen die Türken. Daß diese Anwesenheit wegen dem Türken gerechtfertigt, sogar unentbehrlich sei, hatte schon Karl V. indirekt 1526 zum Ausdruck gebracht, als er dem Landtag, der seinen Bruder zum König wählte, ein Schreiben schickte, in dem er den Krieg gegen die Türken versprach.²

Das Schicksal der beiden, in Christenhand verbliebenen Landesteile mit der Befreiung Budas und Egers, also mit der Befreiung des dritten, türkisch besetzten Landesteiles verknüpfend stützte sich Bethlen ebenfalls auf über lange Zeit hinweg allgemein verbreitete und angenommene Ansichten. Hier kam der tief im Bewußtsein der Zeitgenossen wurzelnde Gedanke von der Zusammengehörigkeit der drei Landesteile zum Ausdruck: die Einheit des einst so mächtigen Landes würde erst dann wiederhergestellt, wenn es in sämtlichen Teilen mit der Türkenherrschaft ein Ende habe. Hinter diesem Gedanken stand das Bewußtsein der „gemeinsamen Heimat“.

Ansichten über die „gemeinsame Heimat“ waren im Verlaufe des 16. Jahrhunderts noch ebenso durchweg mit antitürkischer Schärfe aufgesetzt, wie auch Bethlens Erklärung von dieser Idee spricht. Es geschah dennoch daß diesen Ansichten eine zu Taten inspirierende Rolle nicht während der Kriege gegen die Türken zukam. Man bediente sich ihrer vielmehr in der Zeit der antihabsburgischen Kämpfe – und zwar auf beiden Seiten. Die Fürsten beriefen sich auf die Idee von der „gemeinsamen Heimat“, als sie sich in dessen Angelegenheiten als kompetent betrachtend im königlichen Landesteil einfielen, und von der anderen Seite gesehen, konnte man die sieben Komitate oder die anderen, zeitweise überlassenen Gebiete ihnen, als den Repräsentanten eines Gliedes der gemeinsamen Heimat hingeben.³

Die Ideen zur Zeit der Befreiungskriege werden dagegen am auffallendsten dadurch gekennzeichnet, daß der in der Mitte des 17. Jahrhunderts noch bestimmt lebendige Gedanke der „gemeinsamen Heimat“ bis dahin sozusagen verschwand. Schon in der Publizistik der Landesflüchtigen erschien eine verblüffende Wendung: zwei edle Heimats, die siebenbürgische und die benachbarte ungarische Heimat, oder ganz einfach ungarische und

² „Si enim optimum et viribus ac aetate florentissimum principem amisistis, habetis serenissimum dominum Ferdinandum principem... Fratrem nostrum carissimum, qui.. nullam unquam optimi principis officium praetermittet, quo vos omnes, domosque et facultates vestras defendere et amissa recuperare valeatis, cuique nos nostris viribus et autoritate, ac persona ipsa nostra nunquam defuturi sumus jamque ad hoc in maximo sumus apparatu, nostrasque et subditorum nostrorum vires disponere caepimus, quibus quanta pro rei magnitudine licebit, breviter et celeritate Turcas a vestris laribus profligare (et si Deus concesserit) longe a finibus vestris arcere... valeamus...“ Supplementum ad Vestigia Comitiorum Bd III. Ed.M.G. Kovachich. Buda, 1801.S.107.

³ Es ist bezeichnend in dieser Hinsicht, daß der Adel der den Fürsten übergebenen Gebieten auch weiterhin den königlichen Landtag besuchte. Nikolsburger Friede: Gooss. S.550., Linzer Friede: Gooss. S. 775.

siebenbürgische Heimat wurden erwähnt.⁴ Man sprach von zwei Heimaten, obwohl das Land damals in drei Teilen gespalten lag. Der unter Türkenherrschaft stehende Landesteil scheint also somit völlig aus dem Gespräch gekommen zu sein. Ich fand keine Formulierung, die auf diesen, in gewissem Sinne „dritte Heimat“ hindeuten würde. Die Verwendung bzw. Nichtverwendung des Begriffes bildete sich bei den aus dem königlichen Landesteil Geflüchteten und bei den Siebenbürgern gleichförmig heraus. So richtete zum Beispiel Mihály Teleki 1678 seine Apologie „an die Patrioten und alle Stände der zwei edlen – siebenbürgischen und ungarischen – Heimaten in der gegenwärtigen und kommenden Welt“.⁵

Den unter Türkenherrschaft stehenden Landesteil hat auch Teleki nicht erwähnt. Es wäre jedoch übereilt, zu behaupten, daß er gleichzeitig auch die Erklärung dafür gegeben hätte. Er schrieb zwar von „edlen“ Heimaten und ihren Ständen, und die türkisch besetzten Gebiete konnten zweifellos nicht als Land des Adels betrachtet werden. Diese ständische Anschauung schloß jedoch den unter Türkenherrschaft stehenden Landesteil nicht aus. Im Gegenteil: er zählte den in Feindeshand befindlichen Landesteil einfach zu den „Heimaten“, ebenso wie die Verwaltungsorgane, die vor den Türken geflüchtet, im königlichen Landesteil bzw. im Fürstentum Schutz gefunden hatten und sich nun von außen her für die Bewohner im türkischen Gebiet ständig betrachteten.

Ein in dieser Hinsicht vielsagendes Moment erscheint in den Verhandlungen zwischen Siebenbürgen und der kaiserlichen Regierung in den Jahren 1685 und 1686. Die Siebenbürger wollten ihren öffentlichen Kriegseintritt nur für den Fall zusagen, wenn vorher Belgrad, Temesvár (Timișoara) und Várád (Großwardein, Oradea) zurückerobert würden.⁶ Der Forderung bezüglich der Städte Temesvár und Várád fügten sie keinen Kommentar hinzu, aber in Verbindung mit Belgrad äußerten sie sogar mehrmals Erklärungen: „Mit der Eroberung Belgrad“ habe der Raumgewinn des Feindes in Siebenbürgen begonnen: Siebenbürgen habe „viel zu ertragen gehabt“ infolge des Verlustes von Belgrad.⁷ Ziel der Erklärungen war offensichtlich der Beweis, daß das Fürstentum kompetent in der Sache Belgrads wäre. Doch die kaiserliche Regierung ließ sich nicht überzeugen. Die im Juni 1686 unterzeichnete Vereinbarung enthielt nur die Rückeroberung Váráds und Temesvárs als Bedingung.⁸ Die Gründe sind einleuchtend: Temesvár fiel zwar 1552 in die Hände der Türken, als – vorübergehend – beide den Christen verbliebene Landesteile von Ferdinand I. regiert wurden, doch zuvor stand die Festung unter der Herrschaft der Szapolyai-Regierung. Várád wiederum war eindeutig dem Gebiet des Fürstentums Siebenbürgen entrissen worden. Belgrad aber hatte man noch 1521 verloren, als es weder

⁴ Beispiele: Die Landesflüchtigen der „ungarischen Heimat“ wünschen den siebenbürgischen Ständen alles Gute für „eure Heimat“; Über den Befehlshaber der Landesflüchtigen steht: „nützlicher Sohn von einer der Heimaten“; Die Landesflüchtigen der „ungarischen Heimat“ behaupten, „unsere arme Heimat“ hätte die „benachbarte edle Heimat“ beschützt. A bujosók levéltára. Ed. Deák, F. Budapest, 1883. S. 24–25.; S. 104.; S. 141–142.

⁵ Monumenta Comitialia Regni Transylvaniae. Ed. Szilágyi S. Bd. XVI. Budapest, 1893, S. 482.

⁶ Puncta quaedam illustrissimi principis, 1685.: Monumenta Hungariae Historica. Diplomatarium Alvinczianum Bd I. Pest, 1870. S.10. (Diplomatarium Alvinczianum). Instructio pro Joanne Haller, 4. Nov. 1686.: Diplomatarium Alvinczianum Bd III. Budapest, 1887, S. 18.

⁷ Speciales quaedam ad resolutiones sacratissimae caesariae regiaeque suae majestatis, 1686.: Diplomatarium Alvinczianum Bd I. S. 106. Bécsben az követ uraknak írt levélről, 7. Mai 1686.: Ebenda S. 121.

⁸ Gooss. S. 876.

eine Szapolyai-Regierung noch ein Fürstentum Siebenbürgen gab. Die Zeitgenossen des 17. Jahrhunderts folgten also der Ansicht, daß der Anspruch Siebenbürgens auf Belgrad unberechtigt sei, während die Forderungen bezüglich der beiden anderen Festungen durchaus zu Recht bestünden.

Die Veränderung im Vergleich zu dem Standpunkt, den Gabriel Bethlen und Matthias II. 1615 vertreten hatten, ist deutlich. Damals betrachteten die beiden Herrscher, ansonsten arge Feinde, das in drei Teile zerfallene Land ohne jede Unstimmigkeit als eins, wenn es um die Perspektive eines Befreiungskrieges ging. Nun aber sahen Michael Apafi I. und Leopold I. bzw. ihre Anhänger – die ebenfalls in keinem freundschaftlichen Verhältnis zueinander standen – zwei Länder auf dem Gebiet des wenig zuvor noch „gemeinsamen Heimats“. Die „gemeinsame Heimat“ trennte sich also in zwei Teile. Das Gefühl der Zusammengehörigkeit löste sich jedoch nicht zugleich auf, denn so oft der Begriff „zwei Heimaten“ im königlichen Landesteil oder im Fürstentum verwendet wurde, war immer offensichtlich, daß man in beiden nur von einer „ungarischen Nation“ wußte. Nach Meinung der Zeitgenossen der Befreiungskriege lebten sowohl in der „siebenbürgischen“ als auch in der „ungarischen“ Heimat Mitglieder der ungarischen Nation.⁹ Der Begriff „siebenbürgische Nation“ trat unter ihren Vorstellungen nicht auf.

Der Begriff der „einen Nation in zwei Heimaten“ faßte eine Reihe von komplizierten Verhältnissen zusammen, die in Worten schwer auszudrücken waren. Auch hat ihn scheinbar nicht jeder im gleichen Sinne verwendet. Die siebenbürgischen Politiker jedenfalls brachten damit zur Zeit der antitürkischen Kriege einen Standpunkt über die Lage des Fürstentums zum Ausdruck, den die Mehrzahl der Politiker im königlichen Landesteil zweifellos nicht akzeptieren konnte. Der Kern dieser Auffassung bestand nämlich darin, daß das Königreich Ungarn und das Fürstentum Siebenbürgen gleichrangig seien, da ja beide Länder von einer Nation bewohnt wurden. Man schrieb es nicht nieder, doch ganz offensichtlich folgt daraus, daß Siebenbürgen laut Auffassung seiner eigenen Politiker nicht mehr ein „Teil“, ein „Stück“ von Ungarn war, sondern ein genauso selbständiger Staat wie die „benachbarte Heimat“. Die Befreiung von den Türken ging in der Perspektive nicht mehr mit der Vereinigung der beiden Länder einher. Und der Kreis um Michael Apafi legte sogar noch vertraglich fest, daß man die von Türken zurückeroberten und durch den Kaiser an Siebenbürgen zurückgegebenen Gebiete „ohne Vorgesetzten- und Obrigkeitsrechte Seiner Majestät“ zu bekommen habe,¹⁰ wo doch Leopold I. laut verfassungsrechtlicher Tradition, die sich bis auf den Beginn des 16. Jahrhunderts zurückverfolgen ließ, nicht nur den befreiten Landesteilen, sondern auch Siebenbürgen als König von Ungarn vorsitzend und übergeordnet war.

In der These der Gleichberechtigung der „zwei Heimaten“ kam eine ganze Reihe von ideellen Veränderungen zur Zusammenfassung. Da erscheint in politischer Hinsicht der im Verhältnis zu früheren Absichten verblüffende Plan, wonach das Fürstentum Siebenbürgen nach Kündigung der Abhängigkeit von den Türken nicht dem Königreich Un-

⁹ Die Landesflüchtigen sind z.B. treu „zu Gottes Herrlichkeit, zu unserer Religion, zu unserer Nation“. Bujdosók levéltára S. 99.

¹⁰ 5. Apr. 1686.: „Cum loca Turcis eripientur, bona quae ad Transylvanos in iis spectare dignoscuntur, iisdem restituentur, salvo S.C. Regiae Majestatis jure superioris et feudi. Diplomatarium Alvinczianum Bd I. S. 102.

garn untergeordnet sein möge, sondern die Möglichkeit haben sollte, sich dem Kaiserreich Leopolds I. anzuschließen.¹¹ Ich nenne es verblüffend, weil die ungarischen Politiker seit Bestehen der Habsburger-Herrschaft in Ungarn immer einer genau entgegengesetzten Auffassung folgten. Schon seit Generationen hatten sie in den verschiedensten Situationen immer wieder betont, daß Ungarn nicht Teil des Habsburgerreiches sei.

Bei aller Ungewöhnlichkeit, die diese von früheren politischen Vorstellungen abweichende Absicht in sich barg, muß jedoch festgestellt werden, daß im Hintergrund viele Gründe dafür antreibend sein konnten. An erster Stelle würde ich die sinnlosen und auf eine dumme Art hin und her greifenden Zerstörungen erwähnen, die die Habsburger-Herrschaft in den zwei Jahrzehnten vor dem Befreiungskrieg im königlichen Landesteil mit sich brachte. Verständlicherweise strebten die Siebenbürger die Herausbildung eines anderen Verhältnisses an. Gewiß spielte auch die seit langem tatsächlich bestehende Selbständigkeit des Fürstentums eine Rolle. Gegen die Vereinigung weiterhin mochten die aus den antihabsburgischen Kämpfen gezogenen Lehren gesprochen haben. Aus den gemeinsamen Aktionen nämlich hatte Siebenbürgen selbst so gut wie keinen Nutzen gezogen. Es war aus der Vergangenheit kaum auf gemeinsame Interessen zu schließen. In der ungewöhnlichen Angelegenheit verhandelte man vielleicht bloß für Zeitgewinn. Das wäre nicht unbegreifbar. Eingezwängt zwischen Wien und Konstantinopel, im Rücken bedroht von Thököly und seinen Anhängern, mußte es wie eine Zuflucht erscheinen, wenn die endgültige Entscheidung über die Zukunft Siebenbürgens wenigstens solange hinausgezögert werden konnte, wie zwischen dem Hof und Siebenbürgen noch hoffnungslose Verhandlungen bestanden. Es ging nämlich nicht nur um den Anschluß an das Reich, sondern auch darum, die Steuerzahlungen sowie die Beherbergung kaiserlicher Heerestruppen zu vermeiden. Schließlich mochte auch menschliche Schwäche ausschlaggebend gewesen sein. Sicher fürchteten die Siebenbürger die Konkurrenz der Mächtigen aus dem königlichen Landesteil, wenn es um die gemeinsame Führung eines einzigen Königstums gehen sollte.

Ich spreche von menschlicher Schwäche, da ich der Überzeugung bin, daß der Standpunkt der Kreise um Apafi nicht den Interessen Siebenbürgens entsprach. Er entsprach ihnen auch dann nicht, wenn über politische Gründe und über die im Bewußtsein wurzelnde „eine Nation in zwei Heimaten“ – Gedanken hinausgehende weitere ideelle Faktoren mitwirkten.

Diese Faktoren reichten aus längst vergangenen Epochen bis in die Zeit der Befreiungskriege und boten der Auffassung, die im 17. Jahrhundert von der Gleichberechtigung der „zwei Heimaten“ sprachen klare Argumente. Sie verleugneten zwar die Traditionen der unmittelbaren Vergangenheit im Geiste der noch vor der Entstehung des Fürstentums gewesenen Geschichte, jedoch sind sie keinesfalls als Irrtum zu betrachten: Die zur Zeit der Befreiungskriege bestehenden zwei Länder waren aus dem Erbe Ferdinand Habsburgs und Johann Szapolyais hervorgegangen, deren Herrschaft seinerzeit tatsächlich gleichen Wert besaß, oder gleichförmig wertlos war. Erst später haben sich die Kraftverhältnisse verändert.

Die Veränderung geschah allmählich und aus vielen, hauptsächlich politischen

¹¹ 3. Dez. 1685. *Instructio pro generoso Francisco Gyulai. Diplomatarium Alvinczianum* Bd III. S.51.

Gründen. Sie hatten letzten Endes zur Folge, daß sich die Überlegenheit Ferdinands herausbildete. Besonders nachteilig wurde dann die Lage der Szapolyai-Regierung, als König Johann im Jahre 1540 starb. Sein Nachfolger, Johann Sigismund betrug damals nicht mehr als zehn Tage, und es war absolut ungewiß, wie sich der Status dieses Kleinkindes neben Ferdinand I. gestalten werde. Dann kam die verhängnisvolle Entscheidung des Sultans Suleiman dazu. Er nahm die Hauptstadt, ließ aber den östlichen Teil des Landes, Siebenbürgen inbegriffen, in den Händen der Szapolyai-Regierung, den westlichen in denen der Regierung des Habsburger-Königs. Die ursprüngliche Gleichberechtigung der zwei Regierungen bestand jedoch fiktiv auch in dieser Situation noch drei Jahrzehnte lang. Erst 1570 wurde in Speyer ein Übereinkommen entgegengesetzten Sinnes abgeschlossen. Es besagte, daß die Gesamtheit der unter Szapolyai-Regierung stehenden Gebiete, Siebenbürgen zusammen mit den anderen Teilen, die vom Lande dazugehörten — ursprünglich ein ebensolches Königtum wie das des Habsburger-Herrschers — ein „Glied“ von niedrigerem staatsrechtlichem Status des Königreichs Ungarn sei.¹²

Kehren wir nun zu dem Fürsten und seinen Anhängern zur Zeit der Befreiungskriege gegen die Türken zurück. Sie vertraten letztendlich den Standpunkt, daß die 1570 fixierte und seitdem durchweg gültige Vorherrschaft des Königreiches nicht anzuerkennen sei. Im Geiste des einstigen Königreiches Ungarn sprachen sie dem Königreich ihrer eigenen Epoche den Vorrang ab. Dieser Fakt ließe sich eigentlich mit hoher Anerkennung behandeln, und wenn ich Apafi und seinen Anhängern diese Anerkennung nicht zolle, so nicht nur deshalb, weil dem Historiker nicht die Rolle eines Richters zukommt. Statt eines Urteils liegt vielmehr eine einfache Feststellung auf der Hand. Während sie damit beschäftigt waren, die Gleichberechtigung des Fürstentums und des Königreiches zu beweisen, vernachlässigten sie eine um vieles wertvollere Tradition. Sie gaben die Bestrebung nach Wiederherstellung eines einheitlichen Landes auf. Ihr unglückliches Vorgehen lag nicht nur daran, daß die Sehnsucht nach der Einheit auf ebensolch alte Erinnerungen der Wirklichkeit zurückgriff, wie die Idee der Gleichheit. Wichtiger war, daß sie auch bei der Beurteilung ihrer eigenen Gegenwart einem Irrtum verfielen. Wenn auch viele objektive wie subjektive Gründe dafür sprachen, so erforderte doch das Interesse des Landes nicht die Aufrechterhaltung der Zerrissenheit.

Ich will damit nicht behaupten, die Landesvereinigung hätte nach dem Ende der Türkenherrschaft das Ungarn des Königs Matthias wiederhergestellt. Der Feind hatte seitdem viel verwüstet, und die Lage in ganz Europa war eine andere geworden. Den Irrtum Apafis und seiner Anhänger bewiesen aber Leopold I. und die kaiserliche Regierung dadurch, daß sie den Plan, der den Anschluß an das Reich vorsah, zunächst restlos, später dann mit geringen Veränderungen verwirklichten. Schon zur Zeit der Belagerung Budas im Jahre 1686 schlossen sie einen Vertrag mit dem Fürstentum ab. Siebenbürgen wurde dadurch nicht Ungarn, sondern „den Ländern und Provinzen Seiner Majestät“ angeschlossen. Der Vertrag beinhaltete nicht nur die Handelsfreiheit und die gegenseitige Auslieferung der Fahnenflüchtigen im gesamten Gebiet Siebenbürgens und Leopolds I., sondern fügte auch hinsichtlich der Rechtspflege die gesamte Gemeinschaft in eine

¹² 16. August 1570.: „Caeterum srmus princeps unacum suis descendentibus posteris habeat et recognoscat Sacram Ceam Regiamque Mtem pro capite totius Christianitatis, pro rege Hungariae et maiore et superiore suo, ipsamque Transylvaniam ac partes Hungariae, quas possidet, pro membro regni Hungariae“. Gooss. S. 191.

Einheit.¹³ Später wurde er dann abgeändert, denn die Eroberung Budas und die folgenden weiteren Siege in Ungarn frischen die alten Bezüge der Habsburger-Herrschaft wieder auf. Bis dahin hatten die ungarischen Politiker von den Herrschern der Dynastie den Krieg gegen die Türken gefordert, nun, nach der Befreiung großer Landesteile, legte das Herrscherhaus die Rechnung vor. Auf dem Ständetag im Jahre 1687 ließ es sein eigenes Erbkönigtum anerkennen und betrachtete dies als Ausdruck des Dankes.¹⁴ Man hätte die Fiktion des Dankes zerschlagen, hätte man in Siebenbürgen nicht dieselbe Berufung angewendet.

1688 entstand also ein neuerer Vertrag. Er sprach in langen Passagen vom siegreichen Herrscher, der die Türken bezwang, um dann zu betonen: Siebenbürgen „kehrte zum König von Ungarn zurück, dem es durch Schicksals Neid und Machtbegierde entrisen worden“ war.¹⁵ Über die gegenseitige Zugehörigkeit, die Siebenbürgen und das Königreich selbst betraf, gibt jedoch der Vertrag mit keinem Wort Auskunft. Auch Leopolds Diplom vom Jahre 1690 geht in keiner Weise darauf ein. Es erklärt Siebenbürgen zu einem Land, für das ein vom Herrscher einberufener, gesonderter Landtag zuständig ist.¹⁶ Dem Denken des 17. Jahrhunderts entsprechend, war es demnach ein selbständiges Land. Die Floskel von der „Rückkehr zum Königreich“ fand noch öfter Verwendung, doch die staatsrechtliche Zusammengehörigkeit vom Königsreich und Fürstentum legten weder Leopold noch seine Nachfolger fest. Sie blieb noch lange Zeit ungeklärt.

Wenn ich zuvor sagte, daß diese Maßnahmen Leopolds gegen den Plan Apafis und seiner Anhänger sprachen, so ist diese Behauptung keine allgemeine Beurteilung der kaiserlichen Regierung in Ungarn. Gerade in Zusammenhang mit den gegen die Türken geführten Befreiungskriegen läßt es sich übrigens wohl kaum so darstellen, als wäre sie immer planmäßig und bewußt gegen die ungarischen Interessen vorgegangen. Bei der Einrichtung nach dem Sieg über die Türken nahm sie jedoch zweifellos keine Rücksicht auf die Interessen Ungarns. In diesem Sinne kam der Plan Apafis, der die kaiserliche Herrschaft suchte, dem Vorhaben Leopolds sehr entgegen, doch werden die siebenbürgischen Politiker durch die Tatsache entschuldigt, daß der Verlauf der Ereignisse nicht von ihnen abhing, sondern von den Absichten der Großmächte. Es triumphierte die oft bewährte Methode der Habsburger, die hieß: „Teile und herrsche!“

¹³ 28. Juni 1686.: „Subditi Sacrae Cae Riaeque Mtis in Transylvania et vicissim hi in regnis, provinciasque Suae Mtatis causas suas in iudicio (!) agere et prosequi libere poterunt, procuratorumque constitutiones et aliae litterae causales in locis et coram personis solitis et authenticis in unius territorio legitime factae, ubique firmis et validis habeantur“. Gooss. S. 874.

¹⁴ Art. 2. 1687.: „In perpetuum proinde recolendorum tantorum beneficiorum memoriam et in aeviternum recognoscendam humillime complacentium animum suorum gratitudinem, praefati universi status et ordines hujus regni Hungariae et partium eidem annexarum declarant, quod amodo in posterum neminem alium, quam altetitultae suae caesareae et regiae majestatis propriis ex lumbis suis descendendum masculorum haeredum primogenitum in perpetuum... pro legitimo suo rege et domino habituri“. Corpus Juris Hungarici 1657–1740. Budapest, 1900. S. 334.

¹⁵ Transylvania „redit iam ad regem Hungariae, a quo factorum invidia et ambitiosus nonnullorum ausibus segregatum erat...“ Gooss. S. 915.

¹⁶ „Annua Comitata, ad negotia publica tractanda, justitiam administrandam et propositiones regias si quae fuerint intelligendas, necessaria... promulganda committimus...“ Sylloge tractatum aliorumque actorum publicorum historiam et argumenta b. Diplomatis Leopoldini resolutionis item quae Alvincziana vocatur, illustrantium. Claudiopoli, 1833. S. 74.

Die Länder der böhmischen Krone und die habsburgische Politik in Ungarn und auf dem Balkan

JAROSLAV MACEK

Die Stellung der böhmischen Kronländer war nach dem 30-jährigen Krieg in jeder Hinsicht geschwächt. Bereits im J. 1635 wurde das Territorium dieser Länder dadurch verringert, daß der Kaiser nach dem Prager Frieden die Ober- und Niederlausitz an den Kurfürsten von Sachsen als Erblehen abgetreten hatte.

Die Länder der böhmischen Krone hatten ein Ausmaß von 112.000 Quadratkilometer und 1740 ungefähr 3 Millionen Einwohner. Die großen Verluste an Bevölkerung während des Dreißigjährigen Krieges wurden bis 1740 fast wieder gutgemacht. Auf 1 Quadratkilometer kamen ungefähr 37 Menschen und die böhmischen Länder gehörten zu den am dichtesten besiedelten Teilen Europas.¹

Nach der Niederlage des Ständeaufstandes der Jahre 1618–1620 wurde 1627 eine Verneuerte Landesordnung für Böhmen und 1628 für Mähren herausgegeben, die zwar die böhmischen Kronländer von neuem als selbständigen Staat, nur personell mit dem Königreich Ungarn und den österreichischen Erbländern verbunden, bestätigte, aber diese Souveränität wurde nach und nach durch die Stärkung der zentralistischen Tendenzen eingeengt. Die Stände der einzelnen Länder verloren schrittweise ihre Macht, und die Landtage hatten nicht mehr das Recht, Verfassungsgesetze usw. zu erörtern und herauszugeben. Der Kaiser ernannte nun selbst anstelle der Stände die höchsten Landesbeamten, die Kompetenz der Landgerichte u. a. wurde wesentlich eingeschränkt. Am bedeutsamsten für die Stände war die Behandlung der Steuern in den einzelnen Landtagen.

Durch harte Bestrafung des Widerstandes in den J. 1618–1620 (die Kommission verurteilte in Böhmen 680 Personen und in Mähren mehr als 250), und durch die große Emigration – besonders aus Böhmen – wurde das vorherige Gleichgewicht zwischen der Macht der Ständen und dem Herrscher wesentlich zum Vorteil der vordringenden absolutistischen Tendenzen gestört. Die Macht der Stände war so sehr begrenzt, daß sie sich praktisch nicht mehr gegen den Herrscher und die Dynastie auflehnen konnten, denn der Herrscher hielt die Macht fest in seinen Händen. Das böhmische Königreich hörte somit auf, ein wichtiger Ort des Gleichgewichtes in Europa zu sein, was es zu Beginn des 17. Jahrhunderts noch gewesen war. Auch das trug dazu bei, daß die Sieger nach dem Jahre

¹ O. Placht: *Lidnatost a společenská skladba českého státu v 16.–18. století* (Die Bevölkerungsdichte und die gesellschaftliche Zusammensetzung des böhmischen Staates im 16–18. Jhdt.), Praha 1957. L. Kárníková: *Vývoj obyvatelstva v českých zemích 1754–1914* (Entwicklung der Bevölkerung in den böhmischen Ländern in den Jahren 1754–1914), Praha, 1965. S. 19–20.

Jaroslav Macek, Kostelní nám I. 41201 Litoměřice, Tschécoslovaquie

1627 dem Land dadurch auch äußerlich den Eindruck der Einheit gaben, indem sie nur das katholische Bekenntnis bewilligten und so die Gegensätze beseitigten, die schon lange vorher das Leben im Lande zerrüttet hatten.

Nach vergeblichen Versuchen des Widerstandes gegen die Einführung der Verneuernten Landesordnung, an deren Spitze namentlich der Oberstkanzler Zdeněk Vojtěch Lobkowitz stand, entstanden später keine weiteren ernstesten Versuche, den Ständestaat gegen den Absolutismus zu erneuern.

Der Absolutismus machte sich die ideologischen Mittel des politischen Kampfes zunutze, nicht nur die Rekatholisierung, sondern auch die staatsrechtlichen Ideen, vorerst die Auffassung von der „Kollektivschuld“ der Länder oder Gesellschaften, die sich ihm entgegensetzten.²

Die führenden Persönlichkeiten hatten Befürchtungen, sie könnten einer neuen anti-habsburgischen Verschwörung beschuldigt werden, wie es dem Sohn von Zdeněk Vojtěch, Václav Eusebius Lobkowitz ergangen war. So konnte in den böhmischen Ländern sich weder eine wirkliche Opposition bilden, noch ein unterschiedliches Programm entstehen. Dazu trug natürlich auch die Wandlung in der Struktur der damaligen herrschenden Klasse (dem Adel) — bei. Konfiskationen, Emigration und Pauperisation des Adels nach der Schlacht am Weißen Berge auf der einen Seite und andererseits der direkte Zustrom fremden Adels aus den österreichischen, deutschen, italienischen und anderen Ländern führten dazu, daß diese neue Struktur schon in der zweiten Generation ihr Ziel in der völligen Integration der absolutistischen Tendenzen des Wiener Hofes erreichte. Die eigenen Interessen der böhmischen Länder waren dem neuen Adel in bedeutendem Maße bereits fremd und die neue Gesellschaft suchte sich am kaiserlichen Hofe, in diplomatischen, militärischen und Beamtendiensten geltend zu machen, oder eine kirchliche oder militärische Karriere zu erreichen. Seit 1656 erhielten das Inkolat (Gebürtigkeit) in Böhmen 211 Deutsche aus den österreichischen und aus den deutschen Ländern, 43 aus Italien, 20 aus Frankreich, 11 aus Spanien und 7 aus den Spanischen Niederlanden. In Mähren entwickelte sich vom nationalen Standpunkt eine noch schlimmere Situation. Hier siedelten sich 40 fremde Geschlechter an, es gab nur 22 ansässige tschechische Adelsfamilien. Nur im niederen Adel³ war die Situation günstiger. Der Zustrom der Fremden dauerte aber weiter an, so daß in Mähren nach 1675 das Verhältnis der fremden zu den einheimischen Geschlechtern 19:74 war und diese Wendung zeigte sich auch schon beim niederen Adel.³

Dies alles führte dazu, daß 1683 — 1740 in Böhmen auf 58 einheimische Herrenadelsgeschlechter 95 auswärtige kamen, in Mähren war dieses Verhältnis 48:70. Der böhmische Herrenadel (Hochadel) hat in der 2. Hälfte des 17. Jahrhunderts seine Güter in großem Ausmaß vergrößert und besaß in 1684 — 62,8% des Bodens, während der

² Zutreffend zeigte es M. Šmerda in „České země a uherská stavovská povstání. K otázce „kolektivní viny“ a „kolektivní odpovědnosti“ v myšlení feudální společnosti (Die böhmischen Länder und die ungarischen ständischen Aufstände — Zur Frage der Kollektivschuld und der Kollektivverantwortung im Denken der Feudalgesellschaft) in Zeitschrift Slovanský přehled 6/85, S. 462—474.

³ Přehled dějin Československa (Übersicht der Geschichte der Tschechoslowakei) I/2, Praha, 1982. Berní rula 2/1, II. Popis Čech r. 1654 (Steuerrolle 2/1, II. Beschreibung Böhmens im Jahre 1654. Praha, 1953—1954.

Ritteradel auf nur 8,09% zurückfiel.⁴ Im Mähren hatte der Herrenadel 59,6% und der Ritteradel 9,6% zu eigen. In Schlesien war die Lage anders. Dort war der Ritterstand, ausgenommen die Lichtensteins, führend.⁵ Der kosmopolitische Charakter des Adels stand aber nicht im Widerspruch zum Landespatritismus, der sogar zum Ende der Regierung Leopolds I. sich verstärkte.

Diese Tendenzen zum Vorteil des Kosmopolitismus zeigten sich schon in der Zeit vor dem Weißen Berg, und später steigerten sie sich immer mehr.

Eine wichtige Rolle übernahm wiederum die Kirche. Ein weiterer wichtiger Faktor war, daß manche führende Adelsgeschlechter ihren Besitz sowohl in den böhmischen wie auch in den österreichischen, ja sogar auch in den ungarischen Ländern hatten, wie z. B. die Harrach, Eggenberg, später Schwarzenberg, Trautmannsdorf, Dietrichstein, Rottal, Lamberg, Salm, Althann, Lichtenstein, Windischgrätz, Sachsen-Lauenburg, und auf der anderen Seite Lobkowicz, Kinsky, Valdštejn, Černin usw.. Diese neue Gesellschaft trat ihre neue Karriere schrittweise nach dem 30-jährigen Krieg an. Trotz verschiedener Gruppen und Richtungen, die sich am Wiener Hof gebildet hatten, z.B. die sog. spanische und französische Partei, setzten diese „neuen Leute“ die absolutistischen Tendenzen in völligem Einklang mit der gesamten habsburgischen Politik durch, an der einige in bedeutendem Maße mitbeteiligt waren.

Trotzdem lebte am Hofe weiterhin der Verdacht und das Mißtrauen gegen Personen aus den böhmischen Ländern. Selbst Leopold I. konnte sich z.B. nie dieses Mißtrauens entledigen, das er als Familientradition gegenüber den „heimtückischen“ tschechischen Geschlecht übernommen hatte. Bestimmte Anzeichen einer Änderung dieser Stellungnahme zeigten sich während der kurzen Regierungszeit Josefs I.

Einen tiefen Niedergang machten damals die Städte mit, die sich die ganze Zeit hindurch von den Folgen des 30-jährigen Krieges und den Verlusten ihrer politischen und ökonomischen Positionen nicht erholen konnten. Ihre wirtschaftliche Entwicklung stagnierte. Es ist natürlich, daß auch in den böhmischen Ländern sich der Merkantilismus bemerkbar machte, der die mittelalterlichen Hindernisse bei der Entwicklung neuer Produktionsformen beseitigen wollte. Auch die ökonomische Aufgabe des adeligen Grundbesitzes wuchs an. In diesem ganzen Milieu wuchs allerdings auch schnell ein bürokratischer Beamtenapparat, der sich in Landes-, Kreis- und auch herrschaftlichen Diensten bewährte. In Vertretung seiner Obrigkeit beeinflußte er auch indirekt die sich verschlechternde Stellung der Leibeigenen, die die Hauptlast der Ausbeutung tragen mußten. Eine wesentliche Bedeutung hatten auch die rasch zunehmenden Manufakturen, besonders die Textilmanufakturen, die meistens der Adel und die Kirche gründeten, weil beide genügend Kapital für ihre Lebensweise beanspruchten. Sie wollten beim Hof und auf ihren Landsitzen repräsentieren, herrliche barocke kirchliche und weltliche Bauten errichten, Galerien einrichten usw., so daß die böhmischen Länder damals ein bedeutsamer Mittelpunkt der Barockkunst wurden.

⁴ Josef Pekář: *České katastry r. 1654–1789* (Böhmische Kataster), 2. Auflage, Praha, 1932.

⁵ Arnošt Klíma: Die böhmischen Länder von 1683 bis 1740., *Prinz Eugen und das barocke Österreich*. Salzburg-Wien, 1985, S. 159–166.

⁶ Über einige Persönlichkeiten schreiben Zd. Kalista: *Čechové, kteří, tvořili dějiny světa* (Tschechen, die die Weltgeschichte schafften), Praha 1938 und O. Placht – siehe Anmerkung 1, S. 279–284.

Zahlenmäßig am stärksten war natürlich die Schicht der Leibeigenen, die die Hauptlast der direkten und indirekten Steuern trugen, sie mußten der Obrigkeit Naturalien abliefern, das Militär bei Einquartierung erhalten, und der Herrschaft Frondienst leisten. In dieser Zeit wächst wieder die Zahl der Leibeigenen nach der Dezimierung im 30-jährigen Krieg. Eine neue Organisation auf den Großgrundbesitzen, unterstützt durch die direkte Beherrschung der Leibeigenen seitens der Obrigkeit, durch allgemeine gesetzliche Vorschriften führte zu einer allmählichen Verschlechterung der Lage der Leibeigenen. Wir können deshalb fast ohne Unterbrechung eine Reihe Aufstände von Leibeigenen verfolgen, die sich aber meist nur auf eine Herrschaft oder einen Kreis begrenzten. Nur der große Bauernaufstand von 1680 hatte diese Grenze überschritten, ganz Böhmen und einen Teil Mährens erfaßt, und schließlich zeigten sich dabei auch Anzeichen einer möglichen Verbindung mit den Insurgenten in Ungarn und im Frankreich Ludwigs des XIV.

Zur Bekräftigung der Bedeutung einiger Persönlichkeiten aus den böhmischen Ländern wäre es nötig, sie näher zu charakterisieren, ihre Stellung, ihren Einfluß und ihre Bedeutung zu bestimmen. Leider wurde der absoluten Mehrheit von ihnen bisher keine eigene Monographie gewidmet, auch kann ich mich wegen Zeitmangels nicht näher mit ihnen befassen.⁶ Bei ihrer kleinen repräsentativen Auswahl, die sich ihre Gesamtbewertung nicht zum Ziel setzt, bin ich von meiner eigenen Arbeit ausgegangen, die gerade jetzt erscheint.⁷

Als erste Persönlichkeit, die die kaiserliche Politik formte, können wir Wenzel Eusebius v. Lobkowicz (1609–1677)⁸ nennen. Als einziger Sohn des böhmischen Oberstkanzlers Zdeněk Vojtěch war er schon von Jugend an für hohe Ämter bestimmt. Nach der anfänglichen Militärkarriere, in der er es, zwar ohne Befriedigung, bis zum Präsidenten des Hofkriegsrates gebracht hatte (1650–1665), wandte er sich der Politik zu, wurde Unterhändler Leopolds I. bei der Kaiserwahl und schritt immer fort, bis er zuletzt nach dem Falle J.W.v. Auerspergs im Jahre 1669 die Leitung der habsburgischen Politik übernahm. Doch schon im Jahre 1665, als er Obersthofmeister werden sollte, gab es in Böhmen Zweifel, ob er es wirklich erreiche, da „Lobkowicz ein Tscheche ist, was für eine Erbsünde gehalten sei“ (Joh. Fr.v. Würben an Humprecht Joh. Černin). Allerdings ist es eine Frage, ob seine Politik überhaupt etwas Böhmisches in sich hatte. Berücksichtigen wir seine politischen und seine persönlichen Beziehungen und auch die bis jetzt unedierte Quellen, dann ist es klar, daß die Lobkowiczische Politik, mehr oder weniger bewußt mit Rücksicht auf die böhmischen Länder, ihre Ansprüche und ihre Bewohner geleitet wird. Lobkowicz interessierte sich außerordentlich für Ungarn, das er völlig in die Habsburger-Monarchie integrieren wollte. Er spielt daher auch bei der Niederschlagung der Wesselényischen Verschwörung im Jahre 1671 die hervorragende Rolle. Als einem entschiedenen Anhänger des Absolutismus war es ihm sogar persön-

⁷ Buda expugnata 1686 – Europa et Hungaria 1683–1718, 2 Bände, Budapest 1986. Dort Seite 105–179.

⁸ SOA (Statní oblastní archiv-Staatsgebietsarchiv) Litoměřice, pobočka Žitenice (Zweigstelle). Rodinný archiv (RA-Familienarchiv) Lobkoviců roudnických, besonders Abt. I/III, II/IX, III/I, III, IV.

Adam Wolf: *Fürst Wenzel Lobkowicz, erster geheimer Rat Kaiser Leopolds I. 1601–1677*, Wien 1867.

lich an einer strenger Bestrafung gelegen. Lobkowitz und Nostitz ließen sich bei dieser Gelegenheit Akten über die Liquidation des böhmischen Ständeaufstandes vorlegen, um genau nach 50 Jahren der ungarischen und kroatischen Rebellion dasselbe Geschick zu bereiten. Aber bei seinem Sturz 1674 spielte in gewissem Maße nicht nur seine profranzösische, sondern auch „böhmische“ Politik eine Rolle. Sieger über ihm waren nämlich damals Ausländer: Hoher, ein Schwabe, Fr. Paul Lisola, ein Burgunder, und Montecuccoli, ein Italiener! Mit Lobkowitz wurde gleichzeitig noch ein Teil der Angehörigen des böhmischen Adels entfernt und die böhmische Politik erlitt dadurch eine empfindliche Niederlage.

Dieser „böhmische“ Einfluß am Kaiserhofe kam wieder nach 20 Jahren bei Fr. Ullrich Kinsky (1634–1699)⁹ zum Vorschein, der schon vom Jahre 1658 an, bei Leopold I. in dauernder Begünstigung gestanden hatte. Er vollzog im Jahre 1663 eine erfolgreiche diplomatische Mission in Spanien und im nächsten Jahre in Polen, wo er um Hilfe gegen die Türken, die den Rest von Ungarn bedrohten, ansuchte. Im Jahre 1678 gehörte er zu den kaiserlichen Unterhändlern bei den Nijmwegener Friedensverhandlungen. Er war ein konsequenter, standhafter und zurückgezogener Politiker „natura rigida e severa contrariandosi l'applauso“ (Relation des venezianischen Gesandten Comero 1690). Kinsky leugnete seine böhmischen Vorfahren nie ab und war sogar, was in dieser Zeit bei einer so hoch gestellten Persönlichkeit selten genug ist, stolz auf die tschechische Sprache. Charakteristisch dafür ist eine Eintragung in seinem Privatdiarium „Ich bin mit meiner Frau in einen Streit geraten, weil sie mein Tschechisch verhöhnte und mich mit einem Narren zu vergleichen wagte. Ich gab ihr, um ihre Keckheit zu bestrafen, einige Schubse“.

Kinskys politisches Werk beweist ebenfalls den böhmischen Anteil am Aufbau der Monarchie im Donauraum. In den Jahren, als er an der Spitze der österreichischen Politik war, ging der Kaiser aus dem Kriege mit Frankreich mit Erfolg hervor, als er die bisher siegreiche Offensive Ludwigs des XIV. aufhielt und die türkische Macht durch den Karlowitzer Frieden mit definitiver Wirkung zerbrochen wurde. Der Separatfrieden zu Rijswijk 1697 wurde ebenfalls stark durch Kinskys Anteil bezeichnet. Wie Lobkowitz in Höcher, so fand Kinsky seinen Widersacher in Strattmann. Auch Kinsky führte seine Politik mit Berücksichtigung der ökonomischen Potenz der böhmischen Länder, befürwortete die Verstärkung der Regierung in Ungarn, weil er daraus eine Verminderung der übermäßigen Finanzbelastung der böhmischen Länder erhoffte. In Böhmen führte er eine Steuerreform durch, die die Kontribution auf weit gerechterer Weise unter die einzelnen Gruppen der Bevölkerung verteilte. Auch in der Kommission für die Reorganisation der Staatsverfassung in Ungarn gab der Graf den Ton an und er hätte den Ungarn am liebsten die böhmische Verneuerte Landesordnung oktroyiert. Der Kaiser sanktionierte jedoch seine Vorschläge nicht gänzlich, genehmigte nur seine Vorschläge in der Sache der Nachfolgerschaft und der Krönung. Kinsky führte daneben auch erfolgreiche Verhandlungen zur Eingliederung Siebenbürgens in die Monarchie (1690–1692). Er war sogar für die Überschreitung der ungarischen Grenze, auf Vordringen bis auf den Balkan und Eroberung von Bosnien und der Herzegowine. Seine Westeuropapolitik war dagegen, vom Geisichtspunkte

⁹ SOA Zámorsk, Rodinný archiv Kinských-chlumecká větev. Zd. R. Kinský: Rod Kinských na Chlumci (Das Geschlecht Kinsky auf Chlumeck), Praha 1930.

der Monarchie gesehen, viel weniger erfolgreich, aber das ist heute nicht im Mittelpunkt unseres Interesses. Die Würdigung überlassen wir dem französischen Gesandten in Wien, dem später rühmlichen Marschall Villars, der am 30. 9. 1699 nach Paris schrieb „nach dem Tode Kinskys, der hier absolutistisch und in Wahrheit mit größerer Geistesgröße, Umsicht und Genialität regierte als alle diejenige, die sich heute dem Kaiser nähern, gibt es niemanden, der durch sein Format wirklichen Respekt verdiente“.

Als den letzten von diesen drei führenden Persönlichkeiten ist es nötig, Joh. Wenz. Wratislav v. Mitrowitz zu nennen, der einen altehrwürdigen böhmischen Geschlechte, entstammte.¹⁰ Er begann seine erfolgreiche Laufbahn in verschiedenen Ämtern in Böhmen, bis er im Jahre 1700 als Diplomat nach London geschickt wurde, und gute Fortschritte in Verhandlungen mit Wilhelm von Oranien um eine Koalition zwischen dem Kaiser und England verzeichnete. Er wurde nächst dem Prinzen Eugen zu der Hauptstütze des Kaisers. Weit geringere Verdienste erwarb er sich in Ungarn, wo ihm während des Rákóczi'schen Aufstandes im Jahre 1706 der Friedensschluß mißlang. An den Friedensverhandlungen von Szatmár im Jahre 1711 nahm er persönlich nicht mehr teil. Nach dem Tode des Kaisers Leopold erfreute er sich des Vertrauens Josefs I. und Karls VI. Die Politik des Grafen trägt wieder die „böhmische Züge“. Er vereinigt symbolisch die Ämter des böhmischen Vizekanzlers und später auch des böhmischen Oberstkanzlers mit dem des Premierministers. Sein vorzeitiger Tod machte viel versprechenden Anzeichen auch dieser Politik ein jähes Ende.

Ferdinand Dietrichstein (1636–1698) war fest im mährischen Boden verwurzelt und wurde zu einer führenden Persönlichkeit am kaiserlichen Hofe.¹¹ Seine Laufbahn begann er am Hof der beiden ersten Kaiserinnen, bald avancierte er zum Geheimkonferenzmitglied und war durch 15 Jahre ihr Vorsitzender. Er nahm auch in diesen Jahren an den Erfolgen der Monarchie teil und bekam dafür im Jahre 1686 den Titel eines Reichsfürsten. Er war einer der bestinformierten Menschen seiner Zeit und seinen schriftlichen Nachlaß rechnet man zu den wertvollsten bei uns.

Im Gegenteil zu ihm, erwarb der erfahrene, pünktliche, jedoch auch unangenehm scharfe Kritiker auf den kaiserlichen Hof, aber wieder guter Kenner der ungarischen Angelegenheiten, Joh. Adolf Schwarzenberg (1615–1683) den böhmischen Inkolat erst 1654 und hatte keine größeren Interesse für die „böhmische“ Politik.¹²

Von den Diplomaten aus den böhmischen Ländern kann man nur einige anführen, z.B. Humprecht Joh. Černín¹³ und Karl Ferd. Waldstein¹⁴ hatten in der Habsburgischen Diplomatie eine bedeutende Rolle, aber die Quellen dazu sind bei uns sehr spärlich.

Wegen seiner Herkunft und seinem Vermögen gehörte nach Böhmen auch Ferd. Bonaventura Harrach (1637–1706), welcher sich gleichfalls in diplomatischen Diensten bewährte. Er war Vertrauensmann Leopolds I. und bekleidete der Reihe nach führende Ämter am Wiener Hof. Er war ein taktvoller, höflicher, kunstliebender Mann. Es fehlte ihm aber an Energie und Entschiedenheit. Diplomat war auch Ant. Joh. Nostitz-Rieneck (1652–1736), Gesandter in Stockholm. In Haag und später in Dänemark war Gottsfried

¹⁰ SOA Třeboň, Rodinný archiv Wratislavů z Mitrovic

¹¹ SOA Brno, Rodinný archiv Dietrichsteinů G 140.

¹² SOA Třeboň, pobočka Český Krumlov, Rodinný archiv Schwarzenbergů, Primogenitura

¹³ SOA Třeboň, pobočka Jindř. Hradec, Rodinný archiv Černínů

¹⁴ SOA Praha, pobočka Mnich. Hradiště, Rodinný archiv Valdštejnů

Windischgrätz tätig, dessen schriftlicher Nachlaß für die damalige europäische Politik eine außerordentliche Bedeutung hat.¹⁵ In Frankreich war Wenzel Ferd. Lobkowitz (1654–1697)¹⁶ tätig und besonders ist hier Dominik Andreas Kaunitz (1655–1705)¹⁷ zu nennen, der ein außerordentliches Interesse an der Lösung der ungarischen Angelegenheiten hatte, was sich auch aus seinen wertvollen Tagebüchern erweist. Direkt bei Friedensverhandlungen können wir den erfahrenen Soldaten und Diplomaten Leopold Ant. Schlick (1663–1723)¹⁸ verfolgen, welcher schon im Jahre 1694 über die Verlängerung des Waffentstillstandes mit der Pforte verhandelte und im Jahre 1699 einer der kaiserlichen Bevollmächtigten bei den Verhandlungen in Karlowitz war.

Alle diese Diplomaten übten ihre Mission mehr oder weniger erfolgreich aus, befolgten die Instruktionen aus Wien, und nur einige von ihnen machten Versuche zu einer würdigen Vertretung der böhmischen Länder bei der Gestaltung der damaligen Politik.

Direkt in der Armee, welche die größte Bürde der Konflikte trug, bewährte sich eine Reihe von Offizieren in verschiedenen Funktionen und Rängen. Die weit größte Bedeutung hatte der Berufssoldat Kaspar Zdenko Kaplíř (1611–1686), dessen früher näher nicht bekanntes Schicksal und seine Verdienste um die Verteidigung Wiens 1683, ich in einigen Studien zu bewerten versuchte.¹⁹ An dieser Stelle möchte ich ihn nur im Zusammenhang mit den ungarischen Angelegenheiten beachten. Schon im Jahre 1669 wurde er im Hofkriegsrat Referent für Ungarn, im Jahre 1670 Mitglied des Sondertribunals, welches die Schuld Peter Zrínyis, Frankopans und Nádasdys beurteilte. Seit dieser Zeit galt er schon ständig als vorzüglicher Experte für Ungarn und wurde im Jahre 1679 zum Mitglied einer Sonderkommission für ungarische Angelegenheiten ernannt. Er wurde aber einigemal durchaus unbegründet der Anschläge gegen den Kaiser verdächtigt und dabei war namentlich seine böhmische Abstammung der Grund des dauernden Verdachtes. Im Jahre 1681 war er einer der kaiserlichen Bevollmächtigten für die Landtag in Sopron (Ödenburg). Nach seiner berühmten Verteidigung Wiens 1683 kam Kaplíř bald zu seinen „Ungarica“ zurück. Er beschäftigte sich neben den laufenden täglichen Pflichten im Hofkriegsrat vor allem mit dem Stand der kaiserlichen Armee, besonders in Ungarn. Er erarbeitete auch eine Variante zum Vorschlag über die Anwerbung neuer Regimenter, 1685 erarbeitete er ein ausführliches Gutachten zum Vorschlag, wie gegen die „ungarischen Rebellen“ und wie in Oberungarn (Slowakei) überhaupt vorzugehen sei. Von ihm stammten weitere Gutachten zu den ungarischen Angelegenheiten, z.B. die Frage des Oberbefehls der Armee im Feld, die Beurteilung des Vorschlags für einen Feldzug in Slavonien, usw. Kaplíř war eng verbunden mit Karl v. Lothringen, aber mit dem Präsidenten des Hofkriegsrates Hermann von Baden stand er ständig im Widerspruch. Schon 1683 war er eindeutig gegen den Versuch E. Thökölys, mit den Kaiserlichen durch Vermittlung des polnischen Königs einen Waffenstillstand zu schließen. Am 23. 11. 1683 lehnte der Hofkriegsrat eindeutig Thökölys Vorschläge ab. Kaplíř war

¹⁵ SOA Plzeň, pobočka Klatovy, Rodinný archiv Windischgrätzů

¹⁶ SOA Litoměřice, pobočka Žitenice, Rodinný archiv Lobkoviců roudnických

¹⁷ SOA Brno, Rodinný archiv Kouniců-oddělení (Abteilung) Jaroměřice I, Sign. Misc. 28.

¹⁸ SOA Zámorsk, Rodinný archiv Šliků

¹⁹ Über Kaspar Zdenko Kaplíř von Sullowitz schrieb der Autor dieses Referates mehrere Studien, von denen wir besonders auf folgende Studie aufmerksam machen: Kaspar Zdenki Kaplíř von Sullowitz (1611–1686) – In: Jahrbuch des Vereines für Geschichte der Stadt Wien, 1983, S. 7–68.

auch guter Kenner der türkischen Angelegenheiten. Von 1681 wirkte er als Vizepräsident des Hofkriegsrates und 1683 wurde er, leider schon zu spät, zum Feldmarschall befördert. Von den weiteren Personen, die Anteil an den ungarischen Angelegenheiten hatten, erinnere ich noch an den in Mähren ansässigen Joh. Rottal, welcher 1661–1673 kaiserlicher Bevollmächtigter in Ungarn war.

Ich möchte betonen, daß als es in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts zur grundlegenden Orientierungsänderung der Außenpolitik der Habsburger-Monarchie durch die Übertragung des Schwerpunktes aus Mitteleuropa in der Richtung nach Ungarn und dem Balkan kam, es waren eben die angeführten Persönlichkeiten aus böhmischen Ländern, die sich in dieser Angelegenheit in beiden Richtungen stark exponiert hatten. Die grundlegende Voraussetzung für eine Expansion auf den Balkan war die Zentralisation in Ungarn, was zuletzt doch noch gelungen ist.

Der Anteil der böhmischen Länder an den Türkenkriegen war bedeutend, beginnend mit dem 16. und endend mit dem 18. Jahrhundert. Es war insbesondere die Finanzierung dieser Kriege, was einerseits in den Landtagen erörtert wurde, und andererseits die weiteren ökonomischen Sicherstellungen dieser sehr aufwendigen Kriege. Sehr kompliziert ist die Problematik der Finanzierung des Budgets der Habsburger-Monarchie und ihrer Kriege.²⁰ Für die zweite Hälfte des 17. Jahrhunderts vermissen wir bislang grundlegende Studien über den Anteil der böhmischen Länder. Aber bereits der österreichische Historiker Oswald Redlich schrieb, „daß die böhmischen Länder die materielle Kraft der Habsburger-Monarchie waren“.²¹

Der Zeitmangel drängt mich leider den vorbereiteten Passus über die Entwicklung der Militärausgaben in der ganzen Habsburgischen Monarchie auslassen.²²

Nach der Schlacht am Weißen Berg war die Kriegssteuer die eigentliche Untertanensteuer, aber dazu kam schon ab 1685 an das sog. extraordinarium militare, nämlich der Anteil der Herrschaftsbesitzer an der Kriegssteuer. Laut der Entscheidungen der Landtage der böhmischen Krone nahmen diese in der Zeit von 1655–1679 zu cca 65–66% und die österreichischen Länder zu 34–35% daran teil. Die ungarischen Länder wurden nicht in dem kaiserlichen Entschluß vom 18.8. 1655 erwähnt. In diesem ganzen Zeitraum existierte eine bestimmte Schwankung, aber die Proportionen wurden im ganzen eingehalten. Z.B. im Jahre 1679 war der Beitrag aus Böhmen 1,1 52.840 Fl. (die Forderung war 1,202.840 Fl.) und 50.000 Fl. extraordinarium, aus Mähren 250.000 Fl. und 85.000 Fl. extraordinarium. Die Forderungen stiegen aber immer mehr an und im Jahre 1697 war die Forderung für die ganze Monarchie 12 Mill.Fl. Davon zahlte allein Böhmen selbst

²⁰ Dieses komplizierte Problem mußte man auf den elementaren Umriss reduzieren. Man hat sich zum Ziel gesetzt den Anteil der böhmischen Länder hervorzuheben. Der Autor ging dabei aus der eigenen Durchsichtung der bestimmten und in Frage kommenden Bestände – siehe Anmerkung 7–19. Aus der Literatur erwähnen wir besonders J. Pekař: *Böhmische Kataster 1654–1789* (Anm.4) und letztlich: Übersicht der Geschichte der Tschechoslowakei 1/2 (Anm.3.), S. 209–211, wo auch die ältere Literatur angeführt ist.

²¹ O. Redlich: *Weltmacht des Barock*, 4. Aufl., Wien 1961.

²² Dazu auch die wichtige Literatur: Ch. D'Elvert: *Zur Österreichischen Finanzgeschichte mit besonderer Rücksicht auf die böhmischen Länder*, Brno 1884

E. Zöllner: *Geschichte Österreichs*, 4. Aufl., Wien 1970.

Brigitte Holl: *Hofkammerpräsident Gundakar Thomas Graf Starhemberg und die österreichische Finanzpolitik der Barockzeit 1703–1715*, Wien 1976, wo auch die ältere Literatur angeführt ist.

2,703.000 Fl. – 22,5% jährlich. Nach dem Frieden von Karlowitz wurde vom Jahre 1700 an um 25% weniger gefordert – 9 Mill. Fl. Die böhmischen Ländern zahlten 1681 cca 58,5%, 1686 – 35,5%, 1697 – 38%. Dieser Rückgang der Beiträge der böhmischen Länder war nur relativ, weil an dem Budget auch schon Ungarn und Siebenbürgen teilgenommen haben, so daß im Jahre 1697 die böhmischen Länder zu 38,1% teilnahmen, die österreichischen Länder zu 20,3%, Ungarn zu 33,3% und Siebenbürgen zu 8,3%. Tirol und Vorarlberg wurden befreit. Das Militäre haben in den böhmischen Ländern aber besonders die Untertanen gezahlt – cca 85,5%, die Herrschaftsbesitzer nur 14,5%. Ab 1684 zahlte jeder Steuerangessene²³ jährlich 19 Gulden und im folgenden Dezennium 20 und mehr Gulden. In Mähren war die Situation ähnlich, wobei die Kosten für die Landwehr nicht berücksichtigt wurden, die das Land vor dem Feind schützte usw. In Mähren entstanden allerdings im Zusammenhang mit den Einfällen der Türken, Tataren und Kuruzen auch große direkte materielle Schäden. In Zeitraum von 1706–1714 erreichte die Steuer in den böhmischen Ländern eine Gesamthöhe von 3,5 Mill. Gulden. Davon entfiel auf Böhmen 4/9, auf Mähren 2/9 und auf Schlesien 3/9. Die Finanzkrise wurde bald chronisch, und der Adel war deshalb gezwungen, dem Kaiser hohe Darlehen zu gewähren. Die Staatsschuld stieg ständig an und im Jahre 1700 versuchte die Regierung, einen Teil der Staatsschuld auf die einzelnen Länder zu übertragen (auf Böhmen 6 Mill., auf Mähren 2 Mill.), aber das verwehrten die Stände nach mehrjährigen Widerstand. Für die Türkenkriege zu zahlen, war gleichermaßen die Geistlichkeit gezwungen, als Rom dem Kaiser bewilligte, ab 1683 eine verhältnismäßig hohe Türkensteuer einzuheben. In den Jahren 1685–1690 wurde eine sogenannte Drittelsteuer aus dem Kirchenbesitz ausgeschrieben. Allein in Böhmen wurde angeordnet, von der Geistlichkeit im Jahre 1683 – 75.000 Fl., im Jahre 1684 schon 250.000 Fl. und ein Jahr später 225.000 Fl. In Hinblick darauf, daß diese Steuern größtenteils widerstrebend und mit Verspätung abgeführt wurden, wurde hierüber eine Sonderevidenz geführt, betreffend die Rückstände jener ordentlichen und außerordentlichen Steuern, sowie Ansuchen um Nachlaß oder Herabsetzung. Im Jahre 1692 wurde sogar die Stempelung der Spielkarten eingeführt, deren Ertrag gleichfalls zum Türkenkrieg beitrug.²⁴

Eine zweite gleich bedeutsame Frage ist der direkte Anteil der böhmischen Länder an dem gesamten zahlenmäßigen Stand der kaiserlichen Armee. Diese Frage ist noch schwieriger zu beantworten.²⁵ Die Größe der kaiserlichen Armee stieg ständig an, von cca 50.000 Mann um das Jahre 1654, auf 65.000 im folgenden Jahrzehnt, um in den achtziger Jahren 80.000 Mann, um 1700 schon 100.000 und später bis 130.000 Mann zu erreichen.

Bei Neubildung und Ergänzung der Regimenter erfolgte die Aufbringung der Mannschaft durch die Regiments-Werbung und durch die „ständische Werbung“. Die

²³ Ein Steuerangessene war allerdings eine ideale Steuereinheit, die etwa 60 Strich Ackerboden hatte, und auf die die dann tatsächliche Anzahl von Landwirten in der betreffenden Lokalität nach den einzelnen Kategorien umgerechnet wurde. Der Schlüssel war: Ein Steuerpflichtiger = 1–2 Bauern = 4 Häusler = 8–16 Gärtner. Näher siehe die Edition Steuerrolle 1654, Praha 1953–1954 (Anm. 3.)

²⁴ Die eigene Durchforschung der in Betracht kommenden Bestände siehe Anmerkungen 8–19.

²⁵ Übersicht der Geschichte der Tschechoslowakei I/2, S. 209. Feldzüge des Prinzen Eugen, herausgegeben vom k.k. Kriegsarchiv, 1. Band, Wien 1876.

Regimentswerbung erfolgte teils in den Erbländern, teils im Reiche, und letzterer Weg mußte häufig betreten werden, weil die männliche Bevölkerung der Erbländer für die ständische Rekrutierung in Anspruch genommen wurde. Es ist fast unmöglich im ganzen festzustellen, wie die Regimentswerbung verlief, wie man neue Soldaten direkt gewonnen hat usw. Wir können uns nur über die ständische Werbung informieren. Aus den Landtagsbewilligungen in Prag und Brünn wissen wir, daß bis zum Jahre 1683 in Böhmen fast 4.000 Mann (3.916) und in Mähren mehr als 1.300 Mann (1.306) gestattet wurden. Die Angaben aus Schlesien fehlen. Im Jahre 1689 wurden in Böhmen schon 5.670 Rekruten angeworben, darauf sank die Werbung wieder auf 3.916 Mann jährlich in Böhmen und 1.306 in Mähren. Vom Jahre 1701 steigt die Anzahl der Rekruten rasch auf 6.500 Mann und 1.300 Pferde und ab 1706 wurden allein in Böhmen alljährlich 6.528 Mann geworben, so daß auf 10 Steuerangessene ein Rekrut entfiel. Mähren erhielt die Anzahl der 1.306 Rekruten bis zum Jahre 1699 und dann sank sogar die Anzahl auf 600 Mann. Diese Maßnahmen wurden aber öfters nicht eingehalten, aber sie zeigten den relativen Anteil der böhmischen Länder ganz gut. In diesem Zusammenhang ist vielleicht interessant, daß bei der Belagerung Budas waren²⁶ cca 19% Mann aus böhmischen Ländern und bei der Kavallerie sogar 63%.

Die böhmischen Länder beteiligten sich jedoch mit ihrer ökonomischen Kapazität und dem verhältnismäßig hohen Niveau auch wesentlich an der Ausrüstung der Armee (Produktion von Musketen, Geschützen, Munition, Schießpulver usw.) sowie an Mustering für die Armee, ebenso wie an ihrer Versorgung und Unterkunft in Winterquartieren sowie durch die Bildung der Landwehr.

Nach diesem Versuch um eine Erfassung des Anteils der böhmischen Länder an der Geschichte der Habsburger-Monarchie, genauer gesagt ihrer einzelnen Mitglieder an der Politik der Monarchie, ist es fast erstaunlich, daß sowohl in der Monarchie außerhalb der eigentlichen böhmischen Länder, das heißt, vor allem in Ungarn und Kroatien, aber dann auch im Ausland, in Frankreich, der Türkei, Brandenburg, Sachsen und Bayern usw. immer noch die Idee erhalten blieb, daß die „böhmische Frage“ noch nicht abgeschlossen ist. Deshalb verzeichnen wir nach dem 30-jährigen Krieg immer noch Versuche um eine Verbindung mit einigen Kreisen in Böhmen und aus ihnen eine Basis einer zuerst nur geheimen und zu passender Zeit offenen Opposition zu bilden.

Eine ernstere Anregung kam im Jahre 1667 in der Zeit, wo sich Wesselényis Verschwörung noch voll entwickelte. Damals entwarf der Soproner Advocat Vitnyédi einen Vertragsvorschlag für Peter Zrínyi (Osvaldus) und Nádasdy (Ferdinandus) und legte ihn im November 1667 dem französischen Gesandten Gremontville zum Gutachten und zur Unterschrift vor. Dort wird ausdrücklich angegeben, daß wenn sich die Ungarn erheben, ihnen Ludwig XIV. zu Hilfe kommt, gerade über die Erbländer, fällt nach Schlesien, Mähren und Österreich ein, „aber nur mit solchen Truppen, die mehr für die Verwüstung und Entvölkerung der Länder als für die Belagerung von festen Plätzen geeignet wären. Wenn aber durch Böhmen französische Hilfstruppen zugeschickt werden können, so wird diesen Weg bis zu den Toren Wiens offenstehen. Zrínyi und Frankopan versicherten den französischen Gesandten, daß sie die Verbindung in Schlesien, Mähren und selbst

²⁶ Kriegsgliederung des kaiserlichen Heeres von Ofen 1686 – Österreichische Militärische Zeitschrift, Heft 8, Jahrgang 1936.

Wenn nicht schon im Jahre 1680, dann 1682 definitiv wurde der junge letzte Zrínyi durch seine Schwester Helene endgültig für die Insurgenten gewonnen und weil er früher in Böhmen studiert hatte, knüpfte er Beziehungen mit einigen Persönlichkeiten in Böhmen an. Alle kennen wir leider nicht, die Untersuchungsakten fehlen. Es war aber unter ihnen der Kammer- und Appellationsrat Karl Sternberg, der Rat des Hof- und Kammergerichtes Wenzel Karl Čabelický, Graf Ferd. Ernst Abensberg-Traun, Graf Joh. Ant. Questenberg, Ant. Losi v. Losinthal, der Arzt Dobýenský, und vor allem, der bedeutendste von ihnen, der Präsident der böhmischen Kammer Christoph Franz Wratislav v. Mitrowitz (+ 1689). Nach der Rückkehr nach Wien blieb Zrínyi beim Hofe und als sich die türkische Armee näherte, trat er in geheime Verbindung mit ihr. Aus Istanbul meldete schon früher der kaiserliche Gesandte Caprara, daß Zrínyi an die Pforte geschrieben hatte und sich gleichzeitig mit 3.000 Mann zu Dienste meldete und aus Istanbul eine willfährige Antwort bekommen hatte.²⁹ Die Relation Capraras ist leider nicht datiert, aber Wien hat sie nicht in Betracht genommen. Später sagten noch einige gefangene türkische Offiziere aus, daß Zrínyi geschrieben hatte oder sich sogar heimlich mit dem Bevollmächtigten des Großwesirs getroffen hatte und gedrängt hatte, die Türken sollten direkt nach Wien ziehen.

Vor der sich nähernden türkischen Armee flüchtete der Kaiser am 7. Juli 1683 mit dem Hof aus Wien. Unter den Flüchtenden war auch Zrínyi, der mit dem französischen Gesandten reiste! Nach manchen Berichten war es gerade der Verdacht, daß Zrínyi einen Angriff direkt auf den Kaiser vorbereitete, der Leopold I. schließlich auch zur Flucht aus Wien bewogte. Bevor der Kaiser nach Melk mit seinem Gefolge kam, erschien der junge Zrínyi im Kloster, wo der Kaiser untergebracht werden sollte und kundschaftete aus, wann der Kaiser komme, wohin er weiterfahre, welche Leute und Wachen in seiner Begleitung seien usw. Dann verschwand Zrínyi aus Melk, fuhr in die Nähe von Wien zurück, wo er sich mit den türkischen Offizieren treffen sollte. Dann aber reiste er nach Böhmen und nach Prag gelangte er heimlich am 13. Juli. Denselben Tag kam nämlich ein Kurier aus Rom nach Linz, der dem Kaiser eine ernste Warnung brachte. Durch Vermittlung Kardinal Pios warnte Papst Innozenz XI. Leopold vor den Ungaren, vor allem vor dem jungen Zrínyi, der nach dem Leben des Kaisers trachten solle.

In Prag verhandelte Zrínyi geheim mit Personen, die wir schon angeführt haben, vor allem mit Wratislav und Sternberg. Damals war längst noch nicht über das Schicksal Wiens entschieden! Zrínyi hat — laut der erhaltenen Quellen — nachgefragt „de statu Wienne et belli“ und soll sich bemüht haben, über alles die neuesten und genauesten Nachrichten zu erhalten. Zrínyi verließ am 14. Juli geheim wieder Prag, wurde aber schon am 19. Juli in Linz erkannt und verhaftet. Aus Linz war Zrínyi mit einer starken Eskorte nach Passau gebracht worden, wo er auf dem Schloß von Strattmann und Abele verhört wurde. Zrínyi erklärte sich für unschuldig, aber er wurde ohne Urteilspruch auf der Festung Rattenberg in Tirol gefangengehalten.

Unterdessen erfuhr man in Prag von der Verhaftung Zrínyis und so konnten sich die, welche vorher mit ihm im Kontakt standen, vorbereiten und das Resultat war, daß

²⁹ „Sono avvisato da persona degna di fede che il Comes Zrini fratello della Rákóczi ha scritto, lettera alla Porta Ottomana offenderosi con tre mille huomini e sia aceltato“ — siehe auch O. Klopp: Das Jahr 1683 und der folgende große Türkenkrieg bis zum Frieden von Karlowitz 1699, Graz 1882.

man Zrínyi nichts konkretes beweisen konnte, weil die Verhandlung in Prag in strenger Konspiration geführt wurde. In Rattenberg war Zrínyi bis zum Jahre 1703, bis er wegen Besorgnis, daß sich die Bayern und Franzosen seiner bemächtigen könnten, geheim nach Graz gebracht wurde, wo er schon am 11. 11. 1703 starb. Damals befürchtete man, daß er nach Befreiung gemeinsam mit seinem Neffen Fr. Rákóczi zum Symbol des Kampfes gegen die Habsburger werden könnte. Dieser einzige konkrete Versuch, eine bestimmte Oppositionsgruppe zu bilden, scheiterte und erstickte also noch im Keime.

Allerdings nicht einmal nach der Verhaftung Zrínyis hörten die Versuche in den böhmischen Ländern auf, Verbündete gegen den Kaiser zu gewinnen. Wiederholt möchte ich erwähnen, daß ich hier nur über Versuche sprechen will, Verbündete nur aus Ungarn und Kroatien zu finden und das Bestreben, Verbündete bei uns seitens Ludwigs XIV. zu suchen, übergehe ich. Der Neffe des verstorbenen Zrínyis, Franz II. Rákóczi entfachte in den Jahren 1703–1711 einen neuen Aufstand. Auch ihm ging es um die Erwerbung Verbündeter in den böhmischen Ländern.³⁰ Rákóczi war überzeugt, daß die Stände in Schlesien offen gegen die Habsburger auftreten werden und hatte deshalb auch vor, einen Feldzug nach Schlesien zu organisieren. So läßt er wieder den Plan aus der Zeit von Weselényis Verschwörung aufleben, daß die bayerischen und französischen Truppen nach Böhmen und Mähren eindringen und sich dann mit den Ungarn vereinigen.

Rákóczi hoffte, daß die „böhmischen Hussiten“ gleichfalls aufstehen werden. Das waren freilich unbegründete Vorstellungen, aber Rákóczi war andererseits über die Verhältnisse bei uns wieder ganz gut informiert. Im Dezember 1703 gab General Bercsényi seine Proklamation an die mährischen Ständen heraus, in der er sie aufrief, sich ihm anzuschließen. Aus dieser Zeit gibt es ein wichtiges Konzept des Aufrufes direkt von Rákóczi an die böhmischen Stände. Es ist sogar tschechisch geschrieben, was die Mehrheit der Stände bei uns damals nicht mehr gut verstehen konnte. Rákóczi forderte alle Stände in Böhmen auf, sich an ihre alten Freiheiten, an ihre alten Freundschaftsbeziehungen mit den ungarischen Ständen zu erinnern und biete ihnen die Schließung eines Militärbündnisses an. Diese Aufforderungen blieben aber, falls sie überhaupt zugestellt wurden (wem aber?), ohne Antwort. Trotzdem sollte man aber erwägen, ob es etwas mehr war als ein allgemeiner Aufruf, wo der Wunsch der Vater des Gedankens war. Dachte Rákóczi beim Konzipieren an seinen Onkel Zrínyi, dessen trübseliges Schicksal er gut kannte? Vielleicht hilft ein weiteres Studium zu unserer besseren Informiertheit. So scheiterten von den wenigen Versuchen, die ich angeführt habe, alle. Die böhmischen Länder zu dieser Zeit sind nämlich ganz anders, als die Feinde der Habsburger angenommen haben.

Es ist aber zu erwähnen, daß von allen Versuchen, die eigentlich schon im Keim erstickt worden sind, die meisten eben mit der ungarischen und kroatischen Geschichte im Zusammenhang gestanden haben.

Wegen Zeitmangel und dem so umfangreichen Thema konnte ich die elementaren Umriss und Hauptproblemen nur skizzieren. Ich bin mir wohl bewußt, daß diese Pro-

³⁰ Országos Levéltár Budapest – Rákóczi-Archiv. Oswald Machatka: *České země za povstání Františka II. Rákócziho v Uhrách* (Die böhmischen Länder und der Aufstand des Franz II. Rákóczi in Ungarn) in Zeitschrift *Časopis Matice moravské*, Jahrgang LXXIV, Brno 1955, S. 245–277.

Benczédi L.: *A hegyaljai kuruc felkelés 1697-ben*. Budapest 1953.

bleme weit komplizierter sind, daß man eine Reihe von ihnen heutzutage noch nicht lösen kann und daß sie noch ein weiteres Studium und Bearbeitung verlangen.

Eindeutig geht aber hervor, daß im ganzen Zeitraum vom Ende des 30-jährigen Krieges bis zum Frieden in Požarevac (Passarowitz) 1718, die Länder der böhmischen Krone die hauptsächlich ökonomische Basis der ganzen Habsburger-Politik waren. Es war vor allem der böhmische Leibeigene, ob Bauer oder Handwerker, aber auch der Arbeiter in den Manufakturen, welcher der Monarchie wie direkte, so auch indirekte finanzielle Quellen für die Führung dieser Politik und Kriege lieferte, aber auch gerade diese Leibeigenen waren gleichzeitig für sie auch die notwendige materielle und schließlich auch menschliche Basis. Das wurde vor allem in allen türkischen Kriegen bestätigt. Weil es infolge der Niederlage des Ständeaufstandes 1618–1620 zu einer allmählich gänzlichen Änderung der Zusammensetzung der böhmischen Gesellschaft gekommen war und der Adel kosmopolitisch wurde, entstand in diesem Zeitraum kein ernster Versuch mehr um die Bildung einer eigenen böhmischen Politik, weder im Rahmen der Monarchie, noch direkt gegen sie. Bestimmte Charakterzüge der „böhmischen Politik“ sind vor allem dem Landes-patriotismus zuzuschreiben. Ich habe versucht bestimmte Keime der Opposition zu zeigen, aber diese hatten im vorhinein keine Aussicht auf Erfolg und scheiterten bald. Dabei erhielten sich im östlichen Teile der Monarchie, aber auch im Ausland unrealistische Vorstellungen, wie über die Möglichkeit einer selbständigen böhmischen Politik, so auch einer eventuellen offenen Opposition. Der erwähnte Landes-patriotismus war die dauernde Quelle einer nur passiven Resistenz, welche offener erst viel später im Jahre 1741 zutage trat, als sich der bayrische Kurfürst Karl Albrecht zum böhmischen König erklärte und in Prag krönen ließ. Den Anlaß dazu gab schon die Pragmatische Sanktion 1713, welche die bisherige Monarchie, die eigentlich aus der personalen Union von drei Staatsgesamt-heiten zusammengesetzt war – dem böhmischen und dem ungarischen Königreiche und den österreichischen Ländern– in eine dynastische Union umwandelte.³¹ Die einheitliche Gesellschaftsordnung bildete über die Grenze dieser Einheiten hinaus allmählich eine einheitliche Gesellschaftsschicht. Die Geschichte der böhmischen Länder ist aber in dieser Zeit nicht nur als ein Bestandteil der Habsburgischen Monarchie zu begreifen, sondern auch im Rahmen der Geschichte Europas.

³¹ Übersicht der Geschichte der Tschechoslowakei I/2, S. 215–219/ Anm. 3.

Der letzte Zeitabschnitt der osmanischen Herrschaft in der heutigen Slowakei

VOJTECH KOPČAN

Den letzten Zeitabschnitt der osmanischen Gewalt in der Slowakei begrenzen wir mit den Jahren von der Eroberung von Érsekújvár (Neuhäusel, Nové Zámky) durch die osmanische Armee im Jahre 1663 bis zum Fall der Festung Eger (Erlau) im Jahre 1687, als die Steuerverpflichtungen der Dörfer und Städtchen von Gömör der osmanischen Verwaltung gegenüber beendet wurden. Dieser Zeitraum ist von einer Ausweitung der osmanischen Macht und deren Kontrolle über eine größere Anzahl von Dörfern und Städtchen gekennzeichnet, als dies in den vorangegangenen Jahren der Fall gewesen war. Außerdem bekamen die östlichen Teile der Slowakei durch das Entstehen von Thökölys Fürstentum den Charakter eines Vasallenlandes des Osmanischen Reichs und schließlich kam es dann zu einem ungewöhnlich schnellen Fall der osmanischen Macht.

Obwohl der Verlauf des osmanischen Feldzuges nach Ungarn im Jahre 1663 weitreichend eine Improvisation verrät, konnte die osmanische Armee, mit dem jungen Großwesir Köprülüade Fazil Ahmed Pascha an der Spitze, zweifelsohne große Erfolge verzeichnen. Diese sind jedoch eher der schlecht organisierten Verteidigung, als der Fähigkeit der osmanischen Führung zuzuschreiben. Und so führte der unüberlegte Versuch des Befehlshabers der Festung Érsekújvár, A. Forgách die Überschreitung der Donau durch die osmanische Armee zu vereiteln, sowie dessen Niederlage bei Párkány (Šturovo) zur zahlenmäßigen Schwächung der Festungsgarnison und zum Verfall der Kampfmoral.¹ Die von R. Montecuccoli befehligte Feldarmee mied die osmanischen Abteile, ja sie war nicht einmal imstande, den Plünderungen der Westslowakei und Mährens durch die osmanische leichte Kavallerie und die Krimtataren Einhalt zu gebieten, geschweige denn weitere Burgen und Städte, die sich auf einen osmanischen Aufruf ergaben oder deren Garnisonen noch vor dem Eintreffen der türkischen Heere einfach die Flucht ergriffen hatten, zu verteidigen. Der Ausgang ist bekannt – Érsekújvár, Léva (Levice), Nógrád, Szécsény und weitere kleinere Festungen fielen in die Hände der osmanischen Armee, große Teile der West- und Mittelslowakei wurden ausgeplündert und das Land erlitt riesige menschliche und materielle Verluste.²

¹ Die Antwort des Palatins F. Wesselényi an A. Forgács. HK, 6, 1893, S. 722–23.

² *Descriptio Tartaricae depopulationis in anno 1663*. Ed. E. Marecková-Stolcová. *Graecolatina et Orientalia I*. Bratislava 1969, S. 128–135; Pilárik, S.: *Turco-Tartarica crudelitas*, Das ist: Derer Türcken und Tartarn Grausamkeit... Budissin 1684; Geschichtsbuch der Hutterischen Brüder. Hrsg. von R. Wolkan. Wien 1923.

Vojtech Kopčan, Ustav historických vied SAV 81364 Bratislava Klemensova 19 Tchécoslovaquie

Die neuerrichtete Provinz (eyalet-i Uyvar), deren erste Liste aus dem Jahre 1664 an die 750 Städte, Dörfer und Gehöfte umfaßt, verwaltete nicht nur die neu unterworfenen Dörfer, aber auch jene Siedlungen, die den Türken bereits im 16. und in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts Steuer zahlten, wurden aufs neue zu Steuerzahlungen gezwungen. Die neue Provinz wurde in sieben Bezirke (nahiye) geteilt, die im großen und ganzen die Grenze der ungarischen Komitate beibehalten haben. Es waren: Narhid (43 Gemeinden in der Umgebung von Érsekújvár), Barş (195 Gemeinden), Komaran (61), Hond (93), Nitre (313), Jabokrek (11 Gemeinden im Oberen Neutratal) und Şele (41 Gemeinden am rechten Ufer des Flusses Waag).³

Die im Frühjahr und im Sommer 1664 durchgeführte Offensive der kaiserlichen und der ungarischen Armeen, die die Rückeroberung von Nyitra (Neutra, Nitra) und Léva, sowie Siege bei Žarnovica und Léva einbrachte, bedeutete eine Herabsetzung der Anzahl osmanischer Festungen und den Verlust der unmittelbaren Kontrolle über einige Gebiete.

Der Krieg des Osmanischen Reiches mit Venedig um die Insel Kreta, vor allem um ihre bedeutendste Festung Kandia (1666–69), bedeutete eine Schwachung der osmanischen Macht in Érsekújvár. In den Jahren nach der Eroberung der Festung und später wurden die Einheiten in Érsekújvár durch Sipahis aus ganz Ungarn und den Balkanländern, sowie durch Einheiten der Janitscharen oder anderer, aus Buda, Eger und anderen Festungen besoldneter Truppen verstärkt.⁴ Zur Zeit des Krieges um Kreta sank auch der Stand der Garnison Érsekújvár bedeutend. Gerade diese Schwachung der Festung Érsekújvár sowie der osmanischen Heere in Ungarn überhaupt, nützte die kaiserliche Seite zur Errichtung neuer oder zur Verstärkung älterer Befestigungen am Fluß Waag. Außer Guta, deren Errichtung der Friedensvertrag gestattete, wurden solche Festungen erbaut oder verstärkt, wie z.B. Lipótvár (Leopoldstadt, Leopoldov) Schintau, (Šintava) Sellye, Schele, Sala und weitere Palanken.

Diese Maßnahmen machten es den osmanischen Abteilen unmöglich, auf das rechte Ufer des Waag-Flusses zu durchdringen und in entfernteren Dörfern Steuer einzuholen. Die osmanische Macht versuchte gegen das Ende der sechziger Jahre diese Entwicklung zu ändern. Kara Mustafa Pascha, der damalige Kaimmakam des Großwesirs Fazil Ahmed Pascha, ließ den Statthalter von Érsekújvár Sührab Mehmed Pascha unter der Anschuldigung hinrichten, dieser hätte sich von der Habsburgischen Seite bestechen lassen und den Bau neuer Befestigungen nicht verhindert.⁵ Der neue Statthalter, Seydi (?) Mehmed Pascha, zeichnete sich durch eine härtere Einstellung so dem ungarischen Adel als auch den unterworfenen Dörfern gegenüber aus.⁶

Anscheinend nutzten auch diese scharfen Maßnahmen nicht, da der Çavuş des Buda Statthalters im Namen seines Herren anlässlich der Audienz beim Präsidenten des Hofkriegsrates Ende Oktober 1671 erklärte, die Steuern würden von den zu Érsekújvár

³ Blaskovic, J.; *Ziemia lenn (hass) namiestnika Nowych Zamków w latach 1664–1685*. Rocznik Orientalistyczny, 38, 1976, S. 83–91.

⁴ Fekete L.: A berlini és drezdai gyűjtemények török levéltári anyaga. LK, 7, 1928, Dokumente Nr. 207–8, 235–36, 261–62, 280, 283–84, 296–97.

⁵ Silahdar Tarihi I. Istanbul 1928, S. 552.

⁶ Feig, J.C.: Wunderbahrer Adlers-Schwung oder fernere Geschichts-Fortsetzung Ortelii Redivil et Continuati I. Wien 1694, S. 143.

gehörenden Dörfern „cathgorice“ gefordert werden, „weil er (der Statthalter von Érsekújvár) sich und seine Garnison von jetzigen Einkünften nicht erhalten könne...“⁷

Es wäre überflüssig alle Konflikte, die sich an der Grenze der Provinz Érsekújvár in den folgenden Jahren abspielten, aufzuzählen. Im Grunde hat sich die Lage an den Grenzen nicht verändert. Unter den sich verschlechternden Beziehungen zwischen der Hohen Pforte und dem Wiener Hof anfangs der achtziger Jahre des 17. Jahrhunderts spielten neber der Kuruzenbewegung I. Thökölys auch die Streitigkeiten in der Provinz Érsekújvár eine bedeutende Rolle. Berichten französischer Spione in Istanbul zufolge verlegten irgendwann im Januar 1682 die Schöpfer der Außenpolitik am Hofe des Sultans ihre Aufmerksamkeit vom Nordosten Ungarns auf die heutige Westslowakei, wo die Pforte kaiserlicherseits Zugeständnisse in der Provinz Érsekújvár erhoffte.⁸

Bei den Verhandlungen des kaiserlichen Internuntius Albert Caprara mit den osmanischen Würdenträgern im Sommer 1682 in Istanbul legten daher diese als ernste Verletzung des Friedensvertrags von Vasvár den Bau der Festungen Lipótvár, Gutta und Sellye, die Errichtung von Palanken, sowie das Behindern der in die Provinz Érsekújvár gehörenden Dörfern, die Steuern der osmanischen Seite zu entrichten, vor.⁹ Als Vorbedingung für eine Verlängerung des Friedensvertrags forderte schließlich die osmanische Seite Folgendes: „Erstens seien sämtlich neu angelegten Festungen zu schleifen, insbesondere Lipótvár jenseits von Komárom (Komorn, Komarno)... sowie Gutta und Sellye, zweitens müßten die Dörfer um Érsekújvár ihre Abgaben gemäß dem Register der Steuerbeschreibung ungehindert entrichten (können)...“¹⁰

Letztlich bildeten die Streitfragen im Eyalet Érsekújvár den formalen Grund der Kriegserklärung an Kaiser Leopold I.¹¹

Die Lage auf dem zum Eyalet-i Eger gehörenden Gebiet scheint ruhiger gewesen zu sein. Wir wissen nicht, ob es in der chaotischen Situation während der Tatarenplünderung im September und Oktober 1663 gelungen war, weitere Gemeinden und Städtchen zur Steuerentrichtung zu zwingen. Die Eroberung der Festung Szécsény, von wo das Gebiet der Bergwerkstädte gut zu kontrollieren war, bedeutete unbedingt eine Stärkung der osmanischen Macht. Davon zeugt der Druck, den die Garnison dieser Festung auf die Dörfer oberhalb Besztercebánya (Neusohl, Banská Bystrica) ausübte, sowie die bekannte Plünderung des Städtchens Poniky am 6. Januar 1687, als auch zahlreiche Gesuche um das Loskaufen aus der Gefangenschaft in Szécsény.¹²

Aus verschiedenen Quellen ist es bekannt, daß die Sipahis und die osmanische Verwaltung ihre Einkünfte auch dadurch erhöhten, daß sie den unterschiedlichen Kurs der diversen Gelder ausnützten, die in Ungarn im Umlauf waren. Wie J. Buza in seiner jüngsten Studie über die Geldverhältnisse im Komitat Gömör während der Türkenherrschaft in

⁷ *Theatrum Europaeum* X. Frankfurt 1673, S. 503.

⁸ Stoye, J.: *The English Ambassador at Istanbul and the Great Turkish War, 1681–1687*. In: *Studia Austro-Polonica*, 3, 1983, S. 316.

⁹ Alexandrescu-Dersca Bulgaru, M.M.: *Sur les relations entre Habsbourg et Ottomans (1681–1683)*. In: *Habsburgisch-osmanische Beziehungen*. Wien 1985, S. 195–196.

¹⁰ Kara Mustafa von Wien 1683 aus der Stcht türkischer Quellen. Hrsg. von R.F. Kreutel und K. Teply. Graz-Wien-Köln 1982, S. 61–62.

¹¹ Veselá-Prenosilová, Z.: *Contribution aux rapports de la Porte Sublime avec la Transylvanie d'après les documents turcs*. *Archiv orientálné*, 33, 1965, S. 567–568 türkischer Text, S. 584–85 französische Übersetzung.

¹² *Rabovali Turci...* Hrsg. von P. Horváth. Bratislava 1972, S. 149–150, 210–217.

Ungarn darauf hingewiesen hat, ließen sich die Einkünfte auf diese Weise bis auf über 30 Prozent erhöhen.¹³ Die Türken forderten die finanziellen Abgaben in der wertvollsten Währung, in Talern, ja sogar in Dukaten. Darüber gibt uns ein nicht datierter Brief des Städtchens Dobrá Niva an den Komitat Zólyom Auskunft, wo zu lesen ist: „Geld in geläufigen Münzen will (der Türke) von uns nicht nehmen, die Taler, die wir geschickt hatten, sandte er zurück und verlangt Dukaten, die nicht zu bekommen sind, ja noch eine gewaltige Draufgabe müssen wir ihm geben.“¹⁴

Mit einigen Worten möchten wir auch die osmanischen Soldaten und Einheiten im Dienste der Kuruzen erwähnen. Das Mitwirken osmanischer Soldaten in der Armee der bujdosok, bei deren Überfällen auf das Gebiet des königlichen Ungarns, war eine mehr oder weniger private Angelegenheit der betreffenden Personen. Später, als sie, an der Spitze mit ihren Befehlshabern, den Statthaltern von Nagyvárád (Großwardein, Oradea), Buda und Eger und mit der Zustimmung der Pforte kämpften, nützten sie diese Gelegenheit zur Durchsetzung ihrer eigenen Interessen. Sie plünderten bisher unzugängliche Gebiete in der Mittel- und Westslowakei und schleppten große Mengen von Menschen in die Gefangenschaft. So z.B. schleppten Szécsényer Abteile aus den der Stadt Körmöcbánya (Kremniz, Kremnica) gehörenden Dörfern mehr als dreißig Frauen und Kinder in die Gefangenschaft.¹⁵ Ende Oktober 1682 mußte dann Thökölys Hauptmann Zsigmond Géczy die in der Umgebung von Körmöcbánya plündernde türkische Abteile verjagen. In der Angelegenheit der Befreiung der von osmanischen Abteilen gefangenen Menschen wendete sich die Stadt Körmöcbánya an Thököly. Aus seinem Lager bei Bátorvce erwiderte ihnen dieser schriftlich am 29. Oktober 1682 und forderte sie auf, ihm eine mit dem städtischen Siegel bestätigte Liste samt Beschreibung dieser Leute zu schicken, und versprach, sich in der Angelegenheit ihrer Befreiung an die Hohe Pforte zu wenden.¹⁶ Anderenorts zwang das osmanische Heer die Bewohner der einst steuerpflichtigen Dörfer ihre Gehorsamkeit zu erneuern. Bei ihrer Tagung in Kassa (Kashau, Košice) äußerten die oberungarischen Stände aufgrund der erwähnten Erfahrungen Befürchtungen, ob die osmanischen Befehlshaber das Bündnis Thökölys mit der Pforte nicht zur Festigung und Ausweitung ihrer Macht mißbrauchen würden.¹⁷

Zu Beginn des Jahres 1683 wurden auch die Abteile aus Érsekújvár auf dem Gebiet des Waag und des Neutra-Tales aktiv, wo sie die Bevölkerung, die in den letzten Jahren keine Steuer zahlte, mit Niederbrennung der Dörfer und Verschleppung von Menschen in die Gefangenschaft bestrafte.¹⁸

Da die Frage von Thökölys Fürstentum im Beitrag Dr. Benczédís eingehend behandelt wurde, möchte ich lediglich eine Anmerkung hinzufügen. Osmanische Autoren

¹³ Buza János: Török kori pénzértékviszonyok egy Gömör megyei tanúvallatás tükrében. *Nu-mizmatikai Közlöny* LXXXIV-LXXXV, 1985–86, S. 61–67. Siehe auch Hegyi, K.: A török birodalom magyarországi jövedelemforrásai. *Századok*, 117, 1983, S. 370 f.

¹⁴ Rabovali Turci..., S. 217. Orig. in SOBA Banská Bystrica.

¹⁵ Matunák, M.: *Z dejin slobodného a hlavného banského mesta Kremnice*. Kremnica 1928, S. 421–22.

¹⁶ Ibid., S. 423.

¹⁷ Matunák, M.: *Nové Zámky pod tureckym panstvom 1663–1685*. In: *Život a boje na slovensko-tureckom pohranici*. Bratislava 1983, S. 260–261.

¹⁸ Köpeczi, B.: *Staatsräson und christliche Solidarität. Die ungarischen Aufstände und Europa in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts*. Budapest 1983, S. 19.

betonen nicht nur des öfteren, daß die Einwohner von Orta Macaru Protestanten sind, sie nennen sie direkt *lutriyan*, so daß man hierbei annehmen kann, daß diese Tatsache anscheinend auch den breiteren Schichten der osmanischen herrschenden Klasse bekannt sein dürfte. Daraus läßt sich entnehmen, daß die osmanische Politik der Schaffung eines selbständigen Fürstentums mit Thököly an der Spitze bei dieser Bevölkerung genügend Unterstützung finden würde.¹⁹

Obwohl die Pläne zur Eroberung von Érsekújvár gleich nach der Niederlage der osmanischen Armee bei Wien aufgetaucht waren, mußte man mit derer Verwirklichung noch zwei Jahre warten. Trotz der Tatsache, daß es den kaiserlichen und den verbündeten Armeen gelungen war, durch die Eroberung von Esztergom und Szécsény diese Festung schon in Herbst 1683 vom osmanischen Hinterland in Ungarn abzuschneiden, verhielt sich die Garnison tapfer und wehrte die Angriffe der ungarischen Kavallerie aus Nyitra sowie die der kaiserlichen Abteile auf die Umgebung der Festung ab.²⁰ Der Bedeutung der Erhaltung von Érsekújvár waren sich auch die Osmanen bewußt und bemühten sich mit allen Mitteln, die Festung mit Proviant zu sichern und Verstärkung herbeizuholen, auch wenn diese Bemühungen nicht immer erfolgreich waren.²¹ Die Vorbereitungen für die Kampagne im Jahre 1685 waren gründlich, obwohl auch hier Improvisationen nicht fehlten, das Heer sammelte sich nur langsam und genauso verspätete sich auch der Nachschub von Vorrat und Munition. Eine Übermacht der kaiserlichen und der verbündeten Abteile belagerte die Festung einen vollen Monat lang, als der Serdar Ibrahim Pascha mit einem Angriff auf Esztergom die Belagerer zu schwächen und zu zerteilen versuchte. Seine Niederlage bei Nyergesújfalu am 15. August 1685 besiegelte auch das Schicksal von Érsekújvár, das am 19. August im Sturm erobert wurde.²² Der größte Teil der Garnison fiel im Kampf oder wurde auf der Flucht noch in der Festung erschlagen. Der Kommandant, Hassan Pascha, englischen Quellen zufolge ein tschechischer Renegat, erlag seinen schweren Verletzungen.²³ Während des Angriffs und der anschließend folgenden Plünderung wurde die Mehrzahl der materiellen Denkmäler, darunter auch das Archiv der Provinz und die Bibliothek der Moschee vernichtet.²⁴ Der Fall von Érsekújvár bedeutete das Ende der osmanischen Macht in der West- und Mittelslowakei. Die dem Eger Eyalet unterworfenen Gebiete entrichteten jedoch ihre Steuern noch auch im darauffolgenden Jahr, in dem dann die osmanische Herrschaft auch auf diesem Gebiet definitiv zu Ende ging. Beim Rückzug requirierten die Türken den Untertanen ihr Vieh, Getreide, vor allem jedoch Fuhrwerke zum Abtransport der Ausrüstung.²⁵

Das Ende der osmanischen Macht bedeutete jedoch keineswegs ein Ende der Kriegsschrecken und der Unsicherheit. Seit 1683 überwinterten regelmäßig auf dem Gebiet von

¹⁹ Veselá, Z.: Uherstí protestanté i Slováci jako predpokladaná opora osmanské politiky v 17. stor. In: *Soucasny stav a ukoly csl. hungaristiky*. Brno, 1985, S. 107–112.

²⁰ Matunák, M.: *Nové Zámky pod tureckym panstvom*, S. 265–269.

²¹ Kopčan, V.: Dobytie Novych Zámok a koniec osmanskej moci na Slovensku. *Historicky casopis*, 33, 1985, S. 672–73.

²² Matunák, M. – *Nové Zámky pod tureckym panstvom*, S. 269–282.

²³ An account of the Imperial Proceedings Against the Turks: With an Exact Diary of the Siege of Newheusel and Its Taking. London 1685. Hassan Pascha war ein geborener Albaner.

²⁴ Jacobi Tollii *Epistolae itinerariae ex Auctoris Schedis Postumis...* Amsterdam 1714, S. 150.

²⁵ Frák, G. – Vojnové skody vychodogemerskych obcí v poslednom desaťročí 17. stor. *Obzor Gemera*. 11, 1980, S. 154–156.

Ober- und Niederrungarn die kaiserlichen und die verbündeten Heere, denen die Bevölkerung außer Quartier auch verschiedene anspruchsvolle Dienstleistungen gewähren, und im Falle eines Ausfalls der Versorgung sie auch mit Proviant versorgen mußte. Dazu gesellten sich Naturkatastrophen, Seuchen, so daß ganze Landstriche entvölkert blieben. Eine außerordentliche Belastung entfiel auf die Dörfer entlang der Hauptstraßen. Über Schaden, die durch das überwinternde Heer verursacht wurden, beklagten sich auch die Bewohner der Komitate Bars, Liptó, Árva, Sáros und Pozsony, sowie weitere.²⁶ Es ist daher nicht verwunderlich, daß hierzulande eine große Unzufriedenheit herrschte, die manchenorts in Bauernrebellionen ausartete, wie z.B. auf Herrschaft Lednice, oder aber mit Bauernaufständen in der Ostslowakei endete.

²⁶ Listy poddanych z rokov 1538–1848. Hrg. von P. Horváth. Bratislava 1955, S. 77–90.

III. Questions militaires du siège de Buda et de la guerre de la Sainte Ligue en Hongrie. Die Belagerung Budas und die militärischen Fragen der Heiligen Liga in Ungarn

Die Rückeroberung Budas

IMRE WELLMANN

Neunzehn Jahre lang war dem Wiener Hof der mit den Türken geschlossene Frieden recht, bis er endlich durch den Angriff des Osmanischen Reiches auf Wien und die türkische Niederlage am 12. September 1683 zur Fortsetzung des Krieges veranlaßt wurde. Welch große Bedeutung er der Rückeroberung Budas beimaß, zeigt sich allein darin, daß er sie zugleich als Hauptziel des Feldzuges des nächsten Jahres vorsah.

Ein alter Vorsatz kam damit in greifbare Nähe, eine Absicht, mit der man sich nahezu anderthalb Jahrhunderte lang in Europa beschäftigt hatte, besonders in jenen Ländern Mitteleuropas, die sich unmittelbar von der türkischen Eroberung bedroht sahen. Nachdem Sultan Suleiman I. am 29. August 1541, genau fünfzehn Jahre nach der ungarischen Niederlage bei Mohács, Buda und Pest unter seine Herrschaft gebracht hatte, zog schon im folgenden Jahr ein bedeutendes Heer des Deutschen Reiches zur Rückeroberung der beiden Städte aus, nach einigen Versuchen jedoch, zuerst Pest einzunehmen, kehrte es erfolglos zurück.

Diese Ergebnislosigkeit hatte zur Folge, daß es zu keinem ähnlichen Feldzug mehr kam; in Mitteleuropa schien die Meinung Oberhand zu erhalten, daß keine Aussicht auf die Zurückdrängung der Osmanen vorhanden sei. Dadurch wurde den Türken ermöglicht, sich in Süd- und Mittelungarn, mit Buda als Mittelpunkt, dauerhaft einzurichten. Es waren die Ungarn, die, lediglich vom König Ferdinand I. unterstützt, mit großer Anstrengung und bei fortwährender Abwehr der Gegenmaßnahmen der Türken, rings um das durch dieses besetzte Gebiet herum einen Gürtel von neuen Grenzfestungen ausbauten. Gestützt auf diesen Ring, gelang es ihnen, in ununterbrochenem Kampf und um den Preis hoher Blutopfer, das nach Westen gerichtete Vordringen der osmanischen Macht im wesentlichen aufzuhalten. Es fehlte nicht an anerkennenden Äußerungen des Westens, worin die Standhaftigkeit und der Heldenmut der Ungarn lobgepriesen wurden, doch die militärische Hilfeleistung ließ auf sich warten.

Die Ungarn wurden größtenteils sich selbst überlassen, bis der Türke zu einem auf weitere Eroberungen gerichteten Angriff überging. Das geschah zu Ende des 16. Jahrhunderts, und so kam es, daß sich der Kaiser veranlaßt sah, Söldnertruppen nach Ungarn zu schicken, die sich dann während des sich entwickelnden fünfzehnjährigen Krieges dreimal (in den Jahren 1598, 1602 und 1603) an die Belagerung Budas heranmachten, jedoch wiederum vergeblich. Diese Schlappen hatten auch diesmal zur Folge, daß man in Wien mit weiteren Versuchen, Buda den Händen der Osmanen zu entreißen, aufhörte,

Imre Wellmann, Budapest, Torockó u. 12. 1026 Hongrie

und zwar für ganze 81 Jahre. Da es den Ungarn auch weiterhin gelang, inmitten fortwährender Kämpfe im großen und ganzen einen Gleichgewichtszustand längs der Grenzfestungenzone aufrechtzuerhalten, schienen sich Österreich und darüber hinaus auch das Deutsche Reich damit abzufinden, daß die einzige Haupt- und Residenzstadt Ungarns nun eine Provinzhauptstadt des Türkenreichs war, daß der grundlegende Stützpfiler der so oft gepriesenen Schutzmauer des Westens, die Schutzbastion der Christenheit, wie Evliya Çelebi schrieb, zum festen Schutzwall des Islams wurde.

Als aber die im Verfall begriffene Türkei, sich zusammenraffend, gegen 1660 wiederum Vorstöße unternahm und auch Érsekújvár (Neuhäusel, Nové Zámky), das bloß 130 km von Wien entfernt gelegen war, besetzte, wodurch auch Mitteleuropa von der Nähe gefährdet wurde, entschloß sich 1664 endlich der Kaiser zu einer offenen Schlacht, bereits unweit von der Grenze Österreichs, gegen die Osmanen. Obwohl bei Szentgotthárd das christliche Heer den Sieg davontrug, war der Wiener Hof bereit, den „Erbfeind“ im Besitz seiner neueren Eroberungen zu lassen, um mit ihm für 20 Jahre Frieden schließen zu können, was bei den Ungarn eine scharfe Erbitterung hervorrief.

Eine große Wendung in dieser Beziehung konnte erst 1683 mit dem Triumph bei Kahlenberg und darauffolgend dem Sieg über die sich zurückziehenden Türken bei Párkány (Stúrovo) und mit der Rückeroberung von Esztergom (Gran) endlich eintreten. Unter dem Eindruck dieser militärischen Erfolge ließ sich Leopold I. dazu bringen, anstatt seines bisherigen Festhaltens am Frieden mit der Pforte seine Einwilligung zur weiteren Kriegsführung zu geben, was den Beginn des Befreiungskriegs gegen die Türkenherrschaft in Ungarn bedeutete. Wie im vergangenen Jahre, wurde die Führung des Feldzugs auch 1684 Herzog Karl von Lothringen anvertraut, weiter die Leitung der Belagerungsoperationen von Buda dem erfolgreichen Oberhaupt der Verteidigung Wiens, Ernst Rüdiger Starhemberg. Letzterer war zwar, auch die früheren Mißerfolge in Erwägung ziehend, nicht damit einverstanden, mit einem mittelgroßen Heer – zu einer 24 000 Mann starken Infanterie und 14 000 Reitern kamen noch 8 000 Ungarn – gleich die von 10–12 000 Türken verteidigte Burg Buda erobern zu wollen, die meisten Ratgeber des Herrschers aber hielten die Burg für nicht besonders fest. Zu Anfang schien es wirklich, Starhembergs Bedenken wären übertrieben. Aus den früheren mißlungenen Versuchen die Lehre ziehend, begann man bereits Anfang Juli mit der Belagerung, und nachdem die Türken Pest geräumt und in Brand gesteckt hatten, gelang es recht bald, die Wasserstadt zu erobern, die sich unterhalb der Budaer Burg die Donau entlang nach Norden und Nordwesten erstreckte und nur durch einen einfachen Wall geschützt wurde, der, vom nordwestlichen Rondell der Burg ausgehend, ungefähr rechtwinklig bis an den Fluß reichte. Außerdem schlug Herzog Karl die zur Behinderung der Belagerung angekommenen türkischen Truppen wiederholt zurück. Die Erstürmung der Burg, selbst um den Preis hoher Verluste, scheiterte jedoch am zähen Widerstand der Verteidiger. Die Zahl der kampffähigen Angreifer ging auch infolge von Krankheiten immer mehr zurück, die Kavallerie kam durch Futtermangel in äußerste Schwierigkeiten. Auch die Ankunft der Truppen des bayerischen Kurfürsten Max Emmanuel änderte nichts an der Situation. Ihr Sturm wurde von der Besetzung der Burg blutig zurückgeschlagen. Einerseits durch die erfolgreichen Ausfälle der Verteidiger, andererseits durch die Bedrohungen des inzwischen vollständig gewordenen Entsatzheeres gerieten die Belagerer zwischen zwei Feuer und damit in eine ungünstigere Situation als zu Anfang der Operation. Die Burg-

verteidiger wiederum erhielten Hilfe aus Eger (Erlau), zum anderen gelang es dem Entsatzheer, Kräfte zur Verstärkung in die Burg zu bringen. Als durch einen Ausfall ein Großteil der Belagerungswerke zerstört wurde, mußte auch der Wiener Hof einsehen, daß in Anbetracht des bevorstehenden Winters, der im allgemeinen die Beendigung der Kriegszüge erforderte, nichts anderes blieb als der schmachvolle Abzug von Buda. Es war Anfang November und kostete beim Nachhutkampf keine geringen Verluste. Als die Kaiserlichen im Rückzug die Festungswerke von Pest zerstörten und nun selbst die Stadt abbrannten, kamen außerdem viele der dort zurückgelassenen Verwundeten in den Flammen um. Stark dezimiert und entmutigt bezog ein großer Teil des kaiserlichen Heeres in Ungarn Winterquartier.

War die Burg zu Buda so massiv, daß alle Bemühungen, sie den Türken zu entreißen, vergeblich sein mußten? Wahrhaftig hatte sie über anderthalb Jahrhunderte lang sämtlichen Belagerungen standgehalten. König Johannes und seine Anhänger hatten drei Versuche zurückgeschlagen, gegen die Türken scheiterte man nunmehr zum fünften Mal. Ohne auf die Wasserstadt einzugehen, die noch schwerer zu halten war als die nur wenig befestigte Stadt Pest, läßt sich sagen, daß auch die Budaer Burg, die außer der Oberstadt auch noch eine innere Burg in sich barg, durchaus schwache Punkte hatte. Zwar brachte sie auch den Verteidigern Vorteile, indem sie sich besonders im Osten und im Westen mit ziemlich steilen Hängen 45 bis 55 Meter aus dem Tal heraushob und ein Angriff von Osten her auch durch die Nähe der Donau erschwert wurde, doch mehrere örtliche Gegebenheiten erleichterten die Sache der Belagerer. Parallel zur Donau gelegen, nach Süden enger werdend, hatte das Burgterritorium die Form eines länglichen, unregelmäßigen Dreiecks; es war im großen und ganzen eben, sich nach Nordwesten sanft erhöhend. So mußten die Verteidiger, statt sich um einen Kern zu konzentrieren, ihre Kräfte auf die Länge der Burgwälle verteilen, auf denen an manchen Stellen, besonders an der Ostseite, auch Häuser standen. Nach Norden und Süden waren die Hänge wesentlich flacher, wodurch eine Annäherung aus diesen Richtungen erleichtert wurde. Westlich, nordwestlich und südlich von der Burg boten Anhöhen günstige Möglichkeiten zur Einrichtung von Geschützstellungen der Belagerer. Auch die Wasserversorgung der Burgleute bereitete Schwierigkeiten. Was ein Wasserwerk am Donauufer mit Hilfe einer Aufzugsvorrichtung in den Brunnen des Hofes des Paschpalastes zu bringen vermochte, reichte nicht aus, die Zisternen und Eisgruben wiederum dienten in erster Linie als Reserve; so waren Besatzung und Einwohnerschaft darauf angewiesen, sich selbst Wasser vom Fluß heraufzuholen.

Hinsichtlich ihres ausgebauten Verteidigungssystems konnte man die Burg im großen und ganzen als mittelalterliche Festung betrachten. Die Grundmauern hatte noch König und Kaiser Sigismund errichten lassen. Sie wurden von seinen Nachfahren vervollständigt. Die Türken fügten kaum mehr hinzu als den Ausbau der Burgwalltürme zu Rondellen. Die hohen und nicht besonders starken Außenwälle, mit dem Wiener Tor nach Norden, dem Fehérvár (Stuhlweißenburger) Tor nach Westen und dem Wassertor nach Osten (wo auch ein kleineres Tor zu finden war), wurden lediglich am verteidigungsstärksten, nordöstlichen Teil von einer eckigen Bastei flankiert, die noch König Johannes in den 1530er Jahren von einem Bologneser Genieoffizier hatte bauen lassen. An den anderen Abschnitten des Burgwalls übernahmen Rondelle diese Aufgabe, an der Nordseite drei kleinere und an der nordwestlichen Ecke ein größeres, hohles, zylindrisches

Bollwerk, an der Westwand waren es in südlicher Richtung bis hin zur inneren Burg vier Rondelle, unter ihnen das gewaltige Rondell neben dem Fehérvár Tor. Hier verlief außerhalb des Burgwalls durchweg ein gedeckter Weg. Im Norden hatte man zur Verstärkung hinter dem äußeren Burgwall einen breiten und tiefen Graben und an dessen inneren Rand einen zweiten Wall errichtet. Die innere Burg, die das Schloß der Könige Sigismund und Matthias sowie den riesigen Stephansturm umgab, wurde durch einen breiten Graben und einen Wall von der nördlich gelegenen Burgstadt abgetrennt. An den beiden hervorspringenden Ecken ihres westlichen Außenwalls standen je ein kleineres Rondell, dahinter befanden sich eine größere und eine kleinere zwingerartige Terrasse. Den südlichen Burgwall schützte ein vorgezogenes Bollwerk, ein mit Graben umgebenes, breites, aber nicht hohes Rondell. Von dort aus reichte ein Zwinger in nordöstlicher Richtung bis zum Doppelwall, der den Weg von der Burg zum Wasser der Donau sicherte und mit einem Rondell am Ufer endete. Darüber hinaus befanden sich auch an der Ostseite noch zwei Zwinger.

Insgesamt gesehen entsprach also Buda kaum den in erster Linie durch Vauban entwickelten Ansprüchen des zeitgemäßen Festungsbaus. Wo die landschaftsgebundene Lage den wenigsten Schutz bot, nämlich an der Nord- und an der Südseite, zogen sich nicht einmal Wassergräben entlang des hohen Walls. Basteien zu seinem Schutz sah man auch nicht. Er wurde im Norden durch hohle Rondelle, im Süden durch ein vorgezogenes, mit Graben umgebenes, barbakanenartiges rundes Bollwerk geschützt. Einen gewissen Ausgleich für diese Nachteile boten im Norden der zweite Wall hinter dem äußeren Burgwall und die Gewölbbojen des hohlen nordwestlichen großen Rondells, auf denen Geschütze aufgestellt werden konnten, genau wie im Westen auf dem Erdwall hinter dem Außenwall. Im Süden bildete das erwähnte vorgezogene Bollwerk ein ernstzunehmendes Hindernis für die Belagerer. Gegen Angriffe von Westen diente der gedeckte Weg am Fuße des Stadtwalls als wirksamer Schutz, im Schloßteil waren es die beiden zwingerartigen Terrassen.

Besonders muß betont werden, daß der Türke nicht nur um die gegebenen Möglichkeiten der Verteidigung wußte, sondern sie auch mit aller Entschiedenheit ausnutzte. Hatten die Geschütze der Belagerer eine Bresche in die Mauern geschlagen, so trieb er seine christlichen Gefangenen selbst bei größtem Feuer rücksichtslos an, sie mit Gabelpfählen und Palisadenreihen auszufüllen. Beim Einsatz von Minen war er den Belagerern eindeutig überlegen. Er sprengte seine tief eingegrabenen, gut ausgerichteten Minen zum rechten Zeitpunkt, um dem Gegner den größtmöglichen Schaden zuzufügen und wußte ähnliche Vorhaben des Gegners durch Gegenminen zu vereiteln. Er verteidigte sich mit heftiger Erwiderng des Feuers und zögerte nicht mit Gegenangriffen, wenn sich Gelegenheit bot. Sie brachten besonders dann Erfolg und nicht selten auch Verstärkung, wenn gleichzeitig auch das Entsatzheer den Belagerungsgürtel durchbrach und zur Burg vordrang. Und die Ausfälle wurden nicht nur zwecks Zerstörung der Belagerungswerke unternommen, sondern auch, um die Reihen der Angreifer zu lichten. Während der Belagerung im Jahre 1684 setzte der Pascha für jeden einzelnen Kopf eines kampfunfähig gemachten gegnerischen Soldaten eine Belohnung aus. Die Folge war, daß seine Untergebenen nicht nur den Gefallenen, sondern auch den Verwundeten Nasen, Ohren und Köpfe abschnitten. Man sah darin ein trauriges Zeichen dessen, wie das Osmanische Reich seine Soldaten zum fanatischen Kampf aufheizte, in dem die glaubenslosen Giaurs vernichtet

werden sollten. Noch 1517 hatte sich Suleiman I. zum Kalifen, zum Vertreter des Propheten erklärt. Damit vereinte er die weltliche und die kirchliche Macht über die mohammedanischen Völker in einer Hand. Erklärte den Krieg, so wurde es ein heiliger Krieg. Seine Soldaten kämpften begeistert in dem Glauben, daß das Bestehen im Kampf mit Rang, Ruhm und Wohlergehen belohnt werde, der Heldentod jedoch mit ewigem paradisischem Glück.

Unter den Völkern Europas begann nun endlich auch der christliche Zusammenhalt aufzuleben, der sich dem islamischen Fanatismus gegenüberstellte. Das Jahr 1684 brachte nicht nur die Niederlage und Verluste bei Buda, sondern auch einen Kraftzuwachs. Dank des Eifers und der materiellen Hilfe des Papstes Innozenz XI. entstand unter seiner Schirmherrschaft die Heilige Liga, in der sich der Kaiser, Polen und Venedig zusammenschlossen. Venedig führte zwar separate Kriegsoperationen, und ebenso der bei Wien noch so hilfreiche Sobieski, nachdem sich Leopold I. ihm gegenüber nicht diplomatisch genug verhalten hatte, doch durch diese selbständigen Kriegsoperationen war das Osmanische Reich immerhin gezwungen, seine Kräfte zu teilen. Weiterhin wirkte sich äußerst günstig aus, daß es gelungen war. Ludwig XIV. zum Abschluß eines zwanzigjährigen Waffenstillstands mit dem Kaiser zu bewegen. Auch wenn der französische König weiterhin daran fortsetzte, seine Eroberungen im Deutschen Reich unumstößlich zu machen, so hatten doch die deutschen Stände vorerst keinen offenen Angriff zu befürchten, und Kaiser Leopold I. konnte seine Kraft auf den ungarischen Kriegsschauplatz konzentrieren. So verging das Jahr 1685 nicht ohne Erfolge. Als wichtigster Erfolg wurde die Rückeroberung Érseküjvárs betrachtet, denn von dort aus wurde Wien am ehesten bedroht. Einen weiteren Vorteil hatte die österreichische Heeresführung einer zu spät bereuten Unbedachtsamkeit der Türken zu verdanken: da sie Thököly, den Führer der aufständischen Ungarn, gefangennahmen, gingen seine bisherigen Anhänger zu Tausenden auf die Seite des Militärs über, das sich die Vertreibung der Osmanen vorerst aus Ungarn zum Ziel setzte; sie konnten noch nicht voraussehen, daß der Wiener Hof, sich auf das Waffenrecht berufend, ohne Rücksicht auf die Teilnahme der Ungarn am Befreiungskrieg, willkürlich über das weitere Schicksal der zurückeroberten Teile des Landes verfügen wird. Hatte der Türke zwei Jahre zuvor den Frieden gebrochen, so brachte er nun selbst wiederholte Friedensangebote vor und gab damit ein deutliches Zeichen dessen, daß die Belagerung Wiens ein Unternehmen des Übermuts war, daß die Schlagkraft des Osmanischen Reiches wahrhaftig zurückging und das Land mit inneren Problemen rang. (Freilich stellte sich im weiteren heraus, daß dies keinen so endgültigen Rückgang bedeutete, wie die Gegner der Türken annahmen, wenn sie bereits auf eine baldige Vertreibung der Osmanen aus ganz Europa hofften.) Die Kriegspartei am Wiener Hof, an deren Spitze Karl von Lothringen, der Schwager des Kaisers, stand, betonte immer wieder, es sei an der Zeit, den Rückgang der osmanischen Macht auszunutzen, und mit Hilfe des Wiener Nuntius Kardinal Buonvisi gelang es schließlich, gegenüber der von Markgraf Hermann von Baden, dem Präsidenten des Kriegsrats geführten Friedenspartei durchzusetzen, daß Leopold I. für 1686 die Fortsetzung des Krieges gegen die Türken festlege. Im Interesse eines erfolgreichen Unternehmens mußten jedoch erst die Probleme der Versorgung und der Vervollständigung der Armee gelöst werden.

Die Versorgung der zum Kaiser gehörenden Truppen wurde in Rationen bemessen. Den gemeinen Soldaten kam je eine Ration zu, die Offiziere aber hatten Anspruch auf

mehrere (ein Hauptmann bekam 24 bis 28, ein Oberst bereits 62 Rationen), von denen sie nur einen Bruchteil in natura konsumierend, die übrigen in Geld verlangten. Ungarn wurde dabei nachteilig behandelt, indem man dort 5 bis 6,5 in Zisleithanien hingegen nur 4 Gulden für eine Monatsration berechnete. Zudem war der Kontribuent nur in Ungarn verpflichtet, für die Kleidung jedes Soldaten noch monatlich 2 Gulden abzugeben. Und die Bevölkerung, die in diesem Land bereits seit langer Zeit schwere Prüfungen überstehen mußte, wurde dadurch umso mehr belastet, da selbst wenn dort jemand etwas zu verkaufen hatte, wegen der Stagnation in Gewerbe und Handel nur schwerlich einen Käufer fand. Dazu kam, daß man vom ganzen Bedarf der Armee, der für 1685/86 auf 141.826,5 Rationen pro Monat festgelegt wurde, 96.174 Rationen, also 67,81% 32 Komitaten Ungarns auferlegte, dem Volk eines Gebiets, das sich, Banat und Siebenbürgen nicht mitgezählt, nicht einmal über drei Viertel des ganzen Landes erstreckte. Der venezianische Gesandte in Wien, Grimani, der ganz und gar nicht mit den ungarischen Unzufriedenen sympathisierte, betonte nicht ohne Grund: „Im Interesse einer Erleichterung für die Erbländer hat Ungarn den größeren Teil der Truppen zu versorgen“.

Darüber hinaus verschärfte noch weitere Umstände die so ungleiche Lastenverteilung zwischen Österreich und dem bis dahin nur zum Teil zurückeroberten Ungarn. Infolge der militärischen Besetzung und der Kämpfe mit den Aufständischen war das „Königliche Ungarn“ mehr als ein Jahrzehnt lang zerstört und entvölkert worden. Es stimmt, daß auch der Ostrand Österreichs 1683 unter der türkisch-tatarischen Verwüstung litt (wofür er aber eine längere Steuerfreiheit genoß), doch noch viel mehr war das ungarische Volk betroffen, nicht nur, als die Türken nach Wien zogen, sondern auch, als sie sich nach ihrer Niederlage metzelnd zurückzogen und viele Menschen in die Gefangenschaft verschleppten. Und Ungarn blieb auch weiterhin Kriegsschauplatz, in nicht wenigen Komitaten, die Rationen zu stellen hatten, befanden sich noch Festungen in türkischem Besitz, und deren Besatzungen zwangen die Bevölkerung der Umgebung auch selbst zu Abgaben. Und da sich das Kriegsgeschehen auf ungarischem Boden abspielte, war es das dort lebende Volk, von dem die durchziehenden Truppen Wagen und Vorspanne verlangten sowie seine Arbeitskraft beim Festungsbau und anderen Vorhaben kostenlos in Anspruch nahmen. Doch schlimmer als alles andere lastete die achtmonatige Unterbringung des Truppenhauptanteils in Winter und beginnender Frühjahrszeit. Infolge der bitteren Not, die die Bevölkerung wegen der Beschaffung des geforderten Geldes zu leiden hatte (oft konnte es nicht einmal mit Brachialgewalt aus ihr herausgepreßt werden), wäre es eigentlich ein Vorteil für sie gewesen, mindestens einen Teil der Kriegssteuer in natura tilgen zu können. Doch hatte das Landvolk vor nichts mehr, als vor Einquartierung von fremden Soldaten zu grauen. Deren Last steigerte sich noch durch das völlige Ausgeliefertsein, das die Unterbringung für die Hausbewohner mit sich brachte. Nach den Strapazen der Kriegsoperationen suchte der Soldat nicht nur Erholung im Winterquartier, sondern auch gewisse Entschädigung dafür, daß er im Sommer sein Leben aufs Spiel setzte und nicht selten sein Blut vergoß, und diese Ansprüche machte er am ehesten auf Kosten des Volkes geltend. Er begnügte sich nicht mit dem, was ihm nach Vorschrift zustand, sondern er forderte mit der Waffe in der Hand noch mehr, nahm machthaberisch in Besitz, was er wünschte. Zusammenstöße waren alltäglich. Zu allem kam noch, daß das Kriegskommissariat die tatsächliche Belastungsfähigkeit des Volkes nicht genügend

kannte. Das traf besonders für die rückeroberten Gebiete zu. So wurden auch viele Soldaten in Gebieten einquartiert, die schon im Winter des Vorjahres völlig erschöpft waren oder auch ansonsten nicht die Möglichkeit hatten, die dorthin verwiesenen Söldner einen ganzen Winter lang zu versorgen. So zogen die Bauern oft vor, sich davon zumachen, sobald sie Nachricht über die Annäherung von Quartier beanspruchenden oder aber nur durchmarschierenden Truppen erhielten. Während der Zeit des strengen Winters 1684/85 konnten sie nicht davor fliehen, doch sie warteten sehnhchlichst auf das Frühjahr. Als sich die Wälder und Wiesen in frisches Grün kleideten, flüchteten viele Familien mit dem wichtigsten Hab und Gut in die Wälder, Röhrichte, an Stellen, die wegen der Gewässer schwer erreichbar waren. Nicht selten fand das nach Quartier suchende Kriegsvolk leer zurückgelassene Häuser, sogar verlassene Dörfer vor. Wenn jedoch der schneereiche Winter die Bevölkerung davon abhielt, die Heimatlosigkeit auf sich zu nehmen, war sie mancherorts nicht nur selbst dem Mangel an Nahrungsmitteln ausgeliefert, sondern auch die dort einquartierten Soldaten. Im Winter 1685/86 gerieten die in Ungarn stationierten Regimenter an vielen Orten an den Rand der Hungersnot. Eine Wende konnte nur dann eintreten, wenn der Bauer im Frühjahr seine Arbeit nach Möglichkeit ungestört fortzusetzen vermochte.

Nichts war wichtiger als das, denn nachdem die Winterrationen – deren Wert sich bei Veranschlagung von durchschnittlich 5 Gulden pro Ration in 8 Monaten auf 5.673.060 Gulden erhöht hatte – im Laufe des Winterquartiers verbraucht waren, stand noch die Sommersversorgung aus, wobei die zur Berechnung kommenden Sommerrationen voraussichtlich noch durch 1.400.000 Gulden ergänzt werden mußten. Die Komplettierung der Ausrüstung und der Kleidung erforderte eine weitere Million, da die Bevölkerung der österreichischen Erbländer nicht von den je Soldat zu zahlenden 2 Gulden pro Monat betroffen war. Außerdem mußten wegen der Dezimierung, von der das Heer im Laufe des Jahres 1685 betroffen war, mindestens 11.000 Rekruten im Deutschen Reich angeworben werden, was pro Kopf 80 Gulden kostete. Ihr Monatssold betrug je 9 Gulden. Das bedeutete eine Ausgabe von 1.300.000 Gulden für den Sommer. Auch hatte man damit zu rechnen, daß die Leitung des Feldzuges, die Besorgung der Transportmittel, Geschütze und der Munition ungefähr 960.000 Gulden ausmachen würde. Hinzu kamen noch die Ausgaben für die aus dem Deutschen Reich zur erwartenden Hilfstruppen: der bayrische und der brandenburgische Kurfürst verlangten insgesamt 575.000 Gulden für ihre militärische Unterstützung, die zweimonatige Versorgung ihrer Truppen erforderte außerdem 250.000 Gulden. Außer den auferlegten Rationen stiegen demnach die für den Kriegszug des Jahres 1686 erforderlichen Hauptausgaben auf 5.485.000 Gulden. Eine solche Summe aufzubringen war keine leichte Aufgabe, umso mehr, als der Wiener Hof wegen seiner schlechten Geldverwaltung ständig mit finanziellen Komplikationen zu ringen hatte. In Friedenszeiten betrug die jährlichen Einnahmen Kaiser Leopolds zwar ungefähr 7 Millionen Gulden, doch einerseits verschlang die teure Hofhaltung viel Geld und andererseits war das Gleichgewicht des österreichischen Finanzhaushaltes schon in den vorhergehenden Jahren durch die Ausgaben in den Kriegen gegen Frankreich und gegen die Türken ins Wanken geraten. So blieb auch nach Ausschöpfen der in- und ausländischen Hilfsquellen und Kredite noch ein Minus von etwa anderthalb Millionen. So konnte man nunmehr auf die Opferbereitschaft des Papstes vertrauen, die er auch zuvor stets gezeigt hatte. Größtenteils war es dem unermüdlichen Eifer des Nuntius Buonvisi

zu verdanken, daß sich diese Erwartungen im großen und ganzen erfüllten und der Kriegszug des Jahres 1686 materiell entsprechend fundiert in Angriff genommen werden konnte. Papst Innozenz XI. zeigte sich auch bereit, die Kriegführung gegen die Türken durch Verkündung einer päpstlichen Bulle zu fördern, die, Anfang Dezember 1685 erlassen, für all jene völligen Sündenerlaß versprach, die sich dem gegen die osmanische Macht ausziehenden Heer anschließen oder den „Kreuzzug“ mit Geldbeihilfen unterstützten. Zum Teil durch diese Bulle beeindruckt, zum Teil von eigener Begeisterung angeeifert, beeilten sich aus verschiedenen Ländern Europas viele Hunderte von vornehmen und einfachen jungen Männern, Katholiken und Protestanten gleicherweise, um am Kampf gegen den Erbfeind, was zugleich für eine Ausbildung in Tapferkeit und Heldennut galt, freiwillig teilzunehmen. Damit erweiterte sich der Kampf gegen die Osmanen, bis dahin lediglich eine Angelegenheit der Ungarn und zeitweise, bei höchster Gefahr, auch jene von Mitteleuropa, zur gemeinsamen Angelegenheit der Christenheit. Eifrige Leute, wie der Kapuzinermönch Marco d'Aviano, hörten nicht auf, den Kaiser zur schwungvollen Fortsetzung des Türkenkriegs, die gemeinen Soldaten zum heldenmutigen Kampf für das heilige Ziel zu begeistern.

Die Diplomaten Wiens hatten schon zuvor begonnen, zwei der bedeutendsten Kurfürsten des Deutschen Reiches zu militärischer Unterstützung zu bewegen: die Protestanten Friedrich Wilhelm von Brandenburg und Johann Georg von Sachsen. Bei beiden hatten sie Erfolg. Der bayerische Kurfürst, der Eidam des Kaisers, trug von selbst seine Teilnahme am gemeinsamen Kriegszug an. Insgesamt standen damit schon Hilfstruppen in einer Stärke von 20.969 Mann in Aussicht. Am 22. März 1686 beschloß man endlich auch auf dem Regensburger Reichstag eine Unterstützung von 50 Römermonaten, im Rahmen derer der schwäbische Bezirk 4.000, der fränkische 3.000, der oberrheinische mindestens 1.500 Soldaten zu schicken versprach, weiterhin kam Unterstützung vom Erzbischof von Köln und vom Bischof von Paderborn: der österreichische Reichsbezirk, dessen östlicher Rand wegen der türkischen Zerstörungen den Lasten für längere Zeit enthoben war, trug nur in bescheidenem Maße zum Erfolg der gemeinsamen Sache bei.

Als Sammelplatz war für den 25. Mai 1686 Párkány festgelegt worden, und das Heer setzte sich schließlich wie folgt zusammen. Unter dem Oberbefehl des Herzogs Karl von Lothringen die Kaiserlichen: 13.350 Infanteristen, 7.680 Reiter, 3.200 Dragoner (die zu Pferde und bei Bedarf auch zu Fuß kämpften), insgesamt 24.230 Mann; die Brandenburger: vorerst 5.195 Infanteristen und 2.069 Reiter, insgesamt 7.264 Mann; die Schwaben: 2.000 Infanteristen und 2.000 Reiter, zusammen 4.000 Mann; die Franken: 1.000 Infanteristen und 2.000 Reiter, insgesamt 3.000 Mann. Zusammen mit den Mineuren und anderen zusätzlichen Einheiten ergab sich eine Stärke von rund 40.000 Mann, an ihrer Spitze standen eine 18köpfige Generalschaft und ein 24köpfiger Generalstab. Dem bayerischen Kurfürsten Max Emanuel unterstanden folgende Truppen: die Bayern: 5.000 Infanteristen und 3.000 Kürassiere und Dragoner, insgesamt 8.000; die Sachsen: 3.000 Infanteristen und 1.700 Reiter, insgesamt 4.700 Mann; Kaiserliche: 6.750 Infanteristen und 1.600 Kürassiere und Dragoner, insgesamt 8.350. Das waren rund 21.000 Mann, mit einer 14köpfigen Generalschaft an der Spitze (darunter zwei Männer, die später noch großen Ruhm erringen sollten: Markgraf Ludwig Wilhelm von Baden und Prinz Eugen von Savoyen). Der Generalstab bestand aus 11 Mann. Mindestens 1.000 Freiwillige schlossen sich noch der Armee an. Und auch die 15.000 teilnehmenden

Ungarn dürfen wir nicht vergessen; viele von ihnen wurden zu den Truppen des Hauptheeres eingeteilt, den anderen, in erster Linie den Husaren, die selbständige Einheiten bildeten, wurden eigene Aufgaben übertragen. Sie mußten aufklären sowie Vorhut und Reiterei des Gegners aufhalten. So bestand das Hauptheer ungefähr aus 77.000 Mann, 47.000 mochten Infanteristen gewesen sein, 30.000 Reiter. Außerdem hatten drei gesonderte Korps die Aufgabe, die weiter entfernt gelegenen Teile Ungarns vor den Türken zu sichern, während das Hauptheer vordrang. So stand ein Korps an der Drau (zusammen mit 1500 Soldaten des oberrheinischen Bezirks insgesamt 6.100 Mann, dazu kamen noch die dort dienenden Ungarn und Kroaten), ein Korps wurde nach Nordostungarn (3.900 Mann und 6.000 Ungarn, hauptsächlich Reiter) und eins nach Siebenbürgen (10.000 Mann mit 2.000 Ungarn) kommandiert.

Das Hauptheer versammelte sich bereits bei Párkány, doch noch immer war nicht entschieden, was zum eigentlichen Ziel des Kriegszuges bestimmt werden soll. Der Hofkriegsratspräsident war für die Teilung des Heeres, allein schon deshalb, um seinem Neffen, Ludwig von Baden, ein eigenes, von Karl von Lothringen unabhängiges Kommando zu übertragen. Er wollte einerseits Székesfehérvár, andererseits Eger belagern lassen. Erst danach sollte Buda folgen. Nur mit hartnäckiger Ausdauer gelang es Herzog Karl, den Kaiser im letzten Moment dazu zu bewegen, er möge die Eroberung Budas zur Hauptaufgabe des Kriegszuges machen. Herzog Karl mußte jedoch einwilligen, daß der bayerische Kurfürst mit Ludwig von Baden an seiner Seite die Operationen seines Heeres selbständig führen würde und auch wählen konnte, von welcher Seite er Buda zu belagern gedenke. Schon von Anfang an zeigte sich, daß eine solche Teilung der Kräfte wie auch die Eifersucht von Max Emanuel und Ludwig von Baden gegenüber Karl von Lothringen nicht zum Vorteil des Kampfverlaufes ausschlägt. Als das Heer am 12. Juni aufbrach und Párkány verließ, fehlten infolge Verspätung 15.000 Mann der Hilfstruppen aus dem Reich. Die Bayern waren jedoch da, und Max Emanuel bestand darauf, sein Heer gesondert zum Ziel zu führen. Er wählte das linke Donauufer und wollte zuerst seine Truppen von Vác (Waitzen) aus nach Hatvan lenken, um es zu erobern, doch als er die Nachricht bekam, der Türke beginne mit der Räumung Pests, eilte er dorthin, um ihn zu überraschen. Als er aber am 17. mit seinen Truppen ankam, hatte bereits der Gegner im wesentlichen alle Lebensmittelvorräte, Geschütze und Munition aus Pest nach Buda gebracht, so daß das Heer des Kurfürsten eine entleerte Stadt in Besitz nahm. Unterdessen zog Herzog Karl am rechten Donauufer flußabwärts und kam am 18. mit seinem Heer vor Buda an.

Es steht außer Zweifel, daß die Verteidiger der Burg, durch den Verzug des Aufenthalts des christlichen Heeres bei Párkány irreführt, etwas spät mit der Räumung Pests begonnen hatten und keine Zeit mehr blieb, die Festungswerke dort abzureißen (doch die Kanonen auf der Budaer Burg nahmen die Stadt schonungslos unter Feuer). Aber die starke Deckung ihres Rückzuges bewies, daß es sich keineswegs um eine in Schrecken ausgeführte, unzulängliche Aktion handelte. Die Räumung Pests war Teil eines durchdachten Planes, sie bezweckte die Konzentrierung der Kräfte auf die Hauptaufgabe. Pascha Abdurrahman, der Kommandant Budas, war ein erfahrener, guter Soldat und hatte sich an der Spitze der auf annähernd 12.000 Mann gebrachten Burgbesatzung sorgfältig auf die Verteidigung vorbereitet. Bei der Verteidigung der inneren Burg sich auf seinen Vertreter, Pascha Ismail, stützend, mobilisierte er alle verfügbaren Einwohner für

die Abwehr. Die 1684 entstandenen Schäden am Festungssystem waren beseitigt worden. Man hatte sogar einige neue Elemente hinzugefügt. Es entstand ein Wall, etwas nördlich des Wassertors beginnend, flankiert von zwei sechseckigen Basteien, endend mit einem Rondell. Er reichte bis zum Donauufer und deckte den Weg beim Wasserholen, um eine der Schwächen der Burg zu beseitigen. Nun konnten die Burgleute nicht mehr so leicht vom Wasser abgeschnitten werden. Möglicherweise fiel auch der im Zeichen moderneren Festungsbaus stehende Umbau zweier Rondelle zu sechseckigen Basteien in diese Zeit. Es handelte sich um das gewaltige Rondell neben dem Fehérvärer Tor und um das kleinere Rondell, das an der nordwestlichen Ecke der inneren Burg stand. Aus dieser Zeit stammen sicher auch die hervortretenden, mit Brustwerken versehenen Schützenstellungen (Kavaliere) nördlich des inneren Burggrabens, am nordwestlichen Rondell und an der nordöstlichen Bastei, des weiteren das dreieckige Verteidigungswerk zwischen den beiden nördlichen Rondellen des westlichen Burgwalls sowie eventuell auch ein dritter Wall an der Nordseite. Auf den Burgmauern und Verteidigungswerken gähnten dem Gegner ungefähr 460 Geschützrohre entgegen. Auch verfügten die Verteidiger über genügend Pulver, Geschosse und über ausreichende Lebensmittelvorräte, die in erster Linie für die Soldaten, nicht für die Einwohnerschaft in Reserve lagen.

Doch auch die Belagerer – größtenteils fähige und erfahrene Befehlshaber an der Spitze von tapferen Soldaten – nahmen sich die Lehren der erfolglosen Operation von 1684 zu Herzen. Man begann beizeiten und mit einem – wenn auch geteilten – größeren und entsprechend ausgerüsteten Heer mit den Belagerungsarbeiten. Anfang Juli stießen noch die schwäbischen, fränkischen und brandenburgischen Hilfstruppen dazu. Unter Leitung des Generalkommissärs Rabatta wurden ausreichendes Kriegsmaterial und die erforderliche Menge an Lebensmitteln auf der Margareteninsel untergebracht, für die Pferde boten sich auf der Insel Csepel und in Richtung Székesfehérvár ergiebige Weiden. Auch die Belagerung selbst begann in sorgfältiger Umsicht. Gleich nach Ankunft seiner Truppen ließ Herzog Karl die gänzliche Einschließung der Stadt vollziehen: Sämtliche Wege, die nach Buda führten, wurden mit der Kavallerie besetzt, um von außen her jede Hilfeleistung für die Verteidiger zu behindern. Max Emanuel ließ eine Besatzung in Pest zurück, überschritt die Donau und wählte die Südseite der Burg als Zielpunkt seiner Operationen. Seine Truppen schlugen ihr Lager an den vor dem Feuer der Burgbesatzung geschützten südlichen bzw. westlichen Abhängen von Gellérthegy und Naphegy (Gerhards- und Sonnenberg) auf, die Truppen Karls von Lothringen, dem die Belagerung der Nordseite blieb, hatten ihr Lager vom Ferenchegy (Franz-Berg) bis zur Anhöhe Rózsadomb (Rosenhügel). Nur ein kleiner Teil der Reiterei wurde zur Unterstützung des Festungskampfes dabeibehalten, den größeren Teil führte man auf die erwähnten, weiter entfernt gelegenen Weideflächen, um den Rücken des Lagers zu decken, um zu rekonoszieren und um Futter zu sparen. Planmäßig und unter Berücksichtigung der Erfahrungen aus dem Jahre 1684 begannen auch die Belagerungsoperationen. Auf den umliegenden Hängen stellte man in Höhe der Wälle und Rondelle die Kanonen auf, suchte dabei die zum Beschuß am günstigsten erscheinenden Stellen aus, schützte sie mit Erdwällen und Schanzkörben und wählte muldenartige Vertiefungen für die Mörser und Haubitzen. Die Geschütze versuchten tagsüber, Breschen in das äußere Verteidigungssystem zu schlagen, bzw. dahinter Schäden anzurichten. Nachts wurden die Belagerungsgräben gegraben, tiefer und breiter als zwei Jahre zuvor und im Zickzack verlaufend, um vor dem Bestreich-

feuer des Gegners völlig geschützt zu sein. Mit Brustwerken versehene parallele Gräben brachten dann die Verbindung zustande, an manchen Stellen wurden auch mit Schanzen umgebene Sammelpätze für die geplanten Stürme ausgebaut.

An der Nordseite begannen die Geschütze bereits am 20. Juli, eine Bresche in die Mauer der Wasserstadt zu schlagen, und da man auch mit den Annäherungsgräben gut vorankam, war am 24. schon ein Sturmangriff möglich. Er richtete sich einerseits auf die Bresche, andererseits auf das Rondell, das das Tor am Ende des Walls schützte. Beide Angriffe waren erfolgreich, letzterer durch die Umgehung am Rande der Donau, und sie forderten nur geringe Verluste. So gelangte die Wasserstadt in die Hände der Belagerer. Das erleichterte nicht nur den Kriegsmaterial- und Lebensmitteltransport zu Wasser, sondern ermöglichte auch die Konzentrierung der Belagerungsoperationen auf den vom Wiener Tor bis zum nordwestlichen Rondell reichenden äußeren Burgwall und seine Rondelle. Obwohl die Verteidiger durch eifrigen Beschuß und sogar mit Ausfällen das Vordringen der Angreifer zu verhindern suchten – besonders der Ausfall am 9. Juli richtete beachtliche Schäden an –, klafften schon, wenn auch rasch verpfählt, ansehnliche Breschen im Wall und in der Wand des nordwestlichen großen Rondells. Die Kampfgräben reichten bereits bis in die Nähe des Walls, am Fuße des letzteren Rondells hatten sich die Belagerer sogar festgesetzt und verschanzt. So beurteilte der Oberbefehlshaber die Lage als günstig, mit drei Sturmsäulen dort, sowie über die Breschen in der nach Osten verlaufenden Wand und in deren kleinerem Rondell einzudringen, obwohl die Türken nicht versäumten, die Breschen immer wieder mit Schanzpfählen zu versperren. Ohne die Brandenburger mitzunehmen (was er noch bereuen sollte), die am Wallabschnitt neben dem Wiener Tor noch nicht so weit vorgedrungen waren, ordnete er für den 13. einen heftigen Sturmangriff an. Die Angreifer wurden aber nicht nur von gut gezieltem Reihenfeuer erwartet: es ergoß sich auch eine wahre Flut von brennenden Pechkränzen und zündenden Pulversäcken über sie, unter ihren Füßen schien sich die Erde zu öffnen, denn die Minen wurden genau zur richtigen Zeit gezündet. Der Angriff scheiterte am hartnäckigen Widerstand der Verteidiger und kostete hohe Verluste.

Während die Angreifer ihre Lager gegen die Burg mit Ringwällen umgaben, um vor Ausfällen der Verteidiger geschützt zu sein, begann man auch auf der Südseite mit aller Kraft mit der Belagerung. Sie richtete sich in erster Linie gegen das rondellartige Bollwerk, das vor der Südwand der inneren Burg stand, und wurde hauptsächlich von Markgraf Ludwig von Baden geleitet. Mehrere Geschützstellungen mußten jedoch verlegt werden, denn so manche hatte der gut gezielte Beschuß der Verteidiger zum Schweigen gebracht. Die Türken zeigten damit, daß sie nicht nur bei der Verwendung von Minen, sondern gewissermaßen auch im Artilleriegefecht überlegen waren. Obgleich sich auf dieser Seite weniger Ausfallmöglichkeiten für die Verteidiger boten, unterließen sie es dennoch nicht, ein massives Schanzwerk am Berge Naphegy anzugreifen und ließen sich nur schwer zurückschlagen. Aber der Beschuß des südlichen Burgwalls und des vorgezogenen barbakanenartigen Bollwerkes blieb trotz alledem nicht ergebnislos, und die auf letzteres gerichteten Sturmgräben kamen bedeutend voran. Am 16. Juli gelang es den Bayern sogar, sich an dessen Grabenrand festzusetzen und dort eine Batterie aufzustellen. Am 22. führten die Janitscharen einen heftigen Angriff zu deren Vernichtung, und nur um den Preis hoher Opfer gelang es, sie zurückzutreiben. Wenig später wurde Buda und die ganze Umgebung von einer furchtbaren Explosion erschüttert. Aus nicht eindeutig geklärten

Gründen entzündete sich das im Burgschloß angelegte Pulverlager der Türken. Erdreich und Gebäude flogen in die Luft und verdunkelten den Himmel, in der inneren Burg kamen ungefähr 4.000 Menschen um, doch das Festungssystem der Burg erlitt lediglich an der schwer angehbaren Ostseite einige Schäden. Die Oberhäupter der Angreifer hielten es trotzdem für begründet, Abdurrahman aufzufordern, er möge die Burg bei Gewährung freier Abzuges aufgeben. Es war umsonst, die Verteidiger hielten weiterhin mit ungebeugtem Willen stand. Die durch die am Grabenrand aufgestellte Batterie geschlagene Bresche in der südlichen Barbakane versperrten die Türken aus unmittelbarer Nähe mit todesverachtendem Mut durch einen Pfahldamm. Doch der Franziskanermönch Fra Angelo Gabriele Gautieri, der am 26. aus seiner pyrotechnischen Werkstatt in Győr (Raab) angekommen war, setzte den Damm in Flammen. Er verwendete selbstangefertigten, unlöschbaren Brennstoff, weshalb er von den Ungarn Tüzes Gábor (feuriger Gabriel) genannt wurde.

Unterdessen erweiterte man im Norden die Bresche besonders im nordwestlichen großen Rondell. Die Mineure hatten jedoch keinen Erfolg. Mit erstaunlicher Schnelligkeit füllten die Verteidiger die Lücken aus, und am 25. unternahmen sie sogar einen Ausfall, der sich nur schwer abwehren ließ. Hilfe von Eger konnte Abdurrahman kaum erwarten, denn dem nordöstlichen Korps war gelungen, den dortigen Pascha in eine Falle zu locken. Doch immer mehr Nachrichten trafen vom nahenden Entsatzheer des Großwesirs ein, das von Süden her kam. Wollte man noch vor seinem Eintreffen etwas erreichen, durfte man den von beiden Seiten gleichzeitig geführten Generalsturm nicht weiter verschieben. Auch ein Scheinangriff wurde am 27. geführt. Er richtete sich auf die Ostseite, wo die Explosion Schäden in der Wand angerichtet hatte. Doch der Scheinangriff sollte nur die Kräfte der Verteidiger teilen, was dann auch gelang. Gleichzeitig warfen sich drei Sturmsäulen auf die Verteidiger des nördlichen Burgwalls und seiner Rondelle. Nach einem vierstündigen entsetzlichen Kampf, in dem die Türken erneut all ihre furchtbaren Mittel der Verteidigung anwandten, standen zuerst die Brandeburger auf dem äußeren Wall – ein unter ihnen kämpfender Heiducke aus Győr setzte als erster die ungarische Fahne auf den Burgwall –, sodann folgten auch die anderen beiden Sturmabteilungen und faßten auf dem Wall und auf den Rondellen Fuß. An der Südseite eroberten die Bayern, die Sachsen und die ihnen zugeteilten Kaiserlichen das vorgezogene südliche Verteidigungswerk der inneren Burg und den kleineren westlichen Zwinger. Auch hier gelang es nur um den Preis hoher Verluste. Aber auch die Verteidiger hatten nicht wenig Tote und Verwundete zu beklagen.

Das nahende Entsatzheer des Großwesirs zwang die Belagerer, deren Anzahl sich auch infolge von Krankheiten verringerte – zusammen mit dem zur Verstärkung aus Nordostungarn abberufenen Korps bestanden die deutsche Infanterie und Kavallerie aus nunmehr 15.000 beziehungsweise 18.000 Mann, die Anzahl der Ungarn war auf knapp 11.000 zu schätzen –, sich anders einzurichten und sich auch von außen mit einem Schanzring zu umgeben. Ganz besonders mußten die Stellen befestigt werden, an denen der Türke unter Umgehung der Belagerer von Nordwesten und Norden her Verstärkung in die Burg bringen konnte. Nachdem eine erneute Aufforderung, die Burg zu übergeben, ergebnislos blieb, schossen die Batterien, die nach dem Generalsturm vom 27. auf dem nördlichen Burgwall, auf dem Rand des nordwestlichen hohlen Rondells und auch auf der Barbakane im Süden aufgestellt wurden, mit gutem Erfolg. Am 3. August folgte ein erneuter Generalsturm, der jedoch auf beiden Seiten blutig zurück-

geschlagen wurde. Von einem am 12. geplanten abermaligen Sturm mußte man absehen, da die Minen kaum Erfolg brachten und der Großwesir mit seinem Heer erschienen war. Die Belagerer konnten es nicht vermeiden, sich in Schlachtordnung aufzustellen, gegenüber einem Heer von insgesamt 65.000 Mann (doch wie sich später herausstellte, war kaum ein Viertel von ihnen eine ausgewählte Mannschaft). Der Großwesir wagte nicht, eine offene Schlacht in Angriff zu nehmen, und nachdem ein Teil seiner ausgewählten Mannschaft vergeblich versucht hatte, die Christen zu umgehen, zogen sich die Türken zurück, ohne jedoch ihr bedrohendes Lager aufzugeben, das sie etwas weiter entfernt einrichteten. Am 20. und am 29., dem einhundertsechzigsten Jahrestag der Schlacht bei Mohács, versuchten 4.000 Janitscharen, denen eine hohe Belohnung versprochen wurde, auf den erwähnten Umgehungswegen in die Burg zu gelangen, aber nach einem blutigen Kampf blieb kaum ein Dutzend übrig. Unterdessen faßten die Bayern durch einen erneuten Sturm am 22. im westlichen großen Zwinger, im Stephansturm und im Osthof des Schlosses Fuß, doch nach mehreren Tagen blutigen Kampfes mußten sie einen Teil wieder aufgeben. Ismails Leute hielten sich standhaft hinter den zur Ruine geschossenen Gebäudeüberresten und richteten mörderischen Feuer auf die Angreifer. Im Norden kam man mit beständigerem Erfolg voran. Ein Teil des breiten und tiefen Grabens zwischen äußerem und zweitem Wall wurde aufgefüllt, das große, hohle Rondell im Nordwesten wurde, auf die Gewölbboegen gestützt, bis zum 27. wohldurchdacht überbrückt, und der sich daran anschließende westliche Teil des Burgwalls lag unter argem Beschuß.

Endlich kam auch das ebenfalls zu Hilfe gerufene Korps aus Siebenbürgen an, und zwar aufsehenerregend, damit sowohl die Verteidiger in der Burg als auch das Entsatzheer Kenntnis davon nehmen mußten. Nun konnte man den endgültigen Angriff im geheimen für den 2. September ansetzen. Der stark beschädigte nordwestliche Teil der Burg wurde von 3.329 Leuten in drei Abteilungen bestürmt. Nach einem verheerenden Kampf, nachdem die durch die Bresche im westlichen, an das überbrückte nordwestliche Rondell anschließenden Burgwall heraufkommenden Angreifer den standhaften Verteidigern in die Seite fielen, gelang es, hinter den dritten Burgwall vorzudringen. Kanonen und Handfeuerwaffen verstummten, und es begann ein blutiges Handgefecht Mann gegen Mann. Vergeblich suchten die zurückgedrängten Türken hinter Verhauen und hinter den Trümmern der Häuser Schutz vor den anzahlmäßig überlegenen, rachedurstigen Verfolgern. An der Spitze einer Widerstand leistenden Gruppe fiel auch Pascha Abdurrahman, was die anderen noch mehr zur Flucht bewegte. Sie flohen hauptsächlich in Richtung der inneren Burg. Doch dann gelangte auch hierhin die Nachricht, daß im Norden alles verloren sei, und die von Süden Angreifenden drängten Ismail und seine Leute aus den Ruinen in den nördlich des Schlosses gelegenen Hof. Hier mußte das Gemetzel endlich aufhören. Insgesamt 3.000 Männer, Frauen und Kinder waren zwischen zwei Feuer gedrängt und ergaben sich. Buda fiel, ganz einmalig, vor den Augen des türkischen Entsatzheeres. Ungefähr 6.000 Türken fielen in Gefangenschaft, unter ihnen auch Pascha Ismail; die Toten wurden nicht gezählt.

Die siegreichen Heerführer gestatteten ihren Soldaten, die so viel ausstehen hatten und sich heldenhaft geschlagen haben, freie Plünderung, und schon am Abend der Rückeroberung war die Burg Buda verwüstet und stand in Flammen. Von der einstigen blühenden Haupt- und Residenzstadt Ungarns blieb nichts als schwelende, menschenleere

Ruinen, und es bedurfte ausdauernder Kraftanstrengung, bevor am Ort der Vernichtung wieder neues Leben keimte. Es war dem endlich in Taten wirksam gewordenen internationalen Zusammenhalt zu verdanken, daß Buda, um den Preis 78-tägiger erbitterter, hohe Verluste fordernder Kämpfe, der Osmanenmacht nach 145 Jahren endgültig entrissen wurde. Wofür viele Jahrzehnte lang größtenteils das Ungartum allein Leben und materielle Kräfte geopfert hatte, war nun aus Verlangen zur Wirklichkeit geworden: die türkische Macht in Ungarn war erschüttert. Wie ein Lauffeuer verbreitete sich die Nachricht vom Triumph, und es folgte Freudengejubiläum in ganz Europa, Dankesgesänge, klingende Glocken, Festaussagen gaben bekannt, was geschehen war. So verkündete man einst: Der Schlüssel Konstantinopels und Jerusalems ist wieder in der Hand der Christen.

Bibliographie

Auf den wichtigsten Originalquellen beruhend, auch heute noch grundlegend, was die Rückeroberung von Buda und die Vorereignisse betrifft: Károlyi, Árpád: Buda és Pest visszavívása 1686-ban (Die Rückeroberung von Buda und Pest im Jahre 1686), 2. Aufl., bearbeitet von *Wellmann, Imre* (Budapest 1936). – Beiträge aufgrund türkischer Quellen: Fekete Lajos: Budapest a törökök korában (Budapest im Türkenzeitalter), (Budapest 1944). – Vgl. bezüglich der Vorereignisse: Barker, Thomas M.: Doppeladler und Halbmond. Entscheidungsjahr 1683. (Graz–Wien–Köln 1982). – Aus Anlaß des dreihundertjährigen Jubiläums der Rückeroberung ist eine wichtige Quellenpublikation erschienen: Lotharingiai Károly hadinaplója Buda visszafoglalásáról (Kriegsjournal von Karl von Lothringen über Rückeroberung von Buda). Sajtó alá rendezte (zum Druck vorbereitet von) *Mollay Károly* (Budapest 1986). Auch weitere Veröffentlichungen von interessanten Quellen für den breiteren Leserkreis sind in ungarischer Sprache erschienen.

Verproviantierung und Strategie im Befreiungskrieg

GÉZA PERJÉS

Die Frage der Verproviantierung rückte erst vor wenigen Jahren ins Blickfeld der Kriegsgeschichtsforschung.¹ Das ist verständlicher denn eine umfassende Untersuchung dieser Probleme erst dann möglich wurde, nachdem die Geschichtsforschung zu Anhaltspunkten gekommen war, die über Bevölkerungs- und Agrarproduktionsverhältnisse, über die Verpflegung- und Transportfragen sowie andere, eng mit der Versorgung der Armee zusammenhängende Probleme Aufschluß gaben, die während der Kriege und Kriegszüge herrschten. Nur unter Berücksichtigung dieser Ergebnisse waren die in der Quellen so oft beklagten Schwierigkeiten bei der Proviantversorgung zu verstehen, und nur so gelangte man zu der Erkenntnis, daß es sich um objektive Schwierigkeiten handelte, die in den gegebenen ökonomischen und gesellschaftlichen Verhältnissen begründet lagen. Die früheren Militärhistoriker waren also im Irrtum, wenn sie den Heerführern, die sich auf die Schwierigkeiten der Proviantversorgung beriefen, den Vorwurf machten, diese Schwierigkeiten hätten bei entsprechender Elastizität, Aktivität, oder eben Genialität, die die großen Feldherren auszeichnet, umgangen werden können.

Als von besonderer Wichtigkeit erwiesen sich jene Untersuchungen, die zeigten, daß die Armeen nicht genügend Lebensmittel vorfanden, wenn die Bevölkerungsdichte des jeweiligen Kriegsschauplatzes unterhalb einer bestimmten Grenze lag. Daher mußten Getreide, Trockenfutter und alle weiteren Nahrungsartikel im Hinterland besorgt werden

¹ G. Perjés: *Mezőgazdasági termelés, népesség, hadseregélemezés és stratégia a 17. század második felében (1650–1715)*. Agrarproduktion, Bevölkerung, Verproviantierung und Strategie in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts (1650–1715), Budapest 1963. Die leicht gekürzte englische Fassung dieses Werkes: *Army Provisioning, Logistics and Strategy in the Second Half of the 17th Century* (*Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*. 16/1970); – id.: *Élelemellátás, logisztika és stratégia a vasutak elterjedése előtti kétszáz esztendőben*. (Lebensmittelversorgung, Logistik und Strategie in den zweihundert Jahren vor Verbreitung der Eisenbahnen) *Hadtörténelmi Közlemények* (Kriegsgeschichtliches Mitteilungsblatt) 1963/1.; – id.: *Az élelemellátás kérdése Napóleon oroszországi hadjáratában*. (Die Frage der Verpflegung in Napoleons Kriegszug gegen Rußland) *Századok* (Jahrhunderte), 1963.; id.: *Die Frage der Verpflegung im Feldzuge Napoleons gegen Rußland*. (*Militärgeschichtliche Mitteilungen*. 2/1968. Freiburg i.B.) – id.: *La logistique de l'approvisionnement en vivres aux XIV–XVIII^{es} siècles*. Referat, gehalten auf der vom 4. bis 9. Mai 1984 veranstalteten Konferenz des Datini-Institutes in Prato. Manuskript. – Huston, J.: *The Sinews of War: Army Logistics 1775–1953*. Washington, 1966; – Parker, G.: *The Army of Flanders and the Spanish Road 1567–1659. The Logistics of Spanish Victory and Defeat in the Low Countries War*. London, 1972.; – Engels, D.W.: *Alexander the Great and the Logistics of the Macedonian Army*, Berkeley, 1978.; – Van Creveld, M.: *Supplying War. Logistics from Wallenstein to Patton*. London, 1980.

Perjés Géza, Budapest, Vöröshadsereg útja 16. 1021 Hongrie

und in die Magasinen transportiert werden, die in der Nähe des Kriegsschauplatzes eingerichtet wurden. Doch auch die Verarbeitung sollte organisiert sein, ebenso der Transport der Fertigprodukte zum vorrückenden Heer. Die Tatsache, daß die Armee nicht nur kämpfte, sondern auch einen Betrieb darstellte, der sich mit dem Mahlen des Getreides, dem Backen, dem Transport sowie mit der Fouragierung zu beschäftigen hatte, verlangte nach Abstimmung verschiedener Gesichtspunkte in Logistik und Strategie. Das heißt, bei Entscheidungen galt es nicht nur, militärische, ausschließlich strategische Aspekte zu berücksichtigen, sondern auch jene der Verpflegung.

Bevor ich konkret auf die Analyse eingehe, wäre noch einiges über den türkischen und den kaiserlichen Versorgungsapparat und deren Effektivität zu sagen.

Bei Kenntnis des engen Zusammenhanges zwischen der Verproviantierung und den allgemeinen wirtschaftlichen und finanziellen Verhältnissen, sowie dem Wirkungsgrad der staatlichen Administration erscheint es als selbstverständlich, daß das an Kraftquellen reiche, despotisch regierte und über hervorragende Fachleute verfügende Osmanische Reich in seiner Armee einen wirksameren Versorgungsapparat aufzuweisen hatte als die Kaiserlichen. Unumstritten traf dies für das 16. Jahrhundert, die Blütezeit des Osmanischen Reiches zu, doch auch nach Beginn seines Verfalls änderte sich diese Situation nicht wesentlich.² So erklärte zum Beispiel Marsigli die größere Marschleistungen des türkischen Heeres im Befreiungskrieg damit, daß der Versorgungsapparat gut funktionierte und somit die Soldaten und Pferde ergiebig mit Nahrung versorgen konnte.³ Der Transport wurde ebenso hervorragend organisiert, wobei die Transportflotte auf der Donau eine entscheidende Rolle spielte. Die Sicherheit der Transportschiffe wurde durch eine äußerst starke Kriegsflotte gewährleistet, die der kaiserlichen Flotte sowohl qualitativ als auch quantitativ weit überlegen war, so im 16. Jahrhundert, aber auch während des Befreiungskrieges. Wie wir später sehen werden, verursachte diese Überlegenheit der türkischen Flotte zahlreiche Probleme den Kaiserlichen im Befreiungskrieg, Probleme, die nicht allein auf Fragen der Versorgung beschränkt blieben, sondern auch die taktischen und strategischen Aspekte beeinflussten.

Die bessere Funktionstüchtigkeit des türkischen Versorgungsapparates zeigte sich bereits darin, daß das türkische Heer über anderthalb Jahrhunderte hinweg ohne bedeutendere Versorgungsschwierigkeiten von Konstantinopel nach Buda (Ofen) gelangte, während das aus Wien kommende kaiserliche Heer in der Mehrheit der Fälle nicht dazu fähig war. Eine grundlegende Veränderung trat erst in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts ein, als mit der beachtlichen Entwicklung der Habsburgischen staatlichen und Finanzverwaltung sich gleichzeitig auch die Wirksamkeit des Versorgungsapparates verbesserte.⁴ Zu dieser Zeit wurden das General-Kriegs-Comissariat-Amt sowie das

² Perjés, G.: Az oszmán birodalom európai háborúinak katonai kérdései (Militärische Fragen in den europäischen Kriegen des Osmanischen Reiches). *Hadtörténelmi Közlemények* 1967/2.; – id.: Mohács. Budapest, 1979.; – Veinstein, G.: Comment Soliman le magnifique préparait ses campagnes; la question de l'approvisionnement. (1544–1545, 1551–1552). Referat, gehalten bei der in Anm. 1. erwähnten Konferenz in Prato. Manuskript.

³ Marsigli, A.: L'état militaire de l'empire ottoman. I–II. Amsterdam, 1732. II. 114.

⁴ Über die Entwicklung der Verwaltung und des Finanzwesens im habsburgischen Staate: Bérenger, J.: A Habsburg hatalom gazdasági alapjai a XVII. század végén. (Die wirtschaftlichen Grundlagen der Habsburgischen Macht zu Ende des 17. Jahrhunderts) (Európa és a Rákóczi-szabadságharc. (Europa und der Freiheitskampf von Rákóczi.) Red. Benda, K., Budapest 1980.) – Mit dieser Frage

Obrist-Proviant-Amt, das spätere General-Proviant-Amt, ins Leben gerufen.⁵ Gerade wegen der zuvor erwähnten Überlegenheit der türkischen Donaukriegsflotte konzentrierte man sich damals in Wien auf den Schiffbau und den Kriegsbrückenbau. Für die Konstruktion und Herstellung neuer Schiffstypen und Kriegsbrücken wurden enorme Summen aufgebracht. Der Nutzen dieser Anstrengungen zeigte sich freilich erst gegen Ende des Befreiungskrieges.⁶

Nun gelangen wir bereits zu zwei allgemeinen Schlußfolgerungen. Erstens: Die Erleichterungen, die die Donau als Transportweg bot, machten den Fluß zur Achse der Kriegsoperationen. Weder die kaiserliche noch die türkische Heeresführung konnten auf die Vorteile des Transports zu Wasser verzichten. Daher konnte es in Ungarn nur an der Donau zu größeren Kampfoperationen kommen.

Als zweites wird deutlich, daß die Wichtigkeit des Transports bezüglich der Logistik und der Strategie grundverschiedene Situationen für die einander gegenüberstehenden Heere mit sich brachten abhängig davon, an welchem Abschnitt des Donaulaufes gekämpft wurde. Während der Belagerung Wiens hatten die beiden Versorgungsapparate zweifellos ganz andere Aufgaben zu lösen als zum Beispiel bei Kampfhandlungen in Serbien. So wird auch deutlich, daß sich mit der Verlagerung der Kampfhandlungen nach Süden die Probleme des kaiserlichen Versorgungsapparates immer mehr vergrößerten, während sich die der Türken verringerten. Dementsprechend gestaltete sich auch die strategische Position der gegnerischen Mächte nachteiliger beziehungsweise günstiger.

Betrachten wir nun an einigen konkreten Beispielen die Verproviantierung in Verbindung mit der Strategie. Bisher ging hervor, daß das kaiserliche Heer während der Belagerung Wiens eine weitaus bessere Ausgangsposition hatte als die Türken. Obwohl der Feldzug von den Kaiserlichen anfangs als Angriff geplant war und sie daher ihre Depots nach Ungarn verlegt hatten, bereitete die Versorgung der in den österreichischen Kronländern verteilten Truppen keine besonderen Schwierigkeiten. Auch in Wien litt man keinen Mangel an Proviant. In der Stadt stiegen zwar die Lebensmittelpreise, doch von Hungersnot konnte keine Rede sein.⁷

Obleich wir nicht genau wissen, wie die Türken den Lebensmittelnachschub bei der Belagerung Wiens lösten, kann man doch darauf schließen, daß die Getreidelieferungen im wesentlichen abgesichert waren, wenn die Christen nach der Schlacht am Kahlenberg 24.000 Doppelzentner Mehl erbeuteten. Diese Menge deckte den Bedarf von 60.000 Soldaten für vierzig Tage! Wir wissen aber auch, daß Kara Mustafa die ungarische Bevölkerung der umliegenden Gebiete in einem Manifest aufgerufen hatte, das türkische Lager aufzusuchen und überflüssige Nahrungsmittel zu einem guten Preis zu verkaufen. Bekanntlich kamen die Bauern diesem Aufruf nach.⁸ Ähnlich wie in Wien, stiegen auch im

beschäftigt sich R. Várkonyi Ágnes: *Magyarország története tíz kötetben* (Die Geschichte Ungarns in zehn Bänden) Red. Pach Zs., P. – 3. Band: *Magyarország története 1526–1686* (Ungarns Geschichte 1526–1686), I–II. Budapest, 1985. II. S. 1144 und 1294 ff.

⁵ Feldzüge des Prinzen Eugen von Savoyen. I. Serie, I. Bd.: Einleitung. Bearb. v. K.K. Kriegsarchiv. Wien, 1876.

⁶ a.a.O., S. 200, 248, 253

⁷ Klopp, O.: *Das Jahr 1683 und der folgende grosse Türkenkrieg*. Graz 1882. 238; – Barker, Th.: *Double Eagle and Crescent. Vienna's Second Turkish Siege and Its Historical Setting*. Albany, 1967.; – id.: *Doppeladler und Halbmond. Entscheidungsjahr 1683*. Wien, 1982.

⁸ Kara Mustafa vor Wien. Übersetzt von R.F. Kreutel. Graz, 1955. S. 95, 102, 105.

türkischen Lager die Preise,⁹ wovon jedoch nur das heerbegleitende Gesindel betroffen sein konnte, denn die Soldaten erhielten zentral organisierte Naturalverpflegung.

Anders verhielt es sich mit dem Futter für die Pferde. In jeder Armee bestand eines der schwersten Probleme in der Futterbeschaffung für die Reit- und Zugpferde. Wenn dazu noch hinkam, daß man über verhältnismäßig umfangreiche Reitertruppen verfügte, und das Heer sich längere Zeit an einem Ort aufhielt, waren die Futtermittelvorräte dieses Gebietes recht schnell erschöpft. So war es bei der Belagerung Wiens durch die Türken. Um Halmfutter heranzuschaffen, benötigte man in der sechsten Woche der Belagerung bereits drei bis vier Tage,¹⁰ an Trockenfutter mangelte es schon in den ersten Tagen.¹¹ Da das Trockenfutter im allgemeinen nicht an Ort und Stelle besorgt, sondern aus den Depots antransportiert wurde, müssen wir annehmen, daß es Transport Schwierigkeiten gab. Die Transportkapazitäten waren wahrscheinlich durch den Bedarf an Weizen und ganz besonders durch Artilleriematerialien vollends in Anspruch genommen, so daß sie für Haferbeziehungsweise Gerstelieferungen nicht mehr ausreichten. Faktisch belegbar ist, daß die Türken zur Belagerung Wiens eine ungeheuerere Artillerieausrüstung aufboten.¹²

Die Belagerung Budas und Érsekújvárs (Neuhäusel, Nové Zámky) bedeutete erstmals eine ernstliche Probe für den kaiserlichen Versorgungsapparat. Wie die Geschehnisse zeigten, wurde die Probe bestanden. Wenn auch geringe Störungen und Verspätungen auftraten, so resultierten sie weniger aus unzulänglicher Organisation des Versorgungsapparates, als vielmehr aus finanziellen Schwierigkeiten und aus dem Mißvernehmen der Heerführer.¹³ Um nicht falsche Schlußfolgerungen zu ziehen, ist freilich zu beachten, daß es sich um Belagerungen handelte und somit die Truppenbewegung und der Transport nicht koordiniert werden mußten, worin ansonsten bekanntlich die schwierigste logistische Aufgabe bestand.

Nach Beendigung der Kriegsoperationen des Jahres 1686 wurde ein bedeutender Teil der Truppen in Ungarn zum Winterlager einquartiert. Dabei handelte es sich um nichts Neues, denn auch schon früher gab es Einquartierung im Lande. Da jedoch nun auch in den zurückeroberten Gebieten einquartiert wurde und sich die Truppenstärke erhöhte, trat dieses Problem in anderen Dimensionen und in einer anderen politischen Konstellation auf. Zur Wintereinquartierung in Ungarn kam es mit der Begründung, man wolle den Truppen den Marsch in die österreichischen Kronländer sowie die Strapazen der Rückkehr im folgenden Jahr ersparen. Desweiteren war man dadurch bei Beginn des folgenden Feldzuges, also im Frühjahr beziehungsweise im Frühsommer, gleich an Ort und Stelle und konnte mit wenigen kurzen Märschen den Sammelplatz erreichen. Das zeitige Sammeln der Truppen brachte in jedem Krieg und auf jedem Kriegsschauplatz

⁹ a.a.O., S. 96

¹⁰ a.a.O., S. 95

¹¹ a.a.O., S. 118 – Der Schreiber des Tagebuches sah eben darin den Hauptgrund für die Niederlage.

¹² Bánlaky, I.: A magyar nemzet hadtörténete. (Die Kriegsgeschichte der ungarischen Nation), XVII. Teil: Magyarország felszabadítása a török uralom alól. 1683–1698 (Ungarns Befreiung von der Türkenherrschaft 1683–1698), Budapest, 1940. S. 34.

¹³ Károlyi, Á. – Wellmann, I.: Buda és Pest visszavívása 1686-ban. (Die Rückeroberung von Ofen und Pest im Jahre 1686). 2. Ausg., Budapest 1936. – Kriegstagebuch Karl von Lothringen über die Eroberung von Ofen. 1686. Ausgabe in zwei Sprachen, Budapest, 1986.

stets Vorteile mit sich, denn dadurch ergab sich die Möglichkeit der Initiative. Hier in Ungarn hatte ein Vorsprung noch größere Bedeutung. Da die aus Kleinasien kommenden gegnerischen Truppen wegen der großen Entfernung kaum vor Ende Juli, Mitte August zu erwarten waren, brauchte man bis dahin nur mit geringem Widerstand zu rechnen. Somit ließen sich beachtliche Anfangserfolge erringen.

Die Wintereinquartierung bedeutete natürlich eine enorme Belastung für die Bevölkerung, da sie dem Militär nicht nur Quartier, sondern auch Verpflegung zu stellen hatten. Die von der Einquartierung betroffenen Gebiete waren oft dermaßen erschöpft, daß das Soldatenvolk nicht mehr versorgt werden konnte. Dann mußten die Lebensmittel aus anderen Gegenden herbeigeschafft werden.¹⁴

Nach der Eroberung Budas verlagerte sich der Hauptkriegsschauplatz ohne Übergang in die Drau-Gegend. Die Proviantversorgung wurde von da an zum wahrlich großen Problem. Alle Angaben zeigen, daß sich die verantwortlichen Organe und Personen – also Hofkriegsrat, Kriegskommissariat, bis hin zu den kommandierenden Generälen – über die Probleme im klaren waren und dementsprechend beachtenswerte Vorbereitungen trafen. Im Wissen um die Wichtigkeit des Transportes auf der Donau, stellte man eine große, aus 650 Einheiten bestehende Schiffsflotte auf und füllte die Magazine von Győr (Raab), Komárom (Komorn, Komárno), Esztergom (Gran) und Buda (Ofen) mit enormen Getreidevorräten.¹⁵

Obwohl man in Wien die Probleme, vor allem die Wichtigkeit des Transportes auf der Donau so klar sah, schloß sich der bayerische Kurfürst zu Beginn des Kriegszuges im Jahre 1687 nicht dem Hauptheer an, das am Donauufer operierte, sondern marschierte durch die Tiefebene in Richtung Pétervárad (Peterwardein, Petrovaradin). Nachdem die Stadt Csongrád erreicht war, stellte sich jedoch heraus, daß die Lieferungen aus Tokaj wegen der schwachen Strömung der Theiß nur mit wochenlangen Verspätungen zu erwarten waren. Deshalb durchquerte das Heer die Tiefebene, überschritt bei Baja die Donau und schloß sich an der Drau den Truppen des Herzogs Karl von Lothringen an. In den darauffolgenden Kriegsoperationen gelang die Versorgung mit Brot tadellos, die Futtermittelversorgung bereitete jedoch um so größere Schwierigkeiten. Das lag teils an der schlechten Qualität des Grases in dieser Gegend, teils aber auch daran, daß es sehr schwer war, mangels einer leichten Reiterei die Fouragierung gegen belästigende Angriffe der äußerst aktiven türkischen Reiterei zu sichern. Das wachsende Problem des Futtermangels zwang Herzog Karl von Lothringen bereits zu der Erwägung, unter Aufgabe der Drau-Gegend sein Heer zurückzuziehen. Doch schließlich führte der Sieg bei Nagyhar-sány dann doch die Lösung herbei.¹⁶

Nachdem die Drau-Gegend durch die Schlacht bei Nagyhar-sány fest in die Hände

¹⁴ Feldzüge I. 282.; – Feldzüge I. Serie II. Bd.: Angeli, M.: *Feldzüge gegen die Türken 1697–1698 und der Karlowitzer Friede*. Wien, 1876. S.464 f. – Ungarn wurden wahrhaftig große Lasten auferlegt, und diesbezügliche Klagen der ungarischen Stände waren völlig gerechtfertigt. Die Einquartierung geschah jedoch nicht, um die Kronländer von den Lasten zu bewahren. Kaiser Leopold wies seine Heerführer wiederholt an, die Bevölkerung Ungarns zu schonen. Im Jahre 1689 erteilte er Ludwig von Baden den Auftrag, die Truppen in der Walachei einzuquartieren, damit Ungarn geschont werde. Röder von Diersburg: *Des Markgrafen Ludwig Wilhelm von Baden Feldzüge wider die Türken*. I–II. Carlsruhe, 1842. II. Urkunden S. 134, 152, 158.

¹⁵ Tagebuch Karls von Lothringen. S. 283.

¹⁶ Röder: S. 27–29. ang. Werkes

der Christen gelangt war, erschien es selbstverständlich, im nächsten Kriegszug die Eroberung Belgrads anzustreben. Schon im Herbst 1686 hatte sich Herzog Karl von Lothringen mit dem Gedanken der Eroberung dieser Festung befaßt. Aus einem erhalten gebliebenen Plan des Herzogs geht hervor, daß er die Eroberung der Festung als wichtig erachtete, aber gleichzeitig auch die Schwierigkeiten bei einer Belagerung voraussah. Die gemeinsame Wurzel aller Schwierigkeiten lag in der enormen Entfernung. So konnte nämlich erst spät mit der Belagerung begonnen werden, und es bestand die Gefahr, daß das türkische Entsatzheer noch vor der Einnahme der Festung eintreffen und die Belagerung stören würde. Andererseits wäre es äußerst schwierig gewesen, das zur Belagerung nötige, umfangreiche Kriegsmaterial sowie den Proviant anzutransportieren.¹⁷

Die durch Herzog Karl von Lothringen aufgezeigten Schwierigkeiten machten jedoch nur einen Teil der in Verbindung mit Belgrad auftretenden Probleme aus. Es ging nämlich darum, daß die Festung, die beim Schutz des mittelalterlichen Ungarns eine so wichtige Rolle gespielt hatte, nunmehr, zu Ende des 17. Jahrhunderts, stark an Bedeutung verloren hatte und ihre Eroberung eher nun einen symbolischen Wert erbringen würde. Im Mittelalter reihte sich Belgrad in einen gut organisierten Verteidigungsgürtel ein, hinter dem ein einheitliches, territorial und politisch unversehrtes Ungarland lag. Nun würde sie jedoch nach einer Eroberung gleichsam im Niemandsland liegen, denn die Wiener Administration hatte die neu eroberten Gebiete bei weitem noch nicht unter völliger Kontrolle, gar nicht zu reden davon, daß sich im Rücken Belgrads so wichtige Festungen wie Székesfehérvár (Stuhlweißenburg), Nagykanizsa (Groß-Kanizsa), Szigetvár, Nagyvárad (Großwardein, Oradea) und Temesvár (Timișoara) noch in türkischer Hand befanden. Siebenbürgen wiederum war noch längst nicht pazifiziert. Unter solchen Umständen mußte nicht nur die Eroberung, sondern auch die Verteidigung der Festung Schwierigkeiten bereiten.¹⁸

Doch selbst wenn man die Festung zu halten vermocht hätte, wäre weder für die strategische Verteidigung noch für den Angriff eine Erleichterung eingetreten, denn solange die türkische Kriegsflotte die Donau beherrschte und den Abschnitt zwischen Belgrad und Orsova völlig unter Kontrolle hatte, ließ sich ganz einfach nicht verhindern, daß die Türken dort die Donau überschreiten und einen Angriff auf Temesvár führen, um von dort aus in Richtung Oberungarn oder Siebenbürgen vorzustoßen. Genauso hätte der Besitz der Festung auch hinsichtlich des Angriffs keine besonderen Vorteile erbracht, denn bis Sofia, dem nächsten lohnenden Angriffsziel, führte der Weg durch eine „Einöde von 40 Meilen“, wie einer der Experten schrieb.¹⁹

Im Herbst 1687 und Anfang 1688, als die Belagerung der Festung beschlossen wurde, konnte man das alles natürlich noch nicht genau voraussehen. Vor allem war nicht abzusehen, daß das Osmanische Reich, das bis dahin so schwere Niederlagen erlitten hatte, noch zehn Jahre lang in der Lage sein würde, Krieg zu führen. Es erschien sogar die Annahme sehr berechtigt, daß der Widerstand nach einer solchen Niederlage brechen müsse. Auch im übrigen mochten die Nachrichten von der Anarchie, die im Osmanischen Reich um sich griff, die berechtigte Hoffnung untermauert haben, daß

¹⁷ Tagebuch Karls von Lothringen S. 261, 263–265. 271.

¹⁸ Perjés: Mohács

¹⁹ Feldzüge, II. 342.

es den Türken nicht gelingen werde, ein beachtenswertes Heer aufzustellen, so daß man hinsichtlich eines eingreifenden Entsatzheeres keine Befürchtungen hegen brauchte. So kam es im Jahre 1688 zur Belagerung Belgrads, in deren Ergebnis die Festung in die Hände der Kaiserlichen gelangte.

Daß das kaiserliche Heer mit der Eroberung Belgrads seinem Ziel nicht näher kam, daß es vielmehr am äußersten Rand seines Aktionsradius angelangt war, wo nicht zuletzt wegen der außerordentlichen Schwierigkeiten bei der Proviantversorgung auch die strategischen Möglichkeiten stark begrenzt wurden, all das sollte sich durch die folgenden Ereignisse beweisen. Im Mai 1689 legte Kaiser Leopold in einem an Markgraf Ludwig von Baden gerichteten Brief die Richtlinien für den bevorstehenden Feldzug fest. Der Brief geht auf zwei Möglichkeiten ein: Der Türke erscheint entweder sehr zeitig und mit einem starken Heer oder sehr spät und mit geringen Streitkräften auf dem Kriegsschauplatz. Im ersteren Fall sollte Ludwig von Baden an der Morava-Linie in Serbien sich verteidigen und verhindern, daß der Gegner weder am „jenseitigen“ Ufer der Donau, also am rechten Ufer, noch am diesseitigen angreift. Ganz besonders hatte er darauf zu achten, daß der Türke im Falle einer Aktion am linken Donau-Ufer nicht nach Siebenbürgen oder in Richtung Nagyvárad vordrang. Wenn der Gegner jedoch erst spät und mit geringen Streitkräften auftauchen würde, sollte Ludwig von Baden Bosnien und die Herzegowina besetzen und die Eroberung bis hin zur Adria ausdehnen.²⁰

Schließlich trat der zweite Fall ein, so daß Ludwig von Baden angreifen konnte, freilich nicht in Bosnien, sondern in Serbien. Vor Beginn des Kriegszuges erschien die Proviantlage sehr vielversprechend: es lag fünfzig tägige Verpflegung für 50.000 Soldaten bereit. Ein Drittel sollte nach Buda, Baja und Eszék (Esseg, Osijek) transportiert werden, zwei Drittel direkt nach Belgrad.²¹

Wir wissen nicht, wo sich Fehler in diesen Plan einschlichen. Tatsache ist, daß Ludwig von Baden am 27. Juni meldet, es sei kein Krümel Mehl und keine einzige Fuhr in Belgrad angekommen.²² Erst Anfang August lag in Belgrad ausreichender Proviant bereit, um mit dem Vordringen beginnen zu können. Der überaus kühne und unternehmungslustige Markgraf Ludwig von Baden stieß mit solchem Schwung vor, daß das türkische Heer, das sich bei Kruševac versammelte, kopflos die Flucht ergriff. Hier bot sich also die in der Kriegsgeschichte so selten wiederkehrende große Gelegenheit: die völlige Auflösung der gegnerischen Reihen durch eine kühne Verfolgung! Ludwig von Baden kam jedoch nicht von der Stelle, da sich herausstellte, daß die Lebensmittel nicht reichen. Zwei plötzliche Wendungen waren es, die die unerwartete Situation hervorriefen. Starke Regengüsse gingen nieder, die völlig aufgeweichten Wege wurden unbrauchbar. Wie Ludwig von Baden sich beklagt, reichten nicht einmal fünfzehn Paar Ochsen aus, um einen steckengebliebenen Wagen aus dem Schlamm zu ziehen, weiterhin seien Tage nötig, um eine Entfernung von wenigen Stunden zu überwinden. Doch auch in die Berechnungen des Kriegskommissars hatten sich Fehler eingeschlichen, denn eines Tages meldete er dem verblüfften Ludwig von Baden, daß nicht einmal die Hälfte des berechneten Proviantes da sei.

²⁰ Röder: II. Urkunden 16–18.

²¹ a.a.O. 13.

²² a.a.O. 37–38.

Möglicherweise übertrieb Ludwig von Baden in seiner Erregung die Mängel, denn schon nach kurzer Zeit konnte er den Marsch fortsetzen, den Marsch, der zum Triumphmarsch wurde, schließlich gelang es, die türkische Heere bei Grabovac, bei Batočina und bei Niš dreimal vernichtend zu schlagen, so daß der Weg sogar bis hin nach Sofia offenstand. Nun, der Weg stand offen, doch der Proviant war zur Neige gegangen, und um den Nachschub abzuwarten, war die Zeit zu weit vorangeschritten. Daher schlug er Kaiser Leopold vor, durch die Inbesitznahme von Orsova und Fetislav den Donau-Abschnitt von Belgrad bis Widin unter Kontrolle zu bringen, um den Türken somit die Nachschubmöglichkeiten und den Angriff in Richtung Temesvár zu vereiteln. Als weiterer Vorteil dieser Aktion würde sich der Weg in die Walachei öffnen, wo man Lebensmittel besorgen könne.²³

Der Plan mit der Walachei kam dann auch zur Verwirklichung. Ludwig von Baden forderte den Wojwoden Brîncoveanu auf, Winterquartiere für die Truppen zur Verfügung zu stellen. Der Wojwode weigerte sich zuerst, doch als Ludwig von Baden mit seinen Truppen in sein Land einmarschierte, war Brîncoveanu gezwungen, sich der Gewalt zu fügen. Er verpflichtete sich, ein halbes Jahr lang für 35.000 Leute und 10.000 Pferde Unterkunft und Verpflegung bereitzustellen.²⁴ Unter Berücksichtigung der damaligen Bevölkerungsdichte, des Agrarproduktionsniveaus und des Verbrauchs mußte der Wojwode Brîncoveanu nach meinen Berechnungen die Lebensmittelsteuer auf 17.000 Haushalte in einem Gebiet von insgesamt 37.000 km² ausdehnen, um dies absichern zu können.

Auch Serbien gelangte durch den Kriegszug des Markgrafen Ludwig von Baden in die Hände der Kaiserlichen. Der wagemutige General Vetrani hegte sogar die Hoffnung, daß man die Eroberungen bis an die Adria ausdehnen könne. Ludwig von Baden warnte vor solchen Illusionen. Seiner Meinung nach war es nicht möglich, noch weiter vorzudringen. Er vertrat die Ansicht, daß man höchstens die eroberten Gebiete halten könne, doch auch dazu benötige man als Vorbedingung die „Versicherung der Communications Linea.“²⁵

Die inzwischen eingetretenen Ereignisse bestätigten die Voraussicht Ludwigs von Baden. Das Osmanische Reich erbrachte den erneuten Beweis seiner enormen Kraftreserven. Im Winter 1689 folgte für die kaiserlichen Garnisonen in Serbien eine Niederlage nach der anderen. Im Februar 1690 schlug Ludwig von Baden in Wien vor, Serbien gänzlich zu räumen.²⁶ Seiner Meinung nach konnten die Türken neben ihrem 50.000 Mann zählenden Hauptheer leicht auch ein kleineres Heer mit 15.000 Mann aufstellen, das zusammen mit der Kriegsflotte auf der Donau Orsova zurückerobern würde. Sein Vorschlag war also, die Verteidigungslinie zurückzulegen, und zwar auf die Linie Unasaw-Orsova-Siebenbürger Karpaten.

In Wien hörte man nicht auf seinen Rat, und im Jahre 1690 traf all das ein, was Ludwig von Baden vorhergesagt hatte. Es geschah sogar noch mehr, denn auch Belgrad fiel. Erneut brillierte die türkische strategische Führung. Ein Heer wurde unter der Führung Thökölys gegen Siebenbürgen ausgeschickt. Die Gefahr zwang Ludwig von Baden,

²³ a.a.O. 147–148.

²⁴ a.a.O. 166 und 188–189.

²⁵ a.a.O. 186

²⁶ a.a.O. 199

mit seinen Truppen ebenfalls dorthin zu eilen. Ungefähr zur gleichen Zeit mit der Siebenbürgischen Aktion griff ein anderes türkisches Heer Orsova an und gelangte dann nach dessen Einnahme in den völligen Besitz des Donau-Abschnittes zwischen Ram (70 Km von Belgrad) und Widin. So entschied das türkische Hauptheer die Situation in Serbien, zog gegen Belgrad und nahm die Festung ein.

Nach dem Fall Belgrads wurde die Gegend der Theißmündung zum Schauplatz der Hauptkampfhandlungen. In diesem Gebiet war Pétervárad die wichtigste Basis der Kaiserlichen. Von dort zog 1691 das kaiserliche Hauptheer unter der Führung Ludwigs von Baden gegen das türkische Heer aus, das bei Zimony (Semlin, Zemun) in äußerst stark ausgebauten Verteidigungsstellungen lag.²⁷

Bei den nun folgenden Ereignissen versponnen sich die Fäden von Proviantversorgung, Taktik und Strategie auf sehr interessante Weise. Zum völligen Verständnis dieses Komplexes müssen wir uns zunächst mit den beiden letzteren Komponenten beschäftigen.

In der Taktik waren die europäischen Armeen zu solch großer Überlegenheit gelangt, daß dem türkischen Heer auf dem Schlachtfeld überhaupt keine Aussicht auf einen Sieg mehr blieb.²⁸ Die Überlegenheit zeigte sich bereits in der Schlacht bei Szentgotthárd (Sankt Gotthard), doch wurde sie erst während des Befreiungskrieges völlig deutlich. Diese Entwicklung bewegte die beiden Heeresleitungen natürlich zu gewissen Reagierungen, die selbstverständlich nicht die gleichen waren. Das Überlegenheitsgefühl in den Heeren der Christen – das vom General bis zum einfachen Soldaten jeder in sich trug – spornte die Heerführer an, sich auch gegen eine Übermacht für den Angriff zu entscheiden. Situationen, in denen man gegen einen gleichwertigen Gegner – wie zum Beispiel die Franzosen – jegliches Gefecht vermieden hätte, hielten sie hier nicht vor der Suche nach einer Auseinandersetzung zurück. Bei der Untersuchung der im Befreiungskrieg geführten Schlachten ist man oft erstaunt, welch enormes Risiko die christlichen Heerführer in dieser oder jener Schlacht auf sich nahmen!

Die türkische Heeresführung versuchte auf zwei Ebenen, in taktischen und in strategischen Konzeptionen, die Überlegenheit der Christen auszugleichen. In der Taktik gab sie der Verteidigung den Vorrang. Diese Neuerung stand völlig im Gegensatz zu den Angriffstraditionen der türkischen Armee und erregte bei den Zeitgenossen dementsprechend großes Aufsehen.²⁹ Die der Verteidigung inhärente Überlegenheit wurde durch technische Arbeiten, durch Schanzwerkbau erhöht. Mit Meisterhaftigkeit bauten die Türken äußerst massive Verteidigungsstellungen aus, so daß die christlichen Heerführer entweder zur Aufgabe ihrer Angriffsabsichten gezwungen wurden oder sich für sehr weitreichende und eben deshalb riskante Umfassungen entscheiden mußten. Griffen die Christen solche Stellungen frontal an, so hatten sie immer hohe Verluste zu beklagen.

In der Strategie führten die türkischen Heeresführer keine neue Methode ein, sondern waren auf die bewußte Ausnutzung der für das türkische Heer schon eh und je charakteristischen strategischen Beweglichkeit und Schnelligkeit bedacht, auf die Durchführung unerwarteter und gleichzeitig mit hoher Genauigkeit durchgeführten Manöver.

²⁷ Röder: 154., Bánlaky: 417.

²⁸ Perjés, G.: A szentgotthárdi csata (Die Schlacht bei Sanktgotthard) (Szentgotthárd, Helytörténeti, művelődéstörténeti, helyismereti tanulmányok. Szombathely, 1981.)

²⁹ Marsigli: op.cit.

Mit solchen Manövern brachten sie die christlichen Heeresführer oft in Zwangslagen, und bei einer etwas besseren türkischen Taktik hätten die Christen eine Katastrophe kaum vermeiden können.

Doch wenden wir uns wieder den Geschehnissen zu. Als das christliche Heer Zimony erreichte, mußte Ludwig von Baden ärgerlich zur Kenntnis nehmen, daß die Türken eine überaus starke Verteidigungsstellung ausgebaut hatten, die anzugreifen unmöglich erschien. Da er jedoch unbedingt eine Schlacht liefern wollte, beschloß er, sich zurückzuziehen, um die Türken aus ihren Stellungen zu locken. Er wurde nicht in seinen Erwartungen enttäuscht, denn nach seinem Rückzug bis Szalánkemén (Slankamen, Stari Slankamen) tauchte binnen kurzer Zeit das türkische Heer vor seinem Lager auf. Die Heeresführung der Christen setzte den Angriff für den nächsten Tag an und traf auch alle nötigen Vorbereitungen. Gewillt und überzeugt, am nächsten Tag den großen Siegen einen neuen anzureihen, legte man sich im Lager der Christen zur Ruhe. Als es jedoch zu tagen begann, stellten Ludwig von Baden und seine Heeresführung bestürzt fest, daß die Türken, die am Tage zuvor noch vor ihnen standen, nun im Rücken waren. Das türkische Heer hatte nämlich im Schutze der Dunkelheit und geräuschlos das Lager der Christen umgangen, eine Aktion, die von beispielloser Disziplin und meisterhafter Führung zeugt! Darüberhinaus arbeiteten die Türken mit ganzer Kraft an der Befestigung ihrer Stellungen, und alles deutete daraufhin, daß in der Zeit, bis die Christen ihre Frontlinie umgekehrt und die Kampfordnung zum Angriff aufgestellt haben würden – eine mehrstündige Operation – die Stellung der Türken genau die Festigkeit bekäme wie bei Zimony.

Wenn sich die Situation in taktischer Hinsicht zum Ungünstigen gewendet hatte, strategisch war sie geradezu schlimm. Das türkische Heer war in den Rücken der Christen gelangt und hatte sie damit von ihrer Basis Pétervárad abgeschnitten, also den Rückzugsweg versperrt. Die Lage der Christen erforderte also anzugreifen, mochte es kosten, was es wolle, denn sonst wären Mensch und Tier zum Hungertod verurteilt gewesen. Der Angriff mußte jedoch aus einer Situation heraus geführt werden, in der ein Rückzug unmöglich war, das heißt, für den Fall einer Niederlage drohte der Untergang der gesamten Armee. Es handelte sich um jene Situation, die in der kriegswissenschaftlichen Literatur Schlacht mit verkehrten Fronten genannt wird, und vor der jeder Militärexpert die Heerführer warnte!

Freilich galt die verkehrte Front auch für das türkische Heer, nur bestand der äußerst wesentliche Unterschied darin, daß die starke türkische Flotte auf der Donau inzwischen die Flotte der Christen vertrieben hatte, wodurch der Proviantnachschub gesichert war. Das gewährleistete eine äußerst große Handlungsfreiheit, wogegen den Christen, wie schon erwähnt, nur eine Wahl blieb – der Angriff.

Das hohe Risiko, das Ludwig von Baden auf sich nehmen mußte, wurde nur durch einen Umstand gelindert, einen Umstand, der sich jedoch als entscheidend herausstellen sollte: die zuvor angedeutete taktische Überlegenheit der christlichen Truppen. Im Wissen um diesen Vorteil ordnete er den Angriff an. Die Türken leisteten zähen Widerstand in ihren festen Stellungen, und erst nach mehrmals wiederholten Stürmen sowie um den Preis hoher Verluste gelang es den Christen, den Sieg zu erringen.

Die mir zur Verfügung stehenden Rahmen gestatten nicht, die Geschehnisse der Jahre nach der Schlacht bei Slankamen zu analysieren. Ich halte es jedoch für lohnens-

wert, an einem Beispiel zu zeigen, auf welche Weise die technischen Details der Proviantversorgung bei der strategischen Lagebeurteilung in Erscheinung traten und wie sie die Entscheidung beeinflussen.

Nach der Schlacht bei Zenta (Senta) rief Eugen von Savoyen am 20. September 1697 seine Generäle und seinen Kriegskommissar zum Kriegsrat in Kis-Kanizsa (Klein Kanizsa) zusammen.³⁰ Der Oberbefehlshaber wollte ihre Meinungen erbitten, ob es sich lohnen würde, vor der Entlassung der Truppen in die Winterquartiere noch eine Aktion gegen die in türkischer Hand befindliche Festung Temesvár zu führen. Die Festung bereitete der kaiserlichen Heeresführung viel Unannehmlichkeiten, denn das Gebiet, das durch sie unter Kontrolle der Türken stand, schob sich weit zwischen Südungarn und Siebenbürgen. Gleichzeitig war das Maros-Tal, einer der Hauptverbindungswege nach Siebenbürgen bedroht. Zwar war die Festung selbst nicht überaus massiv, doch die sumpfige Beschaffenheit ihrer Umgebung erschwerte jegliche Belagerung. Darüberhinaus hatte die Gegend viel unter den ständigen Kriegszügen gelitten. So konnte man nicht damit rechnen, daß die dortigen Vorräte die Verpflegungsfrage lösen oder überhaupt die damit verbundenen Probleme mindern würden.

Für die Aktion sprach jedoch, daß man bei ihrer Verwirklichung nicht mit einem Eingreifen des bei Zenta geschlagenen türkischen Heeres zu rechnen brauchte. Wegen der vorgeschrittenen Zeit mußte davon abgesehen werden, die Festung wie üblich systematisch zu belagern und einzunehmen, jedoch erschien es möglich, durch die Abbrennung der Umgebung und den Beschuß der Magasinen der Festung die Lebensmittelvorräte der Garnison zu vernichten und die Besatzung auf diese Weise auszuhungern.

Bei der Beratung brachten die Generäle mehrere konkrete Argumente vor, die gegen die Aktion sprachen, über die Schwierigkeiten der Verproviantierung äußerten sie sich jedoch nur allgemein.

Mit diesbezüglichen konkreten Fakten diente der Kriegskommissar. Er ging von der Lebensmittelmenge aus, die für die Zeit des Unternehmens nötig sein würde. Er veranschlagte vier Wochen für das Unternehmen, und berechnete, daß der Armee bei Beginn 12.000 Doppelzentner Weizen und 18.000 Doppelzentner Hafer zur Verfügung stehen müsse. Er berichtete, daß zu diesem Zeitpunkt nur zwei Drittel dessen bereitlägen, doch nicht in der Nähe, sondern in den Magasinen von Szeged, Baja, Mohács, Tolna und Buda. Die Menge wäre also zu vervollständigen und die Vorräte der genannten Magasinen wären anzutransportieren.

Auch der Transport bereitete große Probleme. Obwohl der größte Teil des Transports mit Schiffen abgewickelt wurde, mußte doch alles auf Wagen von den Häfen zu den Magasinen, den Bäckereien und zu den Truppen transportiert werden. Es standen jedoch nur wenige Wagen zur Verfügung, und selbst diese waren reparaturbedürftig. Dazu kam noch der schlechte Zustand der Zugtiere. Mehrere hundert Wagen und Zugtiere wären nötig gewesen, doch zu ihrer Beschaffung stand kein Geld zur Verfügung, und in der Umgebung ließen sich so viele nicht auftreiben.

Auch mit dem Brotebacken gab es Schwierigkeiten. Die Bäckereien am Theiß-Ufer, in Kiskanizsa (Klein-Kanizsa), Becse (Alt-Becse, Bečej) und Zenta waren von den Türken zerstört worden, und zu ihrer Neuerrichtung fehlte es an Zeit und Material. So blieben

³⁰ Feldzüge, II. Suppl. Hest: 325.

nur die Backhäuser in Szeged und Csanád. Sie konnten zwar den täglichen Brotbedarf der Armee decken, doch der Transport zu den Truppen war mit sehr großen Schwierigkeiten verbunden, denn es handelte sich um Entfernungen von 70 bis 80 km, ganz zu schweigen davon, daß der Transport bei Regenwetter gänzlich unmöglich wurde.

Hinsichtlich des Backens hätte auch Arad noch in Betracht kommen können. Doch da bestand das Problem, daß der Wasserstand der Maros zu diesem Zeitpunkt sehr niedrig war und es in Frage gestellt blieb, ob der Fluß überhaupt beschiffbar sein würde. Andererseits reichte das zum Backen nötige Brennholz nicht aus, und die Heranschaffung hätte Wochen gedauert.

Aufgrund all dieser Erwägungen sprach sich der Kriegskommissar entschieden gegen das Unternehmen aus, und auch die Generäle schlossen sich seiner Meinung an. In Eugen von Savoyens letztendlicher Entscheidung konnte nun kein Zweifel mehr bestehen: Die Operation wurde nicht ausgeführt.

Zur Darstellung der Schwierigkeiten sei folgende Statistik angeführt, die ich aus Angaben zusammenstellte, die der Kriegskommissar in seinen Erläuterungen vorbrachte. Das Gesamtgewicht der zu liefernden Materialien betrug 3.300 Tonnen. Dazu waren 9.000 Wagen sowie 36.000 Zugtiere und 18.000 Kutscher bzw. Wagenbegleiter nötig. Die Gesamtlänge der Wagenreihe betrage 180 km. Berechnen wir für die Strecke von Arad nach Temesvár 80 bis 100 km, kämen die ersten Wagen nach fünf bis sechs Tagen, die letzten Wagen nach zehn bis zwölf Tagen am Ziel an. Ziehen wir nun einen Vergleich zu unserer heutigen Zeit: Zum Transport der Materialien benötigte man 200 Eisenbahnwaggons, das bedeutet also vier oder fünf Güterzüge. Um ans Ziel zu gelangen, brauchte ein Güterzug vier bis fünf Stunden, das wären für vier bis fünf Güterzüge maximal 24 Stunden.

Interessant ist auch das Verhältnis der einzelnen Ladungen beim Transport: Artillereimaterialien und Munition beanspruchen 9% des Transportraumes, Weizen und Mehl beanspruchen 36% und das Trockenfutter 55%.

Dies war, was die mir zur Verfügung stehende, wenige Zeit über den Zusammenhang zwischen Verproviantierung und Strategie, über dieses sehr wichtige und interessante Thema darzulegen gestattete. Die allein dabei ins Blickfeld gerückten Probleme lassen vermuten, daß eine diesbezügliche Auswertung und Deutung der zur Verfügung stehenden und in Zukunft noch zugänglichen Quellen durchaus zu neuen, für das Gesamtbild des Befreiungskrieges wichtigen Ergebnissen führen können.

Bei sorgfältiger Berücksichtigung der Gesichtspunkte der Lebensmittelversorgung kämen wir vielleicht zu einem besseren Verständnis der türkischen strategischen Entscheidungen. Das türkische Quellenmaterial ist jedoch noch unerschlossen, und dies erscheint natürlich zur Zeit als unüberwindliche Schwierigkeit. Es läßt sich auch überhaupt nicht voraussehen, wann diesbezüglich eine Änderung eintreten wird, doch es ist offenbar nutzbringend, auch die bisher zur Verfügung stehenden Daten in ein, aufgrund der objektiv ermeßbaren Parameter der Versorgung, Strategie und Taktik konstruiertes Modell einzufügen, um ihre Funktionen auf diese Weise zu erkennen. Und in diesem Zusammenhang besteht auch die Hoffnung, daß man Einsicht gewinnt in die über die Kriegsgeschichtsforschung hinausgehenden sozialgeschichtlichen Fragen. Ich denke dabei an folgendes:

allein beim derzeitigen Stand der Forschung läßt sich feststellen daß der türkische Versorgungsapparat während der Zeit der Befreiungskriege zufriedenstellend funktionierte, zumindest sind uns nur wenige Fälle bekannt, wo Mängel in der Verproviantierung die Operationen des türkischen Heeres behindert hätten. Wenn das so war, tritt sofort ein äußerst wichtiges sozialgeschichtliches Problem in den Vordergrund: wie war die türkische Staats- und Militäradministration trotz des Verfalles dazu in der Lage? Obwohl uns bekannt ist, daß die Besorgung von Lebensmitteln für das Heer gewisse Probleme in der Versorgung der Bevölkerung nach sich zog, gibt doch immerhin das Resultat zu denken, und es taucht die Frage auf, ob es sich nur um rücksichtslose despotische Gewalt handelte, die den Interessen der Bevölkerung nicht die geringste Beachtung schenkte, oder ob die Ursache eher in den unerschöpflichen Kräfte reserven des Reiches und in der Anpassungsfähigkeit an veränderte Umstände zu suchen ist, worauf auch Inalcik an einer Stelle hinweist.³¹

Der über die militärische Problematik hinausgehende Nutzen einer Untersuchung der Lebensmittelversorgung wird ausgesprochen deutlich, wenn wir bedenken, wieviel in wirtschaftsgeschichtlicher Hinsicht interessante Angaben in den Aufzeichnungen, Aufstellungen und Versorgungsplänen der damaligen Kriegskommissare, Beamten und Wagenmeister zu finden sind. Schließlich kannten sie ganz genau die Unterhaltskapazitäten der einzelnen Gebiete Ungarns, sie fertigten genaue Itinerarien von den zu erwartenden Kriegsschauplätzen an, sorgfältig zogen sie die Transportmöglichkeiten auf den einzelnen Flüssen in Betracht, mit gediegener Fachkenntnis erwogen sie die Qualität der Getreidesorten, die technischen Voraussetzungen für das Mahlen und Backen, die Fruchtbarkeit der Weiden und Wiesen sowie die Bedingungen der Fütterung und bieten damit in unerschöpflichem Reichtum eine Quelle solchartiger Kenntnisse.

³¹ Inalcik, H.: Impact of the Annales School on Ottoman Studies and New Findings. Review. I. 3/4. 1978. S. 98.

Ungarisches Militär in den Armeen der Verbündeten

ISTVÁN CZIGÁNY

Erschienen in den sechziger und siebziger Jahren des 17. Jahrhunderts in Europa Schriften über das ungarische Königreich, so gaben sie ein Bild von Verfall und Untergang. Mit leicht geringschätzigem Mitleid beschrieb man das einst so mächtige Reich, das nunmehr als ein in Teile zerspaltenes Land auf die Hilfe seiner Nachbarn angewiesen war, wenn es sich der Türken und der Barbarei erwehren wollte.

Die oft betonte Feststellung, Ungarn sei die Schutzbastion der Christenheit, traf zweifellos in vielem zu, denn bereits seit über hundert Jahren standen die ungarischen und nichtungarischen Völker des Landes in ununterbrochenem Kampf mit den osmanischen Eroberern. Gleichzeitig müssen wir uns aber auch vor Augen führen, daß der türkischen Expansion nur mit Hilfe ausländischer Kräfte Einhalt geboten werden konnte. Eine Zurückdrängung der osmanischen Eroberer war — wie es sich zu Anfang des 17. Jahrhunderts und in den sechziger Jahren erwiesen hatte — nur im Rahmen einer gesamt-europäischen Koalition vorstellbar.

So ist es natürlich, daß das territorial und politisch geteilte, wirtschaftlich unterentwickelte Land sowohl politisch als auch militärisch, eine untergeordnete Rolle im Befreiungskrieg spielte. Wollen wir die Teilnahme des ungarischen Militärs beurteilen, so müssen wir in erster Linie von den wirtschaftlichen und demographischen Möglichkeiten des Landes ausgehen und dürfen nicht vergessen, in welchem Grade die mobilisierten bewaffneten Kräfte den damaligen Ansprüchen des Militärwesens entsprachen.

Das Kriegspotential eines Landes stützt sich unter anderem auf die Anzahl der Soldaten, die in dem gegebenen Gebiet rekrutiert werden kann. Diese Anzahl hängt in erster Linie von der Bevölkerungszahl ab. Bei der Bestimmung der Bevölkerungszahl Ungarns zu Ende des 17. Jahrhunderts steht man vor einer äußerst schwierigen Aufgabe, nicht nur, weil die Menge der auswertbaren Quellen relativ begrenzt ist, sondern auch wegen des verzerrten Bildes, das sich durch die Stellungnahme des Adels gegen die Steuerpflicht ergibt. Deshalb weichen wir wahrscheinlich nicht viel von den tatsächlichen Verhältnissen ab, wenn wir eine Bevölkerungszahl von 3,5 bis 4 Millionen für den Anfang der achtziger Jahre des 17. Jahrhunderts annehmen.

Diese anzahlmäßig ziemlich geringe Bevölkerung lebte in einem Gebiet, das territorial in vier Teile gespalten, politisch und konfessionell geteilt, manchmal in Zwist war. So wurden anfangs vorwiegend nur in dem von Habsburg beherrschten kleineren Landes- teil, im königlichen Ungarn antitürkische Streitkräfte aufgestellt. Wir wissen, daß im Juli

Czigány István, Institut d'Histoire Militaire, Budapest, Kapisztrán tér 2–4. 1014 Hongrie

des Jahres 1683 im königlichen Ungarn annähernd 10–15.000, in Siebenbürgen 15–20.000 und in Imre Thökölys oberungarischem Fürstentum ungefähr 20.000 Mann unter Waffen standen. Die 45–55.000 Soldaten wurden praktisch in den nicht türkisch besetzten Landesteilen rekrutiert, wo kaum mehr als drei Millionen Menschen lebten. Ein reales Bild über die Größe der aufgestellten Truppen bekommen wir jedoch erst dann, wenn wir die Angaben mit den entsprechenden Parametern anderer europäischer Staaten vergleichen. Mit einer Einwohnerzahl von acht Millionen stellte das polnische Königreich 1678/79 in der Zeit der osmanischen Kriegsbedrohung insgesamt 55.000 Soldaten auf. Eine größere Armee wäre nur durch die Massenmobilisierung der Bauern zustande gekommen. Im Grunde wurden auch 1683 nicht mehr Soldaten aufgestellt. Johann Sobieski zog mit 45.000 Soldaten in den Krieg, insgesamt 5–6.000 Bewaffnete blieben in den Garnisonen zurück. Der damals mit nahezu 19 Millionen Einwohnern am meisten bevölkerte Staat Europas, das französische Königreich, verfügte über eine 260.000 köpfige Armee, Rußland hatte 130.000 seiner 16 Millionen unter Waffen, und das 7-Millionen-Land Spanien hatte eine Armee von 70.000 Mann.

Auch hier hätten nur durch eine Massenmobilisierung der Bauern noch mehr Bewaffnete aufgestellt werden können. Der Abzug von so vielzähligen Kräften aus der Produktion hätte jedoch beträchtliche Störungen der feudalen Wirtschaft mit sich gebracht, bei der Versorgung wäre man in unlösbare Schwierigkeiten geraten, wie es sich während der Zeit des Rákóczi-Freiheitskampfes zeigte. Nur im Falle der Niederlande finden wir zu dieser Zeit ein höheres Prozentualverhältnis. Gestützt auf reiche Finanzquellen und auf ein entwickeltes Kriegswirtschaftssystem, vermochten die Niederlande eine Armee von über hunderttausend Mann modern auszurüsten, auszubilden und zu erhalten.

Neben den Möglichkeiten der Heeresaufstellung war es auch die Qualität der bewaffneten Kräfte, die das Kriegspotential des Königreichs Ungarn bestimmte. Sie hing in erster Linie von der Wirtschaftskraft des Staates ab. Eine Analyse des letzteren Problemkreises würde über den Rahmen dieses Aufsatzes hinausgehen. Daher seien jene Entwicklungsmomente des Militärwesens aufgezeigt, die den Platz und die Rolle der ungarischen Truppen innerhalb der verbündeten Armeen determinierten.

Infolge der sogenannten Revolution im Militärwesen, die im 16. und 17. Jahrhundert vor sich ging, veränderten sich die räumlichen, zeitlichen und materiellen Dimensionen eines Krieges. In den entwickelten westlichen Armeen, denen die Mehrheit der verbündeten Heere angehörte, bildete die Infanterie die Hauptwaffengattung. Bei der gut ausgebildeten Infanterie wurde die drei- oder sechsreihige Aufstellung angewendet. Im Interesse einer lückenlosen Feuerleitung gestaltete man die Formationen nach dem Muster moderner Festungswerke. Durch die technische Vervollkommnung der Feuerwaffen und nicht zuletzt durch die Verwendung des Bajonetts, das sich seit der zweiten Hälfte der achtziger Jahre nach und nach verbreitete, erhöhten sich Feuerschnelligkeit, Feuerkraft und dadurch auch die Schlagkraft der Infanterie. Die Kavallerie, in der Mehrheit Dragoner und Kürassiere, spielte im wesentlichen eine untergeordnete Rolle. Im allgemeinen unterstützte sie an den Flügeln die Operationen der Infanterie, doch im gegebenen Fall wurde sie mit einem konzentrierten Sturm zum schlachtentscheidenden Faktor wie 1685 in der Schlacht bei Thät, 1687 in der Schlacht bei Nagyharsány und 1689 in der Schlacht bei Grabovač-Batočsin. Ergänzt durch leichte Kavallerie, wurde sie bei der Aufklärung, bei Überraschungsangriffen und zum Schutz der Lager sowie des Nach-

schubs eingesetzt. Während ihrer Ausbildung eigneten sich die Soldaten die komplizierten Vorgänge der Waffenhandhabung und des Manövrierens an. Dabei bedurfte es gut geübter und psychisch standfester Männer, die auch auf den schreckensvollen Schlachtfeldern wie ein Rad im Getriebe ihre Aufgabe erfüllten.

All diesen Erwartungen wurde das ungarländische Militär im allgemeinen nicht gerecht. Die Mehrheit der Soldaten waren schlecht bewaffnete leichte Reiter. In ihrer Taktik kannten sie weder das Manövrieren noch die Standfestigkeit, man bediente sich praktisch der Guerilla-Kampfweise. Die anzahlmäßig geringe leichte Infanterie verfügte ebenfalls nur über veraltete Waffen und blieb weit hinter den taktischen und Ausbildungserfordernissen ihrer Zeit zurück. Dennoch fand die kaiserliche Heeresführung gute Verwendung für die ungarischen Truppen im Kampf gegen die Osmanen. Die Mehrheit der gegnerischen Kräfte bestand nämlich aus halbschwerer und leichter Kavallerie, die türkische Infanterie verfügte über leichtbewaffnetes Fußvolk und Janitscharen. So konnten die ungarischen Einheiten den Kampf mit den türkischen Einheiten, deren Gefechtsweise und Bewaffnung ähnlich war, durchaus aufnehmen und wurden so zu einem nützlichen Ergänzungselement der kaiserlichen Truppen, die sich wesentlich langsamer bewegten als die türkischen Kräfte. Auch zur Aufklärung, zur Verfolgung des Gegners, zu Überraschungangriffen sowie Garnisonsaufgaben wurden die ungarischen Truppen herangezogen. Während der Belagerungen stellte man Heiducken an die Spitze der Sturmsäulen, da sie wegen ihrer leichten Waffen am schnellsten auf die Mauern gelangen konnten. Dort mußten sie sich durchsetzen, bis die schwerbewaffneten Infanteristen nachkamen. Eben deshalb lesen wir in den Aufzeichnungen, daß es bei der Belagerung Budas mehrmals Heiducken waren, die die Fahne einer Abteilung auf den Burgwall trugen, unter ihnen János Fiath, der schließlich endgültig das Siegesbanner auf die Zinnen der Burg setzte. Die Tatsache, daß dieses Kriegsvolk in den Quellen nur als ungarische Miliz, also als zweitrangige bewaffnete Kraft erwähnt wird, ist nicht auf irgendeinen Ungarnhaß zurückzuführen, sondern entsprach dem realen Kampfwert der Truppen. Die Heerführer der Verbündeten, unter ihnen auch Karl von Lothringen und Ludwig von Baden, drängten ständig auf die Aufstellung ungarischer Husarentruppen.

Unserer Meinung nach ist die Quelle der Aversion gegen das ungarische Militär nicht im geringeren Kampfwert der Truppen zu suchen, sondern auf politischer Ebene. Es ist eine historische Tatsache, daß sechs Jahrzehnte lang mal kleinere, mal größere Teile des ungarischen Militärs an den gegen Habsburg geführten Kämpfen teilgenommen haben, und wenn es ihre religiöse oder politische Überzeugung oder eben ihre wirtschaftlichen Interessen so wollten, so wechselten sie oft das Lager zwischen den Habsburgern, den siebenbürgischen Fürsten und den Kuruzen. All dies taten sie zuweilen in lockererem, zuweilen in engerem Bund mit den Türken, und sie konnten auch auf deren aktive Unterstützung rechnen. Natürlich bedurfte es einer längeren Gedankenganges, um zu dem Ergebnis zu kommen, daß der zwischen den beiden Großmächten vollzogene Seiltanz im Grunde die Erhaltung der Nation erwirkte. Das motivierte nicht nur die politischen, sondern auch die militärischen Anführer. Selbst die Zeitgenossen verloren zuweilen den Überblick in der Politik, im dichten Gewebe von Interessen und Gegeninteressen. So erschien zum Beispiel vielen, als sei die Sache des oberungarischen Fürsten Imre Thököly „in der Form des Königs Johannes... vor dem türkischen Kaiser“. Gleichzeitig sehnte sich die Gemahlin Thökölys, Ilona Zrínyi, in ihren Plänen danach, daß nach der Vertreibung

der Habsburger „wir Ungarn es sein werden, die die Heimat (von den Türken) befreien“. Auch das Fürstentum Siebenbürgen kämpfte mit listreichen Mitteln um seinen Fortbestand. Noch Anfang 1683 wurde László Vajda nach Wien geschickt, um zwischen den beiden Großmächten zu vermitteln, doch in den Tagen nach der osmanischen Niederlage am Kahlenberg verhandelte er bereits über eine Annäherung an den Kaiser.

Im Sommer 1683 standen kaum ungarländische Kräfte an der Seite der Kaiserlichen. Die gesamte transdanubische Aristokratie, der Adel und die Soldaten der Grenzfestungen huldigten – wenn auch gezwungenermaßen – den gemeinsam mit den Osmanen vordringenden Kommissaren des Kuruzenfürsten. Neben den mehreren hundert ungarischen Soldaten, die in den Festungen von Győr (Raab), Komárom (Komorn, Komarno) und Pozsony (Preßburg, Bratislava) verblieben, nahm auch Hauptmann Imre Gombos aus Putnok mit ein paar Dutzend Leuten an der Verteidigung Wiens teil. Im Bund mit den Truppen des Entsatzheeres bereiteten sich unter der Führung des Palatins Pál Esterházy, János Károly Pálffy und Ferenc Kéry nur einige hundert ungarische Soldaten auf den Gegenschlag vor. Diese politische Geteiltheit der Nation und der oftmalige gezwungene innere Widerstreit ließen die ungarischen bewaffneten Kräfte in den Augen der kaiserlichen Administration als unzuverlässig erscheinen, denn die meisten ihrer Bestrebungen kreuzten die politischen Pläne des Wiener Hofes.

Obwohl der Herrscher sofort nach der Befreiung Wiens anordnete, die Magnaten und Adligen, die Thököly gehuldt hatten, zum Verlust ihres Lebens und ihrer Güter zu verurteilen, blieb diese Verfügung schließlich nur ein Papierstück. Der Standpunkt Herzog Karls von Lothringen gelangte in den Vordergrund. Der Herzog setzte sich aus nüchternen militärischen und politischen Erwägungen für die Versöhnung, für die Beseitigung der politischen Geteiltheit ein.

Daraufhin bekannten sich der transdanubische Adel und die Soldaten der Grenzfestungen bereits im Herbst wieder zur Treue zum Kaiser, und es begann die Neuorganisation der ungarischen Einheiten. Im März des folgenden Jahres schrieb Palatin Pál Esterházy schon zuversichtlich an István Csáky, den oberungarischen Generalkapitän: „Euer Gnaden zustimmend, werden wir das dort liegende Land vom Feinde befreien... deshalb werden auch Euer Gnaden, mit den Herren Zsigmond Homonnai und Ferenc Barkóczi korrespondierend alles zum Besten unserer Heimat... und für die Befreiung ihres Bodens tun“. Es handelte sich um jenen Zsigmond Homonnai, der noch im September des Vorjahres als Gesandter Thökölys im Pozsonyer Lager Johanns Sobieskis aufgetaucht war. Nach dem Plan Pál Esterházy's ließen sich in den ungarischen Teilen mehr als 14.000 Soldaten aufstellen. Ferenc Barkóczi nahm im Frühjahr 1684 bereits zweitausend Soldaten auf. Im Juli kämpften 8.000 ungarische Soldaten unter Führung Pál Esterházy's an den Mauern von Buda, und eine Mitte August datierte Aufstellung zeugt davon, daß nahezu 20.000 ungarische und kroatische Soldaten an der Seite der verbündeten Truppen standen.

Im folgenden Jahr kämpften immer mehr ungarländische Soldaten auf den Schlachtfeldern. Aus den Distrikten Kanizsa, Győr (Raab) und den oberungarischen Bergstädten kamen mehr als sechstausend und leisteten als Teil des von Karl von Lothringen befehligten Hauptheeres ihren Dienst. In Garnisonen und an den Fronten in Oberungarn und an der Drau standen noch mindestens zehntausend Ungarn unter Waffen, zusammen mit mehr als 12.000 Kroaten. Es war eine beachtliche Leistung, wenn wir bedenken, daß

Thököly noch immer 19–20.000 Bewaffnete befehligte. Doch es mußten bereits Zeichen des Zerfalls sichtbar gewesen sein, wenn die kaiserlichen Generäle Aeneas Caprara und Rudolf Rabatta dem Hofkriegsrat ständig zurieten, die kampferfahrenen Kuruzen aufzunehmen. Nach der Gefangennahme Imre Thökölys durch die Türken brach das oberungarische Fürstentum praktisch innerhalb weniger Wochen zusammen, und mit Ausnahme der Burg Munkács (Munkačevó) ging man in allen Kuruzenfestungen auf die Seite der Kaiserlichen über. István Csáky zählte Ende 1685 nicht weniger als 17.000 Kuruzensoldaten, die zu kaiserlichen Dienst bereit waren.

So konnte die kaiserliche Heeresführung im folgenden Jahr bereits mit mehr ungarländischen Soldaten rechnen. Nach einem Bericht vom Mai 1686 standen auf dem ungarischen Kriegsschauplatz 13.000 Ungarn und 12.000 Kroaten unter Waffen. Bei der Belagerung Budas kämpften schließlich insgesamt 15.000 ungarländische Soldaten im Heer. Hinzu kamen noch 6.000 ungarische und 12.000 kroatische Soldaten in den Grenzfestungen Transdanubiens, im Korps an der Drau und in Oberungarn. Das bedeutete fast ein Drittel der im Ungarn eingesetzten verbündeten Kräfte. Dabei standen auch zu dieser Zeit noch mindestens fünftausend Soldaten an der Seite Thökölys, und im Fürstentum Siebenbürgen verfolgten insgesamt 20.000 Bewaffnete regungslos den Verlauf der Geschehnisse.

In der Erschließung der Militärgeschichte dieser Zeit hat die Geschichtswissenschaft erst die Anfangsschritte hinter sich. Durch die sporadischen Quellen stehen nur fragmentarische Daten und Angaben zur Verfügung.

Wir wissen, daß die meisten der ungarischen Truppen nach 1687 zur Einschließung der isolierten türkischen Garnisonen eingesetzt wurden. Ungarische Truppen hielten Kanizsa, Székesfehérvár (Stuhlweißenburg) und Várád (Großwardein, Oradea) unter Blockade. Im Mai 1688 kapitulierte Székesfehérvár, kaum ein Jahr später übergaben die Türken die Burg von Kanizsa. In beiden Fällen führte der General Ádám Batthyány die Blockade. Durch die Beherrschung immer größerer Gebiete stiegen auch die Aufgaben der Garnisonen. Sie wurden zum Großteil von ungarländischem Militär übernommen. Nach Zahlungslisten vom Juni 1688 waren in der Burg zu Kanizsa 1372 Husaren und 1667 Infanteristen stationiert, in Esztergom (Gran), Zsámbék und Simontornya weitere 490 Husaren und 1074 Heiducken. Im Jahre 1689 hielten sich 700 Husaren und 400 Heiducken in Pest auf, 500 Husaren und 200 Heiducken in Szeged. Laut der Aufstellung des Jahres 1695 dienten 1397 Heiducken und 1092 Husaren in den Grenzfestungen um Kanizsa, weitere 274 Heiducken und 190 Husaren in Keszthely, Tihany, Vázsony, Szigliget und Csobánc.

Die ungarischen Regimenter kämpften im Verband der kaiserlichen Armee. Ihre Stärke schwankte ständig, und oft wechselten auch ihre Kommandanten. Am bekanntesten sind vielleicht die Husarenregimenter von Ádám Batthyány, Miklós Bercsényi, Ferenc Barkóczy, László Csáky, Ádám Czobor, Ferenc Gombos, Pál Gyürky, István Koháry, Miklós Pálffy, und István Zichy, sowie die Infanterieregimenter von János Molnár und Balázs Kiss. Mangels entsprechender Musterlisten läßt sich nicht sagen wieviel Ungarn in den Regimentern der Kaiserlichen dienten. Wir wissen aber zum Beispiel, daß János Károly Pálffy ein zum Teil aus Ungarn bestehendes Kürassierregiment befehligte. Auch finden wir in den deutschen Söldnerregimentern des schwedischen Königs Namen ungarischer Soldaten.

Ludwig von Baden rechnete im Jahre 1691 mit 15.000 Feldsoldaten für seine Kriegsoptionen, aus Siebenbürgen erwartete er insgesamt 6.000 Mann. Aufgrund keineswegs endgültiger Angaben läßt sich sagen, daß Ungarn neben dem enormen Beitrag an Geld und Naturalprodukten jährlich 15–25.000 Mann zum Kampf gegen die Türken aufstellte. Gleichzeitig kämpften bedeutende Streitkräfte an der Westfront des Reiches. So waren Anfang 1689 die Husarenregimente Czobors und Miklós Pálffys mit insgesamt dreitausend Männern am Rheinufer stationiert. Im November desselben Jahres standen 500 Husaren Czobors in Mainz.

Zusammenfassend können wir sagen, daß das Land an materieller und militärischer Kraft das Maximum seiner Möglichkeiten bot, denn im Laufe der Jahre mußten enorme Verluste ersetzt werden. Durch den Ausruf eines allgemeinen Aufstandes wäre die Aufstellung einer noch beachtlicheren ungarischen Streitmacht möglich gewesen, doch die militärische Situation erforderte es nicht, und die materiellen und Versorgungsmöglichkeiten setzten von vornherein Schranken. In der untersuchten Epoche spielte die ethnische Zugehörigkeit noch keine dominierende Rolle, daher stehen keine konkreten Daten über die Verhältnisse der Teilnahme zur Verfügung. Aus den Visitierungslisten aus der Zeit des Rákóczi-Freiheitskampfes wissen wir jedoch, daß die Rumänen, Slowaken und Ruthenen zusammen mit den Ungarn kämpften. Daher wird es ein bis zwei Jahrzehnte zuvor höchstwahrscheinlich genauso gewesen sein, ganz besonders deshalb, weil damals die religiöse Zugehörigkeit entscheidend war, und nicht die ethnische. Und in den Heeren der Christen kämpften Katholiken und Protestanten gemeinsam. Die Vertreibung der Osmanen aus Ungarn war eine gesamteuropäische Leistung. Obwohl der Teilnahme des ungarischen Militärs keine entscheidende Bedeutung zukam, so nimmt doch das Land bei Betrachtung seiner gegebenen wirtschaftlichen und sozialen Verhältnisse einen würdigen Platz in der Geschichte ein.

La reconquête de la Hongrie sur les Turcs vue par la France

De la victoire du Kahlenberg à la prise de Buda (1683-1686)

JEAN NOUZILLE

Lors du conflit qui oppose la maison d'Autriche à l'Empire ottoman à partir de 1683, Louis XIV décide d'adopter une attitude de neutralité à l'égard des belligérants. Si cette décision est mal accueillie dans le Saint-Empire, où elle fait oublier l'intervention française en Hongrie de 1664 et la participation efficace du corps expéditionnaire de Coligny à la victoire de Saint-Gotthard, elle est conforme aux intérêts de la France. En effet, le conflit austro-turc permet de fixer une partie importante des forces armées des Habsbourg en Europe centrale et procure à la France un répit dans la lutte séculaire qui l'oppose à la maison d'Autriche.

Cependant Louis XIV craint que l'empereur Léopold 1er, soulagé par la victoire remportée par les Alliés au Kahlenberg, ne renouvelle l'expérience de 1664 et ne signe trop rapidement un traité de paix avec la Turquie, ce qui permettrait à l'Empire de retourner toutes ses forces contre la France. C'est pourquoi le roi de France accorde une attention toute particulière au déroulement du conflit austro-turc et demande à son ambassadeur à Vienne de le tenir au courant à la fois des desseins politiques de l'empereur et de l'évolution de la situation militaire en Hongrie. Les renseignements précis transmis de Vienne sont complétés par les rapports des ambassadeurs de France à Constantinople et à Venise, ce qui permet à Louis XIV d'avoir une vue assez objective de la situation en Europe centrale.

I. L'attitude de la France à l'égard du conflit austro-turc

La période de paix, qui s'étend de la signature des traités de Nimègue, en 1678-1679¹, au début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, en 1688, n'est en réalité qu'une suspension d'armes entre la France et la maison d'Autriche, épuisées par la guerre de Hollande. Sachant, d'une part, que Léopold 1er a adhéré à la coalition constituée à La Haye, le 10 octobre 1681, par Guillaume d'Orange et Charles XI de Suède, pour résister à la politique des Réunions pratiquée par le roi de France, d'autre part, que Léopold 1er a souhaité renouveler à l'avance la paix conclue avec les Turcs pour vingt ans à

¹ Les traités de Nimègue mettent fin à la guerre de Hollande. Ils sont signés entre la France, d'une part, et les Provinces-Unies, le 10 août 1678, l'Espagne, le 17 septembre 1678, et l'empereur, le 5 février 1679, d'autre part.

Jean Nouzille, 67300 Schiltigheim 27, rue Jean Jaurès. France

Vasvár en 1664, afin de pouvoir attaquer la France², Louis XIV ne désire pas intervenir dans le conflit austro-turc.

1.1 La neutralité de la France

Bien qu'il estime que „les affaires de Hongrie sont beaucoup plus à cœur à l'Empereur qu'aucune autres, non seulement pour le voisinage des Turcs, mais encore par le parti qui y subsiste des mécontents“³, Louis XIV respecte les clauses de la paix de Nimègue, qui entraînent la fin du soutien de la France aux insurgés hongrois d'Imre Thököly⁴. Louis XIV écrit, le 10 juin 1679, à son ambassadeur à Constantinople au sujet des Mécontents hongrois: „Bien que Sa Majesté ne soit plus en estat de les assister contre l'Empereur, Elle conserve toujours pour eux l'affection dont Elle les a honorés“⁵.

Louis XIV fait également connaître sa position à l'égard du conflit austro-turc. D'une part, de 1681 à 1683, il informe à plusieurs reprises le grand vizir Kara Mustafa qu'il ne soutiendra pas l'empereur en cas d'attaque turque, mais qu'il n'est pas question pour lui de soutenir les Turcs contre Léopold 1er⁶. D'autre part, il écrit à son ambassadeur à Rome: „Je veux bien donner parole positive à Sa Sainteté que je n'entreprendrai rien contre l'empereur tant qu'il y aura guerre entre l'Empire et le Turc“⁷. Aussi ne répond-il pas aux avances de Léopold 1er et du pape Innocent XI, qui l'invitent à participer à la lutte contre les Infidèles⁸. Lorsque, après la victoire du Kahlenberg, le marquis de Sèbeville, ambassadeur de France à Vienne, transmet à l'empereur les félicitations de Louis XIV, Léopold 1er lui déclare „qu'il ne désespérait pas qu'il ne se pût trouver des conjonctures favorables à la Chrétienté qui pourraient donner à Votre Majesté d'employer ses forces contre l'ennemi commun“⁹. En septembre 1683, Innocent XI espère entraîner le „fils aîné de l'Eglise“ dans la croisade qu'il organise contre les Turcs en lui demandant de déclencher une action navale contre Constantinople¹⁰. Mais Louis XIV refuse d'adhérer à la Sainte Ligue.

1.2 La crainte d'une paix rapide

Si „le Roi apprend avec bien de la joie la continuation des heureux succès des armées impériales en Hongrie“¹¹, il redoute cependant une issue trop rapide du conflit.

² Robert Mandrou; *Louis, XIV, en son temps*, Paris, 1973, p. 280.

³ Archives du ministère des Affaires étrangères (AE), Paris, Correspondance politique (CP), Vol. 50, Instruction au marquis de Sèbeville, 6 octobre 1681, Autriche.

⁴ AE, Paris, CP, Pologne, Vol. 56, Instruction au sieur Akakia, 23 juillet 1677.

⁵ I. Hudita; *Histoire des relations diplomatiques entre la France et la Transylvanie au XVII^eme siècle (1635-1683)*, Paris, 1837, p. 192-202, 255-260.

⁶ AE, Paris, CP, Turquie, Vol. 16, 10 juin 1679.

⁷ Ibid., Lettres des 12 décembre 1681, 8 avril 1682 et 30 avril 1683.

⁸ AE, Paris, CP, Rome, Vol. 272, Lettre du 18 novembre 1681.

⁹ Charles Gerin; *Le pape Innocent XI et le siège de Vienne en 1683, Revue des questions historiques*, Tome XXXIX, 1886, p. 127.

¹⁰ AE, Paris, CP, Autriche, Vol. 55, folio 331, 25 septembre 1683.

¹¹ AE, Paris, Rome, Vol. 288, Lettre du 5 octobre 1683.

¹² AE, Paris, CP, Autriche, Vol. 59, Instruction au comte de La Vauguyon, 24 octobre 1685.

Dès le 26 septembre 1681, il écrivait au marquis de Sèbeville: „Vous jugerez vous-même que l'Empereur ne sera pas plus tôt débarrassé des affaires qui retiennent ses principales forces du côté de la Hongrie, qu'il ne songera plus qu'à porter la guerre sur le Rhin"¹². En effet, Léopold 1er adhère à la coalition de La Haye le 10 octobre 1681. Le 10 janvier 1684, dans son instruction au comte de Cheverny, nouvel ambassadeur à Vienne, Louis XIV estime que l'empereur souhaite renouveler la trêve avec les Turcs pour commencer la guerre vers le Rhin¹³ et il écrit que l'évêque de Vienne et confident de l'empereur, Imre Sinelli, „n'omet rien pour obtenir la paix des Turcs et faire marcher toutes les forces de l'Empereur vers le Rhin"¹⁴. Aussi Louis XIV écrit-il, dans son instruction du 10 janvier 1684 au comte de Cheverny qu'il „se gardera de rien donner par écrit, ni dire de bouche, qu'il puisse faciliter à la Cour de Vienne les moyens de faire la paix avec les Turcs, ce qui fait jusqu'à présent le plus pressant désir de la Cour de Vienne"¹⁵. Le 24 octobre 1685, dans son instruction au comte de La Vauguyon, son nouvel ambassadeur à Vienne, Louis XIV écrit que, parmi les conseillers de l'empereur „les premiers (le chancelier Stratmann, le prince Hermann de Bade et les princes de Dietrichstein) témoignent désirer la paix avec les Turcs, et les autres (les comtes d'Harrach et de Koenigsegg) croient qu'il faut profiter de la faiblesse présente de cet ennemi pour le chasser entièrement de Hongrie et éloigner des frontières de l'Empire un si redoutable ennemi"¹⁶. Et il ajoute: „Ledit sieur de La Vauguyon tâchera de pénétrer s'il se fait quelque négociation avec les Turcs pour un traité de paix et quel en est le succès pour en rendre compte à Sa Majesté"¹⁷.

II. L'évolution du conflit austro-turc vue par la France

Conscient de la menace que peut constituer pour la France la maison d'Autriche si elle parvient à vaincre les Turcs ou à conclure avec eux une paix de compromis, Louis XIV tient à être informé dans le détail du déroulement des opérations militaires en Hongrie et des mouvements de troupes dans l'Empire. Dans son instruction au comte de Cheverny, Louis XIV écrit le 10 janvier 1684: „Il observera bien soigneusement aussi toutes les diligences qui se feront pour rétablir et augmenter les troupes de l'empereur, la destination qui s'en fera pour la campagne prochaine soit pour la Hongrie, soit vers le Rhin, leurs marches et leurs mouvements"¹⁸. Cette observation est rappelée dans l'instruction donnée au comte de La Vauguyon le 24 octobre 1685¹⁹.

¹² Ibid., Vol. 50, Instruction au marquis de Sèbeville, 6 octobre 1681.

¹³ Albert Sorel; *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, Paris, 1884, p. 95.

¹⁴ AE, Paris, CP, Autriche, Vol. 58, Instruction au comte de Cheverny.

¹⁵ AE, Paris, CP, Autriche, Vol. 58, 10 janvier 1684.

¹⁶ Albert Sorel, *op. cit.*, p. 107.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ AE, Paris, CP, Autriche, Vol. 58, 10 janvier 1684.

¹⁹ AE, Paris, CP, Autriche, Vol. 59, folio 79.

2.1 La campagne de 1684

Le 10 janvier 1684, Louis XIV écrit que „les grands préparatifs que Les Turcs font pour la campagne prochaine doivent faire souhaiter à la cour de Vienne de pouvoir réunir les forces de l'Allemagne pour la défense de la Hongrie...“ et „que le pacha de Buda fait même des préparatifs pour assiéger une place de bonne heure“²⁰. Mais, le 22 avril 1684, le comte de Cheverny rend compte que l'armée de Hongrie „serait assemblée aux environs du Gran (Esztergom) le 20ème de may, forte de trente mille hommes de pieds et de vingt mille chevaux en comptant le corps de Polonais qu'ils prétendent devoir joindre l'armée de l'empereur. On ne parle que d'attaquer Bude et de se saisir du pont d'Essec (Osijek), mais les sensés ne croient pas que l'on entreprenne un grand siège qui ruinerait l'armée et laisserait les Turcs maistres de la campagne...“²¹. Le 20 mai, alors que le duc de Lorraine se met en route, le comte de Cheverny apprend par l'ambassadeur de France à Venise que les Turcs ont l'intention de rester sur la défensive en Hongrie au cours de l'année 1684²². Le gouvernement de Vienne n'a pas dû en être informé car „on travaille toujours fortement aux fortifications de Vienne que l'on espère qui seront bientôt restablies“²³. Après la prise de Visegrád, Cheverny rend compte qu'il a lu deux lettres du Palatin de Hongrie adressées à l'empereur „qui luy marquent en termes très forts la désolation de la Hongrie plus ruinée par Les Impériaux que par les Turcs et les Rebelles et l'impossibilité où il se trouve d'exécuter les ordres de Sa Majesté Impériale tant par la misère du peuple que par la sienne particulière“²⁴. Le 28 juin, le duc de Lorraine bouscule un corps de 20.000 Turcs près de Vác²⁵. Le 8 juillet, Cheverny écrit que les Turcs ont brûlé et abandonné Pest et que le duc de Lorraine fait descendre un pont de bateaux en vue de franchir le Danube et d'assiéger Buda où sont retranchés 6.000 janissaires²⁶. „L'entreprise du siège de Bude est grande et hardie, bien des gens ne croient pas que M. le Prince de Lorraine doive l'entreprendre“²⁷. Le 10 août, Cheverny signale que „l'infanterie chrestienne est fort diminuée et qu'on est obligé de mettre la cavalerie pied à terre, la poudre et les bombes ont manqué aux assiégeans“²⁸. Le 24 août, il écrit que „sans la trêve (de Ratisbonne) je croy qu'on eust esté obligé de lever le siège“²⁹. Le 14 septembre, „le père Marco d'Aviano, qui devait dire la messe le premier jour d'aoust dans Bude, voyant ses prédictions sans effect, est revenu de l'armée et compte (raconte) icy qu'à voir ce qui se passe à ce siège, on ne peut croire d'y voir une bonne fin sans miracle“³⁰. En effet, le siège doit être levé. „Il est certain qu'il y est mort plus de vingt mille hommes dont on aurait sauvé les deux tiers s'il y avait eu quelque secours pour les malades et les blessés. Il y est mort plus de trente mille chevaux tant de la cavalerie que de l'artillerie et

²⁰ Albert Sorel, *op. cit.*, p. 93.

²¹ AE, Paris, CP, Autriche, Vol. 58, folio 69, 22 avril 1684.

²² Ibid., folio 100, 20 mai 1684.

²³ Ibid., folio 111, 27 mai 1684.

²⁴ Ibid., folio 146, 1er juillet 1684.

²⁵ Ibid., folio 149, 2 juillet 1684.

²⁶ Ibid., folio 158, 8 juillet 1684.

²⁷ Ibid., folio 159, 11 juillet 1684.

²⁸ Ibid., folio 190, 10 août 1684.

²⁹ Ibid., folio 199, 24 juillet 1684.

³⁰ Ibid., folio 216, 14 septembre 1684.

des équipages des officiers. Il faut bien du temps pour réparer ces pertes et on doit craindre de manquer de l'un et de l'autre la campagne prochaine³¹. Dès la fin de novembre 1684, „on fait icy de magnifiques projets pour la campagne prochaine³², mais on tient à Vienne „de grands conseils sur les moïens de trouver de l'argent³³.

2.2 La campagne de 1685

En février 1685, les Turcs effectuent des raids, notamment sur Guta. „Cela fait extrêmement crier les Hongrois qui se voient abandonnés à toutes sortes de malheurs sans que les officiers qui ont ordre de se tenir au environs de Neuhaeusel empeschent en aucune manière que les Turcs fassent ce qu'ils veulent³⁴. Dans le sud de la Hongrie, des détachements des confins militaires des généralats de Karlstadt (Karlovac) et de Varaždin harcèlent les Turcs en réalisant un raid sur Pécs.

Après avoir envisagé d'assiéger Buda en 1685, Léopold 1er doit se contenter d'un objectif plus limité, car „la plus grande part des soldats de recrues qu'ont faites les provinces périt misérablement par le mauvais air et les incommodités que l'on souffre en ce malheureux pays³⁵. La concentration tardive des troupes impériales, le 15 juin, contraint l'empereur à se contenter du siège de Neuhaeusel. Le 19 août, Neuhaeusel „a esté emporté d'assaut et le reste de la garnison a esté passé au fil de l'épée³⁶. La forteresse est aussitôt remise en état „M. l'évêque de Gran (Esztergom) a donné saicante (cinquante) mille écus pour la réparation de Neosel³⁷. Le 15 octobre, le gouverneur de Várad, Ahmet Pacha, fait arrêter Thököly et le fait conduire à Belgrade. Le général Caprara s'empare de Kassa (Košice), le 25 octobre, et de Sárospatak, le 31 octobre. Le 5 novembre, il obtient la reddition des places fortes kuruc de Szadvár et de Regéc et seule Ilona Zrínyi résiste encore à Munkács.

A la fin de 1685, la situation intérieure de l'Empire ottoman est catastrophique. Le grand vizir fait étrangler le commandant en chef en Hongrie, qu'il rend responsable de la perte de Neuhaeusel. Constantinople „est attaquée d'une grande famine et les Vénitiens empêchent le transport des blés de Morée, la peste y fait encore beaucoup de dégâts, et le peu de milice et de recrues qui y passent font des violences et des désordres extraordinaires sans que leurs officiers puissent s'y opposer et leur faire observer la moindre discipline³⁸.

2.3 La campagne de 1686

L'année 1686 paraît favorable aux Impériaux en raison de la situation de l'Empire ottoman attaqué par les armées de la Sainte-Ligue et affaibli par la famine, la peste et les troubles.

³¹ Ibid., folio 256, 24 octobre 1684.

³² Ibid., folio 308, 25 décembre 1684.

³³ Ibid., folio 372, 25 février 1684.

³⁴ Ibid., folio 465, 31 mai 1685.

³⁵ Ibid., folio 433, 26 avril 1685.

³⁶ AE, Paris, CP, Autriche, Vol. 59, folio 32.

³⁷ Ibid., folio 42, 10 septembre 1685.

³⁸ AE, Paris, CP, Turquie, Vol. 18, folio 35, 23 septembre 1685.

a) *L'Empire ottoman en 1686*

En décembre 1685, le grand vizir Ibrahim Pacha a été destitué et remplacé par Soliman Pacha, qui commandait une armée turque contre les Polonais. L'ambassadeur de France à Constantinople, M. de Girardin, écrit à Louis XIV que „toutes les pensées de Soliman ne tendent qu'à chercher les moyens de faire la paix”³⁹. De son côté, Thököly fait demander à Louis XIV quel parti il doit prendre „dans le déplorable estat de ses affaires, c'est-à-dire qu'il doit se soumettre à l'empereur... ou s'il doit continuer à se confier aux Turcs”⁴⁰. Tandis que le Conseil de guerre de Vienne décide d'attaquer Buda, deux séditions éclatent en Egypte, des troubles se produisent en Palestine⁴¹ et les Vénitiens s'emparent de Navarin⁴². Les Tatares ne donnent qu'un faible secours et le prince de Transylvanie ne peut rassembler que 1.500 hommes⁴³. Thököly, qui n'avait plus que 4.000 hommes, est abandonné par une partie de ses troupes, qui rejoignent le comte László Csáky et se rallient à l'empereur⁴⁴. Le 2 août, M. de Girardin écrit que „l'armée du grand vizir n'est plus que de vingt à vingt cinq mille hommes, composée d'environ 5.000 janissaires dont la plupart, ne pouvant résister à la fatigue des longues journées qu'on leur a fait faire dans une marche précipitée, auront été conduits sur des chariots; autant de spahis mal montés et mal armés et le surplus des troupes ramassées que les Bachas ont amené...”⁴⁵. Le pacha de Buda „demandoit instamment du secours de vivres et de munitions, se plaignant de ce qu'on n'avoit pas pris soin de pourvoir sa place pendant que les advenües en estoient libres”⁴⁶. Le 16 juin, M. de Girardin relate que „la garnison de Bude est encore de 4.000 hommes, mais il en déserte journellement parce que la disette règne et l'épouvante est montée à un tel point qu'il n'y a point de troupes qui ne tiennent ferme devant celles de l'Empereur...”⁴⁷. „Le grand vizir, jugeant que sa vie dépend de la conservation ou de la prise de cette place, estoit résolu de tout hazarder”⁴⁸. Mais il hésite à prendre une décision pour „sçavoir s'il irait d'abord en Transylvanie pour y rétablir Abaphy (Apafi) et en chasser le comte Chaky (Csáky) ou s'il marcherait sur Bude”⁴⁹. Le sultan Mehmed IV lui ordonne de marcher immédiatement sur Buda⁵⁰. Le 17 juillet, le grand vizir quitte Belgrade pour pénétrer en Hongrie.

³⁹ Ibid., folios 44 et 48, 11 janvier 1686.

⁴⁰ Ibid., folio 125.

⁴¹ Ibid., folios 272 et 273, 25 juin 1686.

⁴² Ibid., folio 281, 1er juillet 1686.

⁴³ Ibid., folio 283.

⁴⁴ Ibid., folio 304, 2 août 1686.

⁴⁵ Ibid., folio 302.

⁴⁶ Ibid., folio 304.

⁴⁷ Ibid., folio 264, 16 juin 1686.

⁴⁸ Ibid., folio 305.

⁴⁹ Ibid., folio 285, 11 juillet 1686.

⁵⁰ Ibid., folio 285.

b) *La situation des Impériaux*

En janvier 1686, le maréchal Kapliř z Sulevic „trouvait que les préparatifs se faisaient avec beaucoup de lenteur“⁵¹, mais au printemps, „il ny a que la misère du pays qui puisse retarder la prise des places fortes qui restent en Hongrie“⁵². En mai, le duc de Lorraine décide d'assiéger Buda⁵³, mais on parle aussi à Vienne d'attaquer Albe Royale (Székesfehérvár)⁵⁴. Le 13 juin, les ordres sont donnés pour progresser en direction de Buda⁵⁵ tandis que la cavalerie est envoyée aux environs de Székesfehérvár pour fourrager⁵⁶. L'armée impériale doit être forte de 50.000 hommes, celle de l'électeur de Bavière de 30.000.

Le 13 juillet, le duc de Lorraine déclenche une attaque contre la forteresse de Buda. Mais, après une heure de combat, il est dans l'obligation de replier son armée qui a subi de lourdes pertes, près de 1.000 tués et blessés. Cette information, transmise à Versailles dès le lendemain, est accompagnée de la liste des Impériaux qui ont été tués et blessés au cours de cette action⁵⁷. Les généraux alliés sont en désaccord sur la conduite des opérations de siège. L'électeur de Bavière et le général brandebourgeois Hans-Adam von Schöning s'opposent au duc de Lorraine⁵⁸. Le 27 juillet a lieu le premier assaut général, mais il est repoussé avec de lourdes pertes pour les assaillants tandis que l'armée turque de secours est parvenue à quatre lieues de Buda⁵⁹. Après un nouvel assaut général qui échoue, le pacha de Buda envoie, le 3 août, deux émissaires pour proposer des négociations⁶⁰. Le 8 août, à 6 heures du matin, 3.000 Turcs de l'armée de secours se présentent au sud de Buda et sont repoussés par les hussards. Le 11, 3.000 janissaires et 5.000 spahis sont repoussés et laissent 1.500 tués sur le terrain⁶¹. Le 20 août vers 12 heures, une nouvelle attaque turque permet de faire entrer dans Buda, par la porte de Székesfehérvár, un renfort estimé à 800 hommes⁶². Le grand vizir observe cette action de son camp, situé à deux heures de Buda „à un endroit qu'on appelle Ertschin (Ercsi) à côté du Danube proche de l'isle de Saint-Martin“⁶³. 3.000 janissaires à cheval tentent de pénétrer dans Buda, mais ils sont repoussés. Au cours de ce combat, le feld-maréchal-lieutenant comte Pierre de Mercy est mortellement blessé⁶⁴. Le même jour, deux régiments de cavalerie impériaux venant de Transylvanie arrivent devant Buda où le corps du général Scherffenberg est attendu pour le 3 ou le 4⁶⁵. Désormais les circonstances sont favorables pour tenter de s'emparer de la forteresse de Buda.

⁵¹ Ibid., folio 264.

⁵² AE, Paris, CP, Autriche, Vol. 59, folio 199, 16 mai 1686.

⁵³ Ibid., folio 213.

⁵⁴ Ibid., folio 227, 13 juin 1686.

⁵⁵ Ibid., folio 242, 20 juin 1686.

⁵⁶ AE, Paris, CP, Autriche, Vol. 59, folios 268 et 271, 14 juillet 1686. Il faut 24 à 25 heures pour se rendre à cheval de Buda à Vienne (Voir Autriche, Vol. 59, folio 289).

⁵⁷ Ibid., folio 276.

⁵⁸ Ibid., folio 294.

⁵⁹ Ibid., folio 303.

⁶⁰ Ibid., folio 320.

⁶¹ Ibid., folios 324–325.

⁶² Ibid., folios 326–330.

⁶³ Ibid., folio 338.

⁶⁴ Ibid., folio 339.

Le 1er septembre, le duc de Lorraine donne les derniers ordres et le signal de l'attaque est sonné le 2 septembre à 3 heures du matin. A 17 heures, la citadelle est prise. „Buda e servitude in libertatem restituta“. Le 3 septembre, l'ambassadeur de France à Vienne écrit à Louis XIV: „Monseigneur le prince de Commercy en partit (de Buda) hier à 5 heures du soir et est arrivé aujourd'huy chez l'impératrice douairière pour lui annoncer la prise de cette ville“⁶⁵. „Les Impériaux avaient passé au fil de l'épée tous les Turcs et les Juifs“⁶⁶. L'ambassadeur de France déclare: „Tout le monde regrette icy la mort du bacha de Bude qui s'est fait tuer dit-on sur la brèche, mais le vice-bacha a eu la vie sauve...“⁶⁷. Le 12 septembre, il rend compte qu'il „ne paroist plus de corps d'armée du Turc en deça du pont d'Essek. Si cela est, l'on enverra apparamment comme je l'ai desja mandé, un corps considérable en Transilvanie“⁶⁸. En effet, l'armée turque s'est repliée sur Belgrade, ne laissant en Hongrie que quelques garnisons dont certaines seront prises par les Impériaux avant l'hiver. Le 15 septembre, l'ambassadeur de France écrit: „L'Empereur me parla avec l'estime imaginable de tous les volontaires français qui se sont trouvés au siège de Buda en se distinguant sur toutes choses“⁶⁹.

Conclusion

Dans toute la chrétienté, la nouvelle de la reconquête de Buda sur les Ottomans est accueillie avec beaucoup de joie. Elle a été favorisée par la situation intérieure de l'Empire ottoman où règne la disette et où éclatent des troubles, mais aussi par le manque d'agressivité de l'armée ottomane mal commandée. Elle a été aussi favorisée par la neutralité de la France et par la force considérable que représente la coalition des Etats chrétiens car, à la fin d'août 1686, l'armée moscovite a pris Azov, les Polonais ont pénétré en Moldavie et les Vénitiens progressent en Morée⁷⁰.

La prise de Buda par les Impériaux va leur permettre de s'emparer de la plus grande partie de la Hongrie et de la principauté de Transylvanie au cours de l'année 1687.

Dans l'Empire ottoman, „pour ce qui est de la Hongrie, on prend soin d'en cacher les nouvelles“⁷¹. L'ambassadeur de France à Constantinople écrit: „Les nouvelles tant de la Morée que de la Hongrie ont augmenté le murmure du peuple et les plaintes insolentes des gens de loy“⁷². La nouvelle de la prise de Buda n'est connue que le 23 septembre. „Lorsqu'on apprit l'arrivée d'un courrier despesché par le grand vizir, on n'a pu dissimuler la prise de Bude et la défaite presqu'entière de l'armée ottomane“⁷³. Cette information

⁶⁵ Ibid., folio 341.

⁶⁶ AE, Paris, CP, Turquie, Vol. 18, folio 356.

⁶⁷ AE, Paris, CP, Autriche, Vol. 59, folio 347.

⁶⁸ Ibid., folio 359.

⁶⁹ Ibid., folio 363.

⁷⁰ AE, Paris, CP, Turquie, Vol. 18, folios 319–334.

⁷¹ Ibid., folio 335.

⁷² Ibid., folio 354.

⁷³ Ibid., folio 356.

provoque des troubles dans la capitale turque et, au cours d'une émeute, en octobre, la foule réclame le remplacement de Mehmed IV par son frère Soliman⁷⁴.

Les renseignements transmis à Louis XIV par ses ambassadeurs sont suffisamment précis et récents – certains sont envoyés 24 à 30 heures après l'évènement, comme pour la prise de Buda – pour que le roi de France ait une vue objective de la situation en Europe centrale. Profitant du conflit austro-turc, Louis XIV poursuit une politique d'annexions, qui va conduire l'empereur à accepter la guerre sur deux fronts, ce qui ralentira la progression des troupes impériales dans le Sud-Est européen et procurera une période de répit à l'Empire ottoman.

⁷⁴ Ibid., folio 310, octobre 1686.



Dem verehrten Lehrer und Freund Hermann Wiesflecker mit den besten Wünschen zur Vollendung des 75. Lebensjahres gewidmet.

Die Versorgung des Draucorps in den siegreichen Feldzügen von 1684–1687 Ein Beitrag zur Kriegsfinanzierung und Heeresversorgung

VON OTHMAR PICKL

Nach dem einhelligen Urteil der namhaftesten Feldherren des 17. Jahrhunderts – wie z. B. Montecuccoli, Turenne und Zrínyi – stellte schon damals die Heeresversorgung das zentrale strategische Problem dar. Man hielt deshalb eine Begrenzung der Heeresstärke für unerlässlich und bezeichnete etwa 48 bis 50.000 Mann als die Obergrenze.¹ Nicht zuletzt aus diesem Grund operierte die kaiserliche Armee in den Feldzügen gegen die Türken ab 1684 in der Regel mit zwei getrennten Armeen, denen darüber hinaus mehrere selbständig operierende Corps unterstanden*. Eines dieser Corps war das sogenannte Drau-Corps, das auch „Corps von Innerösterreich“ genannt wurde, weil seine Operationen bzw. seine Versorgung von Innerösterreich oder genauer gesagt von der Steiermark aus erfolgten.²

Die Stärke des Drau-Corps 1684–1687

Seine Stärke betrug 1684:	4.000	Mann Infanterie der Regimenter Leslie und Heister
	1.600	Reiter der Regimenter Dietrichstein und Saurau
Zu diesen	5.600	kaiserlichen Soldaten kamen noch
	5.300	Mann kroatische Miliz
was 1684 einen Sollstand von	10.900	Mann ergab.
1685 umfaßte das Drau-Corps	5.250	Mann Infanterie
und	3.200	Reiter
somit	8.450	kaiserliche Soldaten. Dazu kamen
noch	10.000	Mann kroatische Grenzmiliz insgesamt
somit	18.450	Mann.

*Es handelt sich hierbei um das Drau-Corps, das Corps in Nordostungarn und das Corps in Siebenbürgen.

¹ Vgl. Géza Perjés: „Army Provising, Logistic and Strategy in the Second Half of the 17th Century“, *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 16 (1970).

² Vgl. dazu O. Pickl: Nachschub für den großen Türkenkrieg. Der Anteil der Steiermark an den siegreichen Feldzügen der Jahre 1683 bis 1686, *ZdHVf. Stmk.* 68 (1977) 105–163.

Othmar Pickl, Karl-Franzens-Universität, Universitätsplatz 3 8010 Graz Autriche

1686 bestand das Drau-Corps aus 4.500 Mann Infanterie
 und 1.600 Reitern
 Zu diesen 6.100 kaiserlichen Truppen kamen noch einige
 tausend kroatische und slawonische Grenzer.³

1687 bestand das Drau-Corps
 zunächst aus 4.500 Mann Infanterie (3 Regimenter)
 und 1.600 Reitern (2 Regimenter)
 somit 6.100 kaiserlichen Soldaten
 sowie 3.500 kroatischen Grenzern und einigen tau-
 send Mann Batthyánische Milizen.

Nach dem Sieg am Berg Harsány wurde das General Dünnewald unterstellte Korps auf
 eine Stärke von 9.000 Mann Infanterie (6 Regimenter)
 und 6.400 Reiter (8 Regimenter), d.h.
 insgesamt 15.400 kaiserliche Soldaten gebracht.⁴ Außer-
 dem operierte in all' diesen Jahren auch die innerösterreichische Artillerie-Abteilung mit
 15–20 „Stücken“, 110–130 Mann und 250–400 Pferden stets im Rahmen des Drau-
 Corps.

Seit dem Operationsplan von 1684 galt neben der Sicherung des Donauweges vor
 allem die Gewinnung der Draulinie und der Feste Osijek/Esseg als wichtigstes Ziel der
 kaiserlichen Operationen. Gelang es den Kaiserlichen, diese Festung und die „lange“
 Draubrücke zu erobern, über die bezeichnenderweise seit 1526 alle türkischen Großan-
 griffe vorgetragen worden waren, hatten sie die Draulinie in ihrem Besitz. Wer aber diese
 beherrschte, dem mußten gleichsam von selbst sowohl das Gebiet zwischen Plattensee
 und Drau als auch das südlich der Drau gelegene Slawonien zufallen.⁵ Diese strategischen
 Überlegungen des Wiener Hofkriegsrates waren durchaus richtig, sie erfüllten sich auch
 – doch erst nach der Eroberung von Pécs/Fünfkirchen und Siklós, bzw. der Festung
 Osijek/Esseg im Oktober 1687.

Der vorliegende Aufsatz will vor allem aufzeigen, welche Verdienste sich die Inner-
 österreichische Hofkammer in Graz um die Finanzierung der Feldzüge des Draucorps und
 seine Heeresversorgung in den Jahren 1684–1687 erworben hat.

Die innerösterreichische Hofkammer und die Versorgung des Drau-Corps

Im Gegensatz zum innerösterreichischen Hofkriegsrat hatte die Innerösterreichische
 Hofkammer auch unter Kaiser Leopold I. ihre Selbständigkeit und Sonderstellung be-
 haupten können. Das machte die Grazer Hofkammer ab 1684 zur Zentralstelle für die
 gesamte Nachschuborganisation der in Slawonien und Kroatien operierenden kaiserlichen

³ (1685) und 146 f (1686) Ebd., S. 125 (1684), 136 f

⁴ Vgl. dazu O. Pickl: Der Anteil der Steiermark am Türkensieg vom Berg Harsany 1687, *Festschrift für F. Hausmann*, Graz 1987. S. 317–343.

⁵ Vgl. dazu Walter Boguth: *Der Feldzug in Ungarn im Jahre 1687*, phil. Diss. (Wien 1911).

Truppen und ihren Präsidenten, Franz Adam Graf von Dietrichstein, zum Hauptverantwortlichen für die Versorgung des Draucorps.⁶

Die Finanzierung der Kampagnen 1684–1687

Aus der ständigen Überforderung der kaiserlichen Finanzen ergab sich auch für die Grazer Hofkammer eine geradezu groteske Situation. Die Wiener Zentralstellen konnte der Grazer Hofkammer und ihrem Präsidenten für die Kampagnen des Draucorps in den Jahren 1684 und 1685 nicht nur keine Gelder zur Verfügung stellen sondern erlaubten Präsident Dietrichstein auch nicht, die eigenen Einnahmen der Grazer Hofkammer dafür heranzuziehen; die Verfügung darüber hatten sich nämlich der Herrscher und die Wiener Hofkanzlei ausdrücklich vorbehalten. Angesichts dieser äußersten Beschränkung war es wirklich nur dem „bekandten sonderbahren Eiffer, Fleiß und Embsigkeit“ des innerösterreichischen Hofkammerspräsidenten, seiner Räte und Beamten zu verdanken, daß die stets mehrere hunderttausend Gulden betragenden Kosten für die Feldzüge des Draucorps Jahr für Jahr immer wieder aufgebracht werden konnten. Schon die Ausgaben für den Feldzug des Jahres 1683 hatten größtenteils überhaupt nur mit Hilfe einer Anleihe von 50.000 Gulden bezahlt werden können, die der Hofkammerspräsident Franz Adam Graf von Dietrichstein am 1. Juni 1683 aus eigener Tasche gewährt hatte.⁷

Der Voranschlag für die unentbehrlichsten Anschaffungen und Ausgaben der Kampagne 1684 belief sich auf 236.742 Gulden und wurde vom Kaiser im Mai 1684 gebilligt. Ob man mit dieser Summe für den Feldzug 1684 tatsächlich das Auskommen fand, erfahren wir leider nicht. Über die Kosten der Kampagne 1685 ist uns nur eine Teilrechnung (die Ausgaben bis 21. November 1685) erhalten, die sich auf 124.074 Gulden beläuft. Ein Voranschlag für den Feldzug des Jahres 1686 beziffert die unentbehrlichen Ausgaben mit 282.000 Gulden.⁸ Schließlich werden uns die Ausgaben der Kampagne 1687 mit 394.900 Gulden beziffert.⁹ Für die vier Feldzüge von 1684–1687 mußte die Grazer Hofkammer demnach über eine Million Gulden aufbringen. Von den Wiener Zentralstellen erhielt sie in diesem Zeitraum lediglich 200.000 Gulden – davon 100.000 Gulden sogar nur als Darlehen – zur Verfügung gestellt.¹⁰ Wie es dem Grazer Hofkammerpräsidenten Franz Adam Graf von Dietrichstein angesichts der ihm auferlegten Beschränkungen dennoch gelang, diese enorme Summe gleichsam nebenbei aufzubringen, muß erst erforscht werden.

Die militärischen Erfolge der Feldzüge 1684–1687

Das Jahr 1684 brachte die Eroberung von *Virovitica*, das am 22. Juli kapitulierte, nachdem zwei türkische Entsatz-Corps geschlagen worden waren. Nördlich der Festung

⁶ O. Pickl: (wie Anm. 2).

⁷ Ebd. S. 108 ff.

⁸ Ebd. S. 160 ff.

⁹ O. Pickl: (wie Anm. 4).

¹⁰ Ebd. und STLA (= Steiermärkisches Landesarchiv Graz), HK (=Hofkammer), 1687–II–22, fol. 17'–18 und fol.82f: Schreiben des Kaisers vom 22. März 1687.

wurde an der Drau bei Turanovac ein festes Lager mit einer Schiffsbrücke errichtet, wodurch man sowohl nördlich als auch südlich der Drau operieren konnte. Turanovac wurde in den folgenden Feldzügen zum Hauptnachschiebplatz für das Draucorps.

Im Feldzug von 1685 bestand die Aufgabe des Draucorps unter Feldmarschalleutnant Graf Leslie darin, durch einen Vorstoß gegen Osijek/Esseg den Nachschub des Feindes zu unterbrechen bzw. die 7 km lange Brücke von Osijek nach Darda zu zerstören. Graf Leslie konnte zwar am 13. August die Stadt Esseg/Osijek erobern, die im Zug dieser Kämpfe in Brand geriet und vollständig vernichtet wurde. Die Festung Osijek konnte ohne Belagerungsgeschütz doch nicht genommen werden. Von der „langen Brücke“ konnte nur die 1.100 Schritt lange Joch-Brücke am südlichen Draufer niedergebrannt werden.

Nach diesem eher mäßigen Ergebnis des Feldzuges von 1685 brachten die Operationen des Draucorps unter dem Kommando des Markgrafen Ludwig von Baden im Herbst 1686 erfreuliche militärische Erfolge. Vom 22. Oktober bis 12. November mußten sich die Festungen Fünfkirchen/Pécs, Siklós (am 30. Oktober) und schließlich Kaposvár (am 12. November) auf Gnade und Ungnade ergeben. In allen Fällen hatte die heftige Beschießung durch die innerösterreichische Artillerie-Abteilung entscheidend zum Erfolg beigetragen. Innerhalb weniger Wochen war Transdanubien südlich des Plattensees der türkischen Herrschaft entrissen worden, so daß die noch von den Türken gehaltenen Festungen Szigetvár und Kanizsa weit hinter den kaiserlichen Linien praktisch auf verlorenem Posten lagen.¹¹

Um diese militärischen Erfolge zu sichern, mußte die Grazer Hofkammer im Winter 1686/87 Besatzungen von Pécs/Fünfkirchen und Siklós unter den schwierigsten Bedingungen mit Proviant und Munition versehen. Unter größten Schwierigkeiten wurde z.B. Anfang Februar 1687 ein Nachschubkonvoi von rund 80 Fuhrwerken und Schlitten über eine Entfernung von rund 150 km von Koprivnica nach Pécs/Fünfkirchen geführt.¹² Dank dieser Leistungen der Nachschub-Organisation konnten die im Herbst-Feldzug eroberten Festungen Siklós und Fünfkirchen/Pécs nicht nur gehalten, sondern im Frühjahr 1687 auch zu einer Hauptnachschiebbasis für die militärischen Operationen des Jahres 1687 ausgebaut werden. Man errichtete nämlich im Frühjahr 1687 bei „Ottova“ südlich von Siklós an der Drau die sogenannte „Ludwigsschanze“, die zur Hauptnachschiebbasis ausgebaut und von der eine Schiffbrücke über die Drau geschlagen wurde. Diese Schiffsbrücke wurde – wie wir noch sehen werden – von entscheidender strategischer Bedeutung für den Feldzug des Jahres 1687.¹³

Im Feldzug des Jahres 1687 galt den Strategen – nach dem Fall von Ofen/Buda – die Rückeroberung von Osijek/Esseg und seiner „langen Brücke“ als die zweite entscheidende Voraussetzung für die endgültige Wiedergewinnung des Königreichs Ungarn. Das

¹¹ O. Pickl: (wie Anm. 2), S. 110 ff.

¹² O. Pickl: Nachschub für Pécs und Siklós im Kriegswinter 1686/87, ungedrucktes Manuskript aus dem Jahre 1977, das in den Publikationen des Transdanubischen Instituts der Ungarischen Akademie der Wissenschaften zu Pécs erscheinen sollte.

¹³ Eingehend über den Drauübergang und die folgenden Operationen: Boguth (wie Anm. 5), S. 62 ff und Sigismund Frh. von Bischoffhausen, Zum 250-Jahrgedächtnis des großen Türkenkrieges (1683–1699). Das Kriegsjahr 1687 und seine Bedeutung, in: Kaiser Karl Gedächtnisjahrbuch für 1937, Wien 1937, S. 52 f.

unter Feldmarschalleutnant Graf von Thurn operierende Draucorps in der Stärke von ca. 10.000 Mann sollte entlang der Drau vorrücken und diese für die Offensive gegen Esseg/Osijek so wichtige Nachschublinie freihalten. Das Corps vereinigte sich Ende Juni im Raume Fünfkirchen/Pécs mit der Hauptarmee; die kroatischen Grenzer unterstützten durch den Bau eines Brückenkopfes am südlichen Draufer den zwischen 6. und 9. Juli durch ein Hochwasser außerordentlich erschwerten Bau einer Schiffbrücke. Diese bestand wegen der infolge des Hochwassers enorm angeschwollenen Sümpfe zu beiden Seiten des Stromes aus nicht weniger als 25 (!) Teilbrücken. Man benötigte dazu das Material von nicht weniger als drei Schiffbrücken, die von der Grazer Hofkammer trotz der urwaldähnlichen Verhältnisse an der Drau rechtzeitig an den Einsatzort gebracht worden waren.¹⁴ Auf dieser Schiffbrücke setzte bis 13. Juli die Hauptarmee und bis 16. Juli auch das Armeecorps des Kurfürsten Max Emanuel auf das Südufer der Drau über. Der Vorstoß gegen Osijek/Esseg blieb jedoch erfolglos, weil man die Türken dort ganz gegen ihre sonstige Gewohnheit nicht im freien Feld sondern in einem mit Hilfe französischer Offiziere nach damaligem europäischen Muster angelegten und mit 60 Geschützen bestückten Lager antraf. Da die feindliche Stellung als unangreifbar erkannt wurde, trat die Armee am 21. Juli den Rückmarsch zur Draubrücke an, die am 23. Juli erreicht und an diesem sowie am folgenden Tag überschritten wurde, wonach man ein Drittel der Brücke abbrach.¹⁵ Diese Schiffsbrücke hatte es den kaiserlichen Feldherren ermöglicht, im unwegsamen Gelände an der unteren Drau so glücklich zu operieren, daß sie am 12. August 1687 am Berg Harsány nahe Mohács jenen glänzenden Sieg über die Türken erringen konnten, der von den Zeitgenossen ganz allgemein als „Rache für die Niederlage von Mohács im Jahre 1526“ betrachtet wurde.¹⁶

Nach diesem glänzenden Sieg erhielt das General Dünnewald unterstellte Draucorps den Auftrag, ganz Slawonien zwischen Drau und Save zu erobern. Dazu wurde das Corps Dünnewald auf eine Stärke von sechs Regimentern Infanterie und acht Kavallerieregimentern, d.h. rund 15.000 kaiserlichen Soldaten, gebracht. Zu ihnen stießen am 25. August im Raume Barc-Turanovac die ungarischen Milizen des Generals Batthyány und die kroatischen Grenzer. In den folgenden Wochen operierten die Kaiserlichen zwischen Drau und Save außerordentlich erfolgreich. Am 5. Oktober fiel ihnen die Stadt und die Festung Esseg/Osijek und deren so wichtige „lange Brücke“ in die Hände, die nach der Meinung des innerösterreichischen Hofkriegsrats-Präsidenten Graf Leslie den zweitwichtigsten strategischen Punkt Ungarns darstellte.

In den folgenden Wochen bis 25. Oktober eroberten die Truppen des Draucorps nicht nur die Festungen Erdud/Erdőd und Vukovar sondern auch die Festungen Požega, Cernik, Pakrac und Sirač, worauf ganz Slawonien westlich der Linie Osijek-Djakovo-Slawonsci Brod dem Kaiser huldigte.¹⁷ Der ungarische Reichstag erklärte noch im Oktober 1687 in Würdigung der errungenen militärischen Erfolge das Königreich Ungarn als ein

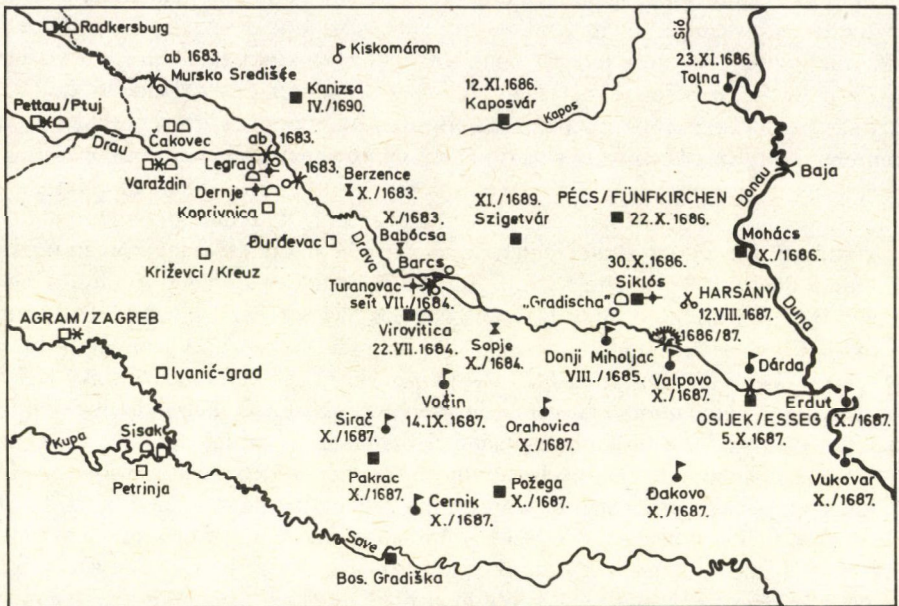
¹⁴ STLA., HK 1688–XI–37.

¹⁵ W. Boguth: (wie Anm. 5), S. 62 ff.

¹⁶ So führte z.B. eine 1687 gedruckte Denkmünze auf den Sieg am Berg Harsány die Umschrift „Wo Ludovici Niederlag 29. Aug. 1526 Kommt Leopoldi Sieg zu Tag 12. Aug. 1687“ (Röder von Duisburg, Feldzüge des Markgrafen Ludwig von Baden 2 (1842) 37). Kupferstiche zum Sieg am Berg Harsány im Ausstellungskatalog Kurfürst Max Emanuel. Bayern und Europa um 1700 (München 1976), besonders 38–93.

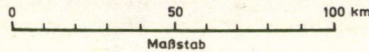
¹⁷ Ausführliche Darstellung der Operationen des Draucorps bei Boguth (wie Anm. 5), S. 118 ff.

Das Operationsgebiet des Drau-Corps 1684–1687



- | | | | | | | |
|-----|--|---|-------------------|-------------------------------|---|---|
| □ | kaiserliche Festung | ■ | türkische Festung | } mit Datum der Rückeroberung | * | kaiserliches Proviandamt |
| ⚡ | fester Platz | ⚡ | fester Platz | | + | Proviandhäuser, Hauptnachschubplätze |
| I | von Kaiserlichen zerstörte türkische Stützpunkte | | | | □ | Backöfen |
| ⊗ | Schlachtorte | | | |) | Schiffsbrücken mit Datum der Errichtung |
| ⚡ | befestigte Schanze | | | | | |
| --- | Grenze d. Hzgts. Steiermark | | | | | |

Entwurf: O. Pickl



Erbreich des Hauses Habsburg und verzichtete auf das in der goldenen Bulle von 1222 gewährte Widerstandsrecht.¹⁸

Der militärische Verlauf der Feldzüge von 1684–1687 ist in der Literatur bereits eingehend dargestellt worden; weitgehend unberücksichtigt aber blieb bisher, welchen entscheidenden Anteil die Logistik am so erfolgreichen Verlauf dieser Feldzüge hatte.

Die Versorgung des Draucorps in den Feldzügen 1684–1687 durch die Grazer Hofkammer

Wie schon oben gezeigt, hatte die Grazer Hofkammer die Feldzüge des Draucorps nicht nur zu finanzieren, sondern auch den gesamten Nachschub für die hier operierenden Truppen bereitzustellen. Im einzelnen waren dies:

¹⁸ Bischoffhausen (wie Anm. 13), S.59 f.

1. Proviant und Futter für die Soldaten und Pferde.
2. Pulver und Munition.
3. Alle sonstigen Kriegsrequisiten, wie z.B. Schanzzeug, Hufeisen, Hufnägel etc.
4. Schiffbrücken für Drau und Save.
5. Ausrüstung und Bespannung der innerösterreichischen Artillerieabteilung mit 15 bis 30 „Stücken“ und des Proviantfuhrwesens.
6. Der Transport dieser Nachschubgüter auf dem Wasserweg von Mur, Drau und Save in die bis zu 600 km entfernten Operationsgebiete an der unteren Drau und schließlich
7. Die Errichtung von Feld-Propviantmagazinen und Feldbäckereien im Operationsgebiet.¹⁹

Die Anforderungen, welche der Wiener Hofkriegsrat und das Wiener General-Feldkommissariat an die Innerösterreichische Hofkammer für die Feldzüge 1684–1687 stellten, waren enorm. Sie konnten von der Grazer Hofkammer dank der von Kaiser Leopold I. zurecht immer wieder gerühmten „eifrigen Sorgfalt und Wachsamkeit“ des Präsidenten, Franz Adam Graf von Dietrichstein, und des persönlichen Einsatzes der Grazer Hofkammerbeamten jedoch erfolgreich gemeistert werden.²⁰

Ad 1) Proviant und Futter

Wie unsere Tabelle zeigt, wurde an Proviant zur Verpflegung des Draucorps in den Feldzügen 1684–1687 jährlich 80 bis 90.000 Pfundzentner (= 4.480 bis 5.040 t) Mehl gebraucht. Die verlangte Hafermenge stieg von 10.000 Viertel (= 8.000 hl) im Jahre 1684 auf schließlich 50.000 Viertel (= 40.000 hl) im Jahr 1687.²¹ Über den tatsäch-

Tabelle 1 Proviant und Futter

Feldzug	Voranschlag Getreide/Mehl	Hafer	Verbrauch		Vorrat am Ende des Feldzuges	
			Mehl	Hafer	Getreide/Mehl	Hafer
1684	90.000 V(iertel) (5.040 t)	10.000 V (8.000 hl)	?	?	100.000 V (5.600 t)	20.000 V (16.000 hl)
1685	90.000 V (5.040 t)	20.000 V (16.000 hl)	?	?	100.350 V (5.606 t)	24.500 V (19.600 hl)
1686	80.000 q Mehl (4.480 t)	50.000 hl Metzen (28.000 hl)	?	?	60.000 Zentner (3.364 t)	18.250 V (15.859 hl)
1687	90.000 q Mehl (5.040 t)	50.000 V (40.000 hl)	79.318 q (4.441 t)	32.522 V (26.018 hl)	43.550 q Mehl (2.439 t)	14.615 V (10.229 hl)

q = Pfundzentner à 56 kg

¹⁹ O. Pickl: (wie Anm.2), S. 119 ff.

²⁰ Entsprechende Befehle des Kaisers vom 24. und 31. Jänner 1687, in: STLA., HK 1687-II-22.

²¹ Vgl. Tabelle 1

lichen Verbrauch an Proviant und Fourage werden wir jedoch nur für die Kampagne 1687 genauer informiert; er betrug damals 4.441,8 t Mehl und 26.018 hl Hafer.²² Bemerkenswert scheint, daß die Truppen des Draucorps entweder aus den Feldbäckereien mit Brot oder Biskotten (die Portion zu 0,56 kg) versorgt wurden; nur wenn dies nicht möglich war, wurden an die Truppen Mehl ausgegeben.

In diesem Zusammenhang ist darauf zu verweisen, daß eine Menge von 5.600 t Mehl und „Getreide“ (= Roggen und Weizen) dem Ernteertrag von mindestens 9.500 ha Ackerland bzw. etwa einem Viertel der damaligen Weizen- und Roggenernte des Herzogtums Kärnten entsprach. 50.000 Viertel Hafer (= 40.000 hl) aber machten der Ernteertrag von 3.250 bis 3.500 ha Ackerfläche aus. Insgesamt benötigte man daher für den Proviant- und Fouragebedarf einer Kampagne die Ernte von rund 13.000 ha Ackerfläche.²³

Mit dem Ankauf des Getreides für den Feldzug des folgenden Jahres wurde regelmäßig schon im Herbst begonnen. Die Hofkammer hatte dazu *Getreideaufkäufer* bestellt, die für Kärnten die Orte Völkermarkt, Lavamünd und Dravograd/Unterdrauburg und in der Steiermark die Orte Judenburg, Knittelfeld, Bruck und Cilli/Celje zu *Legstätten* bestimmt hatten. Bis dorthin war das Getreide durch die Verkäufer zu transportieren. Häufig erfolgte die Vermahlung des Getreides bereits in den Legstätten. Von dort bzw. den Mühlen wurde das Getreide – bzw. meistens schon das Mehl – in Fässern auf Mur, Drau und Save zu den kaiserlichen Proviantämtern bzw. in die Feldmagazine verfrachtet. *Proviantämter* waren in der Steiermark Graz, Radkersburg, Fürstenfeld, Marburg (Maribor, Pettau) Ptuj und Cilli/Celje. Als Feldmagazine dienten 1684 zunächst Legrad und Dernje und nach der Eroberung von Virovitica das im Sommer 1684 an der Drau errichtete Feldlager Turanovac. Turanovac blieb bis 1687 der Hauptnachschub-Stützpunkt des Draucorps; erst 1687 wurde nahe der Ludwigschanze südlich von Siklós ein neues Hauptnachschublager samt Feldbäckerei errichtet.²⁴

Dank der weit vorausplanenden Aktivitäten der Grazer Hofkammer war am Ende der jeweiligen Feldzüge meist schon der gesamte Proviantbedarf für die kommende Kampagne vorrätig. Schwieriger war stets die Bereitstellung der ausreichenden Fourage für die Pferde; die Aufbringung des Hafers war meist eine weit schwierigere Aufgabe als die Bereitstellung des Proviantes für die Soldaten.

Der Preis für Getreide und Hafer stieg infolge des alljährlichen großen Bedarfs der Armee im Laufe der Jahre nicht unerheblich an. 1684 hatte er je Viertel (= 80 l) betragen: Bei Weizen 1 fl 30 kr, bei Korn 1 fl und bei Hafer 36 kr. Diese Preise stiegen bei Weizen auf 2 fl, bei Korn auf 1 fl 30 kr und bei Hafer auf 45 bis 50 kr.

²² STLA., HK 1688–XI–37

²³ R. Sandgruber, Österreichische Agrarstatistik von 1750–1918, in: *Histor. Statistik Österreich-Ungarns*, hrsg. von A. Hofmann und H. Matis. Nach Tabelle 48 lag 1789 der Ernteertrag bei Getreide in Kärnten und Steiermark bei 670 kg/ha. Wenn wir für die Zeit um 1680 inklusive der Mahlverluste einen Hektarertrag von ca. 600 kg annehmen, kommen wir auf eine Ertragsfläche von ca. 9500 ha Ackerland. Im Herzogtum Kärnten betrug 1789 die Ernte an Weizen: 7.200 t, an Roggen: 24.000 t, insgesamt: 31.200 t. Demnach entsprachen um 1684 5.600 t Mehl und schweres Getreide vermutlich einem Fünftel oder sogar einem Viertel der damaligen Kärntner Weizen- und Roggenernte. Um 1789 lag der Haferertrag im Herzogtum Kärnten bei etwa 630 kg/ha. Wir nehmen für die Zeit um 1680/90 einen Hektarertrag von etwa 550 kg Hafer an.

²⁴ O. Pickl: (wie Anm. 2), S. 126 ff. und wie Anm. 4. S. 338 f.

Ad 2) Pulver und Munition

Die Bereitstellung des Pulvers und der Munition war Aufgabe des Grazer Hofzeughauses und dessen Inspektors Viktor Jakob Graf von und zu Prandegg. Das Pulver kam seit 1684 zum erheblichen Teil aus dem Kirchenstaat nach Triest und wurde von dort in Lagn (à 107 kg Pulver) über Ljubljana, Zagreb nach Koprivnica transportiert. Im Feldzug 1687 benötigte das Draucorps rund 1.350 Zentner (= 75,5 t) Pulver im Wert von etwa 40.400 Gulden.²⁵

Die Herstellung der Munition (Bomben, Granaten, Handgranaten etc.) und der sonstigen „Feuerwerksrequisiten“ erfolgte größtenteils im Grazer Hofzeughaus. Dort war ein Hoffeuerwerks-Laboratorium eingerichtet, in dem die bei der innerösterreichischen Artillerieabteilung dienenden Feuerwerker und Büchsenmeister ausgebildet wurden.²⁶

Der Munitionsverbrauch war beachtlich; allein in der Kampagne 1687 verbrauchte das Draucorps: 781 Zentner Lunt (= 43,8 t) und an Munition 8.000 Geschütz-Kugeln aller Kaliber, 800 Bomben, 443 Kartätschen, 9.600 Handgranaten und 1.100 Pechkränze sowie 1.384 Zentner Blei (= 77,7 t) für Musketen- und andere Kugeln.²⁷

Ad 3) Sonstige Kriegsrequisiten

Dazu gehörte vor allem das gesamte Schanzzeug und die Ausrüstung der Feldbäckereien sowie Hufeisen und -nägel. Allein die Requisiten für die Campagne 1687 kosteten über 7.400 Gulden.²⁸

Ad 4) Schiffbrücken

In den Feldzügen entlang der Drau hatten in den Jahren 1684–1687 Schiffbrücken stets eine wichtige Rolle gespielt. Schon 1683 hatte man bei Mursko Središče eine Schiffbrücke über die Mur und bei Legrad und Dernje Schiffbrücken über die Drau geschlagen. Dazu kam im Sommer 1684 die wichtige Schiffbrücke beim Feldlager Turanovac. Für den Feldzug des Jahres 1687 benötigte man nicht weniger als vier Schiffbrücken und eine „fliegende Brücke“, wofür allein das erforderliche Seilwerk 2.770 Gulden kostete.²⁹ Wie schon oben gezeigt, bestand die im Feldzug 1687 südlich von Siklós bei der „Ludwigsschanze“ über die Drau geschlagene Schiffbrücke infolge des Hochwassers aus 25 Teilbrücken, für die man das Material von drei Schiffbrücken benötigte.

²⁵ STLA., HK 1687–II–80 und 1688–XI–37, fol.8 f.

²⁶ STLA., HK 1687–IV–35.

²⁷ STLA., HK 1688–XI–37, fol.8 f.

²⁸ O. Pickl: (wie Anm.4) S.328. und STLA., HK 1687–I–88 und 1687–I–90 bzw. 1688–XI–37, fol.10 f.

²⁹ STLA., HK 1687–II–22, fol.47. •

Ad 5) Die Ausrüstung der innerösterreichischen Artillerieabteilung und des Proviant-Fuhrwesens

Die innerösterreichische Artillerieabteilung, die von der Grazer Hofkammer aufgestellt worden war, hatte bereits im Herbst 1683 mit sechs Geschützen die „Kastelle“ Neuhaus und F. Lendva/Oberlimbach sturmreif geschossen.³⁰

Die innerösterreichische Artillerie nahm auch an allen Feldzügen der Jahre 1684–1687 teil, erscheint aber nie in der offiziellen Ordre de Bataille, weil die Feuerwerker und Büchsenmeister als Spezialisten damals noch nicht zu den Soldaten gezählt wurden.

Im Feldzug 1684 umfaßte die innerösterreichische Artillerieabteilung 13 Geschütze mit einer Bespannung von 244 Pferden. 146 Pferde davon waren bloß angemietet, was während der Kampagne 1684 2.080 Gulden kostete. Für die Kampagne des Jahres 1685 wurden daher rund 400 Pferde für die Artillerieabteilung und den Fuhrpark angekauft, was Kosten von 11.847 Gulden ergab. Die Unterhaltung der jungen Constabler während dieses Feldzuges kostete 2.880 Gulden. Allein diese beiden Posten in der Höhe von 14.727 Gulden stellten 12 % der Ausgaben für die Kampagne 1685 dar.³¹

Im Voranschlag für den Feldzug des Jahres 1686 sind für den Ersatz fehlender Artilleriepferde die Fouragierung der Pferde und den Unterhalt der Offiziere und Bedienten der Artillerieabteilung und des Fuhrparks 20.000 Gulden eingesetzt; für Ausbesserungen am Artilleriefuhrpark 7.000 bis 8.000 Gulden und für die Beschaffung von Munition 15.000 Gulden. Diese Summe von 43.000 Gulden entsprach 15 % der Gesamtausgaben von 282.000 Gulden.³² Am erfolgreichen Herbstfeldzug des Markgrafen Ludwig von Baden hatte die innerösterreichische Artillerieabteilung entscheidend mitgewirkt. Die Besatzungen der Festungen Pécs/Fünfkirchen, Siklós und Kaposvár hatten nämlich der Beschießung durch die 20 „Stücke“ der innerösterreichischen Artillerie nicht widerstehen können. Zuletzt hatte am 12. November 1686 Kaposvár nach viertägiger heftiger Beschießung kapitulieren müssen. Bei dieser Belagerung waren fünf Grazer Büchsenmeister gefallen. Fünf weitere Grazer Constabler waren infolge der geradezu unmenschlichen Strapazen so schwer erkrankt, daß man sie nach Graz transportieren mußte.³³ Nach dem Ende des Feldzuges 1686 war die innerösterreichische Artillerie und das ihr angeschlossene Proviantfuhrwesen durch die weiten Märsche und Strapazen schwerstens mitgenommen und größtenteils ruiniert. Für den Feldzug des Jahres 1687 war daher die Neuaufstellung und Ausrüstung der innerösterreichischen Artillerie und ihres Fuhrparks eine der wichtigsten Aufgaben der Grazer Hofkammer. Da 12 Geschütze der innerösterreichischen Artillerie an verschiedene Festungen, darunter eine 24pfündige halbe Karthaune auch an Ofen/Buda abgegeben worden waren, mußte man für den Feldzug 1687 durch den Grazer Hof-Stückgießer Metartus Reig sechs halbe Karthaunen und vier 12pfündige Viertelkarthaunen neu gießen lassen. Insgesamt verfügte die innerösterreichische Artillerie im Feldzug 1687 über 30 Geschütze, 268 „Bediente“ und 414 Pferde.³⁴

³⁰ O. Pickl: (wie Anm.2), S. 108 ff.

³¹ Ebd., S. 110 ff.

³² Ebd., S. 158 ff.

³³ Ebd., S. 148 ff.

³⁴ STLA., HK 1687–II–22, fol.47 und HK 1687–II–22, fol.54.

Das Proviantwesen umfaßte angefangen von den Proviantekäufern alle Verwalter und Bediensteten der kaiserlichen Proviantämter mit insgesamt 257 Personen, darunter während der Feldzüge jeweils vier Bäckermeister und 140 Bäckerjungen. Die Besoldung dieser 257 Männer kostete 2.500 Gulden pro Monat.³⁵

Im übrigen verfuhr die Innerösterreichische Hofkammer bei der Verpflegung aller ihr unterstehenden Offiziere und Mannschaften außerordentlich sparsam; die dem Wiener Hofkriegsrat unterstellten Proviantoffiziere und „Bedienten“ erhielten wesentlich höhere Rationen als in Innerösterreich üblich, wodurch die Grazer Hofkammer pro Feldzug mehr als 30.000 Gulden einsparte.

Schließlich hatte die Grazer Hofkammer für den Feldzug des Jahres 1687 erstmals einen Medikus und auch einen bewährten Chirurgen, der zugleich die Aufgaben eines Feldapothekers erfüllen sollte, ins Feld gestellt.³⁶

Mit der Artillerieabteilung war das Proviantfuhrwesen verbunden. Für den Fall, daß die Armee sich vom Wasserweg der Drau entfernte und der Proviant zu Land nachgeführt werden mußte, hatte der aus Wien an die Drau entsandte Wiener Proviantkommissar Elias Holzer hierfür 150 Proviantwagen veranschlagt, die jeweils von sechs Ochsen oder vier Pferden gezogen werden sollten. Das hätte aber allein für das Proviant-Fuhrwesen 900 Ochsen oder 600 Pferde notwendig gemacht.³⁷ Tatsächlich standen der innerösterreichischen Artillerieabteilung sowohl für den Transport der Geschütze, der Protzen, Munitionswagen und des gesamten sonstigen Zubehörs als auch für die Proviantfahrten 1684 lediglich etwa 230 und 1687 ca. 400 Pferde zur Verfügung.³⁸ Daher kam es beim Draucorps immer dann zu ernsthaften Nachschubschwierigkeiten, wenn sich die Truppen vom Wasserweg der Drau entfernten. Im Herbst 1684 z.B. benötigte allein die kroatische Miliz täglich mindestens 12.000 Portionen Brot (à 0,56 kg), d.h. im Gesamtgewicht von 6,72 t. Solche Mengen Proviant konnten auf den grundlosen Wegen an der Drau nur äußerst schwer und langsam transportiert werden, wenn die Artillerie dem Proviantfuhrwesen überhaupt Zugtiere zu diesem Zweck zur Verfügung stellen konnte. Wenn sich das innerösterreichische Corps von der Drau entfernte, fehlte es den Truppen daher regelmäßig an Proviant, während in den Hauptnachschatlagern Legrad, Dernje und Turanovac das auf den Plätten angelieferte Brot und Mehl bei längerer Wartezeit verdarb. Man suchte sich daher ab 1686 so zu behelfen, daß jedes Regiment gegen eine entsprechende Entschädigung seinen Proviant bei den Hauptnachschatplätzen an der Drau selbst abholen und die Proviantfahrten über Land selbst besorgen sollte.³⁹ Auf diese Weise war die Verproviantierung der Truppen tatsächlich am besten gewährleistet. Schwierigkeiten ergaben sich beim Provianttransport mit Fuhrwerken nördlich der Drau vor allem daraus, daß die türkische Besatzung von Szigetvár die Nachschubkonvois immer wieder überfiel. Das führte etwa bei der Belagerung von Kaposvár (vom 8. bis 12. November 1686) dazu, daß die innerösterreichische Artillerieabteilung bei großer Kälte vier Tage lang ohne Verpflegung blieb. Auch im Herbst 1687 kam es wegen der grundlosen Wege zu ernstlichen Nachschubschwierigkeiten, weil General Dünnewald, der aus dem Raum Tura-

³⁵ STLA., HK 1688–XI–37, fol. 57–61.

³⁶ STLA., HK 1688–XI–37, fol. 86.

³⁷ O. Pickl: (wie Anm.2), S. 154 ff, Voranschlag für 1685/86.

³⁸ STLA., HK 1687–II–22, fol.55 ff und HK 1688–XI–37, fol.12 bzw. fol.20 f.

³⁹ O. Pickl: (wie Anm.2), S.110 ff.

novac/Virovitica in Richtung Vocin/Požega operierte, keine Nachricht hinterließ, wohin den Truppen der Proviant auf dem Landweg nachtransportiert werden sollte.⁴⁰

Ad 6) Der Transport der Nachschubgüter in die Operationsgebiete

Die zweifellos schwierigste Aufgabe der Grazer Hofkammer bestand darin, die ungeheuren Mengen an Proviant, Fourage, Munition, Schanz-Schiffbrückenmaterial und sonstigen Kriegsrequisiten in die Operationsgebiete an der unteren Drau zu bringen. Immerhin betrug die Entfernung von den obersteirischen Proviantlegestätten Neumarkt, Judenburg und Knittelfeld ins Operationsgebiet etwa 600 km und auch von Graz bzw. Radkersburg, Marburg/Maribor und Pettau/Ptuj betrug der Nachschubweg bis Osijek/Esseg 500 bis 540 km. Man mußte daher für den Nachschub die Wasserwege von Mur und Drau bestmöglich nutzen. Da eine Schifffahrt mit Gegentrieb auf der in unzähligen Armen und Meandern dahinfließenden und vielfach durch hereinhängende Bäume fast gesperrten Drau nicht möglich war, konnte man hier als Transportfahrzeuge lediglich Flöße und Plätten flußabwärts einsetzen. Da auf der Mur die Plättenfahrt von Knittelfeld an seit altersher schon eingerichtet war, standen hier ab 1684 auch für den Transport der militärischen Nachschubgüter Plätten im allgemeinen im ausreichenden Maße zur Verfügung.⁴¹ Bis Radkersburg ergaben sich für die Floß- und Plättenfahrt kaum Probleme; von Radkersburg murabwärts aber wurde der Wassertransport schwierig. Die Radkersburger Floßmeister durften die Nachschubplätten nämlich nur bis zur ungarischen Grenze bei Mursko Stretisce/Szerdahely führen. Von hier an mußte man nämlich mit Überfällen durch die Besetzungen der noch türkischen Festungen Kanizsa bzw. Szigetvár auf die Transporte rechnen; deshalb übernahmen von Szerdahely an bis Legrad am Zusammenfluß von Mur und Drau die Zrinyischen Hajducken den Transport. Von Legrad und dem nur unweit südlich davon gelegenen Proviantmagazin Dernje bis zum Hauptnachschubplatz Turanovac (Luftlinie 70 km, Wasserweg ca. 90 km) wurden die Plätten- und Flößentransporte auf der Drau meist von kroatischen Grenzern durchgeführt. Die vier Mann Besatzung einer Platte erhielten dafür 12 Gulden, d.h. 3 Gulden pro Kopf. Besonders teuer waren dann die Transportkosten vom Hauptnachschublager Turanovac weiter nach Gradisca bzw. bis zu der 1686/87 nahe „Ottova“ südlich von Siklós an der Drau errichteten Schanze. Im Spätherbst 1686 verlangten die dafür eingesetzten kroatischen Hajducken als Fuhrlohn für die Strecke Legrad-Siklós bereits 9 Gulden.⁴²

Die auf der Mur üblichen Plätten waren für den militärischen Nachschub auf der Drau ab Legrad wesentlich besser geeignet als die auf der Drau üblichen Flöße. Hier konnte man nämlich wegen der gefährlichen Klippen zwischen Unterdrauburg und Fala nur Flöße verwenden. Da aus Kärnten wöchentlich etwa 7 bis 10 Flöße nach Marburg/Maribor kamen, hatte 1684 der kaiserliche Proviantverwalter von Marburg/Ma-

⁴⁰ STLA., HK 1687–XI–20, fol.3 bzw. fol.43 ff.

⁴¹ O. Pickl: (wie Anm.2), S.145 f und 153 f.

⁴² Ebd., S. 134 f und STLA, HK 1687–V–72, Bericht des S.J.Stupan.

ribor von März bis Anfang August 114 Flöße angekauft, die für Nachschub- und Militärtransporte verwendet werden konnten.⁴³

1685 hören wir, daß für den Feldzug 282 Plätten und 293 Flöße zum Transport der Nachschubgüter eingesetzt worden waren. Die Ausgaben für die Floß- und Plättenfahrt der Kampagne 1685 wurden von der Grazer Hofkammer mit bloß 4.880 Gulden beziffert, was nicht ganz 9 Gulden Transportspesen pro Platte bzw. Floß ergibt. Im auffälligen Gegensatz dazu steht die Tatsache, daß im Voranschlag für das Jahr 1686 die Transportkosten von Graz bis Turanovac pro Platte mit 46 Gulden und pro Floß mit 54 Gulden angegeben wurden. Allein für den Abtransport der an der Mur und Drau liegenden Getreidevorräte berechnete man für die Kampagne des Jahres 1686 rund 70.000 Gulden an Transportspesen.⁴⁴

Der von Wien an die Drau entsandte kaiserliche Proviantoffizier Elias Holzer hatte für die Versorgung des Drau-Corps im Feldzug von 1686 mit 24.000 Portionen Brot täglich die geradezu gigantische Summe von 4.300 Plätten errechnet, deren Beschaffung 77.500 Gulden gekostet hätte. Die Grazer Hofkammer löste diese Aufgabe 1686 dann tatsächlich mit bloß 600 Plätten bzw. Flößen, d.h. einem Siebentel der von Elias Holzer errechneten Menge. Selbst diese Zahl von Plätten und Flößen aber war nur aufzubringen gewesen, weil man rechtzeitig entsprechende Kontrakte mit den Floß- und Plättenmeistern von Bruck, Leoben, Knittelfeld und Judenburg abgeschlossen und diese zur Lieferung einer entsprechenden Anzahl von Plätten und zum Transport des Getreides aus den obersteirischen „Legstätten“ nach Graz verpflichtet hatte.⁴⁵

Aufgrund der 1686 gewonnenen Erfahrungen schloß man auch für den Feldzug des Jahres 1687 entsprechende Kontrakte ab und verpflichtete die obersteirischen Floß- und Plättenmeister zur Lieferung von 600 ganzen Plätten. Zusammen mit den im Handelsverkehr auf der Drau verwendeten Flößen konnten die für den Nachschub der Kampagne 1687 benötigten Transportkapazitäten von schließlich insgesamt 764 Plätten und Flößen tatsächlich gesichert werden.⁴⁶

Die Ausgaben für Plätten und Flöße und die Transportkosten ins Operationsgebiet stellten stets einen Hauptposten unter den Gesamtausgaben dar. Für den Feldzug 1686 waren sie mit rund 100.000 Gulden und damit mehr als einem Drittel der Gesamtausgaben von 282.000 Gulden veranschlagt worden.⁴⁷

Die Mengen an Truppen, Proviant, Artillerie, Munition, Schiffbrückenmaterial und sonstigen Kriegsrequisiten, die 1687 auf Mur und Drau ins Operationsgebiet transportiert wurden, war imposant. Allein vom 10. Mai bis 21. Juli hatte man 2.360 t Proviant (Mehl, Biskotten und Brot) und 3.980 hl Hafer (= ca. 300 t) in das südlich Siklós an der Drau neu errichtete Magazin transportiert.⁴⁸ Von Graz war die gesamte innerösterreichische Artillerieabteilung mit dem Proviantfuhrwesen und das Material für eine fliegende und drei weitere Schiffbrücken ins Operationsgebiet gebracht worden. Die Gesamt-

⁴³ O. Pickl: (wie Anm.2), S. 112 ff.

⁴⁴ Ebd., S. 151 ff.

⁴⁵ Ebd., S. 145 und 161.

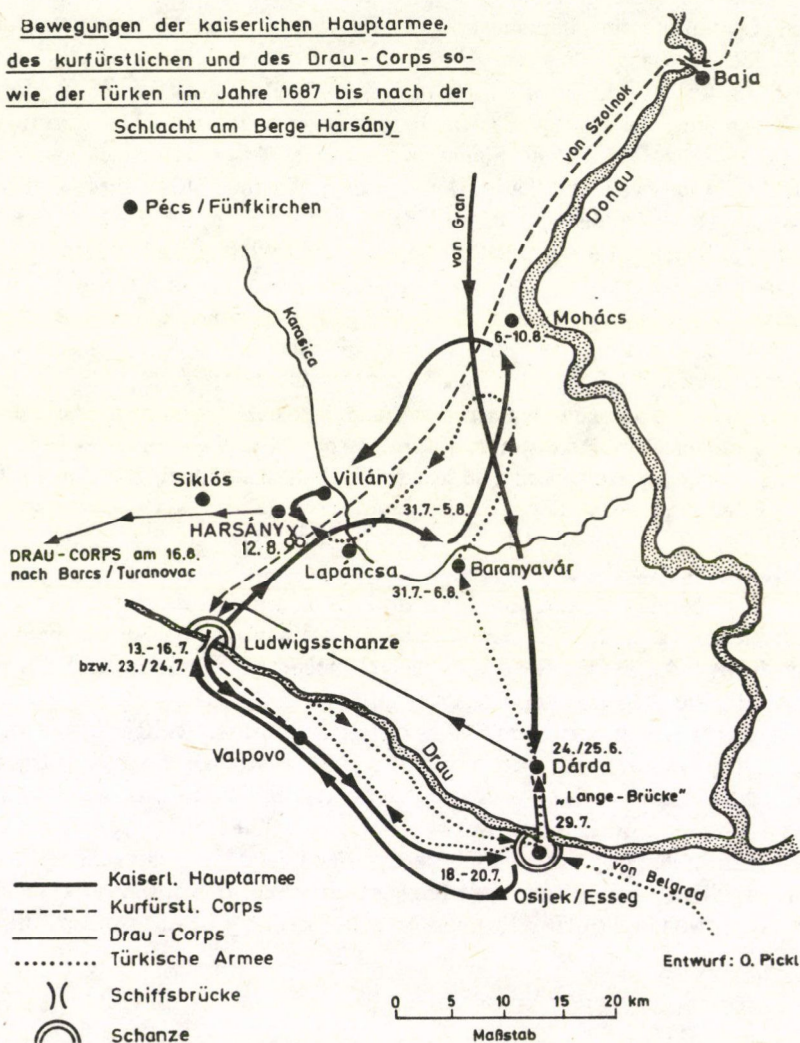
⁴⁶ STLA., HK 1687-I-66 und 1687-II-22. Bericht des Johann Karl Apostel von Apostelen vom 25. Februar sowie STLA., HK 1688-XI-37.

⁴⁷ O. Pickl: (wie Anm.2), S. 156 ff.

⁴⁸ STLA., HK 1687-VI-30 und HK 1687-VII-44, Beilage 3.

transportmenge an Kriegsmaterial und Nachschubgütern für den Feldzug 1687 kann auf 15.000 bis 20.000 t geschätzt werden.⁴⁹ Getreide und Mehl waren aus dem Raum Neumarkt/Judenburg über rund 600 km, Waffen und Munition zumeist aus Graz über rund 500 km Wasserweg an die untere Drau bei Siklós und Esseg/Osijek befördert worden. Angesichts der urwaldähnlichen Verhältnisse, die die Fahrt mit Plätten und Flößen auf der unteren Drau enorm erschwerten, kann man zweifellos von einer hervorragenden Transportleistung der Nachschuborganisation sprechen.

Bewegungen der kaiserlichen Hauptarmee,
des kurfürstlichen und des Drau-Corps so-
wie der Türken im Jahre 1687 bis nach der
Schlacht am Berge Harsány



⁴⁹ O. Pickl: (wie Anm.4) und O. Pickl: Mur und Drau als Verkehrswege nach dem Südosten, *Int. Kulturhist. Symposion Mogersdorf 7*(1977), S. 225–240, hier S. 230.

Ad 7) Die Errichtung von Feldproviand-Magazinen und Feldbäckereien

Während man 1685 das für die Armee bestimmte Brot zum erheblichen Teil noch in Graz, Radkersburg, Marburg/Maribor und Pettau/Ptuj und nur geringere Quantitäten in Legrad ausgebacken hatte, waren für den Feldzug des Jahres 1686 in Legrad und Dernje jeweils 12 neue Backöfen errichtet worden. Dadurch standen in Legrad insgesamt 17 und in Dernje insgesamt 15 Backöfen zur Verfügung. Ebenso hatte man 1686 in Virovitica zu den bereits vorhandenen weitere sechs Backöfen erbaut. Das ergab somit in der unmittelbaren Etappe zwischen Legrad und Vitrovitica etwa 40 Backöfen.⁵⁰ Als Hauptnachschubplätze dienten daher ab 1686 Legrad, Dernje und das feste Lager bei Turanovac nördlich Virovitica. Da die Drau im Winter jedoch zufror, mußte man die Festungen Pécs/Fünfkirchen und Siklós im Winter 1686/87 von Koprivnica aus über eine Entfernung von 150 km Landweg verproviantieren. Da die Konvois ständig von Überfällen durch die türkische Besatzung von Szigetvár gefährdet waren, stellt die Verproviantierung dieser Festungen durch Nachschubkonvois eine ganz außergewöhnliche logistische Leistung dar.⁵¹

Da sich die Operationen des Jahres 1687 in das Mündungsgebiet der Drau verlagern würden, erhielt die Grazer Hofkammer schon im Jänner 1687 den Auftrag, südlich von Siklós an der Drau an geeigneter Stelle 30 Backöfen und die notwendigen Magazine sowie die Unterkünfte für die bei der Feldbäckerei Beschäftigten errichten zu lassen. Voraussetzung dafür war allerdings, daß seitens der Kommandanten von Siklós und Fünfkirchen/Pécs die Schanze bei „Ottova“ – die später als „Ludwigsschanze“ bezeichnet wurde – entsprechend befestigt und militärisch gesichert werde.⁵² Außerdem war es notwendig, die für den Bau der 30 Backöfen notwendigen Materialien in der Umgebung von Siklós aufzubringen. Die Vorbereitungsarbeiten wurden dem innerösterreichischen Proviandoffizier Michael Mayer übertragen, der in Fünfkirchen stationiert war.⁵³ Er forderte zum Bau der Backöfen 30 Maurer, 20 Zimmerleute und 60 Handlanger an. Obwohl eine Werbeaktion in Graz keinen Erfolg hatte, weil sich kein Grazer Handwerker für diese gefährliche Arbeit bei Siklós meldete,⁵⁴ standen Anfang Mai 20 Maurer mit einem Polier, 20 Zimmerleute samt einem Meister, 4 Schmiede und 1 Binder bereit. Mit ihnen reisten auch 1 Bäckermeister und 44 Bäckerjungen zum Bau des Magazins bei Siklós ab; sie wurden zunächst als Handlanger eingesetzt.⁵⁵ Der Bau des Magazins und der Backöfen wurde so energisch vorangetrieben, daß am 20. Juli dort bereits 20 Backöfen in Betrieb standen, in denen innerhalb von 24 Stunden 22.000 bis 24.000 Portionen Brot gebacken werden konnten. Zehn weitere Backöfen waren noch in Bau. Die Feldbäckerei in

⁵⁰ O. Pickl: (wie Anm.2), S. 145.

⁵¹ O. Pickl: (wie Anm. 12).

⁵² Diese im Spätherbst 1686 angelegte Schanze bei Ottova wurde in der Nacht vom 6. auf 7. März 1687 von etwa 800 Janitscharen und 200 Spahis überfallen und mit Handgranaten angegriffen. Die Hälfte der 60 Hajduken, welche die Schanze verteidigten, war bereits gefallen, da kam Oberstwachmeister Baron Orlick der bedrängten Besatzung gerade zur rechten Zeit mit 400 Reitern und einigen Kroaten zu Hilfe. Er griff die überlegenen Türken beherzt an, so daß 600 Türken auf der Wallstatt blieben und 40 Gefangene eingebracht werden konnten. Auf kaiserlicher Seite hatte man bloß 5 Tote und 8 Verwundete zu verzeichnen. – O. Pickl: (wie Anm.2), S. 154, Anm. 184.

⁵³ STLA., HK 1687–II–22, fol. 82 ff Punkt 8.

⁵⁴ STLA., HK 1687–IV–22 und HK 1687–IV–31 (für Kärnten).

⁵⁵ STLA., HK 1687–V–72, Extract.

Pécs/Fünfkirchen konnte zur gleichen Zeit pro Tag 20.000 Portionen herstellen. Damit standen der Truppe allein im Raum Fünfkirchen/Siklós täglich 42.000 bis 44.000 Portionen Brot zur Verfügung.⁵⁶ Insgesamt waren während des Feldzuges 1687 bei den vier Feldbäckereien (Legrad, Dernje, Fünfkirchen und bei Siklós) vier Bäckermeister und 140 Bäckerjungen tätig, die monatlich mit 1.110 Gulden besoldet wurden.⁵⁷

Die Feldbäckereien von Fünfkirchen und Siklós erleichterten die Operationen im Gebiet an der unteren Drau und gegen Ossijek/Esseg ganz entscheidend und machten die schwierigen und kostspieligen Transporte von Legrad und Dernje her vorübergehend überflüssig. Erst als General Dünnewald Ende August aus dem Raum Turanovac-Virovitica in Richtung Vozin-Požega operierte, wurde ein Teil der Bäckerjungen von Siklós nach Dernje versetzt, weil die Verproviantierung der Truppen von dort und von Legrad aus drauabwärts leichter möglich war. Die schwere Erkrankung eines Großteils der Bäckerjungen in Legrad führte jedoch dazu, daß von den 17 Backöfen dort nur sieben in Betrieb standen. Man versuchte daher mit Hilfe von Soldaten des oberrheinischen Regiments zu Fuß, die in Legrad stationiert waren, den Betrieb der Feldbäckerei weiterzuführen.⁵⁸

Nach der Eroberung von Esseg/Osijek am 5. Oktober besserte sich die Versorgungslage der Truppen an der unteren Drau entscheidend, weil in Esseg ein erheblicher Proviantvorrat erbeutet wurde. Allerdings mußte davon der an der Donau operierenden Hauptarmee Proviantmehl für vier Tage abgetreten werden.⁵⁹ Leider gab es in Esseg/Osijek keine Backöfen, so daß den dort stationierten 30 Kompanien anstelle von Brot das Mehl in natura ausgefolgt wurde und jede Kompanie ihr Brot selbst backen sollte. Ebenso fehlte es an Salz und auch die Beischaffung des nötigen Brennholzes fiel schwer. Elias Holzer hoffte jedoch Mitte Oktober, noch vor Einbruch des Winters, für die Garnison Esseg „interimistisch“ drei Backöfen errichten zu können.⁶⁰

Im November 1687 mußte die Verproviantierung von sieben Festungen zwischen Plattensee und der Save für insgesamt sieben Monate (bis 30. Mai 1688) erfolgen. Dazu waren insgesamt 11.719 Zentner (= 656,3 t) Mehl notwendig. Die Grazer Hofkammer hatte jedoch bis Anfang Dezember nicht nur diese Menge sondern darüber hinaus weitere 2.182 Zentner (= 167 t) Mehl in die Festungen Virovitica, Vočín, Valpovo, Esseg, Siklós, Fünfkirchen und Kaposvár geliefert, so daß diese Plätze den Winter 1687/88 hindurch von ihren Besatzungen gehalten werden konnten.⁶¹

Zur Verproviantierung der in Slawonien nahe der Save gelegenen Festungen hatte General Dünnewald aus den umliegenden und von den Türken verlassenen Dörfern bis 9. November für Požega 2.000 Metzen (= 100 t) und für Cernig 1.200 Metzen (= 60 t) Getreide requirieren lassen. Den Bewohnern der christlichen Dörfer hingegen wurde kein Getreide abgenommen und ihnen wegen ihrer Armut auch keine Geldkontribution auferlegt. Das an der „extremen Grenze“ in den festen Plätzen Pakrac, Sirac, Kamingrad und Kraljevo Veliki stationierte oberrheinische Regiment zu Fuß sollte von den Einwohnern

⁵⁶ Kriegsarchiv Wien, AFA (= Alte Feldakten).

⁵⁷ STLA., HK 1687-II-22, fol. 61 f.

⁵⁸ STLA., HK 1687-XI-20, fol. 47 f.

⁵⁹ STLA., HK 1687-XI-1, fol. 21 f, Bericht des Elias Holzer vom 18. Oktober.

⁶⁰ STLA., HK 1687-XI-1, fol. 21'.

⁶¹ STLA., HK 1687-XII-16, fol. 4 ff.

und den Walachen der umliegenden Orte den Winter über mit Brot und Fleisch versorgt und notfalls auch militärisch unterstützt werden.⁶²

Damit waren Anfang Dezember 1687 alle Voraussetzungen geschaffen, um die in der Kampagne 1687 neu eroberten Plätze und Gebiete den Winter über zu behaupten. Sie bildeten die Ausgangsbasis für den siegreichen Feldzug des Jahres 1688, der zur Rückeroberung von Belgrad führte.

Zusammenfassung

1970 hatte beim Grazer Symposion über die wirtschaftlichen Auswirkungen der Türkenkriege unser viel zu früh verstorbener Freund Ingomar Bog (gestorben im Mai 1987) zum Problem der Heeresversorgung und der Kriegsfinanzierung vor allem in Österreich des 16. und 17. Jahrhunderts sehr treffend festgestellt: „Das Insgesamt der wirtschaftlichen und logistischen Voraussetzungen dieser [Türken] Siege und damit ihrer weltgeschichtlichen Folgen blieb (bisher) im Dunkeln.“⁶³ Er schloß sein Referat über die Heeresversorgung und Kriegsfinanzierung damals mit der Feststellung „zu wenig davon ist erforscht“, ermunterte aber gerade deshalb seine Kollegen zur eingehender Erforschung des gesamten Problemkreises.⁶⁴ Wir hoffen, daß die vorliegende Untersuchung einen Beitrag zu der von Ingomar Bog aufgegriffenen Problematik leistet.

⁶² Kriegsarchiv Wien, AFA 1687/11/3, Bericht Dünnewalds vom 9. November 1687 und STLA., HK 1686–XII–39, Bericht des Generals Thüngen vom 22. Dezember 1687.

⁶³ I. Bog, Türkenkrieg und Agrarwirtschaft, in: Die wirtschaftlichen Auswirkungen der Türkenkriege. Grazer Forschungen zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte 1, hrsg. v. O. Pickl: (1971) 13–26, Zitat S. 13 f.

⁶⁴ I. Bog: (wie Anm.63), S. 26.

Die Bewaffnung, Ausrüstung und Versorgung der Truppen der „Heiligen Liga“ bei der Belagerung von Buda 1686

WALTER HUMMELBERGER

Es ist immer wieder erstaunlich wie selten sich selbst in der zweiten Hälfte unseres Jahrhunderts die Militärgeschichtler auch bei wissenschaftlich fundierten Symposien oder in Vortragszyklen mit den Grundproblemen des militärischen Alltags befassen. Das sind aber nun einmal: Die Bewaffnung, als Voraussetzung für eine wirkungsvolle Kampfführung; die Ausrüstung, vor allem die Bekleidung und Beschuhung, deren Entwicklung mit der Zivilisation aufs engste verbunden ist. Hier zeigt sich im letzten Viertel des 17. Jahrhunderts bereits deutlich die Abkehr von der individuellen Selbstversorgung und die Zunahme der uniformierten Ausstattung durch den jeweiligen obersten Kriegsherrn sowie seiner Militärbehörden. Schließlich der dritte gleichwertige Punkt: Die Versorgung, das ist vor allem die Verpflegung des Soldaten, ein der operativ-taktischen Führung analoger Faktor jedweden Feldzugs. Dieser entwickelte sich im gleichen Zeitraum von der bis dahin praktizierten Verpachtung der Beschaffung und Zuführung der benötigten gewaltigen Lebensmittellieferungen zum immer besser durchorganisierten sogenannten Magazinsystem. Untrennbar ist damit die sanitäre sowie ärztliche Versorgung verbunden, die trotz der ihr zukommenden immensen Bedeutung in Praxis und Forschung unerklärlich vernachlässigt wurde. So stellt sich uns die keineswegs leichte Aufgabe anstatt der detaillierten Feldzugs- und Schlachtendarstellungen die Entwicklung der obengenannten, nur karg dokumentierten Probleme zu beschreiben. Dabei kann gesagt werden, daß in den letzten Dezennien unseres Jahrhunderts die Waffenhistorik große Fortschritte gemacht hat und die bis dahin dominierende da, visuell attraktivere Uniformgeschichte bereits überholt hat. Selbstverständlich können im gegebenen Rahmen nur skizzenhafte Informationen der drei angekündigten Probleme geboten werden, wobei aber getrachtet wird den Fehler des „Besserwissens nach dreihundert Jahren“ zu vermeiden, der im Grund nur die Unkenntnis der zeitlich bedingten Denkkategorien und faktischen Möglichkeiten aufzeigt.

Wir alle wissen welchem grundlegenden Wandel die Beurteilung und damit die Wertung des Soldaten in jedem Jahrhundert unterworfen war und ist. Wobei aber nicht vergessen werden darf, daß von dieser Feststellung, das um seine nackte Existenz als Volk unausgesetzt zu kämpfen gezwungene Ungarn bis in das 19. Jahrhundert auszunehmen ist. Zu gut war man sich bewußt, daß nur durch den militanten Widerstandswillen der ungarischen Soldaten ein Weiterbestehen der Nation möglich war. Ganz anders dagegen war das bei den Truppen der „Heiligen Liga“, wobei hier nächst der kaiserlichen Armee, das bayerische, brandenburgische und sächsische Kontingent zu den Fragen der Bewaffnung,

Walter Hummelberger, Stolberggasse 17. 1050 Wien Autriche

Bekleidung und Versorgung bei der Belagerung 1686 untersucht werden solle. In den kaiserlichen Erblanden war ebenso wie in den vorgenannten Kurfürstentümern das sogenannte stehende Heer zu einem festen Prinzip geworden. Das bedeutete etwa zwischen 1660 und 1670 das Aufhören des bis dahin gültigen Begriffs des freizügigen, heimatlosen Söldners, der sich für einen Feldzug verpflichtete und bei Winterbeginn „abgedankt“, das heißt unversorgt entlassen wurde. Nun war er dagegen zu einem zwar immer noch erworbenen aber sich auf Jahre verpflichtenden durch Eid gebundenen Soldaten geworden, der sich nur mehr durch Desertion, dauernde Invalidität oder Tod seiner nunmehr militärischen Leibeigenschaft entziehen konnte. Zwar schienen anfangs für die Staatsfinanzen durch den Wegfall der enormen Bargeldsummen für die alljährlich notwendigen Neuwerbungen große Einsparungen zu wirken, doch dieser Irrtum dauerte nur kurze Zeit, da man zu der Erkenntnis gezwungen wurde, daß auch der in seiner Bedeutung nach dem Pferd rangierende Soldat unbedingt gepflegt werden mußte, wozu jetzt überdies die Bewaffung und Bekleidung kamen; da für all das bisher der Söldner selbst zu sorgen hatte. So mußte der Vorteil, auch im Winter über zumindest vorhandene Truppen verfügen zu können, trotz aller menschenverachtenden Denkweise durch umfangreiche und daher kostspielige Leistungen erkaufte werden. Viel hat sich in dieser, damals offen gezeigten, Auffassung im Kern auch heute noch nicht geändert, wofür die immer noch gern verwendete Bezeichnung: Menschenmaterial, signifikant ist; vielleicht macht eine mahnende Zeitstimme die obigen Bemerkungen überzeugend.

Janus Abraham a Gehema, ein polnischer Adeliger, der Medizin studiert und an elf Feldzügen teilgenommen hat; als „gemeiner Soldat, Unteroffizier, Capitain und Rittmeister mitgelaufen“ ist, sagt in seinem Traktat vom Jahr 1690: „Der kranke Soldat, bittend, daß er möge hinfüro besser conserviret und vorsichtiger curiret werden: O ihr Officirer Gedenket doch ein solcher Soldat ist kein Holz oder Stein, er ist sowohl ein Mensch und menschlichen Zufällen unterworfen wie ihr. Er hat sich Euch anvertrauet, seinen Leib Euch verkauft, muß Euch gehorsam leisten und zu Diensten stehen. Ihr müßt jetzo für ihn sorgen und ihn pflegen lassen, denn Ihr habt es Ihnen, wie Ihr erworben und angenommen, angelobet und zugesaget, Ihr seid es vor Gott, Rechtsens und Eides wegen schuldig. Unglücklich, mühselig und beschwerlich ist die Krankheit, insonderheit solch einem armen Soldaten und wenn derselbe unter dem Commando eines rüden unbarmherzigen Officirer steht, der arme Tropf ist in der Fremde, verlassen von Vater und Mutter und allen seinen Blutsfreunden, hat seine Haut für ein liederliches Geld verkauft, muss dem Kalbfell (das heisst der Trommel) pariren, ist unter einer strengen Botmässigkeit und Gewalt, welcher er ohne Leib- und Lebensstrafe nicht entlauffen kann, hat einen leeren Beutel und ist überdies miserabel, elend und krank, voller Schmerzen, jämmerlich nackt und blos, hat keine Pflege, keine Hilfe, keine Reinlichkeit, liegt unter dem blauen Himmel, muss oftmal nur Brot und Wasser sauffen, wird fast von Ungeziefer verzehret und wird endlich von einem unwissenden Bart-, Feld- oder vielmehr Fellscherer zum Überfluss durch allerhand schädliche und gefährliche Medicamente gepeinigt, gemartert, und gar ermordet.“¹ Diese Anklage ist in ihrer Deutlichkeit ein realistisches Abbild der unerbittlichen Härte des tausendfach erlittenen Schicksals der Soldaten aller Völker.

¹ Emil Knorr: *Entwicklung und Gestaltung des Heeres-Sanitätswesens der europäischen Staaten. Vom militärisch-geschichtlichen Standpunkte*, Hannover 1880, S.70–71.

Ebenda, Die Werke von Janus Abraham a Gehema, S.68: 1) Der kranke Soldat bittend, dass er

Zur Bewaffnung kann nach unserem derzeitigen Kenntnisstand gesagt werden, daß die kaiserlichen Truppen praktisch zur Gänze mit der leichteren und dadurch handlicher gewordenen Luntentuschete bewaffnet waren.² Diese Infanteriefewerwaffe hatte ihren Namen von dem technisch zwar einfachen Luntenschloß, das aber sehr umständlich zu bedienen war. Da auch bei großer Übung nur eine langsame Schußfolge erreicht werden konnte, war der möglichst gezielte Einzelschuß bis maximal 100 m üblich. Nur beim Festungskampf wo zwangsläufig die Schützen zusammengedrängt wurden, kam es zu Maßenfeuer; von kommandierten Salven kann jedoch nicht gesprochen werden. Die Muschete war gewöhnlich 1.25 cm lang, wog etwa 7 kg, das Kaliber variierte zwischen 18 bis 20 mm. In der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts waren bereits durchgehend Patronen in Verwendung, das heißt, daß nach dem Abbeißen der Spitze der ungeleiteten Papierhülle zuerst die Treibladung, dann die Kugel und darauf der Papierpfropfen in den Lauf gestoßen wurden.³ Schließlich schüttete der Musketier das Zündpulver, die Initialladung, aus dem „Zinthorn“, der kleinen Pulverflasche, auf die geöffnete Pfanne, die er mit dem Pfannendeckel wieder schloß. Dann mußte die glimmende Lunte abgeblasen und in den Luntenthaler geklemmt und der Pfannendeckel wieder geöffnet werden, damit die glimmende Lunte das Pulver entzünden und der Schuß gelöst werden konnte. Die Schützen waren im Gefecht jeder Art auf sich allein gestellt, in der Feldschlacht war ihre Stellung an den Flügeln der beweglicher gewordenen, weil weniger tief gestaffelten, Pikenierhaufen, bei Kavallerieangriffen blieb jedoch nach der Schlußabgabe meist nur der eilige Rückzug in den Schutz der Pikeniere übrig. Das theoretische „Exercitium“ mit der Muschete war geradezu erschreckend kompliziert und umfaßte vor der Einführung der Patrone überhundert Kommandos und Tempi, die bis zur Jahrhundertwende bei der Einführung des Steinschloßgewehres, der Flinte, auf zwölf bis vierzehn reduziert worden waren.⁴ Alle Angaben können immer nur als durchschnittlich aufgefaßt werden, da jedwede normierte Waffenübung von Formationen nicht nur unbekannt, sondern aus dem vorher Gesagten praktisch undurchführbar war. Allein die Notwendigkeit nach jedem Schuß die Lunte aus der Klemme des Luntenthalers zu nehmen, diese zwischen die Finger der linken Hand zu stecken, mit der die Musketengabel und die Muschete beim Laden gehalten wurde, verminderte einen Feuerkampf in Formationen. Bei diesem Schloßsystem waren nächst Pulver und Blei, für die selbst zu gießenden Kugeln, die Versorgung mit Luntent von gleich großer Bedeutung; innerhalb einer Stunde verbrannten etwa 60 bis 70 cm Lunte, am Marsch glimmte sie bei jedem zehnten Mann, die anderen entzündeten ihr Lunte erst im Bedarfsfall bei diesem Musketier. Der reizende Rauch der glimmenden Luntent, den die Laugenbeize der dünnen Hanfschnüre verursachte, die ein rasches Abbrennen verhin-

möge hinfüro besser conserviret und vorsichtiger curiret werden, o.O., 1690; 2) Wohlerfahrner Feldmedicus, Hamburg 1684; 3) Offizier-Feld-Apotheke, Berlin 1688; 4) Der kranke Soldat, sammt einer Feld-Apotheke, o.O., o.J.

² Jaroslav Lugs: *Handfeuerwaffen. Systematischer Überblick über die Handfeuerwaffen und ihre Geschichte*, 1. (Text) Bd. 2. Aufl., Berlin-Ost 1968, S. 16–19.

³ Werner Eckardt-Otto Morawietz: *Die Handfeuerwaffen des brandenburgisch-preussisch-deutschen Heeres 1640–1945*, Hamburg 1957, S. 12–15, 20–21.

⁴ Anton Dollecsek: *Monographie der k.u.k.österreich. blanken und Handfeuer-Waffen*, Graz 1970, Nachdruck der Ausgabe, Wien 1896, S. 54–55.

derte und das verräterische Glühen in der Dunkelheit bei den Wachposten waren zwei weitere charakteristische Nachteile.

Das zwar bereits erfundene Tüllenbajonett, so bezeichnet nach der Tülle, der kurzen Hülse, auf der anfangs die verschieden geformten Stoßklingen direkt, dann aber sehr bald praktischer an einer kurzen dünnen Querstange befestigt waren, ist bei der Belagerung von Buda noch nicht in Verwendung gewesen.⁵ So wie bei der Verteidigung Wiens 1683, steckte man auch hier den konischen Griff eines Dolchmessers, das sogenannte Spundbajonett, direkt in den Musketenlauf. Dieses mußte aber bei jedem Laden und Feuern herausgenommen werden; zudem war die Befestigung im Lauf wegen des variierenden Kalibers sehr unsicher.⁶ Im Grund war die Bewaffnung der kaiserlichen Armee noch unverändert, wofür die wirtschaftliche Veranlassung des niedrigeren Preises der Luntenmuskete gegenüber der Steinschloßflinte und das bei allen Bewaffnungsneueinführungen stets zu überwindende Trägheitsmoment die Hauptursachen waren. Während man sich in Westeuropa langsam auf das Steinschloß umzustellen begann, das technisch komplizierter war und daher höhere Erzeugungskosten erforderte, war gerade die Kostenfrage bei der stets kritischen Finanzlage des Kaisers von entscheidender Bedeutung. Als Herrscher einer Zentralmacht besaß er keinerlei Zugang zu dem allein große Gewinnen bringenden Seehandel und war daher entweder auf riskant-dubiose Finanzoperationen oder Subsidiengelder, in den Türkenkriegen waren es die päpstlichen, angewiesen. Schließlich wird geflissentlich die Tatsache des noch gänzlich fehlenden technischen Grundwissens der Menschen in diesem Zeitraum vergessen ebenso wie die unbedingt erforderliche Notwendigkeit einer anspruchsvolleren Großproduktion zur Bewaffnung der sich synchron mit dieser entwickelnden Massenheere. Das bei der Steinschloßflinte einsetzende intensive Exerzieren mit der Waffe, der sogenannte Waffendruck, verlangte aber bei den Unteroffizieren sowie den Subalternoffizieren eine für die Zeit von 1660 bis 1700 noch durchaus fehlende Vertrautheit mit der neuen Flinte. Wir sehen eine Kumulierung von technischen, wirtschaftlichen und militärischen Neuerungen bei dem Problem der Bewaffnung mit dem Steinschloßgewehr und dem Tüllenbajonett, die zusammen eine neue waffentechnische Ära eröffneten. Sie fand bisher ihre Charakteristik im Musketier, der eine Art militärischer Handwerker war, daher im Kampf selbständig handelte und dann als Gegensatz den nahezu automatisierten Infanteristen der vierziger Jahre des 18. Jahrhunderts das alles in nur fünfzig Jahren.

Die Infanterie des 8.000 Mann starken bayerischen Kontingents ebenso wie die 8.200 Mann des brandenburgischen und die 4.200 Mann des sächsischen Kontingents waren durchgehend mit Luntenmusketen bewaffnet.⁷ Über die Verwendung des Tüllenbajonetts bei den vorgenannten Hilfskontingenten läßt sich ebenso wenig feststellen wie bei den kaiserlichen Regimentern. Dagegen wird in der Literatur über die Versuche mit den einzelnen Tüllenbajonetttypen im Jahr 1687 in Sachsen eingehend berichtet,⁸ in Brandenburg wird das Vorhandensein großer Vorräte von Luntenmusketen und Spundbajo-

⁵ J. Lugs: a.a.O., S.38.

⁶ A. Dolleczek: *Monographie*, S. 52–53.

⁷ Die Eroberung von Ofen und der Feldzug gegen die Türken in Ungarn im Jahre 1686. Dargestellt nach den Acten der Wiener Archive und anderen authentischen Quellen, Wien 1886, S. 26–27.

⁸ O. Schuster – F.A. Franke: *Geschichte der sächsischen Armee von der Errichtung bis auf die neueste Zeit*, 1. Teil, Leipzig 1885, S. 110–113.

netten erwähnt.⁹ So daß, wie so oft in der Militärgeschichte eine beinahe gleichzeitige Einführung der neuen Infanterie-feuerwaffe und des Bajonetts in Mitteleuropa im weiteren Sinn angenommen werden kann.

Die Handgranate als Waffe der infanteristischen Elite, der Grenadiere, war bei der Verteidigung Wiens 1683 für den Nahkampf im Festungskrieg von entscheidender Wirksamkeit erkannt worden.¹⁰ Es wurden daher in der kaiserlichen Armee bei jeder Kompanie acht besonders kräftige und hochgewachsene Männer als Werfer der – auch für sie selbst gefährlichen – Handgranaten ausgewählt, die an einem breiten Bandelier über die rechte Schulter hängend in einer Ledertasche vier bis sechs Handgranaten im Gewicht von einem halben bis zu einem Kilogramm mit sich trugen. Allen diesen Hohlgeschossen aus Eisen, Bronze oder Glas war das hohe Qualitätsrisiko der Pulverfüllung so wie der Brenndauer der kurzen Lunte in der Brandröhre der Handgranate gemeinsam. Auf dem Bandelier befand sich in Brusthöhe der messingene Luntengerüst, in dem die glimmende Lunte zum Zünden der kurzen Granatlunte steckte. Beide mußten vor dem Wurf abgeblasen werden, das alles gut erkennbar durch die Bärenfellmützen und angesichts eines bestimmt nicht untätigen Gegners.¹¹ Selbstverständlich gab es die „Grenadiere“ auch bei den drei wichtigsten Hilfskontingenten. Bei dem zweiten Generalsturm, am 3. August 1686, ließ der Oberbefehlshaber, Herzog Karl von Lothringen, zwei Sturmkolonnen vorgehen, von denen die eine, zwischen dem Eckronnell und der auf der Kourttine errichteten türkischen Batterie eindringen sollte; diese bestand aus 50 Grenadiern unter einem Hauptmann, denen 20 Mann, als Granatträger folgten.¹² Wie bekannt scheiterte auch dieser Generalsturm wegen Nichtbeachtung der besprochenen Koordination durch den Kurfürsten von Bayern.

Zahlenmäßig war das zwar sehr verschiedenartige Geschützmaterial ebenso wie dessen Bedienung an Artillerieoffizieren und den womöglich noch wichtigeren sogenannten Büchsenmeistern, auf denen die unmittelbare Verantwortung für die Schußbereitschaft ihres Geschützes lag, als zufriedenstellend zu bezeichnen. In der Darstellung des Kriegsarchivs vom Jahr 1886, heißt es dazu, daß sich unter der in der Schlacht bei Gran (Esztergom) und bei der Erstürmung von Neuhäusel (Érsekújvár, Nové Zámky) gewonnenen Beute „auch das Notwendigste an Geschützen und Munition vorhanden war“ und eine Revision der Zeughäuser in Oberungarn (Slowakei), welche der Hofkriegsrat im Februar 1686 vornehmen ließ, ergab daß aus den meisten Plätzen Geschütze entnommen und nach Párkány (Štúrovo, Westslowakei), dem Sammelplatz der Hauptarmee, gebracht werden konnten.¹³ So beachtenswert das jeweils erbeutete türkische Artilleriematerial für die Verstärkung der kaiserlichen Armee auch war so bedeutete jedoch dieser hochwillkommene Zuwachs zugleich den Beginn eines über fünfzig Jahre dauernden ständigen

⁹ Rudolf Graf von Kanitz: *Aus dem deutschen Soldatenleben. Militärische Skizzen zur deutschen Sittengeschichte*, Berlin 1861, S. 191.

¹⁰ W. Hummelberger: *Bemerkungen zur Taktik und Bewaffnung der Verteidiger Wiens 1683, Zeszyty naukowe Uniwersytetu Jagiellońskiego*, 1983, Prace historyczne, Z.75, Studia Austro-Polonica 3, S. 100–101.

¹¹ Fritz Baer: *Die Handgranate, vor, während und nach 1683*. Ungedrucktes Manuskript des Vortrags gehalten, am 21. September 1983, vor der Gesellschaft für österreichische Heereskunde in Wien.

¹² Die Eroberung von Ofen, a.a.O., S.71.

¹³ Ebenda. S. 15–16.

Umgießens von erbeutetem oder überbeanspruchtem eigenem Artilleriematerial zur Wiederverwendung der teureren Geschützbronze. Die mehrmalige Wiederholung dieses Vorganges führte zu einer starken Qualitätsminderung der ohnedies durch das rauchstarke Pulver einem großen Verschleiß unterworfenen Geschützrohre, da die Legierungen nach dem damaligen Stand der Technologie nicht unbegrenzt wiederverwendungsfähig waren. Obgleich die Artillerie, als teuerste Waffe, in Mitteleuropa faktisch auf der Entwicklungsstufe des Dreißigjährigen Krieges stagnierte, leistete sie bei der Verteidigung von Wien 1683 und bei der Belagerung von Buda ausgezeichnete Dienste. Die geringe Mobilität, der taktische Hauptnachteil, wirkte sich dabei viel weniger aus da die Art und der Umfang der Ziele die geringe Treffsicherheit aufhob. Noch ein vorteilhafter Umstand muß erwähnt werden, das war die günstige Wassertransportmöglichkeit donauabwärts und die geeigneten Landungsplätze am linken Donauufer. Trotz des niederen Wasserstandes durch die sommerliche Hitze konnten nicht nur die gesamte Artillerie sondern auch die großen Munitionsmengen auf der Donau rasch und leicht transportiert werden.

Josef Borus weist in seiner wertvollen Arbeit: *Moderne Militärtechnik und alte Kriegswaffen in den Türkenkriegen 1663 bis 1698*¹⁴, die in diesem Abschnitt herangezogen wird, auch auf die Verwendung des Feuers als pyrotechnischen Kampfmittel beider Seiten hin, die bei den Alliierten der Kompetenz der Artillerie unterstanden. In den empfindlich skartierten Hofkriegsratsakten haben sich zwei identische Risse, das heißt technische Zeichnungen, für die Bestellung von tausend Stück des eisernen Gerippes für ein Brandgeschloß im angegebenen Maßstab erhalten.¹⁵ Dieses „Kreuz“, wie es dort genannt wird, hat sich in einem Exemplar auf Schloß Forchtenstein (Burgenland) erhalten; bei Gebrauch wurde es mit einem aus drei elliptischen Teilen genähten Leinwand-sack, in den ein Brandsatz mit der Lunte obenauf gepreßt war, gefüllt.¹⁶ Dieser Vorgang erfolgte erst in den Batterien, da diese Brandgeschosse vor allem in der Nacht aus Mörsern geworfen wurden. Abschließend soll noch auf eine Bemerkung in der Darstellung der Abschiedsparade vor dem Kurfürsten von Brandenburg am 17. April 1686 in Crossen (jetzt: Krosno Odrzańskie) hingewiesen werden.¹⁷ Dabei wurde auch die Artillerie des Hilfskorps präsentiert, die aus 12 Feldgeschützen, 2 Mörsern und 2 Haubitzen bestand und von der beim Feuern „einige Granaten ungemein weit geworfen wurden, wie auch große Brandkugeln, welche nicht auszulöschten waren, ungeachtet man ganze Fässer drauf goß und viel Erden drauf schüttete.“ Der Einsatz schwer löschbarer Brandsätze bei der Artilleriemunition war gerade bei dieser, wegen der erfahrenen Verteidiger, besonders schwierigen Belagerung von großer Bedeutung.

Zusammenfassend bietet sich uns somit das Bild einer allseitigen Beibehaltung des bisher Gewohnten in der Bewaffnung der Infanterie sowie der Artillerie. Die Auswertung

¹⁴ Josef Borus: *Moderne Militärtechnik und alte Kriegswaffen in den Türkenkriegen 1663–1698*. Manuskript des Vortrags Nr.64 beim *Internationalen Kongress für Militärgeschichte: Osmanen und Mitteleuropa, vom 6.–10. Juni 1983* in Wien, S.16.

¹⁵ Österr. Staatsarchiv-Kriegsarchiv, Hofkriegsrat 1686, Jänner, 135, Expedit; lavierte Tuschzeichnung.

¹⁶ Anton Dolleczeck: *Geschichte der Österreichischen Artillerie von den frühesten Zeiten bis zur Gegenwart*, Graz 1973, Nachdruck der Ausgabe, Wien 1887, S.191, 193 (Abb.)

¹⁷ Kurd Wolfgang von Schöning: *Des General-Feldmarschalls: Hans Adam von Schöning auf Tamsel Leben und Kriegsthaten, namentlich sein Zug mit achttausend Brandenburgern gegen die Türken*, etc., Berlin 1873, S.84–88.

der waffenhistorischen Literatur, die für diesen Zeitabschnitt noch immer nicht sehr groß und eingehend ist, muß zudem sehr kritisch erfolgen, da die Kombination Luntensmuckete und Spundbajonett immer wieder mit der einschneidenden Gleichzeitigkeit bei der Einführung des Steinschloßgewehres und des Tüllenbajonetts verwechselt oder um eineinhalb Jahrzehnte zurückdatiert wird.

Bei der Kavallerie, die bei der Belagerung zum Schutz der Flanken und des Rückens gegen Einsatz- oder Verstärkungsversuch eingesetzt wurde, gab es nur die Einteilung in Kürassiere und Dragoner, wobei die Dragoner als Nachfolger der Arkebusiere noch immer als berittene Infanterie geringer geschätzt wurden. Mit der nun einsetzenden fortschreitenden Befreiung Ungarns begann sich jedoch eine gänzlich neuartige dritte Kavallerieart, die leichte Kavallerie, aus der ungarischen Nationalkavallerie, den Husaren, zu entwickeln. Die Bewältigung der Erkundungsaufgaben sowie der Sicherungen aller Art wurden derart ausgezeichnet gemeistert, daß sie gleichsam als Modell in allen europäischen Staaten mit ihrer Originalbezeichnung: Husaren, eingeführt wurden. Die Bewaffnung war einheitlich mit dem schweren Pallasch, dessen breite gerade Klinge in der schwarzen Lederscheide steckte. Bei den Dragonern kam, der damaligen taktischen Verwendung entsprechend, noch der leichtere und daher handlichere Luntenskarabiner hinzu. Die oft angenommene Vermutung, daß die Mannschaften der Kürassiere in den Türkenkriegen mit zwei Radschloßpistolen bewaffnet gewesen wären, kann nur aus waffentechnischer und taktischer Unkenntnis entstanden sein. Dagegen waren die Kürassiere mit dem charakteristischen Helm, der Zischägge, auch Kasket genannt, kenntlich an dem beweglichen Nackenschutz und dem verstellbaren Naseneisen, dazu dem Brust- Rücken- kuraß, alles geschwärzt, sehr praktisch und gut geschützt.

Bekleidungs geschichtlich ist die hier zu untersuchende Periode durch das Nebeneinander altartiger schon aus der Epoche des Dreißigjährigen Krieges bekannter Elemente und durch das Auftreten einer Reihe von Neuheiten, die sich dann im 18. Jahrhundert, wie bei der Bewaffnung weiterentwickeln, gekennzeichnet. Die alten Formen finden sich bei den breitkrepfigen Schlapphüten, den Halstüchern und dem zum Ärmelleibel, dem Kamisol, gewordenen Wams. Moderne Formen sind dagegen an den Hüten der Offiziere, vor allem der höheren zu erkennen; als Charakteristika der Veränderungen können der bis an die Knie reichende Rock mit den Stulpenärmeln, der zugleich Mantel war, angesehen werden; wozu noch die mehr oder weniger eng anliegenden Hosen kamen, die bis über die Knie von den gamaschenartig darüber gezogenen Strümpfen bedeckt waren. Die wegen der großen Marschleistungen besonders wichtige Beschuhung war seit der Ära Wallensteins, das heißt von 1625 an, über hundert Jahre unverändert geblieben.¹⁸ Dieser singuläre Heeresorganisator hat als erfahrener Infanterist die Bedeutung eines festen Schuhwerks richtig erkennend in seinem Herzogtum Friedland die Schuherzeugung zu einer noch Ende des 18. Jahrhunderts in den gesamten Erblanden nicht erreichten Produktionsleistung gebracht. Es waren großlaschige Halbschuhe, deren Oberteil aus besonders widerstandsfähigem, naturfarbenen Juchtenleder, die Sohlen aus dickem sogenannten Pfundleder bestanden. Die Schuhe hatten keine Spitze sondern das Oberleder war zu einer geraden Form ausgewalkt; die sich gegen das Schienbein

¹⁸ Walter Nemetz: (Überblicke) Zu den Kostümblättern, *Mölkerbastei, Mitteilungen der österreichischen Zinnfigurensammler*, 1. Jg., Wien, Dezember 1949, Nr. 2, S. 14–16.

verbreiternde Zungenlasche wurde durch die darübergebundenen Seitenlaschen festgehalten. Der Absatz war mittelhoch und sehr breit.¹⁹

In den Farben der obengeschilderten Soldatenkleidung sind bei der kaiserlichen Armee der Türkenkriegsjahre noch sehr wenig Ansätze zur Einheitlichkeit feststellbar. Dafür waren vor allem zwei Gründe maßgebend: Erstens waren die Regimentskommandanten ebenso wie für die Bewaffnung auch für die Bekleidung verantwortlich; hier führte erst der Ankauf und damit die Kontrolle durch den Ärar zur Uniform, denn bis dahin trachtete jeder Kommandant so gewinnbringend als möglich zu wirtschaften. Zweitens war die Waffen- und Textilproduktion sowohl in den Erbländern, als auch in den Reichsländern noch keineswegs ausreichend um die alljährlichen Abgänge, besonders in Kriegszeiten zu decken. Anders war es zum Beispiel bei dem obengenannten brandenburgischen Hilfskorps, bei dem, wie es in dem schon zitierten Bericht heißt: „die zur Verfügung gestellten 8.200 Mann“ durchgehend überaus herrlich montiert (das heißt, bekleidet) waren. Die Infanterie war blau, die Artillerie braun, die Cavallerie, sowohl Kürassiere als Dragoner mit Lederkoller gekleidet. Die Oberofficiere der Grenadiere hatten an ihren (Handgranaten) Taschen ganz silbernes Blech, die Unterofficier versilbert Messing, die Gemeinen aber Messing.“ Die aus Ungarn Heimgekehrten sahen dann allerdings anders aus.²⁰ Desgleichen in dem ebenfalls 8.000 Mann starken bayerischen Kontingent des Kurfürsten Maximilian II. Emanuel trug die Infanterie gemäß dem Erlaß, vom 5. März 1684. einheitlich den blauen Rock, der im Schnitt gleich dem kaiserlichen war. Vorausgegangen war schon am 9. Juni 1683 die Einführung des einheitlichen Hutes, dessen Krempe gleichmäßig dreiseitig aufgestülpt waren. Auch bei der Kavallerie entsprachen Schnitt und Form fast zur Gänze der kaiserlichen, so ersetzte auch bei den Bayern in den Türkenkriegen bei den Kürassieren die Zischägge den Hut und das unter dem gleichfalls geschwärtzen Küräß getragene hellgelbe Lederkoller „war aus dickster, sämisch gegerbter Elchhaut oft in doppelter Lage genäht.“²¹

Über die Bekleidung des mit 4.700 Mann präliminierten sächsischen Hilfskorps des Kurfürsten Johann Georg, können wie bisher nur Hypothesen gebracht werden. Im Gegensatz zu Brandenburg und Bayern war auch in Sachsen die Bekleidungsbeschaffung noch den Regimentskommandanten überlassen, wobei allerdings der vom Sold der Mannschaft einzubehaltende Anschaffungsbeitrag ebenso fixiert war wie die Qualität und das Aussehen der Uniform: „Sie sollte aus einem guttuchenen mit Friesfutter (das ist ein kräftiger, dicker Wollstoff) mit zinnernen oder messigenen Knöpfen, Hut, Tuchstrümpfen (das heißt Gamaschen) und bockledernen Hosen bestehen.“ Jedem Regiment ließ der Kurfürst einen „Probeanzug“, der eine Modell-Uniform war, zustellen, wobei alle Regimenter in grau gekleidet waren und sich nur in den verschiedenfarbigen Aufschlägen unterschieden. Die Grenadierkompanie bei jedem Regiment trug „blautuchene Grenadiermützen und blaue Strümpfe; die alten grauen Röcke sollten bis zur Anlegung der neuen roten Montur mit blauem Kragen und ebensolchen Aufschlägen versehen wer-

¹⁹ W. Hummelberger: Bewaffnung, Bekleidung und Versorgung der Armee des Prinzen Eugen; *Prinz Eugen, Heereskundliches-Kriegsgeschichtliches 1683–1736, Materialien zum Vortragszyklus 1986 der Gesellschaft für österreichische Heereskunde*, Wien 1986, S.41.

²⁰ K.W.von Schöning: a.a.O., S.88–89.

²¹ Anton Hoffmann: *Das Heer des Blauen Königs. Die Soldaten des Kurfürsten Max II. Emanuel von Bayern 1682–1716*, München 1910; Textteil, S. 15–28. W. Nemetz: *Das bayrische Heer vor Wien 1683, Mülkerbastei etc.*, 2.Jg., Wien, März 1950, Nr.3, S.11–13.

den.²² Dieser kurze Überblick läßt bei der kaiserlichen Armee trotz der vorgenannten Schwierigkeiten deutlich erkennbare Ansätze zur Uniformierung erkennen, die bei den drei Auxiliarkontingenten zum Großteil bereits durchgeführt waren.

In den Jahren 1684 und 1685 hat sich im militärischen Versorgungswesen nichts geändert, da die Operationen hauptsächlich entlang der Donau und auch entfernungs-mäßig nahe der Hauptbasis Preßburg (Pozsony, Bratislava) stattgefunden haben. Mit der fortschreitenden Befreiung Ungarns wurde jedoch immer deutlicher, daß die bisher geübte Selbstversorgung der Truppen durch Ankauf oder Requisition undurchführbar geworden war, da die Verwüstung und Entvölkerung des durch hundertfünfzig Besatzungsjahre gequälten Landes derart waren, daß es hundert und mehr Kilometer im Umkreis der operierenden Heeresteile weder etwas zu kaufen oder zu requirieren gab. Aber auch die weniger ausgesaugten Gebiete konnten nicht einmal einen Bruchteil der täglich benötigten Lebensmittelmengen aufbringen. Damit begann das für die Aera Prinz Eugens charakteristische Bemühen neue, zweckmäßigere Lösungen der akut gewordenen feldzugsentscheidenden Verpflegungsprobleme zu finden und auch zu realisieren. Gerade aber das wurde durch den permanenten Geldmangel des dafür zuständigen Generalkriegskommissariats, daß „in ratione oeconomico“ allein der Hofkammer, unserem Finanzministerium entsprechend, unterstand, faktisch gelähmt war, da die harte Tatsache allgemein übersehen wird, daß der Hofkriegsrat nur für rein militärische Agenden zuständig war. Dazu kam 1686 der gewichtige Umstand, daß das kaiserliche Feldkriegskommissariat neben der Versorgung von 52.000 Mann der Hauptarmee, noch die 31.000 Alliierten und etwa 24.000 Mann der ungarischen Krone zu verpflegen hatte; das bedeutete rein ziffernmäßig etwa 106.000 Soldaten, von denen etwa ein Drittel weiträumig detachiert und daher noch schwieriger zu verproviantieren waren.²³ Für die Belagerungsarmee wurde entlang der Donau ein Magazinsystem eingerichtet, das mit Preßburg als Hauptlagerplatz und mit Pest als Verteilungspunkt an die Truppe durch die günstigen Transportmöglichkeiten für die damaligen Ansprüche zufriedenstellend funktionierte. Die selbständig operierenden kaiserlichen Truppenteile, wie zum Beispiel in Siebenbürgen waren dagegen sich selbst überlassen, da nach den gegebenen Verhältnissen eine organisierte Versorgung undurchführbar war.

Auch diesmal mußte die bisher und auch noch weiterhin übliche Methode der kontraktmäßigen Verpachtung an finanziell hinreichend starke und zugleich risikobereite jüdische oder auch nichtjüdische Finanziere angewandt werden. Wiederum waren es Vater Samuel und Sohn Emanuel Oppenheimer, beide mit dem Titel „Oberkriegsfactoren“, die laut Kontrakt für folgende Hauptlieferungen zu sorgen hatten: Zeitgerechter Ankauf der benötigten Getreidemengen, deren Vermahlung zu Mehl, dessen Heranbringung, was gewöhnlich in Fässern geschah, an die truppennahen Feldbäckereien, wo dann das Ausbacken der täglichen Brotration von 1 kg pro Mann erfolgte.²⁴ Zu diesem Tagessatz des Grundnahrungsmittels *sollte* noch ein halbes Kilogramm Fleisch oder ebensoviel Speck, Butter oder Käse kommen, was aber vom Sold bezahlt werden mußte, soweit beides vor-

²² O.Schuster – F.A. Franke: a.a.O., S. 103, 112.

²³ Die Eroberung von Ofen, a.a.O., S.26.

²⁴ Max Grunwald, Samuel Oppenheimer und sein Kreis, in: Quellen und Forschungen zur Geschichte der Juden in Deutsch-Österreich, 5.Bd., Wien 1913; hier: (In kaiserlichen Diensten) Bis zur Einnahme von Ofen 1686, S.49–61.

handen war! Das Getreide ließ sich relativ leicht als Vorrat in den Hauptmagazinen bis zur Weiterverwendung lagern. Der Bayerische Kurfürst ließ bereits im Frühjahr 1686 bei Preßburg ein „Magazin-Haus für tausend Faß Mehl und andere Notwendigkeiten“ von seinen dorthin gesandten Zimmerleuten errichten; scheinbar wollte damit der gewiß schwierigste Verbündete, der sein Kontingent als Einziger der drei Kurfürsten selbst führte, eine eiserne Reserve bereit halten.²⁵ Da aber selbst der Soldat des 17. Jahrhunderts auf die Dauer „nicht vom Brot allein leben konnte“, stellt sich sogleich die Frage: wie wurde die Beschaffung der Zusatzverpflegung zur Brotration gelöst, die von der Mannschaft selbst bezahlt werden mußte? Man bediente sich dazu seit dem frühen 16. Jahrhundert der Händler, der mercantante, aus denen die bleibende Berufsbezeichnung: Marketender, wurde. Sie waren die alleinigen Vermittler des Ankaufs aller Lebensmittel- und Verbrauchswaren an die Truppen in den Feldlagern; mit ihren charakteristischen Wägen bildeten sie zusammen mit den Köchen, den Sudlern, den Soldatenfrauen und den vielen Pferdejungen, den Troß. Im Lager wurde den Marketendern, ihrer Bedeutung gemäß, ein eigener Platz, meist in der Lagermitte, zugewiesen; sie genossen zahlreiche Vorrechte, Vergehen gegen sie unterlagen der Halsgerichtsordnung. In der kaiserlichen Armee unterstanden sie dem Troßkommandanten, dem Profosen, der die Qualität der Waren sowie deren Maß oder Gewicht zu prüfen hatte; die von ihm kassierten Geldstrafen flossen in dem sogenannten Kappellenfonds des jeweiligen Regiments. Eine „Taxordnung und Sazung, wie es mit den Marquettendern und übrigen Handelsleüthen im Kayserlichen Hauptquartier sollte ins künfftig und für allemahl gehalten werden,“ vom 27. Juni 1702, zeigt nicht nur die erstaunliche – zumindest theoretische – Vielfalt der Lebensmittel sondern auch die Bedeutung der Marketender, besonders auf dem Gebiet der Fleischversorgung als dem nach dem Brot wichtigsten Nahrungsmittel.²⁶ Da eine Konservierung durch Räuchern oder Pöckeln in den benötigten großen Mengen praktisch undurchführbar war, konnte man sich nur mit dem Schlachten von Lebendvieh behelfen. Die Marketender trachteten aus Geschäftsgründen eine sinnlose Verschwendung zu verhindern und nur auf das benötigte Schlachten sowie Aushacken nach Bedarf zu reduzieren. Bei den chronisch auftretenden Soldrückständen, wurde wohl den Soldaten Kredit gewährt, das war bei deren oft unglaublich langen Dauer und der erschreckenden Mortalität der Schuldner von großem Risiko für den Marketender. Auch über diesen gewiß bedeutsamen Faktor des Soldatenalltags konnte bisher nichts in Erfahrung gebracht werden. Von Anbeginn wurde die Marketenderei von beiderlei Geschlecht betrieben, wobei man sich in allen deutschen und französischen Lexika des 18. und des 19. Jahrhunderts einig war, daß „die Marketender zu allen Zeiten unentbehrlich und oft von dem größten Nutzen gewesen sind und daß sie sich oft in den Gefechten als die treuesten Pfleger und Wohltäter der verwundeten und erschöpften Soldaten gezeigt haben.“²⁷ Auf

²⁵ *Theatri Europaei continuati*, 12. Teil, vom Jahr 1679 bis 1687, Matthias Merianus sel. Erben, Frankfurt am Mayn 1691, S.999.

²⁶ Österr.Staatsarchiv-Kriegsarchiv, Hofkriegskanzleiarchiv 1702, Juni. 27 Nr.42, Taxordnung und Sazung, wie es mit den Marquettendern und übrigen Handelsleüthen im Kaiserl(ichen). Haupt-qu(artier). sollte ins künfftig und für allemahl gehalten werden.

²⁷ Jacob von Eggers, *Neues Kriegs-Ingenieur-Artillerie-See- und Ritterlexicon*, 2. Teil, Dresden-Leipzig 1757, S. 132; *Allgemeine Militär-Encyclopädie*, Herausgegeben und bearbeitet von einem Verein deutscher Offiziere und Anderen, 2. Auflage, 6.Bd., Leipzig 1870, S.23–24; Georg von Alter – Hans von Albert, *Handbuch für Heer und Flotte, Enzyklopädie der Kriegswissenschaften und verwandter Gebiete*, 6.Bd., Berlin-Leipzig-Wien-Stuttgart 1914, S.317–318.

alle Fälle war es ein hartes und trotz aller Schutzbestimmungen auch kein ungefährliches Geschäft. Sicherlich aber waren sie die einzig einigermaßen immer wieder funktionierende Verbindung zwischen den hungrigen Soldaten und der sie stets ablehnenden Bevölkerung.

Über den Munitionsverbrauch, der wie stets bei Belagerungen sehr umfangreich war, liegen außer gelegentlichen Geldforderungen der „Oberkriegsfactoren“ Oppenheimer über geliefertes Pulver keine Berichte mehr vor. Es waren das unter anderem die großen Pulvermengen für die Artillerie, für die wenig erfolgreichen Minensprengungen und für die Infanterie, Geschützkugeln vielfältigen Kalibers, Bleiplatten, die zerhackt für den Guß der Musketenkugeln durch die Schützen benötigt wurden.

Der folgende Abschnitt ist dem ebenfalls mitentscheidenden Problem des militärischen Sanitätswesens gewidmet, das ebenso wie die Frage der Verproviantierung in dem verwüsteten und verödeten Ungarn empfindlich verschärft wurde. Gerade in der Militärmedizin jenes Jahrhunderts spiegeln sich der allgemeine Stand und Fortschritt dieser Wissenschaft in krasser Deutlichkeit, wobei die noch über hundert Jahre weiterbestehende Trennung der inneren Medizin von der Chirurgie, die auch dann noch andauerte als sich die operative Therapie von der Kurstube der Barbieri an die Universität emporrang, mit aller Schärfe in der Zweiteilung des Sanitätspersonals aller Heere zum Ausdruck kam. Die Feldmedici, diese gab es nur bei den Stäben, vertraten den „Internismus“, während die Chirurgie in den Händen der Kompaniefeldschere, nur selten der etwas erfahreneren Regimentsfeldschere einer je Regiment(!), lag.²⁸ Das ist nicht weiter erstaunlich, da an der Alma Mater Rudolfina zu Wien, der Hauptuniversität der Erblande, nur drei Ärzte lehrten. Hinzutrat die Überschätzung der Arzneimittelbehandlung selbst bei der Chirurgie sowie womöglich noch gravierender der erschreckende Tiefstand der allgemeinen Hygiene bei der Bevölkerung von Stadt und Land sowie selbstverständlich der Soldaten, die besonders in den Winterquartieren in ständigem Kontakt waren. Es hat sich bei der Belagerung Wiens 1683 gezeigt, daß die Hauptursache der grassierenden schweren Infektionskrankheit, der „Roten Ruhr“, die von dem blutigen Schleim bei häufigen kraftverzehrenden Durchfällen ihren Namen hatte, durch die „Sanitätskommission“ ganz richtig in vermeidbaren Ernährungsfehlern und gerade zu katastrophalen hygienischen Zuständen, die sich durch die sommerliche Hitze noch verschlimmerten, diagnostiziert worden ist.²⁹ Was sich in der sogenannten Feldspitälern oder auf den Verbandplätzen, die eigentlich Moribunden-Sammelstellen waren, geschah, ist nach den wenigen erhaltenen zeitgenössischen Schilderungen für unsere Begriffe unvorstellbar.

Ein bezeichnendes Phänomen, das sich alljährlich mit tödlicher Regelmäßigkeit wiederholte, waren die epidemisch auftretenden Infektionskrankheiten, von denen vor allem der Flecktyphus, auch Fleckfieber genannt, unter den Truppen der Alliierten wütete. Man hielt lange Zeit, diese vor allem durch die Kleiderlaus übertragene Typhusart für endemisch, das heißt unter der Bezeichnung „morbus hungaricus“ auf Ungarn beschränkt, von der vor allem die nichtungarischen Soldaten befallen wurden; dem war aber nicht so, denn in den Winterquartieren, vor allem in Mähren, lichteten sich die

²⁸ Joseph Schuster: *Studien zur Geschichte des Militärsanitätswesens im 17. und 18. Jahrhundert mit besonderer Berücksichtigung der kur-bayerischen Armee*, München 1908, S.1–2, 10.

²⁹ W. Hummelberger: *Bemerkungen zur Taktik etc.*, a.a.O., S.93.

Reihen der dort einquartierten Kaiserlichen und der alliierten Bayern durch mangelhafte Unterkünfte, defekt gewordene Bekleidung sowie schlechte Verpflegung, genau so verheerend. Die unveränderte Denkweise der Bevölkerung, die ebenso wie zur Zeit des Dreißigjährigen Krieges zuerst die Vertreibung der feindlichen Besatzung flehentlich erbeten hatte, dann aber nach erfolgter Befreiung und der Abwendung der unmittelbaren Gefahr im Weg der Landstände alles aufgebieten hat Einquartierungen und Kontributionen durch eigene oder alliierte Truppen zu entgehen, wiederholte sich in einer gänzlich undifferenzierten allgemeinen Soldatenablehnung. Diese Feststellung bezieht sich *nicht* auf die befreiten ungarischen Provinzen, von denen berichtet wird, daß im Winter die verlassenen und halbzerstörten Wohnstätten nicht einmal mehr Stroh für Nachtlager boten und die hungernden Soldaten für ihren Sold nirgendwo etwas zu kaufen bekamen, da die Verproviantierung gänzlich zusammengebrochen war.

Um nicht den Eindruck einer billigen Kritik nach dreihundert Jahren medizinischen und sanitären Strebens und Forschens aufkommen zu lassen, sollen zwei erstaunlich lebhaft dargestellten der militärärztlichen Verhältnisse dieser Zeit gleichsam als Bekräftigung vorgelegt werden. Von dem Ersten, Janus Abraham a Gehema, wurde bereits zu Beginn das Zitat von dem harten Los des jungen, hilflosen Soldaten im allgemeinen und das des kranken im besonderen gebracht. Hier folgen die richtig erkannten Gründe dieser noch viele Jahrzehnte dauernden aussichtslosen Situation auf dem Gebiet der sanitären Versorgung:³⁰ „Die grösste Ursache, dass soviel hundert Soldaten im Feld crepieren müssen, kömpt daher, dass nämlich die Feldscherer (das waren die ungelerten Chirurgen) und nicht die Medici (das waren die an den Universitäten geschulten Internisten) zu einem kranken Soldaten gerufen werden. Kömpt eine Armee, die sonst vom Feinde nicht ruinirt worden, dermassen schwach und mit Verlust so vieler brafer Offizirer und gemeiner Soldaten aus der Campagne in die Quartiere zurück so besteht die Ursache theils hierin, dass bei einer Armee von 20.000 oder 30.000 Mann nur ein einziger Medicus bestellt wird, theils auch, dass sich dabei viele unwissende und unerfahrene Regiments- und Compagnie-Feldscherer befinden und dann letztlich, dass die sogenannten Feldkasten (das waren die Feldapotheken) gar nicht mit tüchtigen sondern meistentheils mit unnützen Medicamenten eingerichtet sind. Ein Medicus, er möge noch so habil (geschickt), gelehrt und erfahren sein, so ist er doch keineswegs capabel (fähig) so viel hundert kranke und blessirte Offizierer und gemeine Soldaten zu kuriren. (An) Genommen er könne solches prästiren (leisten), wäre aber selbst krank, wer sollte alsdann sein Amt verrichten? Es müssen aufs wenigste bey einer solchen Armee drei Medici seyn, einer bei der Cavallerie und Artillerie, und zwei bei der Infanterie. Obschon mehr Unkosten durch deren Gage und Ernährung (Unterhalt) erfolgen mögen; so würde durch solches reichlich anderswo wieder ersetzt, indem viele Mannschaft dadurch vom Tode gerettet und nicht so viel auf neue Recruten müsste (an)gewendet werden. Es muss mir ein jeder, der nur in Campagne (Felde) gewesen, zugeben, dass gar selten ein Medicus zu einem kranken oder blessirten Soldaten gerufen wird, sondern nur ein Feldscheerer und zwar meistentheils nicht der Regiments-Feldscheerer, sondern dessen Gesellen und die, welche die Compagnie bedienen. Dieses ist dann die zweite, jedoch die principalste (Haupt) Ursache, dass so viele Officirer und Soldaten um den Hals gebracht werden;

³⁰ E. Knorr: a.a.O., S.66, 68–70, 72.

sintemal die Officirer selbst, entweder aus Geitz, dass sie dem Feldmedicum recompensiren (entschädigen) sollen, da sie solches lieber verhuren, verspielen oder versauffen oder aber aus Unachtsamkeit und Unwissenheit, wenn sie krank werden, sich nur eines Feldscheerers bedienen. Rechtschaffene und gewissenhafte Chirurghi sollten sich aller innerlichen Kuren begeben und in allen und jeden Krankheiten, sie mögen ihnen auch (noch) so leicht fürkommen, erfahrene Medicos consuliren.“

Dieser aufrichtige und engagierte Reformator empfahl den „hohen Potentaten“ als Ausweg „etliche arme Studenten oder aufs wenigste Gymnasiasten, welche nur allein die lateinischen Autoren verstehen auf deren (gemeint ist der Potentaten!) Unkosten in anatomia und sonderlich in der Chirurgie von gelehrten Professoribus et Doctoribus unterweisen und wenn sie dann Theoriam verstunden, darauf die praxim bei einem wohl erfahrenen Chirurgo vollführen und absolviren lassen. Auf solche Weise könnte die Chirurgie mit der Medicina wiederumb vereinigt und verknüpft werden.“ Allein dieser einleuchtend und einfach erscheinende Vorschlag war fachlich und sozial reine Utopie! Die medizinische Wissenschaft stagnierte zu dieser Zeit in ganz Europa, die Universitäten besaßen, abgesehen von der vor allem theoretisierenden Lehrweise, nirgends die notwendige Kapazität auch nur annähernd den realen Bedarf an geschulten Medizinern zu decken. Erst als die Institution des promovierten Militärarztes allgemein kodifiziert wurde und das war im ersten Viertel des 19. Jahrhunderts, konnte ein tatsächlicher Erfolg auf dem Gebiet der Militärmedizin, der medicina castrensis, verzeichnet werden.

Schließlich noch einige Zitate aus den beachtenswerten Memoiren des Meisters Johann Dietz, des Großen Kurfürsten Feldscher und königlichen Hofbarbier, der in Halle an der Saale, in der damaligen preußischen Provinz Sachsen-Anhalt, am 18. Dezember 1665 geboren wurde.³¹ Mit einundzwanzig Jahren hat er als Feldscher in dem brandenburgischen Auxiliarkontingent an der Belagerung von Buda teilgenommen. Er gehörte ganz nach Handwerksbrauch zur Zunft der Barbieri, wo er seine Lehr- und Gesellenzeit mit vierzehn Jahren beginnend, absolvierte. Nach dem üblichen Meisterwechsel, ließ er sich von dem Medicus und dem Regiments-Chirurgus „examiniert“ in Berlin als Kompaniefeldscher anwerben. Nach dem beschwerlichen Landmarsch des gesamten Kontingents über den Jablunkapaß und durch das verheerte Ungarn wurde die Donau bei Gran (Esztergom) überschritten und er selbst von Waitzen (Vác) auf einem Floß das mit Pulver und Genesenen beladen war, nach Pest gebracht. Da sich die Brandenburger bereits im Lager vor Buda befanden und die Schiffsbrücke von den Türken ständig beschossen wurde, mußte er über eine Furt um zu seiner Truppe zu gelangen, die gleich bei seinem Eintreffen zum Batteriebau durch die Laufgräben (Approchen) vorging (vermutlich zwischen dem 13. und 16. Juli) „Ich mußte mit, (und) zwar eben zu der Zeit, da die Kaiserlichen und die Bayern ein Attack gethan und die Wasserstadt eingenommen. Mein Gott was war da vor ein Geschrei und Lamentieren von den Blessierten von allerhand Nationen. Etlichen waren die Arme, Beine weg, etlichen die Köpfe entzwei, die untern Kinn weg, daß die Zunge da hing. Wann sie so mir auf den Zeltstangen entgegen getragen wurden schriean erbärmlich: Ach, mach mich tot! Stecht mich tot! und sofort. Als ich in die

³¹ Meister Johann Dietz des Großen Kurfürsten Feldscher und königlichen Hofbarbier. Nach der alten Handschrift in der Königlichen Bibliothek zu Berlin, hrsg. von Dr. Ernst Consentius, Berlin 1915, S.46, 52–53, 55–57, 65–67.

Approchen hineinkam, da gingen die Kugeln und piffen umb und neben mir, da sahe ich, wie hie und da einer nach dem andern umbfiel und schrie. Da hieß es: „Feldscher! von dem und dem, raus verbinde! und solltu auch drüber totgeschossen werden!“ Wie es denn etlichen begegnet. Unsere Batterie wurde in einer Nacht fertig und nur sechszehn Personen dabei totgeschossen oder blessieret.“ Über die Härte des Lagerlebens erzählt Dietz: „Wir standen gleich an(neben) der kaiserlichen Reiterei mit unserer (brandenburgischen) Artillerie, mein Zelt fast zuletzt. Ich hatte mein Bette, statt des Stroh, welches wir nicht hatten, von Hecken und Dornen einer halben Elle (etwa 40 cm) hoch von der Erde gemacht. Und das war sehr gut; weil die andern, so platt auf der Erde lagen, meist stuißen. Das Unterbette waren alte Säcke, das Oberbette alte Zelt. Es war doch besser, als wie wir oft unter freiem Himmel liegen mußten, da der Sattel mein Kopfkissen und des Pferd, des Nachtes zu grasen pflegte, ans Bein gebunden; zumal ich ofters des Morgens halb mit dem Leib im Wasser gelegen hatte und doch gut schliefte. Es wurde bei der großen Hitze, die Tages in diesem Land ist, des Nachtes sehr kalt, daher die meisten Krankheiten und das Sterben der Deutschen kommt. Es wurde, sage ich von der Hitze, von den aufgeschnittenen toten Körpern von Menschen und Pferden so ein Gestank und Gift, maßen alle Gassen im Lager vollagen, daß niemand bleiben konnte. Dahero die ungrischen Bauren gezwungen wurden, große Löcher zu graben und die Körper übereinander zu werfen und zuzuscharren.“ Ein Kommentar scheint unnötig; Janus Abraham a Gehema hat in seiner mahnenden Anklage gegen das Schicksal der kranken und verwundeten Soldaten wahrlich nicht übertrieben.

Es wird um Nachsicht gebeten, daß trotz aller Kürzungen das Referat etwas lang geworden ist, obgleich in allen drei Abschnitten nur ein sehr kurzer Überblick geboten wurde. Der Zweck war die bisher wenig beachtete Situation der doch so wichtigen Logistik in ihrer sehr komplexen Problematik zu präsentieren. Während sich bei der Bewaffnung und Bekleidung Fortschritte in der Technik und in der Uniformierung bereits anbahnen, ist bei der unmittelbaren Versorgung der mit Verpflegung und ärztlicher Pflege gleich welcher Art alles noch im Urzustand; gerechterweise muß darauf hingewiesen werden: für die Offiziere und die Mannschaft gleich, da Bakterien niemals Rangunterschiede beachten und der Feldscher bei einem Offizier vielleicht mehr Getue machte, aber der Endeffekt war bei einer Verwundung hier wie dort Tod oder Verkrüppelung. Vergeben Sie mir die nackte Härte der Diktion, doch scheint mir nur diese dem zeitlosen Grauen des Krieges zu entsprechen. Zur Wiedereroberung und damit zur Befreiung von Buda wurden große Opfer gebracht, die militärischen Leistungen von Führung und Truppe waren gewaltig; vergessen wir auch nicht, daß es eine Koalitionsarmee war, mit allen, dieser stets anhaftenden Friktionen! Eines ist jedoch ganz gewiß, daß nur durch den Freiheitswillen und die unüberwindliche Widerstandskraft des ungarischen Volkes die Folgen der über hundertfünzigjährigen Okkupation in jeder Hinsicht, ob kulturell, zivilisatorisch oder politisch derart großartig überwunden werden konnten!

Buda 1686 im Lichte der Korrespondenz im Staatlichen Gebietsarchiv Brno

PAVEL BALCÁREK

In meinem Beitrag möchte ich in Kürze aufgrund der Korrespondenz des kaiserlichen Geheimrates und höchsten Hofmeisters Fürst Dietrichstein, der in den Jahren 1655-98 das süd-mährische Gut Nikolsburg (Mikulov) zu Eigentum hatte, die unmittelbar mit der Eroberung von Buda im Jahre 1686 zusammenhängenden militärisch-politischen Ereignisse behandeln. Aus dieser im Staatlichen Gebietsarchiv im Fonds Familienarchiv Dietrichstein aufbewahrten Korrespondenz geht hervor, daß Fürst Dietrichstein zu den am besten unterrichteten Beobachtern dieser Ereignisse zählte. Dies verdankte er seinem hofmeisterlichen Amt und seinem Einfluß am Hof und beim Kaiser. Diese Tatsache hatte zur Folge, daß sich führende Persönlichkeiten aus dem Lager der Kaiserlich-Alliierten mit Ersuchen um Fürsprache an ihn wandten, insbesondere in Fragen von ungenügenden Geldzuwendungen für die Armee. In dieser Korrespondenz finden wir Schriftstücke sowohl von führenden kaiserlichen Generälen und Marschällen, wie z. B. Karl von Lothringen, Anton Caraffa, Rudolf Rabatta, Aeneas Caprara, Heinrich Johann Dünnewald u. a., als auch solche der Kurfürsten von Sachsen, von Pfalz-Neuburg und von ungarischen Magnaten, z. B. des Palatins Pál Esterházy und Károly Pálffy sowie von kaiserlichen Kommandanten aus den die sogenannte windische Grenze zu Krain und Slowenien bewachenden Feldlagern an der Drau¹. Diese Dokumente bieten uns nicht nur die Möglichkeit einer ausführlichen Nachvollziehung des Herganges der militärischen Ereignisse jener Zeit, vielmehr bieten sie uns auch Einblick in die Psychologie der vordergründigsten Akteure.

Interessant ist in dieser Hinsicht insbesondere die Korrespondenz des unruhlich in die Geschichte eingegangenen Generals Caraffa, z. B. wegen dem gegen ungarische Verschwörer geführten Blutgericht zu Eperjes (Presov)². Aus der Korrespondenz schälte sich das Bild eines scharfmacherischen, energischen und rücksichtslosen kaiserlichen

¹ Diese Korrespondenz befindet sich im Staatlichen Gebietsarchiv Brno im Fonds G 140 „Familienarchiv Dietrichstein“ (im Weiteren bloß G 140) und stellt eigentlich das ehemalige Schloßarchiv in Nikolsburg (Mikulov) dar. Über die Situation an der sog. „windischen Grenze“ unterrichten uns insbesondere die Briefe von Franz Balthasar Rostinger aus dem kaiserlichen Feldlager „bei Dernia zu Repusch“ vom August bis November 1686 unter der Signatur 285, Karton 217 in: *Türkenkrieg 1683-1686*.

² Vergl. G 140, Sign. 293, Kart. 220 in: *Türkenkrieg, Verschwörung und Blutgericht zu Eperjes. Berichte des Generalen Caraffa an den Fürsten Ferdinand von Dietrichstein v. J. 1686 und 1687, so dann 1688, 1690-1692.*

Pavel Balcárek, Státní oblastní archiv Brno, Žerotínovo nám. 3-5. 65 601 Brno, Tchécoslovaquie

Generals heraus, der in der Wahl der Mittel skrupellos war, gleichzeitig aber die Politik des kaiserlichen Hofkriegsrates sowie der kaiserlichen Kammer, deren bedeutender Vertreter eben Fürst Dietrichstein in seiner Funktion als Hofmeister gewesen ist, scharf verurteilte. Bereits am 5. Jänner 1686 erhielt Dietrichstein ein dringendes Schreiben aus Szatmár (Sátmare), daß er für deutsche Truppen aus dem Reich 120 tausend Taler monatlich und außerdem noch weiteres Geld für den Unterhalt von etwa 8000 Ungarn, die in Siebenbürgen angeworben würden, brauchen würde³. Dietrichstein schreibt am 17. Jänner zurück, daß Caraffa bloß 80 000 Gulden, und das nur für 6 Monate, bekommen könne⁴. Auch aus einer Reihe von weiteren Beschwerden können wir zur Überzeugung gelangen, daß die kaiserliche Armee schlecht und mit Verzögerung bezahlt worden ist. Bei der Zuteilung von Geldmitteln und Ergänzung durch Rekruten ist es zu augenscheinlichen Ungerechtigkeiten gekommen, was zur Zielscheibe für heftige Kritik diente.

Caraffa unterrichtet uns aus Szatmar auch über Truppenbewegungen von Thököly. Am 13. Februar schreibt der General, daß Thököly mit 4000 Türken in Varasd (Warasdin, Varazdin) eingerückt sei. Damit habe er die dortige Garnison auf 7000 Mann verstärkt. Im Lande habe diese Operation großen Alarm ausgelöst. Die „Malcontenti“ freuten sich bereits und zu Thököly desertierten erneut Mitglieder der ungarischen Miliz⁵. Desweiteren unterrichtet Caraffa Dietrichstein, daß er Sankt Jakob, drei Meilen von Varasdin entfernt, erobert und 600 Türken – die dortige Garnison – gefangen genommen habe. Geschütze und weiteren Militärvorrat habe er jedoch an Ort und Stelle gelassen, da er befürchtete, Thököly könnte der Türken zu Hilfe kommen. Bemerkenswerte Erwähnungen darüber, daß sich in Ungarn das durch das allgemeine Elend gepeinigte und zur Verzweiflung getriebene arme Volk erneut aufzulehnen beginne, erfahren wir aus einem an Dietrichstein gerichteten Schreiben aus Kassa (Kaschau, Košice) vom königlichen Pronotanus István Kálmán⁶. Von Interesse ist auch Caraffas Brief vom 28. März aus Szatmár, welcher über Debrecen (Debrezin) berichtet, wie diese Stadt trotz aller Kriegsschäden auch weiterhin durch das Geschäft immer reicher werde⁷; die Stadt unterhalte Handelsbeziehungen nicht nur zu Wien, aber auch mit der Türkei, Siebenbürgen und Polen. Sie bestehe aus über 3000 Häusern, vom Handel profitierten beinahe alle Einwohner. Es sollten hier angeblich auch die meisten Rebellen, deren Ehefrauen und Besitz geblieben sein. Fast in jedem Hause lebten 4 bis 5 Familien, weil hier viele Einwohner von zerstörten Orten aus weiter Umgebung in der Stadt Zuflucht suchten. In weiteren Punkten dieses Briefes äußert sich Caraffa verächtlich über die Siebenbürger. Seiner Meinung nach handle es sich um Lügner, denn als sie nunmehr den Kontributionsrest für das Einquartieren der Soldaten zu entrichten hätten, gebrauchten sie Ausflüchte und Caprara gegenüber, der mit Vollmachten vom Kaiser gesandt worden war, stellten sie unzumutbare Bedingungen. Caraffa behauptet, daß wenn ihm der kaiser-

³ Ebenda. Vergl. Brief vom 5. 1. 1686.

⁴ Ebenda. Vergl. Dietrichsteins Konzept vom 17. 1. 1686

⁵ Ebenda. Vergl. Caraffas Brief vom 13. 2. 1686

⁶ Vergl. G 140, Sign. 300, Kart. 222 in: Ungarn, Croatien und Siebenbürgen-Correspondenz der ungarischen Kammer, des Palatins, der Bischöfe, des Banus, der Comitats, Städte und Magnaten mit dem Ferdinand Dietrichstein in den Jahren 1673–1698. Z. B. Kálmáns Schreiben vom 15. 2. 1686 aus Kassa „... universa Plebs in desperationem agatur, ... prout misera Plebs iam in diversis locis consurgere incipit.“

⁷ Vergl. Berichte des Generalen Caraffa, zitiert in 2)

liche Hof mit seinen Kruzifixen nicht die Hände binden würde, er hätte schon gewußt, wie sich das Geld zum Bezahlen der Soldaten verschaffen ließe. Es sei völlig unmöglich, wie es die Herren in Wien möchten, die Kontribution nur mit Hilfe von schönen Worten („buone parole“) einzutreiben. Zum Zweck der Ernährung seiner Regimenter würden seiner Ansicht nach noch unzählige Orte vernichtet werden müssen, aber anders ließe sich der Krieg nicht führen... Diese Worte drücken am besten die militärische Mentalität Caraffas, eines der gefühllosesten, aber auch erfahrensten kaiserlichen Befehlshaber aus. Zum Schluß des Briefes schreibt er noch, daß der Kaiser beim Einfordern der Kontribution weit entschiedener vorgehen und seine Erbländer nicht so sehr beschützen solle. Das ist auch eine Anspielung auf die Tatsache, daß die kaiserliche Konferenz, bei der Dietrichstein ein sehr gewichtiges Wort zu reden hatte, im Jahre 1685 einen Beschluß faßte, wonach ein weiteres Anwerben von Soldaten in den kaiserlichen Erbländern verboten sei; diese hätten für weitere Militärkampagnen nur finanziell aufzukommen, bzw. hätten sie nur zur Ergänzung der aus dem Reich nach Ungarn ziehenden Truppen beizutragen.⁸

Über den Marsch der Regimenter des sächsischen Kurfürsten in Richtung Ungarn erhält Dietrichstein Nachrichten aus Dresden vom Graf Johann von Clary-Aldringen. Aus seinen Briefen können wir herauslesen, daß am 20. April 3 sächsische Infanterie-Regimenter und einen Tag später 2 Kavallerie-Regimenter in Böhmen einmarschiert seien. Wir finden hier auch Nachrichten über Visitationskommissäre des Kurfürsten von Brandenburg, welche für seine Armee den Weg durch Mähren nach Ungarn in Richtung Trencsén (Trentschin, Trenčín) über Holleschau (Holešov), Neu-Swetlau (Nový Světlov) und den Hrosenkau-Pass (Hrozenkovský průsmyk) vorbereitet hätten. In diesem Schriftwechsel finden wir auch eine gegen den brandenburgischen Kurfürsten eingebrachte Beschwerde, daß dieser sich nicht an die „... vom Hof aus erhaltenen Marschrouten hält, sondern seinem eigenen Belieben nach ...“ durch Mähren ziehe, wodurch auch dietrichsteinsche Güter in Leipnik (Lipník) und Mährisch-Weißkirchen (Hranice) beträchtlich in Mitleidenschaft gezogen worden seien.⁹

Die Monate März und April bringen eine beachtenswerte Korrespondenz aus Ragusa (Dubrovnik) von Dietrichsteins Berichterstatter Ferdinand Maronci. Z. B. am 14. März berichtet dieser, daß der Großwesir seine Verstärkung nicht auf dem üblichen Weg („la strada ordinaria“) über Belgrad nach Ungarn senden, sondern eine Brücke über die Donau in der Nähe von Vidin (Nordbulgarien) – unweit der Trajan-Brücke – errichten wolle. Auf diese Weise wolle er in die Walachei einmarschieren, um sich mit den Tataren vereinigen zu können. Dann sollten die türkischen Truppen nach Temesvár (Temeschwar, Timișoara) ziehen, um in Oberungarn einmarschieren zu können. Entlang der Donau sollten sie angeblich genügend Lebensmittel finden.¹⁰ Am 6. April berichtet Maronci – aufgrund von Nachrichten seiner in Konstantinopel tätigen Kundschafter – über den Besuch von Gesandten aus Siebenbürgen, Frankreich (Monsignore Gerardin) sowie aus Moskau bei der Hohen Pforte. Die Siebenbürger hätten keine Kräfte mehr, den in ihr Land eindringenden kaiserlichen Widerstand zu leisten. Diese Tatsache sei seiner Mei-

⁸ Vergl. G 140, Sign. 162a, Kart. 108–109, wo sich Schriftstücke zum Jahre 1685 befinden, welche die Beschwerden der ungarischen Stände über das Überwintern der Truppen in Ungarn und den das weitere Anwerben in den Erbländern verbietenden Konferenzbeschluß enthalten usw.

⁹ Vergl. G 140, Sign. 285, Kart. 217, insbesondere Briefe vom 19. und 22. 4. 1686

¹⁰ Ebenda. Vergl. Maroncis Schreiben vom 14. 3. 1686

nung nach der Hauptgrund dafür, daß der Großwesir einen großen Feldzug gegen christliche Waffen unternehmen wolle. Er führt uns die Beratungen des Großwesirs mit dem Großen Rat vor Augen, wo endlich beschlossen worden sei, daß die Türken in Richtung Belgrad ziehen, nachdem sich ihnen Hilfstruppen aus Asien und weiteren Teilen des Osmanischen Reiches angeschlossen haben würden. Die Streitkräfte des Paschas von Bosnien und Herzegowina sollten an der Grenze Wache halten. Die Korrespondenz gibt uns auch Aufschluß über den Besuch des Residenten des polnischen Königs in Konstantinopel, dessen Neutralität sich die Hohe Pforte mittels reicher Gaben zu erkaufen versucht.¹¹ Am 8. Mai schreibt Maronci aus Ragusa, der Großwesir habe sich mit seiner großen Streitmacht in Richtung Belgrad in Bewegung gesetzt. Er erwähnt auch einen damals in Belgrad ausgebrochenen Großbrand, der ein Drittel der Stadt sowie die Burg verwüstet habe. Der Großwesir soll laut eines weiteren Schreibens von Maronci (4. Juli) mit seinem mächtigen Heer erst am 22. Juni Sofia erreicht haben.¹²

Das ist bereits jener Zeitraum, wo die kaiserliche Armee und die alliierten Streitkräfte aus dem Reich am Anfang Juli die Belagerung von Buda eingeleitet haben. Über diese Ereignisse berichtet ausführlich dem Fürsten Dietrichstein ein General-Major der kaiserlichen Armee – Heinrich Johann Graf von Dünnewald. Am 1. Juli z. B. schreibt dieser aus einem Feldlager von Székesfehérvár. (Stuhlweißenburg) daß er auf Befehl des Herzogs von Lothringen mit der gesamten kaiserlichen und alliierten Kavallerie eingetroffen sei, um alles zur Belagerung von Buda nötige sicherzustellen. Sie hätten am Fluß Szarvas ein Lager aufgeschlagen und ein 2 Meilen oberhalb des Flusses liegendes Schloß, genannt Badian, besetzt. Er ließe auch das gesamte Terrain bis zur Brücke in Eszék (Esseg, Osijek) beobachten, damit auf diesem Wege keine Verstärkung zu den Türken in Buda stoßen könne. Desweiteren beschwert er sich darüber, daß die Truppen nicht mit Rekruten ergänzt worden seien, mit Ausnahme einiger wenigen „Commissariats-Favoriten-Regimenter“ (z. B. der Grafen Mercy und Heussler), welche als einzige auch mit Geld versehen wären. Die übrigen – und das waren die meisten – ständen den ganzen Winter in ununterbrochenem Kampfeinsatz („in kontinuierlicher Operation“) und hätten hier weder Quartier, noch Geld. Sie befänden sich „...in einem schlechten und miserabilen Standt.“ Sein Regiment habe noch einen „...Verpflegungsrückstand von 75,751 Gulden ...“ auszuzahlen. Täglich überlaufe zu ihnen eine Reihe von Ratten, die über großen Mangel an Brot und Lebensmittel überhaupt berichteten. Diesen Kunden nach sollten die Leute in Buda „...nur von Hürsch...“ leben und wenn sie die Ungarn aus Veszprém und Komárom (Komorn, Komárno) nicht mit Getreide bevorratet hätten, „... hätte der Ort schon längst sich ergeben und fallen müssen“.¹³ In seinem Brief vom 21. Juli unterrichtet er Dietrichstein, daß der Großwesir mit der Armee zur „Essecker-Brücken“ anmarschiert sei. Es gelänge ihnen, dem Feind jede Beschaffung von Futter und Lebensmittel in der Umgebung zu vereiteln. Das Gelände

¹¹ Ebenda. Der Großwesir soll auch den Befehl erteilt haben, 35 Kriegsschiffe und viele Galeeren auszurüsten, um der christlichen Armee entgegenzutreten. Dem polnischen Residenten schenkte er ein wunderschönes Pferd, teures Geschirr und weitere Gegenstände in der Hoffnung, daß mit dem polnischen König ein Frieden „sopra la quale i Turchi fanno gran capitale“ geschlossen werde. Vergl. Brief vom 6. 4. 1686

¹² Ebenda. Vergl. Maroncis Schreiben vom 8. 5. 1686

¹³ Ebenda. Vergl. Dünnewalds Brief vom 1. 7. 1686

bis zum Stadttor stände unter Kontrolle der Geschütze. Er meine, daß binnen 6 bis 8 Tage Buda bereits erobert sein würde. Das Schreiben enthält auch Informationen über die Truppenbewegungen der türkischen Armee in Niederungarn, welche von Franziskanermönchen in Szegedin (Szeged) stammen. Laut diesen Berichten sollen „... zu der Esseker-Brücken ...“ an die 12 000 Türken eingetroffen sein. Ihr Serder soll erklärt haben, wenn sich Buda noch mindestens 8 Tage behaupten könne, könne er die Stadt retten.¹⁴

Detaillierte Nachrichten über die Belagerung von Buda enthält z. B. Dünnewalds Schreiben vom 4. August aus einem Feldlager vor Buda. Dünnewald sei hier gestern aus Székesfehérvár eingetroffen und habe die Kavallerie rund um die Stadt aufgestellt. Er unterrichtet Dietrichstein über einen Angriff des bayrischen Kurfürsten auf den an der Donau beim Schloß gelegenen unteren Teil der Stadt sowie über Angriffe kaiserlicher und brandenburgischer Regimenter von der zweiten, gegenüber den Weinbergen liegenden Seite. Dabei lobt er die Tapferkeit der brandenburgischen Soldaten, welche binnen kurzer Zeit bereits dreimal „große Roundels“ einnehmen konnten. Kritisiert werden hierbei die Mineure, auf die man sich nicht im Geringsten verlassen könne, gelobt wird der Mut des Feindes, welcher sich äußerst hartnäckig verteidige.¹⁵ Bemerkenswerte Informationen liefert auch ein Schreiben des Generals Rabatta vom 12. August. „Seraskier“ ziehe von Ercsi (Erder) nach Buda mit einem Heer von etwa 30 tausend Mann. Dieser beabsichtige mit einem Teil seiner Armee durch Kanonenfeuer von den Höhen aus so lange zu attackieren, bis sich eine Gelegenheit zum Durchbruch der Entsatztruppen in die Stadt biete. Zwischen dieser Gegend und Esztergom (Gran) bewegten sich unablässig Tataren, welche die Situation ungemein unübersichtlich gestalteten. Der Herzog von Lothringen habe heute einen Kriegsrat gehalten, wo u. a. beschlossen wurde, daß heute um Mitternacht gegen den Feind ein Angriff vorgetragen werde, um die anliegende Höhe besetzen zu können. Die Armee habe diese Entscheidung mit großen Freuden begrüßt. Es wurde vereinbart, daß an dieser Operation 15 000 „Teutschen-Fuss-Völcker“, 18 000 Kavalleristen, 4000 ungarische Heiducken und 3000 Husaren teilnehmen würden. Diese „Attaque“ sollte von 2000 deutschen Reitern gedeckt werden, 4500 Infanteristen sollten die „Apprecken“ (Schützengraben) bewachen. Im Lager sollte ein Teil der Husaren und Heiducken sowie 16 000 Soldaten der deutschen Kavallerie und 10 500 Soldaten bei der Artillerie zurückbleiben. „Zu mehrerer Versicherung der Communication“ wurde im Lager des bayrischen Kurfürsten eine Schiffsbrücke errichtet. Die Armee wurde ebenfalls von Pest aus über zwei Schiffsbrücken „durch die Proviantfuhren“ versorgt. Auf der Insel oberhalb von Buda hätten sie Vorräte an Munition, Proviant, Faschinen Schanzkörben, Palisaden usw. Es wäre dort auch ein Feldspital. Dorthin wurde auch ein Teil der Pagaße verlegt.¹⁶

¹⁴ Ebenda. Vergl. Auszug aus dem Schreiben aus Szolnok gleichen Datums, welches uns über die Bewegungen der türkischen Armee in Niederungarn unterrichtet

¹⁵ Ebenda. Vergl. Dünnewalds Brief vom 4. 8. 1686

¹⁶ Ebenda. Vergl. Rabattas Schreiben vom 12. 8. 1686. Nach Pest führe diesem Schreiben nach „eine fliegende Bruck und die ordinarii Schiffbrick“, bewacht von einigen Heiducken mit dazu bestimmten Kriegskommissaren. Diese blieben auf der Insel und hätten die Versorgung mit allem Nötigen sowohl für die Seite mit den Truppen der Kurfürsten, als auch für die kaiserlichen Truppen sowie für die bei Pest lagernde ungarische Miliz zu gewährleisten.

Ein ungemein ausführliches Schreiben über die Belagerung von Buda sendet Dünnewald an Dietrichstein am 15. August. Er schreibt darin, daß am 12. August der Großwesir tatsächlich mit seiner Armee angelangt sei und in einer Entfernung von etwa einer halben Meile auf einem Hügel an der Donau Stellung bezogen habe. Es würde ein Kriegsrat abgehalten und vereinbart worden sein, daß sich alle 3 Armeen zum Generalsturm gegen die Stadt zusammenschließen würden. Dabei behauptet er, Dietrichstein, daß der am 13. August unternommene Generalsturm vor allem wegen schlechter Arbeit der Mineure mißlungen wäre, als die damals abgefeuerten 3 Minen fast keinen Schaden angerichtet hätten. Er behauptet weiter, daß die „... Minierer so meistens lüttiger sind, entweder der Handwerk zu sagen nit recht verstehen, oder aber sie durch die französisch-Factionen mit Geld bestochen worden sein müssen.“ Im weiteren beschreibt er ausführlich den Angriff der türkischen Entsatzarmee auf ihre Stellungen am 14. August. Er selbst habe mit der Kavallerie gegen das feindliche dritte Corps gekämpft, welches „...in 10 000 der bravesten und ausgelesensten beiderseits mit Türkischer Reuterei bedekten Janitscharen bestanden und mit vielen Fahnen versehen gewesen.“ In dieser Schlacht sind mehr als 2000 Janitscharen „... auf dem Platz geblieben, 100 gefangengenommen, 30 bis 40 Stück Fahnen nebst 8 Stück Geschütz erobert worden.“ Als der Feind erkannt habe, daß die Operation fehlgeschlagen sei, habe er sich zurückgezogen. Nur ein kleiner Teil der Truppen „... mit etlich 1000 der wohlberittensten von Janitscharen, stehet noch alhier. Der Herzog von Lothringen resolvirt, alle eroberte Fahnen,“ die ihm Dünnewald „... heute presentiret, auf Breche (Mauern rings um die Festung) aufstecken zu lassen, den Türken damit zu zaigen, daß sie kein Succurs mehr zugewarten haben.“¹⁷

Dieser Sieg über die türkische Entsatzarmee vor Buda am 14. August sollte für die Eroberung der Stadt bereits die Vorentscheidung gebracht haben. Die Türken unternahmen noch einen Versuch mit einem „Succurs“ von „... 2000 berittenen Janitscharen und 1200 Spahis ...“ in die Stadt zu gelangen. Dies schildert uns farbige Rabatta in seinem am 20. August an Dietrichstein abgesandten Schreiben.¹⁸ Das „Succurs“ prallte am rechten Flügel gegen die Truppen des bayerischen Kurfürsten und wurde dabei zermalmt. Nach Buda kamen nur etwas mehr als 100 „... viel beschädigte Männer.“ Am 25. August beschreibt Rabatta den Angriff alliierter Truppen vom 22. August, wobei die Türken viele Verteidiger verloren hätten.¹⁹ Die größten Erfolge soll bei dieser Attacke der Kurfürst von Bayern gefeiert haben, nachdem er sogar einen Festungsturm erobern konnte. Rabatta meldet weiter, daß der Großwesir mit seiner Armee untätig etwa 2 Wegstunden von Buda entfernt in Ercsi stehe. Er sammle dort seine Kräfte, damit er noch einen Versuch unternehmen könne, den „Succurs“ in die Stadt zu bringen. Jeder Soldat bekomme sofort ein Handgeld von 40 Gulden. Laut Aussage eines gefangengenommenen Janitscharen hätten in jener Zeit die türkischen Verteidiger von Buda nicht nur Schwierigkeiten mit katastrophalem Mangel an Lebensmitteln, aber auch mit der Disziplin der schlecht gezahlten Janitscharen. Der neue Beg bezahle ihnen anstatt des ursprünglich versprochenen Tagessoldes von 7 Asperl bloß 3 Asperl. Deshalb seien 3000 Janitscharen

¹⁷ Ebenda. Vergl. Dünnewalds Schreiben vom 15. 8. 1686

¹⁸ Vergl. G 140, Sign. 291, Kart. 220, Rabattas Brief vom 20. 8. 1686

¹⁹ Ebenda. Vergl. Rabattas Brief vom 25. 8. 1686

aus Buda weggegangen.²⁰ Rabattas Informationen zufolge habe der Großwesir in seiner Entsatzarmee etwa 42 000 Mann, davon 10 000 Janitscharen; wieviel Kavallerie und Tataren dabei seien, wisse er nicht. Auf seinem Feldzug nach Buda soll der Großwesir keine schwere Geschütze, sondern nur leichtere Stücke mitgenommen haben, an Pagage führe er nur das notwendigste mit.

In diesem Zeitraum bekommt Dietrichstein auch interessante Nachrichten über Thököly, z. B. am 26. August vom Regimentskommandanten „... im kaiserlichen Feld-Lager bei Dernia in Repusch ...“ an der Drau, von Franz Balthasar Rostinger.²¹ Thököly, welcher aus Eszék ziehe, blieben etwa 2000 kampftüchtige Männer, „... nach der Türken-Rechnung ...“ sollen es an die 5000 Mann gewesen sein. Überall herrsche große Angst. Das Volk zwischen Drau und Save versuche durch die Flucht über die Save in Sicherheit zu gelangen. Auch die Türken wüßten nicht, was sie erwarte, wenn Buda fiel.

Die Eroberung von Buda teilt dem Fürsten Dietrichstein Graf Ferdinand von Trauttmansdorf in seinem, in Buda, dem 2. September datierten Brief mit folgenden Worten mit: „Berichte freudigst, daß ich gestern hier angekommen und heute mit sturmenden Hand die Stadt glücklich erobert sei a la barbe du grand vezier et de tente l'armee Ottomane. Die Stadt stehet in Brand und im Schloss thuet man noch einige verzweiffelte Defensur.“²² Am 15. September erhielt Dietrichstein anläßlich der Befreiung von Buda in seiner Eigenschaft als einer der bedeutendsten kaiserlichen Minister einen Glückwunsch vom Senat der Republik Ragusa. In diesem wird die Überzeugung zum Ausdruck gebracht, daß diesem schicksalhaften Ereignis noch weitere nicht minder glückliche Siege der kaiserlichen Waffen folgen würden.²³ Der Herbstfeldzug in Ungarn sollte diese Worte voll bestätigen. Unsere Korrespondenz aus diesem Zeitraum beschreibt eingehend insbesondere die Eroberung von Pécs (Fünfkirchen) durch Ludwig von Baden und den Rückmarsch der brandenburgischen Truppen aus Ungarn.²⁴

²⁰ Ebenda. Vergl. Examen eines am 11. September bei Jacobo (Sankt-Jakob, Kom. Varasd) gefangenen Janitscharen. Die Informationen über den Exodus von 3 000 Janitscharen aus Buda dürften sich auf der Jahre 1685 beziehen.

²¹ Vergl. G 140, Sign. 285, Kart. 217, Rostingers Brief vom 26. 8. 1686

²² Ebenda. Vergl. Trauttmansdorf Schreiben vom 2. 9. 1686

²³ Ebenda. Vergl. Schreiben vom 15. 9. 1686 von „Elettore et i consiglieri della Republica di Ragusa“

²⁴ Ebenda. Vergl. insbesondere Rostingers Briefe vom Oktober 1686, z. B. jenen vom 19. 10. 1686 über die Eroberung von Pécs.

Wesir Abdurrahman Abdi Pascha, der letzte Ofner Beglerbeg (Versuch einer Vita)

JOSEF MATUZ

Am Montag, den 2. September 1686 fiel in den späten Nachmittagsstunden der greise Wesir *Abdurrahman* Pascha, der letzte Beglerbeg von Ofen, bei der tapferen Verteidigung der ihm anvertrauten Burg; damit fand auch die fast anderthalb Jahrhunderte dauernde osmanische Botmäßigkeit in Ungarn ihr Ende.

Abdurrahmans Verhalten und Taten während des Befreiungskampfes, ja während seiner Amtsführung in Ofen, sind hinlänglich bekannt. So stellt sich das gegenwärtige Referat die Aufgabe, über die früheren Etappen des langen Lebenswegs des tapferen alten Mannes zu berichten.¹ Wegen der verhältnismäßig wenige Quellenaussagen können wir allerdings nicht umhin, die wenigen doch zur Verfügung stehenden Fakten² einer etwas eingehenderen Analyse zu unterziehen.

Wir wollen mit dem Namen beginnen. Der letzte Beglerbeg von Ofen erscheint in den Quellen mal unter dem Namen *Abdurrahman*, mal wird er *Abdi* genannt. Erste Namensform, *Abdurrahman*, ist arabischen Ursprungs und hat die Bedeutung 'Sklave des Barmherzigen', d.h. Gottes dessen einer der 99 bekannten Beinamen nach islamischer Auffassung *rahman* 'der Barmherzige' ist. Sämtliche dieser Epitheta und auch der eigentliche Name Gottes, Allah, können mit dem Namenselement *abd* 'Sklave' in eine Verbindung eingehen, neben *Abdullah* 'der Sklave Gottes' kommen, um nur einige solcher Bildungen zu nennen, Namen wie *Abdullatif* 'der Sklave des Gütigen', *Abdurrahim* 'der Sklave des Erbarmers', oder *Abdulkerim* 'der Sklave des Hochherzigen' vor.

¹ Neben den beiden älteren, sehr kurzgefaßten Darstellungen von Anton von Gévay („Versuch eines chronologischen Verzeichnisses der türkischen Statthalter von Ofen“, *Der österreichische Geschichtsforscher*, II (1841), 56–90) bzw. Mehmed Süreyya (Sicill-i Osmani, [Osmanisches Personalregister] III, Stambul 1311 H., 316.) liegen nur noch zwei rezente, allerdings eher populärwissenschaftliche ungarische Aufsätze über Abdurrahman Pascha vor, u.zw. der des Militärhistorikers László Nagy: „Abdurrahman, a rettenthetetlen (Abdurrahman der Beherrzte)“ in seinem Essayband: *A török világ végnapjai Magyarországon* (Histórikai mozaikok) (Die letzten Tage der Welt der Türken in Ungarn (Historische Mosaiken), Budapest, 1986, 174–215, insbesondere das Kapitel: „Mit tudunk Abdurrahmanról (Was weißt man über Abdurrahman)“, S. 182–184, bzw. der zweite Teil des Aufsatzes des jungen Osmanisten Pál Fodor: „Muzulmán hadvezérek (Muslimische Feldherren)“ mit dem Titel „Abdurrahman, aki a várát védte (Abdurrahman, der die Burg verteidigte)“, in der populärwissenschaftlichen Zeitschrift: *História*, VIII/3–4 (1986), 55–59, insbesondere 56 ff.

² Außer Süreyya (loc. cit.) bieten die osmanischen Historiker Silahdar (Silihdar Findiqlili Mehmed Ağa: *Silihdar Tarihi* (Silihgars Geschichte), 2 Bde., Istanbul 1928) und Mehmed Rasid/*Tarih* (Geschichte), I. Istanbul 1282/1865–1866) die wichtigsten Fakten zur Abdurrahmans Vita.

Josef Matuz, Albert-Ludwigs Universität Orientalisches Seminar D–7800 Freiburg RFA

Nun liegen die Dinge so, daß der Vater des Propheten Mohammed nach der Tradition *Abdullah* hieß. Da jedoch Mohammed als erster Muslim in Erscheinung trat, muß sein Vater noch als „Ungläubiger“ angesehen werden. So kam die Gewohnheit auf, daß zum Islam konvertierte Männer, weil sie ebenfalls einen Nichtmuslimen zum Vater hatten, anstatt des ursprünglichen (christlichen oder jüdischen) Namen des Vaters oft *Abdullah* oder einen anderen mit *Abd-* beginnenden Namen als Vatersnamen verwendeten. Die Koseform aller dieser Namen ist *Abdi*.³ Es kam indes nicht selten vor, daß einer dieser *Abd*-Namen auch Söhne muslimischer Väter vergeben wurde, folglich muß auch damit gerechnet werden, daß Söhne von gebürtigen Muslimen ebenfalls den Vatersnamen *Abdullah*, *Abdurrahman* usw. führen konnten.

Der letzte Ofner Beglerbeg führte den Namen *Abdurrahman* allerdings nicht als Vaters- sondern als eigentlichen Namen (*ism*). Sein Vatersname ist nun aber nicht bekannt, er tritt in den Quellen nicht in Erscheinung, so können wir hiervon keine Rückschlüsse auf seine Herkunft ziehen.

Der Name *Abdurrahman* war, wenn auch nicht ausgesprochen häufig, doch auch nicht ganz selten, und wenn – wie in unserem Falle – kein weiteres Distinktivmerkmal, wie etwa der Name des Vaters, Geburtsort oder Eigenschaft zur Verfügung steht, so ist die Möglichkeit einer Verwechslung auch nicht auszuschließen.

Es gibt Gerüchte, wonach der letzte Ofner Beglerbeg, *Abdurrahman* Pascha, aus dem französischen Teil der Schweiz, genauer aus einer Kleinstadt des Waadtlandes namens *la Sarraz*⁴, gestammt haben soll. Er sei demnach ein armer Hirtenjunge gewesen, dem ein Wolf 1644 eine Ziege aus der Herde entrissen habe. Der erst 14 Jahre alte *Cugny*, so der Name des Hirtenknaben, sei aus Angst wegen des Verlusts nach Frankreich geflohen, sei dort in die Armee eingetreten, sich durch Tapferkeit so ausgezeichnet, daß er 1645, also mit 15 Jahren, zum Offizier befördert worden sei. Während der folgenden beiden Jahrzehnte soll sich *Cugny* profunde Kenntnisse in den Militärwissenschaften, insbesondere auf dem Gebiet des Befestigungswesens, erworben haben. In der Schlacht von St.-Gotthardt 1664 habe er schon als Hauptmann bei den französischen Freiwilligen teilgenommen. Er sei jedoch von den Osmanen gefangengenommen worden, habe den Islam bald angenommen und sei zum osmanischen Offizier im Range eines Aga befördert worden. Es habe nicht lange gedauert, und schon sei er zum Befehlshaber „*seraskier*“ (richtig *serasker*) und Pascha von Bender ernannt worden. Von dieser Position habe er in die eines Kommandanten von Ofen übergewechselt und sei bei dessen Verteidigung gefallen.

Eine wahrhaft ergreifende Geschichte, nur Schade, daß es blutwenig wahres daran gibt. Seine Urquelle ist ein französischer Roman ohne Namensangabe des Verfassers aus der Mitte des 18. Jahrhunderts⁵, und somit nicht als historische Quelle in Betracht gezogen werden kann.

³ Viele europäische Quellen bezeichnen den letzten Ofner Beglerbeg meistens als *Abdi* u.ä. Die osmanischen Quellen nennen ihn meistens *Abdurrahman*, die Form *Abdi* kommt aber auch öfters vor, so vor allem bei Silahdar, etwa I, 758; II, 182f. Vgl. außerdem J.H. Mordtmann: „Zu den Türkischen Urkunden“, *Der Islam*, IX(1919), 108¹.

⁴ Etwa 20 km nordwestlich von Lausanne gelegen.

⁵ Le Bacha de Bude, Yverdon 1765; vgl. Zoltan Baranyai: „Le Bacha de Bude“, *Bibliothèque universelle et revue suisse*, CVII(1922), 3–33, insbesondere S. 14. Der Roman wurde ins Deutsche (*Der Bassa von Ofen*, 1785) und auch ins Ungarische (*A' Budai Basa*) übersetzt.

Der anonym gebliebene Autor, wie bereits vor fast anderhalb Jahrhunderten ermittelt,⁶ war der Landvogt (*bailli*) von Yerdon, Victor de Gingins, seigneur de Moiry gewesen. Zwar ist im Roman nicht alles aus der Luft gegriffen, aber selbst die wahren Begebenheiten sind von dem Amateurliteraten willkürlich zusammengebrüht worden.

So soll es einen Hirtenknaben in la Sarraz namens *Cugny* (anders *Cugnier* oder auch *Coigny*), allerdings ein halbes Jahrhundert später, tatsächlich gegeben haben.⁷ Dieser soll nach der oben geschilderten Wolfsaffäre wirklich Soldat geworden und später in der Tat zum Hauptmann befördert worden sein. Er diente aber in einer Schweizer Einheit in holländischem Dienst, und fiel bei der Belagerung von Bergen op Zoom durch die Franzosen 1747. Gingins de Moiry hat diese wahre Begebenheit und auch eine andere, ebenfalls spätere, worauf hier nicht ausführlicher eingegangen werden kann,⁸ einfach nach Ungarn transferiert, zeitlich zurückverlegt und die Gestalt des jungen Hirten mit der des echten *Abdi Pascha*, den er *Apti* nennt, vermengt.

Wenn der letzte Beglerbeg von Ofen nun ohne Zweifel kein Schweizer war, so heißt das nicht, daß er unbedingt gebürtiger Türke gewesen sein muß. Er war nach osmanischen Angaben von albanischer⁹ Herkunft (*arnavut*), eine Tatsache, die sich recht gut mit der damaligen Personalpolitik der Hohen Pforte deckt: Die hohen militärischen Ränge wurden von der Zeit Mehmeds des Eroberers (1451–1481) bis Anfang des 18. Jahrhunderts in der Regel Kindern aus der Knabenlese (*devşirme*) vorbehalten. Diese Rekrutierungspraxis bestand bekanntlich darin, daß die körperlich und geistig besonders gut entwickelten Söhne bäuerlicher – meist christlicher – Untertanen auf dem Balkan als Tribut genommen wurden, um nach einer Umerziehung im Sinne des Islams den Janitscharen zugeteilt zu werden. Es gab allerdings zwei weitgehend zum Islam konvertierte Völker, die darauf bestanden, die Knabenlese auch bei ihnen durchzuführen, nämlich die Bosnier und die Albaner, nicht nur deshalb, weil beide Bergvölker sehr arm waren, sondern auch, weil die Knabenlese für die Betroffenen einen sozialen Aufstieg, u.U. sehr hohen, mitbringen konnte, eine Frage, worauf gleich zurückzukommen sein wird. So besteht die Möglichkeit durchaus, daß *Abdurrahman* von Geburt an ein Muslim war; mit letzter Sicherheit kann dies jedoch nicht entschieden werden, da es unter den Albanern bis in unsere Zeit hinein auch eine christliche Minderheit gab.¹⁰

Abdurrahmans Geburtsort und -datum bleiben ebenfalls weitgehend unbekannt. Nach der einzigen mehr oder weniger ernstzunehmenden Angabe¹¹ soll er bei seinem Tod über achtzig¹² gewesen sein, demnach muß er im ersten Jahrzehnt des 17. Jahrhunderts

⁶ Durch Georges Favey: *Mémoire adressé à la Société des Amateurs de l'Histoire de la Suisse Romande sur une tradition populaire de La Sarraz, suivi d'une notice historique sur ses barons*, Lausanne 1844. Vgl. ferner den gerade erwähnten Aufsatz von Baranyai, 15.

⁷ S. Favey, 46; vgl. ferner Baranyai, 7. 18.

⁸ Nur soviel sei vermerkt, daß es sich um die Geschichte von einem gewissen Olivier, dem Jugendfreund von Cugny dreht, der 1686 bei den Belagerern von Ofen dabeigewesen sein soll; vgl. Favey, 46; Baranyai, 1–7, 10, 18, 22, 25.

⁹ S. etwa Silahdar, II, 182f., vgl. ferner Gévay, 99; Süreyya, III, 316.

¹⁰ Vgl. G. Stadtmüller: „Die Islamisierung bei den Albanern“, *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, N.F. 3(1955), 404–429.

¹¹ Süreyya, III, 316.

¹² *Ibid.* – Nach Hammer (*Geschichte des Osmanischen Reiches*, VI. Pest 1830) sei Abdurrahman erst siebenzig Jahre alt gewesen.

geboren worden sein. Wann und in welchem Alter er durch die Knabenlese in osmanischen Dienst kam, steht ebenfalls nicht fest. Ohne Zweifel machte er die gewöhnliche Laufbahn der „jungen Fremden“ (*acemi oğlan*) durch; d.h. er muß zum Erwerb des Türkischen für Jahre bei anatolischen Landbauern gearbeitet haben und anschließend bei der „Rekrutentruppe“ (*acemi ocağı*) eine harte militärische Ausbildung durchgemacht haben,¹³ denn er diente zu Beginn seiner Laufbahn als „Gemeiner“ bei den Janitscharen.¹⁴

Abdurrahman, der letzte Beglerbeg von Ofen, kam bei der Knabenlese also nicht in die – zu seiner Jugendzeit noch bestehende – sultanliche Palastschule,¹⁵ in die ein kleiner aber erlesener Teil der ausgehobenen „jungen Fremden“, die sog. „Pagen“ (*icoğlan*) eingewiesen und unterrichtet wurden. Diese Kinder waren ebenfalls im Rahmen der Knabenlese ausgehoben, jedoch wegen der besonderen geistigen wie körperlichen Eignung der Palastschule zugeteilt worden. Hier hatten sie sich bei strenger Disziplin umfangreiche Kenntnisse anzueignen, namentlich in den sog. „drei Sprachen“ (Osmanisch-Türkisch, Arabisch und Persisch), in Kalligraphie, islamischer Religionskunde sowie freilich in den Militärwissenschaften, wozu neben der Waffenkunde und der Militärtheorie auch eine angemessene körperliche Ausbildung gehörte. Eine gleichzeitige bzw. anschließende Tätigkeit im sog. „Inneren“ oder „Äußeren Dienst“ (*enderun* bzw. *birun*)¹⁶ sollte die Pagen stufenweise zu verantwortungsvollen Ämtern hinführen. Während nun die Mehrzahl der Pagen nach Beendigung der Ausbildung den berittenen Pfortentruppen zugeteilt wurde, eröffnete sich für die Allerbesten die Möglichkeit, bis in die höchsten Staatsämter aufzusteigen.

Abdurrahman ist eine solche anspruchsvolle Ausbildung in der Serailschule nicht zuteil geworden. Bei aller notwendigen Vorsicht können wir diesem Umstand entnehmen, daß er bei der Aussonderung der „Pagen“ nicht als besonders förderungswürdig angesehen wurde, eine Auffassung, der seine Bewährung zu späterer Zeit zu widersprechen scheint. So viel dürfte allerdings feststehen, daß wir gut daran tun, wenn wir seine Allgemeinbildung nicht sehr hoch veranschlagen.

Trotzdem stieg *Abdurrahman* vom gemeinen Janitscharen stufenweise¹⁷ durch die subalternen Ränge zum Stellvertreter (*kul kedhüdasi*) des Oberkommandierenden dieser Truppe, des Janitscharenagas auf, ein Umstand, der auf seine doch nicht geringen Fähigkeiten hinzuweisen scheint. Die Beförderung eines Truppenangehörigen in die zweithöchste Kommandostelle im Janitscharenkorps ist übrigens nicht verwunderlich, denn es war schon je her üblich, bewährte Haudegen, die ihre Ausbildung von der Picke auf absolviert hatten, schließlich zum Stellvertreter des Janitscharenagas zu befördern.

¹³ Vgl. Basilike D. Papoulia: *Ursprung und Wesen der 'Knabenlese' im Osmanischen Reich*, München 1963. Ismail Hakki Uzuncarsili: *Osmanlı Devleti teşkilatından Kapukulu Ocakları* (Zur osmanischen Staatsverwaltung: die Pfortenunmittelbaren Truppen), I, Ankara 1943, insbesondere 40ff.

¹⁴ Süreyya, III, 316; Lajos Fekete: *Budapest a törökörban* (Budapest in der Türkenzeit), Budapest 1944, 51.

¹⁵ Barnette Miller: *The Palace School of Muhammed the Conqueror*, Cambridge 1941.

¹⁶ Für weitere Einzelheiten vgl. neuerdings Josef Matuz: *Das Osmanische Reich. Grundlinien seiner Geschichte*. Darmstadt 1985, 87ff., sowie die Übersicht Nr. 3. Die Zentralorgane des Osmanischen Reiches im 16. Jahrhundert, auf. S. 316.

¹⁷ Süreyya, III, 316.

Etwas anders scheinen die Dinge bei der am 2. Mai 1669 erfolgten Ernennung *Abdurrahmans* zum Oberkommandierenden der Janitscharentruppe¹⁸ zu liegen. Diese Beförderung wurde *Abdurrahman* während des Kreta-Feldzugs zuteil als sein Vorgänger Ibrahim,¹⁹ zum Stellvertreter des Großwesirs (*kaymakam*) ernannt, zur Niederhaltung von Unruhen in Konstantinopel in die Hauptstadt beordert wurde.²⁰ Die Eigenart dieses Aufstiegs liegt darin, daß seit dem Persienfeldzug Selims I. (1514) eigentlich kein Janitschar mehr zum Janitscharenaga hätte befördert werden dürfen, u.zw. wegen der Disziplinlosigkeit, die in der Truppe bei diesem Feldzug herrschte. Fortan galt es, in die wichtige Position des Janitscharenagas ausschließlich in der Serailschule erzogene, zuverlässige und umsichtige Persönlichkeiten zu ernennen. Diese Regelung wurde allerdings nicht erst im Falle *Abdurrahmans* hintergangen, sondern bereits zwei Jahrzehnte früher, genauer 1648, als Kara Murad, einer der tyrannischen Haudegen, aus der inzwischen längst disziplinlos gewordenen Truppe zum Janitscharenaga befördert wurde,²¹ obwohl dies im eklatanten Widerspruch zu dem bisherigen Verfahren stand.

Nur nebenher sei bemerkt, daß auch der gerade erwähnte Uzun Ibrahim Pascha, ebenfalls Albanese und Statthalter von Ofen, ohne Besuch des *enderun* vom Janitscharen zum Janitscharenaga aufstieg.²²

Es stellt sich nun die Frage, ob die Beförderung des damals bereits über 64-jährigen *Abdurrahmans* in diese hohe Würde dem zu dieser Zeit im Osmanischen Reich um sich greifenden Nepotismus zuzuschreiben ist. Ein gewisser Verdacht liegt insofern nahe, da es zu seiner Person ausdrücklich vermerkt wird, daß er zur Verwandtschaft des *Hocazade Hasan* Pascha gehörte.²³ Nun liegen die Dinge aber so, daß der wesentlich jüngere *Hocazade Hasan* erst 1684 in eine wirklich hohe Position (namentlich in die des Beglerbegs von Rumelien) kam,²⁴ zu einer Zeit also, als der ältere Verwandte selbst bereits hoher Würdenträger war.

Wie es auch immer dem sei, hat der neue Janitscharenaga bei der Belagerung von Kandia (1669) seinen Mann gestanden, insbesondere viele Erfahrungen auf dem Gebiet der Festungskämpfe erworben, Erfahrungen, die ihm später noch zugute kommen sollten. Aber auch als Militärführer konnte er sich bewähren: Es war in großem Maße ihm zu verdanken, wenn meuternde Truppenangehörige, ohne größeren Schaden anrichten zu können, bald zur Vernunft gebracht werden konnten.²⁵

Diese Leistungen brachten ihm am 6. Februar 1671 die Würde eines Wesirs ein.²⁶

¹⁸ Vgl. Gévay, 90.

¹⁹ Es handelt sich um den späteren dreimaligen Beglerbeg von Ofen, Uzun ('den Langen') Ibrahim. Zu seiner Person vgl. Gévay, 87ff.; Süreyya, I, 108f.; IV, 775.

²⁰ Raşid, I, 160; Silahdar, I, 510.

²¹ Für weitere Einzelheiten vgl. Matuz: *Das Osmanische Reich*, 171.

²² Vgl. Gévay, 90.

²³ Vgl. Süreyya, III, 316.

²⁴ Bei seinem Tod im ramazan 1096 (beg. 1. August 1685) war Hocazade Hasan Pascha noch nicht einmal fünfzig Jahre alt; vgl. Süreyya, II, 141.

²⁵ Silahdar, I, 503f. – Schon zuvor, als Abdurrahman erst stellvertretender Oberbefehlshaber bei den Janitscharen (kul kedhüdası) war, hat er sich – zusammen mit seinem Vorgesetzten Uzun Ibrahim – bei der Beseitigung von Unzufriedenheiten bei der Truppe bewährt; s. Silahdar, I, 499.

²⁶ Károlyi und Wellmann irren, wenn sie meinen, daß Abdurrahman bereits 1669, bei Kandias Belagerung die Würde eines Wesirs innehatte; s. Károlyi Árpád: *Buda és Pest visszavívása 1686-ban. A kétszázötven éves évfordulóra átdolgozta Wellmann Imre* (Die Zurückeroberung von Ofen und Pest 1686. Zur zweihundertfünfzigsten Jahreswende überarbeitet von...), Budapest 1936, 202.

In dieser Würde verblieb er vorerst Oberkommandierender der Janitscharen.²⁷ Die Verleihung des Ranges eines Wesirs an einen bewährten Janitscharenaga stellte zur fraglichen Zeit nichts außergewöhnliches mehr dar. Zwar hatte der Oberkommandierende der Janitscharen ursprünglich nicht zu den wirklich hohen Würdenträgern des Reiches gehört: Seine Machtbefugnisse waren noch zur Mitte des 16. Jahrhunderts erst mit denen eines Sandschakbefs vergleichbar. Infolge der generellen Umwälzung im Verwaltungs- wie im Militärwesen seit den ersten Jahrzehnten des 17. Jahrhunderts wurde seine Machtfülle jedoch so erweitert, daß er seit 1645 den Rang eines Wesirs mit Sitz im Großherrlichen Diwan erlangen konnte. Noch immer als Oberkommandierender der Janitscharen, nunmehr aber im Wesirrang (*ağa paşa*), war *Abdurrahman* 1672 bei der Einnahme der podolischen Burg Kamieniec an der Spitze seiner verwegenen Truppen dabei.²⁸

Abdurrahmans weitere Laufbahn verlief den damaligen Gepflogenheiten konform. Wie es zu seiner Zeit üblich war, wurde er bei Beibehaltung der Wesirwürde als Großstatthalter, Beglerbeg, in verschiedene Wilajets versetzt, ohne zuvor je als Sandschakbeg fungiert zu haben. Auch in der Tatsache, daß er das Amt eines Beglerbefs im Wesirrang verrichtete, liegt keine Besonderheit vor, wenngleich eine solche Funktion für Inhaber des Wesiramtes ursprünglich nicht vorgesehen war. Bekanntlich war das Amt eines Wesirs anfangs dafür bestimmt, im Rahmen der Zentralverwaltung zu fungieren, u.zw. entweder als Großwesir, d.h. Leiter der gesamten Staatsverwaltung, oder als beratendes Mitglied, „Kuppelwesir“ des Reichsrats, des „Großherrlichen Diwans“. Seit der Zeit Murads III. (1574–1595) wurden jedoch so viele Wesire – Großwesire wie Kuppelwesire – abgesetzt,²⁹ daß sich von diesen funktionslos gewordenen hohen Würdenträgern ein wahrhafter Berg bildete. Um die einstweilige Pension (*arपालik*) für sie einzusparen und gleichzeitig dieses Reservoir adäquat zu nutzen, vergab die Pforte vakante Wilajets immer häufiger an solche in den einstweiligen Ruhestand gesetzte Wesire. Besonders wichtige Wilajets, wie die von Ofen, Bagdad, Damaskus oder Ägypten wurden von der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts an der Regel nach nur noch Beglerbefs im Wesirrang verliehen.

Den ersten Posten als Beglerbeg bekam *Abdurrahman* am 28. Juni 1674, als er während des Ukraine-Feldzugs seines Dienstherrn, Sultan *Mehmed IV.* das Kommando über die Janitscharen führte.³⁰ Sein Weg führte ihn an die Spitze des Wilajets Bagdad, das vom „Erbfeind“ der Osmanen, den „häretischen“ Safawiden bedroht war. Der greise Würdenträger – er war bereits an die 70 Jahre – mußte die Reise so rasch antreten, daß er nicht einmal seine Dienstleute und Habseligkeiten mitnehmen konnte.³¹ Als Beglerbeg hatte er das Kommando in Bagdad fast zwei Jahre, von seiner Ernennung am 25. Juni 1674³² bis zu seiner Versetzung nach dem ebenfalls eminent wichtigen Ägypten am 11. Mai 1676 inne.³³ Das Nilland war nämlich wegen der Willkürherrschaft des Vor-

²⁷ Raşid, I, 252; Silahdar, I, 561.

²⁸ Zu diesem Feldzug vgl. Silahdar, I, 588ff.

²⁹ Für weitere Einzelheiten vgl. Matuz: *Das Osmanische Reich*, 141f., 173.

³⁰ Raşid, I, 309f.; Silahdar, I, 635f.; Haci Kalfa (Katip Çelebi): *Takvim üt-tevarih* (Geschichtskalender), Istanbul I. muharrem 1146/19. Juni 1733.

³¹ Silahdar, I, 636.

³² Gévay, 90, gibt als Ernennungstag den 28. Juni an.

³³ Haci Kalfa, 221; vgl. Raşid, I, 329; Gévay, 90; Mordtmann, 108.

gängers von *Abdurrahman* Pascha, *Ahmed* Pascha in Unruhen geraten. Vermutlich wegen seines weisen Vorgehens mit den meuternden Truppen auf Kreta ist ihm nun die Befriedung der revoltierenden Provinz anvertraut worden. *Abdurrahman* waltete seines Amtes mit großem Geschick: Er zögerte keine Minute, die Unruhestifter mit harter Gewalt zu beseitigen. Er hatte aber keinen Skrupel, auch List anzuwenden, wenn es ihm nicht möglich war, mit Machtmitteln der Lage Herr zu werden: Den mächtigen stellvertretenden Kommandeur der Truppe der *azeb* (angehörige einer leichten Infanterietruppe) ließ er beispielsweise hinterlistig vergiften.³⁴

Weshalb *Abdurrahman* vier Jahre später, im Sommer 1680³⁵ amtsenthoben wurde, geht aus den Quellen nicht hervor.³⁶ Ob aus Altersgründen: Er war zu dieser Zeit bereits über 75 Jahre alt, ob dabei ein – wohl nur geringfügiges – Versagen eine Rolle spielte, oder aber der traditionellen Versetzungspolitik der Hohen Pforte zuzuschreiben war, die zum Zweck hatte, daß die Beglerbegs keine zu festen Bindungen an ihre Wilajets entwickeln konnten, und somit sich keine Gefahr für eventuelle separatistische Tendenzen bildete. Der einstweilige Ruhestand dauerte fast ein ganzes Jahr, nach welchem er am 24. Mai 1681³⁷ zum Beglerbeg von Bosnien ernannt wurde.³⁸ Ob er dabei, selbst Inhaber der Wesirwürde, der Oberaufsicht des Ofner Wesir-Beglerbegs unterstand, konnte nicht in Erfahrung gebracht werden. Zu jener Zeit führte letzterer nämlich Aufsicht über die Beglerbegs von Bosnien, zusammen mit denen von Temesvár, Großwardein, Semendria und Kanizsa, die in der Regel allerdings keine Wesire waren. Auf eine solche Abhängigkeit scheint indes die Tatsache hinzuweisen, daß *Abdurrahman* Pascha in seiner Eigenschaft des Beglerbegs von Bosnien an den Kämpfen 1682 in Ungarn unter dem Kommando des damaligen Ofner Beglerbegs, *Uzun Ibrahim* Pascha, teilnahm.³⁹ *Abdurrahmans* Amtszeit in Bosnien verlief allerdings nicht ganz unproblematisch: Er geriet mit seinen Untergebenen in Konflikt, als er einen „Amtsweg“ zur Einhebung der Mittel unternehmen wollte,⁴⁰ die zum Unterhalt seiner privaten Provinzialtruppen dienen sollten.⁴¹ Dem schlaunen *Abdurrahman* fiel es aber nicht schwer, auch diese Schwierigkeit zu meistern.

Alle Ämter und Positionen, die er bis dato übertragen bekam, zeigen, daß *Abdurrahman*, obwohl er nicht die übliche Ausbildung des *enderun* durchlief, von Seiten der Zentralregierung hohes Ansehen erfahren haben mußte, da er, neben wichtigen

³⁴ Vgl. Hammer, VI, 322.

³⁵ Der von László Nagy (S. 183) erwähnte Abdurrahman Aga, der im Februar 1680 im Auftrage von Kara Mustafa Thököly aufgefordert hat, eine Begegnung zwischen beiden Würdenträgern in die Wege zu leiten (vgl. noch Benda Kálmán: *Magyarország történeti kronológiája* (Historische Chronologie Ungarns), II, Budapest 1983, 499), ist nicht identisch mit unserem Abdurrahman Pascha. Zum ersten hielt sich unser Abdurrahman zu dieser Zeit noch in Ägypten auf, zum zweiten führte er ja den Titel eines Pascha und nicht den lediglich eines Aga.

³⁶ Rašid, I, 361; Hacı Kalfa, 222; vgl. Gévay, 90; Mordtmann, 108.

³⁷ So nach Silandar, I, 740. – Gévay (S. 90) gibt irrig den 3. Juni 1681 als Ernennungstag an.

³⁸ Außer Silahdar, loc. cit., noch Rašid, I, 369. Letzterer bezeichnet den Posten allerdings als den eines *muhafiz*, ein Begriff, auf den sogleich zurückzukommen sein wird. – Vgl. ferner Mordtmann, 107f.

³⁹ Rašid, I, 386; vgl. Hammer, VI, 377; Mordtmann, 108.

⁴⁰ Rašid, I, 758.

⁴¹ Fodor, 58.

Statthalterschaften am 12. Oktober 1682⁴² mit der Verteidigung Kamieniec in Podolien beauftragt wurde, das zuvor erobert worden war und nun gegen die Polen verteidigt werden mußte. Die Verteidigung von Kamieniec, die *Abdurrahman* nach manchen Angaben als Beglerbeg,⁴³ nach anderen als *muhafiz* befehligte,⁴⁴ verstärkte die These, daß er sich im Verlaufe seines Lebens das Wissen aneignete, das ihm dieses Ansehen letztendlich an der Pforte einbrachte, denn auch als *muhafiz* wurden in der Regel nur verdienstvolle Persönlichkeiten auserwählt. Diese Stelle behielt er anderthalb Jahre bis zum 20. Dezember 1683, als er an die Pforte⁴⁵ berufen wurde.⁴⁶

Wie den Quellen zu entnehmen, bekleidete *Abdurrahman* Pascha zweimal die Würde des Ofner Beglerbegs, eine Tatsache, die der Geschichtsforschung bisher weitgehend entging, lediglich von *Süreyya* erkannt wurde. Das erste Mal hat er diesen Posten⁴⁷ Ende November 1684⁴⁸ erhalten, u.zw. als Nachfolger des bedeutenden Feldherrn *Şeytan İbrahim* Pascha, der zum Oberbefehlshaber (*serdar*) ernannt vorerst, allerdings in Ungarn verblieb.⁴⁹ *Abdurrahman* behielt den Posten des Beglerbegs von Ofen nicht mehr als ein Jahr, da er – nach der Hinrichtung des inzwischen in Ungnade gefallenen *Şeytan/Melek İbrahim* Pascha – im Winter 1685⁵⁰ zum Oberbefehlshaber in Ungarn und in dieser Eigenschaft zum Beglerbeg von Aleppo ernannt wurde.⁵¹ Wie überraschend diese Angabe angesichts der Entfernung zwischen Aleppo und Ungarn zu sein scheint, so steht ihrer Faktizität doch nichts im Wege. Denn, wenngleich überwiegend Großwesire und Kuppelwesire als Oberbefehlshaber⁵² – immer freilich nur für einen einzigen Feldzug – eingesetzt wurden, so kam es vereinzelt doch vor, daß diese verantwortungsvolle Funktion Beglerbegs im Wesirrang, u.zw. auch weit entfernter Wilajets, anvertraut wurde. Um nur ein Beispiel zu nennen, bekleidete 1684 der gerade genannte *Şeytan İbrahim* Pascha die Würde des Beglerbegs von *Diyarbakir*, war aber gleichzeitig mit der Führung des Oberbefehls in Ungarn betraut.⁵³ Diese pro-Forma-Ernennungen an die Spitze eines weit entfernten Wilajets hatten ihren Grund möglicherweise im besoldungstechnischen Bereich:

⁴² 10. seval 1093; s. Silahdar, I, 761.

⁴³ So Silahdar, I, 761, ferner das türkische Tagebuch der Belagerung Wiens 1683, verfaßt vom Zeremonienmeister der Hohen Pforte: *Kara Mustafa vor Wien*, übersetzt, eingeleitet und erklärt von Richard F. Kreutel, 3. Aufl., Graz-Wien-Köln 1966; 54.

⁴⁴ *Süreyya*, III, 316.

⁴⁵ Ohne dabei Kuppelwesir geworden zu sein; s. Silahdar, II, 122.

⁴⁶ Eine Annahme, wonach er an der Belagerung von Wien teilgenommen hätte (vgl. Nagy, 183), läßt sich aufgrund der Quellen nicht verhängen. Nicht er, sondern sein Pfortenagent, der Georgier Ali Aga wurde nämlich am 27. Juli 1683 zum *kedhüda* des Großwesirs Kara Mustafa ernannt. Auch im Falle des Schatzsekretärs des Großwesirs, eines gewissen Abdi, kann es sich nicht um unseren *Abdurrahman* handeln, da der genannte Finanzbeamte ja erst den Titel *efendi* führte, während letzterer ja seit langem Wesirpascha war; s. *Kara Mustafa vor Wien*, 41, 54f.

⁴⁷ So nach Silahdar, II, 184. Raşid (I, 461) bezeichnet ihn allerdings als *muhafiz*.

⁴⁸ Nach Angabe von Raşid und Silahdar soll diese Ernennung in den ersten Tagen d.J. 1096 H. (beg. 28. November 1684) stattgefunden haben.

⁴⁹ Silahdar, II, 183.

⁵⁰ So nach Silahdar (II, 217), der diese Begebenheit für ums Ende des Jahres 1096 angibt. Raşid macht davon keine Angabe. Vgl. ferner *Süreyya*, III, 316.

⁵¹ Silahdar, II, 217. – Fekete (*Budapest a törökökborban*), irrt, wenn er meint, daß *Abdurrahman* erst 1686 zum Oberbefehlshaber in Ungarn ernannt worden sei.

⁵² Während Silahdar durchgehend den Terminus *serdar* verwendet, braucht Raşid wiederholt den gleichbedeutenden Ausdruck *serasker*, so etwa in Bezug auf *Şeytan İbrahim* (S. 480) od. *Ahmed Pascha* (S. 482).

⁵³ Silahdar, II, 183.

Die Versorgung des Oberbefehlshabers wurde wohl durch Mittel des vom Kriegsschauplatz weit entfernten Wilajets gewährleistet.⁵⁴

Was aber den Posten des Beglerbegs von Ofen anbelangt, wurde dieser im Winter 1685 dem Serhoş („Säufer“) Ahmed Pascha⁵⁵ zugewiesen.⁵⁶ Er konnte ihn allerdings kaum antreten, weil er schon am 20. Dezember des gleichen Jahres mit Abdurrahman tauschen mußte.⁵⁷ Serhoş Ahmed erhielt das Oberkommando in Ungarn, während Abdurrahman wieder zum Beglerbeg von Ofen⁵⁸ bestellt wurde.⁵⁹ Diese unentschlossene, schwankende, ja unsachgemäße Verfahrenstart in der Personalpolitik hinsichtlich der Besetzung der wichtigsten Kommandostellen ist zweifellos als Symptom der weit fortgeschrittenen Führungskrise im Reich der Osmanen zu werten.

Wie es auch immer dem sei, wurde es Abdurrahman auch diesmal nicht gegönnt, den Posten des Ofner Beglerbegs lange zu behalten: Diesmal stand er dem Ofner Wilajet nur neun Monate vor. Trotz der prekären Lage der Verteidiger, die immer aussichtsloser wurde, war er – obwohl er von den Belagerern wiederholt aufgefordert wurde – nicht bereit, die ihm anvertraute Burg aufzugeben. Er zog vor, statt zu kapitulieren, mit der Waffe in der Hand zu sterben.⁶⁰

Wesir Abdurrahman Abdi Pascha soll nach osmanischen Angaben⁶¹ eine großmütige und tapfere Person gewesen sein; letztere Eigenschaft wird ihm auch von europäischer Seite bestätigt. Er war aber nicht nur tapfer, sondern auch tüchtig und wenn es sein mußte schlau, wie dies uns die erwähnten Vorfälle auf Kreta, in Ägypten und in Bosnien zeigen. Die Charakterisierung, die über ihn von einem fahnenflüchtigen Janitscharen gemacht worden sein soll, er sei bei seinen Soldaten nicht sehr beliebt gewesen, weil sein Interesse eher im kaufmännischen Bereich lag, denn seinen militärischen Aufgaben galt,⁶² muß mit großer Reserve betrachtet werden. Selbst wenn er tatsächlich – wie es auch vom osmanischen Historiker Silahdar behauptet wird⁶³ – habgierig und

⁵⁴ Hierauf deutet Silahdars (II, 183) Formulierung: *Haleb vilayetiyle Üngürüse serdar* 'mit dem Wilajet Aleppo Oberbefehlshaber für Ungarn'.

⁵⁵ Zu seiner Person vgl. Süreyya, III, 226; Danismend, III, 560; in keinem der beiden Werke ist die Rede davon, daß Serhoş Ahmed je Beglerbeg von Ofen gewesen sei.

⁵⁶ In keinem der mir bekannten Listen der Ofner Beglerbege ist er aufgenommen worden; s. Gévay, *passim*; Hammer, VI, 767f.; Süreyya, IV, 838; Gerg Jacob: „*Türkisches aus Ungarn. I. Eine unverwertete Liste der Bejlerbejs von Ofen*“ *Der Islam*, VIII (1918), 237–245.; Fekete, *Budapest a törökkorban*, 216ff.

⁵⁷ Silahdar, II, 226f.

⁵⁸ Ob er in der Tat eine junge, sehr schöne Ungarin zur Frau hatte, wie dies hin und wieder angenommen wird, läßt sich in den osmanischen Quellen nicht verstärken. Vgl. Nagy, loc. cit.; Várkonyi, Ágnes: *Buda visszavívása 1686* (Ofens Rückeroberung 1686), Budapest, 1984, 204.

⁵⁹ Fodor erwähnt zwar diese Versetzung in seinem zitierten Artikel (s. 56), läßt sie aber in seiner auszugsweise Übersetzung des Jahres 1097 der Chronik Silahdars (erschienen im Sammelband: *Buda visszafoglalásának emlékezete 1686*. Összeállította: Szakály Ferenc (Erinnerung an die Rückeroberung Ofens 1686. Zusammengestellt von Ferenc Szakály). Budapest 1986, 411–442), S. 414, einfach weg.

⁶⁰ Silahdar, II, 250.

⁶¹ Vgl. Süreyya, III, 316.

⁶² Vgl. Nagy, 184.

⁶³ *Ibid.*, 249f.

bestechlich war,⁶⁴ so lag daran zur damaligen Zeit des Verfalls im Osmanischen Reich nichts mehr außergewöhnliches: Alle, die nur konnten, strebten nach der höchstmöglichen Bereicherung.

Für die Geisteshaltung des greisen Feldherrn sollen freidenkerische Tendenzen mit ausgeprägter Freude am – vom Islam verbotenen – Alkoholgenuß charakteristisch gewesen sein,⁶⁵ gepaart mit einem gewissen Hang an dem Sufitum, der islamischen Mystik. Es ist bestimmt kein Zufall, daß er während seiner Bagdader Zeit unter den zahlreichen auffälligen Grabmälern gerade das eines bekannten Mystikers und Einsiedlers des 9. Jahrhunderts, *Maruf al-Karhi*, renovieren ließ.⁶⁶

Sonst blieb *Abdurrahman* als Förderer des osmanischen Geisteslebens durchweg in der Tradition islamischer Großwürdenträger: Während seiner ägyptischen Zeit ließ er durch den aus Bagdad stammenden Geschichtsschreiber *Mahmud b. Abdullah* eine türkische Chronik des Nillandes schreiben.⁶⁷

⁶⁴ Der von Hubert Neumann herausgegebene Erlaß des Sultans Mehmed IV.: „Türkische Urkunden und Briefe“, *Der Islam*, VII(1917), 288–298, stellt eine Aufforderung an Abdurrahman während dessen Statthalterschaft in Bosnien dar, die aus seiner ägyptischen Zeit stammenden Schulden nunmehr dem Fiskus zur Verfügung zu stellen. Bei Kenntnis des finanztechnischen Gebarens im Reich der Osmanen zur fraglichen Zeit kann man hiervon m.E. allerdings nicht auf einen Unterschlagungsversuch schließen. Wertvolle Verbesserungsvorschläge bietet zu Neumanns Elaborat: Mordtmann, 106–111, insbesondere S. 107f.

⁶⁵ Süreyya, III, 316.

⁶⁶ Süreyya, III, 316. – Die Frage, inwiefern Abdurrahmans Hang an der islamischen Mystik mit dem Einfluß des Bektaschi-Ordens auf die Janitscharen, bei denen er ja seine Ausbildung genoß, zu tun hat, kann hier nur gestellt, jedoch nicht beantwortet werden.

⁶⁷ Unter dem Titel *Tarih-i Misr* 'Geschichte Ägyptens'; vgl. Franz Babinger: *Die Geschichtsschreiber der Osmanen und ihre Werke*, Leipzig 1927, 243f.

IV. Participation de l'Europe à la libération de Buda
et de la Hongrie. Europäische Teilnahme in der Befreiung Budas
und Ungarns

Österreich als Führende Macht
der Heiligen Liga im Krieg gegen
das Osmanische Reich

PETER BROUCEK

Am Abend des 12. September 1683, als das Heer des Kaisers und Königs Leopold I. und seines Verbündeten, Oberkommandant König Jan Sobieski von Polen, Wien entsetzt hatte und die osmanische Belagerungsarmee fliehen sah, wurde kaum eine Verfolgung aufgenommen.¹ Es schien vielmehr immer noch ein Gegenangriff zumindest osmanischer Reiterei möglich. Daß die Flucht jener Streitkräfte und ihr ungeordneter Rückzug bis Raab/Győr, dann bis über die 100 Kilometer weit entfernte Grenze ins Ofener Paschalik gehen würde, wurde nicht sogleich erkannt oder ausgenützt. Der Respekt vor den ungeheuren Ressourcen, die dem Sultan, dem Chef einer Militärdespotie eines riesigen Reiches, zur Verfügung zu stehen schienen, hielt, wie die militärischen Gutachten der nächsten Monate zeigten, zunächst an. Die Truppen des schwäbischen und des fränkischen Reichskreises sowie das sächsische Hilfskontingent marschierten in den nächsten Tagen vom Kriegsschauplatz ab. Nur die polnische Armee, zu der dann noch die Litauer kamen, dann die Bayern, deren Infanterie zum Teil erst eintraf, und die Kaiserlichen brachen auf Drängen des kaiserlichen Oberkommandierenden, Herzog Karl von Lothringen, dem König Jan zustimmte, Wochen später zu einem Vormarsch nach Türkisch-Ungarn auf. Sie schlugen gemeinsam ein neues osmanisches Heer bei Párkány (Šturovo) zurück, das beinahe der polnischen Reiterei eine Niederlage beigebracht hätte, und zwangen die Besatzung der Festung Gran (Esztergom) am 27. Oktober 1683 zur Kapitulation.

Gewiß war alle Welt, von Leopold I. angefangen, vom Erfolg der Wiener Entsatzschlacht und der dann folgenden Siege beeindruckt, aber der Herrscher äußerte im September doch gegenüber dem venetianischen Gesandten die Erwartung, daß die Pforte nun Frieden geben würde. Der Hof erlaubte etwa zu dieser Zeit Fühlungen über einen Waffenstillstand. Doch noch Ende 1683 dürfte der Hofkriegsrat die Nachrichten erhalten haben, daß der Diwan mehrheitlich für die Fortsetzung des Krieges, für eine Ausweitung der Scharten, eintrat. Verhandlungen wurden daher nicht aufgenommen und schienen

¹ Vgl. zur allgemeinen Situation und zur zweiten Türkenbelagerung: Thomas M. Barker: *Doppeladler und Halbmond*. Entscheidungsjahr 1683, Übersetzt und bearbeitet von Peter u. Gertraud Broucek, Graz 1982. Umfassende Bibliographie: Z. Abrahamowicz-V. Kopčan-M. Kunt-E. Marosi-N. Moačanin-C. Serban-K. Teplý, *Die Türkenkriege in der historischen Forschung* (Forschungen und Beiträge zur Wiener Stadtgeschichte, Band 13), Wien 1983.

Peter Broucek, Österreichisches Staatsarchiv, Kriegsarchiv Stiftgasse 2. 1070 Wien Autriche

aussichtslos. Aus den Berichten des spanischen Botschafters am Wiener Hof Borgomai-nero – Oktober bis Dezember 1683 – geht hervor, wie sehr dieser in seinem Bemühen, dem Kaiserlichen Hof zu stärkerem Engagement an der Westgrenze des Heiligen Römischen Reiches zu veranlassen, angesichts des französischen Vormarsches in den Niederlanden ab Ende September 1683 und des neuerlichen spanisch-französischen Krieges ab Dezember jenes Jahres, erfolglos blieb. Der kaiserliche Geheime Rat war sich über das Interesse König Ludwigs XIV., das dieser an weiterer Bindung der habsburgischen militärischen und finanziellen Machtmittel gegenüber den Osmanen hatte, mehr oder weniger im klaren, denn nur so konnte der Bourbone ein Eingehen des Wiener Hofes auf sein Verhandlungsangebot erhoffen.²

Das französische außenpolitische Programm der Kardinäle Richelieu und Mazarin war nach der Brechung der habsburgischen Umklammerung von Spanien und den Niederlanden her zunächst weniger auf territorialen Gewinn denn auf Gewinnung von Brückenköpfen am Rhein aus gewesen, um ein militärisches Gleichgewicht sicherzustellen, und um auch als Reichsstand diplomatischen Einfluß zu üben. Aber spätestens bei Abschluß des Nymwegener Friedens 1679 und der diesem folgenden Annexion im Elsaß, im pfälzischen und trierischen Land und in den Niederlanden, stand fest, daß Ludwig XIV., der inzwischen die größte Militärmacht in Europa aufgebaut hatte, auf Gebietserweiterungen, auf Einschnürung des Reiches vom Osten und Norden her ausging, wobei ihm konstruierte Erbansprüche zum Vorwand dienten. Er wollte die Hegemonie in Europa, möglichst den Antritt der Erbfolge in Spanien oder einem Teil der spanischen Länder, er ließ dafür drohen, verhandeln oder marschieren. Er hatte in dieser Hinsicht nur einen Gegner, den erwählten Römischen Kaiser, den Herren über die österreichischen und böhmischen Länder sowie über den von den Osmanen nicht besetzten Teil Ungarns.

Um den Kaiser und König Leopold I. im Osten zu binden, hatte Ludwig XIV. immer wieder Beziehungen zu den ungarischen Malkontenten aufnehmen lassen und seinen Einfluß in Polen geltend gemacht. Er hatte die osmanische Strafexpeditionen oder islamischen Glaubensfeldzug oder Raubzug, was immer jener ungeheure Marsch gegen Wien gewesen sein mag, nicht direkt unterstützt, aber indirekt in jene Richtung gelenkt, in der Hoffnung, daß eine längere und wesentliche habsburgische Schwächung, nicht mehr und nicht weniger, daraus erwachsen würde.

Nun also wünschte Ludwig XIV. separate Vereinbarungen über die Anerkennung der französischen Reunionen im Elsaß bis 1679 samt der vorläufigen Hinnahme der Besetzung Straßburgs und Kehls im Verlaufe eines dreißigjährigen Waffenstillstandes. Dagegen hatte sich der Kaiser noch während der Wiener Belagerung gesträubt.

Auch wenn im Geheimen Rat noch im Dezember 1683 alle Anstrengungen ins Auge gefaßt wurden, um auf den Stand an Streitkräften von insgesamt 80.000 Mann zu kommen, die der kaiserlichen Strategie zur Verfügung stehen sollten, so schien doch ein Zweifrontenkrieg aussichtslos. Aber die kaiserlichen Berater leiteten nach und nach insofern einen grundlegenden Kurswechsel zumindest für die nächste Zeit ein. Sie zeigten sich ab der gleichen Zeit in Linz aufgeschlossen gegenüber dem Drängen des päpstlichen

² Andreas Hillgruber: Der türkische Vorstoß auf Wien 1683 als Problem der europäischen Politik, in: *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, Jahrgang 15, 1965, 605–610; V. Tapié: Idée chrétienne et gloire dynastique dans la politique européenne au moment du siège de Vienne (1683), *Gregoriana. Commentarii de re theologica et philosophica*, Band XLII, 1961, 268–289.

Nuntius auf ein möglichst umfassendes Bündnis zum Krieg gegen die Osmanen unter fortgesetzter päpstlicher Finanzhilfe für Österreich und Polen. Sie führten Verhandlungen mit Venedig, dem die Rückeroberung Kretas und des Peloponnes sowie von Stützpunkten in Albanien vorgestellt wurde. Persien, Moskau, die Wojwoden der Moldau, der Walachei, Siebenbürgens, der Großherzog der Toskana, der Malteserorden, wurden zur Teilnahme an einem offensiven Bündnis gegen das Osmanische Reich aufgerufen. Zustande kam unter Vermittlung und wesentlicher Unterstützung nur ein Vertrag, Heilige Liga genannt, zwischen dem Kaiser, Polen und Venedig. Das Bündnis das zur Führung eines Krieges ausschließlich gegen das Osmanische Reich abgeschlossen worden war, enthielt Bestimmungen über die Respektierung der Eroberungen des jeweiligen Partners, samt der Verpflichtung ohne Zustimmung der Partner weder zu verhandeln noch Frieden zu schließen.

Was aber den Einsatz der militärischen Mittel des Kaisers betraf, so war dieser trotz eifriger Rüstungen und Anmarsch der Regimenter aus den verstreuten Winterquartieren noch durchaus fraglich, da sich die französische Armee im April dem Angriff der Festung Luxemburg zuwandte, im Mai Genua bombardierte und nach dem Fall Luxemburgs gegen Trier und die Pfalz marschierte. Doch gleichzeitig hielt Frankreich sein Waffenstillstandsangebot aufrecht, das der Kaiser schließlich annahm, als auch die Niederlande einen Stillstand abgeschlossen hatten. Spanien, dies war eine der letzten Bedingungen des Kaisers, wurde nach der Abtretung Luxemburgs in diese Waffenruhe miteinbezogen und damit über den burgundischen Reichskreis auch das Reich. Der Kaiser kam weiters damit ebenfalls den Vorstellungen einiger der mächtigsten Reichsstände entgegen, wie denen Brandenburgs, das vor einer Verständigung mit Frankreich angesichts der erneuerten Bindungen an diesen Staat, über eine Türkenhilfe gar nicht handlungswillig war. Der Wiener Hof anerkannte weiters die Wünsche des bayerischen Kurfürsten Max Emanuel, der die Türkengefahr für drängend, aber einen eventuellen gleichzeitigen Krieg gegen Frankreich, für den er bis zum Abschluß der Verhandlungen seine Truppen zur Unterstützung der Truppen des schwäbischen, fränkischen und des oberrheinischen Reichskreises bereithalten mußte, für kaum möglich hielt. Erst der Abschluß des Waffenstillstandes zu Regensburg am 15. August 1684 auf zwanzig Jahre machte sowohl jene bayerischen Truppen als auch einen Teil der kaiserlichen Regimenter, die schon im Reich für den Fall eines französischen Angriffs bereitstanden, sowie die schwäbischen Kreistruppen frei. Der französische König hatte damit mit der de facto Anerkennung seiner Gebietsangliederungen und -eroberungen das erreicht, was er wollte. Der Kaiser fürchtete zwar laufend, Frankreich könnte wieder losschlagen. Aber er hatte nun die Möglichkeit erhalten, jene Defensivbündnisse und Allianzen, die er in den vergangenen Jahren für den Fall eines Krieges gegen Frankreich im Reich abgeschlossen hatte, für die Abwehrbereitschaft europäischer Staaten gegen die Osmanen einzusetzen und einzelne hinter den österreichischen und böhmischen Ländern gefährdeter Reichsstände, wie etwa Bayern und Sachsen, zur fortgesetzten Türkenhilfe zu bewegen.³

Daß für eine erfolgreiche Kriegführung in Ungarn ab dem Winter 1683/84 durchaus

³ Ludwig Hüttl: Die Beziehungen zwischen Wien, München und Versailles während des großen Türkenkrieges 1684 bis 1688, *Mitteilungen des Österreichischen Staatsarchivs*, Bd. 38, 1985, 81–122.

noch nicht alle militärischen Voraussetzungen geschaffen worden waren, zeigte sich bei der ersten Kampagne 1684.⁴

Noch im Februar 1684 waren die wichtigsten Berater des Kaisers, Oberkommandant Herzog Karl von Lothringen, Hofkriegsratspräsident Markgraf Hermann von Baden, Hofkriegsratsvizepräsident Feldmarschall Graf Kapliř sowie die Feldmarschälle Caprara und Starhemberg für die Kavallerie und die Infanterie zu Gutachten aufgefordert worden. Sie wurden sodann unter dem Vorsitz des Armeeoberkommandanten oder des Hofkriegsratspräsidenten, die zum Schaden für die Sache miteinander kräftig rivalisierten, nochmals durchberaten, und ergaben den Feldzugsplan. Wie aus jenen Gutachten hervorging, war sogleich die Eroberung von Ofen (Buda) als somit politisches Ziel vorgegeben, das ungeachtet aller Schwierigkeiten womöglich 1684 erreicht werden sollte.⁵

Noch wußten die Generäle nicht, welche Truppen zur Verfügung stehen würden. Natürlich waren dies vor allem die Infanterie und Kavallerieregimenter neben den stehenden Heeren des Kaisers, jene Einheiten, die er seit dem Westfälischen Frieden auf den Fuß behalten hatte. Sie waren bei neuer Kriegsgefahr durch Werbungen und durch Stellung von Rekrutenkontingente, aufgeteilt auf die einzelnen Länder aufgestockt, bei Kriegsende „reduziert“, aber nie mehr zur Gänze entlassen worden.

Dazu kamen die Insurrektion in Westungarn zu Fuß und zu Pferd sowie die bewaffneten Anhänger Imre Thökölys, die man durch Proklamationen und Amnestieerlasse zu gewinnen hoffte und zumindest ab 1685 auch in erheblichem Ausmaß gewann, und auch durch Soldzahlungen und Befreiung von Einquartierungen kampfeswillig erhalten wollte. Bei diesen Truppen waren sowohl Angehörige des Soldatenbauerntums im unmittelbaren Hinterland der gesamten Militärgrenze und kroatische Aufgebote mit eingeschlossen;

es marschierten Kontingente der armierten Reichsstände, die je nach der politischen Lage Teile ihrer stehenden Heere gegen Subsidienzahlungen und Übertragung von Römermonaten, den vom Reichstag langen Verhandlungen bewilligten Geldern für die kaiserliche Kriegsführung übernahmen. Die wichtigsten diesbezüglichen Verbündeten des Kaisers waren Bayern, fallweise Hannover und Sachsen, schließlich Brandenburg; sie ergänzten die Truppen kleinerer Reichsstände, die nach der Reichsdefensionalordnung von 1681 Truppen zur Reichsverteidigung aufzustellen hatten, sich zu diesem Zwecke auch zu Bündnissen zusammenschlossen und ihre Truppen dem Kaiser, der sich jenen Allianzen ebenfalls angeschlossen hatte, zur Verfügung stellten;

schließlich forderten die Generäle auch für 1685, daß die Stände der an Ungarn angrenzenden Länder, besonders Niederösterreich, Steiermark, Mähren und Schlesien, Landesaufgebote also etwa jeden 10. Bauern an den Pässen und Durchgangsstraßen bereithielten, um türkischer leichter Reiterei aus den Festungen Stuhlweißenburg (Székesfehérvár), Kanizsa (Nagykanizsa) und Neuhäusel (Német-Újvár/Nové Zámky) die gefährdeten Streifzüge zu verwehren.⁶

⁴ Ohne Verfasser, Der Feldzug gegen die Türken im Jahre 1684, Mitteilungen des k.k. Kriegsarchivs, Jahrgang 1884, 377–428.

⁵ Jaroslav Macek: Kaspar Zdenko Kapliř von Sullowitz (1611–1686) *Jahrbuch des Vereins für Geschichte der Stadt Wien*, Band 39, 1983, 7–68.

⁶ Die Abschriften dieser Gutachten befinden sich im Österreichischen Staatsarchiv/Kriegsarchiv, Alte Feldakten (künftig: AFA): 1684(Türkenkrieg(2)7; 1684(2)8; 1684(2)9; 1684(2)10; 1684(2)11; 1684(13)9.

Zur Erhaltung dieser Streitkräfte wurden nicht nur Geld und Sachhilfe (etwa Pulver und Artillerie), der Zuzug von Freiwilligen, sondern vor allem Geldhilfe insbesondere des Papstes und der Vermögenswerte der einzelnen Bistümer herangezogen; es wurden die Landtage der einzelnen habsburgischen Länder zu hohen Geldbewilligungen für Werbungen und Unterhalt der Truppen veranlaßt, zu Pferde-, Verpflegungsmittel-, Quartier- und Schiffbereitstellungen für den An- und Abmarsch und für den Nachschub nach Ungarn, vor allem auf dem Flußweg.

Bei den Beratungen bestand letztlich Einigkeit darüber, daß an der Donau operiert werden müsse, daß aber zum Schutz der Erbländer ein Korps in Oberungarn/Slowakei das Land Mähren vor Streifzügen ebenso zu schützen hätte, wie ein Korps an der Drau die Steiermark. Diese Korps sollten nicht nur die türkischen Festungen blockieren, sondern möglichst weit nach Osten vorstoßen, wobei in Oberungarn auf eine Zusammenarbeit mit polnischer Kavallerie und auf den Einsatz von Husaren gehofft wurde. Sollten also bis Ende Mai die Truppen, auch die aus dem Reich, zustandekommen, so wäre Ofen zu belagern. Aber – und dies wurde als besonders wünschenswerte Voraussetzung, wenn nicht Vorbedingung angesehen –, es wäre ein gleichzeitiger Angriff auf die Draubrücke bei Esseg notwendig, indem sowohl entlang der Drau als auch – und vor allem – entlang der Donau über Pest ein Vorstoß erfolgen sollte, um dem Ende Juni von Belgrad her zu erwartenden Osmanischen Heer den Drauübergang streitig zu machen und so einen Entsatzversuch für Ofen zu verhindern. Auch für diese Operation wurde polnische Kavalleriehilfe erwogen. Für die Belagerung wurden vor allem von Starhemberg als auch von Herzog Karl 30.000 Mann Infanterie, eben auch wegen der eventuellen Besetzung einer Cirkumvallationslinie neben schwerer und leichter Kavallerie als notwendig angesehen. Sollten diese Möglichkeiten, als nicht zeitgerechtes Vorgehen gegen Esseg und ungenügende Truppen und Artillerie für die Belagerung, nicht gegeben sein, so wäre eher die Belagerung von Neuhausel, das zum Unterschied von Ofen eine moderne Festung aber mit wesentlich kleineren Garnisonen hatte und zufolge seiner Lage für die Osmanen schwer zu entsetzen sei vorzuziehen.

Doch es blieb beim Angriffsziel Ofen, obwohl die Armee, und zwar noch ohne Truppen aus dem Reich, nicht Mitte Mai sondern erst am 10. Juni gemustert und dann vom Rendezvousplatz Párkány nach Süden – über die Donau zum Angriff zunächst auf Visegrád – geführt wurde. Aber die Seitenkorps in Oberungarn und an der Drau (insgesamt etwa 7.000 beziehungsweise 10.000 Mann) hatten so viel Infanterie erhalten, daß für die Hauptarmee nur 24.000 Mann Sollstand geblieben waren. Offenbar deshalb wurde eine Festsetzung bei Esseg entlang der Donau vorstoßend erst gar nicht versucht, aber auch dem Draukorps unter Feldzeugmeister Graf Leslie gelang nur die Einnahme der wichtigsten Sperrfestung Virovitica (Verőcze), in Slawonien dann aber mußte erst die Nachschub- und Verpflegsorganisation ausgebaut werden, um weiter vorstoßen zu können. Mittlerweile hatte der türkische Seraskier Mustafa Pascha, der mit etwa 15.000 Mann der türkischen Hauptarmee bereits vorausgeeilt war, die Esseger Brücke erreicht, die Ofener Besatzung verstärkte und schien irgendeinen Vorstoß zu planen. So war schon Ende Juni der Feldzugsplan fast undurchführbar geworden. Zwar ging nun Herzog Karl bis Gran zurück und über die Donau, zog weitere eben heranmarschierende Regimenter an sich, schlug dann am 27. Juni bei Waitzen (Vác) ein osmanisches Reiterkorps, das die Kaiserlichen an der eventuellen Einnahme Pests hindern sollte. Dann wollte er aber

nüt nur 21.000 Mann Infanterie die Eroberung Ofens erzwingen. Ab 15. Juli wurde, nachdem ein Handstreich mißglückt war, mit der systematischen Belagerung begonnen. Aber nun bewahrheiteten sich die Bedenken Starhembergs, daß mit etwa 21.000 Mann Infanterie nicht die Circumvallationslinie gegen 10.000 Mann Elitetruppen in der Festung genügend zu besetzen sei und gleichzeitig Entsatzangriffe eines osmanischen Heeres, das nun herannahte, mit Infanterie und Kavallerie – auch ungarischen Truppen – abgewehrt werden könne. Noch dazu, wo die Kaiserlichen artilleristisch – sowohl was Zahl als auch Kaliber der Geschütze anlangt – unterlegen waren und auch im Minenkrieg Mißerfolge hatten. Ein Teil des osmanistischen Entsatzheeres konnte zwar in einem Kavallerietreffen bei Hamzsabeg (Érd) am 22. Juli 1684, in dem Kamelreiter angriffen, in die Flucht geschlagen werden. Aber der Angriff der Belagerungstruppen hauptsächlich gegen die Bollwerke beim Stuhlweißenburger Tor, also vom Westen her, machte ebensowenig Fortschritte wie die Bemühungen, die Osmanen von der Donau abzuschneiden. Im Gegenteil: die Osmanen konnten bei Ausfällen die Annäherungsgräben und Feldbefestigungen des Heeres immer wieder unwirksam machen. Schlechte Witterung bewirkte ebenfalls, daß der Stand des Heeres bis anfangs September auf 12.500 Mann, also fast ein Drittel, sank und auch die um diese Zeit eintreffenden Bayern und Schwaben keine Wendung herbeiführen konnten. So mußte die Belagerung am 3. November abgebrochen werden.⁷

Die kaiserliche Kavallerie hatte sich zwar trotz zahlenmäßiger Unterlegenheit bewährt, die Detachements in Oberungarn und Slawonien hatten Erfolge errungen, aber das Hauptziel Ofen/Buda war im ersten Anlauf keineswegs erreicht worden.

Es gab zwar den schwachen Trost, daß die Venetianer im Sommer gewisse Erfolge in Albanien und auf den Ionischen Inseln zu verzeichnen hatten, und daß Ragusa/Dubrovnik im Herbst unter das Protektorat des Trägers der Stephanskronen zurückkehrte. Für die kaiserliche Kriegführung wichtiger war es aber, daß das polnische Heer keine Brücken über den Dnjestr als Voraussetzung für einen Vorstoß in die Moldau bilden und auch Kamieniec Podolski nicht belagern konnte.

Allerdings war die politische Lage unverändert geblieben, die kaiserliche Diplomatie hatte bei den Reichsständen nunmehr erst die Zeit gehabt, um die Auswirkungen des Regensburger Waffenstillstandes zu nutzen. Im Winter und Frühjahr 1685 waren Subsidienvträge vor allem mit Hannover (also Braunschweig-Lüneburg), mit Hessen-Kassel, mit Köln, sowie weitere Verträge bezüglich der Truppen des fränkischen, schwäbischen und oberrheinischen Reichskreises abgeschlossen worden. Kurfürst Max Emanuel wurde durch die Heirat mit der Tochter Leopolds I. auch politisch noch enger an den Kaiserhof gebunden und an den spanischen Niederlanden interessiert. Er würde an der Spitze seiner Truppen kommen, sodaß also aus dem Reich 32.500 Mann, mehr als das Doppelte des Vorjahres, zu erwarten waren. Die größten Probleme für die kaiserliche Militärverwaltung brachte aber sodann der Umstand, daß ja bei der Ofener Belagerung eine Anzahl von Regimentern, wie es hieß, ruiniert worden waren, also unerfahrene Rekruten geworben, herangeführt und eingegliedert werden mußten, und daß die zum Teil verlorengegangene Artillerie mit der Herstellung neuer Geschütze, vor allem schweren Kalibers, in oberdeutschen Städten erst in Erneuerung begriffen war.⁸

⁷ Dazu auch: AFA(1684(9)10, Hermann v. Baden an Leopold I., s.d. (Abschrift).

⁸ Ohne Verfasser, Der Feldzug gegen die Türken im Jahre 1685, in: Mittheilungen des k.k. Kriegs-Archivs, Jahrgang 1885, 197–257

Die Gutachten, erst im März 1685 erstellt, rechneten weiterhin damit, daß die Hauptoperation an der Donau und Nebenoperationen in Oberungarn und an der Drau stattfinden sollten. Weder von Ofen noch von Esseg war für dieses Kriegsjahr ernsthaft die Rede, es wurde ein osmanischer Gegenstoß erwartet und es wurde gehofft, daß bei einigermaßen günstigem Stand der Truppen vorher Neuhäusel im Frühjahr erfolgreich zerniert, dann angegriffen und rechtzeitig erobert werden könnte.⁹

Ansonsten mußte man sich auf die Verteidigung von Gran, Raab, Komorn, Leopoldstadt (Lipótváros/Leopoldov) und des Brückenkopfs von Párkány beschränken. Besonders Kapliß verwies auf die Parallele zur Situation Wiens 1683, als die Truppen nur ganz knapp vor den Osmanen in Wien eintrafen und daß ein Marsch von Neuhäusel nach Gran oder Raab zu dessen Schutz rechtzeitig angetreten werden mußte. Wieder wurde es dem Draukorps unter Leslie ans Herz gelegt, einen Vorstoß bis vor Esseg zu versuchen.

Diesmal war das Kalkül der Feldmarschälle wesentlich realistischer gewesen. Eine Verproviantierung Neuhäusels durch Osmanische leichte Truppen oder Anhänger Thökölys, wie sie noch im Herbst 1684 gelungen war, wurde abgewehrt, aber es war wieder erst Julianfang, als die Hauptarmee mit den Grenzhusaren und den bald nachkommenden Reichstruppen insgesamt etwa 65.000 Mann zur systematischen Belagerung von Neuhäusel, einer Festung mit sechseckigem Grundriß mit einfacher bastionierter Umfassung ohne Außenwerke, aufbrach. Die Belagerung machte Fortschritte, als anfangs August die türkische Hauptarmee, wie vermutet über Visegrad aufmarschierend, gemeldet wurde. Herzog Karl und sein Kriegsrat gingen das Risiko ein, fast ein Drittel der Hauptarmee unter Feldmarschall Caprara die Belagerung fortsetzen zu lassen. Die anderen Truppen gingen bei Komorn über die Donau und versuchten die Osmanen von der Belagerung Grans abzuziehen. Als sich die Heere bei Neudorf (Ujfalú) zunächst gegenüberlagen, wollte schließlich der Serasker Ibrahim Scheitan, der Verteidiger Ofens im Vorjahr, den Entsatz Neuhäusels herbeiführen und griff am 16. August an, obwohl er zahlenmäßig unterlegen war. Seine Armee zerbrach am Gegenstoß der Kaiserlichen und wurde in einen Morast in ihrem Rücken geworfen. Die Belagerung Grans durch die Osmanen wurde nach dieser Niederlage aufgehoben. Neuhäusel aber wurde von den Kaiserlichen und Bayern erstürmt, noch bevor die Hauptarmee zum Belagerungskorps zurückgekehrt war. Neben der Eroberung dieser den böhmischen Ländern am nächsten gelegenen wichtigen Festung und der allerdings nur teilweisen Zerstörung der Esseger Brücke, die einer Expedition des Feldzeugmeisters Leslie Mitte August gelang, war aber der politische Erfolg des Jahres von Bedeutung. Die Osmanen glaubten durch die Einkerkung Imre Thökölys in Großwardein (Nagyvárad, Oradea) ein Signal oder eine Vorbedingung zur Einleitung von Waffenstillstandsverhandlungen zu geben. Sie erreichten aber damit nur, daß sich die Kuruzen zahlreich den kaiserlichen Truppen anschlossen. Ebenso öffneten mehrere oberungarische Städte die Tore und noch in diesem Winter hatten Kuruzen an der Eroberung von Festungen wie Tokaj, aber auch von Arad, wesentlich Anteil.

Beachtenswert waren weiters die Erfolge der Venetianer auf der Halbinsel Peloponnes, während die Polen in jenem Jahr nur einen kleinen Vorstoß unternahmen. Jeden-

⁹ Die Gutachten stammten vom Hofkriegsratspräsidenten Hermann von Baden, von dessen Stellvertreter Kapliß und den führenden Generälen Caprara, Leslie und Starhemberg. Das Gutachten Herzog Karl v. Lothringen scheint nicht erhalten zu sein: AFA 1685(2)3; 1685(3)2; 1685(3)3; 1685(3)4; 1685(3)5; 1685(3)6.

falls schien die Lage nach diesem Feldzugsjahr so günstig, das gesteckte Ziel aber nicht erreicht, so daß Verhandlungsangebote des osmanischen Seraskers im September/Okttober bereits von Herzog Karl abgewiesen wurden. Sie wären anscheinend auch zu diesem Zeitpunkt über den eventuellen Austausch einzelner Festungen nicht hinausgegangen.

Besonders wichtig war es aber, daß die kaiserliche Diplomatie bei Kurfürst Friedrich Wilhelm von Brandenburg, was die Stellung von Truppen zum Türkenkrieg betraf, endlich Erfolg hatte. Die Thronbesteigung des katholischen Königs Jakobs II. in England, die Ansprüche, die Ludwig XIV. namens seiner Schwägerin auf die Kurpfalz anmeldete, ließen den Kurfürsten schon für das europäische Gleichgewicht fürchten und veranlaßten ihn, der einen Subsidienvvertrag mit Frankreich hatte, zum Bündnis mit Wilhelm von Oranien. Die Aufhebung des Edikts von Nantes mit der nachfolgenden Protestantenaustreibung gab den letzten Anstoß, daß der Kurfürst den lange erwogenen Subsidienvvertrag gegen Stellung von 7.000 Mann an Truppen abschloß. Als dann noch die Verhandlungen über eine Abgeltung brandenburgischer Ansprüche auf Teile Schlesiens zu einem positiven Abschluß kamen, stand einem Allianz- oder Defensionsvertrag am 22. März 1686 nichts mehr im Weg. Wieder hatten Ansprüche und Aktionen Frankreichs bewirkt, daß der Kaiser im Kampf gegen die Osmanen gestärkt und wesentlich unterstützt wurde. Dies galt indirekt auch für Sachsen und sogar für Schweden¹⁰ als Reichsstand, die beide, ebenso wie weiterhin Bayern, Truppen gegen Subsidiën zusagten. Die drei Reichskreise, der Kurfürst von Köln und der Bischof von Paderborn ließen ebenfalls ihre Truppen im Feld.¹¹

Nochmals konnten auch außergewöhnliche finanzielle Leistungen von den österreichischen und böhmischen Ländern wie auch von Ungarn ausgehandelt werden, besonders aber fielen neuerlich die finanzielle Hilfe des Papstes und die kirchlichen Abgaben ins Gewicht. So konnte ein kaiserliches Heer in der Stärke von insgesamt 51.650 Mann erhalten und neuerlich vor allem als Kern der Hauptarmee eingesetzt werden.

Doch diesmal ergab der strikte Wunsch des bayerischen Kurfürsten Max Emanuel nach einem eigenen angemessenen Kommando, daß die Hauptarmee geteilt werden müsse. In den einzelnen Gutachten wurde zunächst erwogen, daß etwa die beiden Festungen Stuhlweißenburg und Erlau (Eger) gleichzeitig angegriffen werden sollten, oder daß zum Angriff auf eine der beiden Festungen eine Angriffs- und eine Deckungsarmee gebildet werden sollte. Ebenso wurde erwogen, eine jener beiden größeren Armeen gleich an die Drau und gegen Esseg marschieren zu lassen.¹² Trotz der Nachrichten, daß im osmanischen Heer wieder Mangel an Janitscharen und Anzeichen von Meutereien herrschten, bestand aber doch Konsens, daß die beiden kaiserlichen Hauptkorps sich

¹⁰ K.-R.Böhme: Die deutschen Provinzen der schwedischen Krone während der Türkenkriege, *Die Osmanen und Mitteleuropa*. Internationaler Kongreß für Militärgeschichte. Wien 6.–10. Juni 1983, Wien 1983, 243–257.

¹¹ Neben der zahlreichen ungarischen Literatur zum Feldzug siehe vor allem das österreichische Generalstabswerk: Die Eroberung von Ofen und der Feldzug gegen die Türken in Ungarn im Jahre 1686, Wien 1886, in: Mittheilungen des k.k. Kriegs-Archivs, Jahrgang 1886, eigene Paginierung, 5–126.

¹² Die Autoren der Gutachten für den Feldzug 1686 sind zum guten Teil unbekannt. Die erhaltenen Gutachten sind meist an Hermann von Baden gerichtet. Dieser selbst hatte dem Kaiser bereits im Dezember 1685 seine Vorschläge mitgeteilt: AFA 1685(12)2; 1686(13)14; 1686(13)19; 1686(13)20; 1686(13)21; 1686(13)22; 1686(13)23

nicht zu weit von einander entfernen dürften und über die Donau gepflegt und versorgt werden müßten: was etwa die Belagerung Stuhlweißenburgs, von wo aus immer noch Streifzüge in die Erblände zu befürchten waren, ausschloß. Bei dieser logistischen Gegebenheit konnte nun der Kaiser selbst mit seinem dringenden Wunsch und schließlich Befehl, alle Rivalitäten hintanzustellen, einhaken und über den österreichischen Hofkanzler Strattmann im Hauptquartier bei Párkány die Lösung herbeiführen, daß die beiden Korps den Vormarsch an beiden Donaufern vollführen und Ofen belagern, aber getrennt gegen die Südfront einerseits sowie gegen die Wasserstadt und die Nordfront der Festung andererseits vorgehen sollten. Der Umstand, daß der Anmarsch eines Entsatzheeres über Esseg angesichts der fortgeschrittenen Jahreszeit sicherlich nicht verhindert, ja gar nicht zu verhindern gesucht werden konnte, wurde in Kauf genommen. Immerhin wurde der Vormarsch am 7. Juni, etwa ein Monat früher als im Vorjahr, angetreten. Aber tatsächlich konnte die ab dem 18. Juni auf jene Weise vorangetriebene Belagerung vor dem Herannahen eines Entsatzheeres wieder nicht abgeschlossen werden. Viele Einzelheiten darüber haben wir ja bereits gehört. Zwar erwies sich die Besatzung als im Minenkrieg erfahrener und erfolgreicher, aber das Entsatzheer ebenso wie zahlreiche Ausfälle der etwa 7.000 Mann starken Besatzung konnten abgewehrt werden. Und diesmal schuf der hervorragend geleitete Einsatz der schweren Artillerie an der nördlichen Front mit der Zerschließung des Graner Eckrondells günstige Voraussetzungen für die Fortschritte der Sturmtruppen. Dazu kam noch die Sprengung des Pulvermagazins der Festung durch kaiserliche Agenten am 22. Juli¹³. Die Versorgung der Truppen konnte diesmal ebenfalls wesentlich besser organisiert werden als zwei Jahre vorher und der Hofkanzler Strattmann sorgte als Vertreter des Kaisers für eine Koordinierung des Vorgehens der beiden Korps. So konnte am 2. September 1686 abends die bereits dezimierte und auch entmutigte Besatzung der Wucht des Angriffs der kaiserlichen und brandenburgischen Infanterie ebenso wie der Haiden in der 2. Linie nicht standhalten.¹⁴

Noch im Herbst jenes Jahres erwies ein großangelegter Vorstoß des Feldmarschalls Markgraf Ludwig-Wilhelm von Baden¹⁵, daß nach jenem militärischen und politischen Erfolg, der auch propagandistisch ausgewertet wurde,¹⁶ die übrigen isolierten osmanischen Festungen in Ungarn nicht zu verteidigen sein würden. Auch wenn der Krieg gegen die Osmanen noch über zehn Jahre dauern sollte und den habsburgischen Armeen

¹³ K. Teply: Gabriel aus Sebinkarahisar. Ein Abenteurer im Dienst großer Politik, *Handes Amsorya*. Zeitschrift für armenische Philologie, Heft 87, 1973, 215–244. Weitere Einzelheiten aus Quellen des Kriegsarchivs zur Belagerung, die den Autoren der umfangreichen Monographien zur Belagerung Budas 1686 nicht bekannt waren – die Werke wurden um 1886 verfaßt und die damaligen Forschungsergebnisse wurden zum guten Teil um 1936 nur neu interpretiert –, enthält: S.v. Bischoffshausen: Zur Zweihundertfünfzig-Jahrfeier Budas. Der Anteil der Ungarn. Berichtigungen zur Geschichte der Erstürmung, *Ungarische Jahrbücher*, Band XVI, Heft 2, 1936, 244–256.

¹⁴ Über den bayerischen Anteil vergleiche nun auch: A. Pechmann: Die Mitwirkung von zwei Brüdern von Pechmann an der Befreiung Ofens von den Türken 1686, in: *Prinz Eugen. Heereskundliches – Kriegsgeschichtliches 1683–1736*. Materialien zum Vortragszyklus 1986. Gesellschaft für österreichische Heereskunde – Heeresgeschichtliches Museum Wien 1986, 97–118.

¹⁵ Chr. Greiner: Der „Türkenlouis“. Markgraf Ludwig Wilhelm von Baden-Baden als Reichsfürst und kaiserlicher Offizier in den Türkenfeldzügen von 1683 bis 1692, *Die Osmanen und Mitteleuropa* (wie Anm. 10), 93–123.

¹⁶ M. Mandlmayr – K. Vocelka: „Christliche Triumphfreude über herrliche Victorien und stattliche Kriegsprogressen“ Die Eroberung Ofens 1686. Fallstudie über Zahl, Verbreitung und Inhalte propagandistischer Medien in der frühen Neuzeit, *Südost-Forschungen*, Band XLIV, 1985, 99–138.

in Ungarn zwischen 1689 und 1696 manchen Rückschlag brachte (vor allem infolge eines neuerlichen Angriffs Frankreichs im Westen): die Osmanen konnten sich trotz aller Gegenoffensiven in Ungarn – von Temesvár (Timișoara) abgesehen – nicht halten. Mehr als eine Rückeroberung Ungarns ist, von der angestrebten Schlüsselfestung Belgrad und andererseits von ganz kurzfristigen Visionen der Propagandisten abgesehen, auch nicht vorgesehen gewesen, wie der schließliche Friedensschluß von Karlowitz (Sremski Karlovci) auch nach dem Sieg von Zenta zeigte. Es war nun möglich, den Wiederaufbau Ungarns voranzutreiben, Siebenbürgen wieder einzugliedern und schließlich auch einen tragfähigen politischen Kompromiß zwischen ungarischen Ständen und dem Wiener Hof herbeizuführen. Für die Zusammenarbeit der Völker des Donau- und Alpenraumes wurde für mehr als zweihundert Jahre eine politische Basis geschaffen.¹⁷

¹⁷ Eine strategische Zusammenfassung gibt: Ch.W. Ingrao: Habsburg Strategy and Geopolitics during the Eighteenth Century, *East Central European Society and War in the Pre-Revolutionary Eighteenth Century* (East European Monographs, No. CXXII), New York 1982, 49–66.

Das Heilige Römische Reich und die Türkenkriege

KARL OTMAR VON ARETIN

Die Geschichte des Heiligen Römischen Reiches deutscher Nation wurde in mehrfacher Hinsicht entscheidend von den Bedrohungen geprägt, die vom Ende des 15. Jahrhunderts bis weit ins 18. Jahrhundert hinein vom Osmanischen Reich ausgingen. Kulturell und geistesgeschichtlich übernahm kaum einer etwas vom anderen. Für das Reich, seine Fürsten und Bewohner waren die Türken der grausame, verschlagene Feind schlechthin, der das Christentum beseitigen und die besiegten Völker zu Sklaven machen wollte.

Während der Ausflug Kaiser Maximilians in die europäische Politik am Ende des 15. Jahrhunderts das Reich und seine Fürsten kalt ließ und sie diese Haltung auch gegenüber seinem Enkel Karl V. nicht aufgaben, war die Türkenabwehr zu allen Zeiten eine Aufgabe des Kaisers und des gesamten Reiches. Diese Tatsache prägte nicht nur die Außenpolitik von Kaiser und Reich. Sie hatte auch erhebliche Auswirkungen auf das innere Gefüge, die Innenpolitik und die Gestaltung der Reichsverfassung.

So wichtige Entscheidungen, wie der Sieg der Reformation in Deutschland ist indirekt von den Türkenkriegen herbeigeführt worden. Es ist bekannt, daß die Befreiung Wiens 1683 und die daran anschließenden siegreichen Kämpfe, in deren Verlauf 1686 auch Buda befreit wurde, entscheidend für den Aufstieg des kaiserlichen Ansehens und das Werden der Großmacht Österreich waren. Die Bedeutung dieser Ereignisse am Ende des 17. Jahrhunderts für Kaiser und Reich erschließen sich jedoch erst, wenn man das Verhältnis des Reiches zum Osmanischen Reich und die davon ausgehenden Wirkungen im Zusammenhang betrachtet.

In dem Verhältnis des Osmanischen Reiches zu Kaiser und Reich kann man vier Perioden unterscheiden. Sie sind gekennzeichnet durch kriegerische Unternehmungen der Türken oder des Kaisers. Die von diesen Aktionen ausgehenden Bedrohungen haben ihrerseits auch ganz verschiedene Rückwirkungen auf die Inneren Verhältnisse im Reich gehabt.

Eine erste Periode reichte von 1521–1566. Sie war gekennzeichnet von der Persönlichkeit Suleimans des Prächtigen und den Versuchen Ferdinands I., wenigstens Teile seines ungarischen Erbes zu retten.

Die zweite Periode reicht von 1566 bis 1606. Sie umfaßt die Regierungszeit Kaiser Rudolph II. (1576–1612). Hier ging es um die Türkenbedrohung allgemein, die insbesondere im Türkenkrieg 1593–1606 dramatische Formen annahm.

Karl Otmar von Aretin, Institut für Europäische Geschichte, D-6500 Mainz, Alte Universitätsstraße 19.

Die dritte Periode 1662–1718 führte zu dem Umschwung in dem Verhältnis des Kaisers zum Osmanischen Reich und wurde zur Geburtsstunde der Großmacht Österreich.

Die vierte Periode am Ende des 18. Jahrhunderts unter Kaiser Joseph II. war nur noch ein Nachklang. Sie leitete eine Umwertung in der Beurteilung der Türken ein. Der edle Türke, wie wir ihn aus Mozarts Oper „Die Entführung aus dem Serail“ kennen, wurde zu einer beliebten literarischen Figur. Jede der genannten Perioden hat in der Geschichte des Reiches Spuren hinterlassen.

1529 erschienen die Türken zum ersten Mal vor den Toren Wiens. Kaiser Karl V. und sein Vertreter König Ferdinand I. waren in dieser Zeit in der entscheidenden Auseinandersetzung mit den Fürsten der neuen Lehre. 1521 war Luther auf dem Reichstag von Worms von Karl V. gebannt worden. Er hatte sich in den Schutz des Kurfürsten von Sachsen begeben. Die Versuche Ferdinands I., diese Bannandrohung durchzusetzen und die Anhänger der neuen Lehre zu bekämpfen, scheiterten daran, daß er, um die Mittel für die Türkenkriege zu erhalten, den Protestanten auf den Reichstagen Zugeständnisse machen mußte. 1526 hatte Suleiman der Prächtige Belgrad erobert. In der Schlacht von Mohács war König Ludwig II. von Ungarn gefallen. Das ganze Land war in die Hände der Osmanen gefallen.

Angesichts der türkischen Bedrohung hatte sich König Ferdinand auf dem Reichstag von Speyer 1526 gezwungen gesehen, das gegen Luther und seine Anhänger ergangene Edikt von Worms praktisch aufzuheben. Als Kaiser Karl V. 1530 auf dem Reichstag von Augsburg versuchte, die Religionsfrage zu klären, hatte sich die neue Lehre so verfestigt, daß auf gütlichem Wege eine Einigung unmöglich war. In der *Confessio augustana* legte Melancthon eine theologische Bekenntnisschrift vor. Der amerikanische Historiker Stephen Fischer Galati kam daher 1959 in seinem Buch „*Ottoman Imperialism and German Protestants*“ zu dem Schluß, daß „die Konsolidierung, Ausbreitung und Legitimierung des Luthertums in Deutschland bis 1555 mehr als jedem anderen Faktor der türkischen Expansion zugerechnet werden muß.“¹

Diese These ist sicher überspitzt. Doch ist daran sicher richtig, daß die Verfestigung der lutherischen Lehre in der sogenannten Fürstenreformation, die aus dem lösbareren theologischen ein unlösbares politisches Problem werden ließ, in den Jahren 1521–1530 seine entscheidende Prägung erhielt.

Die Stellung König Ferdinands in dieser ersten Periode war davon gekennzeichnet, daß der König in den Augen der Reichstände um sein ungarisches Erbe kämpfte. Als Gemahl der Schwester des in Mohács gefallenen ungarischen Königs war er der rechtmäßige Erbe. Dieser Kampf ging jedoch das Reich nichts an, das jede Ausweitung des habsburgischen Besitzes mit Mißtrauen betrachtete. Ferdinand bzw. sein Bruder Karl V. traten daher auf den Reichstagen immer als Bittsteller auf. Die protestantischen Fürsten nutzten diese Situation weidlich aus, um alle gegen die neue Lehre gerichteten Maßnahmen des Kaisers zu hintertreiben.

Die Situation änderte sich, als die Protestanten 1555 im Augsburger Religionsfrieden ihre rechtliche Gleichstellung mit den Katholiken erreichten. Auch Rudolph II. trat angesichts der türkischen Bedrohung an sie um Hilfe heran. Zwar ging es immer noch

¹ Stephen Fischer Galati: *Ottoman Imperialism and German Protestantism 1521–1555*, Harvard Historical Monographs XLIII, Cambridge (Mass.) 1959, S. 117.

um ein Gebiet, das nicht zum Reich gehörte. Eine Verpflichtung der Reichsstände zur Hilfe gab es auch nach 1555 nicht. Deshalb gab es in Prag, von wo aus Rudolph II. regierte, Überlegungen, Ungarn wie Reichsitalien dem Reich einzugliedern. Diese, bisher so gut wie unerforschten Überlegungen wurden aber fallengelassen, als sich herausstellte, daß auch ohne diese Inkorporierung das Reich zur Hilfestellung bereit war.² Es war nämlich auch den protestantischen Reichsfürsten klar, daß der in seinen Machtmitteln gegenüber Karl V. stark beschränkte Rudolph II. ohne die Hilfe des Reiches dem Türkenan Sturm nicht standhalten könne.

Nun drehte sich das Verhältnis um. War Ferdinand I. als Bittsteller aufgetreten, so stellte Rudolph II. sich ständig steigende Forderungen an das Reich. Hatte der Reichstag zum Ausbau der ungarischen Festungen und zur Unterhaltung einer Armee an der ungarisch-türkischen Grenze 1559 noch 7 Römermonate bewilligt, so waren es 1582 schon 40 und während des Türkenkrieges 1593–1606 80–86.³ Auch jetzt versuchten die Protestanten zwar an diese Bewilligungen Forderungen zu knüpfen. Sie mußten aber erleben, daß die Reichstage nach der Bewilligung der Römermonate auseinanderliefen und die protestantischen Beschwerden gar nicht mehr diskutiert wurden. Das hatte drei wichtige Folgen.

1. In der Verteidigung des Reiches vor den Ungläubigen besaßen die Kaiser eine neue, wahrhaft kaiserliche Aufgabe. Da nur die Habsburger, schon ihrer geographischen Lage nach, das Reich verteidigen konnten, gab es in dieser Zeit keine Diskussion darüber, wer zum Kaiser gewählt werden sollte.

2. Die Eintreibung und Verwaltung der erheblichen vom Reich bewilligten Gelder brachte eine ständige Reichsfinanzverwaltung hervor. Diese hatte man seit dem Beginn des 16. Jahrhunderts angestrebt, ohne damit sehr viel weiter zu kommen.⁴ Nun wurde sie Wirklichkeit.

3. Die Religionsstreitigkeiten wurden für über 50 Jahre hintan gehalten. Auf den 7 Reichstagen zwischen 1577 und 1603 blieb die Einheit des Reiches über alle konfessionellen Konflikte angesichts der Türkenbedrohung erhalten.

Die Haltung der deutschen Protestanten war nicht zuletzt durch Luthers Schrift von 1529 „Vom Krieg wider die Türken“ bestimmt, in der er die Türkenabwehr als Aufgabe des Kaisers deklarierte, der nicht zu folgen Verrat an der Christenheit sei.

Diese Einheit zerfiel, als 1606 mit dem Osmanischen Reich der Frieden von Zsitvatorok geschlossen wurde. Auf dem Reichstag von 1608 prallten die konfessionellen Gegensätze in voller Schärfe aufeinander. Es kam zu keiner Einigung. Die Reichsstände gingen ohne Schluß auseinander. Der Weg in den zehn Jahre später ausbrechenden dreißigjährigen Krieg war frei.

Der Westfälische Friede von 1648 schuf eine völlig neue Situation. Nun waren die konfessionellen Streitigkeiten juristisch gelöst. Der Kaiser, der im Dreißigjährigen Krieg mit dem Versuch gescheitert war, eine absolute Monarchie zu errichten, war der große Verlierer. Er war in seiner Reichspolitik auf die Zustimmung des Reichstags angewiesen. Frankreich, als ein Garant der Reichsverfassung, war im Reich der große Antipode.

² Vgl. Winfried Schulze: *Reich und Türkengefahr im späten 16. Jahrhundert*, 1978, S. 69.

³ Die Aufstellung bei W. Schulze (wie Anm. 2), S. 79 f. Für den Türkenkrieg zog Rudolph auch erhebliche Gelder aus Reichsitalien.

⁴ Auf diesen bisher übersehenen Tatbestand hat m. E. überzeugend W. Schulze (wie Anm. 2), S. 310–329 hingewiesen.

Es war 1648 völlig offen, ob die Habsburger nicht das kaiserliche Amt verlieren und das Reich sich in eine Föderation größerer Länder auflösen würde.

Zunächst war der Einfluß Frankreichs vorherrschend. In dem von ihm 1658 gegründeten Rheinbund beherrschte es das Reich. Die Garantie der Reichsverfassung band auch Frankreich an das Rechtssystem des Heiligen Römischen Reiches, wie es sich 1648 herausgebildet hatte. Dieses System richtete sich ursprünglich gegen den Kaiser, von dem man angenommen hatte, daß er sich gegen den Westfälischen Frieden und die darin festgelegten Beschränkungen seines Amtes richten würde.

Der Aufstieg des Kaisers begann, als sich Ferdinand III. und in noch stärkerem Maße der in seiner Bedeutung noch heute weit unterschätzte Leopold I. streng an den Frieden hielten. Frankreichs Einfluß nahm aber in dem Maße ab, wie sich Ludwig XIV. durch seine skrupellose Machtpolitik zum Herrscher Europas erheben wollte. Am Ende dieser dritten Phase war der Einfluß des Kaisers auf das Reich so groß wie nie zuvor; war Österreich eine achtunggebietende Großmacht, das der doppelten Bedrohung durch Frankreich und das Osmanische Reich standgehalten hatte. Auch an diesem Wandel war die vom Osmanischen Reich ausgehende Bedrohung entscheidend beteiligt.

Im Türkenkrieg 1662–64 war im Rahmen des Rheinbundkontingents der Rolle Frankreichs als Garant der Reichsverfassung gemäß auch ein französisches Kontingent beteiligt. Spätestens beim Überfall Ludwig XIV. auf Holland 1672 fiel die Maske des friedensliebenden „allerchristlichsten Königs“. Damals kündigte sich ein Wandel im deutschen Reichspatriotismus von Frankreich weg zum Kaiser an, der 1683 mit der Belagerung Wiens vollständig wurde. Das perfide Spiel Ludwigs XIV., der, um seine Rechtsbrüche und Eroberungen an der Westgrenze des Reiches ungestraft bleiben zu lassen, Türken und den mit diesen verbundenen Ungarn Emmerich Thököly auf den Kaiser hetzte, ließ Frankreichs Ansehen im Reich auf einen Nullpunkt sinken.⁵

In der Absicht, den Raub Straßburgs von 1680 rückgängig zu machen und in der Sorge vor weiteren Rechtsbrüchen des französischen Königs, hatte Leopold I. Rüstungen zum Schutz seiner Hauptstadt trotz aller Warnungen seines Gesandten in Istanbul unbeachtet gelassen und seine Armee im Westen versammelt. Als die Türken vor Wien 1683 erschienen, war Kaiser Leopold I. so gut wie wehrlos. Die Gefahr für Wien war riesengroß. Das christliche Europa mit Ausnahme Frankreichs versammelte sich zur Befreiung Wiens. Der Sieg in der Schlacht am Kahlenberg und die Befreiung Wiens wurden zur Geburtsstunde eines neu erwachten Reichspatriotismus und der Großmacht Österreichs. Dieser Sieg einigte das Reich unter dem Kaiser, dessen Amt durch die Siege in Ungarn neuen Glanz erhielt.

Der Kaiser eroberte unter der Devise der Befreiung vom Joch der Ungläubigen in Ungarn eine Hausmacht.

Vergeblich versuchte Ludwig XIV. ab 1688 durch neue Raubkriege diesen Prozeß zu stoppen. Die Erfolge, die im Frieden von Karlowitz 1699 dem Kaiser den Besitz des größten Teils Ungarns einbrachten, wirkten auf das Reich und seine Fürsten elektrisierend. Markgraf Ludwig von Baden, der Türkenlouis, Kurfürst Max Emanuel von Bayern

⁵ Zur Politik Emmerich Thökölys vgl. G. C. Wilhelm: Feind oder zukünftiger Verbündeter? Zur Beurteilung der politischen Rolle des Emericus Thököly in den grafischen Blättern seiner Zeit, *Das Osmanische Reich und Europa 1683–1789*: Konflikt, Entspannung und Austausch, Wiener Beiträge zur Geschichte der Neuzeit 10, 1983, S. 59f.

und später Prinz Eugen von Savoyen waren die Helden der Nation. 1697 mußte Ludwig XIV. im Frieden von Ryswyk zum ersten Mal auf Landgewinn verzichten. Im Spanischen Erbfolgekrieg traten ihm Österreich, Kaiser und Reich fast geschlossen gegenüber und brachten ihn im Bündnis mit England und Holland schwere Niederlagen bei. Ludwigs XIV. Versuch, sich zum Herrn Europas zu machen, war gescheitert. Frankreich behielt zwar seinen territorialen Gewinn, aber es war wirtschaftlich schwer angeschlagen. Österreich aber erreichte im Türkenkrieg 1714–18 mit dem Banat und dem Nordteil Serbiens und der Walachei seine größte Ausdehnung.

Der Friede von Passarowitz 1718 hinterließ einen so mächtigen Kaiser, daß man in England zu dieser Zeit Karl VI. für mächtiger als das angeschlagene Frankreich hielt.⁶ Das Reich stand zu dieser Zeit geschlossener hinter dem Kaiser als je zuvor. Erst der Aufstieg Preußens unter Friedrich dem Großen veränderte diese Stellung.

Lassen Sie mich hier eine Zusammenfassung versuchen: Ich bin mir bewußt, daß viele hier geschilderten Ereignisse von der ungarischen Geschichte her anders aussehen. Aber mein Thema ist: Das Reich und die Türkenkriege. Der Einfluß der Osmanischen Bedrohung, die als eine existentielle Bedrohung des Erbfeinds der Christen angesehen wurde, war auf das Reich enorm groß. In der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts waren es die Forderungen König Ferdinands für die Türkenhilfe, die ihn hinderten, der konfessionellen Frage seine ganze Aufmerksamkeit zu widmen. Auch wenn offenbleiben muß, ob dies wirklich von entscheidender Bedeutung für den Sieg der Reformation war, so ist doch sicher, daß es die kaiserliche Konfessionspolitik in der entscheidenden Zeit behinderte. In der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts, nach der Anerkennung der Protestanten im Augsburger Religionsfrieden, verhinderte die Türkengefahr den Ausbruch der durch die Gegenreformation verschärfte konfessionellen Gegensätze. „Die Fähigkeit des Kaisertums zur Erfüllung dieser Verpflichtung zum elementarsten Schutz des Reiches war deshalb zugleich das entscheidende Kriterium, an dem die Funktionsfähigkeit des Kaisertums und des von ihm repräsentierten sozialen Systems gemessen wurde“, urteilt Winfried Schulze.⁷ Der Dreißigjährige Krieg spaltete das Reich, das erst nach mühsamen Verhandlungen im Westfälischen Frieden eine neue Form für das Zusammenleben der Reichsstände verschiedener Konfessionen unter einem Dach fand.

Das tiefe Mißtrauen gegen den katholischen Kaiser schwand erst, als der Ansturm der Türken auf Wien und die perfide Rolle, die Frankreich dabei spielte, dem Reichspatriotismus neue Impulse gab. Der Aufstieg des kaiserlichen Amtes nach der verheerenden Niederlage von 1648 steht damit im Zusammenhang. Während die Eroberungen Ludwig XIV. schließlich ganz Europa gegen den König aufbrachten, brachten bei keineswegs geringen territorialen Vergrößerungen des Kaisers in Ungarn ihn in den Ruf eines Befreiers christlicher Völker vom Türkenjoch.

In diesem Punkt wurde der friedliebende Kaiser, der sein Amt als Verteidigung der Christenheit auffaßte, Ludwig XIV. überlegen. Der Anstieg des kaiserlichen Ansehens an der Wende vom 17. zum 18. Jahrhundert hing mit den Türkenkriegen unmittelbar

⁶ Dies geht aus den Verhandlungen hervor, mit denen man nach 1718 die Erbfolge in Toskana lösen wollte, vgl. Karl Otmar von Aretin: *Das Reich. Friedensordnung und europäisches Gleichgewicht 1648–1806*, 1986, S. 138f.

⁷ W. Schulze (wie Anm. 2), S. 68f.

zusammen. Andererseits verhinderten die Bestimmungen der Reichsverfassung und insbesondere die der Reichskriegsverfassung von 1681 sowie die Aufgabe, das Reich im Westen gegen Ludwig XIV. zu verteidigen, daß der Kaiser nach 1683 schneller und energischer in Ungarn eingreifen konnte. So mußte Ofen drei Jahre auf seine Befreiung nach der Schlacht am Kahlenberg warten. Leopold I. hätte sein kaiserliches Amt aufs Spiel gesetzt, hätte er sich ganz auf Ungarn konzentriert und den Schutz des Reiches im Westen vernachlässigt. Die Bedeutung der Türkenkriege am Ende des 17. und zu Beginn des 18. Jahrhunderts für Kaiser und Reich ist aber unübersehbar. Sie einten ein in seinen Interessen höchst diffuses Reich unter einem Kaiser, der als Herrscher der Großmacht Österreich europäische Bedeutung gewann.

Polens Krieg mit dem Osmanischen Reiche 1683-1699

ZYGMUNT ABRAHAMOWICZ

Um Polens Stellung in dem großen Krieg der christlichen Verbündeten mit den Osmanen, der 1683 mit dem Wiener Feldzug Kara Mustafas anfang und erst 1699 mit dem Frieden von Karlowitz zum Abschluß kam, richtig zu verstehen, müssen wir zuerst einen kurzen Rückblick auf die gegenseitigen Beziehungen zwischen diesen beiden Mächten werfen.

Die polnisch-türkischen Beziehungen fingen 1410 mit einer polnischen Gesandtschaft nach Adrianopel an, die eine Vermittlung im türkischen Streit mit Ungarn zum Zweck hatte. Nach der Tragödie von Varna kam es 1489 zu dem ersten Vertrag zwischen den beiden Mächten. Der Friede am Dnjestr, dem Grenzfluß zwischen Polen und den Türken, war für beide Partner im gleichen Grade wichtig und so vermochten auch die kriegerischen Zwischenspiele nichts daran zu ändern. Zu einer ernsten Reibung kam es erst, nachdem 1666 der Kosakenhetman Peter Doroschenko, ein Untertan des polnischen Königs, sich unter den Schutz der Pforte gestellt hatte.

Dies führte zu dem türkisch-polnischen Krieg von 1672-1676. Polen verlor die wichtige Grenzfestung Kamieniec; die Türken behielten auch ganz Podolien und zwangen Polen, die Ukraine den Kosaken zu überlassen und dem Padischah einen jährlichen Tribut zu zahlen. Der polnische Reichstag lehnte dieses schmachliche Diktat ab; der Krieg dauerte also bis der neue König Jan III. Sobieski auf dem Felde von Żórawno von den Türken den Verzicht auf den Tribut sowie zwei ukrainische Festungen erhielt. Seine Hoffnungen auf eine friedliche Rückeroberung anderer Verluste durch Frankreichs Vermittlung erwiesen sich aber als vergeblich und auch der Vertrag mit Mehmed IV. von 1678 änderte nichts an dieser für Polen so ungünstigen Lage.

Im Hinblick auf die Vorgänge von 1683 und die späteren Kriege Polens mit den Türken verdienen zwei Punkte jenes Vertrages, hier hervorgehoben zu werden. Einer besagte, daß im Falle eines türkischen Feldzugs gegen einen christlichen Herrscher Polen diesem keinerlei Hilfe gewähren sollte. Der zweite betrachtete Siebenbürgen als ein Erbland der Padischaha und untersagte eine Zusammenarbeit Polens mit jedem, der dieses Land angreifen würde. Der Großwesir Kara Mustafa von Merzifon, dessen Vorgänger Ahmed Pascha am Beginn seines ungarischen Feldzugs so zufrieden war, daß Polen für den Kaiser nicht eintreten würde, und die Pforte, die noch kurz vor dem Kompromiß von Żórawno laut verkündet hatte, daß Polen sich bald ihr zu Füßen werfen und um Erbarmung flehen würde, wollten auf diese Weise sich sicher fühlen, daß im Falle neuerer osmanischer Kriegshandlungen im Donauraum dieser Nachbar, dessen Möglichkeiten und Leistungen so schwer zu übersehen waren, nicht zu ihren Gegnern überlaufen werde.

Zygmunt Abrahamowicz, Ul. Ariańska 6. m. 7. 31-505 Kraków Pologne

Die nächste Zukunft sollte beweisen, daß die Befürchtungen Kara Mustafas hinsichtlich Polens nicht unbegründet waren. Auch der Vertrag mit der Pforte von 1678 rief einen Widerstand in Polen hervor, es gab aber keinen anderen Ausweg, als ihn zu ratifizieren, denn sonst hätte man die Türken gleich wieder im Lande. Die Krönung von E. Thököly durch die Türken zum König des mit Polen benachbarten „Oberungarns“ gab Johannes III. einen Grund zu neuem Bedenken. Es bestand jetzt eine ernste Gefahr, von den bereits in Podolien sitzenden Türken von zwei Seiten angegriffen zu werden. Ein Abwehrens- und Angriffsbündnis mit dem Kaiser schien dem bisher der habsburgfeindlichen Politik Frankreichs huldigenden Polenkönig das höchste Gebot der Stunde. Nach langem Zögern Leopolds I. kam es zu diesem Vertrag bekanntlich erst am 31. März 1683, als die angeblich nur nach Ungarn ziehenden Truppen Kara Mustafas bereits in Adrianopel standen.

Johannes III. mit seinen 22.000 Polen und alle seine kaiserlich-deutschen Mitkämpfer griffen die Türken erst am 60. Tage der Belagerung Wiens an. Daß dieser Sonntag, der 12. September 1683, zum letzten Tage dieses gefährlichen Bedrängnisses der kaiserlichen Hauptstadt wurde, war im hohen Maße ein Verdienst von Johannes III. und seiner polnischen Armee, die sich auf dem Schlachtfeld zwar in den späten Nachmittagsstunden stellte, aber den härtesten Widerstand der um den Großwesir gruppierten türkischen und tatarischen Elitetruppen zu brechen hatte. Der Polenkönig nahm auch an der Verfolgung der Türken in Ungarn teil. Auch bei der Befreiung Esztergoms (Grans) zeichneten sich die Polen löblich aus und in der ersten Schlacht bei Párkány (Štúrovo) hat es wenig gefehlt, daß der König seine persönliche Bravour mit dem Leben bezahlte. Mit ihrem Siege bei Wien haben die Polen und ihr König geholfen, den gefährlichen Planen Kara Mustafas und dem jahrhundertelangen türkischen Drang nach Westen ein Ende zu legen. Und es war nicht die einzige kriegerische Tat Polens im diesem „Türkenjahre“. Über 3.000 Polen unter Hieronim Lubomirski hatten schon früher erfolgreich bei Pozsony (Preßburg, Bratislava) gegen die Türken gekämpft. Andrzej Potocki griff sie in Podolien an und der im polnischen Dienste stehende Kosakenhetman Stefan Kunicki unternahm am Ende desselben Jahres einen anfänglich erfolgreichen Feldzug gegen die bessarabischen Tataren. Was die litauischen Truppen auf ihrem Rückweg mit den oberungarischen Protestanten getrieben haben, kann also dem Ruhm der polnischen Waffentaten im Jahre 1683 kaum einen Abbruch tun.

Polens Krieg gegen die Osmanen von 1683 an war ohne weiteres ein Vertragsbruch. Wenn Johannes III. Sobieski aber so etwas wagte, so stand ihm als Vorbild wohl das vor, was vor elf Jahren die Osmanen gegen Polen unternommen hatten, als sie unter Zuziehung von theologischen und Rechtskniffen die ukrainischen Untertanen Polens unter ihre Fittiche nahmen und Polen der schönen und reichen Länder Podolien und Ukraine beraubten... Johannes III. Siege über die Türken befreiten auch Polen selbst vor den steten Furcht, Kamieniec aber und anderes, was 1672 verloren wurde, blieb weiter im Besitz des Feindes. So war es verständlich, daß Polen bald auch ein eifriger Mitglied der Heiligen Liga wurde. Alles aber, was Johannes III. nach 1683, sei es die auf dem diplomatischen, wie auch auf dem Kriegsfeld gegen die Türken unternommen hatte, war von Anfang an zum Scheitern verurteilt und die Heilige Liga selbst, wie es der polnische Historiker Kazimierz Piwarski formuliert hat, sollte dem König und Polen zum Joch werden.

Als Endziel seines Kampfes gegen die Osmanen stellte sich Johannes III. die Rück-

eroberung von Konstantinopel. Während die Kaiserlichen immer härter gegen Buda vorstießen, ging er demgemäß andere Wege. Bald nach dem Rückkehr aus Wien und Ungarn hat er im Verständnis mit dem kaiserlichen Hofe und dem päpstlichen Legaten in Wien eine Gesandtschaft nach Isfahan geschickt, um auch Persien für einen allgemeinen Krieg gegen die Osmanen, einen alten Feind Irans, zu gewinnen. Schah Ismail, ein Schwächling auf dem Thron von Abbas I., einem heftigen religiösen und politischen Gegner der osmanischen Sultane, zeigte anfangs Interesse für diesen Plan, schließlich aber, am 30. März 1686, erklärte er, daß alle Rechnungen auf seine Mitwirkung an einem Krieg gegen seine mohammedanischen Glaubensgenossen grundlos seien. Auch die Hoffnungen Johannes III. auf eine enge Mitarbeit mit den Kaiserlichen verliefen im Sand und sogar Hieronim Lubomirski, ein treuer Parteigänger Leopolds I., mußte seinen Dienst bei dem Kaiser verlassen und im Dezember 1685 in die Heimat zurückkehren.

Johannes III. plante zuerst einen Einzug in die Moldau und wollte die Donau erreichen, um dann über den christlichen Balkan gegen Konstantinopel zu ziehen. Im Jahre 1684 war es ihm aber nicht einmal gelungen, das polnische Heer für sein Vorhaben zu gewinnen. Der Feldzug fing erst im Juli 1686 an. Obwohl er aber sehr gut organisiert und persönlich von König geleitet war, blieb er völlig ergebnislos. Die Türken, die anderswo zu tun hatten, vermieden den Kampf. Die flüchtigen Tataren waren kaum zu schlagen, es gab Schwierigkeiten politischer Natur in der Moldau – und auch kein Futter für die Pferde in der trockenen Steppe. Johannes III. konnte kaum Jassy erreichen und mußte dann zurückkehren. Sein Heer „zerfiel einem vor den Augen“, wie es der venezianische Gesandte in Polen bemerkte, und war auch nicht mehr im Stande, auf dem Rückweg das ersehnte Kamieniec zu blockieren. Alles deutete darauf, daß Polen keine Kraft mehr hatte, sich auch nur mit dem geschwächten Osmanischen Reiche zu messen, und was es in dieser Hinsicht tat, konnte nur dem Kampf der Kaiserlichen um Buda und Ungarn im allgemeinen erleichtern. Die ungarisch-siebenbürgischen Pläne, die Johannes III. vor 1683 nährte, mußten jetzt auch völlig aufgegeben werden.

In demselben Jahre kam es zu einem polnisch-russischen Bündnis gegen die Krim und die Türkei, aber die russischen Feldzüge gegen die Tataren von 1687 und 1689 haben nichts ergeben. Nach 1687 unternahm die Osmanische Pforte durch die Vermittlung des Khans der Krim einen Versuch, mit Polen Frieden zu schließen, sie wollte aber Kamieniec erst nach der Zerstörung der Festung an Polen zurückgeben. Ohne Ergebnis verliefen auch die polnischen Verhandlungen mit den Türken in Komárom (Komorn, Komárno) im Jahre 1689. Ein neuer, in demselben Jahre unternommener polnischer Feldzug gegen Kamieniec war auch mißraten.

Im August 1691 kam es wiederholt zu einem Feldzug Johannes III. in die Moldau. Des Königs Hoffnungen auf eine Unterstützung seitens der kaiserlichen Generale erwiesen sich auch diesmal ganz verfehlt. Nach zwei Monaten war der König wieder an den Grenzen Polens, nachdem seine Leute in den bukowinischen Wäldern von den Tataren oft angegriffen und schmerzlich geschlagen wurden.

Die wachsende Unzufriedenheit des Königs und des Adels mit ihren kaiserlichen Verbündeten, die nur um ihren eigenen Nutzen trachteten und Polens Versuche, an der Donau Fuß zu fassen, planmäßig untergruben, trafen mit einer neuen Welle französischen Einflusses am polnischen Hofe und im ganzen Lande zusammen. Auch die Türken zeigten sich bereit, mit Polen einen separaten Friedensvertrag zu schließen und ihm das unzerstör-

te Kamieniec sowie andere ihrer Eroberungen von 1672 zurückzugeben. Der polnische Reichstag von 1693 stand ganz unter dem Zeichen solcher Aussichten.

Auch das war aber praktisch unmöglich: Ein Frieden mit der Türkei hätte zu einem gefährlichen Zusammenstoß mit dem immer stärkeren Rußland geführt. Andererseits war der polnische Gesandte Rzewuski in Adrianopel 1694 wieder auf eine harte Stellung der Pforte gestoßen: Die Türken wollten diesmal Kamieniec wieder nur nach der Zerstörung der Festung den Polen abtreten.

So sah sich König Johannes III. am Ende seines Lebens in seinen großen Kriegs- und Friedensplänen völlig getäuscht. Am 17. Juni 1696 verschied er unverrichteter Dinge.

Sein Nachfolger, König August II. der Starke, Kurfürst von Sachsen, träumte auch von Konstantinopel und wenigstens von der Moldau und im Sommer 1698 plante auch er einen Einbruch in dieses Nachbarland Polens. Zum Glück hat ihn aber der mit ihm befreundete Zar Peter I. von diesem wahnsinnigen Plan rechtzeitig abgebracht. So haben wir also noch nur die Einfälle der Krimtataren in Polen von 1698 und am Beginn des nächsten Jahres zu verzeichnen; der erstere von ihnen war für Polen besonders ungünstig. Nichtsdestoweniger kam es aber am 26. Januar 1699 zu einem Frieden zwischen Polen und dem Osmanischen Reich.

Bereichert sah sich durch den Frieden von Karlowitz Österreich, dem Polen vor sechzehn Jahren zu einem ausschlaggebenden Sieg über die Türken verholfen hatte, das aber auch in diesem letzten Moment die polnischen Pläne auf eine Erweiterung des Landes auf die Kosten der Osmanen vereitelte. Nach so vielen Jahren blutigen Kampfes mußten die Polen und die Türken in Karlowitz auf alle ihre gegenseitigen Pläne verzichten und sich auf jene Grenzen zurückziehen, die sie vor 1672 nicht nur trennten, sondern auch friedlich einigten. Dies war genauso für die geschlagene Türkei, wie auch für das nunmehr ohnmächtige Polen der einzige vernünftige Ausweg.

Die österreichischen Verbündeten Polens von 1683 und in der Heiligen Liga mußten viel länger warten, bis es ihnen klar wurde, wie illusorisch ihre Aussichten auf einen endgültigen Sieg über die Türken und auf die Entfaltung ihrer eigenen dauernden Größe und Pracht in diesem Raum waren...

Papst Innozenz XI. und die Rückeroberung von Buda

ALEXANDER ERBA ODESCALCHI

Armes, erobertes, zertretenes Ungarn! Aufgeteilt in vier Teile, wovon drei die Türken beherrschten – das mächtige Osmanenreich, das größer war als sämtliche christlichen Länder zusammen. Wie sollte man da in Ungarn noch auf eine Befreiung hoffen?

Leider bekämpften sich Ungarn auch gegenseitig: die „Kuruzen“ des Grafen Thököly eroberten die Komitate Oberungarns. Als die Türken 1683 gegen Wien marschierten, eroberte Thököly sogar Pozsony (Preßburg, Bratislava) und Herzog Karl von Lothringen, der Oberbefehlshaber der kaiserlichen und königlichen Truppen, mußte die Stadt von Thököly befreien, ehe er den Entsatz von Wien vorbereiten konnte.

Leopold I. römisch-deutscher Kaiser hatte als König von Ungarn im Krönungseid gelobt, das Land zu befreien. Und als Kaiser war er der vornehmste Herrscher der Christenheit! Aber das Heilige Römische Reich Deutscher Nation war seit dem Ende des Dreißigjährigen Krieges nur zu einem ausgehöhlten, leeren Begriff geworden. Der Kaiser hatte keine Macht über die deutschen Fürsten, im Gegenteil, viele hatten sich den Rheinischen Bund angeschlossen, dessen mächtigstes Mitglied Frankreich war und wurden somit Verbündete des großen Feindes des Kaisers. Die Kurfürsten von Brandenburg und Bayern sowie zahlreiche kleinere Fürsten bezogen Jahresrenten von Ludwig XIV. Kaiser Leopold I. hatte außer den wenigen übriggebliebenen Komitaten Ungarns nur Böhmen, die österreichische Erblande und ein paar andere Provinzen zu seiner Verfügung. Und jedes einzelne dieser Gebiete mußte nach seinem eigenen Gesetz regiert werden und keines davon war bereit für andere, beispielsweise für Ungarn Opfer zu bringen. Und doch kam Ungarn wegen des Unterhalts der Grenzbefestigungen allen teuer zu stehen.

Polen hatte damals einen Türkensieger zum König, den Wahlkönig Johann III. Sobieski, doch Ludwig XIV. von Frankreich, der daran interessiert war, die Ostgrenze Leopolds I. durch die Türken ständig beunruhigen zu lassen, zahlte Johann III. 1675 große Geldsummen, damit dieser seinen damaligen Sieg über die Türken bei Chozym nicht ausnütze und also in Zurawno einen Friedensvertrag auf 20 Jahre schloß.¹

Außer den Türken gab es am Ende des 17. Jahrhunderts nur eine Großmacht in Europa, nämlich das absolutistisch regierte und zentralisierte Frankreich mit einer stehenden Armee die größer war als der Kaiser in höchster Not aus seinen eigenen Ländern und

¹ Max Immich: *Papst Innocenz XI.* Berlin 1900, S.19. Ludwig Freiherr von Pastor: *Papst Innocenz XI.* (Geschichte der Päpste, Bd. XIV(II). S.702, 758)

Alexander Erba Odescalchi, Friherreg 146, 162-34 Vällingby, Suède

aus dem Reich anwerben konnte. Ludwig XIV., der gegen das Reich und den Kaiser Krieg führte, war zudem der heimliche Verbündete der Türken...²

Unter solchen Umständen konnte Kaiser Leopold an eine Befreiung des seit 150 Jahren besetzten Buda-Pest und Ungarns kaum denken.

1676 bestieg da Benedetto Odescalchi den päpstlichen Stuhl unter den Namen Innocenz XI. Die Familie Odescalchi war damals schon 1000 Jahre alt, ihre hervorragenden Mitglieder haben sich auf kirchlichem Gebiet ausgezeichnet. Zwei Heilige³, Bischöfe und Mönche zählten dazu, darunter Bischof Paolo, der 1571 in der Bucht von Messina als Legat des Papstes Pius V. der vereinten christlichen Flotte vor der Seeschlacht von Lepanto den päpstlichen Segen spendete. Diese größte Seeschlacht im Mittelmeer zerbrach endgültig die dortige Hegemonie der Türken.⁴

Schon als Kardinal hatte Innocenz XI. beträchtliche Summen aus seinem Privatvermögen an König Michael von Polen gesandt um dadurch Bestrebungen zur Befreiung der christlichen Länder von den Türken zu unterstützen.⁵

Bald nach seiner Wahl richtete Innocenz XI. Briefe an die christlichen Könige und Fürsten, von denen mehrere in Kriege untereinander verwickelt waren. Dabei forderte er

² Pastor, S. 703; Rousset: *Louvois*, Bd. II. S.212.

³ Die Heilige Apollonia und der Selige Alexander

⁴ Erba Odescalchi Sándor: *Odescalchi Pál püspök*. Manuscript im Archiv des Verfassers. Über die Familie Odescalchi Tettoni: *Erba Odescalchi di Como* (Teatro Araldico, Lodi and Milano 1841); Mira, Giuseppe: *Vicende economiche di una famiglia italiana dal XIV. al XVII. secolo*. Milano 1940; Zanetti: *Demografia del patriziato milanese*, Università di Pavia 1972 (Appendice genealogica di Franco Arese Lucini); Arthur Odescalchi: *Wie es kam*. Wien 1903; Edmond de Sirmia: *At the head of nations. The Rise of the Papal and Princely House of Odescalchi*. Pleasant Valley, New York 1978; Abgeschlossen aber noch nicht publiziert ist die 640 Seiten umfassende Geschichte der Familie des Verfassers dieser Zeilen: Erba Odescalchi Sándor: *Az Erba Odescalchi hercegi ház története*.

⁵ Fraknói Vilmos: *XI. Ince pápa és Magyarország felszabadítása a török uralom alól*. Buda-pest 1886, S. 13. (Deutsche Übersetzung: Papst Innocenz XI. (Benedikt Odescalchi) und Ungarns Befreiung von der Türkenherrschaft, Freiburg i.Br. Herder, 1902. Italienische Übersetzung: Firenze 1903. - Über die Person des Benedetto Odescalchi später Papst Innocenz XI. findet man viel Material in den 1744 und 1943-56 publizierten Akten des Heiligsprechungs-Prozesses: Romana Beatificationis et Canonizationis ven. Servi Dei Innocentii Papae XI (Summarium) Typis Poliglottis Vaticanis 1943-1956. 4 Bde. ca 1600 Seiten. Er wurde am 8. Oktober 1956 Seliggesprochen. - Beste zeitgenössische Biographien: M. Lippi: *Vita di Papa Innocenzo XI*. A cura di G. Berthier, Roma 1889; Palatius: *Gesta Romanorum Pontificum a S. Petro usque ad Innocentium XI*. 4 Bde. Venetiis 1687-1688; F. Caccia: *Innocentia Apostolica, die Apostolische Unschuld, das ist Innocentii des Eilften Tugendsambster Lebens-Wandel* (Ruhmwürdigste Regierung und Gottseeligste Entzückung.) Neyss 1699. Aus späteren Zeiten: Filippo Bonamicà: *De vita et rebus gestis Ven. Servi Dei Innocentii XI. Pont. Max. commentarius*. Romae 1776. Deutsche Übersetzung Frankfurt-Leipzig 1791.; E. Michaud: *Louis XIV. et Innocent XI*. 4 Bde. Paris 1882 (einseitige und kritiklose Bearbeitung der Rapporte der französischen Gesandten in Rom). Als richtigere Bearbeitung dienen die 6 Studien von Charles Gérin in der *Revue des questions historiques XX-XXXIX* - Paris 1868-1894.; Eines der besten Werke ist Pastors oben zitiertes Buch. In neuerer Zeit G. Papasogli: *Innocenzo XI*. Roma 1956; M.C. Borgogno: *Ven. Innocenzo XI*. Roma 1938.; Carlo Miccinelli: *Il grande pontefice Innocenzo XI*. Vaticano 1956.; Jean Orcibal: *Louis XIV. contre Innocent XI*. Paris 1949.; Raymond J. Maras: *Innocent XI. Pope of Christian Unity*. With Foreword of prince Alexander Erba Odescalchi. Notre Dame, Indiana, USA 1984.; Alfred Sammer: *Der Türkenpapst Innozenz XI. und die Wiener Türkenbelagerung von 1683*. Herold, Wien-München 1982.; Max Immichs oben zitiertes Werk; Alexander Erba Odescalchi; Papst Innocenz IX. in der zeitgenössischen deutschen protestantischen Presse. Manuskript im Archiv des Verfassers; endlich die in schönliteräre Form umgearbeitete Biographie des Verfassers dieser Zeilen: Erba Odescalchi Sándor: *XI. Ince. Egy nagy pápa életregénye*. Budapest, Rózsavölgyi és Tsa. 1936. Neue, etwas erweiterte Auflage: XI. Ince pápa. Boardman, Ohio 1986. u.a.m.

diese zum Friedensschluß auf, um mit vereinten Kräften die unter dem türkischen Joch leidenden christlichen Nationen zu befreien.⁶ Eine solche Aufforderung seitens der Päpste war nichts Neues, man hatte sich nahezu daran gewöhnt, so wie man sich heutzutage an die Friedensappelle gewöhnt hat, die auch von Mächten ausgehen, die selbst Krieg führen. Die Antwort war stets eine höfliche Billigung, doch wich man aus, es sei noch nicht an der Zeit und dann sollten es andere tun... Viele ähnliche Appelle waren in den vergangenen Jahrhunderten verpufft, nicht aber die von Papst Innozenz XI.! Er nahm die Sache der Befreiung von den Türken in seine eigenen Hände und verwirklichte diese gegen alle Widerstände. Dabei war seine Arbeit:

die diplomatische Vorbereitung des Befreiungskrieges;

Beschaffung der erforderlichen Geldmittel. Die Hauptprobleme der diplomatischen Vorbereitung waren:

Frieden unter den christlichen Fürsten zu schaffen, namentlich zwischen Ludwig XIV. und Leopold I., sowie zwischen den Niederlanden und Spanien und den deutschen Fürsten;

ein Bündnis zwischen Kaiser Leopold I., Polen, der Republik Venedig, Rußland und anderen christlichen Ländern zuwegezubringen.

Dank der hervorragenden Diplomatie des Papstes und seiner Diplomaten⁷ ist es Innozenz XI. nach drei Jahren anstrengender Arbeit gelungen, Ludwig XIV. zum Einstellen seiner Kriege gegen den Kaiser, das Reich, die spanischen Niederlande und Holland sowie Kaiser Leopold I. zu territorialen Zugeständnissen zu bewegen. 1679 konnte so endlich in Nimwegen ein Friedensvertrag geschlossen werden, der dem römisch-deutschen Kaiser einen 20jährigen Frieden zusicherte. Allerdings verletzte Ludwig XIV. bald den Frieden, besetzte deutsche Gebiete im Westen, darunter die Reichsstadt Straßburg, doch trotz dieser Rechtsbrüche überredete Innozenz XI. den Kaiser, auch diese Verluste hinzunehmen, nur um seine Kräfte gegen die Türken einsetzen zu können.⁸ So kam 1684 der Regensburger Waffenstillstand zustande.

Während dieser Zeit hatten die hervorragenden päpstlichen Nuntien, vor allem Francesco Buonvisi und Opizio Pallavicini ein Bündnis zwischen dem Kaiser und Polen gegen die Türken vorbereitet.⁹

In Polen mußte man auch noch die Stände des Landtages überreden und bestechen sowie Johann III. Sobieski selbst dazu bewegen, sich nicht um die Vorschläge (und

⁶ Innocentii Papae XI. epistolae ad principes. Edente J.J. Berthier Romae 1890. 2 Bde.

⁷ F. de Bojani: *Innocent XI. sa correspondance avec ses nonces 1676–1679*. 3 Bde. Rome Desclées 1910. Für spätere Jahre Bruno Neveu: *Correspondance du Nonce en France Angelo Ranuzzi (1683–1689)*. 2 Bde. Rome 1973.

⁸ Immich, S.21: „Die öffentliche Meinung in Deutschland verlangte Krieg gegen den Räuber im Westen und schon vernahm man aus dem Munde des ersten Reichsfürsten das drohende Wort, die Habsburger seien nicht mehr fähig das deutsche Reich zu schützen.“

⁹ Vilmos Fraknói veröffentlichte die Meldungen des Kardinals Buonvisi aus Wien: *Relationes Cardinalis Buonvisi in Imperatoris et Hungariae Regis Curia Nuntii Apostolici anno MDCLXXXVI exaratae*. Budapest 1886.; Trenta: *Memorie per servire alla storia politica del Cardinale Francesco Buonvisi*. Lucca 1818.; Anna Maria Trivellini: *Il Cardinale Francesco Buonvisi Nunzio a Vienna*, Firenze, Olschki 1958.; Waliszewski, O.: *Acta historica res gestas Poloniae illustrantia*.; Theiner, Aug.: *Vetera monumenta Poloniae et Lithuaniae gentiumque finitimarum historiam illustrantia...ex tabulariis Vaticanis deprompta*. Bde. 3 Romae 1863. Sauer, Aug.: *Rom und Wien im Jahre 1683*. Wien 1883.

Bestechungsgelder) Ludwigs XIV. zu kümmern, sondern mit Leopold I. ein Bündnis zu schließen.

In diesem Sinne arbeiteten auch die päpstlichen Nuntien in Venedig, das damals noch eine wichtige Seemacht war und bei der Zar Feodor von Rußland sowie nach dessen Tod bei seinen zwei minderjährigen Nachfolgern.¹⁰ Päpstliche Gesandte gingen zum Schach von Persien und zum Negus nach Abessinien, damit das Osmanische Reich auch von rückwärts her angegriffen wurde.

Doch trotz aller Appelle und Geldzahlungen des Papstes wäre aus dem Befreiungskrieg nichts geworden, wäre nicht der neue Großwesir Kara Mustafa von sich aus gegen die Christen ins Feld gezogen. Die türkische Großmacht hatte sich drei Jahrhunderte lang ständig ausgedehnt und Kara Mustafa wollte dies nun fortsetzen. Gerade hatten die Türken Kreta, eine der wichtigsten Basen der Republik Venedig nach langer Belagerung erobert, den Polen hatte man Podolien weggenommen, dem moskowitzischen Zaren wichtige Gebiete, dem Königreich Ungarn Érsekújvár (Neuhäusel Nové Zámky) und durch Thököly weitere Komitate in Oberungarn, der heutigen Slowakei. Und jetzt, im Jahre 1683 zog Kara Mustafa, ermuntert von Ludwig XIV. zu einem entscheidenden Feldzug aus. Die größte Armee, die Europa in diesem Jahrhundert gesehen hatte, setzte sich von Adrianopel aus in Bewegung. Unterwegs schlossen sich die Vasallen mit ihren Truppen den Türken an, darunter der Fürst von Oberungarn Thököly, der Fürst von Siebenbürgen Apafi, der Fürst der Walachei Kantakuzen, der Wojwode der Moldau, der Khan der Krim-Tataren, die kleine Stadtrepublik Ragusa u.a.m.

Das Riesenheer wälzte sich gegen Wien und begann mit der Belagerung der Kaiserstadt. Nur 6.000 Soldaten verteidigten Wien unter Graf Rüdiger von Stahremberg, die doch zwei Monate lang, vom 14. Juli bis 12. September aushalten konnten, bis die Entsatztruppen des Kaisers, der deutschen Reichsfürsten und Freiwillige aus vielen Ländern sich versammelt hatten. Als auch noch König Johann III. Sobieski mit seinen 28.000 Polen ankam, griff diese Armee von insgesamt 80.000 Mann die türkische Übermacht an und besiegte sie in der Entscheidungsschlacht von 12. September 1683. Dies war wirklich ein Tag von weltgeschichtlicher Bedeutung.

Kara Mustafa floh und erhielt vom Sultan die seidene Schnur, doch wäre aus einer Verfolgung der Türken und der Befreiung Ungarns nichts geworden, hätte nicht Papst Innocenz XI. hartnäckig gedrängt und immer wieder mit Geld nachgeholfen. Wie Kardinal Buonvisi angegeben hat, sind ihm bis 1689 mehr als 5 Millionen Gulden als Beitrag des Papstes zum Türkenkrieg zugegangen¹¹, worin die Gelder, die der Papst nach Polen gesandt hat, und auch die von verschiedenen Ländern auf seine Aufforderung hin geleisteten Steuerbeiträge nicht mit eingerechnet sind. Dabei ist zu berücksichtigen, daß die päpstliche Schatzkammer bei der Thronbesteigung von Innocenz XI. nicht nur leer war, sondern daß der Vatikan so verschuldet war, daß die Einkünfte nicht einmal für die Zinsen reichten. So ergab sich ein Jahresdefizit von etwa 200.000 Scudi, was 640.000 österreichi-

¹⁰ Innocenz XI. gestand Feodor den bisher versagten Zarentitel zu, um diesen Feind der Osmanen für seine Kreuzzugsideen zu gewinnen. Immich, S. 21. Briefe bei A. Theiner: *Monuments historiques relatifs aux règnes d'Alexis Michaelowitsch, Feodor III. et Pierre le Grand, Czars de Russie.* Rome 1859.

¹¹ Trenta: II. 104.

schen Gulden entsprach.¹² Wie konnte Papst Innocenz XI. diesen so beklaglichen Zustand der päpstlichen Finanzen so gründlich ändern? Die Familie Odescalchi hat – wie die Medici und die Fugger – in der Renaissance, wo sie von ihren Gütern in Como verbannt war – eine Bank gegründet, die sich in mehrere Länder verzweigte. Der spätere Papst hatte in seiner frühen Jugend bei seinem Onkel Papirio, der die Bank der Familie in der Republik Genua leitete, das Bankgeschäft erlernt¹³. Als Papst reformierte er das Finanzwesen und die Banken, senkte den Zinsfuß für die „Monti“ von 4% auf 3% und führte eine sehr sparsame Politik. Er schaffte alle unnötigen Ämter ab, verschaffte seinen Verwandten keine Benefizien oder sonstige Einkünfte, lebte selbst äußerst einfach in zwei Zimmern mit einem Diener¹⁴ – er ließ sich sogar keine päpstliche Gewandung anfertigen, sondern trug die seiner Vorgänger.

Durch seine Maßnahmen konnte er die Schulden seiner Vorgänger aus 120 Jahren tilgen und außerdem mehr als 7 Millionen Gulden aus der päpstlichen Schatzkammer für den Türkenkrieg zahlen.¹⁵ Die gesamte katholische Welt wurde von ihm zur Zahlung von Steuern für den Türkenkrieg aufgefordert. Bei Frankreich konnte er nichts erreichen, Spanien und Portugal zahlten wenig und widerwillig, die Herrscher Italiens schon mehr. Doch hinsichtlich der Länder Kaiser Leopolds I. verfügte der Papst, daß ein Drittel aller im letzten Jahrhundert erworbenen Kirchengüter veräußert werden sollte und der Erlös für den Türkenkrieg zu entrichten sei. Ähnliche Leistungen wurden von Polen und Bayern gefordert. Aber auch andere Fürsten und Privatpersonen haben ihren Beitrag geleistet und nicht zuletzt die fürstliche Familie Odescalchi, die fast ihre ganzen Einkünfte für den Türkenkrieg opferte und eines ihrer Mitglieder erlitt bei Buda den Heldentod.¹⁶

Der finanzielle Beitrag des Papstes zur Befreiung Ungarns wird von den Autoren verschieden veranschlagt: die Verschiedenheit der Münzsorten und ein Vergleich mit der Kaufkraft in neuerer Zeit erschweren die Angaben. Vilmos Tower errechnete, daß die Hilfe von Papst Innocenz XI. für Ungarn, ausgedrückt in der Kaufkraft der 30er Jahre dieses Jahrhunderts dem vierundeinhalbfachen Gesamthaushalt Ungarns entsprochen

¹² Pastor, S. 776. Wie er bemerkt, gibt Ranke (Die römischen Päpste in den letzten vier Jahrhunderten, Leipzig 1885 3 Bde.) also mit 170.000 Scudi noch zu wenig an (III.112.)

¹³ Obengenannte Kanonisationsakten „Summarium“ S. 519, 533; P. Gini: Innocenzo XI. e i poveri. Quaderni N.2. Istituto Cattolico per la Stampa, Milano Como 1944. Pietro Gini hat mehrere Arbeiten über Innocenz XI. geschrieben und veröffentlichte Briefe des Papstes an seinen Neffen Markgraf Antonio Erba, Kanzler des Senats in Mailand und Regent in Spanien: Epistolario Innocenziano. A cura di Pietro Gini, Società Storica, Como 1977.

¹⁴ Pastor 683 ff.; Miccinelli 89 ff.

¹⁵ Bericht des venezianischen Botschafters Lando vom Jahre 1691. Pastor 786

¹⁶ Pietro Giorgio Odescalchi starb in Buda. Der Neffe des Papstes Don Livio Odescalchi Herzog von Bracciano und Ceri opferte jahrelang den größten Teil seiner Einkünfte für den Türkenkrieg. Mit Rücksicht auf Innocenz XI., der verboten hatte, daß seine Verwandten Gaben oder Auszeichnungen entgegennahmen, wurde er erst nach dem Tode des Papstes, aber noch im selben Jahr von Leopold I. in den Reichsfürstenstand erhoben. Als der Befreiungskrieg weiterging, opferte er dafür noch weitere 336.000 Gulden und bekam von Kaiser Leopold I. als König von Ungarn den größten Gutsbesitz in dem befreiten Ungarn, das Herzogtum Syrmien (Szerém) (Der einzige ungarische Herzogstitel.) Donationsbrief publiziert bei Giuseppe Avanci da Fermo: *Chorografia istorica del Ducato e Provincia del Sirmio dalla S.C.M. di Leopoldo invittissimo Imperatore conferito col mero e misto Impero col titolo d'Altezza al Prencipe Livio Odescalchi, Duca di Bracciano a.c. Roma 1700.*

habe.¹⁷ Anderen Berechnungen zufolge könnte man mit den direkten päpstlichen Subsidien 40.000 Soldaten anwerben und versorgen.

Natürlich hat Papst Innocenz XI. den Befreiungskampf für Ungarn nicht nur diplomatisch und finanziell vorbereitet, sondern auch seelische Waffen eingesetzt: so verkündete er einen Kreuzzug (den letzten in der Geschichte) und einen Gebetsfeldzug, Sündenvergebung und Ablass für alle, die freiwillig das Kreuz auf sich nahmen und mit der Waffe in der Hand für die Befreiung der christlichen Länder vom türkischen Joch kämpften. Daraufhin strömten aus vielen Ländern Freiwillige herbei, französische, spanische und englische Prinzen und Grafen und einfache Leute, italienische Aristokraten und Bürger, Deutsche und Niederländer.

Die unter der „Schirmherrschaft“ des Papstes stehende Heilige Liga von 1684 konnte mit einer Armée, die sich aus Angehörigen von 22 Nationen zusammensetzte, die ungarischen Burgen und Städte zurückerobern, darunter 1686 Buda und Pest. 1688 wurden – leider nur vorübergehend – auch Belgrad und ein Teil der Balkanhalbinsel befreit und in 1699 war Ungarn außer Temesköz nach 150jähriger Fremdherrschaft endgültig frei von türkischen Besatzungstruppen.

Ohne Papst Innocenz XI. und seinen unermüdlichen Einsatz hätte sich dies kaum verwirklichen lassen!

¹⁷ Tower Vilmos: *A pápák szerepe hazánk megmentésében és fennmaradásában*. Budapest, 1935.

Markgraf Ludwig Wilhelm von Baden-Baden, der Türkenlouis

MANFRED KEHRIG

Mit der Erwähnung des Markgrafen Ludwig Wilhelm von Baden-Baden nähern wir uns jener Persönlichkeit, der im Rahmen dieses kurzen Referates unsere besondere Aufmerksamkeit gelten soll. Geboren wurde er am 8. April 1654 im Hôtel Soisson in Paris als erstes und einziges Kind des der katholischen Linie des badischen Hauses angehörenden Erbprinzen Ferdinand Maximilian von Baden-Baden und der mit dem französischen Königshause verwandten Prinzessin Maria Christina Luisa von Savoyen-Carignan. Die Ehe entsprang ausschließlich politischen Überlegungen und sollte durch eine verwandtschaftliche Verbindung des badischen Hauses mit der Familie eines Prinzen königlichen Geblütes die seit dem Ende des Dreißigjährigen Krieges exponierte und gefährdete Markgrafschaft in Anlehnung an Frankreich außenpolitisch absichern, übrigens eine Politik, zu der sich viele kleinere Reichsfürsten an der Westgrenze angesichts der politischen Zersplitterung des Reiches, der eigenen militärischen Schwäche und der sich in der Besetzung der rechtsrheinischen Festungen Breisach und Philippsburg demonstrierenden französischen Hegemonie gezwungen sahen. Bei der Realisierung der französischen außenpolitischen Ziele im Kampf gegen Habsburg um die Vorherrschaft in Europa war die kleine Markgrafschaft Baden freilich ohne großes Gewicht, Ludwig XIV. mußte es vielmehr um die Gewinnung der mächtigen Reichsfürsten gehen, und diese Einschätzung zeigte sich schließlich deutlich darin, daß die savoyische Frau des badischen Erbprinzen ihrem Mann nicht ins „graue männerreiche Germanien“ folgte, sondern am Sonnenhofe des französischen Königs verblieb, der, obwohl Taufpate des Türkenlouis, die junge Frau nicht zur Übersiedlung nach Baden-Baden zwingen wollte. Der Erbprinz ging mit seinem kleinen Sohn alleine enttäuscht und verbittert in die badische Heimat zurück – beide haben die Frau und Mutter nie wiedergesehen. Ein ähnliches Schicksal ereilte den Vetter des Türkenlouis, den ebenfalls im Hôtel Soisson geborenen Prinzen Eugen, im Jahre 1683, als Ludwig XIV. ihn einfach von seinem Hofe davonjagte. Es liegt schon eine gewisse Ironie des Schicksals darin, daß die beiden erbitterten Gegner des Sonnenkönigs an seinem Hofe geboren und von ihm vertrieben wurden.

Nach dieser mißglückten politischen Annäherung an Frankreich vollzog das markgräflich badische Haus seine Hinwendung zu einer – im übrigen traditionellen – habsburgfreundlichen Politik umso entschiedener. Der Erbprinz versuchte wiederholt, wenn auch vergeblich, gegen Frankreich gerichtete Bündnisse zustande zu bringen, seine Brüder traten in kaiserliche Dienste; von ihnen erreichte Markgraf Hermann nach dem Tode Mon-

Manfred Kehrig, Bundesarchiv Militärarchiv, 7800 Freiburg, BRD

tucucollis sogar 1680 das Amt des Präsidenten des Hofkriegsrates, wo er freilich mit dem Herzog Karl von Lothringen nicht sehr erfolgreich zusammenarbeitete. Für den Türkenlouis hatte sein Vater eine militärische Laufbahn weniger angestrebt als eine Rolle als Landesherr und Landesvater, wovon zwei bruchstückhaft erhaltene Erziehungsanweisungen im Generallandesarchiv Karlsruhe zeugen, die der Erbprinz für die Gestaltung von Erziehung und Ausbildung seines Sohnes verfaßt hatte. Dieses Ziel des Erbprinzen erscheint umso verständlicher, als das Ländchen nach den entsetzlichen Verwüstungen des großen Krieges dringend einer kundigen Hand bedurfte, um seine wirtschaftliche und demographische Erholung zu befördern. Für den jungen Ludwig Wilhelm wurde eine von seinem Vater aufgestellte Maxime vor allem wegweisend: nämlich alle „Rang- und Standesrechte von einem der ältesten Häuser in Deutschland“ zu wahren – und natürlich auch zu mehren. Der Erbprinz starb 1669 an den Folgen eines Jagdunfalles, 1677 folgte ihm der Großvater des jungen Prinzen Ludwig Wilhelm, der dann mit einer kaiserlichen Sondergenehmigung im Alter von 22 Jahren die Alleinregierung in Baden-Baden übernahm.

Dieser kaiserliche Gnadenerweis kam nicht von ungefähr; zwei Brüder seines Vaters standen, wie erwähnt, bereits in kaiserlichen Diensten, 1674 trat auch der knapp 20jährige Ludwig Wilhelm in den kaiserlichen Dienst ein, indem er an den Feldzügen am Oberrhein gegen die Franzosen als Volontär teilnahm und sich sogleich auszeichnete. 1676 traf er mit dem Kaiser erstmals in Wien persönlich zusammen, als er ihm im Auftrage Herzog Karls von Lothringen die Nachricht vom Falle der französischen Festung Philippsburg überbrachte. Bei dieser Gelegenheit ernannte ihn der Kaiser zum Inhaber des erst 1672 errichteten Infanterie-Regiments Nr. 23, das bis dahin der Markgraf Hermann innegehabt hatte, und welches als Regiment Baden bis 1918 existierte. Nach dem Friedensschluß 1679 vom Kaiser zum Generalmajor ernannt, widmete er sich die folgenden Jahre über Plänen zur Verteidigung der Westgrenze des Reiches, denen nach der französischen Besetzung von Straßburg 1681 aktuelle Bedeutung zukam. Hierbei waren für den jungen Prinzen von besonderem Interesse die Verfassung und die Organisation der Reichs- und Kreisverteidigung, deren komplizierte Bestimmungen ein wesentliches Mittel zur Gewährleistung der Libertät der deutschen Fürsten war. 1682 nahm er an militärischen Beratungen in Wien teil, führte in den Niederlanden mit Wilhelm II. von Oranien Koalitionsverhandlungen und bereitete sich in jeder Hinsicht auf einen Krieg gegen Frankreich vor, den er für unvermeidbar und kurz bevorstehend hielt. Mit dieser Auffassung stand er in Wien nicht alleine, gehörte hierin vielmehr zu einer starken Partei, der auch sein Onkel Hermann, andere Reichsfürsten und selbst Kaiser Leopold I. angehörten, und die unter Herbeführung eines Friedens mit der Pforte die Hände und den Rücken frei haben wollte für die Auseinandersetzung mit Ludwig XIV. Ihr stand eine nicht minder starke zweite Partei gegenüber, die unter Hinweis auf die unübersehbaren Kriegsvorbereitungen und das diplomatische Zusammenspiel der Hohen Pforte mit Frankreich den Krieg gegen diesen Gegner zuerst forderte; der geistliche Berater dieser Zweitgruppe war der berühmte Kapuzinerpater Marco d'Aviano.

Die Verhältnisse erzwangen schließlich die eindeutige Konzentration aller Kräfte gegen die Türken, und unter den zahlreichen Vertretern des europäischen Adels, die aus Abenteuerlust und Kreuzfahrer-Mentalität zur Musterung durch den Kaiser auf die Heide von Kittsee geeilt waren, befand sich auch Ludwig Wilhelm Markgraf von Baden. Diese Entscheidung, die die Überlassung seines nahezu wehrlosen Ländchens an die

Franzosen mit einschloß, verwundert sehr. Doch soll sie in ihrer Motivation erst im späteren Zusammenhange erörtert werden. Im denkwürdigen Feldzug des Jahres 1683 kommandierte er unter dem Oberbefehl des Herzogs von Lothringen zusammen mit drei weiteren Generalen der Kavallerie die Kavallerie und bewies sein militärisches Können in einer „glücklichen Mischung von Wägen und Wagen“, von ruhig-überlegener Truppenführung und unmittelbarer, seine Soldaten mitreißender Teilnahme am Kampf in der Front. Er bewies sich als geschickter, die Kunst des Augenblicks schnell erkennender und ausnutzender Reiterführer. Er stellte seine militärischen Fertigkeiten bei der Belagerung und Erstürmung von Festungen ebenso unter Beweis wie seine kritische Urteilskraft im Kriegsrat. Seine Lehrer waren ohne Frage Fürst Montecuccolli und der Herzog von Lothringen gewesen, so kritisch-feindlich er sich dem letzteren gegenüber auch zeigen mochte. Den letzteren hatte er gerade 1683 aus manch kritischer Lage befreit, so auf dem Rückzug nach Wien durch geschickt und entschlossen geführte Kavallerie-Attacken wie die im Prater und bei der Befreiung von Preßburg, an dessen Entsatz und Rückeroberung er maßgeblichen Anteil hatte. Und beim Entsatz von Wien hatte er in der Schlacht am Kahlenberge am 12. September das Verdienst erworben, durch Angriff auf die türkischen Laufgräben den Sieg des Christenheeres zu vollenden und dabei 170 türkische Kanonen und 26 Mörser zu erbeuten. Die kaiserliche Anerkennung dieses Einsatzes zeigte sich in seiner Beförderung zum jüngsten General der Kavallerie in den kaiserlichen Streitkräften.

1684 folgte seine Teilnahme an der Eroberung von Pest (Juni 1684), und sein Plädoyer für eine sich sofort anschließende Belagerung von Ofen entsprang nicht nur den richtigen Überlegung, ein Schwächemoment des Gegners auszunutzen, sondern auch seinem Ehrgeiz, durch maßgebliche Mitwirkung im Rat am Ruhm einer möglichen Bezwingung dieser mächtigsten türkischen Festung teilzuhaben. Zwar gelang es ihm, Karl von Lothringen zu einer Belagerung zu bewegen, aber die kaiserlichen Kräfte erwiesen sich doch als zu schwach, und das Unternehmen mußte aufgegeben werden. Die Schuld wies der Markgraf dem Grafen Rüdiger von Starhenberg zu, dem berühmten Verteidiger von Wien im Jahre 1683, der der Belagerung Ofens von Anfang an widerraten und den Angriff nach seinem, des Markgrafen, Urteil zu lässig geführt hatte. Hier zeigt sich übrigens ein gravierendes Defizit in der Persönlichkeitsstruktur Ludwig Wilhelms: das allzu schnelle, unbedachte und nicht kritisch genug gewogene Urteil über Menschen, zumal über solche, die mit seinem Urteil nicht übereinstimmten. So denunzierte er die Warnung des Grafen Starhenberg vor einer Belagerung Ofens als „Kinderposen“ und machte sich damit einen tüchtigen, angesehenen und auf seinen in die Zeit Karls des Großen zurückzuführenden Adel stolzen Mann zum unversöhnlichen Feind. Einen Verbündeten, einen zeitweiligen zwar nur, fand er im Herzog von Lothringen, der damals noch gerne seinem Rate folgte und ob des großen Anteils des Markgrafen an der glänzenden Schlacht am Hauszberg dem Kaiser hiervon, besonders herausgehoben, Meldung machte und dem Präsidenten des Hofkriegsrates, Graf Hermann, schmeichelhaft über seinen Neffen zu berichten wußte.

Das folgende Jahr 1685 brachte die Einnahme Neuhäusels und den Entsatz von Gran, die Festsetzung Thökölys durch die Türken und den Zusammenbruch der Insurrektion des ungarischen Adels. Dennoch lehnte es der Markgraf ab, einem Anerbieten des Herzogs von Lothringen zu folgen, mit einem selbständig zu führenden Korps den Feld-

zug bis in die späten Herbsttage fortzuführen. Ludwig Wilhelm befürchtete wohl, mit einer so geringen Streitmacht keine Lorbeeren ernten zu können und verzichtete so lieber.

Es war nach der Lage konsequent, daß Kaiser Leopold I. und der Hofkriegsrat zu Beginn des Juni 1686 nach anfänglich anderen Plänen entschieden, die Belagerung und Einnahme Ofens, des stärksten türkischen Waffenplatzes in Ungarn, einzuleiten. Am Waffengang des Jahres 86 nahm der Markgraf unter dem Kurfürsten von Bayern als dessen Stellvertreter teil. Am 2. September begann der endgültige Sturm der kaiserlichen Armee, und der Markgraf eroberte mit seiner Kampfgruppe schließlich das feste Schloß. Um 5 Uhr war Ofen vollständig eingenommen und Oberst Graf Vecchy meldete an den Kaiser und den Hofkriegspräsidenten: „Ofen ist heute dem 2ten um 5 Uhr abends mit Sturm übergegangen, zum Ruhme von Ew. Durchlaucht Haus. ... Tapferer Kurfürst! Tapferer über alles tapferer und unsterblicher Prinz Ludwig!“

Im Anschluß an die Einnahme Ofens wurde der Markgraf auf ausdrücklichen Wunsch des Kaisers mit dem Befehl über ein selbständiges Korps betraut, dem die Aufgabe zufiel, das abziehende türkische Entsatzheer zu verfolgen und den Raum bis zur Drau vom Feinde zu säubern. Erstmals war er nun mit einem selbständigen Kommando betraut und damit in die Lage versetzt, durch eigenverantwortlich errungene Erfolge Anerkennung und Gnade des Kaisers zu erlangen. Nur so schien es ihm möglich, in Verfolgung der ihn im kaiserlichen Dienst leitenden Absicht zu höheren Fürstentwürden aufzusteigen und seinem dynastischen Ziel einer Standeserhöhung näherzukommen. In schneller Folge gelang es ihm, durch energisches Zupacken Fünfkirchen, Dárda, Siklós, Kaposvár und vor allem die Brücken von Essegk einzunehmen. Erster sichtbarer Lohn der militärischen Leistung bildete die von Kaiser Leopold I. eigenhändig am 13. Dezember 1686 zu Wien vollzogene Beförderung zum Feldmarschall.

Daß des Markgrafen Träume nicht zur vollen Blüte gelangten, lag trotz all seinen Erfolgen an einer sich langsam zu seinen Ungunsten entwickelnden Gesamtsituation in Wien. Nach seinem – völlig unnötigen – Konflikt mit dem am Hofe hoch angesehenen Grafen Starhenberg brach er nun einen gravierenden Streit mit dem Herzog von Lothringen vom Zaun. Eifersüchtig, fast möchte man sagen borniert, suchte er schon 1685 dem Oberbefehlshaber gegenüber seine fürstliche Würde als Reichsstand zu wahren, indem er diesen vor Ludwig XIV. schlicht aus seinem Erbe vertriebenen Lothringer Herzog den Gehorsam unter anderem mit der Begründung aufkündigte, von einem landlosen Fürsten nehme er als Reichsfürst keine Befehle entgegen, sondern nur vom Reichsgeneralfeldmarschall, dem Fürsten zu Waldeck. Nur so ist es zu erklären, wenn er 1686 als Stellvertreter des Kurfürsten von Bayern fungierte und nur im „bayerischen Armeeteil“ dienen wollte. Seit langem unterhielt er mit seinem Onkel, dem Hofkriegspräsidenten, eine intensive Korrespondenz, in der er sich über alle ihm wenig genehmen Leute kritisch ausließ. Diese Kritik richtete sich seit 1685 zunehmend gegen den Herzog Karl von Lothringen, der schließlich des Prinzen Briefverkehr überwachen ließ. Das gegenseitige Verhältnis verschlechterte sich zusehends, und 1687 verließ der Markgraf grollend das Heer, ohne sich bei seinem Oberbefehlshaber abzumelden, und ging nach Wien. Hinzu kamen die zunehmend verstärkten Spannungen zwischen dem Hofkriegspräsidenten, dem Markgrafen Hermann, und dem Generalleutnant des Kaisers, eben dem Herzog von Lothringen, die schließlich zur Bildung einer lothringischen und einer badischen Partei am Hofe

führte. Die erste obsiegte 1688, als Markgraf Hermann aus seiner Funktion abgelöst und an den Reichstag nach Regensburg als Principal-Kommissar delegiert wurde. Zu seinem Nachfolger bestellte der Kaiser den Grafen Starhenberg, so daß Ludwig Wilhelm nun außer dem Kaiser keinen Wohltäter mehr in Wien aufzuweisen hatte. Im Gegensatz zum bayerischen Kurfürsten, der politisch, wirtschaftlich und militärisch ein ganz anderes Eigengewicht darstellte, war der arme Markgraf von Baden nicht zuletzt auf die Gunst mächtiger Gönner am Hofe angewiesen, die das Ziel einer Standeserhöhung zu befördern willens waren. Der später berühmte französische Marschall Villars entwarf damals für Ludwig XIV. eine im Grunde wohl zutreffende Charakteristik des Markgrafen: „Der Prinz Luis von Baden ist ein wahrer Kriegsmann, er liebt sein Handwerk und verwendet darauf auch alle seine Aufmerksamkeit. Er ist von allen am meisten geeignet, ein großer General zu werden, wenn der Eigendünkel ihn nicht verzieht. Er will gut umgänglich sein, ist aber das Gegenteil für den, der ihm nicht blind willfährig ist. In seinem Tadel und Lob ist er nicht immer gerecht. Er richtet sein Urteil oftmals danach, ob es seinen Interessen dient oder nicht. Für das Hofleben ist er wenig geeignet, da er mit den Ministern allzu frei und heftig redet. In allem hat er alle die Tugenden, welcher einer haben muß, der eines Tages eine Armee würdig führen will, aber auch alle Fehler, welche die Lust benehmen, ihm eine Armee anzuvertrauen.“

Dennoch gab ihm Kaiser Leopold I. 1688 ein weiteres, begrenzt selbständiges Kommando. Der Markgraf hatte im Rahmen des Angriffs auf Belgrad mit seinem Korps den Auftrag, die Belagerungsarmee unter dem Herzog von Lothringen und dem Kurfürsten von Bayern zu decken. Man muß in dieser kaiserlichen Maßnahme letztlich doch wohl vornehmlich Mittel zum Austarieren der unter den Führern bestehenden Gegensätze ansehen. Der Prinz operierte zunächst in Bosnien und verlegte dann den Schwerpunkt seiner Unternehmungen nach Slowenien und Kroatien. Bei Unna schlug er den Pascha von Bosnien glänzend und eroberte nacheinander Kostainicza, Jassenovac, Dubicza, Gradiska und Brod und vollendete seinen Sieg über den Pascha schließlich bei Derbent.

Das Jahr 1689 bedeutete für den Markgrafen den Beginn einer selbständigen und ruhmreichen Kommandoführung im Dienste des Kaisers in Ungarn. Die 1689 rücksichtslos beginnenden französischen Raubkriege im Westen des Reiches veranlaßten den Kaiser, den Herzog von Lothringen zum Oberbefehlshaber an der Westgrenze des Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation zu bestellen und den Markgrafen zum Oberkommandierenden in Ungarn. Zuvor war mit dem Fall von Ofen das stärkste türkische Bollwerk in Ungarn gefallen, aber die bleibende Sicherung der bisher errungenen Erfolge stand noch aus. Im Nachstoßen mußte die türkische Militärmacht so geschlagen werden, daß die Bedrohung des ungarischen Erbkönigtums endgültig gebrochen wurde. Den glänzenden Erfolgen des Jahres 1689 mit den Siegen des Markgrafen bei Nissa und Weddin und der Besetzung aller Plätze an der Donau bis Nikopolis, entsprach im folgenden Jahre während seiner Abwesenheit in Wien ein entsetzlicher Rückschlag mit dem Verlust aller zuvor eroberten festen Plätze einschließlich Belgrads und einem erneuten Tätigwerden des ewigen Unruhestifters Thököly. Erst 1691 gelang dem Markgrafen nach einer erheblichen Verstärkung seiner Streitkräfte die große Rochade: in der großartig geführten Schlacht von Slankament im August 1691 vernichtete er das Heer des Großwesirs und machte unendliche Beute, unter anderem die gesamte türkische Artillerie, Roßschweife und Fahnen. Anschließend wurde Slowenien zurückerobert und die Situation im fünf Jahre zuvor

gegründeten Erbkönigreich Ungarn mit der Einnahme von Großwardein 1692 weiter stabilisiert. Nur Belgrad blieb weiterhin in türkischer Hand und konnte dann bekanntlich erst durch den Prinzen Eugen endgültig zurückerobert werden.

Mit diesem letzten großen Erfolg im Jahre 1692 endete die Tätigkeit des Markgrafen Ludwig Wilhelm von Baden, der nach dem Sieg bei Slankament den Beinamen Türkenlouis erhalten hatte, auf dem ungarischen Kriegsschauplatz. 1690 war bekanntlich der Generalleutnant des Kaisers, Herzog Karl von Lothringen, gestorben, und ein Jahr später ernannte der Kaiser den Markgrafen Ludwig Wilhelm zu seinem Stellvertreter im Kommando. Er hatte damit die höchste militärische Würde und Machstellung im Kaiserreich erreicht. Der spanische König verlieh ihm den Orden vom Goldenen Vlies, und der Kaiser übertrug ihm nach dem Tode seines Onkels, des Markgrafen Hermann, das Generalat Raab auf Lebenszeit.

Am 26. Oktober 1692 verließ der Markgraf die kaiserliche Armee in Ungarn, um auf diesen Schauplatz zehnjähriger militärischer Tätigkeit nicht mehr zurückzukehren. Im Frühjahr 1693 übernahm er das Kommando im Westen und hatte mit seiner defensiven Kriegführung gegen die überlegenen französischen und der mit ihm verbündeten Kurkölnischen Streitkräfte großen Erfolg. Dennoch blieb im Frieden von Reyswyck 1697 Straßburg in französischer Hand, was den Groll des Markgrafen gegen den Kaiser und seine Räte weiter beförderte. Zwistigkeiten zwischen ihm und dem kaiserlichen Hof sind im einzelnen hier nicht weiter zu verfolgen, sondern es bleibt nur festzuhalten, daß der Markgraf trotz all seinen Erfolgen, trotz dem internationalen Ansehen als Soldat und dem hohen Kommandoamt in Wien ohne Einfluß blieb. Die von ihm angestrebte Standeserhöhung blieb aus. Sein Entscheid von 1689, nicht im Westen die Grenzen seines bedrohten Ländchens zusammen mit dem Herzog von Lothringen zu schützen, sondern statt dessen mit dem Kaiser in Ungarn zu fechten, zahlte sich nicht aus. Die 9. Kurwürde ging schließlich an das Haus Hannover, in den Augen des Markgrafen ein ausgesprochener Bruch der Reichsverfassung und die Belehnung mit dem Herzogtum Sachsen-Lauenburg zerschlug sich, nachdem hannoversche Truppen dieses Territorium kurzerhand besetzt hatten. Der Markgraf prozessierte zwar vor dem Reichskammergericht, aber der Prozeß zog sich noch weit über seinen Tod hinaus und endete schließlich mit der endgültigen Zuteilung Lauenburgs an Hannover. Dennoch mußte der Kaiser ihn 1701 nach Ausbruch des Spanischen Erbfolgekrieges neuerlich zum Oberbefehlshaber im Westen bestellen, ein Kommando, das er bis zum Jahre 1704 innehatte, als er als Oberbefehlshaber auf den Oberrhein beschränkt wurde und die Operationsführung, vom Kaiser und seinen Räten vorsichtig aber sehr wirkungsvoll gelenkt, immer mehr auf den Prinzen Eugen, seinen Vetter, überging. 1707 ist er in seinem Schloß zu Rastatt an den Folgen eines harten Soldatenlebens und seiner vielfältigen Enttäuschungen gestorben. In der Stiftskirche zu Baden-Baden haben ihm seine Nachkommen ein pompöses Barockgrab errichtet.

Geblieben ist so der militärische Ruhm des Markgrafen aus den Türkenfeldzügen, der seine dynastische Erfüllung erst ein Jahrhundert später durch Napoleon Bonaparte durch den Zusammenbruch des Heiligen Römischen Reichs Deutscher Nation fand. Damals wurden die Markgrafen von Baden in schneller Folge zunächst Herzöge und Kurfürsten und dann Großherzöge von Baden.

Ein wenig bleibt noch nachzutragen. 1689 vermählte sich Ludwig Wilhelm unter Förderung des Kaisers mit einer der beiden Töchter des Herzogs von Sachsen-Lauenburg,

Augusta Sybille. Sie war eine der damals vorteilhaftesten Partien im Reich, weil sie in Böhmen von ihren verstorbenen Eltern ein ansehnliches Vermögen, vor allem aber riesigen Grundbesitz, geerbt hatte. Zwar verfolgte der Kaiser damit dynastische Pläne, indem er, sobald das Herzogtum Sachsen-Lauenburg als Lehenanteil ans Reich zurückgefallen wäre, damit dem Markgrafen belehnen wollte, aber für die beiden war es doch eine ausgesprochene Liebesheirat. Infolge der militärischen Verpflichtungen ihres Mannes konnte sich das Paar in den folgenden Jahren nur sehr selten sehen. Immerhin wurden ihm drei Kinder geboren. Der älteste Sohn, 1771 gestorben, blieb ohne Nachkommen, und die Linie der katholischen Markgrafen von Baden-Baden erlosch mit ihm. Eine Tochter des Paares aber heiratete den Herzog von Orléans. Augusta Sybille ist eine der imponierensten Gestalten des beginnenden 18. Jahrhunderts, eine Frau voll Tatkraft, voller Kunstsinn und von hoher Intelligenz. Sie brachte nicht nur beachtliche Summen aus ihrem Privatvermögen in die Markgrafschaft, um dieses von Kriegen verwüstete und heruntergekommene Land zu sanieren, sondern sie entfaltete auch, vor allem nach dem Tode ihres Mannes, aber ausschließlich zu seinem und Gottes Ruhme, eine prächtige Bautätigkeit. Sie vollendete nicht nur das Rastatter Schloß, baute die Hofkirche und zahlreiche andere Kirchen im Lande, sondern sie baute sich vor allen Dingen in Erinnerung an ihr Jugendschloß Schlackenwerth in Böhmen Schloß Favorite bei Rastatt als Sommersitz. Nachdem sie die Regierung an ihren ältesten Sohn abgegeben hatte, baute sie auch das Schloß Ettlingen bei Karlsruhe aus, wo sie dann schließlich 1733 starb, hochgeehrt von der Bevölkerung und den angrenzenden Reichsfürsten.

Ich hoffe, Ihnen Persönlichkeiten, Umfeld und Lebensraum eines Mannes deutlich gemacht zu haben, der für die Befreiung Ungarns von den Türken wesentliches geleistet hat. Das einzige Denkmal von ihm steht, soweit ich sehe, von kleineren einmal abgesehen, im Arsenal zu Wien. Vielleicht ist die Erinnerung an ihn im Jahre 1986 eine Anregung für Ungarn, in ihrem Lande diesem bedeutenden Manne ein angemessenes Zeichen ihres Dankes zu setzen.

A Polish Military Expedition to Moldavia in 1686

MIHAL KLIMECKI

When Poland joined the Holy League in 1684, the Polish king Jan III Sobieski proposed his war plan to the allies. He postulated coordination of military actions: Polish in Moldavia and Walachia, the emperor's in Hungary and those of the Venetian fleet on the Mediterranean and Black Seas. The Polish army was to get to the estuary of the Danube. Sobieski was convinced that successful war operations would force Transylvania to declare for the Holy League, bring neutrality to the Tartars in further stages of war and enable Polish units to support the tsar's troops when they got to Temesvár (Timișoara). He also thought that Turks defeated in Hungary and on the territory of the Romanian principalities would be compelled to withdraw from Ukrainian lands and Podole with the fortress of Kamieniec, the territories taken from Poland in 1672. Recapture of the lands was one of the main reasons why Poland joined the Holy League and declared war on Turkey. The king's further secret plans aimed at raising his son Jakub to the throne of one of the Romanian principalities.

The general outline of Jan III Sobieski's military conceptions was embodied in the memorial „*Considerationes imminente campania*“ which was sent to Rome, Vienna, Venice and Paris in early 1685. It caused, however, some military and political reservations of the Austrian court in fear of Poland's lasting possession of the Romanian principalities. The Austrian standpoint was supported by the authority of the pope's diplomacy. Jan III modified his war plan two times more. In his letter of September 16 sent to Emperor Leopold I and delivered by Hieronim Lubomirski Sobieski described an alternative war project for the coming year, 1686. In it he suggested that the emperor should send a strong infantry unit to Poland which would participate in a siege of Kamieniec Podolski or go on a campaign along the western border of Transylvania towards Debrecen to Temesvár. In the case of the emperor's units marching in the direction of Temesvár, the Polish troops were to move through Moldavia and Walachia to Drobeta-Turnu Severin (Trajan's Bridges) on the Danube. As the route chosen for the Polish army was long and open to constant pressure of Turks and Tartars, he requested reinforcing his forces by an Austrian unit. The plan of September 16 did not assume the necessity to join the Polish and Austrian armies. In consequence Transylvania was to renounce Turkey and contribute militarily to the Holy League. Emperor Leopold I rejected Jan III Sobieski's plan and in the reply to the Polish proposition concerning the mission of troops, suggested that the Polish should besiege Kamieniec with their

Mihal Klimecki, UL Nowowiejska 28, m. 77 02-010 Warszawa, Pologne

own forces. Under the circumstances Sobieski decided to go on the next year's campaign without any coordination between the Polish and Austrian armies.

The Polish war plans had been worked out in early December 1685. The king proposed a project of actions by the Polish forces in summer 1686 to the council of war in Zólkwia. Units were to summon in camps on the Dniester and launch an offensive in the direction of the Danube and, having captured its banks, cut off Turkish troops from Kamieniec and Moldavia. Then, after successful endeavours to win the hospodars of Moldavia and Walachia over Poland's side and routing Tartarian forces, Sobieski's army was to lay siege to Kamieniec Podolski. Sobieski's plan was approved by the council of war. Soon, also the parliament agreed to continue the war with Turkey and decided to raise an army of about 45,000 soldiers.

At the same time the Polish-Russian negotiations were being held in Moscow with the aim to liquidate the political tension between the two states and to reach an agreement directed against Turkey. Poland was not able to fight with Turkey without her eastern borders properly protected. Polish partners from the Holy League were also very much interested in her conciliation with Russia. On May 6 the treaty of „eternal peace“, considered a diplomatic defeat of Poland, was signed in Moscow. But King Jan III decided not to ratify it hoping that successes of Polish troops in the war with Turkey would make some changes to the treaty possible.

In spring 1686 Sobieski assembled his army in the south-eastern part of the country. For the purpose of an operation in Moldavia he predestinated about 36,000 men. Among them there was a small group of foreign officers, mainly French and German. Prince Ferdinand arrived with an infantry and dragoon unit from Kurlandia, a Polish fief. The army was well equipped and prepared for the coming military campaign. It lacked, however, precise maps because the territory of the Romanian principalities had not been known to European cartographers. Sobieski expected the Moldavian and Walachian troops to join his forces. In June Leopold I's ambassador came to the Polish Headquarters to announce that the emperor's forces would lay siege to Buda.

On July 21 the Polish army set out from the Chocimierz camp in the direction of Moldavia whose borders were reached four days later. Without being attacked it crossed the Bukowina forests and was marching along the Prut valley, leaving out small garrisons. Some Walachian units were attached to the army. On August 14 the troops reached Cecora, where the king's great grand father, hetman Stefan Zólkiewski, had died 66 years before. Two days later Jan III invaded the capital of Moldavia, Jassy. He was welcome, among others, by the metropolitan Dosyteus, one of the leaders of pro-Polish orientation. But the Moldavian hospodar Cantemir declined cooperation and had left the town before the Polish ruler arrived there. In Jassy Sobieski established a garrison to inspect reconstruction of the city fortifications and build food magazines. Jassy was to become a Polish military base for wars against Turkey.

The first serious encounters with the enemy took place in mid-August. The Tartar troops made forays difficult for the Polish army. They attacked with a stretched out troop column, destroyed withdrawing groups of soldiers, pressed hard night encampments, set the steppe on fire. At the same time the Tartars and Turks avoided a pitched battle, at which the king was aiming. Broiling heat and droughts made the situation of the Polish army still worse.

Having left Jassy the Polish troops moved along the left bank of the Prut and headed for the territory of Tartars (between the Dniester and Danube estuaries). Because of broken terrain and forage shortages they had to get to the left bank of the river on August 29 and made their way towards Galați and farther, in the direction of Walachia. It did not, however, help much. Insufficient forage and food supplies resulted in men's diseases and the death of horses. The king summoned the council of war on September 1–2 and most commanders advocated return to Jassy. Opponents to marching deep into the enemy's country pointed out several reasons for this: avoidance of a pitched battle by the Tartars and Turks, lack of support by Moldavian and Walachian hospodars and, finally, insufficient food, water and forage supplies. Put under their pressure Jan III Sobieski gave orders for retreat. After about two weeks' marching and skirmishes with Tartar and Turkish units, the Polish troops arrived in the capital of Moldavia. The fire that broke out in Jassy on September 15 and lasted till the next night caused damage to a considerable part of the town and its fortifications. It also engendered anti-Polish public feeling. The king abandoned attempts to leave a strong garrison in Jassy and on September 17 in the afternoon all Polish forces set forth in the direction of Poland's borders. They were joined by about 40 boyars and their families who feared repressive measures taken by the Turks as punishment for their support of Jan III and his policy.

Intensified attacks by Tartar and Turkish units on the withdrawing Polish army evoked the king's hope that the Tartar-Turkish army might want to fight a pitched battle. But the only important fight took place on October 2 at Perehorce. A strong unit of Polish horse routed a two-thousand Tartar force of bey Neszty-Szobel. They engaged in the last skirmish on October 8.

The Moldavian military campaign was a failure. Its political aims were not accomplished. The army lost 20–30 percent of its soldiers. The campaign appeared to have been a diversary raid aiding the emperor's troops that were besieging Buda. Once again, in 1691, Sobieski attempted to capture Moldavia but failed too. Poland regained Podole with Kamieniec and the Ukrainian lands, lost in 1672, only in 1699, after the king's death.

Der Kampf um Budavár 1686 und sein Widerhall in der deutschen Fortifikationsliteratur

ein Beitrag zur Geschichte des militärtheoretischen
Denkens und zum Verhältnis von Krieg und Wissenschaft im
17./18. Jahrhundert

HELMUT SCHNITTER

Die Kriege zwischen dem Osmanischen Großreich und den Habsburgern und ihren Verbündeten gehören zu den wichtigen wie interessanten militärischen Auseinandersetzungen in der welthistorischen Epoche des Überganges vom Feudalismus zum Kapitalismus. Bekanntlich übten das politische wie das militärische Antlitz der „Türkenkriege“ seit Ende des 15. Jahrhunderts auf europäische Politiker, Gelehrte und vor allem auf Militärs tiefen Eindruck aus.¹ Ohne Berücksichtigung der gravierenden politisch-militärischen Geschehnisse auf dem Kriegsschauplatz Donauraum-Balkan-Karpaten und deren Wechselwirkungen zu den großen Koalitionskriegen in West- und Nordeuropa ist die europäische Militärgeschichte nicht zu erfassen und zu werten. Dabei gibt es herausragende Ereignisse, die tief in das historische Bewußtsein der Völker eingegangen und zu langwirkenden Traditionen geworden sind. Dazu gehört die Befreiung von Budavár vor 300 Jahren.

Die Belagerung und Erstürmung der Festung Budavár 1686 ist nach der Schlacht am Kahlenberg 1683 ein zentrales Ereignis im Verlaufe des „Großen Türkenkrieges“ von 1683 bis 1699 und zugleich ein Markstein in der Geschichte Ungarns. Die politischen, wirtschaftlichen, allgemein-militärischen und geistig-ideologischen Zusammenhänge und Folgen dieses Ereignisses in seiner historischen Umwelt haben sowohl in der älteren wie in der neueren Historiographie und Militärgeschichtsschreibung Niederschlag gefunden und das Bild der osmanisch-habsburgischen Auseinandersetzungen bereichert. Das trifft ohne Zweifel auch auf die unmittelbaren militärischen Ereignisse des Sommers 1686 zu, die in zeitgenössischen Quellen detailliert behandelt werden. Der Kampf um eine so starke Festung wie Ofen ist sowohl für die Fortifikations- wie für die Belagerungskunst und das damit verbundene militärtheoretische Denken ein wichtiger Impuls für weiterführende militärtheoretische Erkenntnisse gewesen. Dabei kommt in übergreifender Weise dem Verhältnis von Kriegführung und Wissenschaft eine besondere Beachtung zu, gerade der

¹ Siehe Günter Vogler: *Luthers Geschichtsauffassung im Spiegel seines Türkenbildes, 450 Jahre Reformation*. Berlin 1967, S. 118 ff.; Hermann Ehrenfried: *Türke und Osmanenreich in der Vorstellung der Zeitgenossen Luthers*. Ein Beitrag zur Untersuchung des deutschen Türkenschrifttums, Freiburg 1961 (MS); Carl Göllner: *Turcica – Die europäischen Türkendrucke des XVI. Jahrhunderts*, Bukarest/Berlin 1961; Winfried Schulze: *Reich und Türkengefahr im späten 16. Jahrhundert*, München 1978; Helmut Schnitter: *Osmanische Militärmacht und Kriege im Spiegel des militärischen Denkens im deutschen Feudalreich des 16./17. Jahrhunderts, Militärgeschichte*, 1984, H. 1, S. 56 ff.

Helmut Schnitter, Militärgeschichtliches Institut der DDR Leninallee 127/128, 1570 Potsdam RDA

Festungskrieg war in bestimmtem Maße von Berechnungen abhängig, die ihrerseits die Kenntnis von Regeln und Zusammenhängen vor allem mathematisch-topographischer Natur von den Offizieren und „Kriegsingenieuren“ erforderten.

Noch auf einen zweiten Aspekt soll aufmerksam gemacht werden, der für die engere deutsche Militärgeschichte von Belang und Interesse ist: bei Ofen standen erstmals auch brandenburgische Truppen im Kampf gegen die Osmanen. Dieser Punkt war eine eigene Betrachtung wert, da er u.a. auch ein Schlüssel ist für die Geschichte der preußischen Armee, die in der Militärgeschichtswissenschaft der DDR als Teil des Erbes unserer Geschichte untersucht wird.²

Das Fortifikationswesen und die Belagerungskunst strebten seit dem 16. Jahrhundert in Europa einem Höhepunkt entgegen. Wichtige Grundlagen für die Weiterentwicklung im Militärwesen des 16. und 17. Jahrhunderts waren vor allem die wirtschaftlich-technischen und wissenschaftlich-empirischen Fortschritte. Es bahnte sich in jener Zeit des Überganges von der alten feudalen Gesellschaft zur neuen frühkapitalistischen Ordnung – Signale dafür hatten die deutsche und niederländische frühbürgerliche Revolution und die englische bürgerliche Revolution gesetzt – eine engere Verbindung zwischen Militärwesen, Kriegführung und den Wissenschaften an, allmählich begannen die Kriegführung (in erster Linie die Kriegskunst), die „Militärarchitektur“, der Aufbau und die Organisation von Streitkräften und die Ausbildung der Offiziere und Mannschaften ein Gegenstand wissenschaftlicher Untersuchungen in den Maßstäben des 17. Jahrhunderts zu werden.³ Berühmte Festungsbaumeister und Künstler wie Albrecht Dürer u.a. griffen auf mathematische, physikalische und topographisch-geographische Kenntnisse, faßbar in Regeln und der Zeit entsprechenden „Systemen“, zurück, um ihre Projekte für den Festungsbau zu begründen.⁴

Im 16. und 17. Jahrhundert entwickelten sich nationale Festungsbau- und Befestigungsschulen. Dazu gehörten die altitalienische, deutsche, niederländische und altfranzösische Schule.⁵ Auch das osmanische Militärwesen partizipierte an dieser Entwicklung, jedoch – im Unterschied zur Belagerungs- und Minierkunst – mehr passiv. Osmanische Festungsbauten, sofern es sich um früher eroberte christliche Anlagen handelte, zeichneten sich durch relativ geringfügige Verbesserungen und Verstärkungen aus, zumeist stand die ältere italienische Bauschule dabei Modell: mehrere Steinmauern, kleine Ba-

² Zu dieser Problematik siehe vor allem Preußen. *Legende und Wirklichkeit*, Berlin 1983; *Preussen in der deutschen Geschichte vor 1789*, hg. von Ingrid Mittenzwei/Karl-Heinz Noack, Berlin 1983; K. Vetter: *Preußen und Preußentum in der deutschen Geschichte*, Berlin 1985; in umfassender Sicht Helmut Schnitter/Thomas Schmidt: *Absolutismus und Heer*, Berlin 1987. Speziell zum Einsatz bei Buda vgl. Klaus-Ullrich Keubke, *Kurbrandenburgische Truppen bei der Erstürmung der Stadt Buda im Jahre 1686*, *Zinnfiguren*, 1983/1984, S. 11 ff.

³ Siehe hierzu John D. Bernal: *Die Wissenschaft in der Geschichte*, Berlin 1967; Helmut Schnitter: *Militärwesen und Wissenschaften. Zum Einfluß der Wissenschaften auf das militärische Denken vom 16. bis 18. Jahrhundert*, *Militärgeschichte*, 1973, H. 5, S. 557 ff.; Dorothea Goetz: *Die Anfänge der Artillerie*, Berlin 1985.

⁴ So vor allem Johann J. von Wallhausen: vgl. hierzu Helmut Schnitter, Johann Jacobi von Wallhausen – ein fortschrittlicher deutscher Militärtheoretiker des 17. Jahrhunderts, *Militärgeschichte*, 1982, H. 6, S. 709 ff.

⁵ Siehe Friedrich Engels: *Fortifikation*, *K. Marx/F. Engels, Werke*, Bd. 14, Berlin 1961, bes. S. 320 ff., ferner A. von Zastrow: *Geschichte der beständigen Befestigung oder Handbuch der vorzüglichsten Systeme und Manieren der Befestigungskunst*, Leipzig 1839; Heinrich Müller: *Geschichte des Festungskrieges*, Berlin 1892.

stione, Rondelle und einfache Wälle und Grabensysteme. Entscheidend war wohl, daß Stärke und Widerstandskraft einer befestigten Stadt bzw. eines Schlosses nicht in der Zahl der Geschütze und der Stärke der Mauern gesucht wurde sondern im Willen und der Kampftenschlossenheit der sich verteidigenden Truppen. Gerade der gut ausgebildeten Infanterie, den Janitscharen, maß der osmanische Befehlshaber eine gewichtige Rolle zu. Hier zeigte sich u.a., daß dem moralischen Faktor im Kampf eine besondere Bedeutung zukam. Zusammengehalten durch das islamische Glaubensbekenntnis leistete die osmanische Festungsbesatzung erbitterten Widerstand, wobei sie sich eben auf die weitgehend intakten Befestigungsanlagen stützen konnte.

Die osmanischen Mineure und Sappeure – Vorläufer der späteren Pioniertruppen – genossen im 17. Jahrhundert einen hohen Ruf in Europa. Vor allem der jahrelange Kampf um Candia hatte dazu beigetragen und Widerhall in vielen zeitgenössischen Werken gefunden.⁶ Auf Seiten der Verteidiger Candias hatten u.a. französische, italienische und deutsche Ingenieure teilgenommen, darunter die Festungsbaumeister und Theoretiker Rimpler (gefallen bei der Verteidigung Wiens 1683) und Scheither. Aus den hinterlassenen Schriften beider wissen wir über den Kampf um bzw. gegen osmanische Festungen und befestigte Orte.

Buda (Ofen) galt nach Auffassung deutscher Militärtheoretiker und Feldherren im 17. Jahrhundert als eine starke Festung mit Wällen, Rondellen, Graben und einer günstigen topographischen Position, ihre Verteidigungskraft wurde noch durch die Lage auf dem Höhenrücken am rechten Donauufer gestärkt. Unter diesen Bedingungen konnte, sofern Verpflegung und Munition in ausreichendem Maße vorhanden waren, eine zahlenmäßig kleine Besatzung mit Artillerie lange einer Belagerung trotzen. Bereits 1684 war ein kaiserlicher Angriff auf Buda gescheitert. Zwei Jahre später erschien eine verstärkte kaiserliche Streitmacht erneut vor der Festung und eröffnete die systematische Belagerung. Bei den Angriffs- und Belagerungsüberlegungen spielte der Einsatz von Artillerie, Laufgraben, Minen und Infanterie eine größere Rolle als zuvor, wobei militärische Erfahrungen der früheren Kriegsjahre genutzt wurden. Das machen u.a. die Berichte des venetianischen Diplomaten Friedrich von Cornaro am Wiener Hof, der sich von dem Kampf um Buda berichten ließ, sichtbar. Am 16. Juni notierte er, daß der Angriff sich „streng an die Regeln der militärischen Wissenschaft“ halten soll; ein zweiter Bericht vom Ende des Monats hob hervor, daß angesichts der Geländeschwierigkeiten der Widerstand der Festung „mehr durch die Wissenschaft und den Geist der Kriegskunst, als durch die eigene Truppenzahl zu überwinden“ sein wird.⁷

In diesen Aufzeichnungen wie auch in militärischen Schriften um die Wende vom 17. zum 18. Jahrhundert wird nuancierter als früher den Wissenschaften, in erster Linie der Mathematik (Geometrie), der Physik (Mechanik) und der Geographie (Topographie) ein wachsender und bestimmender Einfluß auf die Taktik und die Strategie zugeschrieben. Allerdings eilte die Militärtheorie der realen Kriegführung voraus, ein Phänomen, das auch in den Bereichen der Artilleriewissenschaft (Isaac Newton, Gottfried W. Leibniz,

⁶ Siehe vor allem Wilhelm Kohlhaas: *Candia 1645–1669. Die Tragödie einer abendländischen Verteidigung mit dem Nachspiel Athen 1687*, Osnabrück 1978.

⁷ Berichte des venetianischen Gesandten Friedrich von Cornaro über die Belagerung und Rückeroberung Ofens im Jahre 1686. Mit einer Einleitung von Siegmund v. Bubics, Budapest 1891, S. 168, 176.

Leonhard Euler) zu finden ist. Dieser wissenschaftsbezogene Blick für die militärische Praxis, so mechanistisch und unvollkommen er auch war, erwies sich für die Entwicklung des militärtheoretischen Denkens im Festungsbau und der Belagerungskunst für sehr fruchtbringend. Der Strang führt zu den „Kriegswissenschaften“ des 18. Jahrhunderts (Nicolai, Mauvillon) und der bürgerlichen Militärtheorie und Wissenschaft zu Beginn des 19. Jahrhunderts (Clausewitz).⁸

Militärische Erfahrungen des Kampfes um Buda fanden Widerhall und Eingang in vielen militärischen Arbeiten, sie verschmolzen häufig mit den allgemeinen Erfahrungen, die aus den Kriegen gegen die osmanische Großmacht von Feldherren und Theoretikern gezogen wurden. Der preußische Baumeister Johann Heinrich Behr verfaßte u.a. mit Blick auf Candia, Wien und Buda eine „Gründliche Alt- und Neue Kriegsbaukunst ...“ (1690) und „Die bey den Europaern jetzt übliche Kriegs-Baukunst ...“ (1714), Behr hatte am Türkenkrieg teilgenommen und war unter Kurfürst Friedrich III. (König Friedrich I.) in Preußen am Ausbau der Friedrichsstadt in Berlin (und der Befestigungen) beteiligt gewesen.⁹ Leonhard Chr. Sturm in „Architectura Militaris“ (1702), Johann Seb. Stedler in „Versuch gantz neuer guter Manieres zu Fortificiren ...“ (1731),¹⁰ aber auch Vater und Sohn Wilhelm Dilich in „Peribologia ...“ und „Krieges Schule ...“ (1689 und mehrere Nachdrucke)¹¹ sowie der in österreichischen Diensten stehende Franzose Goulon in „Memoires pour l'attaque et la défense d'une place“ und Ferdinand Graf von Marsigli in „Stato militare dell'imperio ottomane“ (1732) lassen den Einfluß von militärischen Erfahrungen des Kampfes um Wien und Buda erkennen.

Wenngleich sich viele Kriegsingenieure und Baumeister aus Österreich und dem „Reich“ mehr vom militärischen Geschehen auf dem mittel- und westeuropäischen Kriegsschauplatz beeinflussen ließen und später häufig im Schatten Vauban¹² und Coehoorn standen, so ist unverkennbar ein Nachhall militärischer Erfahrungen des Krieges in Ungarn zu konstatieren. Nur in dieser Sicht auf die Kriege sowohl in West- wie in Mittel- und Südosteuropa ist das so beeindruckende Phänomen des Belagerungskrieges und der Fortifikationskunst im Spätfeudalismus umfassend zu erklären. So ist in der Geschichte des militärtheoretischen Denkens der Kampf um Buda 1686 einer der Ansatz- und Ausgangspunkte zur Erkenntnis von Zusammenhängen und Gesetzmäßigkeiten (empirischer Natur), von Kriegstechnik, Kriegskunst und emporsteigender Militärwissenschaft.

⁸ Zur zeitgenössischen Militärliteratur im letzten Drittel des 17. Jahrhunderts und zu Beginn des 18. Jahrhunderts siehe Max Jahns: *Geschichte der Kriegswissenschaften vornehmlich in Deutschland*, 2. Abteilung, München-Leipzig 1890, S. 1246 ff., 1281 ff., 1371 ff.

⁹ Siehe Johann Heinrich Behr: *Der aufs Neu-verschantzt Turenne oder Gründlicher Alt- und Neue Kriegs-Bau-Kunst* (Worinnen aus den benötigten Fundamenten Einer vortheilhaftten) ungemeynen und meist geometrischen Arithmetik ...gehabt. Frankfurt/Leipzig 1690; ders. *Die bey den Europaern jetzt übliche Kriegs-Bau-Kunst* Worinnen die alten und neuen Mehr verstärckten Befestigungs-Arten Der besten und berühmtesten Ingenieurs dieser Zeit ... deutlich und gründlich angewiesen. Leipzig 1714.

¹⁰ Siehe Johann Sebastian Stedler: *Versuch gantz neuer guter Manières zu Fortificiren*, Nürnberg 1731; Leonhard Christoph Sturm: *Architectura Militaris, Nürnberg 1702*, ders. *Geöffneter Ritterplatz*, worinnen die vornehmsten ritterlichen Übungen und Wissenschaften: Fortification ..., Hamburg 1702–1705.

¹¹ Zu den Schriften der Dilich siehe Max Jahns, a.a.O., S. 1118 ff., die Arbeiten von Dilich (Vater) erschienen bereits während des Dreißigjährigen Krieges, sie wurden später vom Sohn überarbeitet und gegen Ende des 17. Jahrhunderts neu herausgegeben.

¹² Zu Vauban siehe Eva Papke: *Der König der Belagerungskunst*. Zum 350. Geburtstag von Sebastien Le Prestre de Vauban, *Militärsgeschichte*, 1983, H. 2, S. 215 f.

Das türkische Straßennetz (Land und Wasserstraßen) auf dem Gebiet der heutigen Vojvodina und Slawoniens

OLGA ZIROJEVIĆ

In den transdanubischen Ländern war die wichtigste Verkehrslinie die Straße, die Beograd mit Buda (Ofen) verband.¹ Dank dieser Fortsetzung der Konstantinopler Straße, war dieser wichtige Verkehrsknotenpunkt – bei Buda kreuzten sich nämlich die Straßen aus Mittel-, West- und Osteuropa – so unmittelbar mit der kaiserlichen Hauptstadt an den Toren Asiens verbunden. Die Straße zwischen Beograd und Buda besaß zwei Trassen; eine hielt sich hauptsächlich an das Donauufer, während die zweite südlicher über Sremska Mitrovica verlief. Von Vukovar aus – hier verbanden sich die beiden Trassen – führte die Straße weiter gen Norden, beziehungsweise nach Nordwesten. Wir wollen nun die wichtigsten Konaks aufzählen: Osijek (Essek), Mohács, Szekcső, Szekszárd, Tolna, Paks, Földvár, Pentele, Can Kurtaran und Buda. Die Budaer Straße besaß – wie auch die übrigen Verkehrsarterien im Osmanischen Reich – vor allem einen militärischen, strategischen Charakter, sie diente jedoch verständlicherweise auch für den Bedarf des Handels. Die Straße hatte wichtige Abzweigungen: die Straße nach Sarajevo über Sremska Mitrovica, Rača und Brčko, und die Straße nach Požega und den übrigen slawonischen Städten – von Vukovar aus.

Die zweite wichtige Verkehrslinie war zweifellos diejenige, die Beograd mit Temesvár (Timișoara) beziehungsweise mit Lippa (Lipova) (und anderen heutigen rumänischen Städten) verband. Auch diese Straße verlief durch die Ebene, die das Bestehen mehrerer Trassen zuließ. Trotz der verhältnismäßig großen Anzahl von Quellen, haben wir doch keine Möglichkeit, die genauen Richtungen dieser Trassen zu verfolgen. Ebenso schwer ist es festzustellen, ob es sich um eine Variante der Straße handelt, die ständig genutzt wird, oder ob es nur um zwangsläufige, vorläufige Umleitungen geht, die durch bestimmte Hindernisse – Hochwasser, Regen, Überschwemmungen, Sümpfe – hervorgerufen werden. Der früheste Itinerar läßt sich anhand türkischer Kataster-Verzeichnisse herstellen.

Da diese Verzeichnisse die *Derbendci* – beziehungsweise die *Köprücü* – Siedlungen – d.h. die Siedlungen, die Dienste in Zusammenhang mit der Durchführung des Verkehrs versahen – genau verzeichneten, vermöglichen sie es uns, die mehr oder weniger genaue Richtung der Straße Beograd-Temesvár festzustellen. Das waren folgende Siedlungen

¹ Ganz ausführlich: O. Zirojević, *Carigradski drum od Beograda do Budima u XVI u XVII veku*, Institut za izučavanje istorije Vojvodine, Novi Sad, 1976.

gen: Die Stadt Pančevo,² das Dorf Lec,³ die Stadt Modoš,⁴ die Dörfer Rudna und Utvin.⁵ Mit dieser Trasse deckt sich in der Hauptsache diejenige Trasse, die der Österreicher H. Ottendorf (1663) in seinem Reisetagebuch anführt. Aus Beograd fuhr er bis Pančevo mit einem Donauschiff und von dort auf dem Landwege über das Dorf Kozlovac⁶ und die Dörfer, Tomaževac, Šurjan und Pardanj.⁷ Auf der Rückreise aus Temesvár fuhr er über Denta, Vršac, Semialj⁸ und Pančevo, beziehungsweise über die südlichere Straßenvariante.⁹ Dasselbe Tagebuch bietet noch eine Variante dieser Straße. Obwohl die Konaks auf der Teilstrecke von Temesvár bis zum Dorf Orlovat nicht angemerkt sind, ist es doch sehr wahrscheinlich, daß die Straße den Lauf des Temesch verfolgte. Aus Orlovat fuhren die Passagiere dann die Theiß hinunter und erreichten zu Schiff, durch einen Ärmel der Theiß, die Donau.¹⁰

Beide Trassen wurden auch von den türkischen Armee in den Feldzügen von 1695 und 1696 benutzt. Es folgen einige von deren Konaks. Im ersten Feldzug: Beograd – das Dorf Ovča-Pančevo-Alibunar – Denta (Hier befand sich eine Militär-Brücke) und Temesvár.¹¹ Im zweiten Feldzug bediente sich das Heer der Trasse: Pančevo-Glogonj-Baranda-Čenta-Orlovat-Čajsi¹²-Modoš-Boldvar.¹³ Auf dem Rückweg aus dem Feldzug nutzte das Heer die durch folgende Dörfer gekennzeichnete Straße: Hetin,¹⁴ Pardanj, Topolovac,¹⁵

² Istanbul Başbakanlık Arşivi (in weiteren Text BBA), Tapu defteri (im weiteren Text TD) No. 579, 245.

³ BBA, TD NO. 290, 264–65. Dieses Dorf existiert heute nicht mehr (D. Popović Srbi u Banatu do kraja osamnaestog veka, istorija naselja i stanovništva, Srpska akademija nauka, Beograd 1955, 126.

⁴ BBA, TD No 365, 321. Der Ort heißt heute Jaša Tomić (M. Marković; *Geografsko-istorijski imenik naselja Vojvodine*, Novi Sad 1966, 83).

⁵ BBA, TD No. 579, 52–4, 203. Die Bevölkerung von Utvin bewachte die Brücke am Fluß Tamš, die anscheinend auch Utvin hieß. War diese Brücke indentsch mit der späteren ordu köprüsü, die von Temesvár eine bzw. zwei Stunden entfernt war (vergl. M. Guboglu: *Le voyage d'Evliya Çelebi dans le Banat, Studia et acta orientalia*, VII, Bucarest 1968, 69, Anm. 226; Evlija Çelebi: *Putopis*, Odlomci o jugoslavenskim zemljama, Übersetzung, Einleitung und Kommentar von H. Šabanović: Sarajevo 1967, 535, Anm. 1; R. Kreutel: K. Teplý: *Der Löwe von Temeschwar*, Osmanische Geschichtsschreiber, 10, Graz, Wien-Köln 1981, 122)? Oder handelt es sich um die Militär-Brücke (ordu köpüsü) im Dorf Hetin (in einer etwas größeren Entfernung von Temesvár); Hetin war zu dieser Zeit ebenfalls ein Derbendci-Dorf (an der Straße Temesvár-Hram)? Der Herausgeber von Nustretnâme entzifferte Utvin als Hodfil, und Hetin als Hetil und identifizierte sie falsch (Silâhdar Findiklî Mehmet Ağa führt das Werk an, hrsg. I. Parmaksizoglu, I, II, Istanbul 1963, 169, 197)

⁶ Die ehemalige Siedlung lag zwischen den Dörfern Jabuka und Crepaja (Popović Srbi u Banatu, 123)

⁷ Ottendorf Henrik Képes útleírása, Budáról Belgrádba 1663-ban, *Tolna Vármegye múltjából*, 7, 1943, 10–109. Der Ort Pardanj heißt heute Medja (Marković, *Geografsko-istorijski*, 117)

⁸ Heute Lokve (Ibidem, 107)

⁹ Ottendorf Henrik: 108.

¹⁰ Ibidem, 109.

¹¹ Nustretnâme, I, I, Istanbul 1962, 138–39.

¹² Im Original Cejzid (?) Heute der Name eines Ackergeheges im Feld von Idvor und Čenta (Popović, Srbi u Banatu, 265)

¹³ Nusretnâme, I, II, 256. Boldor ist heute ein Ackergehege im Feld des Dorfes Hetin (Popović, Srbi u Banatu, 168).

¹⁴ Im türkischen Wortlaut Hetil (wird mit Utvil bzw. Utvin in Zusammenhang gebracht, was falsch ist, siehe Nusretnâme, I, II, 197, Anm. I). Wir meinen, daß es um das Derbendci-Dorf Hetin geht, die Einwohner bewachten eine Militär-Brücke (BBA, TD No. 579, 402. Siehe Anm. 5.)

¹⁵ Der Herausgeber des türkischen Wortlautes identifizierte den Ort als Tomaševac, was falsch ist, (Nusretnâme, I, II, 197, ANM. 5.). Heute Banatski Topolovac (Marković: *Geografsko-istorijski*, 152)

Sakule und Jabuka.¹⁶ Die Straße zwischen Temesvár und Lipova wurde vom ehemaligen Dorf Šarud bewacht.¹⁷

Temesvár war auch mit der Fähre Hram (oder Ram) an der Donau verbunden. Diese Straße führte in gerader Linie nach Süden. Über deren Sicherheit wachten folgende Siedlungen: das Dorf Parta,¹⁸ die Stadt Denta,¹⁹ die Stadt Versec (Vršac, Werschatz)²⁰ und die Dörfer Vojvodinci²¹ und Jasenov.²² Hacı Kalfa führt auf dieser Straße drei Meilen an: Denta, Versec (Vršac) und Novi Hram.²³ Auch Evlija Čelebi wird auf seiner Reise die Straße von Temesvár befahren, und folgende Konaks (Unterkünfte) erwähnen: Utvin, Vršac und Nova Palanka²⁴ an der Donau.²⁵

Das Bestehen der Derbendci – Dörfer Kusič und Baziás (Bazjas)²⁶ weist darauf hin, daß ein Schenkel der Straße in der Richtung zur Moldau abbiegt.²⁷

Die Straße von Temesvár nach Gyula, über den Fluß Maros, beziehungsweise über Copronj, eine sehr häufig benutzte Fähre auf diesem Fluß,²⁸ konnte man während der großen Regengüsse,²⁹ so wie die meisten dieser Straßen im allgemeinen, nicht benutzen.

Den Behauptungen des türkischen Historikers Mustafa Naímâ nach, führten aus dem Banat drei Straßen nach Siebenbürgen: die Straße von Lipova, die Straße von Sebes und die Lugoser und Nagyvárad (Großwardein, Oradea) Straße.³⁰ Auch Karánsebes (Caransebes), ein bedeutendes Wirtschaftszentrum im Banat, war mit einer Reihe von Städten verbunden: mit Vidin über Orsova, mit Kolozsvár (Klausenburg, Cluj-Napoca) und Beszterce (Bistritz-Bistrița) und mit Nagyszeben (Hermannstadt, Sibiu) über Hát-szeg (Hațeg).³¹ Auf einer der Straßen, die von Karánsebes nach Westen führte, sollte sich die Derbendci – Siedlung Gataja befunden haben.³²

In Ottendorfs Reisetagebuch ist auch das Itinerar der Straße Temesvár – Wien ein-

¹⁶ Nusretnâme, I, II, 187, 98, 256.

¹⁷ Popović, Srbi u Banatu, 209.

¹⁸ Ankara, Tapu ve Kadastro Genel Müdürlüğü (im weiteren Text TKGM), TD No 364, 51–2. Fotokopien.

¹⁹ BBA, TD No 290, 260–62.

²⁰ TKGM, TD No 364, 223; BBA, TD No 579, 289–90.

²¹ TKGM, TD No 364, 264–65; BBA, TD No 579, 354.

²² BBA, TD No 290, 339.

²³ Wien, Nationalbibliothek (im weiteren Text NB), No MXT 389, 102.

²⁴ Heute Banatska Palanka (Marković, Geografsistorijski, 31)

²⁵ Evlija Čelebi: *Putopis*, 535–37. Denselben Weg (Beograd-Smederevo-Ram-Nova-Palanka) nimmt (1687) auch Dschafer-Pascha auf seiner Reise nach Temišvar (Kreutel, Der Löwe, 21). Im Jahre 1691 sieht sein Weg dagegen – vielleicht wegen der Winterszeit – so aus: Temesvár-Versec-Pesfoluk (unbestimmt, vielleicht der heutige Ort Banatsko Novo Selo) – Pancsova-Višnjica, dann über die zugefrorene Donau auf die Beograder Seite (Ibidem, 107, 288). Während des türkischen Feldzugs von 1566 wurden die Schiffe (des walachischen Heerführers) auf der Donau stromaufwärts bis Smederevo gezogen; von dort setzte man den Marsch auf dem Landweg nach Temesvár fort (E. Kovačević: *Muhimme defteri, dokumenti o našim krajevima*, Orijentalni institut u Sarajevu, Sarajevo 1985, Dok. 197, 359).

²⁶ BBA, TD No 579, 575–76, 590–91.

²⁷ Heute Moldova veche, Rumänien.

²⁸ TKGM, TD No 364, 68; BBA, TD No 579, 162–63.

²⁹ Kreutel: Der Löwe, 159.

³⁰ Naímâ Târihi, I, çev, Zuhuri Danişman, Istanbul 1967, 200. Heute Oradea Mare, Rumänien.

³¹ H. Kellenbenz: Südosteuropa im Rahmen der europäischen Gesamtwirtschaft, *Die wirtschaftlichen Auswirkungen der Türkenkriege*, hrsg. von O. Pickl, Graz 1971, 44.

³² BBA, TD No 579, 349.

gezeichnet. Von Wien ausgehend wären dies folgende Orte: Veresmartha³³ an der Donau, Zombor (Sombor), Verbác (Vrbas), Turija, die Stadt Bečej an der Theiß, Galad (oder Galada),³⁴ das Dorf Orosin,³⁵ Csombolj,³⁶ Checica und Pobad (oder Pobda).³⁷

Das Bestehen des Derbendci-Dorfes Varias³⁸ könnte auf die Existenz einer Straße Temesvár-Szeged hinweisen. Nach Szeged gelangte man auch aus Pétervárad (Peterwardein, Petrovaradin), bzw. aus Beograd, über Zimony (Semlin, Zemun) und Titel,³⁹ so wie aus Beograd über Pancsova (Pančevo), Becskerek⁴⁰ und Becsej.⁴¹ In Szeged spaltete sich die Straße: ein Schenkel bog nach Westen nach Buda (über Kecskemét)⁴² und der andere führte nach Csongrád, Szolnok und Eger (Erlau).⁴³

Die Nahe der Grenze und die große Anzahl städtischer Siedlungen beeinflussten die Bildung eines entwickelten Straßennetzes auf dem Gebiet des Sandschaks von Požega. Die bedeutendste war zweifellos die transversale Straße, die Požega mit der nach Buda beziehungsweise nach Beograd führenden Kaiserstraße verband. Diese Straße verlief größtenteils in gerader Linie und für ihre Sicherheit und Befahrbarkeit, sowie für die Brücken sorgten folgende Derbendci – bzw. Köprüci – Dörfer: Čaglin, Trbušnake,⁴⁴ Tojčinovac,⁴⁵ Kuničinci,⁴⁶ Čenkovo,⁴⁷ Paučje,⁴⁸ die Stadt Nevna,⁴⁹ Djakovo, Vučevci, Viškovci, Djurdjanci, Junakovci,⁵⁰ Velika Vas,⁵¹ Kešinci,⁵² Draganovci,⁵³ Vinkovci und Vukovar.

Vukovar war auch mit den Save-Fähren bei Brčko und Rača (über den Marktflecken Nijemci bzw. die Stadt Morovič) verbunden.⁵⁴

Wichtig war auch der Schenkel, der von Eszék aus in der Richtung der an der Drau liegenden Städten führte. Für die Brücken über die Karašica sorgten folgende Dörfer:

³³ Heute Zmajevac

³⁴ Galad und Galada, eine ehemalige Stadt südwestlich von Kikinda (Popović, Srbi u Banatu, 104).

³⁵ Heute Rusko selo (Marković, Geografsko-istorijski, 155–56).

³⁶ Heute Jimbolia, Rumänien.

³⁷ Ottendorf Henrik: 107–108.

³⁸ TKGM, TD No 364, 40–1.

³⁹ Naïmâ, I, 145; Kovachevič, Muhimme defteri, Dok. 313.

⁴⁰ Heute Zrenjanin.

⁴¹ B. De la Broquière: *Putovanje preko mora*, Beograd, 1950, 146–47.

⁴² Ibidem, 147–49; Naïmâ, I, 313.

⁴³ NB, NO MXT 389, 102a.

⁴⁴ Unbestimmt

⁴⁵ Existiert heute nicht. Toichinovatz (T. Smičklas, Dvjestogodišnjica oslobodjenja Slavonije, Zagreb 1891, Mappen).

⁴⁶ Heute Kunisinci

⁴⁷ BBA, TD No 672, 2681. Fotokopien im Staatsarchiv von Serbien, Beograd.

⁴⁸ Ibidem, 2751.

⁴⁹ Heute Levanjska Varoš. Ibidem 2754.

⁵⁰ Das ehemalige Dorf bei Djakovo (Stj. Pavičić, *Podrijetlo hrvatskih i srpskih naselja i govora u Slavoniji*, Zagreb, 1953, 271).

⁵¹ Veliko selo, das ehemalige Dorf bei Djakoev.

⁵² BBA, TD No 672, 2718.

⁵³ B. Mc Gowan: *Sirem Sancağı Mufassal Tahrir Defteri, Türk Tarih Kurumu*, Ankara 1983, 486–87.

⁵⁴ Ibidem, 459–60, 75.

Sumatovci (?)⁵⁵ Ilišovci,⁵⁶ Vučevci,⁵⁷ Dolarci,⁵⁸ dann Ivanovci, Novakovci⁵⁹ und Prisunčani (Meierhof). Diese drei Dörfer sorgten auch für die Instandhaltung der Brücke unterhalb Valpovo.⁶⁰ Die dritte Brücke über die Karašica sollte sich irgendwo zwischen Viljevo und Kapelna befunden haben. Für diese Brücke sorgten die Dörfer Brod und Vrhpolje, die heute verschwunden sind.⁶¹

Die Querstraßen – und davon gab es auch einige – verbanden die Drau-Städte mit den Fähren an der Save. Eine solche Straße führte – so scheint es – von Eszék (Osijek) zum Dorf Punitovce (wo eine Brücke den Fluß Vuka überquerte), dann zu den Dörfern Ivanovci,⁶² Baginci⁶³ und Kovačevci,⁶⁴ die zur Wartung der Brücke an der Jošava verpflichtet waren,⁶⁵ dann weiter über Djakovo und die Köprüci – Dörfer Čajkovac und Andrijaševac,⁶⁶ zu den Save-Fähren.⁶⁷ Aus Požega gelangte man nach Brod über die Dörfer: Pleternica,⁶⁸ Frkljevci, Kadanovci, Vrčin dol und Odvorci (alle diese Dörfer sorgten für die Brücke über die Orljava).⁶⁹ Noch eine andere Brücke überquerte die Orljava: sie war groß und muß sich in der Nähe von Požega befunden haben, dessen Einwohner auch für sie sorgten.⁷⁰

Die Existenz der Derbendci – Dörfer Golinci und Poreč – sie warteten die Gebirgsbrücken (cisriha-i kuh)⁷¹ – könnte von dem Vorhandensein einer Straße Donji Miholjac – Našice und weiter nach Süden in der Richtung Požega zeugen.

Es ist ganz sicher, daß auch die übrigen Nahie- und Stadt-Zentren innerhalb dieses Sandschaks untereinander verbunden waren. Die Derbendci – Verpflichtungen der Einwohner von Orahovica⁷² und die Köprüci-Pflichten von Szent-Miklós⁷³ – hier werden die große und die kleine Brücke erwähnt, die letztere auf der Straße nach Kaptol⁷⁴ – informieren uns über noch eine Straße, die in der Richtung Nord-Süd führte, genauer: über die Straße Virovitica – Požega (über Slatina und die erwähnten Städte).

Im Bereich des Gebirges Papuk gab es neun Gebirgsbrücken, die von folgende Dörfern unterhalten wurden: Crnec, Strmi breg,⁷⁵ Bankovce, Gračance⁷⁶ und Preškance.⁷⁷

⁵⁵ Wahrscheinlich das heutige Dorf Samatovci.

⁵⁶ Das ehemalige Dorf Illiaschevo (Smičiklas, Dvjestogodišnjica, 127).

⁵⁷ Heute unverändert

⁵⁸ Das ehemalige Dorf Dolianzy (Smičiklas, Dvjestogodišnjica, 133); BBA, TD No 672, 2777).

⁵⁹ Wahrscheinlich der heutige Ort Novaki.

⁶⁰ BBA, TD No 672, 2777.

⁶¹ Smičiklas, Dvjestogodišnjica, 118, 361; BBA, TD No 672, 2832.

⁶² Heute Gorjanski Ivanovci.

⁶³ Heute Badžinci, ein ehemaliges Dorf bei Djakovo. Pavičić, 271.

⁶⁴ Existiert heute nicht (Smičiklas, Dvjestogodišnjica, 322).

⁶⁵ BBA, TD No 672, 2728.

⁶⁶ Heute das Dorf Andrijevi.

⁶⁷ BBA, TD No 672, 2746.

⁶⁸ Heute Pleternik (Siehe J. Buturac, Stanovništvo Požega i okolice 1700–1950, Zbornik za narodni život i običaje, 43, Jugoslavenska akademija nauka i umjetnosti, Zagreb 1967, 328).

⁶⁹ BBA, TD No 672, 2665.

⁷⁰ Ibidem

⁷¹ Ibidem, 2832

⁷² Ibidem, 2796

⁷³ Heute das Städtchen Mikleuš.

⁷⁴ BBA, TD No 672, 2835.

⁷⁵ Ein ehemaliges Dorf (Smičiklas, Dvjestogodišnjica, 280).

⁷⁶ Unbestimmt. Falls es nicht das ehemalige Dorf Gradanci ist (Ibidem).

⁷⁷ Unbestimmt. BBA, TD No 762, 2809.

Auch Evlija Čelebi erzählt, er sei aus Požega nach Orahovica westwärts und fortwährend durch Wälder und über Berge gereist.⁷⁸

Alle größeren Städte in dem transdanubischen Gebiet waren untereinander verbunden, was auch aus Evlijas Reisebeschreibung ersichtlich ist. Haci Kalfa vermerkt zum Beispiel für Irig, daß es eine Tageswanderung von der Beograder Straße entfernt ist.⁷⁹

Vom Aussehen der Straßen auf dem Gebiet der Pannonischen Ebene existieren nur sehr geringe Zeugnisse. „Auch auff datto lautter schon ebenland und über hayden gefahren, die also verwachsen, als weren es lautter Streuche, und doch guth schon hoch gras, ist nichts anders als himmel und ebene hayden zu sehen“ – schreibt Dernschwam 1553.⁸⁰ Ähnliches zeichnet auch der englische Reisende, Doktor Brown, ein Jahrhundert später auf: „... I travelled from Buda to Belgrade over fair large plains: and many miles upon green-Swarthe and unworn ways; especially in the country of Sirmium...“⁸¹ Evlija Čelebi erzählt, daß in Eszék und Rača – infolge des häufig überschwemmten Bodens – alle Landstraßen und die Straßen in den Städten mit einem Belag aus Balken und Brettern versehen sind.⁸²

Es ist schwer aufgrund dieser Nachrichten bestimmtere Schlußfolgerungen darüber zu ziehen, wie diese Straßen aussahen. Wir setzen voraus, daß sie den heutigen Feldwegen in der Vojvodina sehr ähnlich sahen, denn die aus römischen Zeiten stammenden Grundschichten waren auch dort, wo es sie früher gab, bereits im Laufe des frühen Mittelalters verschwunden, und Stein gibt es auf diesem Gebiet, außer im äußersten Westen und Osten, eigentlich nicht. Es gibt auch keinen anderen harten Baustoff, der sich zum Aufschütten der Straßen eignen würde; darum baut man hier alles aus ungebrannter Erde. Dies würde bedeuten, daß die Straßen im Sommer und während der trockenen Monate brauchbar waren. Falls es notwendig war – wie uns Evlija Čelebi berichtet – gebrauchte man Holz, Bretter und Balken, um die aufgeweichten Straßen für einen einigermaßen akzeptablen Verkehr bereitzustellen.

Die wichtigsten Hindernisse waren die Ströme, Flüsse und Sümpfe. Die Reisenden überquerten sie über Brücken, auf Fähren, mit Booten oder auch in Kähnen. Die Brücken waren gewöhnlich Pontonbrücken – in deren Errichtung die Türken besonders geschickt waren – oder Holzbrücken. In diesem zweiten Fall war die einheimische Bevölkerung für ihren Bau und die Unterhaltung verantwortlich. Der Brückenbau war im Laufe von Feldzügen besonders intensiv.

Aus diesem Anlaß wurden auf den vom Heer benutzten Straßen neue Brücken errichtet und alte repariert. Sie wurden regelmäßig bei Beograd⁸³ und Pétervárad errich-

⁷⁸ Evlija Čelebi: *Putopis*, 237.

⁷⁹ NB. No MXT 389, 102a.

⁸⁰ H. Dernschwam: *Hans Dernschwams Tagebuch einer Reise nach Konstantinopel und Kleinasien* (1553/55), hrsg. Fr. Babinger, München und Leipzig 1923, 265.

⁸¹ E. Brown: *A Brief Account of some Travels in Hungaria, Servia...* London 1673, hrsg. K. Nehring: *Veröffentlichungen des Finnisch-Ugrischen Seminars an der Universität München*, Serie C, Band 2, München 1975, 9–10.

⁸² Mc Gowan: *Sirem Sancağı*, 486–87

⁸³ B. Hrabak: *Mostovi pod Beogradom u XVI i XVII veku*, Godišnjak grada Beograda, XXI, 1974, 5–10.

tet.⁸⁴ Unter den ständigen Brücken wurde die berühmte, eine halbe Meile lange Pontonbrücke, die Buda und Pest verband, besonders bewacht. Doktor Brown behauptete, dies sei die beste Brücke dieser Art, die er je gesehen habe.⁸⁵ Auch die Draubrücke bei Eszék war berühmt.⁸⁶ Wie waren die übrigen Brücken? Nicht selten informieren uns türkische Quellen über ihre Länge und Art. So war die Brücke beim Dorf Draganovac (auf der Straße Beograd-Požega) 300 Arschinen (Ellen)⁸⁷ oder etwas mehr als 227 m lang, jene bei Erdut am Fluß Vuka, war 120 Arschinen⁸⁸ bzw. mehr als 45 m lang.⁸⁹ Neben den Brücken, die Flüsse und Sümpfe überqueren, erscheinen, und zwar ausschließlich im Bereich des Sandschak von Požega auch noch „cis-i kuh“; wir setzen voraus, dies sei eine Art Hängebrücke, ein Viadukt. So gab es zum Beispiel im Gebirge Papuk neun solche Brücken, mit einer Gesamtlänge von 8.600 Ellen.⁹⁰ Alle diese Brücken waren aus Holz (und aus geflochtenen Stäben, Ästen). Den Verpflichtungen der Bevölkerung nach zu schließen – die Einwohner mußten fortwährend für ihre Reparaturen und Instandhaltung sorgen – waren diese Brücken nicht sehr stark, fest und widerstandsfähig.

Gab es keine Brücke, so überquerte man den Fluß auf einer Fähre oder im Kahn oder Boot. Auf seiner Reise aus Sarajevo nach Beograd (1658) überquerte Quiclet die Save auf einer Fähre, jedoch den schmalen aber tiefen Bosut im Boot.⁹¹ Die Reisenden, die aus Beograd nach Temesvár fuhren, überquerten die Donau auf einer Fähre. Auch die Save und die übrigen Flüsse auf der Konstanzinopler Sträe überquerte man manchmal – weil die Brücken bereits reparaturbedürftig und unbrauchbar waren – auf einer Fähre. Die Fähre als Transportmittel wird auch bei verschiedenen Übergängen an der Theiß erwähnt. Bedeutende Einkommensquellen des Staates waren die Fähren an der Save und der Drau. Die großen Geldsummen, die hier eingesammelt wurden, beweisen sehr überzeugend, wie groß der Verkehr und seine Dichte nicht nur auf den Landstraßen war, die sich hier kreuzten. In den letzten Jahrzehnten des 16. Jahrhunderts brachte (Sremksa, Symnisch) Mitrovica das höchste Einkommen ein – 227.000 Aktschen.⁹² danach Rača und Duboëac je 100.000 Aktschen,⁹³ Erdut 69.731 Aktschen,⁹⁴ (Slawonisch) Brod 45.700 Aktschen,⁹⁵ Kupinik (Kupinovo) 44.000 Aktschen.⁹⁶ Unter den Fähren auf der Drau war die meist besuchte diejenige von Valpovo mit einem Einkommen von 31.681

⁸⁴ D. Popović: *Vojvodina u tursko doba*, Vojvodina, I, Novi Sad 1939, 272; Mc Govan, *Sirem Sancađi*, 165.

⁸⁵ Brown: *A Brief Account*, 5.

⁸⁶ J. Matasović: *Stari osječki most*, Narodna starina VIII, Zagreb 1929, 7–31; I. Mažuran: *Turski Osijek (1526–1687)*, Osječki zbornik, VII, Osijek 1960, 119–27.

⁸⁷ Mc Govan: *Sirem Sancađi*, 486–87.

⁸⁸ *Ibidem*, 138.

⁸⁹ *Ibidem*, 459–60.

⁹⁰ BBA, TD No 672, 2809.

⁹¹ Rad. Samardžić: *Beograd i Srbija u spisima francuskih savremenika XVI–XVII. veka*, Beograd, 1962, 192.

⁹² BBA, TD No 673, 3777. Fotokopien im Staatsarchiv der SR Serbien. Auch der Fischzehnt war in diese Summe miteinbezogen.

⁹³ Zusammen mit noch einigen Abgaben. (BBA, TD No 673, 3767)

⁹⁴ Mit dem Fischzehnt (BBA, TD No 672, 2785).

⁹⁵ Zusammen mit dem Zoll (BBA, TD No 672, 2689).

⁹⁶ BBA, TD No 673, 3766.

Aktschen,⁹⁷ während der geringste Verkehr in (Donji) Miholjac stattfand und nur 4.000 Aktschen einbrachte.⁹⁸

Eine bedeutende Ergänzung der Landstraßen waren die größeren Flüsse und Ströme der pannonischen Ebene. Im Vergleich mit dem Verkehr zu Lande, besaß der Flußverkehr sogar auch gewisse Vorteile. Der Transport von Waren, insbesondere schweren Lasten, war billiger und leichter. Auch die Reisenden zogen es vor, mit dem Schiff zu reisen, wann immer dies möglich war, denn hier war die Gefahr von Angriffen der Heiducken geringer, und die Reise war im allgemeinen bequemer. Dies bezieht sich hauptsächlich auf die Donau, die der jugoslawische Geograf, Jovan Cvijić, mit Recht eine der vorherrschenden Straßen Europas nennt. In der Wissenschaft wurde vor allem ihre Rolle vom geographischen, wirtschaftlichen und kulturellen Standpunkt aus eingeschätzt. In diesem Fall interessiert uns indessen, in welchem Maß diese Straße dem Passagier- und Warenverkehr diente. Aufgrund von erhaltenen Quellen – und diese sind zahlreich – könnten wir mit Sicherheit behaupten, daß – wann immer die Wetterverhältnisse es zuließen – schwere Transporte, vor allem Lebensmittel, Schießpulver und Schwere Geschütze mit Donauschiffen nach Süden befördert wurden. Diese Warentransporte wurden auch ziemlich oft stromaufwärts befördert und zwar mit Hilfe von Zugtieren; aber auch Menschen wurden zum Ziehen eingesetzt. Auch Fahrgäste – offizielle Gesandtschaften und Kaufleute – gelangten am häufigsten mit Donauschiffen nach Beograd. Der Landweg Beograd – Buda war zweifellos ein zweitrangiger Weg.⁹⁹

Auch die Save war eine sehr häufig benutzte Wasserstraße. Die Türken hatten sie bereits seit der Mitte des 15. Jahrhunderts zu nutzen begonnen. Später werden sie auf der Save Landwirtschaftsprodukte befördern (Korn und Vieh), Salz, sowie Kriegsmateriel (Kanonen, Kanonenmunition, Schießpulver), insbesondere zu Kriegszeiten, und zwar in beiden Richtungen. Auf der Save exportierte man auch Salz, Korn, Zerealien, Großvieh sowie Sklaven aus Siebenbürgen und aus der Walachei.¹⁰⁰ Ein Teil des Salzes beförderte man mit Wagen bis zum Derbendci – Dorf Čenta, und von dort wurde die Ware auf die syrmische Seite hinübergetragen oder auf Schiffe verladen und die Donau hinab in die Save geleitet.¹⁰¹ Von der Dichte des Flußverkehrs zeugen schließlich die bereits erwähnten hohen Einnahmen der Save-Fähren, sowie die große Anzahl von Dörfern, in Syrmien mehr als zehn, deren Einwohner auf den Fähren als vozari (etwa Fährleute) arbeiten (sie ziehen die Schiffe, bewachen sie und helfen – nach Bedarf – den Reisenden).¹⁰²

Eine wichtige Wasserstraße auf diesen Gebieten war auch die Theiß. Auf diesem Weg wurden große Mengen von Zerealien, Salz und anderen Waren befördert.

In den türkischen Kataster-Verzeichnissen (Steuerverzeichnissen) aus der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts wurden bedeutende Einnahmen von den Theiß-Schiffen verzeichnet. Auch die Aufzeichnungen von Reisebeschreibern zeugen davon. So hat Dok-

⁹⁷ Wieder zusammen mit noch einigen Abgaben (BBA, TD No 672, 2814).

⁹⁸ Zusammen mit dem Fischzehnt (BBA, TD No 672, 2817).

⁹⁹ Ausführlich: Zirojević; *Carigradski drum*, 24–49.

¹⁰⁰ Ganz ausführlich: B. Hrabak: *Turski brodovi na Savi i tranzit preko Beograda*, Zbornik Istorijskog muzeja Srbije XIX, Beograd 1982, 41–53.

¹⁰¹ BBA, TD No 365, 335.

¹⁰² Mc Gowan: *Sirem Sancaği*, 165, 207, 210, 214–15, 302, 355–56, 385, 502, 516, 513–14; BBA, TD No 673, 3768–69, 3810.

tor Brown vermerkt, daß große Mengen von natürlichem Steinsalz, das aus den zahlreichen ungarischen und siebenbürgischen Salzbergwerken stammte,¹⁰³ auf der Theiß stromabwärts befördert wurde. Während der Feldzüge beförderte man auf der Theiß Schiffe mit Munition und Nahrung nach Ungarn. Im Jahre 1596 wurden Kanonen aus Vidin nach Szeged¹⁰⁴ entsandt, und 1696 wurden 55 solche Schiffe ebenfalls auf der Donau und der Theiß nach Szeged geschickt.¹⁰⁵ Im allgemeinen kann man sagen, daß auf dieser Strecke, insbesondere zwischen Szeged und Beograd, auch in umgekehrter Richtung, ein bedeutender Warenverkehr durchgeführt wurde.

Auch auf dem Temes wurden in großem Maß schwere Lasten transportiert. Heute ist dieser Fluß etwa bis zum Dorf Opovo, das ungefähr vierzig km von der Mündung entfernt ist, befahrbar. Aufgrund von Zeugnissen türkischer Quellen aus der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts läßt sich mit Sicherheit schließen, daß der Temes in seiner ganzen Länge von Sebes und Lugos (Lugoj) genutzt wurde. Schießpulver, Salz, Hanf, Talg, Kanonen, Nahrung und andere schwere Lasten wurden aus Temesvár abgeschickt.¹⁰⁶ Der Passagierverkehr zwischen diesen beiden Städten scheint jedoch ausschließlich auf dem Landweg verlaufen zu sein.

Auch die Drau wurde für den Verkehr genutzt. Es gibt Nachrichten über den Transport von Kanonen, und zwar in beiden Richtungen.¹⁰⁷

Über die Donau, die Theiß und den Begej war der Verkehr zwischen Beograd und Beskerek hergestellt.¹⁰⁸

Welche Verkehrsmittel nutzen die Türken in diesen Räumen? Auf den Landstraßen waren das in erster Reihe Wagen, und auf dem Wasser verschiedene Arten von Schiffen. Der Wagen war jedenfalls das meist verbreitete Verkehrsmittel auf den Straßen Pannoniens. In den Quellen werden geschlossene Wagen, Bauern- und Lastwagen erwähnt, dann syrmische Wagen (Sirem), Kutschen, Talike (Taljige) und Karossen. Auf den Markt von Buda gelangten die Waren in zwei Arten von Wagen: in größeren, „araba“ genannten, und kleineren die man „koci“ (Kutsche) nannte.¹⁰⁹ Aus den Wortlauten der Gesetze geht hervor, daß auch in den übrigen Bereichen der heutigen Vojvodina die „Kutsche“ eigentlich ein kleinerer Wagen war. Für diese „Kutsche“ zahlte man nämlich die Hälfte der Summe, die auf einen Wagen entfiel.¹¹⁰ Es gibt ziemlich viele Fälle, in denen die Brückengebühr (Maut) aufgrund der Anzahl der Zugtiere (Gespanntiere) bestimmt wurde.¹¹¹ Diese Kutschen dienten nicht nur für den Warentransport, sondern auch zum Postverkehr. Die Einwohner einer Reihe von Siedlungen hatten die Pflicht, für den Bedarf der Botendienste, außer den „Menzil“-Pferden (Post-

¹⁰³ Brown: A Brief Account, 1–2.

¹⁰⁴ Nâimâ, I, 146.

¹⁰⁵ Nusretnâme, I, II, 169.

¹⁰⁶ BBA, Muhimme Defteri X, 218, 424; XII, 379; XXI, 70; Kovačević: *Muhimme Defteri*, Dok. 380; Kreutel: *Der Löwe*, 122.

¹⁰⁷ L. Forrer: *Die osmanische Chronik des Rustem Pascha*, Diss. Berlin 1923, 121; Nâimâ, I, 302.

¹⁰⁸ Muhimme Defteri XII, 492.

¹⁰⁹ L. Fekete – Gy. Káldy-Nagy: *Rechnungsbücher türkischer Finanzstellen in Buda (1550–1580)*, Türkischer Text, Budapest 1962, 707.

¹¹⁰ BBA, TD No 579, 204.

¹¹¹ Ibidem, 163

Pferden) auch noch eine Kutsche zu halten (eine auf dem Gebiet von Serbien ganz unbekannte Erscheinung).¹¹² Wir meinen, daß sich die älteste Beschreibung eines Wagens, aus der Feder des Franzosen, Bertrandon de la Broquière, eigentlich auf die Kutsche bezieht. Sie war mit einem Dach versehen, schön und sehr leicht.¹¹³ In einem solchen Wagen gab es Raum für sechs, sieben und sogar acht Reisende, und gezogen wurde er nur von einem Pferd. Brown erwähnt ein Gespann von zwei, drei und vier Pferden.¹¹⁴ Die türkischen Quellen erwähnen ein Gespann – und hier handelt es sich um Wagen – von sechs, acht, neun, zehn und sogar 12 Ochsen.¹¹⁵ Die Talike sind an den Bereich des Sandschaks von Temesvár gebunden. Das war – wie auch in späteren Zeiten – ein leichter Wagen von kleinem Umfang. Die Abgabe für einen solchen Wagen betrug nur die Hälfte oder das Viertel der Summe, die sonst auf einen Wagen entfiel.¹¹⁶ Die Karossen werden gewöhnlich in Zusammenhang mit der Zusammensetzung europäischer Gesandtschaften erwähnt, und wurden auch türkischen Würdenträgern als Geschenk überbracht.¹¹⁷

Am wenigsten bediente man sich der Dienste von Lasttieren – von Pferden, Ochsen, Kamelen und Büffeln. In der Winter- und Regenmonaten jedoch, sowie im Laufe der Feldzüge stieg der Einsatz von Lasttieren an.¹¹⁸

Eine sehr wichtige Rolle im Waren- und Passagierverkehr spielten die Flüsse der Pannonischen Ebene. Man fuhr in Schiffen stromauf- und abwärts mit Hilfe von Zugtieren und dem Einsatz menschlicher Kraft. In der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts gelangten die Waren in großen Schiffen, den *Sefinen* und kleinen – den *Nasads* auf den Markt von Buda. Die ersteren (wenn sie nur Korn beförderten) konnten 1200 bis 1400 Scheffel tragen (d.h. 30 bis 34 Tonnen), während die kleineren Schiffe 500 bis 600 Scheffel transportierten.¹¹⁹ Das Gesetz für die Fähre von Becsej erwähnt drei Arten von Schiffen: große (*büyük*), mittlere (*evast*) und *nasad*.¹²⁰ Gegen Ende des 17. Jahrhunderts verkehrten auf dem Temes Schiffe, die eine Tragfähigkeit von 400 bis 500 Okkas hatten (510 bis 642 kg) und sogenannte *Braschnaika* (*brašnaika*) – Schiffe mit einer Leistung von 10.000 Okkas (oder 12.830 kg). Beide Schiffarten waren damals mit Korn beladen.¹²¹ Im 18. Jahrhundert erwähnt man eine ganze Reihe von verschiedenartigen Schiffen auf der unteren Donau, der Theiß, der Drau, der Save und der Kupa.¹²²

Wir wollen hier auch noch die türkische Kriegsflotille auf der Donau erwähnen, die für die Sicherheit des Flußverkehrs sorgte. Der Behauptung des türkischen Historikers

¹¹² Ausführlich: Zirojević: *Carigradski drum*, 13–4.

¹¹³ Broquière: *Putovanje*, 150–51.

¹¹⁴ Brown: *A Brief Account*, 9.

¹¹⁵ Zirojević: *Carigradski drum*, 22.

¹¹⁶ BBA, TD No 579, 23–4.

¹¹⁷ Zirojević: *Carigradski drum*, 23.

¹¹⁸ Ibidem, 23–4.

¹¹⁹ Fekete – Káldy-Nagy: *Rechnungsbücher*, 307–309.

¹²⁰ BBA, TD No 365, 290

¹²¹ Kreutel: *Der Löwe*, 122, Anm. 130.

¹²² M. Kostić: *O dunavsko-savskoj trgovini, ladjama, ladjarima i ladjarskim cehovima u XVIII i XIX veku*, Istoriski Casopis IX–X, Beograd 1959, 265

Acta Historica publishes papers on history in French, English, German and Russian.

Acta Historica appears in issues of varying size making up volumes. One volume of 400–500 pages appears every year.

Orders may be placed with "Kultura" Foreign Trading Company (1389 Budapest 62. POB. 149) or its representatives abroad.

Die *Acta Historica* veröffentlicht Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, englischer, deutscher und russischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheint in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25–30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Bestellbar bei "Kultura" Außenhandelsunternehmen (1389 Budapest 62. POB. 149) oder seinen Auslandsvertretungen.

Журнал "*Acta Historica*" публикует трактаты из области исторических наук на русском, немецком, французском и английском языках.

"*Acta Historica*" выходит отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год.

Заказы принимает предприятие по внешней торговле "Kultura" (1389 Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

Periodicals of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable
at the following addresses:

AUSTRALIA

C B D. LIBRARY AND SUBSCRIPTION SERVICE
Box 4886, G.P.O., *Sydney N.S.W. 2001*
COSMOS BOOKSHOP, 145 Ackland Street
St. Kilda (Melbourne), Victoria 3182

AUSTRIA

GLOBUS, Hochstadtplatz 3, 1206 *Wien XX*

BELGIUM

OFFICE INTERNATIONAL DES PERIODIQUES
Avenue Louise, 485, 1050 *Bruxelles*
E. STORY-SCIENTIA P.V.B.A.
P. van Duyseplein 8, 9000 *Gent*

BULGARIA

HEMUS, Bulvar Ruszki 6, *Sofia*

CANADA

PANNONIA BOOKS, P.O. Box 1017
Postal Station "B", *Toronto, Ont. M5T 2T8*

CHINA

CNPICOR, Periodical Department, P.O. Box 50
Peking

CZECHOSLOVAKIA

MAD'ARSKA KULTURA, Národní třída 22
115 66 *Praha*
PNS DOVOZ TISKU, Vinohradská 46, *Praha 2*
PNS DOVOZ TLAČE, *Bratislava 2*

DENMARK

EJNAR MUNKSGAARD, 35, *Nørre Søgade*
1370 *Copenhagen K*

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

KUNST UND WISSEN ERICH BIBER
Postfach 46, 7000 *Stuttgart 1*

FINLAND

AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA, P.O. Box 128
00101 *Helsinki 10*

FRANCE

DAWSON-FRANCE S.A., B.P. 40, 91121 *Palaiseau*
OFFICE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET
LIBRAIRIE, 48 rue Gay-Lussac
75240 *Paris, Cedex 05*

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

HAUS DER UNGARISCHEN KULTUR
Karl Liebknecht-Straße 9, *DDR-102 Berlin*

GREAT BRITAIN

BLACKWELL'S PERIODICALS DIVISION
Hythe Bridge Street, *Oxford OX1 2ET*
BUMPUS, HALDANE AND MAXWELL LTD.
Cowper Works, *Olney, Bucks MK46 4BN*
COLLET'S HOLDINGS LTD., Denington Estate,
Wellingborough, Northants NN8 2QT
WM. DAWSON AND SONS LTD., Cannon House
Folkstone, Kent CT19 5EE
H. K. LEWIS AND CO., 136 Gower Street
London WC1E 6BS

GREECE

KOSTARAKIS BROTHERS INTERNATIONAL
BOOKSELLERS, 2 Hippokratous Street, *Athens-143*

HOLLAND

FAXON EUROPE, P.O. Box 167
1000 AD *Amsterdam*
MARTINUS NIJHOFF B. V.

Lange Voorhout 9-11, *Den Haag*
SWETS SUBSCRIPTION SERVICE
P.O. Box 830, 2160 Sz *Lisse*

INDIA

ALLIED PUBLISHING PVT. LTD.
750 Mount Road, *Madras 600002*
CENTRAL NEWS AGENCY PVT. LTD.
Connaught Circus, *New Delhi 110001*
INTERNATIONAL BOOK HOUSE PVT. LTD.
Madame Cama Road, *Bombay 400039*

ITALY

D. E. A., Via Lima 28, 00198 *Roma*
INTERSCIENTIA, Via Mazzè 28, 10149 *Torino*
LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI
Via Lamarmora 45, 50121 *Firenze*
SANTO VANASIA, Via M. Macchi 58
20124 *Milano*

JAPAN

KINOKUNIYA COMPANY LTD.
Journal Department, P.O. Box 55
Chitose, *Tokyo 156*
MARUZEN COMPANY LTD., Book Department
P.O. Box 5050 Tokyo International, *Tokyo 100-31*
NAUKA LTD., Import Department
2-30-19 Minami Ikebukuro, *Toshima-ku, Tokyo 171*

KOREA

CHULPANMUL, *Phenjan*

NORWAY

TANUM-TIDSKRIFT-SENTRALEN A.S.
Karl Johansgata 43, 1000 *Oslo*

POLAND

WĘGIERSKI INSTYTUT KULTURY
Marszałkowska 80, 00-517 *Warszawa*
CKP I W., ul. Towarowa 28, 00-958 *Warszawa*

ROUMANIA

D. E. P., *Bucuresti*
ILEXIM, Calea Grivitei 64-66, *Bucuresti*

SOVIET UNION

SOYUZPECHAT — IMPORT, *Moscow*
and the post offices in each town
MEZHDUNARODNAYA KNIGA, *Moscow G-200*

SPAIN

DIAZ DE SANTOS Lagasca 95, *Madrid 6*

SWEDEN

ESSELTE TIDSKRIFTSSENTRALEN
Box 62, 101 20 *Stockholm*

SWITZERLAND

KARGER LIBRI AG, Petersgraben 31, 4011 *Basel*

USA

EBSCO SUBSCRIPTION SERVICES
P.O. Box 1943, *Birmingham, Alabama 35201*
F. W. FAXON COMPANY, INC.
15 Southwest Park, *Westwood Mass. 02090*
MAJOR SCIENTIFIC SUBSCRIPTIONS
1851 Diplomat, P.O. Box 819074,
Pallas, Tx. 75381-9074
READ-MORE PUBLICATIONS, INC.
140 Cedar Street, *New York, N. Y. 10006*

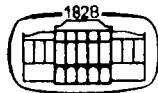
YUGOSLAVIA

JUGOSLOVENSKA KNJIGA, Terazije 27, *Beograd*
FORUM, Vojvode Mišića 1, 21000 *Novi Sad*

ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

TOME 33



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

1987

SOMMAIRE
Buda 1686

Conférence internationale tenue à l'occasion du 300^e anniversaire
de la reconquête de Buda
Budapest du 1^{er} au 4 septembre 1986

<i>I. Europe et l'Empire Ottoman dans la deuxième moitié du 17^e siècle. Europa und das Osmanische Reich in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts</i>	129
<i>Zsigmond Pál Pach: Von der Schlacht bei Mohács bis zur Rückeroberung Budas</i>	129
<i>Béla Köpeczi: L'Europe et la Hongrie en 1686. Forces et idées politiques</i>	151
<i>Gyula Káldy-Nagy: Das osmanische Reich und seine Vasallenstaaten in den achtziger Jahren des 17. Jahrhunderts</i>	159
<i>György Hazai: Türkenbild und Christenbild durch die Jahrhunderte</i>	169
<i>Gilles Veinstein: La politique hongroise du Sultan Süleymán et d'Ibráhîm pacha à travers deux lettres de 1534 au roi Sigismond de Pologne</i>	177
<i>Jean Bérenger: La politique ottomane de la France dans les années 1680</i>	193
<i>Matti Lappalainen: Stockholm-Constantinople Axis – Truth or Not?</i>	203
<i>II. La situation interne de la Hongrie lors des décennies de la Sainte Ligue. Ungarns innere Situation während der Jahrzehnte der „Heiligen Liga“</i>	209
<i>Klára Hegyi: La province hongroise dans l'Empire Ottoman</i>	209
<i>Kálmán Benda: Das Habsburger-Reich und Ungarn in den letzten Jahrzehnten des 17. Jahrhunderts</i>	217
<i>László Benczédi: Imre Thököly und das oberungarische Fürstentum</i>	223
<i>Katalin Péter: Siebenbürgen und der Befreiungskrieg</i>	229
<i>Jaroslav Macek: Die Länder der böhmischen Krone und die habsburgische Politik in Ungarn und auf dem Balkan</i>	237
<i>Vojtech Kopčan: Der letzte Zeitabschnitt der osmanischen Herrschaft in der heutigen Slowakei</i>	251
<i>III. Questions militaires du siège de Buda et de la guerre de la Sainte Ligue en Hongrie. Die Belagerung Budas und die militärischen Fragen der Heiligen Liga in Ungarn</i>	257
<i>Imre Wellmann: Die Rückeroberung Budas</i>	257
<i>Géza Perjés: Verproviantierung und Strategie im Befreiungskrieg</i>	271
<i>István Czigány: Ungarisches Militär in den Armeen der Verbündeten</i>	285
<i>Jean Nouzille: La reconquête de la Hongrie sur les Turcs vue par la France</i>	291
<i>Othmar Pickl: Die Versorgung des Draucorps in den siegreichen Feldzügen von 1684–1687</i>	301
<i>Walter Hummelberger: Die Bewaffnung, Ausrüstung und Versorgung der Truppen der „Heiligen Liga“ bei der Belagerung von Buda 1686</i>	319
<i>Pavel Balcárek: Buda 1686 im Lichte der Korrespondenz im Staatlichen Gebietsarchiv Brno</i>	333
<i>Josef Matuz: Wesir Abdurrahman Abdi Pascha, der letzte Ofner Beglerbeg (Versuch einer Vita)</i>	341

IV. Participation de l'Europe à la libération de Buda et de la Hongrie. Europäische Teilnahme in der Befreiung Budas und Ungarns	351
<i>Peter Broucek</i> : Österreich als Führende Macht der Heiligen Liga im Krieg gegen das Osmanische Reich	351
<i>Karl Othmar von Aretin</i> : Das Heilige Römische Reich und die Türkenkriege	361
<i>Zygmunt Abrahamowicz</i> : Polens Krieg mit dem Osmanischen Reiche 1683–1699.	367
<i>A. Erba-Odescalchi</i> : Papst Innozenz XI. und die Rückeroberung von Buda.	371
<i>Manfred Kehrig</i> : Markgraf Ludwig Wilhelm von Baden-Baden, der Türkenlouis.	377
<i>Mihal Klimecki</i> : A Polish Military Expedition to Moldavia in 1686.	385
<i>Helmut Schnitter</i> : Der Kampf um Budavár 1686 und sein Widerhall in der deutschen Fortifikationsliteratur	389
<i>Olga Zirojević</i> : Das türkische Straßennetz (Land und Wasserstraßen) auf dem Gebiet der heutigen Vojvodina und Slawoniens	393
V. L'écho de la reconquête de Buda en Hongrie et en Europe. Das Echo der Rückeroberung Budas in Ungarn und in Europa	
<i>Ágnes Várkonyi</i> : The Reconquest of Buda in Contemporary Hungarian Political Thought and Public Opinion	3
<i>Herbert Langer, János Dudás</i> : Die Kämpfe in Ungarn 1684 bis 1686 und die Rückeroberung Budas im Spiegel des „Theatrum Europaeum“	17
<i>Pere Molas</i> : La guerre de Hongrie et la prise de Buda vues de la Catalogne	27
<i>Maria Helena Sanches Ortega</i> : Relations entre l'Espagne et la Hongrie pendant le XVII ^e siècle: politique extérieure et alliances	39
<i>Miguel Angel de Bunes Parra</i> : La conquête et la libération de Buda dans les pensées des Espagnols	47
<i>Markus Köhbach</i> : Ein unbekanntes osmanisch-türkisches Klagelied über den Fall von Buda 1686	57
VI. Le bilan du règne des Turcs en Hongrie. Die Bilanz der Türkenherrschaft in Ungarn	
<i>Ferenc Szakály</i> : Die Bilanz der Türkenherrschaft in Ungarn	63
<i>Géza Dávid</i> : Demographische Veränderung in Ungarn zur Zeit der Türkenherrschaft	79
<i>Tamás Hofer</i> : Der Einfluß der Türkenherrschaft auf die ungarische bäuerliche Kultur	89
<i>Domokos Kosáry</i> : Schlußwort: Ungarn zur Wende des 17. Jahrhunderts – die Wende vom Alten zum Neuen	103